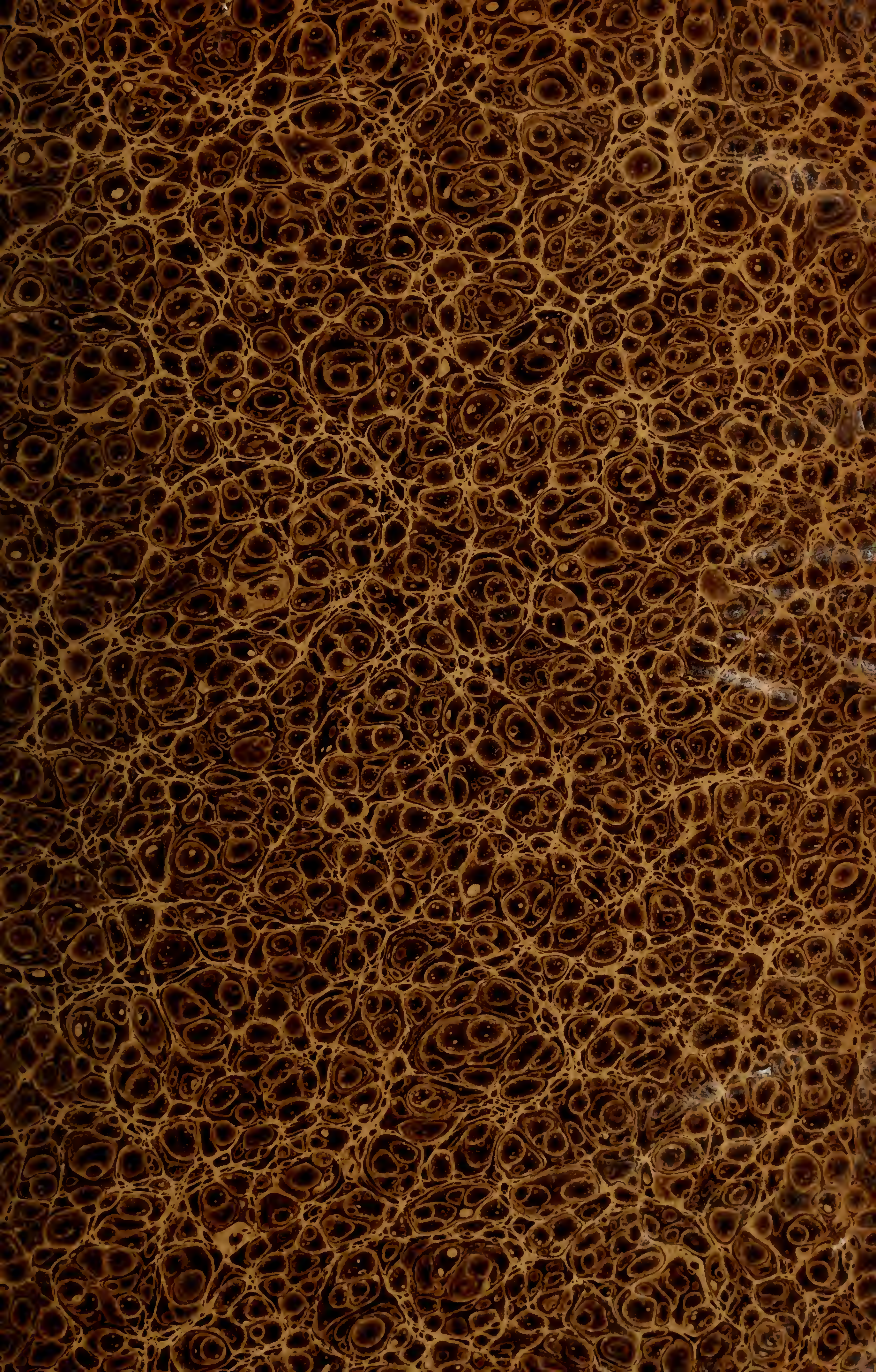






CARTULAIRE

DE

L'ÉGLISE COLLÉGIALE SAINT-SEURIN

DE BORDEAUX



CARTULAIRE

DE

L'ÉGLISE COLLÉGIALE

SAINT-SEURIN

DE BORDEAUX

PUBLIÉ

AVEC UNE INTRODUCTION

PAR

JEAN-AUGUSTE BRUTAILS

Archiviste de la Gironde, Juge au Tribunal supérieur d'Andorre



BORDEAUX

IMPRIMERIE G. GOUNOUILHOU

11 — RUE GUIRAUDE — 11

1897

Sur les droits de St Seurin,
v. Quicherat, ps. T. part., p. 293:

L'icele Saint Vincent (Meignac)

Dans le ps. Turp. p. 291: toutes les traditions de St Seurin longuement transcrites, et pas un mot sur Saint-Fort!

p. 291: E tot le tesor de la terra misdrent soz terra tras l'autar saint Anban en una cropte

Je me demande s'il n'y avait pas une église Saint-Sauveur dans ou près le cimetière S. Seurin:

p. 292:
Apres Karl e Turpins la terra que sta Benedicte avait dona a l'iglise Saint Sauveur que saint Marcaus sacra.

A moins qu'il ne s'agisse de Saint Seurin même: Seurg Sen-

2: Mes antens saint Marcaus l'aveit edifice sta Benedicte en l'onor saint Sauveur,

Même tradition chez Bouillon p. 17 Clovis refit St Martin, St Etienne, St Sauveur, Ste Eulalie, Ste Croix

A MA FIANCÉE

8 septembre 1897

INTRODUCTION

L'usage mettant à la disposition des auteurs quelques pages de préface, j'en profiterai, non pour faire par prétérition et avec toutes sortes de précautions oratoires l'éloge de mon livre, mais pour payer quelques dettes de reconnaissance.

Je dois à M. R. Dezeimeris, correspondant de l'Académie des Inscriptions, d'avoir pu connaître et copier le cartulaire de Saint-Seurin de Bordeaux : c'est M. Dezeimeris qui a demandé que ce précieux volume rentrât, ainsi que le reste des documents bordelais de sir Thomas Phillipps, aux Archives de la Gironde; c'est lui qui a obtenu du Conseil général et du Conseil municipal de Bordeaux d'abord le vote des crédits nécessaires à l'achat, ensuite la reconduction de ces crédits sur les budgets successifs jusqu'à la conclusion de l'affaire.

Plus tard, quand j'ai demandé à mes collègues de l'Académie de Bordeaux de prendre à leur charge et de faire paraître sous leurs auspices la présente publication, M. Dezeimeris et mon ami M. Jullian m'ont appuyé de leur autorité. Le Comité des travaux historiques a bien voulu concourir aux frais de l'impression, qui entraînait pour notre Académie de lourds sacrifices. Enfin, je ne saurais omettre de mentionner M. Jacques Boucherie, le futur éditeur du cartulaire de La Sauve, et M. Gaston Ducaunnès-Duval : leur collaboration, agréable autant qu'utile, rendait presque attrayante la correction des épreuves.

A tous j'adresse ici mes vifs remerciements.

En même temps que je transcrivais le cartulaire de Saint-Seurin, je rédigeais l'inventaire-sommaire du fonds de cette église : l'occasion était propice pour tenter une étude sur la situation économique et juridique de la paroisse. Les monographies de ce genre sont loin

d'être inutiles : certains ouvrages récents sur l'économie de l'ancienne France prouvent précisément que l'heure de ces livres d'ensemble n'est pas encore arrivée.

Je ne me dissimule pas d'ailleurs que la seigneurie de Saint-Seurin est assez mal placée pour servir de sujet à une enquête de ce genre : sa situation à proximité d'un port des plus commerçants, sous les murs d'une grande ville, crée à son profit des conditions très spéciales et fort éloignées de la moyenne. Il n'est pas jusqu'au voisinage d'un Parlement qui n'ait dû exercer dans cet ordre d'idées une influence appréciable. Quand les membres d'une cour de justice ont des intérêts dans une contrée, il est inévitable que la jurisprudence se ressente de cette circonstance : on peut se rendre compte qu'elle aurait été autre si les parlementaires bordelais n'avaient pas possédé de propriétés foncières.

On voudra bien tenir compte de ces observations, si on lit les chapitres qui suivent. Je donne mes conclusions pour ce qu'elles valent, et sans aucune arrière-pensée de généralisation.

CHAPITRE PREMIER

Le cartulaire.

I. — Les archives de Saint-Seurin ; le *grand Sancius* et le *petit Sancius;* histoire et description du *petit Sancius*.

II. — Observations paléographiques : les ȩ cédillés; le signe correctif des interversions, etc.

III. — La diplomatique du cartulaire : les notices et leur authenticité; le comput; les moyens de validation : nœuds, sceaux, témoignages autorisés, actes reçus par l'official : *cartas de cartolaris* et *memoriaus*.

I. — Le cartulaire dont le texte est publié ci-après provient des archives du chapitre collégial de Saint-Seurin de Bordeaux. Ces archives, brûlées peut-être au XIIIe siècle, furent mises au pillage en décembre 1542 par un parti de lansquenets (1) et souffrirent d'un vol important en 1606 ou peu avant (2). Ce qui reste de cette collection forme aux Archives de la Gironde le fonds de Saint-Seurin, classé sous les numéros G. 1010-1654.

Notre cartulaire portait le nom de *petit Sancius* (3). Le chapitre possédait un autre cartulaire, aujourd'hui disparu, appelé le *grand Sancius*. L'un et l'autre registre étaient ainsi désignés de l'une des premières chartes y transcrites (4), laquelle aurait été octroyée par le comte Sanche et présentait pour les chanoines une importance considérable.

Les transcriptions du *grand Sancius* étaient, au moins en partie, certifiées par un clerc, Jean de Perières, scribe de l'officialité (5). Le volume comptait 132 feuillets seulement, non compris la table (6); mais c'était un « grand livre in-folio » (7). Quand le chapitre avait

(1) G. 1115. — 30 janvier 1543 (G. 1564).
(2) Janvier 1607 (G. 1564).
(3) G. 1045.
(4) Folio 10.
(5) 21 février 1611 (G. 1104).
(6) *Ibidem*.
(7) 27 juin 1700 et 14 mars 1701 (G. 1566).

à produire des titres, il recourait généralement au *grand Sancius*. En rapprochant du *petit Sancius* les extraits du *grand Sancius* qui nous sont parvenus (1), nous constatons que les actes sont, dans les deux volumes, disposés suivant le même ordre; toutefois, la progression de la foliotation n'est pas la même. Il est vraisemblable que le *grand Sancius* était une copie du petit, complétée de quelques additions.

J'ignore quel a été le sort du *grand Sancius;* il est probablement perdu à jamais (2). Quant au *petit Sancius,* il fait partie de ce lot de documents que le fils d'Alexis Monteil acquit à Bordeaux, qui, de sa bibliothèque, passèrent dans la collection de sir Thomas Phillipps, et que le Département de la Gironde et la Ville de Bordeaux ont rachetés en 1894. Il était coté 71 sur l'inventaire de sir Thomas Phillipps; il forme présentement l'article G. 1030 des Archives de la Gironde.

L'avertissement placé en tête du cartulaire (3) nous apprend que l'idée en est due à Rufat, sacriste, dont le nom revient fréquemment dans le corps du volume. C'était la première fois que l'on formait un semblable recueil à Saint-Seurin. Au XIIIe siècle encore, l'usage n'en était pas si général que Raimond de Penyafort n'éprouvât le besoin de faire des recommandations aux archidiacres pour que les titres des églises fussent copiés « à la fin des missels ou autre livre » (4).

Les chartes de Saint-Seurin, gardées dans des armoires, avaient été en partie perdues ou dérobées; Rufat décida d'en assurer la conservation en les faisant transcrire dans un volume où il fût facile de les retrouver. En 1250, on augmenta le cartulaire du texte des actes intervenus depuis et d'un intérêt permanent, « perpetuitatem continentes » (5). Diverses pièces furent successivement ajoutées jusqu'au XVe siècle; la plus récente parmi celles qui sont datées est de 1400.

Le registre manque donc d'homogénéité. Il comprend d'abord une table en fort mauvais état, puis, au folio 3 v°, des extraits des Évangiles et, en regard, au folio 4 r°, les obligations des béné-

(1) Par exemple G. 1104, G. 1564, G. 1585 et 23 février 1657 (G. 1028).

(2) Sur l'histoire du *grand Sancius,* qui avait été enlevé des archives du chapitre, voir: 23 février 1657 (G. 1028), 21 octobre 1676 (G. 1029, G. 1564), 1700-1701 (G. 1566). — Ce volume fut prêté, en 1758, aux Bénédictins pour leurs travaux historiques (4 décembre 1758, G. 1016).

(3) Fol. 8.

(4) Publié par Ravaisson, dans le *Catalogue des manuscrits des bibliothèques des départements,* t. Ier, p. 620.

(5) Fol. 54.

ficiers : le bénéficier pouvait de la sorte prononcer la formule du serment en tenant la main sur les extraits des Évangiles; car les clercs de nos pays ne paraissent pas avoir juré la main sur la poitrine [1]. La table reprend au bas du folio 4 r°, jusqu'au folio 5 r° inclusivement. Le folio 7 a été ajouté sur onglet. Le cartulaire commence véritablement avec le folio 8.

Les actes sont séparés par des blancs plus ou moins larges, qui ont été quelquefois garnis après coup, soit par l'analyse de contrats relatifs aux mêmes biens, soit par des notes destinées à faciliter l'identification de ces biens. Lorsque la place faisait défaut entre les chartes, on a rejeté ces additions en marge.

Le volume s'est longtemps terminé au feuillet 138 (ancien 131); le feuillet 139, resté en blanc, était un feuillet de garde; les cahiers qui suivent ont été ajoutés, anciennement d'ailleurs, ainsi qu'en témoignent et leur écriture et leur foliotation.

Dans son état actuel, le *petit Sancius* compte 179 feuillets, suivis de 3 feuillets blancs; il mesure 0m28 de hauteur sur 0m 187 de largeur. La reliure, en maroquin rouge, porte sur le premier plat l'inscription suivante :

MANUSCRIT
APPT A MR MONTEIL

et sur le dos :

CARTULAIRE
DE St SEVERIN
DE BORDEAUX
CONTENANT
380 CHARTES DU
IXe, XIe, XIIIe ET XIVe SE.

La plus grande partie du volume est en minuscule assez soignée. Les actes les plus récents sont tantôt d'une écriture ténue dont on se servait pour les chartes et tantôt en cursive des XIIIe et XIVe siècles. Les scribes ne se sont pas astreints à une règle pour les rubriques : dans les feuillets 8-48, les initiales des chartes sont en vermillon, et les titres se trouvent généralement en marge. Aux feuillets 54-65 et 76-79 r°, les initiales sont alternativement bleues et rouges. Enfin, dans les feuillets 107 v°-117 v°, les titres des chartes sont rubriqués.

(1) 22 octobre 1324 (fol. 171).

II. — La paléographie du cartulaire de Saint-Seurin donne lieu à quelques observations. Les *e* sont cédillés assez fréquemment, mais de façon irrégulière, jusque vers le folio 50. Le scribe ne faisait guère entrer dans le corps d'un mot plus d'un *e* cédillé; il écrivait volontiers : « ęcclesia, ecclesię. » Une cédille sous un *q* surmonté d'un signe abréviatif représente « quę ».

Lorsque le scribe s'était trompé dans l'ordre des mots, il corrigeait à l'aide d'un signe formé de deux virgules juxtaposées qu'il plaçait devant chacun des deux mots intervertis.

Folio 37 : *quam " tenet " vineam* doit se lire : *quam vineam tenet.*

Folio 38 : *in " burgo " ipso* doit se lire : *in ipso burgo.*

Folio 49 v° : *" prope " sunt aream* doit se lire : *sunt prope aream.*

A la fin des lignes se trouve parfois une sorte de point d'interrogation mal formé, qui n'a d'autre objet que de remplir un blanc (1).

Je n'ai pas relevé dans ce registre l'emploi d'un sigle qui fut aux xve et xvie siècles d'un usage assez fréquent pour exprimer l'idée de moitié : c'est une sorte de 5 entre deux points. Ainsi, dans la liève cotée G. 1175, qui est du xve siècle, on lit :

Folio 29 v° : « iii sols vi deners de cens . . . . iii s. .5. »

Folio 65 v° : « xviii d. . . . . i s. .5. »

Folio 22 : « per lo .5. mur ont lod. hostau es carguat, » ce qu'il faut lire : « per lo mech mur, » etc.

Dans certaines chartes, surtout dans les chartes gasconnes, le scribe a fréquemment redoublé l'*f* initial en tête des mots commençant par cette lettre. Certains paléographes assimilent, je le sais, ce redoublement à une majuscule; mais dans nombre de cas il est manifeste que l'intention du scribe n'était pas de représenter une majuscule. C'est pourquoi, sans blâmer d'ailleurs la pratique contraire, il m'a paru que je remplissais plus fidèlement ma tâche de copiste en gardant les deux *f* partout où je les ai trouvés.

III. — Le diplomatiste n'a guère à glaner dans le cartulaire de Saint-Seurin. Les chartes du haut moyen âge y sont extrêmement rares. Baurein (2) a déjà remarqué au siècle dernier combien peu notre région avait gardé de titres antérieurs à l'an 1000.

La plupart des chartes contenues dans le premier tiers du cartulaire sont sous forme de *notices* ou *brefs,* résumés narratifs où la partie de qui émane l'acte, donateur ou vendeur, est nommée à

(1) Par exemple, fol. 153, 10e ligne.

(2) *Variétés bordeloises,* t. III, p. 252.

la troisième personne et où plusieurs contrats successifs peuvent être réunis en une même pièce (1). Rufat paraît avoir rédigé ces notices; il lui arrive d'y parler à la première personne : « Pour l'enseignement de nos successeurs, nous avons décidé d'insérer dans ce registre que... » (2). Même lorsque le document n'a pas la forme d'une narration, il peut avoir été rédigé après coup : tel est le cas de la charte où un personnage raconte qu'il a disposé de ses biens pendant la maladie dont il est mort (3).

Ces notices n'offrent pas, il s'en faut, les mêmes garanties d'authenticité que les chartes ordinaires : elles peuvent être le résumé plus ou moins fidèle d'actes préexistants; elles peuvent aussi, à la rigueur, avoir été fabriquées de toutes pièces pour servir de titre à une possession. M. Bladé, qui a longuement étudié les chartes des ducs de Gascogne, tient pour suspecte la notice (4) de la donation de Sanche qui a donné son nom aux grand et petit *Sancius*.

En ce qui concerne le comput, on sait que l'année commençait dans nos pays le 25 mars (5). Un acte transcrit dans le cartulaire (6) est daté du 14 février 1180, sous le règne de Philippe. Louis VII étant mort seulement le 18 septembre 1180, cette date prouve que dans le Bordelais l'année commençait après le 14 février. Quand il est fait exception à la régle, c'est le style français qui est en vigueur et le millésime change à Pâques (7). Cette habitude paraît avoir été portée dans nos pays par les parlementaires; dans un certain nombre de registres du Parlement les greffiers l'ont adoptée (8).

Le cartulaire de Saint-Seurin permet de se renseigner sur les précautions qui étaient prises pour affirmer l'authenticité des actes et pour en assurer l'exécution. Avant l'intervention des notaires, on recourut à des moyens multiples pour la validation des contrats.

On a cité bien des fois (9) la coutume de faire des nœuds à une courroie qui était d'ordinaire, si je ne me trompe, la queue de

(1) Fol. 37 r° et v°.
(2) Fol. 45 v°. — Cf. fol. 51 v°.
(3) Fol. 20.
(4) Fol. 10.
(5) Giry, *Manuel de diplomatique*, p. 116. — Cf. pour le Bordelais, Baurein, *Variétés bordeloises*, t. II, p. 10, et pour l'Agenais, Tholin, *Ville libre et barons*, p. 136, note.
(6) Fol. 43.
(7) « Bourdeaux,... le 14e jour du mois d'apvril l'an 1546 avant Pasques » (G. 1616).
(8) Sur le changement de l'année et de l'indiction au XVIe siècle on trouvera des indications dans le terrier G. 1162.
(9) Giry, *Manuel de diplomatique*, p. 656.

l'acte, la languette habituellement destinée à porter le sceau (1). Le cartulaire de Saint-Seurin fournit plusieurs exemples de ces nœuds, ainsi que les cartulaires de La Réole (2) et de Sainte-Croix de Bordeaux (3); mais c'est surtout dans le cartulaire de La Sauve qu'il faut étudier cet usage : les confirmations de ce genre y sont extrêmement abondantes.

Suivant l'observation des continuateurs de Ducange, les *nodatores* ne doivent pas être confondus avec les témoins. J'ajoute que, d'une façon générale, ce ne sont pas non plus les garants. Les uns et les autres sont, en effet, soigneusement distingués dans les actes (4). Les *nodatores* interviennent d'ordinaire dans le contrat pour le confirmer, à titre de parties intéressées. Les nœuds sont au nombre de trois : le principal donateur ou vendeur fait un premier nœud (5) au milieu de la courroie (6), et, s'il y a plusieurs donateurs ou plusieurs vendeurs, ils ne font ensemble qu'un nœud (7); les deux autres nœuds sont faits par des parents, assez fréquemment par les fils, ou par le tenancier du bien dont il est disposé dans l'acte (8). Toutefois, dans certains cas il est assez difficile de déterminer à quel titre figurent les *nodatores,* qui se confondent peut-être alors avec les garants, comme ces *idonei barones* que mentionne la charte de Fortaner citée dans le Glossaire de Ducange (9). De même que

(1) C'est l'opinion exprimée, dans son histoire manuscrite de La Sauve, par dom Dulaura, qui avait sous les yeux bien des chartes originales (liv. II, chap. VIII). — Ducange a fourni des preuves, au mot *Corrigia* 2. On peut en ajouter d'autres : 14 février 1181 (n. s.). « Juxta consuetudinem terrę unum nodum in presenti corrigiola » (fol. 43 v°). — Des analyses anciennes d'actes de donations au profit du prieuré de La Réole sont suivies de l'indication : « Corrigium nodatum in carta, » ou : « Signum corrigii nodati cum carta. » (*Archives historiques de la Gironde*, t. V, p. 111 et suiv.) — Quelquefois cependant il est vraisemblablement question d'une courroie quelconque : « Quandam corrigiam tribus nodis nodatam super altare in eamdem ecclesiam ex integro in perpetuum relinquere. » (Petit cartulaire de La Sauve, p. 105, col. 1.)

(2) *Archives historiques de la Gironde,* t. V.

(3) *Ibid.*, t. XXVII.

(4) Les nœuds étant faits, les deux garants sont désignés, puis des témoins; la courroie est déposée sur l'autel; enfin, quatre jours après, on convoque les nobles du pays pour servir de témoins (Petit cartulaire de La Sauve, p. 17, col. 1 et 2). — Cf. dans le cartulaire de Saint-Seurin, fol. 29, un accord qui distingue les *nodatores* du *fiducia*, et dans le cartulaire de Sainte-Croix un acte de 1210-1213 (*loc. cit.,* p. 11-12).

(5) Fol. 16 v°.

(6) 1091-1097 (Cartulaire de Sainte-Croix, *loc. cit.*, p. 11).

(7) Trois frères, partie contractante dans un acte, font un nœud (Petit cartulaire de La Sauve, p. 109, col. 1). — Cf. *ibid.*, p. 17, col. 1. — Le mari et la femme font le premier nœud (*Ibid.*, p. 28, col. 1).

(8) *Ibid.*, p. 25, col. 2.

(9) Au mot *nodatores*. — Cf. 14 février 1181 (fol. 43 v°).

que du côté de la partie contractante, plusieurs de ces *nodatores* secondaires peuvent se réunir pour faire un nœud (1).

Le nœud n'exclut pas l'apposition de la souscription autographe (2).

Les sceaux furent fréquents à partir du XIIIe siècle. La conservation du sceau présentait un tel intérêt que l'on voit des parties s'engager à respecter leurs conventions quand bien même les sceaux seraient brisés ou enlevés (3).

Tous ces procédés de validation perdaient leur raison d'être quand on pouvait se référer à un témoin autorisé. Avant d'avoir ce témoin officiel qui s'appelle le notaire, les parties s'adressaient à un personnage d'importance (4), dont elles empruntaient parfois le sceau (5). C'est ainsi que des accords furent confirmés par l'archevêque (6). Cette attribution est l'une de celles que les prélats passèrent à l'official; celui-ci continua d'ailleurs à recevoir des actes et à les authentiquer après l'institution des notaires. En vertu de son pouvoir judiciaire, l'official, non content d'enregistrer les contrats, les revêtait d'une formule exécutoire et enjoignait aux parties de les respecter (7).

Il existait donc deux sortes d'instruments : les uns émanés de tabellionnages laïques, les autres rédigés dans l'officialité. Ces derniers étaient généralement des *notices* débutant par les mots: *Memoriale est quod.* Le cartulaire de Saint-Seurin contient un certain nombre de ces actes, qui étaient dits, du mot par lequel ils commençaient, *memorialia,* et en gascon *memorials* ou *memorians;* les instruments des notaires étaient appelés *cartas de cartolaris* (8).

(1) Petit cartulaire de La Sauve, p. 109, col. 2. — Voici, d'après le même cartulaire (p. 25, col. 2), l'analyse d'un acte où sont détaillées les formalités de la validation : Bernard de Montussan et Simon de Latour cèdent moitié d'une terre. « Et, ut libere in allodium haberemus, dederunt fidejussores fratri nostro Gaucelmo de Linnanno in manu Raimundi de Genzac et Raimundi de Lignano apud Turrim. » Chacun d'eux fournit deux garants : l'un des quatre est Guillaume Gaucelme Dupouy. « Postea vero in ipsius terre divisionem et determinatione usuali lege terre donationem ipsam et venditionem confirmarunt cum quadam corrigia in qua supradictus Bernardus et Symon fecerunt medium nodum; alterum Willelmus Gaucelmi, qui quod ibi habebat dimisit, — habebat enim illam feodaliter; — tercium vero nodum fecit Bernardus de Castelleto. »

(2) Fol. 34 v°. — Petit cartulaire de La Sauve, p. 110, col. 1.

(3) 3 mars 1272 (n. s.) (fol. 105 v°).

(4) 1235 (fol. 131 v°).

(5) 2 août 1272 (fol. 110).

(6) Fol. 18 v°.

(7) 11 mars 1271 (n. s.) (fol. 111). — 14 avril 1332 (fol. 174). — Le sceau était celui de l'official ou d'un archidiacre ou, en temps de vacance du siège archiépiscopal, d'un vicaire général ou du chapitre.

(8) 27 janvier 1255 (n. s.) (fol. 98 v°).

La table insérée en tête du cartulaire renferme (1) l'indication que voici : « A folio LXXIIII° usque ad LXXXXI sunt carte, instrumenta, memor[ialia] (2). »

(1) Fol. 4 v°.

(2) Le 30 août 1403, une ordonnauce fut rendue contre les débiteurs de Saint-Seurin, qui étaient connus « per cartas, memoriali *(sic)*, instrumenta publica, testes, literas aut alia legitima documenta ».

CHAPITRE II

Histoire légendaire de Saint-Seurin.

I. — Saint-Seurin et les origines du christianisme à Bordeaux; saint Fort.
II. — Saint-Seurin cathédrale; la chapelle Saint-Étienne.
III. — Saint-Seurin monastère.

I. — L'histoire de Saint-Seurin est intimement mêlée à tout un cycle de légendes sur les origines du christianisme dans nos pays : saint Fort, premier évêque de Bordeaux, institué par saint Martial, aurait siégé à Saint-Étienne, une petite église contiguë à Saint-Seurin, et qui aurait été la cathédrale primitive. Ces traditions se retrouvent dans un certain nombre de mémoires produits par les chanoines au cours de divers procès; elles présentent constamment un caractère d'incertitude qui est très frappant. De preuves il n'est guère question : le chapitre invoqua cependant, une fois, « d'anciens monnmens de l'année 398, » pour établir qu'à l'origine « le siège épiscopal étoit dans son église » (1). Quels étaient ces monuments? On aurait bien dû le dire; mais on avait sans doute d'excellentes raisons pour ne pas préciser, et on préférait s'en tenir à de pures affirmations (2); car on ne saurait considérer comme des preuves historiques les allégations contenues dans des bulles ou dans des ordonnances archiépiscopales qui sont, les unes et les autres, modernes (3).

Sur certains points, d'ailleurs, les récits que l'on nous donne comme les traditions des églises de Bordeaux sont ou manifestement erronés ou contradictoires (4). « La tradition bordelaise, »

(1) G. 1122.
(2) 4 janvier 1482 (n. s.) (G. 1033). — 1732 (?) (G. 1563).
(3) 28 janvier 1488 (G. 1062). — 4 novembre 1616 (G. 1038).
(4) En 1765, le chapitre de Saint-Seurin raconte que « la duchesse d'Aquitaine fut une des premières qui embrassa la religion chrétienne » du temps de saint Martial, et que l'église « fut augmentée en 394 par saint Seurin » (G. 1122). Le chapitre de Saint-André reportait à l'an 74 la mort de saint Martial et à l'an 800 la naissance de saint Seurin (20 juillet 1654, G. 1142). On considérait comme le siège de saint Amand une chaire épiscopale qui est de la fin du xve siècle .

écrivait naguère un Bollandiste, « est récente, factice (1). » Rien n'est instructif à cet égard comme l'histoire de saint Fort.

Saint Fort, qui est à Saint-Seurin l'objet d'un culte spécial, n'est pas mentionné dans la littérature hagiographique des premiers siècles. Ses défenseurs trouvent dans ce silence même une confirmation de leur théorie; car « plus les martyrs se rapprochent du berceau du christianisme, plus leurs actes ont été brefs, rares et difficiles à conserver » (2).

Trouvez-vous l'explication insuffisante, on vous exposera que les récits mentionnent saint Fort sous le nom de Sigebert. Le mot *sigebert,* vous dira-t-on, exprime, en langue germanique : victoire illustre, chantre vainqueur, barbe victorieuse, et « ces variantes ne modifient pas sa signification que renferme tout entière le latin *Fortis* ou notre français *Fort* » (3). Que si vous estimez étrange cette modification du nom propre de *Fort* en cet autre nom propre *Barbe victorieuse,* on fait appel à la paléographie. « Les Wisigoths viennent d'être battus par Clovis... : les églises sont en ruines, les bibliothèques brûlées ou dispersées; un manuscrit précieux est remis à l'évêque; celui-ci le confie à son archiviste, homme expert et patient, lequel se trouve en présence d'un nom propre écrit tantôt *scuforte,* tantôt *scifortis...* : mot assez semblable à *Sigibertus,* ou *Sigebertus,* Sigisbertus; en effet, dans les chartes, l'*e* et l'*o* se ressemblent souvent, et le groupe *cj* peut se prendre pour un *g*; il y a une forme du *b* qui s'allonge et qui ressemble presque à l'*f*, » etc. L'archiviste « expert et patient » avait-il, ce jour-là, mal essuyé ses lunettes? On oublie de nous le dire. Toujours est-il qu'il lut *sige* au lieu de *sanctus* et *bertus* à la place de *Fortis.*

On voit avec quel puéril aveuglement ont été étudiées ces questions délicates, qui exigeraient une si pénétrante critique. En réalité, si on établit la comparaison entre les arguments pour et les arguments contre l'existence de saint Fort, évêque de Bordeaux, on constate que les premiers se réduisent presque à rien, tandis que les seconds sont à peu près décisifs.

L'histoire de la tradition de saint Fort en Bordelais paraît comprendre deux faits principaux : d'abord la diffusion du nom d'un saint Fort, sans que nous puissions dire quel est ce saint, ensuite

(1) *Analecta bollandiana,* 1895, p. 444. — Je saisis cette occasion pour offrir mes vifs remerciements au R. P. Poncelet, qui a bien voulu m'aider de ses conseils et de ses encouragements.

(2) Cirot de La Ville, *Origines chrétiennes de Bordeaux, ou Histoire et Description de l'église Saint-Seurin,* p. 182.

(3) Cirot de La Ville, *op. cit.,* p. 180.

l'exaltation dans la basilique de Saint-Seurin du culte de saint Fort, évêque de Bordeaux, dont cette basilique aurait possédé les restes.

Pour expliquer la popularité du nom de Fort, on n'a pas assez tenu compte, semble-t-il, de l'affinité entre les deux mots *Fortis* et *Forto*. *Forto, Fortonem,* qui était très répandu dans nos pays pendant le haut moyen âge (1), a donné au cas régime *Forton,* au cas sujet *Fort,* de même que *Hugo, Hugonem* ont produit *Hugues, Hugon; Odo, Odonem, Eudes, Odon,* etc. Or, il était naturel que le peuple, jouant sur les mots, prêtât au nom gascon *Fort* la signification de force et de vigueur, et le retraduisît en latin non point par *Forto,* mais par *Fortis*. De fait, certains personnages s'appellent en latin indistinctement *Fortis* ou *Forto* (2), de même que d'autres *Brunus* ou *Bruno*.

Les plus vieux martyrologes gardent le silence sur saint Fort : Labbe a publié deux recueils relatifs à l'Aquitaine (3), qui ne le nomment pas. Il existe du XIIe siècle un volume (4) provenant de la collégiale de Saint-Émilion et contenant une copie modifiée du martyrologe d'Adon; il y est question de saint Émilion, de saint Romain; une addition ancienne a trait à saint Seurin : on n'y trouve rien sur saint Fort. Il n'en est pas fait mention au XIVe siècle, dans le calendrier de *l'Esclapot* de Monségur (5), ni même au XVe siècle, dans le calendrier d'un livre d'heures à l'usage de la Merci de Bordeaux (6). Il n'est pas invoqué non plus dans des litanies du XVe siècle insérées dans un bréviaire bordelais (7).

Parmi les documents qui permettent de constater la croyance à saint Fort, le premier en date est, je crois, une reconnaissance de 1274 (8), qui signale dans la paroisse de Saint-Étienne-de-Lisse un lieu-dit de ce nom. Il s'agit vraisemblablement de l'endroit où s'élève une chapelle (9) dédiée, du moins pendant l'époque mo-

(1) Abbé Breuils, *Étude sur les noms de baptême dans la région gasconne,* dans le *Bulletin historique et philologique,* 1896, p. 504.

(2) Cirot de La Ville, *op. cit.,* p. 161. — La forme *Fortus* était peut-être usitée quelquefois : certains calendriers portent la mention : *Forti, episcopi*

(3) *Selectæ vitæ aliquot sanctorum sanctarumque ad Aquitaniam spectantium* et *Hagiologion Franco-Galliæ ac præsertim Aquitaniæ,* dans la *Bibliotheca nova,* t. II, p. 467 et p. 697.

(4) G. 902.

(5) *Société archéologique de Bordeaux,* t. XII, p. 29. — Il faut dire que Monségur était dans le diocèse de Bazas.

(6) Bibliothèque municipale de Bordeaux, n° 90.

(7) G. 920.

(8) *Archives historiques de la Gironde,* t. V, p. 276, et Cirot de La Ville, *op. cit.,* p. 166.

(9) Cette chapelle, autant qu'on en puisse juger par un dessin que donne Cirot de La Ville, est postérieure au XIIIe siècle. Il est vrai que, d'après cet auteur, cer-

derne, au bienheureux dont nous nous occupons; je dis : pendant l'époque moderne, parce qu'il n'est pas démontré que le saint Fort qui a primitivement donné son nom à ce lieu-dit soit le même qui est honoré à Saint-Seurin. Les calendriers d'un bréviaire écrit à la fin du XIVe siècle pour Saint-Michel de Bordeaux (1) et d'un volume de statuts pour la cathédrale de la même ville (2) signalent saint Fort au 16 mai, de même que le calendrier du cartulaire municipal de Libourne, connu sous le nom de *Livre velu,* qui est de la seconde moitié du XVe siècle, et le calendrier d'un missel bordelais, qui est du même siècle (3).

Il convient d'ajouter que, dès le XIVe siècle, la fête de saint Fort était à Bordeaux une date importante : une note de cette époque est consacrée à une installation qui eut lieu en 1355, « le samedi jour de saint Fort» (4). Le livre de raison (5) (1505-1521) de Fortaner Dupuy, banquier et marchand, montre que c'était, au début du XVIe siècle, une échéance courante.

En ce qui concerne spécialement le culte de saint Fort à Saint-Seurin, on a supposé avec vraisemblance qu'il est le résultat d'une confusion, les fidèles ayant pris pour le nom d'un bienheureux, *Fortis,* le substantif commun qui désignait une *fierte* ou châsse, *forte.* Nous avons de cette hypothèse une confirmation piquante dans le premier document de la collégiale où apparaisse saint Fort. L'usage s'était introduit à Saint-Seurin et ailleurs de prêter serment sur une relique (6). Un accord de 1270 répartit entre le chapitre et le sacriste des droits perçus à l'occasion de ces serments «super forte»; or, dans la suite, peut-être au XVe siècle, on a fait de ce vocable un nom de personne, en ajoutant sur le cartulaire *sancto* avant *forte* (7); c'est sans doute dans l'intervalle que la dévotion bordelaise à saint Fort avait pris corps. Ce qui est certain, c'est que jusqu'au XIVe siècle, saint Fort ne tint pas dans l'existence du chapitre la place importante qui lui échut depuis. Grégoire de Tours ne le nomme

taines parties des murs sont antérieures; mais qui pourrait dire qu'ils ont appartenu primitivement à une chapelle, et surtout que cette chapelle était dédiée à saint Fort?

(1) Bibliothèque municipale de Bordeaux, n° 86.

(2) Archives municipales de Bordeaux.

(3) G. 903.

(4) Fol. 179. — Le 16 mai 1355 est, en effet, un samedi.

(5) G. 2181.

(6) *Voir* Ducange, au mot *forte,* et mieux Cirot de La Ville, *op. cit.,* p. 163. — Il n'y avait pas que l'église Saint-Seurin qui eût un *fort :* une charte du 21 juillet 1394 mentionne les serments sur « lo fort Sent-Antoni de Bordeu » (G. 2170). A Sainte-Florence, près Sa nt-Pey-de-Castets, on prêtait serment sur le corps de la sainte (janvier 1313, fonds de La Sauve, pièce non cotée).

(7) Fol. 100 v°.

pas avec saint Seurin et saint Amand parmi les saints patrons de la cité vénérés dans la basilique de Saint-Seurin (1). Quand on faisait un don, c'était à saint Seurin et à saint Amand, jamais à saint Fort. La fête de saint Fort n'est pas comprise parmi les fêtes solennelles à l'occasion desquelles il était accordé aux fidèles des indulgences (2), aux bénéficiers des distributions supplémentaires; en 1388 encore, un statut (3) prescrit d'augmenter les distributions pour les fêtes des saints Seurin et Amand, fondateurs de l'église, qui garde leurs reliques; de saint Fort et de ses reliques il n'est nullement question.

II. — Il est difficile de disserter avec quelque précision sur l'église Saint-Étienne, qui a été démolie à la veille de la Révolution (4). L'emplacement même n'en est pas absolument certain : il y avait à ce sujet, entre le sacriste et le chapitre, une contestation. La difficulté portait peut-être uniquement sur l'étendue de la chapelle, qui aurait été plus grande suivant l'un, plus petite d'après l'autre, le sacriste englobant dans la chapelle un chai que le chapitre en distinguait (5). Toujours est-il que la chapelle Saint-Étienne était au nord de l'église principale, dont elle était séparée par le cloître (6).

Il ne paraît pas qu'elle pût remonter aux premiers siècles de notre ère. Une partie seulement des murs était « construite de petites pierres carrées entrecoupées horizontalement en certains endroits par de grosses briques » (7). Cet appareil, vraisemblablement gallo-romain, appartenait peut-être à une église antérieure ou à des constructions antiques de nature quelconque, très nombreuses dans le quartier (8). La chapelle était couverte d'une charpente apparente; mais ce n'est pas dans nos pays une note d'ancienneté : on a fait en Bordelais des églises sans voûte jusqu'à l'époque moderne. Par contre, le chevet était trop développé pour un édifice gallo-romain; tandis que la nef était « très peu large » (9), le « pres-

(1) *De gloria confessorum*, c. 45.
(2) 5 juillet 1247 (fol. 95).
(3) G. 1025, fol. 9 vº.
(4) En 1787 (Cirot de La Ville, *op. cit.*, p. 78).
(5) G. 1046. — Cf. 28 décembre 1654 (G. 1028).
(6) *Amusements de la piété*, cités par L[éonce] de L[amothe], *Note sur les changements survenus dans l'état de l'église Saint-Seurin, à Bordeaux*, p. 5. — Cf. G. 1142 et Drouyn, *Bordeaux vers 1450*, p. 346.
(7) Mémoire cité dans Cirot de La Ville, p. 133, et dans L. de Lamothe, p. 6.
(8) Cette abondance de constructions antiques dans le quartier Saint-Seurin a été signalée, dès 1841, par Jouannet, dans les *Mémoires* de l'Académie de Bordeaux, p. 90.
(9) *Amusements de la piété*, cités par Cirot de La Ville, p. 132, et L. de Lamothe, p. 5.

bytère» mesurait «environ... neuf grands pas de longueur»(1); le chevet des très vieilles églises était moins profond.

Léonce de Lamothe, qui écrivait en 1846, admettant comme vraie la thèse qui fait de Saint-Étienne la première église de la cité, suppose qu'elle remontait au moins au IVe siècle, parce qu'à cette époque saint Paulin donna Langon «à l'église de Bordeaux, dont saint Exupère était curé»; or, au XIIe siècle, dit-il, Langon appartenait au chapitre Saint-Seurin (2). Le rapprochement était ingénieux; par malheur, il n'était pas fondé : le texte de l'acte du XIIe siècle nous fait connaître que le chapitre tenait ses droits à Langon non de saint Paulin, mais du vicomte de Gavarret (3).

Au XVIIIe siècle, le sacriste Barbe prétendait que la chapelle Saint-Étienne avait été originairement l'église paroissiale; le chapitre était d'un avis opposé (4). Il est fort vraisemblable que le sacriste avait raison, que le service paroissial a d'abord été fait à Saint-Étienne et que cette église a précédé Saint-Seurin. Ce qui est sûr, c'est que Saint-Étienne avait anciennement une certaine importance, puisque à l'époque mérovingienne on y a frappé monnaie (5).

On a vu dans ce fait une preuve que là était la première cathédrale de Bordeaux. Dans sa réédition de Lopès (6), M. Callen a fait justice de cette prétention. Il est à remarquer que, dans le style du temps, la cathédrale d'une cité est désignée par le mot *ecclesia* suivi du nom de la cité; quand le vocable de l'église est indiqué, c'est qu'il s'agit d'une église non épiscopale (7) : le triens *S*[*an*]*c*[*t*]*i Stefan*[*i*] ne doit pas appartenir à la cathédrale; à celle-ci, au contraire, il faut attribuer le tiers de sou *Eclisie Burdeg.* (8).

III. — Une opinion beaucoup plus répandue place à Saint-Seurin non pas la cathédrale, mais un ancien monastère. Une abbaye aurait précédé le chapitre. Sur ce point les historiens sont

(1) 24 mai 1670 (cité par L. de Lamothe, p. 7).
(2) P. 5. — Cf. Baurein, *Variétés bordeloises,* t. VI, p. 13-14.
(3) Fol. 33.
(4) G. 1049.
(5) Jullian, *Inscriptions romaines,* t. II, p. 92. — Prou, *Introduction au catalogue des monnaies mérovingiennes,* p. LIX.
(6) *L'Église métropolitaine et primatiale Sainct-André de Bourdeaux,* réimprimé en 1882, t. Ier, p. 258-262.
(7) Voir une lettre de M. de Ponton d'Amécourt, publiée par M. Callen, *op. cit.,* p. 261.
(8) Jullian, *op. cit.,* t. II, p. 82. — Prou, *op. cit.,* p. LVI.

d'accord, depuis les auteurs du *Gallia* et Mabillon (1) jusqu'aux écrivains contemporains. Voyons quelle est la valeur des preuves sur lesquelles ils s'appuient.

Ce monastère est mentionné dans des chansons de geste, dont le témoignage est beaucoup trop incertain pour être retenu (2); il est cité, en outre, dans trois textes anciens, savoir : deux diplômes de Louis le Débonnaire et une leçon empruntée à un eucologe du XIIIe siècle. L'auteur de cet eucologe raconte que saint Amand introduisit saint Seurin « in monasterium » (3). Au sujet de ce témoignage, il faut noter que le récit de l'eucologe n'est pas autre chose qu'une paraphrase de celui qu'avait donné Grégoire de Tours (4), à cela près que Grégoire de Tours n'a pas écrit le mot de *monasterium*. L'autorité de l'eucologe est, de ce fait, notablement amoindrie.

Les deux diplômes sont insérés dans le cartulaire (5): l'un constate que les « monastères » de Saint-Seurin et de Blaye sont soumis à l'archevêque; l'autre attribue Meschers au « monastère » de Saint-Seurin et aux « frères » qui s'y trouvent.

Voilà les documents. La question est de savoir si *monasterium* ne peut pas désigner un chapitre régulier et s'il est impossible que les « frères » auxquels Louis le Débonnaire a donné Meschers soient des chanoines. Il ne paraît pas que le doute soit permis; il suffit d'ouvrir le Glossaire de Ducange pour s'assurer que *monasterium* s'est appliqué parfois à des églises séculières et à des chapitres. Est-ce à tort? Est-ce à raison? Les canonistes peuvent discuter longuement sur la distinction entre les moines et les chanoines, contester à ceux-ci le droit de prendre le nom de ceux-là. Les décisions des conciles qu'ils citent à l'appui de cette règle prouvent précisément qu'en fait la confusion se produisait parfois (6). La différence pouvait bien échapper à un laïc, et les scribes de la chancellerie de Louis le Débonnaire seraient excusables d'avoir qualifié monastère un

(1) Dans les *Annales benedictini*, t. II, p. 409. — Notons à ce propos une légère erreur de Mabillon : le diplôme de Louis le Débonnaire à Sicaire constate que les monastères de Blaye et de Saint-Seurin sont déjà soumis à l'archevêque; il ne les soumet pas à ce dernier (fol. 141).

(2) « Moine serai el moustier Saint-Seurin » (Girbert de Metz, dans l'*Histoire littéraire de la France*, t. XXII, p. 628). — Ce texte est du XIIIe siècle.

(3) *Archives historiques de la Gironde*, t. Ier, p. 432.

(4) *De gloria confessorum*, c. 45.

(5) Fol. 9 et 141.

(6) Mon cher et savant maître M. Giry a remarqué que, depuis le Concile de 816, « il est fréquemment question dans les textes des cloîtres de chanoines » (*Études carolingiennes*, dans les *Études d'histoire du moyen âge*, dédiées à Gabriel Monod, p. 111).

simple chapitre quand les pères d'un concile de Tours ont parlé des « monastères des chanoines » (1).

D'autre part, il serait quelque peu singulier qu'il ne restât pas trace de la substitution du chapitre au monastère.

En un mot, il n'est nullement établi qu'il y ait eu un monastère à Saint-Seurin ; le contraire paraît même plus vraisemblable.

(1) Voir dans Molani, *De canonicis libri tres,* le chapitre XII du livre Ier : « Collegia canonicorum quare antiquitus dicta sint monasteria. » — Le regretté L. Palustre, dans son *Histoire de Guillaume IX, duc d'Aquitaine,* a cité un passage de la chronique de Saint-Maixent relatif à la fondation du « monasterium Sancti-Severini canonicorum in nemore Argenti » (*op. cit.,* p. 101, note 2). — La même confusion a été commise à la fin du XVIIe siècle par Ruinart dans une note de son édition de Grégoire de Tours (col. 932, note *c*) : « Exstat etiam nunc apud Burdegalam abbatiæ titulo decorata, » dit-il à propos de Saint-Seurin. Il y avait bien longtemps que Saint-Seurin était un chapitre de chanoines séculiers.

CHAPITRE III

Saint-Seurin et ses doyens.

I. — L'histoire de Saint-Seurin : origines de l'église; le cimetière et sa célébrité; le chapitre régulier, sa sécularisation ; les armoiries.
II. — Liste des doyens de Saint-Seurin.

I. — Quand on a déblayé le terrain, quand on a écarté les témoignages intéressés et les traditions sans fondement, il ne reste plus que de très vagues notions sur les origines de l'église Saint-Seurin, sur la date et les circonstances de sa fondation.

A l'époque gallo-romaine, le cimetière de Bordeaux se trouvait dans ce faubourg. Ce fut pendant le moyen âge l'une des nécropoles les plus célèbres de la chrétienté [1], et des trouvères y plaçaient volontiers la tombe de leurs héros [2]; de même qu'aux Aliscamps, la légende racontait qu'à Saint-Seurin Jésus-Christ en personne avait fait la consécration, assisté de sept évêques. La présence de ce cimetière dut entraîner de bonne heure la construction d'une église, qui fut probablement d'abord la chapelle Saint-Étienne.

On ignore l'époque où les chanoines réguliers s'établirent à Saint-Seurin, et même la date de construction de l'église. La partie la plus ancienne de l'édifice actuel est la crypte, qui paraît remonter au xe siècle [3]; mais nous savons, par l'un des diplômes carolingiens déjà cités [4], que l'église Saint-Seurin existait du temps de Charlemagne, et Grégoire de Tours la signale dès le vi^e^ siècle [5].

Le chapitre eut, comme tant d'autres établissements religieux, à

(1) Voir, par exemple, *Histoire littéraire de la France,* t. XXII, p. 637.
(2) Longnon, *Géographie de la Gaule au VIe siècle,* p. 546.
(3) Cette crypte renferme des débris beaucoup plus anciens, et elle est superposée à une construction antérieure dont l'âge est difficile à déterminer.
(4) Fol. 141.
(5) Longnon, *loc. cit.*

souffrir de la brutalité des barons féodaux et de leurs convoitises. Une notice [1], sans doute rédigée au XII[e] siècle d'après des traditions, raconte que « les chanoines, dispersés par la rage des laïcs », avaient été réunis, pendant le XI[e] siècle, par le duc Sanche.

Au XII[e] siècle, le chapitre de Saint-Seurin fut sécularisé, malgré l'opposition des chanoines de Saint-André [2]. Il serait plus exact de dire que la sécularisation, qui était dès lors un fait accompli, fut reconnue par le Saint-Siège, puisque la décision de celui-ci est motivée sur la prescription [3]. Au surplus, si les chanoines ne continuèrent pas à vivre en commun [4], ils conservèrent du moins aux lieux réguliers leurs dispositions, et pendant longtemps encore il fut fait mention du réfectoire.

Les armoiries du chapitre Saint-Seurin, telles qu'elles furent présentées par lui le 30 mars 1697 [5], sont : *d'azur, semé de croisettes d'argent, à un évêque d'or assis sur un siège du même ; le tout posé sur deux crosses d'or en sautoir.*

II. — La liste suivante des doyens de Saint-Seurin paraît être à peu près complète depuis le premier quart du XII[e] siècle. Les dates placées après le nom de chaque doyen sont les dates extrêmes auxquelles a été constaté le décanat; il peut d'ailleurs, dans la plupart des cas, avoir commencé avant et avoir fini après.

AICARD. Entre 1027 et 1032.

ÉLÉAZAR. 1060.

GOFRAN. 19 mai 1122-1143.

Gofran était mort en 1144. Les documents ne signalent pas Garnier, que le *Gallia christiana* indique comme ayant été peut-être *abbé* de Saint-Seurin. Il est probable que le successeur immédiat de Gofran fut :

BERTRAND. 1168-14 février 1181 (n. s.).

RUFAT. 24 mai 1182-31 mars 1199.

ARNAUD-BERNARD. 11 janvier 1206-20 février 1223 (n. s.).

J'identifie avec Arnaud-Bernard le doyen A. dont il est fait mention au fol. 57 du cartulaire.

(1) Fol. 10.

(2) Fol. 54 v°, 68 v°, 73, 76 v°.

(3) Cf. le *Gallia christiana*, t. II, col. 819.

(4) Peut-être faut-il rattacher à cette situation mal définie la difficulté que les chanoines eurent avec l'archevêque au XV[e] siècle au sujet de leur faculté de tester (25 février 1459 (n. s.), G. 1032).

(5) G. 1032. — Le chapitre usait, semble-t-il, d'armoiries plus simples : *de ..., à deux crosses de ... en sautoir* (Cirot de La Ville, *op. cit.*, p. 103).

Guillaume-Raimond de Lignan. 10 mars 1231-25 décembre 1247.
Gaillard Lambert. 1250-2 septembre 1266.
Arnaud Peyrer. 16 avril 1270-18 octobre 1272.

Le doyen Arnaud n'existait plus le 24 avril 1273.

Jean de Gaillan. 31 août 1275-26 novembre 1285.
Raimond de Laferrière. 29 décembre 1288-26 février 1298.
Jacques de Casaux. 24 août 1306.
Matfre de Rabastens. 1er avril 1320-7 janvier 1321 (n. s.).
Bernard de Cocujac. 17 décembre 1324-31 janvier 1341 (n. s.).
Guillaume-Raimond de Lamothe.

Ce doyen permuta avec :

Pierre de Léglise. 16 avril 1352-26 juillet 1361.
Amauvin de Jonquières, *alias* Du Puch. 30 sept. 1363-31 août 1377.

Le doyenné était vacant les 7 février et 24 mai 1378.

Jean Dubergier. 9 janvier 1380 (n. s.)-19 février 1404, n. s. (?).
David de Monferrand. 25 février 1404-7 novembre 1412.
Guiraud Bris. 3 novembre 1414-5 juin 1416.

Le doyenné était vacant le 3 septembre 1425.

Pierre de Castet. 15 octobre 1425-4 octobre 1428.

Le doyenné était vacant les 9, 12 mai et 26 août 1429.

Pierre Arnaud « Deu Vescomtau ». 16 octobre 1430-2 octobre 1444 (1).

Le doyenné était vacant les 6 octobre 1444 et 15 janvier 1445 (n. s.).

Pierre du Tasta (2). 23 janvier 1445 (n. s.)-24 novembre 1460.

Pierre Du Tasta fut envoyé en Angleterre par les États de Guienne; il partit entre le 1er et le 29 décembre 1449 (3), et il ne revint pas. Son décanat paraît avoir pris fin en novembre ou décembre 1460; le doyen Pierre Du Tasta est signalé comme étant en Angleterre le 24 novembre 1460.

Guillaume d'Ornhac. 10 janvier 1461 (n. s.)-2 septembre 1469.

Guillaume d'Ornhac est cité dès le 10 juillet 1460. Il paraît, par ce qui précède, que c'est une erreur du scribe, qui aura oublié le chiffre des unités après *sexagesimo*. L'élection de Guillaume d'Ornhac fut soumise, le 10 janvier 1461, à l'approbation de l'archevêque, lequel confirma cette élection le 19.

(1) Le 16 février 1432, le doyen de Saint-Seurin, l'évêque de Dax et le maire de Bayonne reçurent mandat de traiter avec les rois d'Aragon et de Navarre (Rymer, *Fœdera*).

(2) Les indications fournies par les documents ne concordent pas toujours : Pierre Du Tasta est indiqué comme doyen dès le mois d'octobre 1442, et Arnaud « Deu Vescontau », le 8 mars 1445. Les rapprochements permettent de rectifier partie de ces erreurs, qui sont imputables aux copistes des terriers.

(3) G. 1160, fol. 86 v°, 88 v°, 89 v° et 106.

Jacques Lop, quelquefois appelé Jacques Bor. 8 juin 1470-1481 (?).

Le dernier acte contemporain de Jacques Lop, dans lequel j'ai trouvé une mention de ce doyen, est du 9 février 1478 (n. s.). Mais, en 1481, ses exécuteurs testamentaires donnèrent quittance des distributions à lui dues pour 1480, et, d'après les Statuts de 1732 (1), Jacques Lop aurait organisé la psallette le 15 juin 1481.

Arnaud-Guillaume Daydie. 17 octobre 1494-27 mars 1508.

Ce doyen résigna sa charge en faveur de :

Martin de Marsan. 17 septembre 1510-29 mars 1518.

Martin de Marsan était protonotaire apostolique. Il fut installé les 16 et 17 septembre 1510.

Guillaume de Lana. 4 septembre 1530. Mort le 24 septembre 1550.

Guillaume de Lana était vicaire général de l'archevêque Jean Du Bellay.

Ogier Hunault de Lanta. 10 avril 1551. Mort le 14 décembre 1570.

Dans un document du 2 août 1557, Ogier Hunault de Lanta est qualifié conseiller au Grand Conseil, abbé de Sainte-Croix et doyen de Saint-Seurin; il fut ensuite abbé de Saint-Sauveur de Blaye.

Jean-Jacques Dusault. 1590. Mort le 25 mai 1623.

Jean-Jacques Dusault était évêque de Dax. Il résigna le doyenné en faveur de son neveu, Philibert Dusault, dont l'installation tardive fut contestée.

Le chapitre nomma, le 29 mai 1623 :

François d'Escoubleau de Sourdis. 29 mai 1623.

Le cardinal de Sourdis était archevêque de Bordeaux. Il y eut procès entre Philibert Dusault, évêque de Dax comme son oncle, Léon de Lalane et Pierre Duverger, tous prétendant être doyen de Saint-Seurin (2). La place resta définitivement à :

Léon de Lalane. 11 février 1628-20 octobre 1651.

Le 14 avril 1629, Léon de Lalane fut ordonné sous-diacre. Il fut abbé de Saint-Ferme. Léon de Lalane résigna le doyenné en faveur de :

Léon II de Lalane. 20 octobre 1651-15 octobre 1653.

Léon II de Lalane, conseiller aux Requêtes, âgé de vingt-deux ans, fut installé le 20 octobre 1651; la bulle est du 27 septembre. Le 10 octobre 1653, froissé d'une décision du

(1) G. 1010, fol. 2.
(2) G. 1040.

chapitre qui l'avait privé d'une distribution, le doyen demanda à permuter avec :

ANTOINE CONSTANT. 15 octobre 1653-24 mars 1673.

La permutation de Léon II de Lalane fut autorisée le 13 octobre par le chapitre, et l'installation d'Antoine Constant eut lieu le 15. Le 27 décembre, celui-ci, malade, désirait permuter avec Mathieu Constant; le changement n'eut lieu qu'en 1673. Antoine Constant mourut peu après, le 26 avril 1673.

MATHIEU CONSTANT. 24 mars 1673-4 juillet 1725.

Ces deux dates sont celles de l'installation et de la mort.

JOSEPH DE SECONDAT DE MONTESQUIEU. 25 septembre 1725-16 août 1754.

Élu le 13 juillet 1725, ce doyen fut installé le 25 septembre. Il mourut à Bagnères le 16 août 1754. Son décès fut notifié au chapitre le 24 du même mois.

BERNARD-AUGUSTIN AUBERT DE TOURNY.

B.-A. Aubert de Tourny, vicaire général de Blois, fils de l'intendant, fut élu le 27 août 1754, mais il ne fut pas installé. Il se démit par lettre du 13 septembre, lue au chapitre le lendemain.

ANTOINE-FRANÇOIS DUVIGIER. 20 septembre 1754-18 octobre 1760.

Ce doyen, élu le 16 septembre, installé le 20, mourut le 18 octobre 1760, à l'âge de quarante-un ans environ. Il était frère du procureur général.

JÉRÔME LEBERTHON. 28 novembre 1760-5 juillet 1783.

Jérôme Leberthon fut élu le 28 octobre 1760 et installé le 28 novembre. Le chapitre eut connaissance, le 7 juillet 1783, de sa mort, survenue l'avant-veille. Il était vicaire général de Bordeaux.

ANTOINE DE PATY-DURAYET. 18 juillet 1783.

A. de Paty, vicaire général, fut choisi parmi tous les vicaires généraux qui briguaient le doyenné. Élu le 14 juillet 1783, il fut installé le 18 du même mois.

CHAPITRE IV

Les procès de Saint-Seurin.

I. — L'humeur processive des chanoines de Saint-Seurin et ses causes ; quelques procès.
II. — Conflits de préséance ; procès contre Saint-André.
III. — Le privilège d'évocation : ses raisons, ses inconvénients ; l'opposition du Parlement de Bordeaux.

I. — Il n'entre pas dans mon intention de raconter par le menu l'histoire du chapitre de Saint-Seurin. Cette histoire, telle qu'elle nous est conservée par les documents, est surtout faite de chicanes et de procès. Assurément, c'est l'un des caractères les plus frappants de la vie de nos pères que cette fréquence des conflits entre les particuliers aussi bien qu'entre les peuples. Les hommes d'autrefois n'étaient pas les êtres résignés que l'on se figure, courbant docilement la tête sous tous les jougs : ils avaient un très vif sentiment de leur dignité comme de leurs droits, et ils entendaient qu'on les respectât. Dans ce vieux monde, qu'aucun mouvement social n'avait depuis longtemps secoué, les intérêts personnels s'étaient comme cristallisés en des groupes solidaires; ils avaient constitué des organismes vivant d'une vie propre. Comme toujours, les énergies vitales étaient ici fort inégalement réparties : certains parmi ces organismes étaient surabondamment puissants; d'autres, en plus grand nombre, végétaient; mais enfin c'était la vie, c'était la force, et dans cette société l'historien ne voit pas seulement un amas de poussière humaine, qu'une main vigoureuse pétrit à son gré et qui tourbillonne éperdue au moindre souffle.

L'existence monotone des chanoines de Saint-Seurin était animée de procès incessants. Un jour, vers 1564 (1), ils comptaient dix-huit affaires engagées. Ils plaidaient contre tout le monde et à tout propos : contre l'archevêque, de la juridiction duquel ils furent déclarés exempts (2); contre leurs tenanciers, qui négli-

(1) G. 1574.
(2) 1458 (Devienne, *Histoire de Bordeaux*, t. II, p. 79).

geaient d'acquitter les cens; contre les curés de Saint-Remy, de Saint-Maixent, de Saint-Christoly et de Puy-Paulin, qui oubliaient leurs obligations envers le chapitre (1); contre les voisins, qui gênaient l'extension de sa seigneurie foncière; contre le Domaine, qui voulait accaparer cette même seigneurie (2); contre leur doyen (3), contre le sacriste (4), entre eux; sur le droit de célébrer la messe le jeudi-saint (5), sur le taux des dîmes (6), sur le port de l'aumusse dans les églises dépendant de Saint-Seurin (7) et sur le point de savoir si elle devait être d'écureuil ou de petit-gris (8). Le doyen voulait-il être encensé trois fois (9), le sacriste faisait-il étendre un carreau à sa place sous prétexte de rhumatismes (10), on saisissait le Parlement de l'affaire.

Les chanoines exerçaient un droit de juridiction sur les bénéficiers du bas-chœur et même sur les vicaires perpétuels des églises soumises à Saint-Seurin. Les procédures étaient parfois agrémentées d'incidents piquants : les langues étaient vives et les poings étaient prompts. Par contre, les auteurs en quête d'atrocités n'ont aucune chance d'en rencontrer dans les comptes rendus de ces contestations. Les semi-prébendés étaient surtout condamnés à entendre la messe à genoux (11), comme des écoliers turbulents. Les vicaires perpétuels de Saint-Maixent et de Saint-Remy furent, une fois, emprisonnés pour vingt-quatre heures; mais le chapitre n'entendait pas les réduire au pain noir des cachots, et on leur donna, sous caution, permission d'aller dîner chez eux (12).

L'un des procès les plus singuliers qui se puissent noter dans le fonds de Saint-Seurin est sans contredit celui qui fut intenté au portier en 1592 (13). Ce portier avait ouvert chez lui un cabaret : il logeait son vin dans une prison du chapitre et installait des tables dans le cloître, où les buveurs avaient des rendez-vous galants. A

(1) G. 1067 et suiv.
(2) G. 1105 et suiv.
(3) G. 1040 et suiv.
(4) G. 1044 et suiv. — Le 28 juin 1670, le sacriste Drouillard déclarait avoir été trois fois à Paris et huit fois à Toulouse pour soutenir les droits de son bénéfice (G. 1079).
(5) 1770 (G. 1053).
(6) G. 1077 et suivants.
(7) G. 1068. — 18 mars 1735 (G. 1013).
(8) 7 juillet 1720 (G. 1568).
(9) G. 1041-1042.
(10) 20 décembre 1776 (G. 1053).
(11) 16 mars 1654 (G. 1059). — Voir la condamnation d'un prébendier à la prison « jusques à midy » (28 décembre 1736, G. 1026).
(12) 27 juin 1620 (G. 1070).
(13) 26 septembre 1692 et suiv. (G. 1011).

une démarche faite auprès de lui, il répondit en revendiquant par ministère d'huissier la propriété de la prison. Il fut décidé que la question serait examinée au chapitre général qui se tenait à la saint Seurin. Sur ces entrefaites, le concierge abandonna son service. Aujourd'hui, on le révoquerait purement et simplement. La solution n'était pas aussi facile jadis : on prit l'avis du conseil, et par trois fois on somma le portier de reprendre ses fonctions, ce à quoi il voulut bien consentir. Ces faits sont en eux-mêmes sans importance; mais ils permettent de rectifier le préjugé que, dans l'ancienne société, les petits étaient livrés sans défense à l'arbitraire des grands.

II. — Les conflits qui passionnaient le plus nos pères étaient d'habitude relatifs à des objets insignifiants, notamment à la préséance. Le chapitre brava la colère du cardinal de Sourdis plutôt que de revêtir le surplis pour assister au synode, où le chapitre de Saint-Émilion avait pris rang en robe et bonnet. Le cardinal, qui n'était pas d'une patience excessive, apostropha nos chanoines en pleine assemblée, leur disant « qu'ils estoyent des sotz et qu'il leur bailheroit acte de sondict dire par lequel il seroyt escript qu'ilz estoyent des sotz » (1).

L'intransigeance des chanoines en ces matières donna lieu à plus d'une scène d'un haut comique. En 1745, lorsque l'archevêque d'Audibert de Lussan arriva dans la ville de Bordeaux, le chapitre de Saint-Seurin se hâta d'aller lui présenter ses devoirs. On lui dit que le prélat était chez M. le Premier; il répondit qu'il attendrait. On lui fit observer qu'il était tard, que le chapitre métropolitain n'était pas encore venu. Rien n'y fit : Saint-Seurin produisit séance tenante les procès-verbaux attestant qu'il était admis à saluer les archevêques dès leur arrivée. De guerre lasse, on le reçut (2).

Le chapitre rival, celui de Saint-André, avait surtout le don d'échauffer la bile des chanoines de Saint-Seurin. Dans les solennités où ils se rencontraient, les deux chapitres marchaient de front, celui de la primatiale gardant la droite (3); toutefois, les arrêts n'avaient pas tout réglé, et l'imagination des chanoines eut aisément raison de la prévoyance des juges. Aux obsèques du

(1) 15 avril 1603 (G. 1032).

(2) 8-22 novembre 1745 (G. 1015). — Cet incident avait été précédé d'une contestation ardente avec les jurats au sujet de la place que devaient occuper l'un et l'autre corps dans la « maison navale » envoyée à Blaye au-devant de l'archevêque (G. 1015). — Cf. G. 1032.

(3) 29 février 1488 (n. s.), 10 avril 1603 et 2 septembre 1687 (G. 1032).

maréchal d'Ornano, Saint-André ne s'avisa-t-il pas d'accaparer les chapes pour être seul à tenir le chœur? Saint-Seurin envoya chercher en toute diligence des chapes à l'église voisine, les jeta sur le dos de ses chapiers et plaça ces derniers à côté de Saint-André (1). Quelques années plus tard, nouveau litige. Cette fois, Saint-Seurin avait donné à ses enfants de chœur des bonnets rouges. Saint-André protesta qu'il était seul en possession de coiffer de bonnets rouges ses enfants de chœur, et il soumit le cas au Parlement (2). La peste, éclatant sur ces entrefaites, paraît avoir ramené la paix entre les deux parties.

Bien d'autres faits seraient à raconter, qui rappellent les prouesses des héros du *Lutrin*. Ces épisodes sont parfois burlesques. Ce qui n'est pas ridicule, c'est la force de caractère, c'est la vigueur de tempérament qu'ils décèlent. On peut rire de certains excès; mais on aime à voir, après tout, des hommes conscients de leurs droits, soucieux de leurs prérogatives, et résolus à défendre les uns et les autres.

III. — La multiplicité de leurs contestations porta les chanoines à prendre des mesures pour soustraire les décisions aux influences locales. Au xve siècle, comme ils plaidaient devant le Maire contre un personnage puissant, ils constataient qu'ils perdraient leur procès, attendu la qualité de l'adversaire (3). Or, même quand ils n'étaient pas sollicités par les parties, les membres des juridictions bordelaises n'offraient pas toutes les garanties désirables d'impartialité. De nombreux magistrats — le chapitre en comptait trente-quatre en 1736 (4) — possédaient des biens-fonds relevant de Saint-Seurin. Étienne de Labarrière, conseiller au Parlement, passa reconnaissance pour trente et un immeubles sis dans la paroisse (5). Les intérêts du juge s'identifiaient donc dans une certaine mesure avec ceux des adversaires du chapitre, et celui-ci dut songer de bonne heure à prévenir les conséquences d'une telle situation. Il obtint, dès 1565, des lettres d'évocation, qui furent modifiées par la suite, et il fut successivement justiciable du sénéchal de Cahors, puis du sénéchal de Toulouse, enfin de la Chambre des Requêtes de Toulouse, avec appel au Parlement de la même ville (6).

(1) 3 avril 1610 (G. 1032).
(2) 21 mars 1631 et suiv. (G. 1026).
(3) G. 1158, fol. 115.
(4) G. 1035. — Cf. 1750 (G. 1034).
(5) 9 novembre 1612 (G. 1166, fol. 95).
(6) Voir les diverses lettres d'évocation dans les liasses G. 1034-1037.

Le Parlement de Bordeaux, dépossédé de ces affaires, ne manqua pas de protester (1) Il est certain qu'un tenancier cité à Toulouse pour un cens de quelques deniers, obligé de constituer un procureur et de soutenir un procès dans cette ville éloignée, ne luttait pas à armes égales avec le chapitre, qui avait là-bas son procureur, des relations et une jurisprudence conforme à ses vues. Mais les hommes de loi du Parlement avaient-ils qualité pour déplorer que les plaideurs fussent grevés? Étaient-ils bien venus à réclamer du Roi « le sollagement » de ses « pouvres subjectz » (2)?

D'ailleurs, les déplacements ne manquaient pas, non plus, d'être onéreux au chapitre. Les procureurs le volaient plus encore de loin que de près, et il lui arrivait, après avoir plaidé contre ses adversaires, d'être réduit à plaider contre son procureur pour lui faire rendre gorge (3). Et puis, à Toulouse comme ailleurs, il fallait bien entretenir les bonnes dispositions de la Cour. Il y aurait un curieux chapitre à écrire touchant l'influence des jambons de Gascogne et des vins de Bordeaux sur la marche des affaires dans la contrée; le solliciteur le plus osé hésitait parfois à offrir de l'argent (4), même dans une bourse richement brodée, tandis que le vin et les jambons étaient acceptés couramment. En 1739, le chapitre fit une expédition de vin à son délégué à Toulouse; précisément, l'un des juges chargés de la contestation de Saint-Seurin contre les Feuillants avait confié à ce délégué la grande envie qu'il éprouvait d'arroser de bordeaux quelques huîtres vertes. Le délégué accusa réception du vin. « J'espère, écrivait-il, que j'en ferai couler utilement pour nos affaires. » C'était un habile homme que ce délégué; non content de réserver quelques bouteilles à M. le président Meilhan, il se ruinait, pour lui faire sa cour, à jouer avec lui au piquet. Il savait se faire bien venir aussi de Mme la présidente d'Aspe, qui, assistant dans le cabinet de son mari à la distribution des affaires, fit changer le rapporteur d'un procès de Saint-Seurin (5).

L'évocation entraînait donc pour le chapitre de sérieux inconvénients; il lui arriva de prendre des délibérations en vue d'obtenir que ses juges fussent en première instance la Chambre des Requêtes de Bordeaux, en appel le Parlement (6). Ces décisions paraissent

(1) 14 février 1586 (G. 1037). — Cf. *Archives historiques de la Gironde,* t. IV, p. 182-202.
(2) G. 1037, fol. 13.
(3) G. 1583 et 1584.
(4) Voir de curieuses lettres des 2-23 août 1737 (G. 1035).
(5) Voir la correspondance (G. 1568).
(6) 18 juillet-24 octobre 1661 (G. 1028).

être restées sans effet, et, en 1759, l'évocation octroyée au chapitre fut, de la part du Parlement, l'objet d'un furieux assaut.

C'était pour les compagnies judiciaires l'âge héroïque; mais même alors, le souci du bien public ne leur faisait pas perdre de vue leurs intérêts. Le Parlement de Bordeaux cherchait une occasion d'annuler le privilège de Saint-Seurin; pour y réussir, il fallait que le texte lui fût soumis. Le 31 juillet 1759, il en ordonna la production et, le 12 septembre suivant, il fit saisir les biens du chapitre (1) pour avoir raison de ses résistances. Le Parlement de Toulouse cassa cette sentence (2), et, les chanoines s'étant pourvus devant le Conseil d'État, un arrêt du 19 novembre leur accorda mainlevée provisoire de la saisie (3). Au lieu de se tenir pour battus, les parlementaires bordelais se laissèrent aller à ces iniquités violentes qui laissent des taches ineffaçables dans l'histoire d'un corps de magistrats: saisie des meubles du chanoine syndic et de son bréviaire (4), arrêt portant défense aux huissiers de signifier les lettres d'évocation et déclarant ces lettres royaux obreptices et subreptices, contraires aux lois et aux ordonnances du royaume, injurieuses à la magistrature et gréveuses aux sujets du Roi (5). Ainsi que les chanoines le firent observer (6), le Parlement prouvait de la sorte combien on avait eu raison de les soustraire à la juridiction dont il faisait de si criants abus. Enfin, ce fut Toulouse qui l'emporta, et le chapitre resta son justiciable.

(1) G. 1036.

(2) Sur ce spectacle lamentable de l'un des deux Parlements cassant les arrêts de l'autre, voir notamment G. 1125.

(3) G. 1034.

(4) 10 janvier 1760 (G. 1036). — Janvier 1760 (G. 1035).

(5) 18 janvier 1760 (G. 1036).

(6) Janvier 1760 (G. 1035).

CHAPITRE V

La répartition de la richesse foncière.

I. — Le morcellement de la propriété; ses causes; des chiffres.
II. — La répartition de la propriété entre les classes sociales.
III. — La fréquence des aliénations; quelques chiffres.

I. — Il n'est pas sans intérêt de savoir quelle était, pendant les siècles passés, la dimension habituelle des pièces de terre. On est porté à croire que la propriété a subi depuis la Révolution un morcellement extraordinaire et qu'elle se composait jadis de lots très vastes. On oublie trop que l'organisation de la société féodale comportait un nombre fort restreint de salariés et que les corvées, exigibles à peu près uniquement à l'occasion des grands travaux des récoltes, ne permettaient guère l'exploitation de domaines exagérés. Karl Marx a pu écrire que « le trait le plus caractéristique de la production féodale dans tous les pays de l'Europe occidentale, c'est le partage du sol entre le plus grand nombre possible d'hommes liges » (1). Il importe assurément de vérifier si cette opinion est fondée.

Il est, par malheur, fort difficile d'arriver à une conclusion rigoureuse : d'abord, nous ne sommes renseignés tout au plus que sur l'étendue des parcelles, et nous ne savons pas combien de ces parcelles possédait chaque individu; ensuite, les gens du moyen âge n'apportaient pas à la mensuration des surfaces agraires le même souci de la précision que nos géomètres; leur système métrique était extrêmement vague et rudimentaire. D'habitude même, les plus vieux terriers de Saint-Seurin ne mentionnent pas la mesure des terres, ou bien ils en font connaître seulement la largeur, la profondeur étant fixée par les confrontations. Ainsi incomplètes, ces indications méritent néanmoins d'être notées; quand,

(1) Karl Marx, *Le Capital,* chapitre XXVII : *l'Expropriation de la population campagnarde.*

par exemple, une vigne n'a qu'une rège, un sillon, et le cas n'est pas des plus rares au moyen âge, elle atteint sa plus petite dimension, et le morcellement est à son maximum.

Le partage de la terre s'effectuait dans le sens de la largeur; c'est pourquoi les biens-fonds de la famille Gueyraud, dont il sera question plus loin, touchent généralement par les côtés à des propriétés de la même famille (1), tandis qu'aux deux bouts, à l'un et l'autre *cap,* sont souvent soit des chemins, soit des propriétés d'autres familles.

Lorsque les anciens terriers sont plus complets, ils indiquent, avec le nombre des règes de la largeur, le nombre de pas de la longueur. J'ai assimilé, suivant d'anciens textes, la valeur de la rège à celle du pas. Quant au pas, je lui ai attribué la valeur qu'il avait à la fin de l'ancien régime, deux pieds et demi, pied de terre, soit 0m8915. Évidemment, cette évaluation est quelque peu hypothétique, et le pas n'était pas au moyen âge une mesure constante; j'avoue n'avoir pas trouvé de solution plus rationnelle, et je prie qu'on veuille bien se rappeler, en parcourant les résultats de ces calculs, qu'ils sont seulement approximatifs.

Le plus grand nombre des exemples que j'ai retenus ont pour objet des vignobles; pas de jardins, mais quelques bois et aubarèdes.

On sera sans doute surpris de la dimension restreinte des parcelles. Ce fait ne peut pas être attribué au voisinage immédiat de Bordeaux: à Eysines, à Bruges (2), les terres étaient plus petites encore (3). J'ai d'ailleurs fait entrer dans le calcul de la moyenne des exemples tirés de diverses paroisses du Bordelais, placées sur la même rive de la Garonne et dont la situation économique devait être à peu de chose près la même qu'à Saint-Seurin.

Cela étant, pour 268 parcelles mentionnées dans des documents antérieurs à 1453, le nombre total des sillons est de 3,146, soit 2,804m65. La moyenne est de 10m47.

Bien que j'eusse pris ces exemples au hasard, je pouvais craindre d'avoir abouti à des résultats erronés. Aussi ai-je relevé, en matière de contre-épreuve, les données de ce genre contenues dans les trois volumes du terrier de Landa (4). Ce terrier est du second

(1) G. 1157, fol. 23 v°-29.

(2) Eysines. Reconnaissance pour six terres de 2 règes, sept de 3, quatre de 4, quatre de 5 (G. 1159, fol. 73 v°). — Eysines. Reconnaissance pour deux terres de 1 rège, une de 2, deux de 3, huit de 4, une de 5, une de 6, une de 7, une de 8 (G. 1160, fol. 28). — Pour Bruges, voir le fonds de La Sauve, *passim.*

(3) Il est assez naturel que le morcellement fût arrêté par l'accumulation des capitaux qui résultait du commerce et de l'industrie.

(4) G. 1158-1160.

quart du xve siècle, d'une époque où les malheurs de la guerre dépeuplaient les campagnes, où les circonstances étaient défavorables au morcellement du sol. Pour 226 parcelles, le total des sillons est de 3,010, soit 2,683^{m}41. La largeur moyenne est de 11^{m}60.

On ne trouve pas trace de pièces de terre d'une grande étendue. Sur les 226 exemples auxquels je viens de me référer, on relève :

De 1 à 2 sillons	....	21 exemples.
De 3 à 5 —	....	70 —
De 6 à 10 —	....	50 —
De 11 à 15 —	....	23 —
De 16 à 20 —	....	17 —
De 21 à 30 —	....	21 —
De 31 à 40 —	....	10 —
De 41 à 50 —	....	4 —
De 51 à 60 —	....	5 —
De 61 à 70 —	....	1 —
De 71 à 80 —	....	3 —
De 81 à 90 —	....	1 —

Pour la période qui s'étend de 1453 à la Révolution, la moyenne est un peu supérieure. Voici pour cette période un certain nombre d'indications, toujours dans la banlieue et sur la rive gauche de la Garonne :

1453-1789 (1). — 69 parcelles. Total des largeurs : 1,391 sillons ou 1,240^{m}07. Moyenne : 17^{m}97.

1618 (2). — 20 parcelles. Total des largeurs : 369 pas ou 328^{m}96. Moyenne : 16^{m}44.

1684 (3). — 60 parcelles. Total des largeurs : 883 pas ou 787^{m}19. Moyenne : 12^{m}77.

1744 (4). — 66 parcelles. Total des largeurs : 439 lattes 5 pieds ou 1,097^{m}86. Moyenne : 16^{m}36.

1760 (5). — 47 parcelles. Total des largeurs : 295 lattes 4 pieds ou 738^{m}01. Moyenne : 15^{m}29.

Ensemble : 1453-1789. — 262 parcelles. Total des largeurs : 4,192^{m}12. Moyenne : 16 mètres.

(1) *Passim.*
(2) G. 1187.
(3) G. 1107.
(4) G. 1203.
(5) G. 1261.

La plupart des documents qui ont servi pour établir cette dernière moyenne indiquent non seulement la largeur, mais encore la longueur des parcelles et, par conséquent, leur superficie.

Je résume ci-aprés ces données, en faisant observer derechef que je me suis enquis de l'étendue des parcelles de terre et non pas de la contenance des domaines couverts de cultures diverses.

XIVe siècle à 1789 (1). — 65 parcelles. Total des contenances : 2,061 ares 74. Moyenne : 31 ares 71.

1618. — 20 parcelles. Total des contenances : 324 ares 84. Moyenne : 16 ares 24.

1684. — 83 parcelles. Total des contenances : 1,073 ares 12. Moyenne : 12 ares 92.

1744. — 66 parcelles. Total des contenances : 987 ares 54. Moyenne : 15 ares 40.

1760. — 45 parcelles. Total des contenances : 674 ares 83. Moyenne : 14 ares 99.

Ensemble : 279 parcelles. Total des contenances : 5,122 ares 10. Moyenne : 18 ares 35.

Ici encore, il n'existe pas d'écarts excessifs entre les plus grandes pièces et les plus petites. Pour les exemples pris entre le XIVe siècle et 1789, je note :

De 1 à 2 ares..........	3 exemples.
De 2 à 5 —	3 —
De 5 à 10 —	15 —
De 10 à 20 —	15 —
De 20 à 30 —	8 —
De 30 à 50 —	9 —
De 50 à 100 —	8 —
De 100 à 150 —	1 —
De 150 à 190 —	3 —

Et pour les 66 exemples datant de 1744 :

De 1 à 2 ares............	1 exemple.
De 2 à 5 —	3 exemples.
De 5 à 10 —	18 —
De 10 à 20 —	27 —
De 20 à 30 —	13 —
De 30 à 50 —	4 —

(1) *Passim.*

En 1764, le chapitre, voulant établir une liève d'ensemble du tènement général (Caudéran et Le Bouscat), procéda au complément du terrier, et il exigea les reconnaissances des tenanciers qui ne s'étaient pas acquittés depuis longtemps [1]. Il est vraisemblable que le chapitre recherchait les tenures les plus importantes : on en trouve une preuve dans ce fait que, pour le premier registre, correspondant à la période 1764-1768, la moyenne des superficies parcellaires (environ 44 ares) est beaucoup plus élevée que pour le second registre, correspondant à la période 1768-1771 (environ 26 ares). Dans les deux volumes du terrier, j'ai relevé la contenance de tous les immeubles non bâtis, à l'exception des jardins, bois, prés, champs, vignes, etc. Certains, qui renfermaient plusieurs cultures, ne comptent que pour une parcelle. La superficie totale des 886 immeubles est de 30,465 ares 27; la moyenne est de 34 ares 38.

Parmi ces 886 terres, j'en ai compté :

De moins de 5 ares	76
De 5 à 10 ares	178
De 10 à 20 —	282
De 20 à 30 —	121
De 30 à 50 —	101
De 50 ares à 1 hectare	70
De 1 à 2 hectares	34
De 2 à 3 —	14
De 3 à 5 —	6
De 5 à 10 —	4

La liève du tènement général, établie en 1771 [2], fournit des indications du même ordre, mais de nature un peu différente. Les biens y sont groupés par articles, dont chacun comprend tous les immeubles contigus appartenant au même tenancier, et jusqu'à des domaines de 20 hectares. Dans cette liève, l'ensemble du territoire est divisé en *plantiers,* et la liève de chaque plantier est précédée d'un plan sur parchemin qui mentionne le nombre des articles et leur contenance totale. Les plans manquent pour les deux plantiers de Montrabeau et de Tremblède : une double addition a permis de reconstituer les chiffres que ces plans auraient fournis. Après avoir retranché l'article relatif à la lande de Coyret, qui

(1) G. 1172-1173.
(2) G. 1206-1207.

était affectée à l'usage commun, j'arrive au total de 1,166 hectares 06 pour 2,685 articles, soit une moyenne de 43 ares 42 par article.

Somme toute, ce qui domine de beaucoup dans le nombre des propriétés non bâties, ce sont les parcelles d'une contenance inférieure à 20 ares. Dans la banlieue de Bordeaux notamment, il existait, en très grande quantité, des vignes d'une minime étendue. Les artisans possédaient leur lopin de vigne, comme ils avaient leur jardin ([1]). C'est chose fréquente, dans le cartulaire, que ces mentions de vignes sises près des maisons.

II. — Il serait intéressant de savoir dans quelle proportion la terre était répartie entre les diverses classes sociales.

La table alphabétique des noms de tenanciers dressée à la fin des volumes de la liève de 1771 nous renseigne à cet égard, non sur la superficie des propriétés, mais sur le nombre des articles qui sont portés au compte de chaque tenancier. Certains de ces articles, au nom de magistrats ou de négociants, étaient des domaines importants, tandis que la plupart des terres appartenant aux vignerons étaient de simples parcelles. Quelque incomplètes que soient les indications, voici néanmoins un résumé de celles qui sont fournies par la table du plus important des deux volumes ([2]):

Prêtres (3).....................	8	articles.
Couvent (1, les Jacobins).........	3	—
Écuyers (5).....................	24	—
Magistrats (6)...................	12	—
Hommes de loi (5)...............	28	—
Professions libérales diverses (6)...	23	—
Bourgeois (11)...................	36	—
Bouviers (2).....................	26	—
Laboureurs et jardiniers (4).......	14	—
Marchands (45)..................	224	—
Artisans (70)....................	251	—
Vignerons (146).................	546	—

On voit qu'il existait une classe nombreuse de vignerons, *laboradors de vinhas*, comme les appellent les vieux actes, qui en font très souvent mention. Ces vignerons cultivaient eux-mêmes leur

([1]) « L'artisan, forcé d'acheter son vin trop cher, a trouvé le moyen d'avoir des vignes, ou en propriété ou à ferme, et d'y en recueillir tellement au delà de sa consommation, qu'il en vend et en charge pour la Hollande. » (Chevalier de Vivens, *Observations sur l'agriculture*, t. IV, p. 33-34.)

([2]) G. 1206.

bien ; ils représentaient, avec les artisans et partie des marchands, la petite propriété.

On me permettra d'ajouter qu'en ce qui concerne les magistrats, le résultat de ce pointage m'a quelque peu surpris. J'avais été très frappé à maintes reprises du nombre croissant d'immeubles qui appartenaient à des parlementaires dans les fonds relevant de Saint-Seurin : au XVIIe siècle, le chapitre avait pu exposer que les biens sis dans sa mouvance étaient « jadis possédés par des villageois, et puis quatre-vingtz ans par les présidentz, conseillers, officiers de justice, de finance, juratz et bourgeois de Bourdeaux » (1). Il y avait sans doute quelque exagération dans cette plainte, mais elle devait être fondée pour l'ensemble des seigneuries de Saint-Seurin. Seulement, Caudéran et Le Bouscat n'étaient pas des quartiers aristocratiques. Il faut le dire aussi, les gens de robe bordelais durent éviter d'acquérir des fonds qui pouvaient donner lieu à des procès jugés non à Bordeaux, mais à Toulouse. Les chiffres donnés ci-dessus ne pourraient donc pas être généralisés sans erreur.

III. — Les liéves fournissent sur la fréquence des mutations des renseignements qui heurtent les idées admises à ce sujet. On croit volontiers, en effet, que les biens restaient très longtemps dans les mêmes familles, que la propriété était extrêmement stable. Il y aurait plusieurs distinctions à faire, suivant la condition des tenanciers, suivant la nature et la situation de l'immeuble. Ce qui est sûr, c'est que la richesse mobilière n'avait pas à beaucoup près dans l'organisation sociale l'importance qui lui est actuellement dévolue : pour faire face aux besoins, les hommes d'autrefois n'avaient guère que des réserves de métaux précieux, sous formes de joyaux, et la terre. Il en résulte que les ventes de biens immobiliers n'étaient nullement une rareté ; les droits de lods et ventes perçus à cette occasion par le seigneur foncier constituaient un joli revenu. En 1790, le chapitre déclarait (2) avoir perçu pendant les quatorze années précédentes, à titre de lods .... 549,810 l. 13 s. 1 d.

A ce chiffre, il ajoutait, pour déterminer la valeur brute des lods, les remises consenties par lui, soit la moitié en 1776-1783 et le tiers en 1784-1789. . . . . 274,905 l. 6 s. 6 d.

Total. . . . . 824,715 l. 19 s. 7 d.

(1) 1621 (?) (G. 1034). — Cf. ce qui est dit ci-dessus, p. XXXIII, des parlementaires tenanciers de biens sis dans la mouvance de Saint-Seurin.

(2) L. 1437.

Il retranchait le produit de l'année la plus faible (23,871 l. 18 s. 6 d., en 1776) et de la plus forte (86,768 l. 8 s. 6 d., en 1784); la moyenne des douze exercices restants était de. . . . . 59,506 l. 8 s. 6 d.

Étant donné le taux des lods, qui était le huitième du prix de vente, la valeur moyenne des immeubles aliénés annuellement parmi les propriétés qui relevaient du chapitre était de 476,000 l. environ, en admettant que la déclaration du chapitre fût rigoureusement exacte; celle-ci devait être un peu exagérée, les rabais n'étant pas accordés pour toutes sortes de ventes.

Les échanges ont sûrement été plus actifs à certaines périodes. Il reste du xve siècle deux lièves (1) qu'il est intéressant d'étudier attentivement à ce point de vue. La première a été établie en 1431; la seconde n'est pas datée. Dans l'une et l'autre, on a noté le paiement des annuités de cens en inscrivant, à la suite de l'article, une lettre *a, b, c, d,* etc., affectée à cette annuité. La liève dressée en 1431 paraît avoir servi seize ou dix-sept ans; l'autre, une dizaine d'années. Lorsque l'immeuble changeait de mains, on inscrivait sur la liève le nom de l'acquéreur. Or, ces mutations sont très nombreuses, et pour quantité d'articles, elles se sont produites plusieurs fois.

La liève de 1743-1744 (2) permet de suivre le sort de 74 immeubles pendant trente-cinq ans environ, le dernier acte y analysé étant de 1778. De ces 74 articles, 35 sont restés au nom des mêmes propriétaires ou d'homonymes, qui étaient vraisemblablement leurs héritiers naturels; 17 sont passés à des propriétaires d'un autre nom, ce qui permet de supposer, pour le très grand nombre de ces biens, une aliénation; 6 de ces 17 articles ont été aliénés 2 fois; pour les 22 qui restent, la liève spécifie qu'il y a eu vente, savoir : pour 13 articles, 1 fois; pour 6 articles, 2 fois; pour 3 articles, 3 fois. C'est, au total, dans l'espace de trente-cinq ans, environ 57 mutations pour 74 immeubles.

On arrive à des conclusions analogues lorsqu'on rapproche entre elles les pièces du dossier relatif à telle propriété. Dans le recueil factice de chartes qui servait de terrier à la confrérie de la Treizaine de Saint-Seurin (3), on a groupé les reconnaissances concernant un même immeuble, ce qui permet de constater en partie les aliénations successives. On y voit que, dès le moyen âge, en dépit de droits de mutation très onéreux, les ventes immobilières étaient nombreuses.

(1) G. 1174-1175.
(2) G. 1203.
(3) G. 1593.

Il est des documents qui facilitent grandement les recherches de ce genre : ce sont des liéves établies vers 1768 pour les bénéficiers de Saint-Michel, et dont les pages présentent, en un tableau synoptique, des analyses, par ordre de dates, de chartes afférentes à une ou deux propriétés. La succession des noms dénote une extraordinaire mobilité de la fortune immobilière ([1]).

([1]) Voir, G. 1607, une liève semblable pour la Treizaine de Saint-Seurin.

CHAPITRE VI

La propriété collective.

I. — Importance de la propriété collective. La famille : les communautés taisibles; les partages; la famille Gueyraud; le retrait lignager; les maines-villages.
II. — La communauté d'habitants : les *padouens ;* le bail *a paduentatge.*
III. — La communauté d'habitants *(suite) :* origine des droits d'usage; les concessions; le *civadatye,*
IV. — Les associations factices : la liberté d'association au moyen âge; les paroisses-syndicats; les confréries; la confrérie Saint-Georges.

I. — Quand on étudie la répartition de la propriété foncière dans l'ancien Bordelais, il importe de ne pas perdre de vue ce fait que bien des terres étaient indivises. Dans l'ensemble, la part était faite plus large qu'aujourd'hui à la propriété collective, grâce à la jouissance de droits d'usage sur certains biens communs ou sur les biens des particuliers, grâce à l'organisation de la famille, à la constitution de sociétés d'exploitation agricole, à la liberté d'association, à la personnalité civile reconnue aux associations par le fait de leur existence, etc. Il faut ajouter que pendant les derniers siècles ces droits collectifs tendaient à diminuer et à disparaître. Les représentants de l'autorité, qui étaient propriétaires, réduisirent successivement les servitudes dont les propriétés étaient grevées au profit de la collectivité : peut-être faut-il voir un effet de cette préoccupation dans l'interdiction prononcée par le corps de ville de Bordeaux d'enlever les sarments des vignes d'autrui (1). Vers 1633, un arrêt fut rendu pour proscrire la vaine pâture dans les vignobles(2). En 1740, le Parlement défendit de faire pacager, en quelque saison que ce fût, sur le fonds d'autrui (3).

C'est un fait connu que les biens et spécialement les propres

(1) XIVe siècle. *Livre des Coutumes,* dans les *Archives municipales de Bordeaux,* p. 208.
(2) 31 octobre 1633 (G. 1026).
(3) Salviat, *La Jurisprudence du Parlement de Bordeaux,* édition de 1824, t. II, p. 334.

appartenaient à la famille plutôt qu'à l'individu. Il suffit de parcourir le cartulaire de Saint-Seurin, par exemple, pour s'assurer qu'en général les contrats de bail à cens, de vente, etc., sont conclus par la famille, ou tout au moins que la principale partie contractante agit du consentement de sa parenté [1]. Le cas n'est pas rare où un vendeur, par exemple, s'engage à obtenir l'approbation d'un de ses parents qui, pour une raison quelconque, ne l'a pas encore donnée.

Cet état de copropriété disparut peu à peu; mais pendant longtemps il en resta des traces dans les usages. Même aux époques où l'indivision n'est plus de droit, la *communauté taisible* subsiste assez fréquemment en fait entre frères [2], entre tante et neveux [3], entre cousine et cousin [4], qui étaient copropriétaires, *partionarii, parsoners, partiders* [5], de tel ou tel bien. Parfois, au contraire, les héritiers procédaient au partage [6], et il était attribué à chacun d'eux ce qui lui revenait « par part frairor » [7], et les intérêts étaient si bien distincts que le frère vendait à son frère [8]. Tantôt le partage affectait chaque parcelle; de là vient probablement que tel individu détient une fraction constante de divers biens : cinq seizièmes de l'un, cinq seizièmes de l'autre [9]; tantôt on affectait à chaque copartageant les parcelles entières [10].

Les Gueyraud étaient établis très anciennement dans la paroisse d'Eysines, au lieu dit Le Haillan ou *à Gueyraud*. En 1256 et 1273, Assaillide de Bussac réduisit les charges des Gueyraud à 100 sous de cens, qu'elle donna au chapitre Saint-Seurin [11]. Au XVe siècle, nous retrouvons cette famille, composée d'Arnaud et Barthélemy, fils de Pierre, Thomas, fils de Gaucelme, Guillemine, fille d'Arnaud, Jean, fils de Jean, et Guillaume, son fils, Jean, fils de Salomon. Les uns et les autres avaient, en outre de leur maine, de leur habita-

(1) Fol. 48 v°.
(2) *Livre des Coutumes*, p. 59, 64, 68, 85, 87, etc. — 6 juin 1306 (G. 1140).
(3) 3 mai 1311 (G. 1428).
(4) 18 février 1415 (n. s.) (G. 1156, fol. 34 v°-35).
(5) On disait aussi *partidoners* (22 février 1361 (n. s.), G. 1428). — Ces termes signifient *participants*. En 1373, un bourgeois fait un don à Saint-Michel, afin d'être « parssoney en las messas e en las bonas horacions qui son deytas en lad. gleysa » (G. 1713, fol. 402).
(6) Voir un exemple, de novembre 1318, dans le fonds de La Sauve.
(7) 22 mars 1320 (n. s.) (fonds de La Sauve).
(8) 3 mai 1304 (fonds de La Sauve).
(9) 12 août 1616 (G. 1166, fol. 208 v°).
(10) Voir, par exemple, dans l'article G. 1607, les chartes 61, 62, etc., du 14 mai 1403 au 27 avril 1474.
(11) Fol. 96 v°, 99 v° et 110.

tion, au Haillan, des biens sur divers points : *au Brosterar Saint-Martin, au Defes*, etc. (1). Les deux Jean paraissent appartenir à une branche particulière de la famille (2); quant à Barthélemy, Arnaud, Thomas et Guillemine, si on considère de près les reconnaissances par eux consenties en 1418-1419 (3), on constate que leurs terres sont très étroites et presque toujours, ainsi que la remarque en a été faite (4), touchent l'une à l'autre, surtout par les côtés, plus rarement par les bouts. A eux quatre, ils avouent tenir du chapitre trois maines et trente-quatre lopins, savoir : onze de « terre », deux de « terre » et vigne et le reste de vigne. Ces trente-quatre lopins comptaient au total 127 règes, soit un peu moins de 4 règes l'un. L'état de ces propriétés ne peut guère s'expliquer que par des partages successifs. Des quatre Gueyraud dont nous nous occupons, chacun possédait, en outre, une part de la seigneurie foncière d'une lande tenue à La Lesque par les hommes de La Forêt; deux avaient la seigneurie foncière du bien de Cares, qui était aux mains de Pierre de La Loubière.

La copropriété familiale a donné lieu au retrait lignager, ou faculté pour le plus proche parent de retraire le bien aliéné, de se substituer à l'acquéreur après avoir remboursé le prix et les loyaux coûts, lods et ventes compris (5). Salviat observe, au cours de son livre sur la *Jurisprudence du Parlement de Bordeaux* (6), que cette coutume était, dans le ressort de cette Cour, plus rigoureuse qu'ailleurs. Il est de fait qu'elle a tenu une place importante dans les préoccupations des rédacteurs de chartes (7).

Dans le premier état du droit, le vendeur devait, préalablement à la vente, proposer à ses divers parents le bien qu'il voulait aliéner : cette formalité est rarement visée dans les actes bordelais (8). Mais il est courant que la parenté rachète ce bien « per torn de natura » (9), « cum tornaleys, ... per via de torn » (10), « cum

(1) Guillaume et Alaïs Martin devaient se rattacher à cette famille; ils avaient un maine à Gueyraud, des biens dans les mêmes quartiers que les Gueyraud et partie de la seigneurie foncière de La Lesque (G. 1157, fol. 24 v°).

(2) Jean, fils de Barthélemy, vendit, avant 1436, son maine à Guillaume (G. 1159, fol. 40 v°-41).

(3) G. 1157, fol. 23 v°-27 v°.

(4) Voir ci-dessus, p. XXXVII.

(5) 9 décembre 1415 (G. 1156, fol. 57 v°).

(6) Au mot *Retrait lignager*.

(7) Authomne lui a consacré les pages 27-227 de son *Commentaire sur les coustumes... de Bourdeaux*, édition de 1666.

(8) Voir un exemple au 21 octobre 1308, dans le fonds de La Sauve.

(9) 6 mai 1343 (G. 1338).

(10) 22 mai 1424 (G. 1157, fol. 147 v°.) — 17 novembre 1449. « Cum tornaley » (G. 1160, fol. 88 v°).

tornaleyra et plus pres en grau de linatge » ([1]), « per tour de bourse, cum plus propt linagey et retournet de bourse » ([2]), « cum plus prim de natura » ([3]), etc.

Le droit de retrait lignager devait s'exercer dans l'an et jour, suivant la coutume de Bordeaux ([4]); dans l'an et mois, d'après la coutume de Bazas ([5]). Ce droit appartenait au plus proche parent et, de préférence, au mâle ([6]).

La distinction n'est pas toujours aisée entre la copropriété de la famille et la copropriété du village : les Gueyraud, dont il vient d'être parlé, avaient des parents d'un autre nom, les Martin ([7]). Le cas devait se rencontrer où, les habitudes d'indivision aidant, une famille et ses alliés détenaient un quartier ou *cornau*. Les textes confondent souvent le *maine* ou manse et le village ou plutôt le hameau ([8]). En 1717, le chapitre saisit, dans la paroisse de Blanquefort, le « village » de Peygouas ou Pey Gascq, dont les tenanciers solidaires n'acquittaient pas leurs cens; le lendemain, quatre habitants reconnurent, pour eux et pour deux femmes, « leurs consorts solidaires, » tenir du chapitre « tout iceluy tènement, consistant en quatre chambres basses sous un même toit, courtieux, cabanes, jardins, terres labourables et vignes, tout en un tenant » ([9]). Cette reconnaissance en vise une autre, du 13 février 1525 (n. s.), consentie par Pierre Gascq et deux Jean Gascq; les deux nous permettent, si je ne me trompe, de suivre la transformation du maine familial en hameau.

C'est par cet accroissement de la famille qu'il faut vraisemblablement expliquer dans certains cas l'existence des tenures collectives pour lesquelles les habitants d'un quartier étaient solidairement obligés de payer un cens unique. Cette hypothèse est particulièrement probable quand il s'agit d'immeubles autres que les pacages ([10]).

([1]) 9 février 1459 (n. s.) (G. 1161, fol. 51).
([2]) 25 novembre 1520 (G. 1163, fol. 12).
([3]) 6 mai 1343 (G. 1338).
([4]) *Livre des Coutumes*, p. 77. — 6 mai 1343 : « Per torn de natura, dintz l'an e jorn, per ayssi cum es for e costuma de Bordales. »
([5]) *Archives historiques de la Gironde*, t. XV, p. 87.
([6]) *Livre des Coutumes*, p. 77.
([7]) Voir ci-dessus, p. XLVII, note 1.
([8]) 30 novembre 1586. « Mayne et village appellé de Faugière, » à Yvrac (G. 1450). — 10 mai 1696. « Un village et mayne appellé de Paulengues, » sis à Cambes et comprenant, avec une grange et des maisons, des vignes, jardins et labours d'une contenance de 11 journaux, soit un peu plus de 3 hectares (G. 1420).
([9]) 14 et 15 septembre 1717 (G. 1409).
([10]) Toutefois, à Saulesse, certains tenanciers étaient nouveaux venus (XVe siècle, G. 1175, fol. 72 v°).

On constate l'existence de ces tenures collectives à Renqueil [1], paroisse de Léognan (?), à Serillan et Issac [2], paroisse de Saint-Médard-en-Jalles, et sur divers points des paroisses d'Ambarès, de Lormont et de Bassens [3]. La censive de Serillan comprenait : « maisons, terras, estatges, maynes, boscz, molins, mollinars, aygas, ribeyras, pratz, pastencx, paduentz et autres heretaiges » [4], en un tenant. Le chapitre percevait pour cette censive 111 livres, dues chaque année par les habitans dudit *cornau* et pour raison dudit *cornau* [5].

Il est vrai que les tenanciers solidaires n'étaient pas nécessairement des communistes : la tenure grevée d'un cens unique formait un seul tout à l'égard du seigneur, mais les intérêts des tenanciers pouvaient être séparés. Tel était le cas du maine de Faugière : on y distinguait deux parts inégales, dans l'une desquelles un étranger avait acquis une parcelle de terre [6].

II. — Les droits collectifs appartenant à des communautés autres que les communautés familiales sont plus complexes et d'une étude un peu plus ardue.

On distinguait fort anciennement des chemins privés les chemins publics ou « comunaus » [7]. L'usage de ces derniers pouvait être réservé à certaines catégories de personnes : un arrêt de 1608 dont il sera question plus loin comprend des chemins parmi les biens dont la jouissance était attribuée aux seuls paroissiens-confrères d'Arbanats, à l'exclusion des habitants non confrères [8].

(1) 12 juillet 1285 (fol. 138 v°).

(2) 27 mai 1440 (G. 1159, fol. 113). — 1472-1473 (G. 1456, fol. 25 v°). — 11 novembre 1505 (G. 1162, fol. 59 v°). — 6 mai 1511 (G. 1162, fol. 141 v°). — 1584 (?) (G. 1182, fol. 99 v°).

(3) 1640 (G. 1188, fol. 124). — Janvier 1684 (G. 1107, fol. 144-146 v°). — 19 septembre 1335. Reconnaissance collective par des habitants du Pian (Baurein, *Variétés bordeloises*, t. III, p. 182). — 3 juin 1695. Reconnaissance collective par des vignerons du Vigean (G. 1168, fol. 30 v°). — 25 juillet 1769. Reconnaissance par divers pour un « tènement et village » de 10 journaux 19 règes dans la paroisse de Bouliac (G. 1721).

(4) 6 mai 1511 (G. 1162, fol. 141 v°).

(5) 1575 (?) (G. 1181, fol 83 v°).

(6) 30 novembre 1586. Reconnaissance par des membres de la famille Faugière pour les trois quarts et pour le quart du *maine* de Faugière (G. 1450).

(7) 20 juillet 1246 (fol. 66 v°). — *Comunau* signifie proprement indivis, commun (6 novembre 1246, fol. 90 v°). — On disait : « riu comunau » (20 juin 1325, fonds de La Sauve).

(8) Voir plus loin, p. LVI. — Cf. un mémoire sans date où on examine la situation du *routau*, « chemin de servitude à ceulx du village et des circonvoysins, lequel n'a plus de largeur que ce que les deux rouhes d'une charrette peult occuper pour son passage. »

Quelques moulins faisaient l'objet d'une propriété commune (1); mais c'était une exception. Le cas était, au contraire, habituel pour les pâturages, prairies, landes et autres *padouens*.

Ce mot *padouens* avait deux sens. C'était d'abord un nom générique servant à désigner les biens affectés à l'usage public : dans une enquête ouverte à Bordeaux, au XIIIe siècle, sur la délimitation des propriétés privées et du domaine public (2), tous les immeubles appartenant à celui-ci, fossés, places, bureau des clercs de ville, quais, etc., sont qualifiés *padouens*. Dans une acception différente et plus restreinte, le *padouen* est un pâturage (3). En 1237, Guillaume de Bussac donna au chapitre, du côté d'Eysines, une lande que les chanoines pussent « tener e possedir e *padoir* e espleitar... cum a la lur domengeira causa » (4), c'est-à-dire qu'ils auraient le droit d'y faire paître et d'y défricher comme sur leur propriété. Dans ce même sens, la concession de *paduentatge* est opposée à la concession *a treyre*, faite en vue du défrichement (5), et même le *paduentatge* est, nous le verrons, distinct du droit de *caufatge* ou d'affouage. Il n'y a donc pas redondance lorsque certains textes parlent de *padouens* publics (6).

Quant à leur nature et à leur étendue, les droits d'usage étaient fort variables (7). Les limites des pacages concordaient avec celles de la seigneurie plutôt qu'elles ne répondaient au territoire de la paroisse. Les troupeaux, d'après Baurein, « ne trouvent leur pâture que dans les landes dépendantes de chaque paroisse, ou plutôt des seigneuries dans lesquelles ces paroisses sont situées » (8). On voit même des tenanciers jouir de droits d'usages sur les landes qui appartiennent non pas au seigneur justicier, mais au seigneur foncier (9).

Dans la généralité des cas, le *paduentatge* comprenait la dépaissance des bêtes aumailles, des bêtes de somme et des troupeaux

(1) 3 février 1421 (n. s.) (G. 1157, fol. 66). — 17 mai 1440 (G. 1159, fol. 113 v°). — XVe siècle (G. 1175, fol. 75 v°).

(2) *Livre des Coutumes*, p. 186 et p. 331. — L'amphibologie du mot *padouen* a donné lieu à une discussion au sujet de ce texte (*Inventaire des registres de la jurade*, t. I, p. 17, dans la collection des *Archives municipales de Bordeaux*).

(3) Mistral, *Dictionnaire provençal-français*.

(4) Fol. 91 v°. — Le *padouen* est la terre vague, *herma*, par opposition aux cultures, *terra gazanhada* (8 février 1252 (n. s.), fol. 103).

(5) 16 décembre 1426 (G. 1324).

(6) 15 mars 1372 (n. s.). « Paduent communau » (G. 1429).

(7) Voir, par exemple, sur les clôtures, un accord du 1er avril 1501, concernant la palu de Salabert (G. 1336).

(8) *Variétés bordeloises*, t. V, p. 256.

(9) 4 avril 1557 (G. 1430).

de moutons et de chèvres, plus l'enlèvement, à l'aide de faux, hoyaux et autres outils de fer, de la bruyère et des plantes pour litière (1). Un rédacteur méticuleux ajoute même que ce droit pourra être exercé « à pied et à cheval » (2). Autant qu'on en puisse juger d'après quelques baux consentis par divers seigneurs de la contrée, le *paduentatge* ne s'étendait pas à l'affouage, encore moins à la jouissance des bois d'œuvre (3). Il entraînait bien moins encore l'autorisation de défricher : les baux à *paduentatge* interdisent de façon formelle le défrichement (4), qui faisait l'objet du bail à cens ordinaire.

Le *paduentatge* était généralement l'objet d'un contrat entre le seigneur, à qui appartenaient les landes, et les habitants ou plutôt les bientenants; car les habitants bénéficiaient, semble-t-il, de ce contrat en raison de leurs propriétés (5). Ce droit était dévolu au chef de famille en tant que propriétaire, et quand la famille se divisait, le droit se dédoublait, ainsi que la redevance qui en était le prix (6). Le chef de famille avait d'ailleurs la faculté de confier la conduite du troupeau aux gens de sa maison, enfants ou domestiques (7).

Ces droits d'usage pouvaient être concédés soit à un individu (8), soit à la communauté. Quant à savoir quelle était cette communauté, c'est là une question de fait qu'il ne paraît pas possible de résoudre *a priori*. Il s'agit tantôt des gens d'un *cornau* ou quartier (9), tantôt de deux ou plusieurs quartiers (10), tantôt d'une paroisse, tantôt enfin d'un groupe ne rentrant dans aucune des catégories qui précèdent. C'est ainsi qu'un acte

(1) 28 juin 1428 (G. 1158, fol. 25 v°). — 23 septembre 1429 (G. 1158, fol. 78 v°). — 4 avril 1557 (G. 1430). — G. 1324.

(2) La concession excepte les maines et les terres en défens : « saup estatge et deffes » (17 mai 1432, G. 1445).

(3) 17 mai 1432 : « Saup et exceptat tasta o taudin, fust de linha » (G. 1445). — 26 février 1532 (n. s.) et 28 avril 1568. Les habitants de Limanset reconnaissent que chacun d'eux n'a pas droit au bois dans les *padouens* sans l'autorisation des autres habitants (G. 1096).

(4) Sur cette distinction, voir le dossier G. 1116.

(5) 30 décembre 1426 (G. 1158, fol. 26).

(6) 16 décembre 1426 (G. 1274). — 30 décembre 1426 (G. 1158, fol. 26). — 2 juillet 1427 (G. 1158, fol. 27). — 28 juin 1428 (G. 1158, fol. 25 v°). — 7 novembre 1438 (G. 1159, fol. 94 v°).

(7) 28 juin 1428 (G. 1158, fol. 25 v°). — G. 1324, *passim*.

(8) 17 mai 1432 (G. 1445).

(9) 12 mai 1318. Le Vigean (G. 1274). — 27 mars 1417, 9 mai 1444. Biquinhoux (G. 1096). — XVIIIe siècle. La Vache, paroisse de Saint-Seurin et aujourd'hui commune du Bouscat (G. 1208, fol. 312 v°).

(10) 1er août 1501, 2 août 1557. Caudéran et Le Bouscat (G. 1127; G. 1162, fol. 24; G. 1165, fol. 38 v°).

de 1176 [1] vise un accord par lequel le châtelain de Blanquefort avait accordé la dépaissance dans ses forêts et ses pacages aux hommes du chapitre domiciliés à Eysines. On sait que, de nos jours, en matière de propriété communale, la *section* est un groupe constitué par les circonstances, en dehors de toute circonscription officielle.

III. — Il n'est pas établi ci-dessus de distinction entre les droits d'usage résultant de la coutume et les droits d'usage qui avaient été expressément concédés. C'est qu'en effet j'ignore si la coutume reconnaissait aux communautés des droits de ce genre. Dans les dossiers formés au XVIIIe siècle à l'occasion des conflits élevés sur ces questions, les mémoires visent les ouvrages généraux de droit; je ne crois pas qu'ils se réfèrent jamais à la coutume du pays. Fait digne de remarque, les privilèges de Bordeaux ne renferment pas de disposition concernant les pâturages. En 1274, Bordeaux et Bourg déclarent ne pas avoir de propriétés communales [2]; le bourg de La Sauve, en tant que communauté, ne possède pas d'alleux [3], et les communautés d'habitants qui mentionnent des pacages les classent avec les eaux et les routes, dans le domaine royal [4].

Le chapitre de Saint-Seurin considérait les landes comme sa propriété [5], et les baux à *paduentatge* lui réservaient la faculté de défricher les terres vagues qui faisaient partie des mêmes baux. Il est vrai que cette propriété du chapitre pouvait être grevée d'une servitude : la question posée tout à l'heure consiste à savoir si cette servitude était de plein droit, ou si elle devait être octroyée par contrat.

En réalité, la seconde hypothèse est bien improbable. Si l'on examine la question au point de vue historique, on est très frappé de ce fait que les droits de pacage préexistaient à toute convention entre seigneurs et vassaux. Mais on sait que l'histoire n'entrait guère dans les théories juridiques de l'ancien régime; les droits

(1) Fol. 32 v°.

(2) *Livre des Coutumes*, p. 506. — Martial et Jules Delpit, *Notice sur un manuscrit de la bibliothèque de Wolfenbüttel*, p. 73, note 1.

(3) *Ibid.*, p. 75, note.

(4) *Ibid.*, p. 50, note 1; p. 53, note 4; p. 77, note.

(5) XIIIe siècle (fol. 126 v° et 127). — 12 septembre 1356. Le chapitre se plaint que les gens de Caudéran, Le Bouscat et La Vache aient usurpé « terras, landas e paduentz, losquaus son nostres propris » (fonds des Dominicains). — 11 août 1598. Arrêt visant une enquête de 1494, d'après laquelle le chapitre pouvait, de temps immémorial, inféoder les vacants (G. 1112). — 1771. Le chapitre déclare tenir la lande de Coyret « en propriété et directité » (G. 1206, fol. 402 v°). — 20 juillet 1787 (G. 1022).

d'usage étaient si bien regardés comme l'effet d'une concession que les seigneurs percevaient de ce chef des redevances (1) : au XIIIe siècle, les paroisses de l'Entre-deux-Mers devaient 40 livres de taille, le service militaire et le serment de fidélité pour user des pacages, bois, routes, eaux, forêts, padouens et autres biens analogues (2); au XIVe siècle, les habitants de Grayan payaient au seigneur de Lesparre 2 sols 9 deniers par feu pour le pacage et l'herbage dans les landes de leur paroisse et, en 1341, le même seigneur accordait, moyennant ce même prix, aux habitants d'Ilhan, la faculté de couper de la bruyère et de faire paître dans les landes de leur quartier (3).

Plus tard, quand l'extension des cultures menaça d'entraîner la suppression des terres vagues nécessaires aux troupeaux, les habitants s'avisèrent qu'ils avaient des droits acquis à faire respecter. Au XVIIe siècle, un individu ayant clos une lande, ce fut le syndic des habitants qui le poursuivit au civil (4). Une jurisprudence nouvelle se constituait (5) : assurément on ne contestait pas la propriété du chapitre, les précédents ne le permettaient pas; mais on se préoccupait d'assurer aux communautés, par une sorte de cantonnement, le légitime exercice de leurs droits, et les arrêts de 1598 et 1774 firent défense au chapitre de disposer des landes de la paroisse « dont l'inféodation priveroit les habitans et bientenans desd. lieux de Caudéran, Bouscat et Villenave de la quantité suffisante de landes pour leur usage » (6). Sous ces réserves, il pouvait aliéner les vacants.

Le cens dû pour les padouens prenait le nom de *civadatge* (7), du mot *civada* qui désignait les grains servant à la nourriture des bêtes de somme et spécialement l'avoine. Dans la seigneurie de Saint-Seurin, cette redevance était fréquemment, au XVe siècle, de

(1) Les *padouens* de Bordeaux, pour lesquels la Ville payait une redevance annuelle de deux nobles (collection des *Archives municipales de Bordeaux, Livre des Privilèges,* p. 59 et p. 688; *Registre de la Jurade*, p. 304 et p. 487), ne renfermaient pas de pacages (même collection, *Livre des Bouillons,* p. 369-373).

(2) Martial et Jules Delpit, *Notice,* etc., p. 50, note 1.

(3) Ces deux actes sont analysés dans le registre C. 3359, fol. 25.

(4) G. 1114.

(5) En 1592 encore, le chapitre ayant décidé d'inféoder la lande Noire ou de Coyret, les habitants du Bouscat se bornèrent à lui demander la préférence (G. 1132), et l'arrêt du Parlement de Toulouse du 30 juillet 1678 spécifie que les vacants appartiennent au chapitre (G. 1131).

(6) 3 septembre 1774 (G. 1324). — Cf. des mémoires de 1676 et 1677 pour les habitants (G. 1129).

(7) *Civadatge* était aussi le nom de la redevance d'avoine due pour les chevaux du seigneur en chasse ou en voyage (19 décembre 1634, *Archives historiques de la Gironde,* t. XV, p. 316).

2 sous 6 deniers par feu (1). Elle était exigible de chaque chef de famille, et la communauté d'habitants n'était pas solidaire, même dans le cas d'une reconnaissance collective (2).

IV. — La famille et, dans une certaine mesure, la communauté d'habitants sont des associations naturelles; elles existent en dehors du consentement exprès des intéressés. D'autres sociétés étaient formées d'individus réunis par une commune volonté.

On sait que le moyen âge considérait comme un droit naturel la liberté d'association; les sociétés se formaient sans autorisation préalable, et le seul fait de leur existence leur conférait la personnalité civile. Cette personnalité civile était d'ailleurs reconnue aux institutions, aux entités les plus diverses: on donnait un bien à saint Seurin; on instituait héritier Jésus-Christ ou son âme propre; les pauvres âmes du Purgatoire acquéraient, vendaient, plaidaient par l'organe des confréries, et il existait à Bordeaux un procureur des âmes spécialement chargé de leurs intérêts (3).

Ces usages étaient éminemment favorables au groupement des énergies individuelles, à l'éclosion d'une multitude de sociétés, sociétés commerciales, sociétés corporatives, etc. Jusqu'à la fin de l'ancien régime, il subsista des associations multiples, restes des associations plus nombreuses et plus variées du moyen âge : associations de tenanciers qui usaient ensemble d'un domaine utile (4), associations d'ouvriers agricoles pour l'exploitation d'un fonds, de communautés d'habitants pour l'acquit des mêmes charges, etc.

La « grande confrérie de Saint-André et de Saint-Seurin » était formée des deux chapitres réunis en vue d'exercer des droits seigneuriaux communs (5).

Les quinze curés de Bordeaux étaient syndiqués, et les documents signalent anciennement une « confrérie de prêtres de l'Entre-deux-Mers », « confrayria prebeyriu » (6), qui possédait des fiefs et qui paraît être un syndicat du même genre. En 1567, des habitants de la partie rurale de Saint-Seurin se syndiquèrent pour tenir tête

(1) G. 1455, fol. 53. — G. 1324, *passim*.

(2) 22 juillet 1482 (G. 1324).

(3) 24 juillet 1533 (G. 1716, fol. 241).

(4) 15 juin 1370 (G. 1274). — 11 juin 1400 (G. 1302). — 4 décembre 1444 (G. 1160, fol. 52 v°). — xve siècle (G. 1174, fol. 34 v°). — xvie siècle (G. 1185, fol. 133 v°). — 1684 (G. 1107, fol. 22).

(5) Fol. 95 v°, 96, etc.

(6) xive siècle (G. 1592, fol. 9 v°). — 27 juin 1418 (G. 1156, fol. 147 v°). — 14 août 1452 (G. 1717, fol. 53 *bis*). — xviie siècle. Mention d'une « confrayria preveyriu » à Camblanes (G. 1825, fol. 11 v°).

au chapitre, s'imposèrent « certaines sommes de deniers » et menacèrent un marguillier de lui casser son plat sur la tête (1).

La paroisse de Saint-Seurin n'était pas érigée en commune; les paroissiens, du moins les chefs de famille de Caudéran, Le Bouscat et La Vache n'en étaient pas moins organisés pour défendre leurs intérêts et représentés par un *comte* ou syndic.

On sait quel rôle jouèrent les confréries dans la société industrielle et urbaine; on connaît moins leur importance dans la société agricole et rurale. La confrérie, dans ce monde tout imprégné d'esprit chrétien, était la forme ordinaire, naturelle de l'association, quel que fût l'objet de celle-ci (2). Voulait-on, par exemple, mener à bien une œuvre d'utilité publique, pont, église, hôpital, on ne pouvait pas comme aujourd'hui faire fonds sur les ressources du trésor public, et on était réduit aux générosités des particuliers. L'*œuvre* se doublait donc, du moins dans certaines contrées, d'une confrérie qui provoquait les libéralités par les concessions d'indulgences et qui gérait l'entreprise (3).

Les confréries étaient nombreuses dans les églises du Bordelais : à Saint-Seurin, on comptait en outre de la Treizaine du Saint-Esprit, qui était une société de bénéficiers, les confréries de saint Fort, des saints Seurin et Amand, du Saint-Sacrement, des Ames, de la Charité, de Notre-Dame, etc.

Bien que leurs statuts ne nous soient pas connus, il est permis de penser que ces diverses confréries, comme beaucoup de celles qui existent encore dans le pays, étaient surtout des sociétés de secours mutuels; les frais des funérailles devaient être l'un des principaux objets de leurs règlements, ainsi que la solennité des enterrements, qui préoccupait singulièrement nos ancêtres. Toutes ces confréries possédaient des revenus.

Mais les confréries dont l'étude nous intéresse le plus sont celles qui servent de cadre à un syndicat économique des bientenants de la paroisse. Peut-être faudrait-il dire *de* bientenants, car il ne s'agit pas toujours de l'universalité des propriétaires : la confrérie est parfois distincte de la communauté d'habitants, et la paroisse elle-même nous apparaît en certain cas comme une association, où l'on n'est admis que du consentement des autres paroissiens (4).

(1) 15 et 26 janvier 1567 (G. 1112).

(2) M. Bémont a signalé naguère une conspiration organisée sous le couvert d'une confrérie à Bayonne, au XIIIe siècle (*Rôles gascons,* introduction, p. CIV).

(3) Les choses se sont passées ainsi notamment pour la construction de Saint-Jean à Perpignan.

(4) 12 mai 1611. Admission d'un paroissien à Saint-Selve (E. supplément 1431).

Il y eut à ce sujet de très curieuses contestations : en 1789, des avocats furent appelés à examiner si la confrérie Notre-Dame d'Arcins se confondait avec la communauté d'habitants. Il en était ainsi, en effet, puisque le syndic s'intitulait tantôt, en 1454, syndic de la confrérie, tantôt, en 1470, syndic de la paroisse; au surplus, en 1449, quand il avait reçu du seigneur de Lamarque ou de son fondé de pouvoir la jouissance exclusive des padouens de la paroisse, il agissait « pour lui, pour les tenanciers nommés dans l'acte et pour tous ceux qui sont ou seront habitants de ladite paroisse d'Arcins » (1). Par contre, un arrêt de 1608 (2) distingua de l'ensemble des habitants d'Arbanats la confrérie et fabrique de ce lieu. Le procès avait éclaté à l'occasion d'un enterrement. La Cour reconnut aux confrères le droit de taxer les autres habitants « pour les cloches, ornemens, luminaires et aultres choses deppendans de ladicte frairie et fabricque ». Et elle ajoutait : « Pareillement, nostred. Cour les a maintenus en la possession des chemins, doues, foussez et aubarreddes dont est question aud. procès, comme propres et appartenans à lad. frairie et œuvre Sainct-Ypolite, paroissiens, confrères de ladicte frairye, et comme telz, ilz en pourront user et jouir sans que lesd. Blanquan, Suberbère *(sic)* et Labasque y puissent prétendre aulcun droit que par la permission et volunté dud. comte, parroissiens et confrères, sauf le passage seullement avec leurs bœufz, charrettes et aultres bestail pour aller et venir en leurs biens et ailheurs où bon leur semblera en païant le dommaige, sy aulcun en est faict et porté par iceulx et leur bestailh, lequel dommaige sera taxé au dire d'expers sy aultrement ne s'en peuvent accorder. Et en ce que concerne lesdicts pasturages, landes et padouens dont est aussy question aud. procès, nostreditte Cour les a déclairé et déclaire apartenir aux habitans de lad. parroisse d'Arbanatz et en cette quallité auxd. Blanquan, Suberbère et Labasque, entiens parroissiens et habitans de lad. parroisse d'Arbanatz, pour d'iceux jouir ainsy que font les aultres parroissiens ».

Dans la paroisse de Saint-Seurin et les environs, les textes signalent diverses confréries qui paraissent analogues à celles d'Arsins. Les confrères de La Forêt, qui était un quartier de la paroisse d'Eysines, tenaient des Dominicains une lande sise à *La Mauba*, pour laquelle ils étaient redevables d'un cens annuel de 4 deniers (3). Les habitants de Serilhan et d'Issac, paroisse de Saint-

(1) E. supplément 993.
(2) E. supplément 1545. — Cf. Baurein, *Variétés bordeloises*, t. V, p. 136-137.
(3) 17 mars 1345. Document acquis à Cheltenham par la Ville de Bordeaux.

Médard-en-Jalles, devaient pour leurs biens un cens collectif payable « soubz le chayne de la confrairie audict lieu de Serilhan » (1). Dans un texte de 1422 figure une vigne dans la mouvance de la confrérie de Caudéran (2). Enfin, en 1529, on renouvela les statuts de la confrérie de Saint-Georges, « qui est confrérie des chefs de maison des quartiers de Caudéran, Le Bouscat et La Vache. » Déjà, au cours des années précédentes, on s'était à diverses reprises inquiété de ce renouvellement dans les conseils tenus soit à Caudéran, au lieu dit *au Cap deu Plan*, soit au cimetière de Saint-Seurin, qui était le lieu habituel des réunions. Voici les principales dispositions des statuts (3) : le *comte* ou syndic, nommé pour un an, était tenu d'accepter ces fonctions et de servir le mieux qu'il le pouvait ladite « confrérie ou paroisse »; de même, le mandat des répartiteurs était obligatoire. En cas de décès d'un confrère, la confrérie assistait à la levée du corps et au « robustori de la messa », c'est-à-dire, je pense, à la messe de l'enterrement. Les confrères devaient attacher les chiens, porcs et poules pour les vendanges, quand l'ordre leur en était donné. Ils ne pouvaient avoir plus d'un porc par maison. Ils ne pouvaient louer leurs maisons à des étrangers; s'ils contrevenaient à ce règlement, le syndic avait mandat de jeter hors l'étranger. Le drap d'or était porté aux obsèques des confrères, de leurs femmes et autres enfants de la paroisse âgés d'au moins quinze ans; les étrangers, valets, servantes, etc., payaient pour avoir ledit drap ou les croix. En cas de guerre ou de troubles, les croix et les draps d'or seraient cachés par le syndic, et les confrères ne pourraient pas les exiger. Les bientenants étaient astreints à récurer les ruisseaux et en entretenir les bords au droit de leur propriété, et, s'ils refusaient, le syndic pouvait faire exécuter ce travail à leurs frais; de même pour les chemins communs.

(1) 1575 (?) (G. 1181, fol. 83 v°).
(2) 10 juin 1422 (G. 1612).
(3) 22 août 1529 (G. 1112). — Cf. 14 mai 1454. Confirmation par l'archevêque de Bordeaux des statuts de la confrérie de Sainte-Marguerite : « Que nulh ny nulha no s'i arculha confray ny confrayressa que no sia son senhor medix, sino que sia de consentiment de son [pay] o de son senhor. » « Que si lo cas s'endevine que aucun confray o confrayressa anes per mar et [se] neguessa (laquau causa Dius deffenda!) que lad. confrayria l'aya affar serquar aus despens de lad. confrayria duas montans e una jusen » (G. 1734, fol. 335).

CHAPITRE VII

Comment s'est formée la seigneurie de Saint-Seurin.

I. — Les faits et les documents : donations et confirmations diverses; conflits avec la commune en 1277 et 1347, et avec les habitants de Caudéran, Le Bouscat et La Vache, en 1349.
II. — Formation de la seigneurie politique : son origine dans les droits individuels; lutte contre la commune et succès définitif de celle-ci.
III. — Formation de la seigneurie foncière : l'allodialité en Bordelais; les titres des chanoines; la *questa* et les hommes questaux; lutte contre les possesseurs d'enclaves allodiales et contre le Domaine ; les alleux et la Révolution.

I. — La formation de la seigneurie de Saint-Seurin mérite d'être étudiée : il est curieux de voir comment cette seigneurie s'est constituée, s'est étendue, sans aucun titre légitime. Assurément, le fait n'est pas des plus rares : dans nombre de cas on pressent que les seigneuries sont le résultat d'une usurpation, mais je ne crois pas que la preuve en soit souvent aussi complète qu'à Saint-Seurin.

Pendant la période correspondante au cartulaire, c'est-à-dire jusqu'à la fin du XIII[e] siècle, les actes de donation, de conversion des alleux en fiefs, etc., démontrent qu'une très grande partie de la paroisse échappait à la seigneurie foncière du chapitre : le domaine direct de celui-ci embrassait une faible portion du territoire, lequel comprenait, en outre du faubourg, trois quartiers ruraux, savoir : Le Bouscat, Caudéran et Villeneuve, aujourd'hui La Vache.

Vers 1010, le comte Sanche aurait donné à Saint-Seurin des champs près du faubourg, une lande vers Eysines, deux lieux-dits, *Silva Grossa* et *Bernedaria,* des fontaines, notamment la font d'Audège, enfin des marais du côté de Pontlong. Cette donation n'est connue que par une notice [1] dont la véracité, nous l'avons vu [2], peut être mise en doute. En admettant que l'acte soit authentique

[1] Fol. 10.
[2] Ci-dessus, p. XIII.

et l'analyse exacte, il reste à définir la portée du document. Les lieux-dits y mentionnés ne peuvent pas tous être identifiés; on ignore ce qu'était *Silva Grossa,* par exemple; mais de l'énumération des terres qui font l'objet de la libéralité de Sanche, un fait ressort surtout, c'est qu'il ne s'agit pas d'un territoire compact : la charte en aurait indiqué les contours; ils n'est question que de biens épars, et, dans tous les cas, rien n'autorise à voir dans cet acte le titre original des droits du chapitre sur toute la partie rurale de la paroisse.

Pendant la seconde moitié du XII[e] siècle, Alexandre III confirma les diverses possessions de Saint-Seurin par une bulle où ces possessions sont indiquées (1). Nous y voyons figurer « le lieu où l'église est élevée avec la sauveté de ce lieu », sans que rien nous permette de préciser ce qu'était cette sauveté et si elle englobait tout le faubourg. La bulle mentionne un droit sur les tavernes de ce faubourg. Elle vise aussi la donation de Sanche : « champs, fontaines et landes au-dessus du faubourg, tels qu'ils sont depuis longtemps limités. » Enfin, aux termes de cette bulle, le chapitre n'aurait levé que des dîmes sur les marais jusqu'à la Jalle, sur les champs et les vignes jusqu'au ruisseau de Limenset, jusqu'à *Silva Grossa, Bernedaria,* etc.

En 1181, Arnaud d'Illac vendit à Saint-Seurin son bois appelé le Bouscat (2). Un coup de ciseau a enlevé avec la partie inférieure d'un feuillet du cartulaire presque tout le dispositif de l'acte. Il n'en est pas moins acquis que, cent soixante-dix ans après la cession consentie par Sanche, le chapitre ne possédait pas encore cette partie de la paroisse.

En 1207 et 1227, un arbitrage intervint entre l'archevêque et les chanoines (3). Il attribue, dans les limites de la sauveté sans doute : au chapitre la basse justice, au chapitre et à l'archevêque la haute justice, c'est-à-dire les causes criminelles dites *comtales;* le revenu sur les tavernes restait à la mense capitulaire.

De 1243 à 1271, il subsiste trois (4) actes assez intéressants (5) : par le premier, sept particuliers domiciliés dans le faubourg Saint-Martin, sis sur la paroisse Saint-Seurin; par le second, trente habitants de ladite paroisse; par le troisième, un habitant du

(1) Fol. 40 v°.
(2) Fol. 43.
(3) Fol. 62.
(4) Une liste imprimée au XVIII[e] siècle mentionne cinq reconnaissances de ce genre, de 1243 à 1271 (G. 1149).
(5) *Archives historiques de la Gironde,* t. III, p. 45. — Fol. 110 v°. — G. 1149.

même faubourg Saint-Martin, déclarent être soumis, ainsi que les autres habitants de la paroisse et spécialement de la sauveté, aux charges suivantes : payer une poule au chapitre le 24 décembre, payer deux deniers par tonneau de vin vendu dans les tavernes de la paroisse (1), fournir des cautions au doyen. Il est peut-être singulier que ces droits du chapitre soient ainsi constatés par l'attestation d'individus sans mandat bien déterminé (2).

Les contemporains jugeaient aussi que les titres de Saint-Seurin n'étaient pas très nets, et ses prétentions donnèrent lieu, en 1277, à des protestations violentes de la commune de Bordeaux. L'archevêque prit parti dans le débat pour le chapitre, le sénéchal pour les maire et jurats; de part et d'autre, on formula d'anciens griefs, on souleva des questions de principes; ce fut comme un épisode de la vieille querelle de l'esprit laïque contre les empiètements du clergé. Je n'en retiendrai que ce qui concerne la seigneurie de Saint-Seurin.

Le doyen ayant exercé ses pouvoirs de justice sur deux voleurs, la commune envahit le faubourg, le dimanche 24 janvier 1277. On s'accorda sans trop de peine, et il fut convenu que le châtelain de Bordeaux et le maire régleraient le différend. Sur ces entrefaites, le sénéchal du roi d'Angleterre survint (3), et aussitôt il envenima le conflit. Le lendemain, le tocsin sonna, le peuple fut convoqué par les trompettes, et il se rua sur le faubourg, où il commit les pires excès.

Pour se justifier, le doyen protesta qu'il tenait de l'archevêque la haute et basse justice dans le faubourg et la sauveté. Quant à l'archevêque, nous le savons par le groupement des pièces du dossier dans le cartulaire (4), il rattachait sa juridiction à un diplôme d'immunité octroyé par Louis le Débonnaire et confirmé à plusieurs reprises. Ces moyens suggèrent plusieurs graves objections; mais les bourgeois de Bordeaux avaient gâté leur cause par des atrocités et par l'injustice éclatante de certains de leurs

(1) L'usage existait sous l'ancien régime de vendre son vin au pot en taverne, quand on ne trouvait pas à le vendre à la barrique. Les comptes des bénéficiers de Saint-Michel renferment des mentions nombreuses de ces ventes.

(2) Il faut ajouter que les redevances en poules paraissent avoir été payées, en général, au seigneur justicier : en 1237, Amauvin de Barès levait une poule sur les hommes du chapitre qui résidaient dans sa seigneurie; ces hommes changeaient-ils de résidence, Amauvin perdait ce droit (fol. 67 et fol. 99).

(3) Je dois dire que ces faits sont connus seulement par une requête de l'archevêque et du doyen au roi de France (fol. 144 et 148, et *Livre des Bouillons* p. 425).

(4) Fol. 140 et suiv.

postulats; l'appui notoire du représentant de l'Angleterre fit sans doute le reste, et le roi de France admit les prétentions des chanoines (1). Dès lors, il resta définitivement acquis jusqu'en plein XVIIIe siècle que le chapitre avait droit de haute, moyenne et basse justice dans la sauveté, et que la sauveté s'étendait à tout le faubourg.

En 1347, une difficulté se produisit entre le chapitre et les jurats au sujet des droits de justice, non plus dans la sauveté, mais dans le territoire rural de la paroisse. L'une et l'autre partie se réclamaient de la possession immémoriale, d'où l'on peut inférer qu'elles n'avaient pas de titres positifs. Une transaction fut conclue : le chapitre garda la connaissance des affaires qui n'entraînaient ni la mort, ni la mutilation, ni une amende de plus de 65 sous, et qui résultaient de contrats passés ou de délits commis sur le territoire délimité par l'acte et entre les personnes ci-après spécifiées : habitants de Caudéran, du Bouscat, de La Vache et de propriétés ou de fiefs du chapitre sis entre les limites indiquées dans la transaction; cette sujétion suivait ceux d'entre lesdits habitants qui changeaient de domicile, savoir : les *questaux,* partout où ils allaient, et les *non questaux,* sur les autres fiefs de Saint-Seurin; le chapitre serait juge dans les causes civiles dont l'objet ne dépassait pas 65 sous, entre les familles et les serviteurs des chanoines et les justiciables précédemment désignés; aux maire et jurats étaient attribués les délits punissables d'une peine supérieure à 65 sous d'amende, ainsi que les affaires des bourgeois de Bordeaux, de leurs bordiers et de tous individus ne résidant pas sur les fiefs du chapitre; exception était faite des causes féodales, qui revenaient au seigneur du fief; enfin, on réservait au Roi et à ses officiers les procès entre étrangers et les procès entre les familles des chanoines et les habitants.

En somme, cette transaction ne crée pas au profit du chapitre une juridiction territoriale; elle reconnaît plutôt et confirme la juridiction individuelle qui lui appartenait sur ses questaux et ses tenanciers. L'acte spécifie, d'ailleurs, formellement qu'il existe dans l'étendue de la paroisse des terres hors de la mouvance du chapitre.

Ce même accord fait allusion à un différend entre le chapitre et les habitants de Caudéran, Le Bouscat et La Vache. Le chapitre soutenait que lesdits habitants étaient taillables à merci et soumis

(1) Mai 1318 (G. 1117; *Livre des Bouillons,* p. 424 et suiv.). — Les lettres royaux de mai 1318 sont visées dans un arrêt du Conseil du 5 février 1751 (*Livre des Privilèges,* p. 562).

à plusieurs autres obligations; les maire et jurats promirent de ne pas encourager la résistance populaire, et le sénéchal, devant qui l'accord était conclu, donna pleinement raison au chapitre.

Cette décision, qui avait été précédée de diverses sentences de l'official (1), ne suffit pas pour ramener la paix. En 1369 (2), des arbitres furent appelés à statuer sur les divers chefs de la contestation qui s'était élevée entre l'église de Saint-Seurin et les chefs de famille de Caudéran, Le Bouscat et La Vache : il fut décidé qu'en principe ceux-ci étaient et seraient à perpétuité les hommes *questaux* du chapitre; mais le chiffre global des corvées était fixé à 300 par an; le chiffre de la taille, à 250 réaux d'or; et, pour en faire le répartement, le chapitre devait convoquer quatre habitants (3).

Avant de voir quel parti les procureurs du chapitre tirèrent de ces pièces et comment ils les interprétèrent, ils n'est pas hors de propos d'en exposer sommairement la portée réelle.

Les droits de seigneurie foncière du chapitre ne s'étendaient pas à toute la paroisse, mais seulement à des tènements disséminés. Quant à sa seigneurie politique, nous constatons, au XIIe siècle, que le chapitre détenait à Caudéran des droits mal connus, qu'une sauveté existait autour de l'église, que les chanoines percevaient des revenus sur les tavernes. Au XIIIe siècle, ils partageaient la justice avec l'archevêque, probablement dans la sauveté, et ils levaient ou prétendaient lever des redevances sur les habitants de la paroisse tout entière. En 1277, la sauveté se confondait avec le faubourg, et elle fut définitivement attribuée à l'église avec haute et basse justice. En 1347, c'est la basse justice qui lui fut reconnue dans le reste de la paroisse sur ses hommes et ses tenanciers. En 1349, enfin, on proclama *questaux* du chapitre les habitants de Caudéran, Le Bouscat et Villeneuve, et on fixa les charges qui leur incombaient.

II. — Ce qui ressort le plus nettement de cet ensemble de faits et de textes, c'est que les chanoines n'avaient pas de titres. Pour le faubourg même, pour la sauveté, nous ne voyons pas comment la justice leur était dévolue : le diplôme de Louis le Débonnaire confirme l'immunité archiépiscopale pour l'église Saint-Seurin et ses dépendances. Faut-il croire que le faubourg tout entier était

(1) *Livre des Bouillons*, p. 354.
(2) 4 juillet 1349 (G. 1147).
(3) Dom Devienne signale dans son *Histoire de Bordeaux* (t. II, p. 71) un arrêt de 1379 qui est inconnu par ailleurs.

considéré comme une de ces dépendances? Il resterait à déterminer comment ce diplôme, octroyé à l'archevêque, forme titre pour les chanoines : on le saisit d'autant moins que les autres privilèges royaux pour l'archevêque ne font aucune mention de Saint-Seurin.

L'accord de 1207-1227 entre le prélat et le chapitre n'apporte guère de lumière dans le débat; en admettant qu'il nous soit parvenu sous une forme sincère et qu'il s'applique à la sauveté, il faudrait montrer comment l'archevêque, haut justicier d'après ce titre, est simple suzerain en 1277, et comment cette suzeraineté occasionnelle ne reparaît plus dans les documents ultérieurs.

En dehors du faubourg, l'origine de la seigneurie politique du chapitre est plus indécise encore. Elle s'est formée, comme tant d'autres, grâce à la puissance de fait de l'église Saint-Seurin [1] et par la transformation des relations féodales. Le chapitre est devenu seigneur justicier de la paroisse parce qu'il en était le principal seigneur foncier, et il était devenu seigneur foncier parce qu'il était propriétaire. A la source de ses droits on trouve un fait économique, d'où ils découlent.

Cette proposition ne surprendra pas les érudits habitués à étudier le moyen âge dans les chartes, au lieu de s'en tenir aux théories des glossateurs. Ils connaissent, pour l'avoir maintes fois constatée, cette évolution qui d'un droit privé a fait une participation à la puissance publique. Celui qui a dit que *Fief et justice n'ont rien de commun* pouvait être un juriste très subtil : ce n'était pas un historien, ni même un archiviste. S'il avait eu à classer des documents, il aurait vivement senti l'erreur de sa thèse, et il aurait été fort embarrassé pour rattacher telles pièces au dossier de la justice ou au dossier du fief. Par exemple, le chapitre et les jurats se disputèrent au sujet du ban des vendanges [2]; il est sûr que le ban des vendanges, qui tendait à devenir dans les derniers siècles une attribution de police [3], avait simplement pour but dans les premiers temps de garantir la perception des redevances de quotité : dîme ou agrière; en 1356 [4], le chapitre autorisa les vendanges dans les vignes notoirement soumises à l'agrière et les retarda

(1) Amanieu de Veyrines ayant exercé des sévices à Caudéran vers 1150, le chapitre prit fait et cause pour les habitants, et Amanieu fut condamné à réparer les torts qu'il avait causés (fol. 22).

(2) 10 septembre 1663 (G. 1120). — 30 juillet 1678 (G. 1131). — 20-21 octobre 1698 (G. 1120).

(3) La question était controversée de savoir si la proclamation du ban des vendanges appartenait au seigneur haut justicier ou au seigneur foncier (Lamothe frères, *Coutumes du ressort du Parlement de Guienne*, t. I, p. 452).

(4) 12 septembre 1356 (fonds des Dominicains.)

pour les autres vignobles, jusqu'à ce qu'on eût déterminé les conditions auxquelles ils étaient tenus. Les documents de Saint-Seurin nous permettent de voir comment le chapitre changea en une juridiction territoriale ce qui n'était d'abord que relations individuelles entre lui, d'une part, ses tenanciers et ses hommes *questaux*, de l'autre [1].

Le règlement amiable de 1347, avec ses multiples exceptions au principe de la justice territoriale, avec ses distinctions entre serfs questaux, tenanciers, bourgeois et étrangers, est surtout la consécration de ces rapports féodaux individuels. Jusqu'à la veille de la Révolution, cet accord fut invoqué de part et d'autre et interprété de façons très diverses : tantôt les jurats niaient que les chanoines eussent des pouvoirs de justice en dehors de la sauveté [2], et tantôt les chanoines, excédant leurs attributions, refusaient de reconnaître celles des jurats [3]. Ce sont chicanes sans portée; ce qui est intéressant, c'est que peu à peu s'effacèrent les distinctions créées ou reconnues par l'acte de 1347 entre les diverses catégories de justiciables, de sorte que le chapitre devint seigneur bas justicier de tout le territoire rural de Saint-Seurin. Vainement Édouard III, en 1354 [4], tenta de réagir et de s'interposer entre le chapitre et les gens de Caudéran, Le Bouscat et La Vache, parce que nul ne doit être juge en sa propre cause. Moins de deux ans après [5], le doyen et les chanoines revendiquaient la juridiction civile sur les trois villages. En 1598 [6], 1654 [7], 1678 [8], etc., des arrêts reconnurent sa compétence en matière civile et criminelle dans les affaires dont l'objet était inférieur à 65 sous.

Cependant, les empiètements de la municipalité devaient à la longue réduire et annihiler la justice du chapitre. La Ville et le faubourg avaient trop d'intérêts communs pour qu'il n'en fût pas ainsi : l'enlèvement des boues, l'entretien des pauvres de Saint-Seurin incombaient aux jurats [9], qui cherchaient à ces charges

(1) Pour l'histoire de ces rapports individuels, il est bon de noter que, le 1er avril 1242, un arbitre, sans juger le fond de la question, prescrivit aux chanoines de restituer aux bourgeois de Bordeaux des poules qui avaient été levées sur lesdits bourgeois comme sur les autres habitants de la paroisse (fol. 64).

(2) 7 juillet 1598 (G. 1117).

(3) 4 janvier 1618 (G. 1119). — 15 décembre 1663 (G. 1120).

(4) 20 octobre 1354 (G. 1112 et G. 1117; *Archives historiques de la Gironde*, t. IV, p. 115; *Livre des Bouillons*, appendice, p. 327-328).

(5) 12 septembre 1356 (fonds des Dominicains).

(6) 30 juin 1598 (G. 1117).

(7) 30 mars 1654 (G. 1120).

(8) 30 juillet 1678 (G. 1131).

(9) Mai 1753 (G. 1121).

des compensations. D'ailleurs, l'existence d'une sauveté soustraite à l'action de la police municipale pouvait entraîner bien des inconvénients : dès 1513 (1), les jurats étaient autorisés à se saisir des criminels réfugiés dans le faubourg, après avoir demandé la permission aux chanoines et quelle que fût la réponse de ceux-ci. L'organisation des forces militaires de Bordeaux (2), la surveillance des boucheries (3) et des jeux prohibés (4), la perception de droits sur les vins (5), donnèrent successivement lieu à des conflits parfois violents et qui firent brèche dans les attributions du chapitre. Enfin, en 1759 (6), le Roi ordonna que des commissaires de police fussent nommés à Saint-Seurin par ces mêmes jurats dont jusqu'alors les escortes, en traversant le faubourg, « quittoient leurs bandouillères, tournoient la pointe de leur hallebarde en bas et... cachoient leurs sac[s] de livrée » (7). Cette dualité rendait la situation impossible : des lettres patentes de janvier 1773 (8) restreignirent à un périmètre de peu d'étendue la sauveté de l'église. Un accord fut conclu entre les jurats et les chanoines le 12 septembre 1776 (9). Ce fut le dernier acte de quelque importance concernant la seigneurie politique de Saint-Seurin.

III. — La mainmise du chapitre sur la seigneurie foncière de la paroisse est plus nette et plus simple. Comme cette usurpation lésait des intérêts nombreux, elle donna lieu à quantité de procès; c'est dire que nous possédons en abondance des exposés de la thèse ou plutôt des thèses du chapitre. Ces thèses se résument en ceci que le chapitre était seigneur foncier de la totalité du territoire rural de la paroisse (10).

Recherchons d'abord dans quelle mesure les chanoines furent aidés ou contrariés par les coutumes locales, notamment par les usages relatifs à l'allodialité.

On s'est occupé souvent de cette question du franc-alleu en Bor-

(1) 16 juillet 1513 (*Livre des Bouillons*, p. 548). — Sur cette affaire, cf. 12 mai 1513 (G. 1117).

(2) 20 septembre 1675 (*Livre des Privilèges*, p. 420).

(3) 25 septembre 1666 et 3-17 octobre 1676 (G. 1120).

(4) 6 août 1750 (*Livre des Privilèges*, p. 558). — 22 septembre 1750 (G. 1121).

(5) 1753 (G. 1121).

(6) 23 mars 1759 (*Livre des Privilèges*, p. 583).

(7) G. 1124. — Cf. un arrêt du Conseil d'État du 5 février 1751 (*Livre des Privilèges*, p. 559).

(8) *Livre des Privilèges*, p. 655; G. 1121. — Voir le plan (G. 1121) et le procès-verbal de la plantation des bornes, du 28 février 1774 (G. 1019).

(9) 19 juin 1778 (G. 1020). — Cf. 20 septembre et 20 décembre 1776 (G. 1111).

(10) 11 août 1598 (G. 1112). — Dénombrement de 1684 (G. 1107).

delais (1), et il est admis que la province était régie par l'axiome : *Nul seigneur sans titre.* Voici les principales preuves que l'on en donne : la présomption d'allodialité résulte des principes du droit romain, qui aurait été observé en Guienne; elle serait prouvée par les termes des déclarations que firent les habitants du pays, surtout de Bourg et de Bordeaux, en 1274; enfin, ce droit serait consacré par la jurisprudence.

Le premier argument repose sur une erreur historique : il est inexact que la loi romaine ait eu dans nos pays au moyen âge l'importance qu'on lui prête. Le fonds du droit était féodal; le droit féodal réglait la condition des personnes et des biens, et c'est seulement plus tard que les juristes ont accordé au droit romain une prévalence plus ou moins réelle. Au surplus, dans certains pays de droit écrit, la présomption était contre l'allodialité des fonds.

De l'ensemble des déclarations de 1274 (2), il résulte que les *allodia* étaient nombreux; mais ce mot désignât-il les alleux, pareille constatation de fait ne résoudrait pas la question de droit. En outre, il est certain que *allodia* s'applique, dans ces textes, à des biens de conditions juridiques très différentes (3).

En ce qui concerne particulièrement les gens de Bourg, leur déclaration (4) est sans portée dans le débat. Ils ne disent pas, comme on a paru le croire : « Ces biens, que vous prétendez être des fiefs, seront réputés alleux jusqu'à ce que vous ayez produit les titres de votre seigneurie foncière. » Pas le moins du monde; il s'agit de savoir si la commune, en tant que commune, a des propriétés ou des fiefs, et elle répond, en regrettant de n'avoir ni alleux ni fiefs : « Nous n'avons pas de propriétés communes; nous ne pouvons même pas dire que nous tenions des fiefs du Roi, parce que, d'après notre coutume, le fief est reconnaissable à l'investiture et à la reconnaissance. »

Les bourgeois de Bordeaux firent une déclaration identique, et, de plus, en ce qui concernait les possessions des particuliers, ils formulèrent une affirmation générale sur la liberté naturelle des

(1) Voir notamment Lamothe frères, *Coutumes du ressort du Parlement de Guienne,* t. II, p. 277; Saignat et Gragnon-Lacoste, dans le compte rendu de la 28e session du Congrès scientifique de France, t. IV, p. 586 et 597; les ouvrages de MM. Chénon et Lanery d'Arc, etc. — Cf. 21 juin 1677 (C. 1127); mars 1767, dire de Jean de Fauquier contre le Domaine devant les Trésoriers (C. 3730), etc.

(2) Martial et Jules Delpit, *Manuscrit de Wolfenbüttel, passim.*

(3) *Op. cit.*, p. 43-44.

(4) *Op. cit.,* p. 73, note 1.

personnes et des biens[1] : les bourgeois de Bordeaux et leurs terres jouissant de cette liberté, ils demandent qu'elle leur soit continuée. C'est vague[2], d'autant plus que les biens des bourgeois pouvaient être dans les limites d'une seigneurie particulière, et on se demande quelle influence la condition du possesseur pouvait bien avoir sur sa tenure[3].

Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que Bordeaux, Bourg et quelques villes jouissaient de privilèges étendus, et l'on aurait tort, si l'on jugeait par leurs coutumes locales de ce qu'était le droit commun de la région.

Reste la jurisprudence. En 1678, onze avocats au Parlement attestaient « que dans la ville de Bordeaux et dans la sénéchaussée de Guienne tous les biens sont censés allodiaux » [4]. Toutefois, les décisions qui sont invoquées à ce propos ne remontent pas au delà du xvie siècle, et elles ne sont pas constamment favorables au franc-alleu. Que le Parlement de Bordeaux ait suivi anciennement une jurisprudence fixe, cela paraît indiscutable; mais, en 1610[5], le Parlement de Paris, statuant en faveur du marquis de Fronsac, condamnait le possesseur d'un moulin à fournir la preuve de l'allodialité; le Parlement de Toulouse considérait la Guienne comme un pays où la directité était présumée[6]; le Bureau des Trésoriers en Guienne était encore indécis en 1768[7]; enfin, les juridictions administratives, dont on ne peut pas faire abstraction, avaient une jurisprudence absolument opposée à celle du Parlement de Bordeaux : M. Chénon a signalé toute une série d'arrêts des

(1) *Livre des Privilèges*, p. 33; frères Lamothe, *Coutumes du ressort du Parlement de Guienne*, t. II, p. 305.

(2) Certaines phrases sont inintelligibles. Il est bien désirable que l'on imprime le manuscrit de Wolfenbüttel, qui a pour l'histoire de nos pays une si grande importance. Il est à souhaiter également que les érudits bordelais perdent l'habitude de publier les textes, cartulaires et autres, par extraits : c'est tout à fait insuffisant, et la besogne est à reprendre.

(3) Au xve siècle, un bourgeois de Bordeaux, auquel on demande s'il a des alleux, répond : « Oui, comme bourgeois de Bordeaux. » (Lamothe frères, *op. cit.*, t. II, p. 298; Martial et Jules Delpit, *op. cit.*, p. 40, note.) S'il ne s'agit pas des propriétés communales, cette réponse paraît être une simple gasconnade : tous les biens des bourgeois n'étaient pas des alleux, et quantité d'alleux étaient possédés par d'autres que par des bourgeois.

(4) 23 mai 1678 (G. 1131). — Cette attestation doit être ajoutée à la liste donnée par M. Gragnon-Lacoste, *op. cit.*, p. 622.

(5) G. 1133.

(6) Cela est, du moins, affirmé dans un mémoire du 22 mai 1677 (G. 1129, § 59). — Il est certain que telle était l'opinion des jurisconsultes toulousains (Cambolas, *Décisions notables du Parlement de Toulouse,* 1682, p. 246, col. 1; Boutaric, *Traité des droits seigneuriaux,* 1775, p. 18).

(7) Il demandait, cette année-là, une attestation légale concernant la jurisprudence du Parlement (Lamothe frères, *op. cit.*, t. II, p. 300).

Conseils contraires à l'allodialité en Guienne [1]. Et en 1735, 1736, 1747 et 1753 [2], des lettres patentes portant commission pour la réfection des terriers à Sauveterre-de-Guienne, dans le domaine engagé au duc d'Aiguillon, puis des ordonnances de l'Intendant et enfin des règlements sur le même objet donnent mandat aux commissaires des terriers d'obliger les détenteurs d'alleux à produire leurs titres.

L'historien a une autre mission que le jurisconsulte : à côté de la coutume, il enregistre les faits, qui modifient singulièrement le droit. Or, quelles que fussent à ce sujet les sentences des tribunaux compétents, les seigneurs de nos pays ont, en fait, méconnu le principe de l'allodialité [3] : il est difficile d'expliquer autrement l'existence de ces nombreuses seigneuries dans les limites desquelles toute terre était soumise à la directe du seigneur [4].

En résumé, nous ignorons ce qui se passait en ces matières au moyen âge; pendant la période moderne, la jurisprudence variait suivant les tribunaux, et, dans la réalité des choses, le régime de l'allodialité reçut en Guienne et même dans le Bordelais les plus graves atteintes.

Le chapitre de Saint-Seurin, par exemple, parvint à le remplacer dans l'étendue de sa seigneurie par le régime de la féodalité.

En 1356, il était en difficulté avec les habitants de Caudéran, Le Bouscat et La Vache au sujet de la distinction entre les terres

(1) *Étude sur l'histoire des alleux en France,* pp. 204, 205, 213, 214, 222-224. — Le 12 septembre 1746, le duc d'Aiguillon, engagiste du domaine du Condomois et de l'Agenais, obtint du Conseil un arrêt formellement contraire à l'allodialité. Les frères Lamothe essaient d'expliquer par des considérations de fait cette dérogation à la thèse qu'ils soutiennent (*op. cit.,* t. II, p. 293). La vérité est que cette thèse n'était pas admise pour l'Agenais; on peut voir à ce sujet un travail très curieux et trop peu connu de M. Tholin, *Ville libre et barons* (Introduction, p. x), et l'étude déjà signalée de M. Saignat (p. 591).

(2) 6 septembre 1735 (C. 2284). — 27 mars et 19 juillet 1736 *(Ibid.)*. — 10 mars 1747 (C. 2286). — 27 août 1753 (C. 2297).

(3) 3 janvier 1766. Signification au nom de Joseph de Ségur : il est seigneur haut justicier du comté de Cabanac. « Cette qualité... est suffizante pour authoriser sa demende, puisque les fondz sont scitués dans led. comté, et conséquament dans sa directe et mouvance. » (E. suppl. 1380.)

(4) 19 décembre 1634. Dénombrement pour Andernos (*Archives historiques de la Gironde,* t. XV, p. 315). — 20 janvier 1773. Dénombrement pour Camiran : Léonard Majence est seigneur foncier de toute la paroisse, à l'exception de deux terres (série E, aveux et dénombrements, nº 74). — 1767 et 1773. Dénombrements pour Taillecavat et L'Isle-Saint-Georges (C. 2264 et 2273). — Cf. un texte de 1685, intitulé : « Mémoire général des terres pour fournir les déclarations ou dénombremens au Roy » (fonds des Jésuites). L'auteur distingue des maisons nobles les terres en toute justice : dans celles-ci, dit-il, « tout ce qui est enfermé dans les confrontations apartient au seigneur haut, et il peut imposer une rente aux tenanciers qui n'en payeroit à personne. »

tenues à charge de payer l'agrière et les terres tenues à cens, que les habitants dénommaient alleux. Le chapitre prit à cet égard une décision : « Vous, habitants de Caudéran, Le Bouscat et La Vache, dont la juridiction civile nous appartient, vous possédez des terres et vignes grevées de l'agrière au tiers, au quart et au cinquième; d'autre part, vous possédez des terres et vignes soumises à un cens en argent, que vous prétendez être des alleux et dont vous devez nous faire la monstrée (1), » etc. Suit la défense de vendanger dans les vignes de la seconde catégorie jusqu'à ce que les tenanciers aient vendangé dans les autres ou fait la monstrée des unes et des autres. Ce texte est intéressant pour plusieurs raisons : l'argumentation du chapitre, qui fait intervenir sa qualité de seigneur justicier dans un débat relatif à la seigneurie foncière, ce terme d'alleu employé pour désigner des terres parce qu'elles ne sont chargées que d'un cens et par opposition aux terres qui supportent une redevance plus lourde, enfin et surtout l'obligation de faire la monstrée de ces *alleux,* tout cela ne dénote pas précisément une doctrine très nette en matière d'allodialité.

Ce principe de l'allodialité, le chapitre le défendit pendant la période moderne contre le Domaine (2) : force lui fut d'en reconnaître le bien fondé (3) dans ses procès contre ses tenanciers. Aussi bien il ne lui en coûtait guère, parce qu'il n'était pas seigneur haut justicier en dehors de la sauveté. Il soutint donc, pendant les derniers siècles tout au moins, que, s'il possédait le domaine direct de la paroisse, c'était en vertu de titres.

Parfois, les chanoines invoquaient des documents fabuleux : la donation faite à saint Martial, vers l'an 56, par « la duchesse d'Aquitaine », d'un territoire « avec tous droits, devoirs et immunités » (4); la donation consentie par Sanche, « avant l'année 800, »

(1) « Cum vos, habitans eus locs de Cauderan, deu Boscat e de Vilaneva, deusquaus la juridiccion civil s'aperten a nos, dean e capitre de la gleysa Sent-Seurin de Bordeu, tingatz de nos plusors terras e vinhas agreysaus, de lasquaus a nos son degutz et s'appertenen d'aucunas la terssa, d'autras la quarta e quinta part deus fruitz qui vaden annuaument; e, d'autra part, ayatz e tynguatz, seguont que diset, aucunas terras e vinhas ab cens e autres devers pecuniaris, lasquaus dizet estre aloys, lasquaus terras e vinhas e feus vos nos deyatz e siatz tengutz de mostrar a nos e a nos s'appertengua guardeyar e veder los assignamens e conffrontacions d'aqueras, ... e vos ni vostres predecessors lasdeytas terras e vinhas nous ayatz mostrat ni feyt guarda d'aqueras. » — *Guarda, guardia,* dans le sens de monstrée : c'est une acception à ajouter à toutes celles que donne Ducange.

(2) 1er février 1687 (G. 1379).

(3) 8 février 1678 (G. 1131).

(4) G. 1122, G. 1298, G. 1301.

et confirmée par Charlemagne, quand celui-ci visita Saint-Seurin (1). Ils s'aidaient aussi de la vente d'une forêt par Arnaud d'Illac (2).

Pressait-on les chanoines de produire ces prétendus titres, ils tiraient un excellent parti de divers incendies survenus dans le faubourg. En 1277, à la suite du conflit avec la commune de Bordeaux, la sauveté avait été envahie et en partie livrée aux flammes : les chartes avaient été détruites (3). Plus tard, en 1542, des lansquenets, devant lesquels les portes de Bordeaux avaient été fermées, se rejetèrent sur le faubourg et le brûlement des titres de la collégiale fut l'un des amusements de cette soldatesque. Dès que les lansquenets furent partis, le chapitre requit du Parlement la nomination de commissaires chargés de constater cet heureux désastre, et dès lors à qui le mettait en demeure de produire ses titres il opposait le procès-verbal de constat (4).

Les chanoines atténuaient ainsi dans une certaine mesure ce qu'il y avait d'irrégulier dans la forme de certaines notices transcrites dans leurs cartulaires. Il était plus malaisé de résoudre les difficultés que soulevait, quant au fond, leur interprétation. Ceci les conduisit à un autre système de défense : ils feignirent de considérer comme leurs titres les jugements ci-dessus résumés, de 1347 et 1349 (5). Ils réussirent à faire appliquer à la seigneurie foncière du chapitre la délimitation que l'acte de 1347 assignait à sa juridiction (6). Quant à la sentence de 1349, elle règle les obligations des *habitants* et nullement les charges des biens appartenant à d'autres qu'auxdits habitants. Néanmoins, les chanoines se servaient habilement de cet acte : ils présentèrent le droit de taillade, qu'il établissait, comme un cens collectif grevant la totalité des tenures, comme un abonnement payé pour l'ensemble du territoire.

Cette interprétation ne pouvait s'accorder ni avec les termes de la sentence de 1349 ni avec la nature de la taillade. La taillade de Caudéran, Le Bouscat et La Vache ne pouvait pas être un cens collectif (7) : d'abord, la part contributive des imposés n'était nul-

(1) G. 1142 et 1145.

(2) 11 août 1598 (G. 1112).

(3) Mémoire, p. 16 (G. 1122).

(4) G. 1115. — Cf. une requête sans date (G. 1392).

(5) Ces sentences sont visées par les reconnaissances de 1764-1768. — Cf. sans date (G. 1298); 8 février 1678 (G. 1131), etc.

(6) 15 mars 1610 (G. 1321). — 19 septembre 1654 (G. 1142). — Cf. un mémoire pour le chapitre, du 29 juillet 1698 (G. 1328).

(7) 13 septembre 1588 (G. 1147). — 28 février 1673 (G. 1123). — 30 décembre 1686 (G. 1394). — Cf. un mémoire pour le Domaine, du 28 mai 1678 (G. 1130).

lement proportionnelle à la valeur de leurs possessions [1]; ensuite, la taillade n'était pas levée sur les immeubles bâtis non affectés à l'habitation [2]; enfin, une partie des terres étaient, en outre, chargées de champarts, ce qui exclut avec probabilité [3] l'idée d'une redevance collective superposée à ces champarts.

Qu'était-ce donc au juste que ces droits de *questa* et de taillade? La *questa,* dans nos pays, était la taille; les hommes questaux du droit bordelais, *questales* ou *questabiles*, étaient proprement les hommes taillables à merci [4]. Cette taille était une imposition mi-personnelle, mi-réelle, qui atteignait le questal en raison de sa personne et de sa tenure [5], surtout de sa maison et de son jardin [6]; car maisons et jardins avaient une condition particulière: un chanoine de Saint-Seurin disait au xve siècle que les maisons et les jardins des habitants de Caudéran étaient exempts des champarts [7]. De plus, l'homme questal était généralement astreint à résider dans le manse, d'y tenir *fuc viu,* feu vif [8]; il était attaché à la glèbe [9].

L'arbitrage de 1349, après avoir déclaré en principe que les habitants de Caudéran, Le Bouscat et La Vache sont hommes questaux du chapitre, après avoir limité leurs obligations à une taille collective de 250 réaux d'or et à 300 corvées par an, leur interdit, en outre, d'aliéner ou de léguer, sans l'autorisation de l'église Saint-Seurin, les biens qu'ils tenaient d'elle; il leur prescrit de faire la monstrée de ces biens; il n'admet au partage de la succession que les habitants du même territoire. C'était, on le voit, une

(1) Mémoire pour Saint-Michel, non daté (G. 1146).

(2) Mémoire pour les Jésuites, non daté (G. 1142).

(3) Le champart et le cens coexistaient quelquefois (Lamothe frères, *Coutumes,* t. I, p. 454, note 7).

(4) 10 mai 1287. « Hominibus questalibus, vel illi qui dudum questales fuerunt et postmodum ad certum censum taxati » (fol. 137 v°).

(5) « Questales et questabiles de eorum corporibus et bonis » (G. 1112).

(6) De là l'expression : *homines de corpore sive casalagio,* que l'on a parfois mal lue : *de corpore sine casalagio.*

(7) G. 1116, fol. 22. — Le 5 novembre 1250, les gens de Carone, en Médoc, reconnaissent devoir un cens pour les jardins et les terres non sujettes à l'agrière (fol. 112 v°).

(8) 27 février 1317 (n. s.) (fonds de la Sauve). — 15 mai 1372 (*Archives historiques de la Gironde,* t. I, p. 66). — 13 décembre 1477 (G. 1396). — Un document du 31 octobre 1547 mentionne même l'obligation de « tenir... feu vif de nuyt et de jour » (G. 1180, fol. 34).

(9) 24 août 1384 (*Archives historiques de la Gironde,* t. I, p. 71). — La procuration donnée, le 25 octobre 1387, par Arnaud d'Anglade, pour traiter avec les questaux, contient le mandat de les faire rentrer dans leurs manses (*Archives historiques,* t. I, p. 77). — Il faut ajouter que les biens du questal mort intestat étaient acquis au seigneur (13 mars 1300 (n. s.), G. 1307).

questalité très adoucie. Les chanoines interprétèrent tout autrement ces dispositions : ils soutinrent que la taille était un cens collectif (1) et, par voie de conséquence, ils l'exigèrent non plus des seuls habitants, mais de tous les bientenants (2).

En dépit de ces fictions, certaines terres échappaient à la directe seigneurie du chapitre. Un très grand nombre était dans la mouvance d'autres seigneurs. Il ne saurait être question de dresser une liste de ces biens : elle serait interminable. Le chapitre de Saint-André avait le domaine direct de quantité de fonds, soit seul, soit avec Saint-Seurin, « comme seigneurs par indivis des agriers appelés de Sainte-Gème, scitués ez graves dudit Bourdeaux, au lieu appelé à Motadeyre » (3); le roi d'Angleterre percevait des droits de mutation et des cens au Bouscat et à Caudéran (4); l'archevêché (5), Saint-Michel et bien d'autres églises dressaient des liéves des droits qui leur revenaient dans les graves de Saint-Seurin; des possesseurs de maisons nobles défendaient, titres en mains, l'indépendance allodiale de ces maisons, qui constituaient avec leurs dépendances autant de petites seigneuries (6). L'un d'eux, conseiller au Parlement, écrivait, au XVIIe siècle : « Le chappitre de Saint-Surin n'a pas la dixiesme partie de la directité de lad. parroisse..., la directité d'iceux appartenans aux meilheurs maisons de Guiène, comme à Messieurs du chappitre de Saint-André, au seigneur duc d'Espernon, comme prince de Candalle, au seigneur de Duras, au seigneur de La Rivière, au scindic de Saint-Michel, au scindic des Carmes, au scindic des Fuilhans, au scindic de la frairie de saint Amans, au scindic de la ville de Bourdeaux et plusieurs autres (7). »

L'existence de ces enclaves allodiales gênait fort le chapitre de Saint-Seurin : aussi faisait-il de grands sacrifices pour empêcher qu'elles ne fussent reconnues par les tribunaux. Toutefois, cette existence était dans certains cas tellement évidente que lui-même

(1) 1672-1694 (G. 1148).

(2) G. 1320-1322. — 1615 (G. 1154). — 1706-1733 (G. 1155). — Sans date. Mémoire contre les Jésuites (G. 1142). — Inversement, les habitants affirmaient que la taille était un droit purement personnel, un « droict d'esclave » (26 mars 1675, G. 1128). Ils s'efforçaient d'esquiver cette obligation, « tendant à diminution de la liberté naturellement donnée aux hommes » (31 juillet 1570, G. 1153, f° 23). — Cf. 13 septembre 1588 et 11 juillet 1590 (G. 1147).

(3) G. 1142. — 22 novembre 1414. Ensaisinement par les deux doyens (G. 1156, fol. 17). — Voir le cartulaire, *passim*.

(4) G. 1564.

(5) *Archives historiques de la Gironde,* t. XXI et XXII, *passim*.

(6) G. 1132 et suivants.

(7) G. 1140.

était obligé d'en convenir (1). Quant à la jurisprudence, elle était indécise : certains arrêts confirment les droits des seigneurs particuliers (2); d'autres accordent aux chanoines la directe seigneurie sur toute la portion rurale de la paroisse et considèrent les redevances payées à d'autres seigneurs soit comme des surcens résultant de sous-inféodations, de *sous-acasements*, soit comme de simples rentes foncières, *rentes sèches, rentes secondes* (3), sans rapport avec la directe seigneurie.

Malgré ces fluctuations, l'église de Saint-Seurin arrivait à ses fins : le jour où elle obtint une première fois gain de cause, elle put opposer à toutes les revendications le respect de la chose jugée. Dès 1536-1538, le sénéchal condamnait Jean de Colignan, parce que celui-ci ne pouvait pas établir par titres l'allodialité de ses possessions (4); à maintes reprises, notamment en 1598 et en 1654 (5), le chapitre résista victorieusement aux assauts de ses adversaires, et fit consacrer en principe son droit de seigneurie foncière sur tout le territoire rural de la paroisse. Dans la plupart des cas, il n'avait même pas à plaider : les propriétaires préféraient se soumettre plutôt que d'engager des procès ruineux (6). De quoi s'agissait-il d'ordinaire? De cens insignifiants (7). Un bientenant les refusait-il, il fallait plaider à Toulouse, et ce dans les conditions les plus défavorables. Mieux valait se soumettre. La diplomatie du chapitre et les transactions firent le reste (8), et dans le dénombrement de 1685, les chanoines déclarèrent posséder tout droit de justice dans le faubourg, plus « la justice moïenne et basse, civille et criminelle, et le droit de directe dans le lieu du Bouscat, Caudéran et Villenave » (9).

C'est ainsi que le chapitre de Saint-Seurin établit sa seigneurie, seigneurie de justice, seigneurie foncière, sans l'ombre d'un titre, par la seule force de sa ténacité, à l'aide d'arrêts mal fondés et à la faveur d'une fiction de procédure (10).

(1) XVIIIe siècle (G. 1301).
(2) 7 juillet 1628 (G. 1133). — Cf. la transaction du 19 juin 1617 (G. 1321).
(3) 30 juin 1598 (G. 1117). — 19 septembre 1654 (G. 1143).
(4) Ce jugement est visé dans l'arrêt du 11 août 1598 (G. 1112).
(5) G. 1112 et 1143.
(6) 18 mai 1629 et 15 septembre 1759. Mention d'un procès de ce genre qui avait coûté plus de 50,000 livres (G. 1127 et 1137).
(7) 14 février 1586 (G. 1037).
(8) 24 mars 1610 (G. 1166, fol. 56). — 21 décembre 1769 (G. 1271).
(9) G. 1107.
(10) Un résumé de ce chapitre a déjà paru dans les *Études d'histoire du moyen âge dédiées à Gabriel Monod*, p. 277. Les conclusions ont été attaquées dans un compte rendu d'ailleurs très bienveillant : « Les arguments qu'oppose

Nous avons vu qu'à la veille de la Révolution les pouvoirs judiciaires du chapitre furent très amoindris : sa seigneurie foncière subsista, mais elle était battue en brèche par le Domaine, qui revendiquait la directe universelle en faveur du Roi (1). Le Domaine l'a emporté, après la disparition de l'ancien régime. Sans doute, la Révolution a effacé la distinction de droit entre les alleux et les censives, et en ce sens toutes les propriétés sont devenues allodiales par l'abolition de la féodalité. Mais la lutte engagée contre les alleux était essentiellement fiscale : ce n'est pas pour obéir à une vaine gloriole que le chapitre de Saint-Seurin étendait sa seigneurie, c'était en vue de percevoir les redevances dues par les censives. Encore faut-il préciser : il ne visait pas les redevances annuelles, puisque le chiffre de la taillade, qu'il feignait de considérer comme un cens collectif, restait immuable. Le chapitre avait pour unique but d'accroître le rendement des lods et ventes qui étaient payés en cas d'aliénation contractuelle. Il n'y a plus de seigneurs; il n'y a plus de chapitre à Saint-Seurin; mais l'État a hérité de leurs aspirations : sous un nouveau nom, il prélève les anciens lods et ventes, et, de plus, les droits proportionnels, jadis inconnus en Bordelais, sur les successions. En théorie et au point de vue juridique, l'alleu s'est généralisé; en fait et au point de vue économique et fiscal, il n'existe que des censives, plus lourdement grevées qu'autrefois (2).

M. Brutails à la réalité du titre de propriété sont négatifs; la conclusion les dépasse. » (P. J. Doizé, *Études publiées par les Pères de la Compagnie de Jésus,* t. 72, p. 121). Il y a là une double erreur qu'on me permettra de relever. D'abord, des arguments même négatifs seraient très suffisants en l'espèce : les chanoines ont soutenu à propos de leur seigneurie de nombreux procès dont les dossiers nous sont restés; de ce qu'ils n'ont jamais versé au débat un titre sérieux, on est fondé à conclure qu'ils n'en possédaient pas. En second lieu, il s'en faut bien que mes arguments soient purement négatifs : je crois avoir démontré que les thèses successives et contradictoires du chapitre sont toutes inconciliables avec les faits et les documents. Le R. P. Doizé ajoute : « En présence de la possession, si l'on ne peut dire qu'elle *vaut titre,* elle en crée du moins la présomption. » Une vague présomption, soit; mais cette présomption ne saurait prévaloir contre les preuves que j'ai fournies. C'est pourquoi j'ai cru devoir maintenir intégralement mes conclusions.

(1) 7 mai 1762 et 25 février 1763 (G. 1137). — 24 août 1763 (G. 1138).

(2) Cette idée a été défendue avec autorité par M. Violet, *Précis de l'histoire du droit français,* p. 607.

CHAPITRE VIII

Les modes de tenure.

I. — Les différentes tenures : bail à culture et *à gaudence;* bail à cens; fief et censive.
II. — Origines des censives : baux de terres en friches et de terres déjà exploitées; cession du domaine direct; baux à cens dissimulant un emprunt.
III. — Condition des tenures censuelles : la destination du bien; la faculté de vendre; le droit de retraire, les lods et ventes et le droit d'amortissement; le sous-acensement; le droit d'esporle et la reconnaissance ; le déguerpissement.
IV. — Les sanctions du contrat féodal : la commise; la juridiction foncière; la procédure de la saisie.

I. — L'objet des pages qui suivent est de rechercher quelle était jadis la condition de la terre dans la seigneurie de Saint-Seurin, quels changements les siècles ont apportés à cette condition, quelles charges résultaient du bail féodal pour le tenancier. C'est surtout la face économique de la question qui sera étudiée.

Les travaux de ce genre n'ont pas perdu leur utilité après l'apparition d'ouvrages présentant un intérêt général. De certaines enquêtes d'ensemble récemment conduites sur la situation économique de l'ancienne France, une conclusion se dégage avec une netteté particulière, c'est qu'en ces matières les généralisations seraient prématurées, quand bien même les auteurs seraient préparés sérieusement à leur besogne, quand bien même ils n'échafauderaient pas leur argumentation sur de vaines fantasmagories de chiffres.

Le bail à ferme n'était pas inconnu dans l'ancien droit bordelais (1). Le bail à charge de culture portait le nom de *fazendura* (2),

(1) 23 mars 1309 (n. s.). Bail d'une terre sise à La Sauve « en loguer e per nom e forma e maneira de loguer », pour dix ans (fonds de La Sauve, non classé). — XIVe siècle. Bail d'une terre à Faleyrens pour huit ans *(Ibidem)*.

(2) 31 mars 1315 *(Ibidem)*. — 26 avril 1394 *(Ibidem)*. — Un petit cartulaire de La Sauve renferme plusieurs exemples de baux *a ffazenduras, a fazenduras e coytivanssas*. — 1541-1543. Mention de vignes tenues *a fazandures* pour six ans (G. 1179, fol. 5 v°).

du mot *fazenda* (1), travail, culture. On disait encore *bailler à gaudence* (2).

Le bail *à gaudence,* expressément consenti pour une durée de neuf ans, était renouvelable de droit, de sorte qu'en réalité il était perpétuel (3). C'était une fiction destinée à tourner les usages qui faisaient obstacle aux concessions perpétuelles. Les tenanciers rusaient, afin de frustrer des lods et ventes le seigneur foncier, et tous les neuf ans ils renouvelaient, pour la forme, le bail (4); les seigneurs durent prévoir ce subterfuge (5). Aussi, les baux à cens stipulent-ils souvent que le bail *à gaudence* est prohibé, au même titre que le sous-acensement, et la coutume de Bordeaux assimilait l'un et l'autre (6).

Ces différents contrats, baux à loyer, à culture, *à gaudence*, avaient une importance secondaire dans l'organisation du monde féodal; le rôle principal était tenu par le bail à fief et le bail à cens.

Dans la langue juridique du pays, le fief se confondait avec la censive : les tenanciers d'une censive déclaraient la tenir en fief, féodalement, *en feu, fevaument.* Tel document parle de fiefs censaux (7); tel autre mentionne des fiefs nobles (8). Si de la terminologie on passe au droit lui-même, la démarcation n'est pas non plus très nette. Il existait entre le fief noble et la roture opulente d'inévitables rapports (9); en 1635, un tailleur, Jean Clergeault, prêtait hommage pour une maison noble, « étant led. Clergeaut tête nue, les deux genoux en terre, sans ceinture, épée ny éperons » (10).

Le bail à cens était une concession perpétuelle, à charge de reconnaissance, de paiement d'une redevance annuelle et de paie-

(1) Une lettre du 27 septembre 1773 adressée à l'Intendant par un de ses administrés parle de la « faizande ou culture » (C. 287).

(2) 6 décembre 1549 (G. 1164, fol. 320).

(3) Frères Lamothe, *Coutumes,* t. I, p. 442. — Juin 1449. Pierre Faure, de Saint-Hilaire près Rions, déclare tenir « en feu, fevaument... e asso de nau ans en nau per aras et per totz temps », deux jardins dans l'île de Rions (Document acquis à Cheltenham par la Ville de Bordeaux). — Cf. 8 avril 1659 (G. 1615).

(4) Frères Lamothe, *op. cit.,* t. I, p. 448, note 9.

(5) 19 octobre 1537 (G. 1180, fol. 14).

(6) Arrêt du 18 mai 1527 (Lamothe, *op. cit.,* t. I, p. 443). — Voir l'article qui précède et d'où il résulte que la coutume n'était pas très nette à ce sujet.

(7) XVe siècle. « Confrontaciones feudorum censualium » (G. 1176, fol. 2).

(8) 30 juillet 1289 (*Archives historiques de la Gironde,* t. II, p. 307). — 12 septembre 1356. « Feu agreyrau » est opposé à « feu ab cens pecuniaris » (fonds des Dominicains, non coté).

(9) Voir une consultation du 4 mars 1773, signée Forest, sur la commutation d'une censive en fief (G. 1709).

(10) 10 mars 1635 (G. 1298).

ment de droits de mutation : esporle, en cas de mutation par décès; lods et ventes, en cas de mutation par aliénation contractuelle.

Avant d'étudier ces obligations multiples, il est utile d'examiner les origines et les conditions générales des tenures censives.

II. — Les origines des tenures censives sont très diverses : nous avons vu que la dépendance de la censive pouvait être le résultat d'une usurpation; parfois aussi, le seigneur concédait, pour la faire exploiter, une part inculte de sa propriété (1). Aussi haut que les documents de Saint-Seurin nous permettent de remonter, les environs de Bordeaux étaient en très grande partie réduits en culture. Néanmoins, les baux à cens de terres en friche ne sont pas très rares, pour deux raisons : en premier lieu, il subsista jusqu'à la Révolution des réserves importantes de landes; en second lieu, l'histoire de la contrée comprend des alternances de paix et de guerre, de prospérité et de désolation, qui entraînèrent l'augmentation ou la réduction des surfaces cultivées. La guerre de Cent ans, les guerres civiles des xvie et xviie siècles amenèrent la ruine économique du pays; nombre de chartes signalent la misère des campagnes pendant la première moitié du xve siècle (2). Au xviie, combien de curés auraient pu écrire, comme celui de Saint-Genès, que leurs paroissiens n'avaient fait ni labours ni semailles, faute de bétail et de grain (3). Au contraire, pendant la période qui dure de l'expulsion des Anglais aux guerres de religion, il se produisit en Guienne une telle poussée de vitalité que l'on dut agrandir un très grand nombre d'églises rurales devenues insuffisantes. Il est évident qu'à cet accroissement numérique de la population et à ce bien-être correspondit une extension des cultures. D'autre part, même aux époques de calamité, les paysans, obéissant à un instinct bien humain, s'efforcèrent d'accroître leur propriété privée aux dépens de la propriété commune et de *gagner* (4), d'*ouvrir* (5) des landes. Le chapitre enfin avait intérêt à ce que l'on convertît les terres vagues et pacages en champs et en vignes, d'où

(1) 22 août 1182 (fol. 44).

(2) 20 janvier 1494 (n. s.) (fonds de La Sauve). — 31 mars 1421. Mention des guerres, disettes et mortalités « qui longament aven durat en lo païs de Bordales » (G. 1157, fol. 77). — 3 mai 1479. « Despuis cent ans en sa, per las guerras et mortalitat[z]... lad. parropi d'Ardenatz et aysi medis aucunas de las autras circumveysines son vingudes totaument a depopulacion et en desert » (fonds de La Sauve).

(3) 27 août 1654 (G, 1567).

(4) *Terra gadanhada* est couramment opposé à *terra herma*.

(5) 1403. « Treyta », « uberta » (G. 1116, fol. 3 v°.).

il tirait et des redevances annuelles et des droits de mutation (1). Et cependant, en dépit des concessions et des usurpations, il subsistait en 1771 des landes étendues, et les chanoines prirent des mesures pour les faire défricher (2).

Au point de vue des conditions de la tenure, les baux à cens de terres incultes se distinguent généralement en ce qu'ils stipulent au profit du preneur l'exemption (3) de quelques annuités de redevances (4); il fallait compenser par certains avantages le labeur exceptionnel de la mise en valeur et laisser à la terre le temps de porter des fruits. Comme les vignobles sont plus longtemps improductifs, l'exemption consentie à leurs tenanciers était quelquefois de plus longue durée; en 1771, le chapitre décida que le délai serait de trois récoltes pour les emblavures, de sept récoltes pour les vignes (5).

Dans le cas le plus ordinaire, les baux à cens avaient pour objet un immeuble déjà en exploitation.

Qu'il s'agît d'une terre cultivée ou non, les contrats dont il vient d'être question présentent un trait commun; de la pleine propriété, *domenjadura,* qui lui appartenait, le bailleur faisait deux parts : il retenait le domaine éminent ou direct et cédait au preneur le domaine utile. Très fréquemment, pendant le moyen âge, la tenure censive résultait d'un phénomène inverse : le domaine utile restait aux mains du propriétaire, le domaine direct montait à un seigneur foncier à qui le propriétaire primitif l'abandonnait (6). Par exemple, dans la première moitié du XIIe siècle, Austinde Robert, de Blanquefort, donne à Saint-Seurin un alleu, qu'il reçoit aussitôt après à titre de fief ou de censive (7).

(1) C'est surtout du côté d'Eysines, dans la lande d'Artigue-Arnaud, que l'on fit des défrichements (G. 1274 et 1428). — 26 novembre 1515 et 13 juin 1539 (G. 1162, fol. 224 v°; G. 1163, fol. 99 v°, et G. 1164, fol. 218). — Cf. 12 septembre 1356 (fonds des Dominicains).

(2) 14 janvier 1771 (G. 1019).

(3) Ou bien une modération de redevances. 30 janvier 1456 (n. s.). Bail à fief d'une vigne : le tenancier paiera le cinquième des fruits pendant six ans, puis le quart (G. 1160, fol. 16).

(4) 8 avril 1364. Exemption pendant 4 ans (G. 1313). — 4 mars 1420 (n. s.). Exemption pendant 7 ans (G. 1157, fol. 129). — 31 mars 1421. Reconnaissance pour des vignes incultes : exemption pendant 10 ans (*Ibid.*, fol. 77). — 13 décembre 1428. Exemption pendant 4 récoltes (G. 1158, fol. 41). — 26 novembre 1515. Exemption pendant 2 ans (G. 1162, fol. 224 v°). — 13 juin 1539. Exemption pendant 3 ans (G. 1163, fol. 99 v°). — 7 avril 1755. Exemption pendant 5 ans (G. 1137).

(5) G. 1019.

(6) Celui-ci devait, dans certains cas, être acquis au seigneur foncier au bout d'une, deux ou plusieurs générations (1123, fol. 26; 1110-1143, fol. 25).

(7) Fol. 23.

Si l'on cherche à découvrir sous les opérations de ce genre le mobile qui les a dictées, elles se présentent sous plusieurs aspects : dans les plus anciens actes, aux XIe et XIIe siècles, elles sont fréquemment inspirées, semble-t-il, par une intention pieuse, de même que les legs en faveur des églises, ou par le désir d'obtenir la protection des chanoines. Depuis le XIIIe siècle et jusqu'à la fin du moyen âge, elles dissimulent des emprunts.

Le fonds de Saint-Michel renferme trois gros recueils factices de documents, qui permettent d'étudier cet usage (1). Les dates de ces documents s'étendent à peu près de 1375 à 1550; des actes de même nature, transcrits dans le cartulaire de Saint-Seurin, sont du milieu du XIIIe siècle.

La rente constituée ne paraît pas avoir été couramment pratiquée dans nos pays avant le XVe siècle, le XVIe peut-être. Le prêt à intérêt n'était pas dans les mœurs du moyen âge. Imaginons un individu besogneux, comme ce Pierre Aubric, que nous dépeint une charte (2), « grandement nécessiteux et vieux et faible et n'ayant pas de quoi subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille ; » il se créait des ressources en vendant à un prêteur (3) un bien allodial, qui lui était aussitôt remis à titre de censive (4) ; ou bien, ce qui revient au même, l'emprunteur constituait sur sa propriété un cens en argent, plus rarement une redevance en nature au profit du prêteur (5); en d'autres termes, il convertissait, moyennant une somme à lui une fois donnée, son alleu en une censive qui devait être désormais dans la mouvance féodale du bailleur de fonds (6).

Ici encore, le contrat féodal s'adaptait aux nécessités sociales; de même qu'il tenait lieu dans une large mesure du fonctionnarisme, du salariat et des systèmes d'amodiation du sol, de même il fournissait une solution aux besoins financiers rudimentaires de l'époque et remplaçait la rente et le prêt. Un testateur voulait-il consacrer un

(1) G. 1725-1727.

(2) 12 janvier 1439 (n. s.) (G. 1727, fol. 75).

(3) Il est bien entendu que ces termes ne sont pas pris ici dans leur sens rigoureux.

(4) 5 février 1286 (n. s.) (fol. 163). — 24 février 1297 (n. s.) (G. 1593, fol. 102).

(5) 26 juin 1277 (fol. 161 v°). — 8 février 1287 (n. s.) (fol. 162). — 5 juillet 1510 (G. 1162, fol. 128). — G. 1725-1727, *passim*.

(6) C'était un prêt à capital perdu, une valeur qui avait moins de mobilité que nos valeurs industrielles, mais plus de solidité, la terre servant de gage. Au point de vue pécuniaire, le cens se distinguait de la simple rente surtout en ce qu'il entraînait le paiement de droits de mutation en cas de vente ; mais ces droits n'étaient pas très onéreux : en supposant que le taux du cens fût de 5 0/0 de la valeur de l'immeuble et que l'immeuble fût vendu tous les 40 ans, les lods au huitième rapportaient au seigneur seize fois moins que le cens.

revenu à une œuvre pie ou pour la célébration d'un service religieux, il léguait la somme nécessaire à l'achat d'un cens de tout repos, comme nous dirions aujourd'hui, en bon lieu, en lieu suffisant (1), comme parlaient les notaires du temps. Quelquefois, l'emprunteur tenait déjà du prêteur une censive; dans ce cas, il forçait le chiffre du cens à proportion de la somme qu'il recevait (2). Inversement, il arrivait que le tenancier se libérât d'une part plus ou moins forte de sa redevance en payant au seigneur foncier une somme correspondant à la rente féodale ainsi rachetée (3). Quelques baux à cens stipulent que le cens devra être partiellement amorti dans un délai indiqué et être ramené à un chiffre déterminé (4), sans doute parce que le prêt dépassait la valeur de l'immeuble et n'était pas suffisamment gagé. De même, lorsque l'immeuble sur lequel on établissait le cens relevait déjà d'un autre seigneur, on procédait à une nouvelle assiette (5).

Nous venons d'étudier l'hypothèse où le cens résulte d'un emprunt au profit du tenancier; l'emprunt pouvait être contracté par le seigneur foncier. Dans le premier cas, l'alleutier aliène moyennant finances le domaine direct; dans le second cas, il vend le domaine utile. Qu'un propriétaire appartenant à une classe sociale élevée fût à court d'argent, il cédait son bien à un prêteur; mais il ne se résignait pas à une vente totale : la vente répugnait aux générations d'autrefois; elle répugne encore aux populations qui ont gardé les mœurs des siècles passés, comme le peuple andorran, et pour respecter ce sentiment on a imaginé des combinaisons multiples. Par exemple, le propriétaire dont il est question ci-dessus transportait au prêteur la jouissance du bien, le domaine utile; mais il retenait un droit de domaine éminent, de seigneurie foncière (6).

C'est à l'époque moderne seulement que la rente constituée se développa et supplanta le bail à cens dans les opérations financières.

III. — Les conditions des baux variaient suivant les circonstances particulières qui accompagnaient le contrat. Au XIIIe siècle encore,

(1) 8 juillet 1410. Legs pour l'achat d'un cens « en bons locs e sufficiens » (G. 1593, nº 92).

(2) 1er juillet 1502 (G. 1725, fol. 19). — 26 mars 1508 (G. 1162, fol. 94 vº). — 23 janvier 1513 (n. s.) (G. 1162, fol. 172 vº). — 15 mai 1545 (G. 1725, fol. 59).

(3) 22 janvier 1473 (n. s.) (G. 1379 et G. 1161, fol. 279). — 18 mars 1478 (n. s.) (G. 1613).

(4) 3 janvier 1528 (n. s.) (G. 1727, fol. 11).

(5) 5 juillet 1510 (G. 1162, fol. 128). — G. 1725-1727, *passim*.

(6) 7 décembre 1246 (fol. 89).

la coutume était en ces matières assez indécise et vague, et plus tard, quand elle fut fixée, il arrivait que les parties y dérogeaient expressément. On peut dire cependant qu'à dater du XIVe siècle au moins les tenures censuelles sont régies par des usages à peu près constants, dont je vais m'efforcer d'exposer les dispositions principales, après avoir pris soin de rappeler qu'elles étaient mitigées dans la pratique.

Le bail à cens ne confère pas au preneur la propriété absolue du bien. Les termes du contrat décident de la destination du fonds, du mode d'exploitation (1), que le censitaire n'a pas le droit de modifier à son gré. Quand la charte stipule que le tenancier doit payer un quart du blé récolté dans le champ, il est interdit de cultiver dans ce champ autre chose que le blé (2). S'agit-il d'un terrain à défricher, l'acte peut assigner un délai maximum pour ce travail : un (3), deux (4), trois (5) ans ou plus (6).

Le tenancier ne pouvait ni détériorer le fonds ni en amoindrir la valeur (7) : en 1534, le chapitre de Saint-Seurin poursuivit la saisie d'une vigne, parce que l'on avait en partie coupé les pieds pour construire une maison (8). De même, l'abandon de la censive, le fait de la laisser en friche, entraînait la résolution du contrat féodal (9).

La censive pouvait être aliénée par le tenancier (10), pourvu que ce ne fût pas au profit de chevaliers ni d'églises (11) ; il était interdit, en effet, de la « mettre ni bailler en main morte, forte, séculière, ni d'église, Temple, hôpital, monastère ». Cette clause, transcrite

(1) 6 août 1541 (G. 1292). — 8 mars 1726. Obligation de planter une vigne de cépage rouge (G. 1137). — 18 janvier 1771. Obligation de défricher au moins les deux tiers d'une lande (G. 1019).

(2) 1743. Consultation d'avocat publiée par les frères Lamothe, *Coutumes*, t. I, p. 455.

(3) 26 novembre 1515 (G. 1162, fol. 224 vo).

(4) 13 juin 1539 (G. 1163, fol. 99 vo, et G. 1164, fol. 218). — 18 janvier 1771 (G. 1019).

(5) 11 novembre 1463 (G. 1161, fol. 104 vo).

(6) 1er janvier 1392 (n. s.) (G. 1314).

(7) 19 mars 1420 (n. s.). Promesse de ne pas faire de chemin sur une vigne, qui a 2 pas de largeur (G. 1157, fol. 48 vo).

(8) 2 mars 1535 (n. s.) (G. 1164, fol. 48 vo).

(9) 3 avril 1452 (G. 1161, fol. 200). — Il pouvait cependant intervenir un accord aux termes duquel on transportait les charges sur un autre fonds en bon état (1730, G. 1310).

(10) Nouvelle coutume de Bordeaux, § 87, dans Lamothe frères, *Coutumes*, t. I, p. 414.

(11) 6 avril 1431 (G. 1158, fol. 115). — Dans un bail à cens du 21 décembre 1283, le cellerier de La Sauve ajoute les *Gahets* (fonds de La Sauve, non coté.)

d'un acte du 4 avril 1761 (1), n'avait plus de raison d'être, en ce qui concernait les Templiers, depuis Philippe le Bel; c'est un curieux exemple de la survivance des formules aux idées qu'elles expriment. En 1466, le chapitre, confirmant l'abbaye de Guîtres en la possession d'une censive, remarque qu'il n'y était pas tenu, puisque celle-ci était tombée en mainmorte (2).

Lorsque la vente était conclue, le seigneur foncier avait la faculté d'intervenir et de s'adjuger la propriété en payant le prix de vente, moins cinq sous et plus le coût de l'acte ainsi annulé (3). Ce droit de *retrait féodal* ou de *prélation* était, pendant les derniers siècles, refusé au Domaine et aux églises par la coutume de Bordeaux (4). Au moyen âge, les églises étaient assimilées sur ce point aux autres seigneurs, et l'on voit fréquemment dans les chartes de Saint-Seurin le chapitre ou des confréries prendre à leur compte une acquisition et rétrocéder ensuite à un tiers l'immeuble qu'ils viennent de retraire (5). Le retrait féodal ne venait qu'après le retrait lignager; il était éteint à l'expiration d'un délai fixé à huit jours par la coutume (6).

S'il renonçait à user de cette prérogative, le seigneur foncier confirmait la vente, ensaisinait l'acquéreur, recevait sa reconnaissance et percevait un droit de mutation, *venda, lods et ventes* (7). Les lods et ventes étaient dus non seulement à la suite des ventes proprement dites, mais encore pour les divers contrats translatifs de propriété; tel était le cas de la vente à réméré, quand le réméré était éteint (8), et même, depuis le XVIe siècle au moins, dès la vente, si le délai pour le rachat dépassait cinq ans (9).

(1) G. 1171, fol. 18 vo. — 1680 et années suivantes. Procès contre les Visitandines, que le chapitre veut obliger à remettre une censive « en main vivante et mourante » (G. 1390). Cf. 1402 (G. 1712, fol. 337).

(2) 20 juin 1466 (G. 1161, fol. 108). — Cf. 1402 (G. 1712, fol. 337).

(3) 4 mars 1420 (n. s.). « Segont los fors et costumas de Bordales volentz que totz senhors feudaus pusquan retenir lo feu vendut mavent de lor sinc soudz mench deu veray pretz per loquau s'era estat vendut » (G. 1157, fol. 50). — Nouvelle coutume de Bordeaux, § 89, dans Lamothe frères, *Coutumes*. t. I, p. 417. — L'une des raisons d'être du retrait féodal consistait en ce qu'il empêchait de frustrer le seigneur de partie des droits de lods et ventes par la déclaration d'un prix fictif.

(4) § 90, Lamothe frères, *Coutumes*, t. I, p. 418.

(5) 15 mars 1391 (n. s.) (G. 1593, no 89). — 10 février 1393 (n. s.) (G. 1325). — 6 avril 1431 (G. 1158, fol. 113). — 1er avril 1434 (G. 1593, fol. 156). — 1er avril 1446 (G. 1160, fol. 132). — 25 juin 1466 (G. 1161, fol. 268 vo).

(6) Ancienne coutume, § 128, et nouvelle coutume, § 89, dans Lamothe frères, *op. cit.*, t. I, p. 77 et 417.

(7) 30 octobre 1429 (G. 1158, fol. 133).

(8) XVe siècle (G. 1176, fol. 58 vo).

(9) Nouvelles coutumes de Bordeaux, § 96, dans Lamothe frères, *op. cit.*, t. I, p. 430. — 13 décembre 1782 (G. 1338). — En cas d'engagement, l'ancienne cou-

Les compilateurs des coutumes et les commentateurs s'efforcèrent de préciser les espèces qui impliquaient le paiement des lods et ventes, afin de couper court aux fraudes multiples par lesquelles les tenanciers s'exonéraient de cette obligation [1]. L'ancienne coutume aborde, sans la résoudre, la question de savoir à qui incombait le paiement des lods : au vendeur, dit-elle ; mais elle ajoute : certains prétendent que le vendeur et l'acquéreur acquittent le droit par moitié [2]. La nouvelle coutume le met à la charge de l'acquéreur [3]. Il était très rationnel, au surplus, que le détenteur actuel de la censive fût responsable, puisque la saisie de cette censive était la sanction des obligations féodales.

L'usage était mieux défini en ce qui est du taux des lods et ventes : depuis le moyen âge jusqu'à la Révolution, ce taux était de 1/8e, soit 12,50 0/0 [4]. C'était un taux très élevé, et les transactions, grevées d'un droit trop lourd, en étaient plus rares. Dans son propre intérêt, le seigneur les facilitait en réduisant les lods dans le cas de vente volontaire [5]. Depuis au moins le XVIIe siècle, les lods étaient ramenés aux deux tiers ou à la moitié du taux légal, soit le douzième ou le seizième du prix de vente [6]. Les seigneurs fonciers laïques s'arrêtaient généralement au premier de ces deux chiffres, et les établissements de mainmorte au second [7]. Dans une délibération de 1780 [8], le chapitre de Saint-Seurin se fixa une ligne de conduite : il décida que le rabais serait nul au cas de

tume n'exigeait pas les lods (§ 119, dans Lamothe frères, *op. cit.*, t. I, p. 73). Cependant, en mars 1660, le chapitre constata dans une délibération qu'« après dix ans d'engagement, les vantes sont dhues au seigneur » (G. 1028). — La nouvelle coutume prescrit le paiement des lods dans le cas d'un échange, si la soulte est supérieure à deux tie s (§ 98, dans Lamothe frères, *op. cit.*, t. I, p. 435).

(1) 23 octobre 1787. Exemple d'une de ces fraudes (G. 1022). — 11 août 1399. Ensaisinement à la suite d'une vente du 21 mai 1323 (fonds de La Sauve, pièce non cotée)

(2) § 127, dans Lamothe frères, *op. cit.*, t. I, p. 77.

(3) § 95, *ibid.*, p. 428. — 18 octobre 1272. Exemple de paiement de lods par l'acquéreur (fol. 106). — 22 avril 1370. *Idem* (G. 1313).

(4) 30 octobre 1429. Sentence de l'official prescrivant de payer les lods et ventes au huitième, « de consuetud ne Burdegale » (G. 1158, fol. 133). — 13 mai 1720 (G. 1293). — 24 janvier 1755 (C. 4163). — Sans date (G. 1391). — Nouvelle coutume, § 95, dans Lamothe frères, *op. cit.*, p. 428.

(5) 21 février 1706-18 octobre 1709. Convention spéciale entre seigneur et tenancier (G. 1522). — 1680. Remise de moitié des lods dus pour une maison, à cause du délabrement de lad. maison (G. 1633).

(6) 1655 (G. 1630). — 27 octobre 1702 (G. 1168, fol. 66). — 2 janvier, 7 mai et 9 août 1728 (G. 1012).

(7) 12 août 1768 (G. 1570).

(8) 15 décembre 1780 (G. 1021). — D'après une déclaration faite par les chanoines au moment de la Révolution, le chapitre aurait *relâché* la moitié des lods jusqu'en 1783 et le tiers à partir de 1784 (L. 1437).

vente par enchères, licitation, etc., et d'un tiers au cas de vente volontaire, d'où il résultait que les lods étaient prélevés sur le pied de 1/8e ou de 1/12e.

Dans d'autres provinces, des droits de mutation importants frappaient la censive au moment où elle changeait de mains par suite de décès, et, pour compenser la perte de ce profit éventuel, le seigneur foncier percevait sur les biens de mainmorte un droit d'amortissement.

La coutume bordelaise réduisait à presque rien les droits de mutation par décès; elle garda néanmoins le droit d'amortissement, pour remplacer les lods et ventes, parce que les églises, hôpitaux, etc., achetaient, mais ne vendaient guère. L'assiette de ce droit d'amortissement donnait lieu à des combinaisons diverses : les titulaires de bénéfices payaient au moment de leur installation un droit d'entrée dont le montant était réglé par convention (1); quand il s'agissait non plus d'un bénéficier, mais d'une collectivité, d'un couvent, par exemple, l'usage était, au moins pendant les derniers siècles, que le seigneur foncier perçût, lorsque la censive tombait en mainmorte, une indemnité d'un cinquième de la valeur du fonds, à dire d'experts (2). En 1735, le chapitre donna pouvoir à son syndic de substituer à cette indemnité payable en une fois une rente égale au chiffre des lods et ventes et payable tous les vingt-neuf ans (3). Si nous nous en rapportons à une consultation du 20 juin 1686 (4), les établissements de mainmorte pouvaient, dans le ressort du Parlement de Bordeaux, se dispenser de payer ces indemnités en fournissant un *homme vivant et mourant* (5).

Le tenancier pouvait donc vendre sa censive; il n'avait pas la même liberté pour la sous-acenser ou, comme on disait dans nos pays, la *sous-acaser*. Le sous-acasement n'était pas absolument proscrit (6), et même, d'après la nouvelle coutume, il était autorisé

(1) 7 avril 1432 (G. 1270). — 20 juin 1466 (G. 1161, fol. 108). — 13 mars 1496 (G. 1039). — XVe siècle (G. 1174, fol. 29 v°). — 3 mai 1685 (G. 1110).

(2) 27 avril 1684 (G. 1567). — Cf. Salviat, *la Jurisprudence du Parlement de Bordeaux*, au mot *Indemnité*.

(3) 18 septembre 1735 (G. 1013).

(4) G. 1383.

(5) Un jugement des Requêtes de Toulouse autorisa les Visitandines à fournir au chapitre *l'homme vivant et mourant* (15 avril 1682, G. 1390). Le chapitre affirmait que cet usage était tombé en désuétude (8 avril 1680, G. 1390). Salviat cite une attestation contraire, de 1703. (Au mot *Indemnité*. Tout cet article est à lire.) — Cf. un arrêt du Parlement de Bordeaux du 6 septembre 1608, prescrivant aux bénéficiers de Saint-Michel de fournir « homme vivant, mourant ou confisquant » (G. 2116).

(6) Une bulle du 12 janvier 1247 affirme cependant que ces sous-acensements étaient illicites (fol. 63 v°). Elle exprime, au plus, l'opinion du chapitre.

toutes les fois que l'instrument du bail à cens ne l'interdisait pas formellement (1); mais, en fait, cette interdiction faisait l'objet d'une clause de style qui était à peu près invariablement insérée dans les contrats (2). La clause contraire est beaucoup plus rare (3) : presque toutes les reconnaissances expriment l'engagement pris par le tenancier de ne pas *metre acasat o sotz-acasat* (4). Si le sous-acensement était permis, le seigneur y mettait des conditions destinées à sauvegarder ses droits et visant la vente de l'immeuble par le sous-tenancier. Ces conditions sont très variables : l'acheteur doit être ensaisiné tantôt par le seigneur éminent (5), tantôt par le tenancier, en présence du seigneur (6); les lods et ventes sont réservés au seigneur (7) ou, par exception, ils sont partagés (8); le retrait est dévolu au seigneur (9) ou bien il passe au tenancier primitif (10).

En dépit des interdictions, les sous-acensements ont dû être fréquents. Les seigneurs fonciers, dont les intérêts se trouvaient lésés par ces sous-inféodations, de même que les usurpateurs qui établissaient leur *directe* au-dessus des seigneuries légitimes, prenaient le parti de considérer les cens dus par le possesseur du fonds comme de simples rentes sèches, analogues aux rentes constituées, par exemple, et ne comportant ni seigneurie foncière ni lods et ventes (11).

Le caractère qui sépare le plus profondément peut-être le bail à fief ou à cens de nos contrats modernes, c'est la perpétuité. On sait cependant qu'à l'origine les concessions féodales étaient via-

(1) § 101, dans Lamothe frères, *op. cit.*, t. I, p. 442. — Contr. voir un mémoire non daté (G. 1142).

(2) Voir un procès causé par l'inobservation de cette clause, (3 mars 1442 (n. s.), G. 1160, fol. 115 v°).

(3) 10 janvier 1368 (n. s.). Rétrocession autorisée par le contrat primitif (G. 1356). — 3 novembre 1414. Reconnaissance dans laquelle le tenancier se réserve de sous-acenser, s'il peut établir qu'il en a le droit « per cartas o autres leyaus documentz » (G. 1156, fol. 23).

(4) Il aurait pu se faire que le sous-acensement fût une vente déguisée, dont le résultat aurait été de priver le seigneur des lods et ventes; aussi une charte spécifie-t-elle que le seigneur percevra les lods sur la *caritat* payée par le preneur à l'occasion du sous-acensement (27 décembre 1247, fol. 84).

(5) 22 avril 1370 (G. 1313).

(6) 4 novembre 1418 (G. 1157, fol. 23 v°).

(7) 30 mars 1416 (G. 1156, fol. 70 v°). — 11 avril 1429 (G. 1158, fol. 32 v°). — 3 novembre 1430 (G. 1158, fol. 81). — 5 mars 1431 (n. s.) (G. 1158, fol. 82). — 1511-1514 (G. 1177, fol. 4 v°).

(8) 24 novembre 1254 (fol. 96). — 4 novembre 1418 (G. 1157, fol. 23 v°).

(9) 3 novembre 1430 (G. 1158, fol. 81). — 5 mars 1431 (n. s.) (G. 1158, fol. 82).

(10) 1511-1514 (G. 1177, fol. 4 v°).

(11) 13 décembre 1687 (G. 1395). — Cf. G. 1212, fol. 150.

gères : de cet ancien état du droit le Bordelais gardait encore, aux XII[e] et XIII[e] siècles, en premier lieu, l'usage des fiefs à vie, qui étaient exceptionnels, il est vrai, mais moins rares qu'aux époques postérieures (1); en second lieu, des dispositions prises par le bailleur à l'effet de régler l'ordre successoral en ce qui concerne le fief ou la censive (2). Plus tard, les fiefs viagers apparaissent encore de loin en loin, notamment dans le cas où le preneur est un ecclésiastique (3).

Les cens à temps et rachetables étaient plus ordinaires : quand un emprunt était suivi de l'établissement d'un cens, l'emprunteur se réservait parfois d'amortir le cens en remboursant le capital qu'il avait reçu (4).

Peut-être faut-il rattacher également au caractère viager des fiefs primitifs les droits payés au seigneur en cas de mutation par décès : l'héritier devait racheter la tenure en payant une somme minime à titre d'acquisition, *de acquisitione* (5), d'achat, *de acaptament* (6), d'investiture (7), de présent, *sportula, esporle* (8). C'est ce dernier terme qui prévalut, et il resta en usage jusqu'à la fin de l'ancien régime. L'esporle avait d'ailleurs, en dehors de cette cause historique, une raison d'être actuelle, qui était de prévenir la prescription de la seigneurie foncière. Elle était exigible à changement de seigneur (9), ou à changement de tenancier, ou encore à changement de seigneur et de tenancier (10). Cette dernière clause était un non-sens quand la seigneurie appartenait à une collectivité (11), comme le chapitre Saint-Seurin. Aussi la plupart des reconnaissances passées en faveur du chapitre

(1) Fol. 21, 37 v°, etc. — 31 août 1275. Mention d'un sous-acensement valable pour la vie du bailleur (G. 1381).

(2) 11 août 1242 (fol. 92 v°).

(3) 4 janvier 1409 (n. s.) (fonds de La Sauve, pièce non cotée).

(4) G. 1725, *passim*. — Les rentes constituées sur un fonds déterminé, que la coutume appelle *rentes volantes* étaient, de même, rachetables à perpétuité (*Nouvelle coutume de Bordeaux,* § 100, dans Lamothe frères, *op. cit.,* t. I, p. 440).

(5) Fol. 23, 25, 26 v°, 28 v°, 29, 30, etc.

(6) Fol. 34.

(7) 1108-1130. « Decem solidos de esporla pro investitura » (fol. 16 v°). — Le droit de *vestidon,* qui est mentionné dans certaines chartes de La Sauve, doit être l'esporle.

(8) 15 avril 1184. « Acaptavit... cum sporla » (fol. 47).

(9) 11 août 1242 (fol. 92 v°). — Le mot *senhor* n'a pas dans ce texte un sens très précis.

(10) 18 octobre 1272 (fol. 106). — 9 janvier 1380 (n. s.) (G. 1314). — 1411. (G. 1302). — C'est dans ce sens que je comprends la locution *à changement de seigneur de part et d'autre.*

(11) Cette idée est exprimée dans un mémoire non daté (G. 1339).

prévoient-elles le paiement de l'esporle seulement *à muance de tenancier* (1), *à mutation de tenancier* (2).

Dans la coutume bordelaise, le chiffre de l'esporle n'est pas proportionnel à la valeur de la censive; c'est, depuis le XIIIe siècle au moins, un droit fixe pour chaque fief et à peu près uniforme pour tous les fiefs. On note souvent dans les chartes de La Sauve un rapport constant entre le cens et l'esporle; celle-ci était un douzième de celui-là : pour 1 sou de cens 1 denier d'esporle. Les chanoines de Saint-Seurin n'avaient pas adopté cet usage : quelque élevé ou quelque réduit que fût le cens, l'esporle était, à partir du XIIIe siècle, une somme très faible, variant de 1 denier à 12 deniers (3); presque toujours elle était de 2 deniers. C'était encore le chiffre habituel, pour ainsi dire consacré, au XVIIIe siècle (4), alors que depuis longtemps il était impossible de fournir en monnaie courante une aussi petite somme.

Que la tenure comprît un lambeau de champ ou plusieurs terres étendues, qu'elle fût concentrée sur un point ou répartie sur un grand nombre, cette tenure constituait une entité. Un tenancier pouvait avoir d'un même seigneur plusieurs tenures; ce qui permet surtout de reconnaître l'unité de la tenure, c'est l'unité de l'esporle (5). Si plusieurs censives sont réunies en une tenure, le tenancier ne paiera qu'une esporle (6); si une censive est partagée en plusieurs tenures, chaque portion devra une esporle (7).

Le but essentiel de cette redevance était d'affirmer de temps à autre le droit du seigneur sur le fonds qui dépendait de lui. Ce droit de seigneurie était mieux et plus explicitement proclamé dans une reconnaissance, qui prenait elle-même le nom d'esporle. *Esporler,* dans le langage du pays, c'est reconnaître, passer aveu et dénombrement (8).

La reconnaissance était due quand le bien changeait de mains :

(1) 20 mai 1664.

(2) Formules imprimées pour reconnaissances (26 septembre 1773, G. 1296). — G. 1172 et 1173.

(3) 4 novembre 1398 et 31 mai 1428. Cens de 1 maille, esporle de 1 denier (G. 1314 et G. 1316). — 11 août 1242 (fol. 92 v°). — 25 mai 1411 (G. 1302). — Au XIIe siècle, l'esporle avait encore quelquefois une valeur appréciable : 3 sous (29 juin 1127, fol. 28 v°), 5 sous (fol. 29 v°), 10 sous (fol. 16 v°).

(4) G. 1172. — 26 septembre 1773. Formule imprimée (G. 1296).

(5) 8 décembre 1365. Bail d'une terre et d'un bois « per I fius, per una senhoria e per una esporla » (fonds de La Sauve, pièce non cotée).

(6) 25 janvier 1415 (n. s.) (G. 1156, fol. 30).

(7) Ancienne coutume de Bordeaux, § 234, et nouvelle coutume, § 82, dans Lamothe frères, *op. cit.*, t. I, p. 143 et p. 401.

(8) « Les seigneurs, quant ils font recognoistre, ou comme lon parle à Bourdeaus, esporler leurs tenanciers » (Vinet, *l'Arpanterie,* liv. Ier, § 42).

« Sera tenu d'exporler et reconnoître en faveur dudit chapitre, desdits lieux, à mutation ou changement de tenancier (1). » En 1415, des individus ayant acquis une vigne dans le plantier de Tremblède, à Saint-Seurin, refusèrent d'esporler : ils y furent obligés par sentence de l'official (2).

Il arrivait parfois que le seigneur décidait de dresser état des redevances auxquelles on était tenu envers lui dans un territoire : il convoquait les tenanciers à venir esporler. Ainsi s'explique le fait que nous possédons pour certaines seigneuries des séries de reconnaissances nombreuses dont les dates sont très rapprochées.

La reconnaissance pouvait donner lieu à des actes de formes variables : l'ancienne coutume de Bordeaux mentionne des fiefs avec charte, des reconnaissances avec charte (3); il devait donc y avoir des reconnaissances orales, dont il ne restait d'autre trace que la note insérée dans la liève pour signaler le changement de tenancier. C'est ce que les juristes des derniers siècles appelaient *esporler au registre* (4).

La perpétuité du bail féodal doit s'entendre en ce sens que le bailleur n'a pas la faculté de le révoquer. Si le seigneur foncier voulait reprendre sa tenure, il devait en négocier le rachat avec le censitaire (5), qui avait le droit de s'y refuser; car, aussi longtemps qu'il observait les conventions, le tenancier était garanti contre toute éviction. Mais lui-même pouvait imposer la résiliation du contrat et *déguerpir* sans aucun motif, parce que le fief *avait cessé de lui plaire, per desagradabletat de feu* (6) : il lui suffisait de verser 5 sous bordelais, environ 3 sous 1 denier tournois, à titre de *devestizon* ou de *degurpizon* (7). Il reste bien entendu que le tenancier

(1) 26 septembre 1773. Formule imprimée (G. 1296). — Cf. les terriers G. 1172 et 1173, *passim*.

(2) 9 décembre 1415 (G. 1156, fol. 57 v°). — Ce terrier contient plusieurs pièces relatives à des droits analogues. Je dois ajouter que la difficulté devait porter sur un point de fait : les tenanciers niaient sans doute la seigneurie du chapitre et non pas le droit théorique appartenant au seigneur d'exiger la reconnaissance.

(3) § 117, dans Lamothe frères, *op. cit.*, t. I, p. 73.

(4) Lamothe frères, *op. cit.*, p. 425, n. 5.

(5) 8 février 1335 (n. s.). Paiement de 45 s. par Élie Viguer pour le déguerpissement d'une vigne que le tenancier ne peut pas cultiver (fonds de La Sauve).

(6) 8 juin 1318 (fonds de La Sauve). — 3 novembre 1430 (G. 1158, fol. 130 v°).

(7) 8 décembre 1365 (fonds de La Sauve). — 3 novembre 1430. « Devestidon et degurpizon » (G. 1158, fol. 130 v°). — 28 août 1455. Cession de tous droits sur un bien : « Bendas, reyrabendas, bestidons, desbestidons, gardeyamentz, retencions et autres dreytz et devers » (G. 1728, fol. 4). — Nouvelle coutume de Bordeaux, § 86, et ancienne coutume, § 129, dans Lamothe frères, *op. cit.*, t. I, p. 410 et p. 78. — Si le tenancier répudiait la tenure au moment de l'héritage, il n'avait rien à payer (Ancienne coutume, § 129).

devait acquitter les arrérages échus de sa redevance et livrer le bien en une condition satisfaisante, sous peine de payer le dommage. Dans quelques baux ou reconnaissances, le censitaire prend l'engagement de ne pas déguerpir l'immeuble autrement qu'en bon état : le champ devra être travaillé, fruits pendants; la vigne sera labourée, pliée, taillée (1).

En fait, ces déguerpissements n'étaient pas une rareté, et le seul fonds de Saint-Seurin en fournit d'assez nombreux exemples (2). C'était un usage extrêmement avantageux aux tenanciers, et ceux-ci ne se faisaient pas faute d'en tirer parti pour obtenir des modérations de redevances : ils allaient trouver le seigneur et lui déclaraient que, s'il n'allégeait pas les charges de la tenure, ils déguerpiraient (3). « Aussi bien, disaient-ils, ils n'avaient jamais pu tirer de ces fonds le moindre profit, la culture absorbant tous les revenus » (4). Ou bien : « le travail de cette vigne était ruineux, et puis il y avait vraiment trop de guerres et de tribulations au pays de Bordelais » (5). Ou encore : « les vignes étaient presque mortes par les grands froids que Notre-Seigneur Dieu Jésus-Christ avait envoyés » (6). Quelquefois on les prenait au mot, et on concédait l'immeuble à un tenancier plus accommodant; plus fréquemment sans doute on transigeait : on abaissait le taux de l'agrière ou le chiffre du cens (7), ou on acceptait le déguerpissement, et on rendait aussitôt le bien au même individu (8), qui avait ainsi obtenu à bon compte un dégrèvement.

Certains seigneurs fonciers prévenaient les graves inconvénients qui résultaient pour eux du déguerpissement, et, au moment du bail à cens, ils exigeaient du preneur une renonciation expresse à cette coutume (9). La jurisprudence du Parlement n'admettait pas,

(1) 3-9 mai 1425 (G. 1157, fol. 158-162). — 27 avril 1445 (G. 1160, fol. 63). — 27 décembre 1451 (G. 1160, fol. 113 v°). — Cf. 15 mars 1438 (n. s.) (G. 1713, fol. 460).

(2) 3 mars 1347 (n. s.) (G. 1338). — 4 mars 1474 (n. s.) (G. 1161, fol. 195 v°).

(3) 29 octobre 1431. « Veden, regardan et conoyssen que a luy no era proffeit ni utilitat de tenir lodeit trens de vinha » (G. 1158, fol. 106 v°). — 31 octobre 1427. Déclaration analogue (même registre, fol. 108 v°).

(4) 12 février 1415 (n. s.) (G. 1156, fol. 37 v°).

(5) 29 juillet 1457 (G. 1160, fol. 21).

(6) 15 février 1445 (n. s.) (G. 1160, fol. 59). — 21 mars 1446 (n. s.) (G. 1160, fol. 58).

(7) 28 janvier et 12 février 1415 (n. s.) (G. 1156, fol. 30 et 37 v°). — 3 novembre 1430 (G. 1158, fol. 130 v°).

(8) 27 avril 1445 (G. 1160, fol. 63).

(9) 8 juin 1318 (série E, famille de Grailly). — 19 avril 1350 (G. 1345). — 8 décembre 1365 (fonds de La Sauve).

à ce qu'il paraît, les renonciations de ce genre, et elle les considérait comme lettre morte (1).

IV. — Avant l'examen des redevances annuelles, qui est assez complexe, on me permettra de faire passer une brève étude des sanctions qui garantissaient l'exécution du contrat féodal.

Il était presque de droit au moyen âge que les parties contractantes donnassent en garantie de leurs engagements une sorte d'hypothèque sur leurs biens et plus spécialement sur le bien qui faisait l'objet de la convention. En outre, si le preneur n'observait pas les clauses du bail à cens, il était rationnel que le bail fût résilié et que le domaine utile fît retour au bailleur. Voilà une double explication de la *commise*, de la confiscation du fief (2). Tel bail stipule, par exemple, que si le tenancier ne laboure pas convenablement sa vigne, le seigneur la reprendra (3).

Cette dépossession paraît avoir été rare; le tenancier oubliait-il ses obligations, au lieu de l'expulser brutalement, le seigneur foncier négociait plutôt, autant que j'ai pu en juger, un déguerpissement : l'un renonçait aux arrérages impayés auxquels il avait droit, l'autre payait les 5 sous prescrits par la coutume (4). Le résultat n'était guère différent; mais, du moins, on évitait une déchéance humiliante et un procès.

Car la *commise* n'allait pas sans une procédure. Si l'on s'en tenait aux formules des baux et des reconnaissances, le seigneur foncier pouvait, dans l'hypothèse de l'inobservation du contrat, *prendre le fief en sa main,* le saisir. En réalité, les choses ne se passaient pas ainsi (5).

Cette question relative à la justice foncière, à la juridiction du seigneur foncier sur le tenancier est l'une des plus délicates qui se puissent aborder. Observons tout d'abord que le bail à cens mettait en présence un bailleur et un preneur d'inégale condition sociale; les rapports qu'il établissait entre eux devaient dégénérer facilement en une sujétion personnelle du censitaire (6). De là une justice dont nous trouvons de très rares

(1) Lamothe frères, *Coutumes,* t. I, p. 413, n. 6, et t. II, p. 94.

(2) C'est ce que les documents appellent *adjudicar* la censive, ou encore « consolidar la util senhoria am la directa » (1426, G. 1156, fol. 70).

(3) 27 avril 1445 (G. 1160, fol. 63).

(4) 14 novembre 1312 (fonds de La Sauve). — 27 avril 1317 (G. 1440). — 1511-1514 (G. 1177, fol. 8 v°).

(5) Lamothe frères, *op. cit.,* t. I, p. 403.

(6) 8 décembre 1256. « Deven estre soy home per questa e per talha *e per agreiras* » (fol. 99 v°).

exemples (1): le bailleur, ne fût-il qu'un bourgeois aisé, cite à la Cour le preneur et juge les causes relatives à la tenure. L'accord de 1347 entre Saint-Seurin et les jurats excepte des causes dont il fixe l'attribution les affaires concernant les censives, attendu que la connaissance en revenait au seigneur foncier (2). Dans les reconnaissances, tout détenteur d'un fief du chapitre promet de « faire et prendre droit dudit chapitre, si tort ou grief étoit fait audit fief » (3). C'était bien l'affirmation de la seigneurie foncière.

En fait, aussi haut que les actes nous permettent de remonter, le chapitre recourt contre ses tenanciers à une juridiction de droit commun : ainsi, en 1274, il porte l'affaire devant le chapitre de Saint-André, le siège archiépiscopal étant vacant (4); l'official fut aussi appelé à connaître de ces affaires (5). Les mêmes reconnaissances par lesquelles le tenancier s'engage à *faire droit* entre les mains du seigneur affirment pour terminer les litiges la compétence de l'official, du sénéchal et de l'exécuteur du scel aux contrats (6). La Cour du Maire intervenait aussi; il est vrai que cette juridiction séculière pouvait être chargée de procéder à l'exécution des sentences de l'official.

La saisie comportait plusieurs phases : apposition de croix par un fondé de pouvoir du seigneur foncier, puis par un sergent, pour confirmer l'opération précédente (7); s'il s'agissait d'un immeuble bâti, au bout de neuf jours, enlèvement des portes; après neuf autres jours, enlèvement des tuiles du toit; enfin, après quarante jours, *adjudication,* c'est-à-dire attribution de la censive au seigneur. Dans la pratique, les sergents n'enlevaient pas les tuiles

(1) Voir l'exemple publié dans la *Nouvelle Revue historique de droit,* 1896, p. 534.

(2) *Archives municipales de Bordeaux, Livre des Bouillons,* p. 353. — Le texte porte : « questione feodali » et « ad dominum feudi ». On donnait, nous le savons, le nom de fief aux censives.

(3) 26 septembre 1773. Formule imprimée (G. 1296). — La formule est la même dans le terrier G. 1172-1173. — Voici un exemple de la formule usitée au moyen âge : « Et deu esporlar et prendre dreit lad. affevada en lad. gleisa de Sent-Seurin en plener capitre, si tort lo corelhava hom que lo fes en lod. feu » (9 juillet 1431, G. 1158, fol. 92 v°).

(4) Fol. 111. — 1er décembre 1315. Le prieur de Saint-Martin du Mont-Judaïc voulant saisir une vigne dans la paroisse de Saint-Seurin, se rend sur l'immeuble, assisté d'un notaire et d'un sergent, « gardiatore auctoritate Regi[s] sibi dato, » et pose une croix sur un aubier, « in signum banni. » C'est le sergent qui notifie la saisie à l'intéressé (*Archives historiques de la Gironde,* t. III, p. 48).

(5) 24 mars 1384 (n. s.) (G. 1593, fol. 55). — 9 décembre 1415 (G. 1156, fol. 57 v°). — 1er janvier 1392 (n. s.) (G. 1314).

(6) 20 juillet 1461 (G. 1161, fol. 85 v°).

(7) 8 mars 1426 (n. s.). Apposition de croix par un sergent, « per efforsar las deud. procurayre » (G. 1158, fol. 69 v°).

du toit, parce que, disent les procès-verbaux, elles sont trop haut placées; pour tenir lieu de cette opération et aussi quelquefois de l'enlèvement des portes, on procédait à l'apposition de nouvelles croix et de panonceaux [1].

[1] Sur les saisies, voir, en outre des pièces ci-dessus visées : 12 septembre 1356 (fonds des Dominicains); 2 mars 1534 (n. s.) (G. 1164, fol. 48 v°), etc.

CHAPITRE IX

Les charges des tenures.

I. — Observation préliminaire : les redevances n'entrent que pour une part dans le paiement du contrat féodal. Agrières et cens : leur dégression continue et ses causes; diminution des cens, diminution de tous les revenus, dégrèvements, acquittement irrégulier des devoirs féodaux ; résultat : les revenus féodaux du chapitre à la Révolution, avantages du cens pour le preneur.

II. — Substitution des cens aux agrières : les *compositions;* les obligations particulières aux agrières : gardes, leur qualité, leurs attributions et leur salaire; transport des agrières.

III. — Taux des redevances : difficulté du problème, résultant de la décomposition de la propriété en domaine direct et en domaine utile; rapport des redevances avec le domaine utile pour les immeubles bâtis, coexistence de l'agrière et du cens, taux variant suivant les procédés et la nature des cultures, unification des taux; rapport des redevances avec le domaine direct.

Tableaux.

I. — On s'enquiert fréquemment du taux des redevances féodales, de la proportion suivant laquelle le seigneur foncier prélevait les fruits du sol ou le revenu des immeubles quelconques. A cette question, il est impossible de faire une réponse générale : qu'on veuille bien se le rappeler, le contrat féodal recouvrait souvent un autre contrat; les conditions de celui-ci devaient influer sur les conditions de celui-là. Dans certains cas, par exemple, le prix du bail à cens était payé sous deux formes : d'abord une somme une fois donnée par le preneur et que l'on appelait le *droit d'entrée*, la *charité* (1), ensuite les redevances annuelles et casuelles. Lorsque le droit d'entrée représentait la valeur du domaine utile, il est évident que la redevance annuelle devait être réduite à une somme infime (2). Ainsi s'explique l'existence des cens d'une maille (3) : ce sont des redevances nominales, qui ne représentent nullement la

(1) 7 décembre 1246. *Caritat* de 4000 s. (fol. 89). — 1er mars 1334 (n. s.). Mention de 40 s. que le preneur « a dat d'intradas de caritat » (G. 1359).

(2) 27 décembre 1426. Bail à fief dans lequel le droit « de intradas et de caritatz » est de 50 livres, et le cens de 3 sous seulement (G. 1158, fol. 71).

(3) 4 novembre 1398 (G. 1314). — 31 mai 1428 (G. 1316). — 3 mai 1685 (G. 1110, fol. 12).

location de l'immeuble et dont l'unique but est d'affirmer annuellement le droit du seigneur foncier. On commet donc une erreur quand on cherche à déterminer la valeur des cens et des rentes de quotité, sans tenir compte de leurs origines. Sous le bénéfice de ces réserves, voici un certain nombre d'observations.

Les redevances annuelles étaient soit des redevances de quotité ou agrières, payables en nature, soit des redevances fixes ou cens(1), payables eux-mêmes en nature ou en numéraire. L'importance des unes et des autres changeait d'une tenure à l'autre et variait pour une même tenure suivant les époques. Quelquefois, très rarement, le chiffre du cens montait : le seigneur profitait d'une mutation pour imposer un croît de cens, *crassensa de cens* (2). On rencontre aussi de loin en loin des titres sur lesquels le chiffre primitif du cens est raturé et surchargé (3); le cartulaire de Saint-Seurin offre quelques exemples de ces singuliers procédés. Mais, qu'il s'agisse d'un croît de cens expressément imposé ou d'une aggravation de charges obtenue à l'aide d'un faux, ce sont des exceptions négligeables dans l'ensemble. Il est très rare également que les redevances se soient maintenues pendant une longue période sans modification. La règle constante est qu'elles ont diminué. Rien de plus facile que de s'en assurer : il suffit de jeter les yeux sur les registres où les actes relatifs à un même bien sont analysés en un tableau synoptique (4). Il s'en dégage une double loi : le taux des redevances a été en s'abaissant, et les agrières ou redevances de quotité ont fait place aux cens ou redevances fixes.

L'abaissement continu des redevances tient à plusieurs causes. On a maintes fois exposé les raisons de cet abaissement pour ce qui est des cens en numéraire; on n'a peut-être pas assez insisté sur l'influence qui en résultait pour l'ensemble des tenures. Soient au XIIe siècle deux vignobles de même prix, et produisant chacun une valeur de 2 livres tournois de raisin; ils sont baillés à fief, l'un pour 1 livre de cens, l'autre moyennant la moitié de la vendange. A ce moment, les charges sont égales; mais, avec le temps, la quan-

(1) Les cens étaient dits *ublies* dans certaines contrées (XIVe siècle. Charte relative a Sainte-Florence. Fonds de La Sauve).

(2) Octobre 1363 (fonds de La Sauve.)

(3) 25 mai 1411 (G. 1302).

(4) Voici un exemple; il s'agit d'une vigne dans la paroisse de Saint-Seurin : 1303. Bail à fief à la moitié des fruits. — 1375. Reconnaissance : la vigne doit le quart des fruits et 10 s. bordelais. — 1379. *Idem.* — 1393 (n. s.). *Idem.* — 1404. *Idem.* — 1491. *Idem.* — 1570. Reconnaissance : la vigne doit le cinquième des fruits. — 1672. Commutation de cette agrière en un cens de 5 livres tournois. — 1759. Reconnaissance à ces conditions (G. 1607, fol. 129).

tité d'argent monnayé répondant à ce terme *une livre* est de plus en plus faible, et, en outre, une même quantité d'argent vaut une quantité de raisins de plus en plus réduite (1). On a calculé que la livre tournois valait, en 1200, à peu près 98 grammes d'argent, et n'en valait plus, en 1759-1771, que 4 grammes 05; la proportion est approximativement de $\frac{24}{1}$; mais si l'on admet que 1 gramme d'argent avait en 1200 un pouvoir commercial une fois et demie plus fort qu'en 1750 (2), il faut multiplier 24 par 1,5 pour évaluer la diminution réelle éprouvée par le cens dont nous nous occupons. En somme, tandis que la vigne grevée d'une agrière de moitié des fruits aurait continué à payer une même quantité de raisins, l'autre aurait supporté en 1750 un cens 36 fois moindre qu'en 1200. Il est manifeste que le sort de l'une a dû réagir sur le sort de l'autre et que les usages ont dû tendre à rétablir l'équilibre. Or, jamais, à ma connaissance, les seigneurs fonciers n'ont demandé que les cens fussent perçus non d'après leur valeur nominale, mais d'après la valeur réelle qu'ils avaient au moment du bail; ils ne semblent pas s'être doutés de cette décroissance insensible, et ils n'ont pas réclamé pour qu'en bonne justice le tenancier de la vigne prise ci-dessus pour exemple payât 36 livres en 1750, puisque 36 livres de 1750 valaient 1 livre de 1200. C'est dans un sens inverse que l'égalité tendait à se faire; c'est par la modération des agrières.

Les registres de perception des agrières pour 1618, 1744 et 1760 (3), qui nous sont parvenus, laissent soupçonner que l'agrière était levée à un taux bien au-dessous du cinquième, qui était le taux officiel. En multipliant par 5 le produit de l'agrière, on obtient par are 1 comporte et demie en 1618 et 1760; 1 comporte et un cinquième en 1744. En réalité, la vendange devait être, même dans les graves, très supérieure en quantité. Le même fait avait lieu pour la dîme, dont le taux, dans la pratique, était parfois minime (4).

D'autres causes contribuaient à cet affaiblissement des rentes féodales : d'une façon générale, à capital de même valeur, les revenus de toute sorte s'amoindrissaient. Dans la société du moyen âge, dont l'insécurité était le pire défaut, il semble que la terre ait peu de prix; on tenait surtout aux fruits qu'elle portait et dont

(1) D'Avenel, *Histoire économique de la propriété, des salaires*, etc., t. I, p. 481. — Levasseur, *Les prix*, extrait des *Mémoires de la Société nationale d'Agriculture de France*, 1893, p. 57.

(2) C'est la proportion indiquée par M. d'Avenel (*op. cit.*, t. I, p. 27). *A priori* je suis porté à la considérer comme un minimum très faible, étant donnée la quantité de métaux monnayés qui a été mise en circulation entre 1200 et 1750.

(3) G. 1187, G. 1203 et G. 1261.

(4) 27 janvier 1609 (G. 1078).

on pouvait jouir immédiatement. A mesure que l'ordre vint, la proportion changea : la différence augmenta entre le capital immobilier et le revenu de ce capital (1).

Il convient de faire entrer également en ligne de compte la tendance toute naturelle qui poussait les tenanciers à obtenir des dégrèvements : ils mettaient à profit les malheurs du temps, les guerres, les sinistres, la gelée notamment, pour solliciter, pour exiger, sous peine de déguerpissement, des réductions (2).

Mais ce qui amena surtout la libération des tenures censuelles, ce fut l'impossibilité où étaient les seigneurs fonciers d'assurer la rentrée régulière des redevances. Dès une époque reculée, le chapitre de Saint-Seurin se préoccupait de cette difficulté : considérant qu'à Toulenne, près de Langon, il ne percevait presque rien de ce qui lui était dû, il concéda à fief à l'un des tenanciers ses revenus dans cette localité (3). La création de *ministeriales* répondait sans doute à cette même pensée : les *ministeriales* de Saint-Seurin étaient, autant qu'on en puisse juger, des intendants-cultivateurs, chargés de faire rentrer les redevances dans une circonscription de faible étendue (4). On organisa aussi tout un système de cadastres, avec terriers et lièves, les premiers renfermant le texte des titres, les seconds donnant les analyses des mêmes titres, rangées dans l'ordre le plus pratique : ordre de date des échéances, ou ordre topographique des tenures (5). Cette organisation reçut de notables perfectionnements vers 1771, grâce au chanoine Boyé, qui déploya pour les affaires du chapitre un zèle et une intelligence peu ordinaires (6). Le *tènement général,* qui comprenait la partie rurale de la paroisse, fut divisé en *plantiers;* la liève de chaque plantier est précédée d'un plan à l'échelle, sur lequel les parcelles portent un numéro d'ordre; dans le corps de la liève, le numéro est répété en tête de l'article affecté à la parcelle; cet article indique le possesseur, la contenance, les confrontations et les redevances; un espace est réservé pour mentionner les reconnaissances ultérieures et enregistrer les mutations.

(1) Cf. d'Avenel, *op. cit.,* t. I, p. 360.

(2) xve siècle (G. 1161, *passim*). — G. 1650-1660. Réduction d'une agrière due pour une vigne « ruinée par la négligence des tenenciers ou par le mahleur des guerres » (G. 1333).

(3) Fol. 47.

(4) Sur les *ministeriales* de Saint-Seurin, voir le cartulaire, fol. 33, 38, 50 v° 99 v°, 118 v°.

(5) Voir la délibération du 20 avril 1321 sur les attributions du *rotularius*, (fol. 168 v°). — 3 janvier 1511 (n. s.) (G. 1177, fol. 2).

(6) 23 octobre et 18 novembre 1771 (G. 1019).

La diminution des droits de seigneurie foncière n'était nullement spéciale à Saint-Seurin. La coutume de Bordeaux avait cherché à réagir; elle prescrivait d'insérer dans les actes de vente d'immeubles le nom du seigneur et le chiffre des redevances (1). Or, on rencontre souvent des actes dans lesquels le vendeur déclare ignorer de qui relève le bien (2).

Les cens en numéraire étaient généralement tombés à une somme si dérisoire que le seigneur ne prenait pas la peine de les lever régulièrement : il exigeait plusieurs annuités à la fois, même un assez grand nombre. Nous avons un petit cahier portant les récépissés délivrés par le collecteur à un nommé Jeannot Lafon pour ses redevances (3) : Jeannot Lafon payait 2, 5, 7 et 8 annuités à la fois. D'autres censitaires, après avoir reçu des avertissements répétés (4), finissaient par se faire oublier, parce que le montant des arrérages était trop faible pour qu'on s'en inquiétât. Au XVIIIe siècle, le chapitre dressa, un jour, un état des rentes à lui dues « dont l'importance permet qu'on s'occupe d'en lever les arrérages » (5) : ces rentes varient entre 6 livres 1 sou 9 deniers et 3 sous.

Que l'on ajoute l'extrême diversité des redevances, l'enchevêtrement des seigneuries foncières, et on comprendra que les droits de domaine direct aient sombré dans cette confusion. Tantôt on se trouvait en présence d'une terre sans pouvoir en définir la condition, et tantôt on avait en mains un titre sans savoir à quelle terre l'appliquer (6). Dans une liève du XVe siècle (7), sur un total de 633 livres, le chiffre des *cens inutilhs* ou, comme nous dirions, des cotes irrécouvrables, atteint 119 livres, près du cinquième. Peu à peu, ces cotes irrécouvrables disparaissaient du rôle, et les biens auxquels elles se référaient se trouvaient affranchis.

La coutume avait proclamé l'imprescriptibilité de la directe féodale (8); les arrérages des redevances se prescrivaient par cinq ans, d'après la jurisprudence du Parlement de Toulouse (9), par

(1) Nouvelle coutume, § 91, dans Lamothe frères, *op. cit.,* t. I, p. 412.
(2) 28 octobre 1666 (G. 1128).
(3) 1672-1694 (G. 1148).
(4) Mars 1718 (G. 1344).
(5) G. 1454.
(6) 1472-1473. Le registre de comptabilité constate que pour divers titres « non potest reperiri feudum » (G. 1456, fol. 51-51 v°). — 1480-1481 (G. 1458, fol. 34). — XVIIIe siècle (G. 1235, fol. 28).
(7) G. 1174, fol. 104 v° et 105.
(8) 1er mars 1734 (G. 1365).
(9) 17 avril 1752 (G. 1569).

trente ans devant le Parlement de Bordeaux (1). Or, l'habitude était si bien prise de ne pas s'acquitter que les formules imprimées pour assigner les tenanciers de Saint-Michel les invitent à payer les cens échus depuis 29 ans, « sauf à déduire le payé s'il y en a (2). » Et à Saint-Seurin, en 1764-1771, quand il fut procédé à la réfection du terrier du tènement général (3), sur 294 tenanciers, 15 seulement devaient 1 annuité de redevance; 35 devaient de 2 à 10 annuités; 22 de 11 à 20 annuités; 6 de 21 à 28 annuités; 216 devaient le maximum, soit 29 annuités. C'est-à-dire que, parmi ces tenanciers, 73 sur 100, près des trois quarts, avaient cessé de s'acquitter depuis très longtemps. Les obligations d'ordre pécuniaire n'étaient pas seules négligées : les tenanciers passaient de longues périodes sans reconnaître, sans *esporler*. Rien n'est plus fréquent que les mentions de biens pour lesquels l'aveu n'avait pas été rendu depuis plus d'un siècle (4). Pour les rentes féodales énumérées par le chapitre dans son dénombrement de 1684 (5), quantité avaient été reconnues avant 1600 et quelques-unes même avant 1500. On fit à Saint-Seurin, vers 1750, un « état de ceux qui sont à reconnoître dans la ville de Bordeaux, avec la date des dernières reconnoissances » (6) : sur 43 de ces reconnaissances, 14 remontent à la période 1651-1700, 17 à 1601-1650, 4 à 1551-1600, 2 à 1501-1550; combien avaient échappé aux investigations des feudistes et ne figurent pas dans cet état! Il paraît inutile de multiplier les exemples et d'accumuler les chiffres (7) : on en trouvera sans peine dans les tableaux synoptiques déjà signalés (8), où sont condensés les renseignements recueillis sur une même tenure (9).

Ce qui précède suffit, semble-t-il, à donner une idée des lois économiques et des faits particuliers d'où est résultée cette dégression subie par les revenus de la seigneurie foncière de

(1) Cf. un accord du 12 octobre 1274, pour le paiement de dix années d'arrérages (fol. 111). — La rente non seigneuriale se prescrivait par cinq ans (Lamothe frères, *Coutumes,* t. I, p. 455).

(2) XVIIIe siècle (G. 1709).

(3) G. 1172-1173.

(4) 4 octobre 1618. Esporle dans laquelle la dernière reconnaissance visée est de 1466 (G. 1167, fol. 484).

(5) G. 1107.

(6) G. 1344.

(7) Le terrier de 1764-1768 donne la date de certaines esporles antérieures à celles dont il est composé : sur 25 que j'ai relevées, 1 date de 1490, 1 de 1551-1600, 4 de 1601-1650, 7 de 1651-1700, 9 de 1701-1750, 3 de 1751-1765 (G. 1172).

(8) G. 1607.

(9) Cf. les §§ 10-12 et 14-15 des instructions placées en tête de la liève du tènement général et destinées à empêcher cette disparition des droits seigneuriaux (G. 1206, fol. 2 v°).

Saint-Seurin depuis le XIIe siècle jusqu'à la fin de l'ancien régime. Pendant les derniers siècles, les cens en argent étaient réduits à presque rien; les redevances de quotité elles-mêmes étaient tombées à un taux très faible. Lorsque, à la Révolution, les chanoines firent la déclaration de leurs revenus, ils accusèrent pour la paroisse 10,632 livres provenant du fermage des dîmes et seulement 1,479 livres produites par les agrières, cens en argent ou en vin et autres rentes « foncières et directes », à l'exception de la taillade. Des anciens revenus de seigneurie foncière, les revenus casuels, les lods et ventes avaient seuls conservé une valeur appréciable (1). Ces lods atteignaient au total un chiffre élevé, parce que le chapitre avait étendu son domaine direct à toute la paroisse; sans cette usurpation, sa seigneurie foncière aurait été à ce point diminuée qu'on aurait pu la considérer comme anéantie. Les conditions du contrat féodal n'étaient pas seulement très adoucies : dans la plupart des cas, elles étaient tombées en désuétude; le tenancier avait transformé lentement sa tenure en une propriété.

On a écrit que « le bail à cens est une vente, non un fermage ». Cette proposition ainsi présentée est erronée. Il faut distinguer entre les époques : évidemment, la diminution des redevances modifie les théories juridiques; dès l'instant que le domaine direct, au déclin de l'ancien régime, se traduisait en fait par de si minces avantages, il ne pouvait guère conserver d'importance en droit. Au XVIIIe siècle, la tenure censuelle était une véritable propriété, grevée de charges au profit du seigneur. Mais ce qui est vrai pour tous les siècles, c'est que, en droit, le bail à cens comportait presque pour le preneur les avantages de la propriété, et, en fait, le tenancier changeait très souvent cette concession conditionnelle et partielle en une aliénation absolue et totale.

II. — Nous allons examiner pour quelles raisons les redevances de quotité ont fait place aux cens.

Pour certaines censives, immeubles bâtis, landes, forêts, etc. (2), de même que pour les fonds éloignés de Bordeaux, le paiement des cens en numéraire s'imposait. Pour les cultures sises dans la banlieue, le cens en numéraire était, à taux égal, beaucoup plus avantageux que le cens en nature, et celui-ci l'emportait à son

(1) Cf. 7 août 1778 (G. 1020).

(2) Mai 1419. Reconnaissances pour des biens à Mérignac : les vignes et champs doivent l'agrière; les bois et *jaugars,* un cens en argent (G. 1157, fol. 33 v°-39 v°). — 4 juin 1784. Conversion en un cens de l'agrière due pour une vigne où l'on va bâtir (G. 1022).

tour sur les agrières : le chapitre constatait en 1778 que les vignes grevées d'une agrière ou d'une rente en vin trouvaient difficilement acquéreur (1). On tendait, en conséquence, à remplacer les agrières par des cens en nature, et ceux-ci comme celles-là par des cens en argent. Les livres de levée des agrières permettent de constater fréquemment, aux environs de l'an 1600, des *compositions* intervenues entre le collecteur et le tenancier; en 1608, on tombait d'accord de racheter la dîme d'une vigne moyennant « trois brocqz de vin du creu de lad. vigne, pourté et randeu au treulh », au pressoir du chapitre (2). Cette combinaison dispensait le tenancier de la surveillance des gardes, dont il sera parlé plus loin; mais il n'en était pas moins tenu, en général, de prévenir le chapitre, qui faisait suivre certains travaux de vinification, de lui soumettre le vin, enfin de transporter celui-ci (3), toutes clauses fort importunes et qui ne laissaient pas d'être onéreuses.

Les tenures subissaient de ce fait une dépréciation sensible : en 1774, on procédait à l'estimation de biens grevés d'une agrière au quart. « Par conséquent, dit le document, ils ont été estimés le 1/3 moins des autres vignes (4). » Il n'est donc pas surprenant qu'une modification incessante ait fait disparaître et les agrières et les cens en nature.

Quand le tenancier avait coupé et engerbé le blé et qu'il était sur le point de l'enlever, quand il allait cueillir le raisin, il était astreint à demander permission et garde (5), *loc* (6) *et garda*. Le garde était chargé d'*agreyrer*, c'est-à-dire de percevoir l'agrière (7), et quand il s'agissait d'emblavures, il prenait le nom d'*agreyrador* (8). Certains seigneurs exigeaient qu'on les prévînt un certain temps à l'avance, huit jours par exemple (9). Le chapitre n'a jamais, que je sache, formulé d'exigences pareilles; mais il défendait énergique-

(1) 7 et 14 août 1778 (G. 1020).

(2) G. 1186, fol. 357.

(3) 4 avril 1435 (G. 1159, fol. 35). — 25 septembre 1467 (G. 1132). — 25 mai 1610 (G. 1166, fol. 29). — 10 septembre 1750 (G. 1169, fol. 54).

(4) G. 1330.

(5) 9 décembre 1510 (G. 1162, fol. 132 v°). — 26 novembre 1515 (G. 1162, fol. 224 v°). — Lamothe frères, *Coutumes*, t. I, p. 453.

(6) *Loc* signifiait délégation de pouvoir et, par suite, permission (fol. 96, 124 v°, 159 v°).

(7) 11 avril 1407. « Agreyrar lo blat » (G. 1315). — 1er août 1532. « Agrérer les bledz » (G. 1132). — On dit aussi *agreyrer* une vigne (G. 1186, *passim*).

(8) 8 février 1417 (n. s.) (G. 1156, fol. 97). — Cf. Lamothe frères, *op. cit.*, t. I, p. 453, n. 5.

(9) 26 novembre 1431 (G. 1158, fol. 103 v°).

ment le principe (1), et il lui arriva de poursuivre des tenanciers coupables d'avoir choisi eux-mêmes leurs gardes (2).

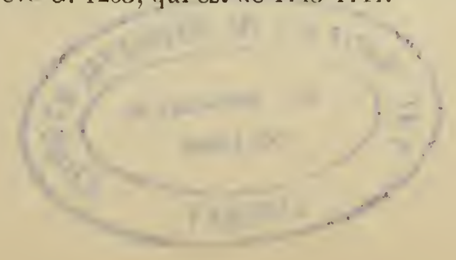
Presque toute la population valide était occupée au moment des vendanges; les gardes étaient pris quelquefois parmi les artisans ou les *praticiens* (3). Au XVIIIe siècle, c'étaient souvent des femmes (4). En 1744, sur 58 fiches de gardes, 34 furent confiées à des femmes (5).

Ces fiches ou *billets* étaient remis au garde pour lui faire connaître la tenure, le tenancier et le taux de la redevance; on y inscrivait ensuite la quantité de fruits que le garde avait reçue (6).

Le garde pouvait pénétrer dans le fonds pour se rendre compte du produit total de la récolte (7). Quelques titres spécifient que les vendangeurs devront, après la cueillette, placer les paniers pleins à un bout de la vigne, et que le garde aura le choix (8). En 1771, le chapitre, fixant les conditions auxquelles seraient acensées les landes de Queyret, régla que le garde aurait à « choisir et agréer » le douzième (9). Toutefois, l'usage variait suivant les titres et les lieux, et le garde n'était pas toujours admis à choisir (10).

Le salaire du garde, d'ordinaire à la charge du tenancier, comprenait pour chaque jour la nourriture et une menue somme d'argent (11). Le salaire en argent s'appelait *garderie* et le chiffre en était très souvent de 2 deniers (12). A partir du XVe siècle, ce droit de 2 deniers prit le nom de *terrage*, et la *garderie* fut généralement un peu plus élevée (13) : le chiffre habituel était de 6 liards. « A laquelle garde sera teneu bailler à disner chescun jour qu'il vacquera à la récolte desd. fruictz et païer six liardz de garderie et deux deniers de terraige (14). » Les seigneurs fonciers stipulaient

(1) 10 septembre 1663 (G. 1120).
(2) 1502 (G. 1162, fol. 26 v° et 28).
(3) 1618 (G. 1187).
(4) 1760 (G. 1261).
(5) G. 1203.
(6) 17 août-25 septembre 1716 (G. 1012). — 1760 (G. 1261).
(7) 1743. Attestation de six avocats publiée par Lamothe frères (*Coutumes*, t. I, p. 452-453).
(8) 31 octobre 1547 (G. 1180, fol. 36). — 30 août 1567 (G. 1299).
(9) 18 janvier 1771 (G. 1019).
(10) 1743. Consultation visée ci-dessus, note 7.
(11) *Ibid.*
(12) 12 octobre 1274 (fol. 111). — Terriers du XVe siècle (G. 1156 et suiv.).
(13) 6 décembre 1474 (G. 1161, fol. 138). — 30 novembre 1612. *Garderie* de 7 s. 6 d. (G. 1167, fol. 125). — C'est le chiffre le plus élevé que je crois avoir noté.
(14) 27 août 1610 (G. 1292). — Octobre 1537. 2 deniers de *terrage,* 6 liards de *garderie* et dîner, « comme est de bonne coustume » (G. 1164, fol. 71). — Les conditions sont les mêmes dans la liève G. 1203, qui est de 1743-1744.

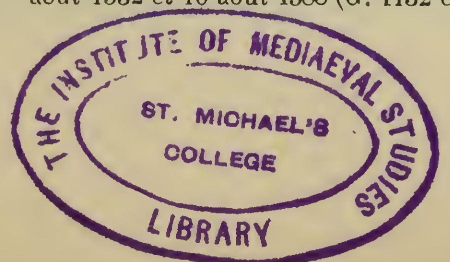


que le garde serait bien traité, qu'on lui donnerait à « disner honestement » ([1]), « bien et honnêtement » ([2]), qu'on le nourrirait « honestement... comme les vandangeurs » ([3]) ou comme le tenancier lui-même ([4]). Leur prévoyance allait jusqu'à détailler le menu du repas : par exemple, pain, vin, œufs et fromage ([5]), ou encore : bon pain blanc, bon vin clair et suffisant, bonne viande de bœuf et de chevreau deux fois le jour ([6]). Le garde avait ordinairement l'option entre le repas et une somme d'argent : 1 sou ([7]), 2 sous et demi, ce qui est le chiffre indiqué dans presque toutes les reconnaissances des terriers du xve siècle, 5 sous ([8]), etc.

Enfin, contrairement aux rentes non seigneuriales, l'agrière était de droit *portable* ([9]), c'est-à-dire livrable sur un point désigné par le bail à ferme, presque toujours à l'aire du chapitre pour les blés, au pressoir pour les raisins. Ou bien le seigneur se réservait d'indiquer chaque fois où il voulait que la livraison fût effectuée, mais dans des limites déterminées ([10]).

III. — La recherche du taux des redevances est un problème complexe. Le taux est une proportion entre la valeur de la redevance et une seconde valeur. Cette seconde valeur n'est pas la propriété totale ou *dominium :* quand un immeuble est assujetti à des redevances seigneuriales, la propriété de cet immeuble est décomposée en domaine direct et en domaine utile. Nous savons déjà que le rapport entre ces deux démembrements varie dans la plus large mesure, suivant les circonstances du bail à cens; nous avons vu que soit le domaine direct, soit le domaine utile, peuvent avoir été à peu près complètement payés en une somme d'argent une fois versée. En outre, la part des fruits prélevée par le seigneur représente la rente du domaine direct; mais la part des fruits retenue par le tenancier ne représente pas seulement la rente du

([1]) 31 octobre 1547 (G. 1180, fol. 36). — 13 septembre 1611 (G. 1167, fol. 37 v°).
([2]) 18 janvier 1771 (G. 1019).
([3]) 2 septembre 1619 (G. 1339).
([4]) 24 janvier 1506 (n. s.) (G. 1733, fol. 269 v°-270).
([5]) 1419-1433 (G. 1157, fol. 33 v°-39 v° et 75 v°, et G. 1159, fol. 1).
([6]) 1er mars 1438 (n. s.) (G. 1140). — 25 septembre 1467 (G. 1132).
([7]) 1419-1433. (Voir ci-dessus, note 5.)
([8]) 3 avril 1452 (G. 1161, fol. 200).
([9]) Lamothe frères, *Coutumes,* t. I, p. 455. — Cf. 12 octobre 1274 (fol. 111). — 8 février 1417 (n. s.) (G. 1156, fol. 97). — 3 septembre 1459 (G. 1161, fol. 130). — 23 septembre 1538 (G. 1164, fol. 85 v°). — Quelquefois l'agrière était livrable au bout de la parcelle ou sur le chemin (6 février 1554 (n. s.), G. 2210; G. 1819, fol. 24 v°).
([10]) 1er août 1532 et 10 août 1588 (G. 1132 et G. 1293). — 1684 (G. 1107, fol. 27).



domaine utile, elle représente aussi les frais d'exploitation; c'est une nouvelle raison pour laquelle les actes réduisent parfois à presque rien la valeur en capital du domaine utile. Tel bien qui était chargé d'un cens de 40 sous était vendu 50 sous par le censitaire (1) : c'est que la production totale de ce bien devait être absorbée par les frais de culture et par les redevances, de sorte qu'il ne restait à peu près rien pour le profit du tenancier.

On voit par là combien sont trompeurs les calculs ayant pour but de déterminer la valeur de l'hectare de terre dans l'ancienne France : pour que les chiffres fussent exacts, il faudrait préalablement indiquer, pour chaque vente, s'il s'agit d'un alleu ou d'une censive, et, dans ce dernier cas, il faudrait spécifier si l'objet de la vente est le domaine utile ou le domaine direct, et quelle est la proportion de ce domaine avec la valeur totale de la propriété. Dans la pratique, ces recherches sont presque toujours impossibles.

Le taux des cens dus pour les immeubles bâtis est minime : le seigneur pouvait n'avoir concédé que l'emplacement; son droit s'étendait ensuite aux maisons qui étaient élevées sur cet emplacement et dont l'entretien et la reconstruction incombaient au tenancier. De plus, le prix des propriétés urbaines s'est élevé beaucoup plus que le prix des cultures. Il est vrai que dans les derniers temps les lods et ventes seuls conservaient quelque valeur, et, comme le chiffre des lods croissait avec le prix de l'immeuble, le sort des seigneurs fonciers d'immeubles bâtis était, quoi qu'on puisse dire, privilégié.

Voici quelques observations dont il est utile d'accompagner les chiffres groupés pour donner une idée de la quotité habituelle des agrières. L'agrière était parfois exigée concurremment avec un cens : dans ce cas, j'ai tenu pour nul le renseignement. Au contraire, lorsque le seigneur foncier était aussi décimateur, il arrivait que la quotité exprimée comprenait à la fois l'agrière et la dîme : on disait alors que le tenancier payait telle fraction déterminée *pour dîme et pour tout* (2).

Quelques baux à cens stipulent que la quotité d'agrière variera pour une même terre suivant la culture : si la vigne était fumée, la récolte était plus abondante, et le seigneur ne prélevait, par

(1) 9 août 1428 (G. 1158, fol. 37).

(2) 18 janvier 1389 (n. s.). Vente d'une terre grevée d'une redevance d'un cinquième « per deyma e per agreyra e per tot » (G. 1295).

exemple, que le sixième au lieu du cinquième (1). Les contrats féodaux du Bordelais encourageaient la fumure, à l'inverse des règlements de certains pays, qui l'interdisaient (2).

Le taux de l'agrière pouvait être différent, suivant la nature des récoltes : on ne la payait pas sur le même pied pour les productions accessoires, latte, osier, etc., et pour les grains ou le raisin (3). C'est surtout entre le raisin et le blé que les actes établissent des distinctions de ce genre. Il n'existait pas de règle fixe, et la vigne était parfois favorisée; mais il m'a paru que c'était une exception et qu'en général elle était soumise à une agrière de proportion plus élevée (4).

Peut-être pourrait-on séparer utilement les conditions insérées dans les baux à cens et celles qui sont rappelées dans les reconnaissances : les reconnaissances reproduisent les clauses de contrats qui sont parfois de date beaucoup plus ancienne; les baux donnent plus exactement les conditions en usage au moment où ils sont conclus. Néanmoins, dans la pratique, il est permis de croire que la plupart des biens-fonds étaient soumis à une même agrière, bien que le taux stipulé par les contrats fût différent : sur les livres des collecteurs pour 1744 et 1760 (5), les agrières que j'ai relevées sont au cinquième. En 1674, le chapitre, dans son dénombrement, ne déclare que des agrières à ce taux (6).

Il y avait donc, à chaque époque, un taux communément adopté. La redevance à ce taux était appelée absolument *agrière*. Le cartulaire de Saint-Seurin mentionne diverses terres qui paient l'agrière, sans autre indication de quotité (7); il oppose l'agrière au tiers (8).

(1) C'est le taux indiqué dans des reconnaissances des 17 janvier 1317 (n. s.) et 30 mai 1376, gardées dans le fonds de La Sauve et aux Archives municipales. Une autre charte de La Sauve, du 26 janvier 1368, spécifie que la redevance sera d'un sixième quand la vigne sera fumée. Je n'ai pas relevé de dispositions pareilles dans le fonds de Saint-Seurin.

(2) Municipalité de Condom (*Musée des Archives départementales,* p. 263). — Municipalité de Rabastens (Tarn) (Rossignol, *Étude sur les institutions seigneuriales et communales de l'arrondissement de Gaillac,* p. 109.) — 1748. Languedoc (Bloch, *Revue des Pyrénées,* 1895, p. 601).

(3) 31 mars 1416. Reconnaissance pour une vigne : il est dû un cinquième du blé, du vin, des fèves, des pois, un quart « deu pau, deu vime, de la lata et deu carrasson » (G. 1156, fol. 70 v°).

(4) 9 mai 1415. Blé : 1/5e; raisin : 1/4 (G. 1096). — 1414-1418. *Idem* (G. 1156). — 11 décembre 1419. *Idem* (G. 1157, fol. 44 v°). — 1429-1433. *Idem* (G. 1158). — 20 décembre 1456. Blé : 1/6e; raisin : 1/5e (G. 1160, fol. 117 v°). — 23 septembre 1538. Blé : 1/6e; raisin : 1/7e (G. 1164, fol. 85 v°).

(5) G. 1203 et G. 1261.

(6) G. 1107, fol. 25 et *passim.*

(7) Fol. 21 v°, 22 v°, 23, etc.

(8) Fol. 36 v°.

La criée déjà mentionnée du 12 septembre 1356 nous apprend que les redevances de quotité à Caudéran, au Bouscat et à Villeneuve étaient d'un tiers, un quart ou un cinquième. Ces proportions et le sixième sont encore énumérées au début du xve siècle dans un procès dont le dossier nous a été partiellement conservé (1). Toutefois, aux xive et xve siècles, le quart domine. En 1618, furent passées toute une série de reconnaissances dans lesquelles l'agrière est au quint (2). C'est le taux courant dans les terriers des xviie et xviiie siècles. Enfin, en 1771, le chapitre fixa au douzième l'agrière à percevoir sur une lande qu'il voulait concéder pour la faire défricher (3).

Le rapport entre le domaine utile et le cens en numéraire variait, nous l'avons vu, avec la valeur du cens : celle-ci restait nominalement la même, mais en réalité elle baissait rapidement. Quant au rapport entre le domaine direct et le cens, je ne le connais guère pour les xviie et xviiie siècles, parce que cette période nous a laissé bien peu de ventes dont l'objet fût le domaine direct; mais nous avons des renseignements pour les époques antérieures, parce que jusqu'au xvie siècle le domaine direct était une valeur souvent négociée. De ces renseignements il résulte que le rapport entre le cens et le domaine direct était à peu près constant et, dans tous les cas, à l'abri d'écarts considérables. C'est là un phénomène assez singulier. Nous savons que le domaine direct est le total de deux valeurs, redevances annuelles et redevances casuelles, ou lods et ventes; nous avons vu également que l'une des deux valeurs, celle des revenus annuels, diminuait peu à peu, tandis que les revenus casuels entraient dans le total des redevances pour une part de plus en plus grande (4). Et cependant, dans l'évaluation de la seigneurie foncière, pour toute la période à laquelle il m'a été loisible d'étudier la question, le rapport ne change pas entre le capital représentatif de cette seigneurie et le cens. Soit que les lods fussent trop aléatoires, soit pour tout autre motif, ils n'entraient pas en ligne de compte dans l'estimation du domaine direct.

(1) G. 1116.

(2) G. 1187. — Au xive et au xve siècle, les censives relevant de la confrérie du Saint-Esprit sont souvent grevées d'une redevance du cinquième ou de cinq sous (G. 1593).

(3) 18 janvier 1771 (G. 1019).

(4) Cette loi n'échappait pas aux contemporains : tel d'entre eux, tenancier d'une maison qui menaçait ruine, venait trouver le seigneur foncier et le mettait dans l'alternative suivante : ou reprendre la maison ou abaisser le cens; dans ce dernier cas, le tenancier reconstruirait la maison, « tellement qu'elle seroit de plus grosse valeur et redonderoit au profit » du seigneur. Celui-ci consentit à la remise (12 février 1534 (n. s.), G. 1734, fol. 105).

Soit un bourgeois de Bordeaux, de 1530 environ, à court d'argent, qui tenait en fief des bénéficiers de Saint-Michel une maison moyennant un cens annuel de 5 sous : supposons qu'il fît à ces bénéficiers un emprunt de 10 livres gagé par un accroissement de cens sur sa maison; supposons encore que, cette somme étant devenue insuffisante, il empruntât de nouveau 10 livres, en constituant un cens sur une autre maison, allodiale celle-ci. Pour la première maison, les lods étaient dus après comme avant, ni plus forts ni plus faibles; pour la seconde maison, au contraire, l'établissement du cens grevait l'immeuble du paiement éventuel des lods. Or, le taux était le même dans les deux cas : un sou de cens se payait en général 1 livre ou 1 franc, soit 25 sous. Je n'ai pas observé que la proportion fût différente quand il s'agit de la vente d'un cens depuis longtemps fixé et conséquemment très affaibli.

RAPPORT DU CENS AVEC LE DOMAINE UTILE

DATES	IMMEUBLES		
	bâtis.	mêlés.	non bâtis.
21 août 1251	1/866	—	—
14 janvier 1261	1/7000	—	—
18 octobre 1272	—	—	1/39
4 mai 1278	1/727	—	—
1 janvier 1280	—	—	1/22
30 mars 1291	—	1/90	—
9 février 1293	—	—	1/20
8 mai 1297	1/128	—	—
24 décembre 1301	—	—	1/24
24 août 1306	1/4800	—	—
22 mars 1316	—	—	1/40
5 mars 1318	—	—	1/7680
17 avril 1319	1/140 (1)	—	—
28 novembre 1323	1/80 (1)	—	—
15 juillet 1331	—	—	1/100
22 janvier 1337	—	—	1/8
31 janvier 1341	1/320	—	—
19 février 1347	—	—	1/440
25 septembre 1359	—	—	1/80
19 novembre 1359	—	—	1/81
30 décembre 1359	—	—	1/2880
11 novembre 1360	—	—	1/10
10 avril 1363	—	—	1/6
3 novembre 1365	—	—	1/15
2 février 1366	—	—	1/30
24 février 1366	—	—	1/81
10 décembre 1367	—	—	1/800
20 mai 1370	—	—	1/500
11 février 1376	1/750	—	—
24 février 1382	—	—	1/26
25 août 1382	—	—	1/137
3 février 1387	—	—	1/33
23 février 1394	—	—	1/360
28 février 1401	—	—	1/10
28 mars 1401	—	—	1/416

(1) Emplacements.

DATES	IMMEUBLES		
	bâtis.	mêlés.	non bâtis.
19 janvier 1408...........	—	—	1/100
13 janvier 1411...........	—	—	1/20
25 novembre 1411........	—	—	1/72
26 janvier 1412...........	—	—	1/32
17 juillet 1414............	—	—	1/120
25 février 1415...........	—	—	1/75
22 novembre 1417........	—	—	1/6
1414-1418...............	—	—	—
—	1/137	—	—
—	1/160	—	—
—	—	—	1/50
—	—	—	1/20
—	1/458	—	—
—	1/102	—	—
—	1/1110	—	—
—	1/800	—	—
—	—	—	1/33
—	—	1/120	—
—	—	—	1/75
—	1/55	—	—
—	—	—	1/115
—	1/133	—	—
—	—	—	1/125
—	1/25	—	—
—	1/210	—	—
—	1/2475	—	—
—	—	—	1/28
—	—	—	1/20
—	1/320	—	—
—	—	—	1/400
—	—	—	1/150
—	—	—	1/90
—	—	—	1/25
—	—	—	1/30
—	—	—	1/60
—	—	—	1/6
—	—	—	1/20
—	—	—	1/400
—	—	—	1/39
—	1/160	—	—

DATES	IMMEUBLES bâtis.	IMMEUBLES mêlés.	IMMEUBLES non bâtis.
1414-1418 *(suite)*........	—	—	1/60
—	—	—	1/15
—	—	—	1/23
—	—	—	1/480
—	—	—	1/14
—	—	—	1/22
—	1/160	—	—
—	—	—	1/33
—	1/200	—	—
—	—	—	1/68
—	—	—	1/19
—	—	—	1/160
—	1/150	—	—
—	1/400	—	—
—	—	—	1/220
—	—	—	1/14
—	—	—	1/18
—	1/1428	—	—
—	1/53	—	—
—	1/500	—	—
—	—	—	1/16
—	1/3728	—	—
—	—	—	1/900
—	1/400	—	—
—	—	—	1/30
—	—	—	1/66
—	—	—	1/288
—	—	—	1/10
—	—	—	1/37
—	—	—	1/176
—	—	—	1/155
—	—	—	1/225
—	—	—	—
—	1/1000	—	—
—	1/171	—	1/76
—	—	—	—
—	1/157	—	—
—	—	—	1/656
—	—	—	1/20
—	1/464	—	—

DATES	IMMEUBLES		
	bâtis.	mêlés.	non bâtis.
1414-1418 *(suite)*........	1/4800	—	—
—	—	—	1/57
—	—	—	1/300
—	—	—	1/250
—	1/15240	—	—
—	1/3	—	—
—	1/213	—	—
—	1/25	—	—
—	1/500	—	—
—	1/305 (1)	—	—
—	1/528	—	—
—	—	—	1/50
—	—	—	1/2500
16 novembre 1422........	—	—	1/75
30 janvier 1424...........	—	—	1/220
31 janvier 1424...........	—	—	1/213
27 mars 1425.............	—	—	1/100
10 septembre 1425........	—	—	1/50
6 février 1426...........	—	—	1/5
6 février 1428...........	—	—	1/35
10 février 1428...........	—	—	1/3150
9 août 1428.............	—	4/5	—
31 décembre 1428.........	—	—	1/140
20 mai 1429..............	—	—	1/60
22 août 1429.............	—	—	1/30
13 novembre 1430........	—	—	1/45
13 novembre 1433........	—	—	1/184
1429-1433...............	—	—	—
—	1/1610	—	—
—	1/133	—	—
—	1/133	—	—
—	—	—	1/500
—	1/4320	—	—
—	1/16000	—	—
—	—	—	1/175
—	—	1/53	—
—	—	—	1/355
—	—	—	1/60

(1) Emplacement.

DATES	IMMEUBLES		
	bâtis.	mêlés.	non bâtis.
1429-1433 *(suite)*........	—	—	1/30
—	1/4000 (1)	—	—
—	—	—	1/100
—	—	—	1/51
—	—	—	1/50
—	—	—	1/318
—	1/4500	—	—
—	—	—	1/20
—	—	—	1/333
—	—	—	1/205
—	—	—	1/60
—	—	—	1/125
—	—	—	1/35
—	—	—	1/40
—	1/500 (1)	—	—
—	—	—	1/57
—	1/100	—	—
—	1/120	—	—
—	1/87	—	—
—	1/288	—	—
—	1/19200	—	—
—	—	—	1/30
—	1/90	—	—
—	—	—	1/57
—	—	—	1/300
—	—	—	1/79
—	1/66 (1)	—	—
1 avril 1434.............	—	—	1/70
5 septembre 1435........	—	—	1/75
20 février 1436...........	—	—	1/120
16 novembre 1436........	—	—	1/75
1433-1440...............	—	—	1/124
—	—	—	1/500
—	1/1142	—	—
—	—	—	1/100
—	—	—	1/160
—	—	—	1/40
—	1/166	—	—

(1) Emplacements.

DATES	IMMEUBLES		
	bâtis.	mêlés.	non bâtis.
1433-1440 *(suite)*........	1/222	—	—
—	—	—	1/75
—	—	—	1/75
—	1/700	—	—
—	1/505	—	—
—	1/200 (1)	—	—
—	—	—	1/615
—	1/100	—	—
—	1/184	—	—
—	1/1000	—	—
—	—	—	1/3600
—	—	—	1/210
—	—	—	1/2000
—	1/204 (1)	—	—
—	1/27	—	—
—	1/20 (1)	—	—
—	—	—	1/166
—	—	—	1/75
—	—	—	1/150
—	1/160	—	—
—	—	—	1/100
—	—	—	1/53
—	—	—	1/133
—	—	—	1/300
—	—	—	1/1500
—	—	—	1/3000
—	—	—	1/80
—	—	—	1/200
—	1/100	—	—
—	—	—	1/56
—	—	—	1/46
—	1/61	—	—
—	—	—	1/240
—	—	—	1/40
—	1/66	—	—
—	—	—	1/156
—	1/464	—	—
—	1/340	—	—
	(1) Emplacements.		

SANCTII COMITIS
LIBER PARVUS

I. — Formule du serment des bénéficiers.

XIVe siècle.

[*fol. 4*] Noverint universi presentes ac posteri quod in ista ecclesia observatum est ab antiquo et est perpetuo observandum quod cappellani beneffíciati in ecclesia Sancti-Severini Burdegal. qui voluerint gaudere privilegiis ecclesie et recipere partem adnniversariorum et distribucionum, secundum quod est consuetum dare servitoribus ecclesie predicte, in novitate sua, antequam recipiantur et alias quosciens opus erit jurent ad sancta Dei Evangelia corporaliter tacta, prout sequitur in hunc modum :

Primo, quod ipsi erunt fideles ecclesie et dominis decano et capitulo singularibusque personis de capitulo, et deservient fideliter nocte et die ecclesie predicte et cappellaniis suis in eadem ecclesia institutis, facientque continuam et personalem residenciam in salvitate predicte ecclesie, juxta voluntatem et ordinationem condentium sive instituentium cappellanias predictas, et alias, prout tenentur et sunt astricti de jure, utilitatem predictorum dominorum et ecclesie sue predicte procurabunt; dampnum vero evitabunt; consilium quod eis aut per se aut per litteras aut per nuncium maniffestabunt ad eorum dampnum nulli pandent seu revelabunt; mandatis pred[ictorum] dominorum de capitulo licitis et honestis hobedientes erunt; statuta et eorum ordinaciones, consuetudines et usus dicte sue ecclesie, prout eos concernet, pro posse servabunt; bona suarum cappellaniarum non alienabunt alienarive seu deper[d]iri non permittent; ymo, si que sint alienata seu

deperdita, ipsa ad jus et proprietatem dictarum cappellaniarum suarum pro viribus revocabunt. Sic eos adjuvet Deus et hec sancta Dei Evangelia corporaliter tacta.

II. — Concession d'une pension de 30 livres à Guillaume Gaucelme, archiprêtre de Moulis, official.

7 janvier 1325 (n. s.)

[*fol.* 7] Sequitur copia littere sigillate sigillo capituli nostri, concesse domino Willelmo Gaucelmi, legum proffessori ac archipresbytero de Molinis et officiali Burdegal., de annua pentione viginti quinque librarum, concessa in crastinum Epiphanie Domini.

Universis presentes litteras inspecturis, decanus et capitulum ecclesie Sancti-Severini Burdegal., salutem et fidem perpetuam presentibus adibere. Attendentes merita et providenciam circumspectam discreti viri domini Willelmi Gaucelmi, legum proffessoris et archipresbyteri de Molinis, necnon et grata servicia per ipsum nobis et nostre ecclesie hactenus inpensa ac in futurum inpendenda, eidem viginti quinque libras burdegalensium annue pentionis pro patrocinio tenore presentium concedimus et donamus, exsolvendas eidem anno quolibet in crastinum sancti Severini, de fructibus et redditibus supradicte nostre ecclesie, quandiu patrocinium suum prestiterit nobis et nostre ecclesie antedicte. In cujus rei testimonium sigillum nostrum commune presentibus duximus apponendum. Datum in nostro capitulo generali, in crastinum Epiphanie Domini, anno Domini M° CCC° XXIIII°.

III. — Démission de Gaillard de Lacaze, ouvrier de Saint-Seurin.

Janvier 1325 (n. s.).

Sequitur copia littere renunciationis facte per dominum G. de Lacasa de opere hujus ecclesie.

Universis presentes litteras inspecturis decanus et capitulum Sancti-Severini Burdegal., salutem et fidem perpetuam presentibus adibere. Noveritis quod nos recognoscimus et in veritate confitemur quod discretus vir magister Guailhardus de Lacasa, noster concanonicus et operarius nostre supradicte ecclesie, de omnibus fructibus dicti operis et pertinentiarum suarum de toto tempore quod dictum opus tenuerat usque ad datam presentium nobis bonam rationem reddiderat et legalem et nobis satisfecerat de omnibus in quibus ratione dicti operis tenebatur. Quare nos ipsum, bona sua et heredes suos et bona eorumdem ratione omnium perceptorum de dicto opere perpetuo absolvimus et quitamus. Ipse vero magister G., in nostro generali capitulo resignavit dictum opus et [renunciavit] omni juri sibi competenti vel competituro occasione donationis sibi facte de dicto opere nobis decano et capitulo memoratis. In cujus rei testimonium sigillum nostrum commune presentibus duximus apponendum. Datum et actum in nostro capitulo generali Epiphanie Domini, anno ejusdem M° CCC° XXIIII°.

IV. — Inventaire d'objets du culte.

28 octobre 1294.

[*fol. 7 v°*] Die (1) jovis, in festo apostolorum Symonis et Jude, anno Domini M° CC° nonagesimo quarto, inventa fuerunt hec ...., presentibus magistris Marsilio de Insula, Gualhardo de Sanctis, Geraldo .... Boneti, canonicis, Petro ..... Castanetz, presbiteris :
Scilicet III calices, unus magnus cum tribus monilibus et tribus anulis aureis et duo calices communes; .... et duo anuli cum lapidibus; duo bacini argentei; I crus de auro; II de argento; IIII canete argentee; .... argenteus deauratus, quem habet capella Sepulcri;

(1) *Cet inventaire est écrit sur une pièce qui a été cousue en haut du feuillet.*

I calix sacristie argenteus, quem habet Arnaldus de Larrivet pro ....; due pixides eburnee; I pecten eburneus; I turribulum argenteum et II in sacristia; panni de sy[ndone] .... auro, XLVI; IIII albi; IIII de luca et VIII de purpura tenui; III capsule de baudegrin; I statu[a Virgi]nis eburnea et XVII pecie eburnee in quadam pixide; I capsula braudata; I de samino rubeo; I de [ami]no Ynde cum alba; I de dyapre albo, cum tota capellania guarnita; I de baudegrin albo cum tota cap[ellania guar]nita; VII albe parate cum amictis, stolis et manipulis; I capsula alba de bogaran; II roqueti de [sami]no rubeo; II roqueti de syndone rubea; II roqueti de syndone viridi; II roqueti desyndone alba; ... [ro]queti de diversis coloribus; II roqueti de baudegrin; III albe minores parate; VI pulvinaria de ....; XI cape braudate; XIIII de samino diversi coloris; XI de baudegrin; XL de purpura; tres libri d...................tati. Et postea obvenerunt V purpure et duo baudegrin et I pannus de auro et serico, de quibus expendit ....
II pannos sericos et I purpuram in sedilibus altaris.

V. — Visite à Saint-Seurin par le Prince Noir, qui prend ses armes sur l'autel avant d'entrer en campagne.

16 septembre 1355.

Anno Domini M° CCC° quinquagesimo quinto, videlicet die decima sexta mensis septembris, dominus Ewardus, princeps Galliarum, filius primogenitus domini nostri regis Anglie, intravit villam Burdegal. cum magno exercitu comitum et baronum de Anglia et, cum ibidem per paucos dies moram traxisset velletque ire versus inimicos domini nostri regis Anglie qui terram suam ducatus detinebant, et beatus Amandus, qui fuit comes et archiepiscopus Burdegalensis, fecisset, divina jubente voce angelica, legem quod quicumque esset comes Burdegalensis et vellet arripere iter suum contra inimicos haberet assumere arma de supra altare sancti Severini videlicet

gladium, enssem et vexillum et sic haberet victoriam in omni prelio contra quoscumque inimicos; quare, attento tenore privilegii infrascripti per beatum Amandum ecclesie Sancti-Severini concessi, decanus et canonici dicte ecclesie Sancti-Severini ad dictum dominum principem accesserunt, dictum privilegium intimentes et explicantes, prout jacet in forma infrascripta. Quibus hoc dictis et attentis, dictus dominus noster princeps, tanquam filius hobediencie, volens legem beati Amandi observare, ma[n]davit decano ac canonicis dicte ecclesie Sancti-Severini quod se pararent ad celebrandum missam solempnem et, in ejus presencia missa celebrata, idem dominus princeps, habens pre occulis beatum Amandum et beatum Severinum, de supra altari enssem suum, gladium et vexillum humiliter assumpssit, et devote deinde visitavit limina sanctorum Amandi et Severini. Quibus sic actis, injunxit decano ac canonicis quod ipsum vellent habere recomandatum in suis missis et oracionibus, necnon mandavit officialibus suis quod censum debitum, prout in dicto privilegio plenius continetur, integre persolvant. Et in predictis presentes fuerunt domini comites de Yervic, de Meinafort, de Sent-Folc, cum pluribus aliis baronibus et militibus de Anglia, dominis Johanne de Greyli, de Montefferrando, cum pluribus aliis de Vasconia, Johanne de Canestrona, senescallo Burdegal., Amanevo, Burdegal. archiepiscopo.

VI. — Avertissement du compilateur.

1160 environ-1182.

[*fol. 8*] Quoniam vita hominum brevis est labilisque memoria patrum, ideo decrevit antiquitas res gestas scripti memorię comendare, ne cum suis simul auctoribus earum periret noticia vel in eisdem, sicut sepius fieri solet, posset oriri controversia. Hoc nimirum intuitu antecessores nostri canonici ecclesię Sancti-Severini ipsius jura ecclesię, possessiones earumque donationes, lites et controversias earumque

diffinitiones ac cetera quęcumque memoria digna ab eisdem fiebant litteris, suis quique temporibus, attentius mandabant, nobis non inutile relinquentes exemplum. Sed, quoniam singula propriis annotabant cartulis et eas diversis passim servabant armariolis, ex eis plurime sive per fraudem sive per negligentiam, non sine maximo detrimento ecclesię subtracte sunt. Accidebat preterea quod propter earum multiplicem revolutionem, cum aliquid forte querendum occurrebat, tedio legentes plerumque afficiebantur. Quapropter ego Rufatus, ejusdem ecclesię canonicus et sacrista, comuni utilitati inserviens, universas ecclesię cartulas quas potui colligere, omnium consilio canonicorum sub uno redigere volumine sollicite curavi, ut et scriptorum, si qua in posterum casu aliquo defecerint, ibidem subpleatur defectus, et cum ex eis aliquod necessario videndum fuerit sine dificultate repperiatur. Ex quibus primo scribendum censui qua dignitate ipsa ecclesia a sanctissimo Amando quondam dotata fuerit, quidve juris quamque reverentiam comes Gasconię eidem debeat exibere, quatenus qui audierint ad eam si fieri potest restituendam omnimodis animentur, vel ad eam saltim quam pro tempore invenerint conservandam studiosius elaborent.

VII. — **Obligations des comtes de Bordeaux envers Saint-Seurin.**

[*fol. 8 v°*] In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Notum esse omnibus Christianis volumus quid consuetudinis habeat iste locus ex illo tempore quo sanctus Severinus angelica admonitione ad has partes venit et hic apud istum locum in Christo quiescere voluit. Nam quicumque destruere volunt quod sancti ordinaverunt magnum suę animę faciunt periculum, quia semetipsos perdunt hic et in futurum. Quare omnis fidelis christianus et quicumque timorem Dei habent hanc legem firmiter teneant ut nunquam consentiant ab ullo homine illam destrui consuetudinem quę imposita est per

sanctorum et ceterorum Dei fidelium auctoritatem. Sanctus igitur Amandus illo tempore comes et archiepiscopus Burdegale fuit quando sanctus Severinus advenit; sed, angelo jubente, utrumque et archiepiscopatum et comitatum sancto tradidit Severino ut sub illius esset dominio. Post sancti Severini ergo transitum, quem sanctus Amandus ipsius peticione apud hunc sepelivit locum, ob reverentiam sanctissimi Severini confessoris, sanctus Amandus huic loco hanc imposuit legem ut quicumque comes in hac patria constitueretur apud hunc locum, ob honorem sancti Severini, gladium suum super altare ipsius poneret et, cum vexillo et eodem gladio, comitatum a sancto Severino reciperet et per omne tempus quicquid magni vel in prelio vel in alio negotio facturus esset per auctoritatem et licentiam talis patroni faceret. Ex quo tempore dispositione sancti Amandi talis lex et consuetudo est istius loci ut omni anno, tempore sancti Severini festivitatis, talem censum comes isti loco et canonicis sancto Severino servientibus persolvat, IIIIor scilicet quartarios frumenti et carradam puri vini non aqua mixti, quinque porcos et unum verrem, et unam vaccam quę exire debet de villa quę nominatur Arunckil et unum cervum, sextarium salis et unam libram piperis. Hęc si quis comes bene persolvat et locum sancti Severini in honore et in defensione habeat, pro certo sciat se habiturum omnem prosperitatem et in presenti et in futuro vitę felicitatem, sciat se sancti Severini intercessione longitudinem habere vitę et de terrenis bonis habundantiam ac contra inimicos suos ubique constanciam. Si sibi sit prelium contra [*fol. 9*] quemque, ad sanctum Severinum accedat et ab eo accipiat licentiam et ante ejus altare arma sua sumat et tunc cum securitate victorię in prelium abeat; sancti Severini protectus benedictione et apud Deum adjutus sua intercessione, vere redibit cum victoria et cum magna sui honoris gloria. Nullus suorum inimicorum poterit sibi in ullo tempore nocere si firmam spem in sanctum Severinum velit habere; sed si comes, aut persuadente diabolica nequitia aut propria instigante avaricia, quicquam de his injuste voluerit subtrahere

et sancto Severino vel suis canonicis rectum et legalem censum et antiquitus ex temporibus sancti Amandi constitutum ausus fuerit defraudando sua iniqua presumptione denegare, cum Anania et Saphira, divino percussus juditio et perpetuę anathematis excommunicationisque condempnatus, gladio infeliciter et brevi tempore possideat quod Deo et sancto Severino sua perversitate abstraxerat et in futuro cum Juda latrone et mercatore pessimo qui ob suam avariciam elemosinas et se ipsum abstraxerat Deo, sententiam recipiat infinitę maledictionis ad confusionem suę perpetuę dampnationis. Ad hęc si qui suorum ministrorum quibus ipse comes hunc censum persolvere sancto Severino et suis canonicis jusserit aut mali volentia aut negligentia aut invidia aut sua avaricia injuste aliquid de supradictis abstraxerint vel defraudati fuerint, presentis vitę scandalo confusi et perpetuę excommunicationis interitu condempnati pro suo pessimo furto in inferno inferiori inextinguibilem vermem recipiant et cum diabolo et angelis ejus sine fine pereant.

VIII. — Diplôme de Louis le Pieux donnant Meschers à Saint-Seurin.

11 juillet 814.

I[n] nomine Domini Dei et Salvatoris nostri Jhesu-Christi, Ludowicus, divina ordinante providentia imperator augustus. Notum sit omnibus fidelibus sanctę Dei ecclesię ac nostris, presentibus scilicet et futuris quia placuit nobis pro mercedis nostrę aucmento ad monasterium Sancti-Severini prope urbem Burdegalim situm villam quę vocatur Miscariam, in pago Sanctonico, super fluvium Caronnam sitam, cum omnibus apendiciis suis ad supplementum [*fol. 9 v°*] fratrum in ipso monasterio consistentium reddere, atque ut perpetuis temporibus quiete illam pars predicti monasterii habere valeat per has nostrę auctoritatis litteras confirmare. Proinde hoc preceptum nostrum fieri eis jussimus, per quod cunctis fidelibus sanctę Dei ecclesię presentibus et futuris notum facimus ut predic-

tam villam cum omnibus apendiciis suis vel adjacentiis, cum domibus, ędificiis, terris, vineis, pratis, silvis, pascuis, aquis aquarumve decursibus, quicquid ibidem jure pertinere videtur, totum et ad integrum vel in exquisitum per hanc nostram auctoritatem ad ipsum monasterium agnoscant a nobis esse redditum atque confirmatum. Precipientes ergo jubemus ut nullus quislibet de predictis rebus quas nobis prefato monasterio reddere atque confirmare placuit aliquid abstrahere aut injuste minuere aut aliquam contrari[e]tatem facere vel injustam resultationem inferre temptet, sed liceat ipsas res memoratę ecclesię possidere atque perhennibus temporibus ad stipendia fratrum ibidem Deo famulantium proficere, et nullus illam exinde ullo unquam tempore abstrahere nitatur, si Deum vult habere propicium. Nullus namque judex puplicus in predictis rebus ad causas audiendas, vel freda exigenda, aut mansiones vel paratas faciendas, vel fidejussores tollendos, aut homines ipsius ecclesię distringendos, aut ullas redibiciones aut illicitas occasiones requirendas ingredi audeat vel exagitare presumat; sed sicut ceterę res ęcclesiarum sub tuicionem nostrę emunitatis consistunt, ita et hę futuris temporibus salve et illesę per nostram defensionem omni tempore persistere valeant. Hęc vero auctoritas, ut nostris futurisque temporibus melius credatur et a fidelibus sanctę Dei ecclesię ac nostris inviolabiliter custodiatur, manu propria subscripsimus et de anulo nostro subter jussimus sigillari. Signum *(monogramme)* Hludowici, serenissimi imperatoris. Data v idus julias, anno primo, Christo propicio, imperii nostri, indictione vii. Actum Aquisgrani, [in] palatio nostro, in Dei nomine feliciter. Amen.

IX. — Notice [1] d'un don de terres et de fontaines dans la banlieue, fait par le comte Sanche, et de la confirmation de ce don par Eudes.

1010 environ et 1036.

[*fol. 10*] In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Santius, hu[j]us civitatis Dei gratia comes, accepit consulatum, velut antiqua consuetudo sanxerat, a beatissimo archipresule Severino. Mos etenim est nullum comitem posse huic Burdegalę urbi statu legitimo preesse, nisi sui consulatus honorem a predicto pontifice vultu demisso suscipiat, ac deinde tributum annualem certis sub numeris structum devoto corde et absque mora festinanter persolvat, quod persolverunt antecessores innumeri. Quod et recolens princeps iste prefatus, pastorem sacratissimum propriis, prout placuit, remuneravit agris supra burgum lateraliter sitis, cum landa usque ad Inzinas et Silvam Grossam et Bernedariam. Hujus donationis aucmentationi addidit sui juris fontes quos nominatim ejus monitis descriptionis in memoriam scribere addixit, videlicet Oldeiam, et Gurz, et Fontanellam, ceteros quoque juxta hos vicinabiliter positos. Ad hoc auxit etiam et aliud, terras scilicet in palude que solent tempore hyemali ab aucmentatione undosi maris et supervenientibus aquis cooperiri et illam quę illis subditur versus Pontem-Longum perpetuo ruentibus. Unde etiam ostendens qualiter suum dominum Severinum pectore sincero diligeret, dispersos laicorum rabie canonicos in unum colligere nimio sudore sategit. Ad quorum obsequium statuit idem a silva que *Forest* nu[n]cupatur duos perhenniter, nullo prohibente, habere asinos sectis lignis honeratos. Quo defuncto, successit ejus nepos clarissimus Odo, annuente Domino, in honorem; quo sumpto quoque a beato confessore, confirmavit donum defuncti avunculi, dignitati cujus et bonitati non impar, sanctissimum antistitem de suis honoravit beneficiis. Signum Raimundus,

[1] *Cette donation est datée de 1061 par la* Chronique bourdeloise, *dont l'erreur est manifeste.*

episcopus Vasconensis. Signum Centullus de Bearnt. Signum Arnaldus Aquensis. Signum Willelmus Lup. Signum Aichelmus Guillemi. Signum Andro Auriohl.

X. — Donation d'un moulin situé « juxta Turrim Fractam ».

1027-1032

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, indlvidueque Trinitatis. Totius Wasconię Sanctio comite lucis adhuc munere comunis perfruente ac Burdegale Godefrido presidente [*fol. 10 v°*] archiepiscopo, Adalsens ego, misera recolens innumera meę juventutis delicta, ad sanctum Severinum, meum dominum, profusis fletibus, ope cujus indigens confugio. Quem, quatinus michi adsit protectionis salutifere in clipeum, de meo munerare, vobis astantibus canonicis, annuente omnipotentis misericordia, dispono. Videlicet molendinum quod juxta Turrim Fractam de foris situm, nullo calummniante (*sic*) possedi atque possideo archipresuli Severino in perpetuum ea conditione habere concedo utpote ejus fructus viduitati nostrę famulentur quos discessione fragilitatis nostrę denique peracta sacratissimo pontifici servire firmo in ęvum. Unde superstes dum fuero hujus sancti confessoris festivitate quatuor denarios solvere devoveo. Idcirco, ne posteros fallere temptet futura oblivio et hoc ut indissolubile permaneat, Gofrannus, meus primogenitus, cupiens quoque orationum fieri particeps, mecum firmiter alligare ultro annuit. Post hoc, ne quis tumidus irritare possit, Ostindum Gofranni et Aichelmum Gotcelmi, utrosque milites, hujus doni testes facio et affirmatores. Quapropter nos omnes, decanus ego Aicardus, Gotcelmus cantor, Constantinus Populi, Arnaldus Ostendi, Fortis Brunelini, Airelmus, Ostindus Gofranni, Bonafusus, Arnaldus Martini, Martinus Astral, Arnaldus Aichelmi, Frogerius, Guilemmus sacerdos, Siguinus custos, Airaldus, Constantinus Ruben, Aichelmus levita, Arnaldus Fortis, Ricardus, dato prius osculo, orationem tibi et tuis concedimus perpetuo fraternam.

XI. — Donation par Peironère de la moitié de l'église de Parempuyre.

989-1010.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Tempore illo quo beatus Severinus angelica ammonitione ad has partes venit, hicque, Deo volente, expulsa omni arriana heresi, requiescere voluit, sancti patres fecerunt post requiescionem ejus locum in honore ejus consecratum. Consecrato autem illo loco, dederunt de possesionibus suis secundum quod habebat unusquisque. Et ex eo tempore parentes nostri secuti sunt ejus vestigia, audientes dominicum sermonem ut [quod] quisque daret huic loco et aliis in honore Domini et sanctorum, multiplicatum redderetur sibi hic et in futuro. Quapropter quedam matrona mulier nobilissimis parentibus orta, cui nomen erat, ne dubitetur, Peironera, venit supplici [*fol. 11*] vultu ad hujus patroni locum, et, vocatis canonicis qui ibi aderant ut viderent, dedit medietatem ecclesię Sancti-Petri sancto Severino, in villa que vocatur Parrampoira, hoc pacto ut quicumque servirent huic loco et haberent memoriam ejus, expulso omni herede et contradictore aliquo, instigante diabolica nequitia, possiderent. Hoc si quis contradicere voluerit auctoritate beati Petri et Pauli et aliorum, necnon Gunbaudi, archiepiscopi, qui tunc temporis archiepiscopus Burdegale erat, excommunicamus et ab omni Christianitate expellimus; et, si morte preoccupatus fuerit, quicumque sit, sive laicus sive clericus, nunquam sepeliatur in cimiterio neque fatiat sibi quisque divinum offitium, sed ponatur in sepultura asinorum. Signum Willelmus de Forca. Signum Willelmus Errat. Signum Helias. Signum Andraltus Gat.

XII. — Reconnaissance par le seigneur de Barbezieux des droits de Saint-Seurin sur sa seigneurie.

1060.

Sicuti ex antiquo tempore, exigente ratione, constitutum est, quicumque Birbidelensis principatus fructum sortitur de sancto Severino et archiepiscopo se principatum prenotatum habere non ignorare debet. Heiterius itaque, plurimorum vestigia predecessorum sequens, hunc ipsum honorem se tenere fatetur, sicut premisimus. Cujus etiam pater Aldoinus, cum in territorio Birbidelensi unam ęcclesiam fundare vellet, archiepiscopum advocavit Godefridum ut fundamento ponendo interesset, et, eodem disponente, ecclesia fieret. Qui cum venisset ad locum constitutum, tres lapides suis manibus in fundamento ecclesię posuit, in Dei et beate Marie honore. Postquam vero hęc composita fuit ecclesia, Alduinus prefatus, jam senex etiamque emeritus, sancto Petro Cluniacensi et ejus monachis, factus et ipse monachus, eam injuste donavit. Quo defuncto, Heiterius, qui ejus filius fuerat, animadvertens patrem suum in hoc dono quidem errasse, coactus ratione, sancto Severino et archiepiscopo illam ęcclesiam reddidit, cum rebus sibi pertinentibus. Et, quoniam Eleazarus diligenter procuravit ut hec ecclesia ad sanctum Severinum, cujus ipse decanus est, rediret, ab eodem sancto et archiepiscopo eam habet, et in unoquoque anno quamdiu vixerit beato Severino x solidos solvet tributum. Quicumque vero post eum, sive decanus sive aliquis alter sub decano hoc habebit, tantumdem supradicto sancto solvat. Hęc autem cartula composita fuit ab incarnatione Domini anno millesimo sexagesimo, [*fol. 11 v°*] Philippo rege regnante, et Guillemo, Aquitanię duce, rebelles triumphante, et Gotcelino archiepiscopo populum sibi commissum catholice docente.

XIII. — Restitution par Itier, seigneur de Barbezieux.

1070 (?)

Anno millesimo ab incarnatione Domini nostri Jhesu-Christi septuagesimo, indictione secunda, Gregorii septimi papę nono, necnon et Gotcelino, presule Burdegalensium, archiepiscopante, rege Francorum Philippo ptolomante, Aquitanorum dulce *(sic)* Wilelmo pace ac justicia cluente, ego, miles Iterius Virvicencis, patris functi in honorem Dei gratia et vulgi favore succedens, paternis rebus compositis, prout decuerat, ecclesiam Sancti-Severini Burdegalensis, terra jure paterno constructam repperii. Qua, dum percomtarer utrum mei pareret an Severini imperio, veluti castellum ejusque appendicia, protinus monasterii Cluniacensis, ruptis habenis, monachi calamitantes solito more assurgunt et paterna traditione suam fuisse ecclesiam indicant. Quapropter, parentis errore inductus, illis instanter cogentibus, paterno, licet injuste, consensi dono. Nec mora, cum beatissimi Severini presulis hoc factum canonicis intimaretur, ilico non segnes Pictavensi atque Burdegalensi synodo coram Amato, Romanę ecclesię vicario, aliisque episcopis proclamationes tamdiu fecerunt quoad usque illorum judicio ęcclesiam convictus dimitterem. Post multum vero temporis, patris elomosinam ardens, monachis ipsis impellentibus, restituere, Aichelmum, Burdegalensem archidiaconum, ipsi usque beati Severini confratres adivi, temptans si forte meis adquiescerent precibus. Denique, Christo annuente ac ejus genitrice Maria, cujus nomine fungitur ęcclesia, rem uti volui impetravi. C enim solidos eo tenore propter ęcclesiam prebui ut singulis annis ęcclesia ipsa beatissimi Severini servientibus altari solidos quinque redderet monetę pictavensis veteris, qua die ejus festum celebraretur. Insuper etiam quatinus firmius hoc fieret, domnus abas Ugo Cluniacensis, fideles cum suis orationes spondens spopondit. Hec quidem sponsio nobis canonicis placuit nimis; quocirca, capitolium ingredientes, duobus monachis locum ipsum habitantibus, hac conditione ecclesię

donum sanximus utpote predictum tempore constituto redderent censum, aliter irrita foret hec santio. Afirmatores fuerunt idem Gotcelinus, Burdegal. archiepiscopus, cum Aichelmo archidiacono [*fol. 12*] aliisque canonicis quorum nomina hac carta scribere libet : Ostindus cantor, Artaldus, Aichelmus Sancii, Leodegarius, Bonafusus, W[i]lemus sacerdos, Gofrannus, Petrus, Rorbertus, Gotcelinus, Rorbertus, Fortis Arnaldi, Arnaldus Fortis, ego Iterius quem cartula precinit et Fulcaldus miles.

XIV. — Renonciation par l'archevêque Goscelin à une vigne sise près du lieu dit « Arenas » ; il donne, en outre, une vigne sise à Saint-Sulpice.

1073-1085.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Gocelinus ego, pontificatus mei temporibus, papa Gregorio apostolante dum episcoparer, lis ingens oborta est inter me et sanctissimi Severini canonicos, vinea de quadam prope locum sita more vetusto quem Arenas nuncupant, quam mei juris plus fore quam eorum credebam, veluti a quibusdam meis latenti susurratione sepe didiceram. Quapropter hi, pontificali imperio in jus accersiti, festim accessere, audituri lite sub ambigua censuram Amati, Romę urbis legati, nostrorumque archidiaconorum, videlicet Petri, Aichelmi Santii necnon et Humberti ac ceterorum sedis nostrę canonicorum diffinitione hujus rei certantium. Dato inde juditio, rejecta procul suspitione, contio presens veritati coherens censuit quod idem canonici tricenaria tenuisse possesione gaudentes, predictam vineam jurejurando merito sibi defenderent. Sententię huic nequaquam dissentiens, silentio indicto his jam jurare apparatis, patefactam veritatem prohibui ne sacramento ostenderent ; atque dehinc ut Judex altissimus comissis meis propitiari dignaretur et Severinus, pontifex justissimus, pro me prece continua intercederet, hanc quam eis falso calumniatus fueram dimisi et nexu indissolubili firmiter conexui. Affirmationis hujus ligamini

terram addidi et vineam ultra mare in Sancti-Sulpicii parrochia a viris quondam religio[si]ssimis presuli sacratissimo concessam, quam, eodem errore conductus, sub calumnia quoque posueram. Dimissionis ligaturam si quis nostri successor seu aliquis legum contortor disrumpere, quod absit, presumserit Petri, apostolorum principis ejusdemque confessoris, et nostri vinculo anatema subjaceat, nisi tali presumptione resipiscens penituerit ac Summo Pastori injuriam cui audax presumptor intulerit vultu subdito satisfacere studuerit. Ad hoc testes et fautores beati Andreę adsunt canonici : Petrus, [*fol. 12 v°*] archidiaconus; Aichelmus Santii, archidiaconus; Humbertus, archidiaconus; Arnaldus Simonis, cantor; Eblo; Raimundus Maurini; Arnaldus Aichelmi; Aichelmus Guillelmi; Sancius; Garmundus; Guarinus; Girardus, Sancti-Ilarii canonicus; Math.; Bruno, pictavensis; Arnulfus, miles Sancti-Severini; Ostindus, cantor; Artaldus; Bonafusus; Arnaldus Fortis; Guilelmus Arnaldi; Fortis Arnaldi; Gotcelmus Arnaldi; Gofrannus; Willelmus, sacerdos; Wilelmus Gofran; Rorbertus Gaumbaldi; Petrus; Benedictus; Raimundus Carbonel; Ostindus Siguini; Amalvinus; Raimundus; Gofrannus; Rorbertus Gotcelini.

XV. — **Restitution par un nommé Arnaud du bois de Monteil et d'une terre sise « al Quarre »; il se réserve la jouissance viagère de ces biens.**

27 décembre 1066 (?)

In nomine Summi Patris et ejusdem Filii atque Spiritus Sancti. Res sancti Severini ecclesię quas injuste diu tenueram ego Arnaldus, consilio amicorum meorum, in manu domni Gotcelini, Burdegal. archipresulis, ita dimisi, cum enim pontificalis excommunicatio mihi ut ceteris sanctuarium Dei invadentibus recta scripturarum ratione supersederet; preterea ego maxime et nominatim ab omni Christianorum communione privatus et omnium ęcclesiarum introitu diu eliminatus, ad venerabilem G., archipresulem, et ad ejus consilium cucurri

DATES	IMMEUBLES		
	bâtis.	mêlés.	non bâtis.
7 février 1438	—	—	1/25
26 juin 1449	1/8000	—	—
3 mars 1452	—	—	1/11
3 février 1455	—	—	1/37
7 mars 1455	—	—	1/100
11 juin 1456	1/2400	—	—
28 juin 1456	—	—	1/1571
28 juin 1456	—	—	1/2721
28 juin 1456	—	—	1/100
31 mai 1457	—	—	1/60
17 octobre 1460	—	—	1/82
3 décembre 1462	—	—	1/325
25 juin 1466	—	—	1/260
8 décembre 1469	—	—	1/26
3 mai 1473	—	—	1/70
28 juillet 1476	—	—	1/750
6 septembre 1476	—	—	1/27
20 octobre 1477	—	—	1/100
2 septembre 1482	—	—	1/125
29 novembre 1482	—	—	1/60
31 mai 1484	—	—	1/228
27 octobre 1488	—	—	1/275
26 mars 1490	—	—	1/50
1 mars 1501	—	—	1/70
31 mars 1511	—	—	1/18
20 juillet 1513	1/593	—	—
16 février 1517	—	—	1/40
20 décembre 1529	—	—	1/104
23 mai 1539	1/1000	—	—
18 mars 1541	—	—	1/42
20 octobre 1581	1/200	—	—
5 juin 1662	—	1/1680	—
16 juillet 1665	1/30000	—	—
24 mars 1666	—	—	1/888
24 mars 1738	1/15000	—	—

RAPPORT DU CENS AVEC LE DOMAINE DIRECT

DATES	RAPPORT	DATES	RAPPORT
8 avril 1237.......	1/22e	1 février 1380.....	1/25e
7 novembre 1245. .	1/19e	18 novembre 1387 ..	1/25e
23 juin 1247.......	1/11e	21 février 1392.....	1/25e
23 septembre 1247..	1/10e	13 juin 1395.......	1/25e
12 octobre 1257.....	1/20e	8 juillet 1401......	1/22e
26 juin 1277.......	1/25e	8 juillet 1410......	1/25e
10 avril 1278.......	1/18e	22 juillet 1413......	1/25e
14 septembre 1278..	1/13e	18 mars 1426.......	1/100e
5 février 1286.....	1/25e	22 janvier 1473.....	1/25e
10 juin 1286.	1/23e	28 avril 1480.......	1/25e
8 février 1287.....	1/25e	16 janvier 1483.....	1/25e
24 février 1297.....	1/18e	28 avril 1500.......	1/25e
26 août 1332.......	1/23e	1 juillet 1502......	1/20e
18 septembre 1333..	1/20e	22 septembre 1503..	1/20e
24 août 1342.......	1/20e	27 mars 1508.......	1/20e
novembre 1370 ..	1/33e	23 janvier 1513.....	1/20e
24 septembre 1374..	1/31e	16 mars 1538.......	1/33e
25 janvier 1375.....	1/21e	15 mai 1545.........	1/33e
16 avril 1376.......	1/20e		

QUOTITÉ DES AGRIÈRES

DATES	1/2	1/3	1/4	1/5	1/6	1/7
XIIe et XIIIe siècles	2	7	3	3	1	1
XIVe siècle	—	16	30	12	—	—
1400-1452............	—	112	337	44	1	—
1453-1500............	—	1	18	3	6	—

CONCLUSIONS

Dans son ensemble, le tableau économique et juridique de la seigneurie de Saint-Seurin comporte des conclusions qui ne laissent pas d'être instructives.

Nous avons vu comment le chapitre poursuivit son rêve de seigneurie politique et foncière : il sut mieux peut-être que les seigneurs laïques s'abstenir de violences et de coups de force; mais il déploya dans la réalisation de son dessein cette longue ténacité que les gens d'église mettent au service de leurs ambitions. D'autre part, le chapitre bénéficia, dans le cours de dix siècles, de générosités innombrables : donations, legs, etc. Il semble donc qu'à la fin de l'ancien régime il aurait dû être puissamment riche. Il n'en est rien cependant, et les motifs en sont assez intéressants.

Le chapitre avait des charges considérables : la subsistance d'un personnel nombreux, les frais du culte, l'entretien d'une église dont l'histoire se résume en une reconstruction presque continuelle. Toutefois, ces dépenses ne devaient pas anéantir le capital de la mense capitulaire, et il faut chercher ailleurs les raisons pour lesquelles ce capital fondait littéralement à mesure qu'on le constituait. De ce phénomène on trouve l'explication dans l'organisation de la propriété: la fortune consistait à peu près uniquement en biens immeubles (1); ces biens, maisons, champs ou vignes, le chapitre ne les exploitait pas directement (2) : il les louait à cens. Et nous savons comment, sous l'action de causes multiples, le censitaire absorbait peu à peu tout le profit de la propriété. Quand un testateur

(1) Vers 1736, le chapitre déclare ne posséder de propriétés foncières « que pour la valeur de 250 l. de rente annuelle » (G. 1035).

(2) Les Archives de la Gironde possèdent un répertoire des ventes de biens nationaux. Voici, d'après ce répertoire et en tenant compte de la dépréciation des assignats, telle qu'elle est indiquée dans le tableau annexé à la loi du 5 messidor an V, le prix des *propriétés* du chapitre, logis canoniaux et autres immeubles : maisons et jardins, 436,559 francs; vignes, 13,288 fr. 25; emplacements improductifs, 48,197 francs. Le total n'atteint pas 500,000 francs.

voulait avoir la certitude qu'on prierait Dieu en faveur de son âme, il établissait une chapellenie pour le titulaire de laquelle il créait des cens. Au XIIIe siècle, les revenus d'une chapellenie étaient de 20 livres (1), 30 livres (2); aux XIVe et XVe siècles, de 30 à 40 livres (3). En 1309, une bulle (4) dispensa le chapitre d'attribuer plus de 50 livres par an à un seul bénéfice. Une pension de 20 livres au XVIIIe siècle ne suffisait pas pour mourir décemment de faim; le capital n'aurait pas couvert les frais des obsèques. Or, en fait, ce n'est pas 20 livres que touchait au XVIIIe siècle le titulaire du bénéfice établi au XIIIe : les négligences intéressées des tenanciers réduisaient fortement ce chiffre. La conséquence était qu'au bout d'un certain temps les chapellenies n'étaient plus desservies; on ignorait même à qui elles appartenaient (5) : en 1616, le cardinal de Sourdis en réunit cent vingt à la mense capitulaire de Saint-Seurin (6).

Cette mense était soumise aux mêmes lois économiques : comme les chapellenies, elle voyait ses agrières et ses cens diminuer et disparaître, et la seigneurie de Saint-Seurin offre le spectacle d'un incessant mouvement de la propriété, qui montait des habitants au chapitre, par l'effet des usurpations des chanoines et de la générosité des fidèles, et qui descendait du chapitre aux habitants par le bail à cens.

Certes, la féodalité n'avait plus de raison d'être au XVIIIe siècle, et on a eu raison incontestablement de l'abolir. Mais peut-être eût-il été sage de conserver quelques institutions qui ont disparu avec elle : la faculté de s'associer, l'importance des propriétés collectives et des droits d'usage, le maintien des baux à cens n'étaient pas, ce me semble, incompatibles avec cet idéal d'égalité démocratique et de justice sociale dont sont éprises les générations modernes.

(1) 23 août 1255 (fol. 130 v°).
(2) 1277 (fol. 152 v°).
(3) 15 juin 1390 (G. 1735, fol. 280).
(4) 4 mars 1309 (n. s.) (fol. 16). — Cf. fol. 101. — 30 octobre 1271 (fol. 104 v°). — 22 octobre 1312 (fol. 170).
(5) 17 novembre 1606 (G. 1038).
(6) 4 novembre 1616 (G. 1038).

ibique canonum institutione convictus, res beati Severini supra notatas reliqui. Postea autem supradictus pontifex, et misericordia motus et a circumstantibus rogatus, terras et vineas quas a Sancti-Severini decano habueram et quę terrarum et vinearum ad ejusdem ecclesię cantorem contigerant, nemus etiam quod *Monteil* vocatur et quasdam terras inde ad arandum retractas, nemus, inquam, quod est de canonicorum communi dimisit mihi ad habendum in vita mea tantum; campum etenim quendam quisitus est in aulaneta nuncupatum ab incolis *al Quarre,* eodem in loco ex toto predicto pontifici et beati Severini congregationi ego Arnaldus reliqui, quem sciebam acceptum de illorum comuni. Quibus factis, ne rei veritas huic cartulę commendata posteros falleret, interfuerunt meo precatu Sancti-Andreę archidiaconi, videlicet Aichelmus Santii, Petrus, Hubertus, cum quibus etiam fuit Sancti-Andreę et Sancti-Severini congregatio. De laicis autem quamplures affirmo interesse, scilicet Willelmum Golfranni, avunculum meum, Andronem, cognatum, multosque alios suprascriptorum testimonia portantes et sic affirmantes Arnaldum suprascriptum quicquid terrarum et vinearum rusticorumque mansionum nemoris quoque pertineret [*fol. 13*] ad Sancti-Severini decanum, ad cantorem, ad canonicorum suprascriptę ęcclesię communitatem irrecuperabiliter dimisisse ut in vita tamen sua haberet et nichil prescripti sanctuarii minueret nec etiam alicui suo heredi consentiret. Actum et concessum est hoc ante altare sancti Andreę, in festo beati Johannis apostoli et evangelistę, episcopante septimo G., Romanę sedis apostolico, Philippo Francie rege et Willelmo Aquitanię duce et G. Burdeg. presule. † Signum archiepiscopi G. (1). Signum Petri, archidiaconi. Signum Arnaldi Austin. Signum Guillelmi Golfranni. Signum Arnaldi Ostindi de Lotaz. Signum Andronis. Signum Achelmi Santii. Ostindus, cantor; Bonafusus; Artaldus; Arnal-

(1) *Ici se trouve dans le cartulaire le sigle formé de trois* S *barrés qui se lit* subscripsit. *Le nom de Pierre, archidiacre, est suivi d'un* O *majuscule; après* Austin *est tracé une sorte de* C *renversé; après* Golfranni, *un caractère qui ressemble à un* F *privé de la barre horizontale du milieu; après* Lotaz *enfin, un signe qui échappe à la description.*

dus Fortis; Rorbertus; Guillelmus Arnaldi; Fortis; Gotcelinus; Raimundus; Petrus; Rorbertus; Amalbinus; Benedictus; Ostindus Siguini; Golfrannus; Guillelmus de Sancta-Maria; Golfrannus; Guillelmus.

XVI. — Sentence entre les chapitres de Saint-André et de Saint-Seurin au sujet de leurs cimetières.

1081.

Contra sanctorum patrum institutionem autenticamque canonum auctoritatem Sancti-Andreę congregatio, pravo promota consilio, ad destruendum sanctissimi confessoris atque pontificis Sêverini cimiterium, ab initio primitivę ecclesię consecratum, alterum in sua cepit ecclesia fundare modernum. Tempore etenim Willelmi, totius Aquitanię ducis, necnon Gotcelini, Burdegalę archipresulis, quidam nobilis Wasconum, videlicet Otho de Montalt, ad prescriptum venerat ducem Burdegalę collocutum, ibique mors peregit suę animę ac corporis discidium. Cujus mortem cum supra memorata congregatio audisset, furtim ac fraudulenter corpus illius invasit et ad suam ęcclesiam detulit, exequias mortuorum ei prebuit et sepulturę illegaliter defunctum ibidem tradidit. Quo audito, Sancti-Severini congregatio, inaudito commota cimiterio *(sic)*, ad Gotcelinum, Burdegalę presulem accessit, illi intimans cimiterium illud irrationabiliter guasconi concessum; qui, evidentissima ac justissima ratione compulsus. Sancti-Andreę conventum, Sancti quoque Severini fecit venire in unum, quatinus, se presente et melioribus civitatis, discuteretur si supra memorata sepultura recta ratione mortuo esset tradita. Auditis vero utri[u]sque ecclesię rationibus, dedit episcopus Gotcelinus cum suis archidiaconibus, scilicet Achelmo Santii, Petro, Humberto aliisque honestissimis viris suam sententiam quod de isto mortuo illis hoc tenore concederetur [*fol. 13 v°*] ut numquam deinceps illa ęcclesia mitteret manum supra Sancti-Severini ęcclesiam nec ista in illam, sed ut antecessores

sui rexerant utramque ęcclesiam suis cum bonis, sic regeret et ipse. Factum est hoc anno M° LXXXI° post Verbum caro factum, regnante Philippo super Gallos, Willelmo Aquitanię duce, Gotcelino Burdegale presule.

XVII. — **Notice sur une sentence de l'abbé de Sainte-Croix qui a terminé le conflit des deux chapitres de Saint-André et de Saint-Seurin relatif au cimetière, à des dîmes et au droit réclamé par le doyen de Saint-André de célébrer à Saint-Seurin.**

1086-1091 (?)

Notum vobis facere volumus presentibus et futuris de altercatione utrarumque ęcclesiarum Beati scilicet Andreę et Sancti-Severini. Quarum hęc altercatio erat quoniam ipsi dicebant habere cimiterium a Godefrido archiepiscopo absque calumpnia benedictum, cujus est dominus Amatus, Burdegalensis ecclesię archiepiscopus et Romanę sedis legatus quintus; iterum, de quartario decimę istius medię civitatis quę est inter muros, quem ipsi dicunt de feodo decanię Sancti-Andreę esse; similiter et de ecclesiis in ejusdem parrochia positis; conquesti sunt etiam de stationibus, dicentes debere in eodem loco missam decanum juste cantare. E contra dicebant canonici Sancti-Severini non ita esse, sed, sicuti audivimus a nostris antecessoribus, a clero et populo, illud cimiterium dicimus bene calumpniatum et verum esse confirmamus. Ideoque quod ipse archiepiscopus benedixit destruxit et se male fecisse penituit, et nunquam postea aliquem sepelivit. Post multum vero temporis infirmatus est et rogavit clericos Sancti-Severini ecclesię ut, si ipse moreretur, in ecclesia quam male tractaverat sepeliretur; quemamodum ipse predixit, ita ejusdem congregatio Sancti-Severini honorifice in medio ejusdem ecclesię sepelivit. Post hunc successit Archimbaldus archiepiscopus et neminem in tenore suo sepelire consensit. Eodem modo archiepiscopus Andro, dum vixit, neminem sepelivit.

Post dicessum autem ejus, accepit archiepiscopatum Gotcelinus et per multos annos tenuit, donec inprobus Boso effectus est Sancti-Andree decanus, qui, elatus in superbia sua, quosdam ibi sepelivit, non tamen sine calumpnia. Defuncto vero illo G[otcelino], invaserunt injuste ęcclesiam Sancti-Severini, unde fuit magna perturbatio totius cleri et populi. Ideoque, recognoscentes se injuste fe[*fol. 14*]cisse, pacificaverunt se consilio abbatis A[rnaldi], Sanctę-Crucis et archidiaconi A. Sancii, W. Elię et aliorum, et satisfecerunt ecclesię et canonicis, promittentes se nunquam amplius cimiterium in ecclesia sua facturos et alia multa unde oriebatur querimonia maxima, bono corde et spontanea voluntate. Hoc facto, osculum ad invicem dederunt. De quartario vero decimę et de ęcclesiis inter muros Burdegalę civitatis dicimus hoc esse potius de mensa canonicorum ibidem Deo famulantium quam de feodo decanię Sancti-Andreę, sicuti rivulus medię civitatis dividit. De conquestione stationum ubi missę cęlebrantur, non fuit nostrę consuetudinis ut aliquis decanus Sancti-Andreę pro aliquo dominio missam cantaret nisi rogatu nostro. Propterea dompnus A[matus], audita querimonia utrarumque partium, consilio totius sinodi et bonorum virorum laicorum, W. scilicet Elię et Senebruni, W. prepositi, ex toto difinivit cimiterium nunquam ibi amplius esse facturum.

XVIII. — **Attribution au chapitre de Saint-Seurin de l'église de Comprian.**

1085.

Anno ab incarnatione Domini M° LXXX° V°, Philippo, Gallorum rege, regnante, Willelmo totius Aquitanię duce, ego Gotcelinus, sanctę metropolitanę Burdegal. ecclesię archiepiscopus, consensu et consilio archidiaconorum Beati-Andreę, videlicet Humberti, P., Achelmi Santii totiusque congregationis ejusdem ecclesię ac nonnullorum laicorum ibidem adstantium, monendo precepi Sancti-Severini canonicis ut laborando ac sudando eniterentur quatenus Beati-P[etri] ecclesiam de Compriahn

sub laicali jure diu positam attraerent ad honorem suę ecclesie et utilitatem. Laicalis etenim potestas tunc temporis adeo grassabatur ut prefatam ęcclesiam sub suis usibus retineret et ejusdem altaris oblationibus contra canonum institutionem abuteretur. Quapropter ego G., canonum preceptis omni in parte obediens, illos Sancti-P[etri] invasores tamdiu sub anathematis vinculo constrinxi quoadusque oblationes altaris supranotati indissolubiliter auctoritate nostri sancti Severini ecclesię sine spe recuperandi concederent. Quorum donum et quicquid sanctuarii vel oblationum ejusdem ecclesię altari pertinentium ego G[otcelinus], Burdegalę presul, et Hu., archidiaconus, dedimus et concessimus Sancti-Severini [*fol. 14 v°*] ecclesię hoc tenore quod suprascriptę ecclesię sacerdos ac minister nomine Gotcelinus, dum viveret, a Sancti-Severini canonicis supra memoratam ęcclesiam et ejusdem beneficium teneret, sed oblationem quę pro peccatis a populo offerretur in die festo sancti Petri ad Vincula et in precedente die, ut canonici Sancti-Severini et prefatus ejusdem ecclesię presbiter per medium dividerent eodem modo concessimus. Post obitum autem illius presbiteri, damus et concedimus prefatam ęcclesiam potestati et ordinationi Sancti-Severini congregationis, salvo archipresulis servitio atque archidiaconi. Adstantibus atque faventibus subscriptis predicti archidiaconi P., A., Hu.; Arnaldus Simon, cantor Sancti-Andreę; capicerius ejusdem Santius; Garmundus; Eblo; Raimundus Maurini et quamplures ejusdem ecclesię canonici; Leodegarius, Burgensis ecclesię custos atque canonicus; Arnaldus And., ejusdem ecclesię; Benedictus, ecclesię Blavię canonicus; Gotcelmus Leod[egarii]; Nichilf[acit]; Willelmus; Gunbaldus. De laicis : Willelmus Golfranni; Arnaldus Ostindi. Et cum his tota sinodus annuit quod supra scriptum est.

XIX. — **Confirmation par l'Archevêque de l'accord attribuant l'église de Biganos aux chanoines de Comprian sous la dépendance de Saint-Seurin.**

3 novembre 1097.

In nomine summe et individuę Trinitatis, Amatus, Burdegal. ecclesię archiepiscopus et Romanę sedis legatus, omnibus fidelibus tam presentibus quam futuris per hoc privilegium nostrę auctoritatis notum fieri volumus quod canonici Sancti-Severini et canonici Sancti-Gervasii una cum archidiacono Eblone, nostram adeuntes presentiam, humili cum suplicatione postulaverunt ut quod inter eos convenerat nostra auctoritate et concessione firmaremus. Quorum peticioni atque humili suplicationi libenter assensum prebuimus. Videlicet concessimus ęcclesiam Sancti-Gervasii, cum omnibus beneficiis ibidem pertinentibus, tam adquisitis quam adquirendis, ecclesię Sancti-Petri dę Compriano et per eam beatissimo Severino. Ipsa namque ęcclesia Sancti-Petri jamdudum beati Severini juris erat. Rursus canonici Sancti-Severini, nostra precedente concessione et auctoritate, ęcclesiam Sancti-Petri de Compriano cum omnibus beneficiis, tam adquisitis quam adquirendis, preter medietatem oblationis quę continget in vigilia sancti Petri ad Vincula et in ipsa festivitate, canonicis Sancti-Gervasii hoc pacto concesserunt ut deinceps ibi regulariter viverent et omnipotenti Deo servirent. Si quis autem ex ipsis ad prioratum esset idoneus, in capitulo Sancti-Severini consilio illorum eligeretur, quod si nequaquam fieri posset, ex ipsis canonicis Sancti-Severini prior requireretur; si vero ex [*fol. 15*] ipsis etiam neminem habere possent, consilio eorum aliunde sibi idoneum quererent. Iterum, si isti vel eorum successores, quod absit, irregulariter ibi vivere vellent et communia in proprios usus distraerent, inquisiti a canonicis Sancti-Severini, aut vitam regularem ducerent secundum posse loci, aut alii Deo idonei loco eorum consilio domini archiepiscopi atque archidiaconi et supradictorum canonicorum ibidem regulariter

Deo servirent. Et si aliquę discordię inter eos exortę ab eis minime sedari poterint, in capitulo Sancti-Severini consilio canonicorum sedentur; si vero nec ibi sedari poterint, ad archiepiscopum et archidiaconum recurratur. Et ut hęc concessio perhennibus temporibus firma illibataque permaneat, salva semper justicia sanctę matris ecclesię Burdegalensis, sub testimonio subscriptorum virorum conscribi jussimus et sigilli nostri impressione assignari precepimus. † Signum domini Amati, archiepiscopi. † Signum Eblonis, archidiaconi. † Signum Arnaldi Giraldi. † Signum Willelmi Sancii. † Signum Arnaldi Achelmi. † Signum Ostindi. † Amalvini, archidiaconi. † Signum Raimundi Carbonelli. Signum Ostindi Siguini. Actum tercio nonas novembris, anno ab incarnatione Domini M° XC VII°, indictione V, epacta X, concurrente III, anno pontificatus domini pape Urbani secundi X°.

XX. — Confirmation par l'archevêque Arnaud des droits de Saint-Seurin sur l'église de Mérignac.

1102-1130.

In nomine summę et individuę Trinitatis. Arnaldus, Burdegalensis ecclesię archiepiscopus, omnibus fidelibus tam presentibus quam futuris per hoc privilegium nostrę auctoritatis notum fieri volumus quod canonici Sancti-Severini, una cum archidiacono Gombaldo et Raimundo Carbonelli, Sancti-Severini canonico et Beati-Andreę decano, nostram adeuntes presentiam, humili cum supplicatione postulaverunt ut ęcclesiam Beati-Vincentii de Mairinaco nostra auctoritate et concessione eis firmaremus. Quorum peticioni humilique supplicationi assensum prebuimus. Videlicet concessimus eis ęcclesiam Sancti-Vincentii supradictam cum omnibus beneficiis ibidem pertinentibus, tam adquisitis quam adquirendis, salva archiepiscopali justicia per omnia. Ipsa namque ęcclesia Sancti-Vincentii jamdudum beati Severini juris erat. Proinde hoc preceptum nostrum eis fieri jussimus, per quod cunctis fidelibus

sanctę Dei ecclesię presentibus et futuris notum facimus ut predictam ęcclesiam cum omnibus appendiciis suis, quicquid ibidem pertinere jure videtur totum et ad integrum vel in exquisitum per hanc nostram auctoritatem ad ipsum monasterium agnoscant a nobis [*fol. 15 v°*] esse redditum atque confirmatum. Precipientes ergo jubemus ut nullus quislibet de predictis rebus quas nobis prefato monasterio reddere atque confirmare placuit aliquid abstrahere aut injuste minuere aut aliquam contrarietatem facere vel injustam resultationem inferre temptet, sed liceat ipsas res memoratę ecclesię possidere atque perhennibus temporibus ad stipendia fratrum ibidem Deo famulantium proficere, et nullus illam exinde ullo unquam tempore abstrahere nitatur, si Deum vult habere propitium. Nullus namque ingredi audeat vel exagitare presumat; sed sicut cetere res ęcclesiarum sub tuitione nostrę emunitatis consistunt, et hę futuris temporibus salvę et illesę per nostram defensionem omni tempore persistere valeant. Hęc vero auctoritas ut nostris futurisque temporibus melius credatur et a fidelibus sanctę Dei ecclesię inviolabiliter custodiatur, manu propria subscripsimus et de sigillo nostro subter sigillari jussimus. † Signum Arnaldi, archiepiscopi.

XXI. — Sentence de la cour de l'Archevêque réglant un différend entre ledit archevêque et l'église Saint-Seurin au sujet du bois de Monteils.

19 mai 1122.

Tempore Arnaudi, archiepiscopi Burdegal., Gofrauno decano Sancti-Severini existente, inter ipsum archiepiscopum ac decanum et Sancti-Severini canonicos, de luco qui vocatur Montelis maxima discordia orta est; unde ipse archiepiscopus decanum et canonicos ad justiciam venire precepit, quatenus judicio archidiaconorum ac canonicorum ecclesię Sancti-Andreę et etiam clericorum vel laicorum in curia ejusdem discussio fieret an de ipsius archiepiscopi an de canonicorum Sancti-

Severini jure esset. Decanus itaque predictus hoc audiens cum canonicis ad curiam archipresulis absque intervallo temporis venit, ibique, ex utraque parte querimoniis auditis, Gombaudus, archidiaconus, et Raimundus, archidiaconus de Sarnes, Austindus etiam Garmundi cum ceteris canonicis, abbas quoque Sancti-Emiliani cum canonicis suis, scilicet Petro, Helia, archipresbitero Giraudo, ac prior de Cales, et prior de Berbezil, ac etiam prior de Montandre et quidam venerabilis archipresbiter de Cales, multi etiam monachi ac clerici, duo quoque laici perfecti judices, Ato videlicet, miles, et Mauraudus, burgensis, sententiam judicii dederunt tali modo quod decanus unum de canonicis haberet qui antea canonicos possessionem [*fol. 16*] luci predicti quam archiepiscopum habuisse jusjurandum faceret. Quo audito, quidam de canonicis, Raimundus scilicet, nepos decani, videntibus omnibus presentialiter ibidem existentibus, surrexit ac se subsecuturum juditium in presenti vel in quocumque tempore archiepiscopus vellet gaudens concessit. Hoc autem juditium factum fuit IIII° X° kalendas junii, papa Calixto Romanę sedis existente; Lodovico, rege Francorum, regnante; Willelmo Aquitanie duce; anno ab incarnatione Domini M° C XX° II°, indictione V^{ta} X^{ma}, epacta solari VI^{ta}, lunari vero epacta XI^{a}.

XXII. — Abandon de l'emplacement de l'église de Mérignac au profit de Saint-Seurin par Guillaume Élie, viguier, et autres.

1102-1130.

In nomine Domini Nostri Jhesu-Christi et beatę Marie virginis omniumque sanctorum et in honore beati Severini ac beati Amandi, Guilelmus Helias, vicarius, pro demptione animę suę parentumque suorum ac pro uxore sua Dia, terram cum appendiciis ejusdem in qua est sita ęcclesia Sancti-Vincentii et de qua etiam canonici querimoniam faciebant, in manu archipresulis, videlicet Arnaldi, Amalvino archidiachono et

Gofrauno decano ceterisque canonicis, Aicardo etiam, Burdegalensi milite, multisque aliis presentibus, servitoribus ecclesię Sancti-Severini dimisit ac concessit. Item Arnaldus W. de Longuenas cum fratribus hanc eandem terram quam hereditario jure possidebat eodem modo dimisit. Ad ultimum vero Arnaudus de Hyspania cum uxore et filiis, qui hanc predictam terram a Guillelmo Helię in feudo habebat, dimisit ac concessit, ita ut aliquis heres eam amodo minime possideret. Hujus itaque subsequentis dimissionis ac concessionis sunt testes Raimundus, archidiaconus de Sarnes; et Raimundus, archidiaconus Blaviensis; Willelmus Aichelmi, archipresbiter Burgensis; Austindus etiam de Bosch et Arnaudus Vacca de Marinac sunt nodatores.

XXIII. — Donation d'une terre sise à Cenon.

XIe siècle.

† Nostri sub ducis Guilelmi imperio seculari milicia, Amaneus ego, miles, multa perpetrasse erga meum factorem me recogitando facinora, ad Severinum pontificem justissimum, igne divino succensus, quatinus mihi male lapso subveniret ac summo creatori animum dente serpentino lęsum tempore suo redderet incolumem, perveni. [*fol. 16 v°*] Unde et ad cujus consortium uniri tota mente sic cupiens terram quam in parrochia Sancti-Romani Senonis habebam sibi in alodio concessi. Et, ut auctoritate prisca sepe fieri solet, concesse hereditatis nodum priorem manibus propriis colligavi; secundum, Giraldus miles; tercium, Raimundus de Ulmet. Quo facto, nodum supra altare pro meis delictis et pro defunctorum parentum criminibus obtuli, cunctis canonicis astantibus, videlicet Ostindo, cantore, Artaldo, Arnaldo Fortis, Bonofuso et aliis omnibus. Alcherius et uxor sua Druda, cum filio suo W., hoc donum affirmavit. Unde sunt fidejussores W. Balduini et W. Grimuart, Airardus affirmans.

XXIV. — Reconnaissance par Guillaume Arnal des droits de Saint-Seurin sur son fief.

1108-1130.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Regnante Lodoico, rege Francie, et W., Pictavis comite, et Arnaudo Burdegal. pontifice, firmiter et indissolubiliter a decano nomine Gofranno et a canonicis Sancti-Severini, cartula quadam tamen prius sub nomine cujusdam falsę compositionis inter ipsos canonicos et W. Arnaldi et patrem suum Arnaldum Stephani facta, prorsus abdicata et destructa prout falsa et fraudulenter composita, idem W. Arnaldi de suo feudo veram et legitimam suscepit investituram, sub tali conditione ut in unoquoque anno in die festivitatis sancti Severini duodecim panes, quorum unusquisque duobus large sufficeret canonicis, et unam salmam optimi vini, et duos solidos et dimidium decano predicto et canonicis et eorum successoribus ipse et ejus successores censualiter et indeficienter redderent, et decem solidos de esporla pro investitura darent. Hujus conventionis testes fuerunt Bernardus de Pescac et Ramnulfus Bonom et Petrus Austindi et Aichelmus Johannis et Willelmus Rotlandi et Richardus sacerdos et Aichelmus Garmundi de Melac.

XXV. — Don par Guillaume Forton, prêtre, et ses fils d'un cens sur la moitié d'une vigne.

1102-1130.

Divina gratia illum ad hoc bonum inspirante, in manu Arnaudi, archiepiscopi Burdegal., canonicis Sancti-Severini Willelmus Fortonis, sacerdos Sancti-Cirici de Salabove, suorum consensu filiorum de quadam optimę v[i]neę medietate pro salute suę animę et suorum parentum se hujusmodi censum indeficienter daturum disposuit ut in die solempnitatis sancti Severini in unoquoque anno XII^{cim} denarios canonicis ejusdem

ecclesię suo tempore presentibus et eorum successoribus ipse et ejus successores de eadem proxima projenie censualiter [*fol. 17*] redderent; sed si qui post illum illam vineam haberent non bene colerent, canonici eam susciperent et cui vellent traderent.

XXVI. — **Restitution d'un cens de 6 deniers par Guillaume Ferrand.**

3 décembre 1088.

Anno mº octuagesimo octavo, regnante Philippo, Gallorum rege, W. Aquitanię duce, ego Willelmus Ferran denarios vi datos beato Severino et ejus canonicis a patre meaque matre, quos injuste abstuleram, unde etiam ante presentiam archiepiscopi G., ducisque nostri W., vicecomitis scilicet R. Aquis, aliorumque circumstantium cum illis placitavi et, ex utrisque partibus audita querimonia, recte affirmaverunt dono patris matrisque meę nunquam me amplius recuperaturum. Ideoque, quamvis parvulus tenera ętate et sensu, non timore Domini sed timore ducis nostri supradicti, volens nolens dimisi. Post discessum autem supradictorum virorum archiepiscopi G. scilicet ac ducis, excommunicatus, diabolo instigante, gaudens recuperavi. Sed tamen, Deo volente, non diu moratus, dolore sequestrationis ecclesię et populi, consilio amicorum meorum ad locum beatissimi Severini cucurri ibique, convocatis clericis ac laicis, recognovi quod injuste abstuli. Factum est hoc iii nonas decembris et in v luna, Simone, Agenens[i]um episcopo, locum Burdegal. archiepiscopatus tenente. Testes sunt A., archidiaconus; A. Arland; Gumbaldus, ejus frater; Andro; Fortus; Pontius; Simon conversus.

XXVII. — **Don d'une terre et d'une « villicatio » dans la palu; le donateur réserve à ses parents la jouissance de la terre, à charge de payer une redevance au chapitre; il se réserve l'usufruit de la « villicatio » et, après lui, s'il meurt sans héritier naturel, à un nommé Guillaume.**

Ab inicio constitutionis omnium ęcclesiarum a sanctis patribus est preordinatum ut omnis fidelis christianus, quicumque esset, de facultatibus quas possideret Dei amore peccatorumque suorum remissione secundum posse suum ecclesię daret, unde possit serviri undeque edificari; nichil enim prodest edificium absque servitio. Omnis ergo quicumque premissum secundum quod habet tenuerit silicet hanc consuetudinem bene ab antecessoribus constitutam ac firmiter custodierit, pro certo sciat se habiturum hic et in futuro magnum corpori animęque proficuum. Dominus enim testatur in Evangelio, ubi dicit : Si quis dederit quid pro nomine patris mei, centuplum accipiet in hoc seculo et vitam ęternam in futuro. Quapropter Ysabe, Deum timens mandataque ejus custodiens, venit ad Sancti-Severini locum ac consilio cujusdam canonici nomine Constantini, religiosissimi viri, dedit partem istius paludis cum villicatione sancto Severino et ejus canonicis, hoc pacto ut, si quis ex cognatione sua haberet illius partem, daret [*fol. 17 v°*] duos quartarios omnium messium, frumenti scilicet et milii necnon fabe, et villicatio absque ullo herede dum viveret esset domno Constantino, et post mortem ejus cuicumque ipsi consentire vollent, scilicet canonico sive laico, atque ita ut nunquam aliquis parentum suorum si vellet hanc donationem denegare posset. Signum Aiquelmi Gotcelmi et Austindus Guiframni. Hęc si quis predictorum spontanea voluntate persolvere nollet, excommunic[ati]one perpetua dapnaretur et in inferno inferiori ubi nulla est redemptio cum diabolo et angelis ejus sine fine permaneret.

XXVIII. — **Donation d'une terre sise près de la fontaine de Toerenx, paroisse de Saint-Seurin.**

Guille[l]mus Seguinus de Clarencs suam terram, quam habet in parrochia Sancti-Severini et Sancti-Martini juxta fontem de Toerencs, dat sancto Severino pro sua anima parentumque suorum ad vendendum vel consedendum et quid facere voluerint. Et si mortuus fuerit parentes sui vel amici quod facere potuerint faciant, et insuper decem et octo denarios persolvant.

XXIX. — **Donation d'un manse sis à Carignan, à la réserve des droits d'usufruit pour le donateur et sa femme.**

Septembre 1119.

Ego R., pro redemptione animę meę parentumque meorum, cum uxore mea Seng., concedo beato Severino mansionem quę est in villa quę vocatur Carinan cum vinea et terra in circuitu posita, hoc tenore ut, dum ego et uxor mea S. vixerit, firmiter habeamus; post mortem autem nostram sit supradicto loco cum servientibus ibidem Deo famulantibus. Istius doni sunt testes et affirmatores W. Gualt. et A. Gotcelmi. Et si quis hęc contradixerit a comunione sancta privetur et donatio ista legaliter a supradictis teneatur. Factum est hoc anno M° CX° VIIII ab incarnatione Domini Nostri Jhesu-Christi, in XX^a et II^a luna mensis septembris, annuentibus omnibus ibi circumadstantibus: A. Denco (?), R., W., B., G., R., R., S., G., Lh[udovicu]s (?), B., B.; de laicis vero C., O., L., Aiq. † R.. Signum W.; Signum A.

XXX. — **Donation de biens sis à Villeneuve et Colignan, à valoir après la mort de Rixende, nièce du donateur.**

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Ego Gombaldus Bendus, cum uxore mea Adalg., do pro redemptione

animę meę parentumque meorum sancto Severino alodium meum in villa quę vocatur Villanova, similiter et alodium quod est in villa quę vocatur Colenian, post mortem autem neptis meę Rixende. Et si quis fraude abstrahere voluerit supradicto sancto, excommunicetur et a sanctę matris ecclesię gremio [*fol. 18*] privetur. Unde sunt testes et nodatores Ostendus Gulf., Aquelmus Gotc., Bonafusus, Guilelmus Gulf., Folcraiz et multi alii complures qui huic dono adfuerunt.

XXXI. — **Donation par Maglieu et sa mère de certains biens sis dans l'Entre-deux-Mers et le Bourgès.**

1108-1130.

In nomine triplicis Unitatis atque simplicis Trinitatis, Ludovico, rege Gallorum, regnante, ac W., Pictavensi comite, Aquitanię predominante, et Arnaldo, Burdegalensi archiepiscopo pontificante, ad suarum salutem animarum et sub tali etiam conditione ut in vita sua cum canonicis Sancti-Severini corporali cibo viverent et spirituali per eorum consortium precibusque ad cęlica regna venirent, Maglloeus et mater ejus quicquid alodii inter duo maria et in Burgi pago habebant sancto Severino et canonicis ipsius ecclesię servitoribus gratis et cum vinculo karitatis in perpetuum prebuerunt. Unde sancti canonici Severini sub eorum concessione hanc cartam composuerunt et in manu domni Arnaudi, Burdegal. archiepiscopi, Maglloeus et mater ejus scriptam concesserunt concessam, super altare sancti Severini ambo simul eam obtulerunt. Istud videlicet alodium sancto Severino dederunt: inter duo maria, plantarium de Monte-Calvo et terram quę est de foris pertinens ad plantarium, et totam terram de Prigniaco, et clausuram cum omnibus nugeriis, et terram quę est desuper cum duobus nugeriis, et unum rusticum cum duabus mansuris apud Salvarege. Item, mater Maglloci totam terram quam habet in alodio in terra Burgensi, in parrochia Sancti-Severini de Arboribus sancto Severino dedit et se ipsam ecclesię contulit. Postea vero, mora

in ipsa ęcclesia aliquandiu facta et temporali beneficio ibidem suscepto, ab eadem ultro recessit. Unde parentes ejus, occasione exinde sumpta, terram post mortem ipsius occupaverunt. Plantarium ([1]) tamen adhuc habemus, de quo redduntur no[bis] VI solidi census....... sporle.

XXXII. — Reprise et restitution partielle de ces biens par Gombaud de Maurian, chevalier, neveu du donateur.

1162-1169.

Procedente vero tempore, defuncto Magloco, cum jam ęcclesia Sancti-Severini donum ipsius annis pluribus possedisset, Gombaudus de Maurian, miles, ejus nepos, illud per violentiam occupavit, unde a domino Bertrando, venerabili Burdegalę archiepiscopo a prefato Arnaldo archiepiscopo quinto, vinculo [*fol. 18 v°*] meruit excommunicacionis astringi. Obiciebat enim Gombaudus canonicis quod Maglocus terram illam nec dederat nec dare poterat. Tandem vero, intervenientibus quibusdam utriusque partis amicis, predictus G., presente et concedente Petro de Maurian, filio suo, cum Bertrando, Sancti-Severini decano et Sancti-Andreę archidiacono, ceterisque ecclesię canonicis Milone scilicet, Galardo cantore, Rufato sacrista, Bernardo, Petro de Vitrinis, Arnaldo aliisque omnibus, amicabiliter in hunc modum composuit : ut videlicet de duobus fratribus qui de illo homine quem Maglocus dederat desce[n]derant alterum, scilicet Raimundum de Bernedeid, cum una mansura de cetero in pace Gombaudus et sui haberent; reliqum vero, nomine Arnaldum, cum pertinentiis suis ecclesia cum aliis supradictis donis sine querela haberet perpetuo et possideret.

([1]) *Cette dernière phrase est d'une autre écriture.*

XXXIII. — **Donation d'une terre sise à Germignan, paroisse du Taillan. Le donateur, qui part pour Jérusalem, se réserve l'usufruit s'il revient de son voyage.**

Avant 1124.

In nomine sanctę et individuę Trinitatis, in honore etiam omnium sanctorum ac precipue in honore beatorum confessorum Severini atque Amandi, ego Guilelmus, sacerdos de Autellano, ad sancti Sepulchri locum iter volens erigere, consilio cujusdam canonici, Guilelmi videlicet de Broja, ad ęcclesiam predictorum confessorum veni ibique Gofranno decano, Aichelmo Guilelmi, nepote decani, canonico, ceterisque canonicis existentibus quandam terram quę est in parrochia Beati-Hylarii de Autellano, in loco scilicet qui vocatur Germenans, servitoribus ecclesię ejusdem dedi ac concessi, sed tali modo quod, si ego ab itinere Jherosolimitano redirem, in vita mea tantum tenerem, post mortem vero meam ecclesię servitores sub proprio jure illam possiderent. Hujus itaque doni ac concessionis ipse Guilelmus et Forto claviger, W. Gofrauni etiam nodatores fuerunt. Postea egomet ante presentiam archiepiscopi cum decano predicto veni ibique in manu ejusdem nodos ac donum predictum, sicuti factum fuerat, corroboravi et indissolubiliter confirmavi.

XXXIV. — **Concession à Gaucelme du Taillan, chevalier, de la terre sise à Germignan, laissée au chapitre par Guillaume.**

1124.

Tempore Gofrauni, decani Sancti-Severini, canonici ejusdem ecclesię videlicet Ninus et Andro cum ceteris in capitulo existentibus Gaucelmo de Autelano, militi, terram quę est in parrochia Sancti-Hilarii, in loco scilicet qui vocatur Germenians, quam Willelmus, sacerdos de eadem villa, Jherosolimam

abiens eis dimiserat, nepote ejusdem decani astante, scilicet Aichelmo Guilelmi, in feudo dederunt, sed tali pacto talique concessione quod idem Gaucelmus [*fol. 19*] terciam partem rerum in eadem terra existentium haberet, duas etiam canonicis, quasi servus talentum a domino commissum, fideliter redderet. Si vero in redditibus illos vel in aliquo alio aliquantulum offenderet, precepto cujuslibet legati ad justiciam accedere jussus continuo ante presentiam illorum se venire et ibi in capitulo tamdiu manere donec eis omnia posset satisfacere firmiter concessit. Hoc itaque pactum et hujus rei concessum peractum est anno ab incarnatione Domini M° C XX IIII, indictione IIa.

Hanc vero terram predictam tenet hodie, tempore scilicet Bertrandi decani, —————————— et reddit inde agreriam ecclesiȩ Sancti-Severini. Habet preterea ipsa ȩcclesia tres solidos censuales in villa de Germenan, qui redduntur in festivitate ejusdem sancti; quorum XIIcim reddit Ostindus [Ma]rtini; alios XII redd[it] Petrus Arnaldi; reli[quos] reddit Ostindus de P[o]jau (?)

XXXV. — **Donation de terres et vignes à Saulède, à Germignan et près de la Garonne.**

In nomine Domini Nostri Jhesu-Christi, Senegunz, mulier religiosissima, dum vixit semper adquisivit thesaurum in cȩlo, de quo legitur in Evangelio : « Quem non potest erugo neque tinea demoliri, » dando pauperibus vestitum et victum, benefaciendo clericis, ȩcclesias ȩdificando. Animus vero ejus semper istis rebus erat intentus. Cum jam pervenit hec descripta superius ad obitum mortis, ut hic sepeliretur et memoria de ea haberetur, dedit partem totam sui alodis quam habebat in villa que vocatur Sauleza, et terras et vineas quas habebat in Germeian, ecclesie Sancti-Severini, deditque vineam similiter quȩ est juxta portum Garonnȩ. Signum Aicardus, decanus Sancti-Severini. Signum W. Ramnulfus.

Post eam Amaneus partem quam habebat in eadem villa,

scilicet in Sauleza, dedit sancto Severino, ut intercessione ejus posset adquirere regnum Dei.

Hisabe vero cum filiis suis dedit in eadem villa partem quę sibi contigerat.

Aichelmus Andro, vestigia superiorum secutus, dedit quod sibi contigit, et tamen x solidos inde accepit. Signum Bonafusus. Signum Aldrannus.

XXXVI. — Accord au sujet de la restitution d'une terre sise à Blanquefort.

1091.

In nomine sanctę et individuę Trinitatis. Hęc est carta conventionis quam ego Raimundus Ostendi necnon et frater meus Ostendus fecimus cum canonicis Sancti-Severini de quadam terra quę est ante portam castri illius quod Blancafort vocatur, quam accepimus ab illis tali pacto quod in sequentibus subscribemus. Dedimus siquidem in primis prefatis canonicis pro illa xx^{ti} solidos; insuper pepigimus cum illis pactum hujuscemodi quod per cuncta annorum curricula, in festivitate sancti Severini demus eis duos solidos vel porcum unum valentem duos solidos et xx^{ti} panes et unam saumam [*fol. 19 v°*] vini. Post mortem vero nostram, si filii vel filię nobis fuerint, ipsi illam possideant et possidendo teneant, reddendo predictis Sancti-Severini canonicis illud idem quod a nobis vivis reddi solebat: in primis videlicet dent xx^{ti} solidos necnon in unaquaque festivitate sancti Severini duos solidos vel porcum unum valentem duos solidos et xx^{ti} panes necnon unam saumam vini. Si vero, quod non optamus, sine filiis vel filiabus defuncti fuerimus, restituatur terra sine ulla querela sive molestia vel parentum vel propinquorum nostrorum ad pristinum jus et ad mensam canonicorum beati patris Severini, a qua remota fuerat, et nobis sive nostrę posteritati possidenda tali conventione tradita fuerat, sicut superius dictum est. Fuit carta ista scripta anno ab incarnatione Domini Nostri Jhesu Christi M° nonagesimo primo, indictione prima.

In hac predicta terra sunt duę vineę, quas habet Gombaudus de Blancafort feudaliter de ęcclesia Sancti-Severini cum sporla xii^{cim} solidorum et censu quatuor solidorum in festivitate ejusdem sancti.

XXXVII — Donation d'une terre sise « aux Domions », à la réserve de l'usufruit en faveur du frère des donateurs pourvu qu'il reste chanoine à Saint-Seurin.

1120 (?) - 1130 (?).

Ego Amanevus de Vitrinis et Eldraunus, frater meus, pro anima patris et matris ac parentum et pro redemptione peccatorum nostrorum, in honore beati Severini ac beati Amandi mediam partem terrę quę est inter Vitrinas et Marinach, qui locus vocatur *aus Domiuns* servitoribus ejusdem ecclesię damus ac concedimus tali pacto talique concessione quod dum frater noster Boso vixerit, si in ecclesia canonice permanere voluerit, teneat, et post mortem ipsius ad ecclesiam redeat. Sin autem canonice vivere noluerit et ab eadem ęcclesia separari cupierit, hoc donum et concessum quod facimus in capitulo, Gofrauno videlicet decano, Petro Arnaldi canonico ceterisque canonicis presentibus, Ardurato etiam milite teste. Guillelmo quoque de Casaubon nodatore, multisque aliis astantibus, remota omni calupnia, servitores ecclesię firmiter ac indissolubiliter possideant.

XXXVIII. — Donation par Amauvin de Blanquefort du nommé Faraut et de ses biens.

1100-1120 (?).

In nomine sanctę individueque Trinitatis et beatę Marie genitricis Domini Nostri Christi, in honore etiam beatorum confessorum Severini scilicet atque Amandi, ego Amalvinus de Blancafort, pro anima patris et matris ac parentum meorum, cupiens quoque beneficii ęcclesię fieri particeps, quendam

villanum qui vocatur Faraut cum omni possessione [*fol. 20*] sua et omne jus quod super ipsum habebam, in capitulo, Gofrauno decano, Guillelmo de Cabanach canonico, ceterisque canonicis ibidem permanentibus. Arnaudo etiam de Blancafort, cognato meo, et Gombaudo et Austindo Rorberti, Petro Guillelmi, Arnaudo de Hylac, Austindo Garmundi multisque aliis astantibus, servitoribus ecclesię dedi firmiterque concessi ac, omnibus qui aderant presentialiter videntibus, super altare obtuli. Postea vero predictus decanus, concedentibus canonicis, beneficii totius ecclesię me participem fecit. Hujus itaque doni sunt nodatores Arnaudus, cognatus meus, et Gombaudus de Blancafort.

XXXIX. — **Donation par Gaucelme Aicard, portier de Pierre de Bordeaux.**

1124.

Quoniam Aicardum de Sancto-Albino, patrem meum, ęcclesiam Sancti-Severini admodum dilexisse audieram, idcirco ego, Galcemus Aicardi, ejusdem filius ac domni Petri Burdegalensis claviger, pietate divina commotus gravi quoque infirmitate preventus, unde postea mortem subii, consilio cujusdam canonici Sancti-Severini, videlicet Fortonis Arnaudi, magistri mei, totam terram meam et ex alia parte vineam a patre predicto dimissam ac post mortem illius a me omnino sine calumpnia possessam, quę est in parrochia Sancti-Martini de Trasluch, pro anima patris mei et pro peccatorum meorum redemptione, in honore beatorum confessorum Severini scilicet atque Amandi, Fortone Arnaudo canonico, Amanevo etiam milite, domini mei Petri fratre, ac Raimundo Aicardi, Sancti-Andreę canonico, Ramnulfo quoque Bononis fabro et Petro Andronis socio meo, aliisque compluribus in dispositione mearum rerum existentibus, servitoribus ejusdem ecclesię predictorum confessorum dedi omnique calumpnia postposita concessi et indissolubiliter confirmavi. Hęc igitur concessio et ejusdem confirmatio peracta fuit anno ab incarnatione Domini M° C XX IIII, indictione II.

XL. — Donation par Amauvin de Blanquefort partant pour la croisade d'Espagne.

Vers 1120 (?)

Quando Amalvinus Blanchefortensis cum Gastone Bearnensi propter christianę fidei religionem exaltandam contra paganos deprimendos Hispaniam adiit, quandam terram quę est juxta portum de Saulicia beato Severino et servitoribus ejus, pro salute animę patris sui et propter suę salutem animę et Arnaudi avunculi sui Blanchefortensis, in sempiternum dedit, tali tamen conditione ut Raginaudus venator, cui, dum ipse Raginaudus viveret, eandem terram ante concesserat, in vita sua solummodo teneret, et post [*fol. 20 v°*] mortem ejus in proprios usus canonicorum Sancti-Severini prorsus redigeretur. Cujus rei nodatores fuerunt ipse Amalvinus et Arnaldus Blanchefortensis, consanguineus ejus, et Arnaldus de Illiaco; et cum his testes fuerunt Andronicus Tizo, et Arnaudus Petri de Mauritania, et Gonfrandus, decanus Sancti-Severini, et Forto Arnaudi, et Ninus, canonici, et plures alii tam clerici quam laici.

XLI. — Donation d'une maison et de ses dépendances.

1160 (?) - 1175 (?).

Cum a sanctis patribus ab initio omnium ęcclesiarum preordinatum sit ut unusquisque christianus secundum posse suum ecclesię de bonis suis attribuat, ideo ego Petrus de Gamaned, sacerdos, timore Domini correptus et de beneficio ecclesię beatorum confessorum Severini atque Amandi participationem habere cupiens, in capitulo ejusdem ecclesię perveni ibique domum meam cum appendiciis omnibus, tam ante quam retro, predictę ecclesię dedi ac obnixe cum nodis, vidente fratre meo et filio meo, super altare confirmavi. Hujus itaque doni testes fuerunt canonici qui aderant, Milo videlicet, Pontius, Willelmus Arnaldi et alii laici, Aimo, Arnaldus Grimaudi, Arnaudus de Podio et multi alii.

XLII. — Donation d'un tenancier par Rixende, fille d'Arnaud de Blanquefort.

1160 (?)-1175 (?).

Preterito quondam tempore Rixendis, filia Arnaudi de Blancafort, pro anima patris et matris suę ac peccatorum suorum remissione, cupiens quoque beneficii ecclesię fieri particeps, quendam villanum, Arnaldum videlicet de Rocha, ecclesię Sancti-Severini dedit ac omne jus quod super illum habebat dimisit, tali pacto quod ipse deinceps liber et quitus homo et omnis ipsius projenies, predictę ecclesię esset. Hoc itaque donum factum fuit in manu Arnaudi de Blancafort, cognati sui, de quo predictum villanum et aliam suam terram in feudo habebat, et in manu Guitardi de Vitrinis, mariti sui, videntibus et astantibus canonicis Milone, Willelmo Arnaldi et aliis. Testes fuerunt Pontius de Cantamerla, Amanevus de Vitrinis et Tancredus, frater ejus, et alii multi.

XLIII. — Donation par Arnaud de Veyrines de diverses terres dans la banlieue.

1101-1130.

Quoniam ab initio constitutionis omnium ęcclesiarum a sanctis patribus ita est preordinatum ut unusquisque christianus de possessionibus quas habet in Dei amore posset ędificari, iccirco ego Arnaudus de Vitrinis, cum filio meo Guitardo et uxore mea Arahais, consilio cujusdam canonici videlicet Aichelmi de Hilac, ad ęcclesiam sanctorum confessorum [*fol. 21*] Severini atque Amandi veni et ibi, cum uxore mea ac filio predicto, me ipsum dedi et commisi. Quo facto, ego quoque pro anima patris ac matris parentumque meorum et peccatorum redemptione, in honore etiam predictorum confessorum, totam meam partem terrę quę est in loco qui vocatur Trembleda servitoribus ejusdem ecclesię, Guitardo

filio meo concedente, confestim dedi ac concessi. Item, post nativitatem Domini Nostri Jhesu-Christi, in die scilicet beati Stephani prothomartyris, totam meam terram quę est inter Tutelam et ęcclesiam Sancti-Germani, qui locus vocatur Afrians, cum alia terra quam in palude habebam, Arnaudo archiepiscopo presente, Gofrauno decano, Fortone Arnaudi canonico ceterisque canonicis astantibus dedi firmiterque concessi tali modo quod post mortem meam servitores ęcclesię predictę donum factum archipresule astante totum possiderent. Hujus doni ac concessionis Guitardus, filius meus, de Vitrinis et Bruno de Longuenas nodatores fuerunt.

Hanc predictam terram d'Afrians habet feudaliter W. Raimu[n]di Colum, cum censu v solidorum, in vita sua tantum; sed qui post mortem ejus terram illam habuerit reddet annuatim decem solidos et vi denarios de sporla.

XLIV. — **Donation d'une rente par Entregots, fille de Boson de Veyrines.**

Ego Entregots, filia Bosonis de Vitrinis, uxor etiam Arnaudi de Podio, consilio et ammonitione Bosonis, fratris mei, canonici Sancti-Severini, Arnaudo, clerico de Mimisano, mecum astante, pro anima patris et matris et pro peccatorum meorum remissione, dedi ecclesię beatorum confessorum Severini atque Amandi xii denarios et tali modo confirmavi quod quicumque terram meam de Vitrinis tenebit, quam pater meus cum marito meo predicto dedit, denarios predictos reddat; post mortem autem meam unam mansuram, esquartam scilicet, de frumento donet.

XLV. — Donation par Amanieu de Veyrines d'une rente de douze deniers payables par Raimond Maury de Barbeiran.

Sciendum est quod Amanevus de Vitrinis senior, confidens de meritis et intercessionibus beatę Marie et beatorum confessorum Severini et Amandi, dum in extremis ageret, dedit pro suo anniversario servitoribus eorumdem confessorum XII denarios super Raimundum Maurini de Barbairan.

XLVI. — Donation par Tancrède, fils d'Amanieu de Veyrines, de rentes payables par Arnaud Maury de Barbeiran.

Hujus itaque filius, nomine Tancredus, nichilominus de orationibus sanctorum predictorum sperans, dedit similiter, pro suo anniversario, ipsorum servitoribus III solidos, et unum quartonem et dimidium de frumento, et quinque denarios censuales super Arnaldum Maurini de Barbairan, concedente Amanevo, fratre suo.

XLVII. — Donation par Amanieu de Veyrines, d'Arnaud de Lataste et de ses biens.

1173-1185.

[*fol. 21 v°*] Amanevus iste de Vitrinis ultimo nominatus, mortuo filio suo jam milite eodem nomine vocato et in claustro sepulto, dedit pro ejus anniversario et delictorum suorum remissione ecclesię Sancti-Severini rusticum unum, Arnaldum scilicet de Latasta, cum omni possessione sua, presente et concedente Garsione, filio suo. Ita scilicet quod quicquid juris vel consuetudinis in eo habebant, vel ipse Amanevus vel fratres sui Boso et Raimundus, totum ante majus altare presentes ecclesię dimiserunt. Et hoc ipsum donum idem Amanevus super altare, dato osculo, confirmavit. Aderant huic donationi

presentes Milo, Rufatus sacrista, Bernardus, Petrus de Vitrinis, Aizio, Arnaldus, canonici ejusdem ecclesię. Predictus vero rusticus reddit ecclesie in die jamdicti anniversarii, quod est infra octabas Natalis Domini, XII denarios censuales et questam suo tempore pro posse suo et voluntate canonicorum. Actum fuit hoc tempore Willelmi, Burdegal. archiepiscopi, et Bertrandi, decani Sancti-Severini et Sancti-Andreę archidiaconi.

XLVIII. — **Donation par le même Amanieu de Veyrines à l'occasion de l'entrée de son frère Pierre au chapitre.**

1163-1173.

Item, idem Amanevus, quando fratrem suum Petrum de Vitrinis canonicum in ęcclesia Sancti-Severini constituit, dedit cum eo eidem ecclesię terciam partem illius terrę quę vocatur terzaria cum parte sua nemoris quod est supra molendinum Petri Lamberti, quod nemus ad ipsam terzariam spectat. Preterea dedit unum nummum de sporla quem habebat in mutatione domini super domum Desubtus-Murum, quam Vitalis Garreu ecclesię ante dederat. Facta fuit hęc ultima nummi donatio et prioris doni, scilicet terzariæ, confirmatio in capitulo Sancti-Severini, in manu Bertrandi archiepiscopi et Bertrandi decani, nepotis ejus, presentibus Milone, Willelmo Arnaldi, Rufato sacrista aliisque canonicis omnibus.

XLIX. — **Donation par Eyquem Raimond.**

1163-1180 (?).

Sciendum est quoque quod Aichelmus Raimundi, clericus, dedit ecclesię Sancti-Severini pro suo anniversario et peccatorum remissione aliam terciam partem prenominate terzariæ, et insuper quandam terram quę est apud Nonans, fratribus suis, Arnaudo Ostindi, milite, et Aimone, concedentibus. Hujus donationis testes sunt canonici quibus facta fuit, videlicet Milo, Rufatus sacrista, Bernardus et alii omnes.

Predictam terram de Nonans habet Bernardus monetarius cum sporla I denarii et agreria.

L. — Donation par Daunzerons de Gensac.

Daünzerons de Genciaco dedit II solidos pro suo anniversario quos habebat censuales super terram de Nonans quos reddit Vitalis de Nonans et qui terram illam colunt.

LI. — Opposition du chapitre à l'installation d'un desservant dans l'église bâtie à Veyrines par Amanieu. Renonciation par celui-ci aux rapines qu'il exerçait à Caudéran.

1145-1153.

[*fol. 22*] Cum hic predictus Amanevus de Vitrinis, tempore Eugenii pape, Gaufrido Burdegalensis ecclesię archipresulatum tenente, Lodovico rege Francorum regnante, in opido suo basilicam fecisset, affuit ibidem prefatus archiepiscopus, cum maxima multitudine virorum ac mulierum, ut, jussu et consilio ejus, capellanus in ęcclesiola illa constitueretur ac divinum offitium inibi celebraretur. Quod audientes, canonici Sancti-Severini cum maxima festinatione illuc convenerunt, divina et apostolica auctoritate prohibentes et contradicentes nullo modo in ecclesia illa capellanum debere intromitti, nisi de ecclesia Sancti-Vincentii de Marinach, quę ex proprio jure et ex proprio tenore ecclesię Sancti-Severini ab antiquis temporibus fuerat constructa. Quod audiens, predictus pontifex, dignitatem et tenorem ecclesię Sancti-Severini in nullo minuere volens, consilio canonicorum capellanum de ecclesia Sancti-Vincentii, sicuti justum et honestum fuit, ibidem constituit. Continuo autem prefati canonici ante presentiam domni archipresulis clamorem et querimoniam traxerunt super Amanevo predicto et fratribus ejus, qui in villa quę vocatur Calderans avenam violenter et injuste querebant et rapiebant et villanos

ejusdem villę fugabant, verberabant et verberando spoliabant. Quod audiens, archiepiscopus super hac re valde iratus, interdixit in castro illo divinum offitium nullatenus ab aliquo esse celebrandum, donec Amanevus quod male fecerat ecclesię Sancti-Severini satisfaceret. Amanevus igitur verecundia commotus et clamore et multorum vituperatione valde stupefactus, vim illam quam injuste in villa predicta exercuerat et omnem avenam, tam de milio quam de sigula et de omni genere messis, in conspectu omnium ibidem astantium dimisit, atque in manu predicti archipresulis sese numquam amplius habiturum fide et sacramento obnixe confirmavit. Hoc idem fecerunt fratres ejus Tancredus videlicet, Boso, Raimundus de Vitrinis et omnes milites illius castri. Similiter illud idem fecit Bertrandus de Mayrinach et frater ejus Elias et omnes milites sui castri. Hujus itaque conventionis et hujus dimissionis testes sunt Goslenus, vicarius archiepiscopi, [*fol. 22 v°*] Milo et Arnaldus Lamberti, Sancti-Andreę canonici, Alezemus de Peciaco et multi alii milites, Raimundus de Solio et plures alii, tam clerici quam laici, ibidem existentes.

LII. — **Donation par Vivien de Veyrines, chevalier, d'une rente de douze deniers sur son habitation sise près du château de Veyrines.**

Vibianus de Vitrinis, miles, dedit sanctis confessoribus Severino atque Amando eorumque servitoribus pro peccatis suis delendis et pro eorumdem sanctorum defensione XII denarios censualiter, super mansuram suam quę est in luco prope castellum de Vitrinis et super totum alodium suum. Hos vero denarios reddit filia ejus nomine Saracena in festivitate sancti Severini.

LIII. — Donation par Gaucelme du Morar de douze règes de terre au pont d'Arlac.

Gotcelmus deu Morar, dum in extremis laboraret, ut orationum quę a servitoribus ecclesię Sancti-Severini sine intermissione fiunt particeps fieret, dedit eisdem XII arregas terrę apud pontem de Arlaig, de qua, cum quondam VI nummi redderentur censualiter, nunc sola redditur agreria.

LIV. — Donation par Austinde de Bosc de diverses terres, dont une seule restera au chapitre si le fils du donateur abandonne son canonicat.

1120(?)-1143.

Quoniam ab antecessoribus ita constitutum est ut unusquisque homo de possessionibus suis quas haberet Jhesu-Christi dilectione omniumque sanctorum ac suorum peccatorum remissione, secundum posse, ad augmentandam catholicam ęcclesiam dispertiret, unde serviretur atque edificaretur, ego Austindus de Bosch, predictum Domini mandatum custodire cupiens, veni ad ecclesiam beatorum confessorum, Severini videlicet atque Amandi, et ibi in capitulo, Gofrauno decano, Nino canonico ceterisque canonicis astantibus, pro anima patris ac matris parentumque meorum, redemptione etiam peccatorum et meo anniversario, filiis meis concedentibus, Willelmo scilicet de Bosch et Bernardo de Atiran, alodium (1) quod est in civitate juxta ęcclesiam Sancti-Maxentii, unde reddebantur mihi III nummi censualiter, ac terram quę est prope fontem qui vocatur Gurz servitoribus ejusdem ecclesię dedi et indesinenter concessi. Item, totam meam partem terrę quę est in palude dedi ac concessi, tali pacto talique conces-

(1) *En marge :* Hoc habebat in feudo Raimundus de Carinian et dedit illud ecclesie in morte sua; sed Bona, uxor ejus, accaptavit illud postea cum censu V solidorum in anniversario ejusdem R. et sporla I denarii,

sione quod si filius meus Milo canonice in eadem ecclesia permanserit, servitores ecclesię totum possideant; sin autem ad miliciam redire voluerit, terram tantummodo quę est in palude teneat, cetera vero sub jure ecclesię contineantur. Hujus doni ac concessionis nodatores sunt duo filii mei W. de Bosch et Bernardus de Atiran et Andro de Gaiach.

LV. — Bail à fief d'une terre sise à Gurz.

1143-1185.

Postea vero, tempore scilicet Bertrandi decani Sancti-Severini, idem decanus et canonici, Milo scilicet [*fol. 23*], Rufatus sacrista, Petrus de Vitrinis, Bernardus, Arnaldus, Aizio et alii omnes dederunt predictam terram de Gurz feudaliter Arnaldo Martino, monetario, ad plantandam vineam, cum sporla duorum denariorum et tercia parte vindemię.

LVI. — Donation d'une terre par Austinde de Bosch et son frère Élie.

Ego predictus Austindus de Bosch et frater meus Helias dedimus ecclesię Sancti-Severini terram quandam quam comunem habebamus, quę vocatur Artiga-Bardin. Hujus vero terrę medietatem tenet Milo canonicus in vita sua; alterius habet agreriam ecclesia.

LVII. — Cession au chapitre de droits de gage sur un tenancier.

Item, sciendum est quod prefatus Helias de Bosco in fine sui obitus, cum rebus suis disponeret, pro peccatorum suorum remissione, pignus LXX solidorum quod habebat super villanum, scilicet W[i]ll[el]mum de Laforest, de Arnaldo de Burdegala, milite, servitoribus ecclesię beati Severini atque

Amandi dimisit habendum. Postea vero Petrus de Burdegala, filius ejusdem Arnaldi, inpignoravit illum eundem rusticum canonicis ipsius ecclesię pro L et VII solidis, in manu Ententonis de Sancto-Albino, ipso Ententone concedente. Tandem vero, Dei amore et peccatorum suorum remissione, idem Petrus dedit eidem ecclesię in alodium eundem Willelmum de Laforest cum pertinentiis suis, ut eum in pace ęcclesia haberet perpetuo et possideret.

LVIII. — Donation d'une terre sise entre Saint-Seurin et Mérignac et rétrocession au donataire à titre de censive.

1110 (?)-1143.

Ego Austindus Rorberti de Blancafort, timore Domini correptus, cupiens quoque de possessionibus meis aliquid pro redemptione peccatorum meorum dispertiri, ad ęcclesiam beatorum confessorum Severini scilicet atque Amandi celeriter perveni, ibique in honore predictorum confessorum Gofrauno decano, Raimundo, nepote decani canonico, aliisque canonicis astantibus, Bernardo, milite de Sancto-Severino, Brunone de Longuenas ac multis aliis laicis presentibus, alodium meum quod est inter ęcclesiam Sancti-Severini et ecclesiam Sancti-Vincentii servitoribus ejusdem ecclesię dedi ac indesinenter concessi. Postea vero a predicto decano et a canonicis presentialiter ibidem existentibus donum predictum in feudo accepi, tali pacto quod ego et successores mei duos nummos tantum de acquisitione ac duos censualiter darent. Hujus vero doni et concessionis Bernardus de Sancto-Severino ac Bruno de Longuenas nodos fecerunt.

LIX. — **Concession à titre de censive d'une terre sise « au Quaire », au sujet de laquelle le chapitre était en procès avec le preneur.**

1120 (?) - 1130 (?).

Tempore Gofrauni, decani Sancti-Severini, idem decanus cum canonicis, Petro Arnaudi sacerdote videlicet ceterisque in capitulo existentibus, Andronem de Porta Medulcina ad justiciam venire precepit, de terra quę est sub Tutela, in loco scilicet qui vocatur *au Quaire* et eum placitando devicit ita quod etiam [*fol. 23 v°*] jure juditii eandem terram amisit, donec ad ultimum cum canonicis concordiam fecit ac eam terram predictam ab ipsis in feudo accepit, tali pacto quod ibi vineam ędificaret, de qua terciam partem vindemię, sex etiam denarios de acquisitione et unum censualiter daret, ac in vita sua tantum teneret. Si vero vel filius vel quicumque de parentela ejus hereditario jure vellet eam possidere, eodem modo VI denarios de acquisitione et unum censualiter. Ut autem hoc firmum esset, Raimundum, filium Arnaudi Bononis fabri, fidutiam et Raimundum Garsie, monetarium, concessorem prebuit.

Hanc vineam habet Rosana, soror R. Davi, predicto modo.

Hanc (1) vineam comparavit postea Bertrandus Ruffati ab ipsa Rosanna in manu canonicorum.

LX. — **Donation par Guillaume Guiral, chanoine de Saint-André et de Saint-Seurin, avec réserve d'usufruit au profit du frère et de la sœur du donateur.**

In nomine Sanctę Trinitatis et beate Marie Virginis ac in honore beatorum confessorum Severini atque Amandi, ego Guilelmus Giraldi, ecclesię Sancti-Andreę et Sancti-Severini

(1) *Cet alinéa a été ajouté en marge.*

canonicus, Deum timens, repentina quoque infirmitate correptus, pro anima patris ac matris et pro peccatorum meorum redemptione, dimidiam partem vineę quę est prope Arenas, mediam quoque partem alterius vineę quę est juxta locum qui vocatur Campus Rotundus servitoribus ecclesię ejusdem predictorum confessorum dedi indesinenterque concessi, sed tali pacto quod frater meus Maurinus ac soror mea Senegundis in vita sua tantum tenerent, post mortem autem illorum servitores ecclesię donum predictum possiderent.

Predictam medietatem vineę quę est prope Arenas habent hodie Blanca, filia Arnaldi de Laforcada, cum sporla I denarii et tercia parte vindemię et I denario censuali.

Alteram vero medietatem vineę quę est juxta Campum Rotundum habent filię Raimundi Petri de Regina feudaliter, cum sporla unius denarii et tercia parte vindemię.

LXI. — **Donation par Austinde de Tropeite.**

1120 (?) - 1130 (?).

Ego Austindus de Tropeita cum uxore mea Audiart, Deum timens ac ejus mandatis obedire cupiens, diuturna etiam infirmitate correptus, in honore beatorum confessorum, Severini videlicet atque Amandi, totam terram meam, Gofrauno decano, Nino canonico ceterisque canonicis ibidem existentibus, Aichelmo quoque de Hach canonico et Grimaudo de Sancto-Severino, consilio quorum hoc donum peregi, Reginaudo de Tropeita, Aichelmo etiam Romani multisque aliis presentibus, servitoribus ejusdem ecclesię dedi firmiterque concessi. Item, terram [*fol. 24*] quę est in parrochia Sanctę-Eulalię de Sarcilach, in loco scilicet qui vocatur *a Tiacs*, eodem modo prebui. Hujus vero doni Grimaudus de Sancto-Severino et Bonetus de Nonans nodatores fuerunt.

Hanc terram habet Gombaudus de Tiac cum sporla VI denariorum et I censuali et agreria,

LXII. — **Bail à cens à Sinans, fille de Raimond Garcie, chanoine, d'une vigne au sujet de laquelle ladite Sinans était en procès avec le chapitre.**

1110 (?)-1130 (?).

Tempore Gofrauni, decani Sancti-Severini, filia Raimundi Garsię canonici, nomine Sinans, domum quę est in vico Sancti-Severini ac vineam quę est juxta *las Tastas,* de quibus predictus decanus cum canonicis querimoniam faciebat in curia archiepiscopi Arnaudi, in manu videlicet ipsius, decano predicto et canonicis omnibus qui aderant presentialiter videntibus, Raimundo scilicet, archidiacono de Sarnes, et ceteris tam clericis quam laicis, juditio convicta dimisit ac concessit. Postea vero a decano et canonicis, Aichelmo Guilelmi videlicet, nepote decani, cęterisque in capitulo existentibus, in feudo accepit, tali pacto quod dum viveret de domo sex denarios censualiter, de vinea quoque quintam partem vindemię daret; post mortem autem ipsius successores qui hereditario jure domum ac vineam vellent possidere de domo IIII^or denarios censualiter et de vinea quartam partem vindemię redderent. Ut hęc firma et indissolubilia essent, duos cognatos suos, Gaucelmum Arnaudi scilicet ac Petrum Austindi de Sancto-Severino, milites, fidutias dedit. Et insuper ut firmius teneretur, Heliam, Burdegalensem militem, concessorem prebuit.

LXIII. — **Donation par Guillaume Guiral d'Arsac, chevalier, qui est sur le point de partir pour Saragosse en vue de rétablir sa santé.**

1110 (?)-1143.

Cum (1) a constitutione tocius catholicę ecclesię ita est preordinatum ut omnis christianus de rebus suis quas haberet ecclesię attribueret, unde hedificaretur undeque servicium a

(1) *Le scribe chargé d'écrire les initiales a mis en tête de cette pièce un D; pour corriger l'erreur on a tracé ensuite en noir un C dans le D.*

servitoribus fieri posset, iccirco ego Guilelmus Guiraudi, miles de Arciach, Deum timens et gravi infirmitate detentus ac etiam apud Cesaris Augustam causa sanitatis recuperande iter aggredi cupiens, pro anima patris et meę matris, parentumque meorum, remissione etiam peccatorum, in honore beatorum confessorum, Severini scilicet atque Amandi, Gofraudo *(sic)* decano, Raimundo, ipsius nepote canonico, Ententone de Sancto-Albino, Arnaudo de Hilach, Raimundo de Sancto-Severino, fratre decani, [*fol. 24 v°*] Atone, Burdegalensi judice, Arnaudo W. de Sancto-Petro, Bernardo de Longuenas, milite, Fortone Aichelmi de Molins et Raimu[n]do de Arciach, sacerdotibus, multisque aliis in dispositione mearum rerum existentibus, quandam vineam quę est prope viam quę vocatur *Lassareia* servitoribus ecclesię predictorum confessorum, Petro de Arciach filio meo concedente, dedi subitoque concessi. Hujus itaque doni et concessionis Arnaudus de Hilach, miles, ac Petrus de Arciach, filius meus, sunt nodatores.

LXIV. — Déguerpissement par Pierre, fils d'Austinde, chantre de Saint-Seurin, de maisons sises près de l'église Saint-Étienne.

1101-1130.

Tempore Gofrauni, decani Sancti-Severini, Petrus, filius Austindi, cantoris de Sancto-Severino, terram cum domibus ibidem existentibus quę est juxta ęcclesiam sancti Stephani prothomartyris, quam ab ecclesia injuste surripere cupiebat et de qua predictus decanus cum canonicis querimoniam faciebat, unde etiam Arnaudus venerabilis archiepiscopus, cum extra communionem ecclesię fieri precipiebat, in presentia ipsius justo juditio convictus, dimisit et concessit, ita quod ipse nec aliquis heres illius postea in proprios usus esset ausus presumere. Aicardo, Burdegalensi milite, et Maurando, burgensi judice, testibus, Gaucelmo quoque Arnaudi ac Jordane, monetario de Sancto-Severino, fiduciis existentibus.

LXV. — Donation d'une terre sise à Saint-Seurin par Gaucelme, archiprêtre de Buch, chanoine de Saint-Seurin, à la réserve de l'usufruit pour le neveu du donateur.

Ego Gaucemus, archipresbiter de Bosio et canonicus Sancti-Severini, in honore omnium sanctorum ac beatę Marie Virginis, matris Domini Nostri Jhesu-Christi, et precipue ad honorem utilitatis beatorum confessorum, Severini videlicet atque Amandi, gravi infirmitate correptus, multis quoque tam clericis quam laicis in dispositione mearum rerum existentibus, pro anima patris ac matris parentumque meorum, remissione etiam peccatorum, quandam terram quę est in vico Sancti-Severini prope domum Arnaudi de Sancto-Martino servitoribus ecclesię predictorum confessorum dedi et concessi, tali pacto quod nepos meus, Amanevus scilicet, Ugonis militis ac Prime sororis meę filius, in vita sua tantum teneret et ne vendere vel obpignerare ausus esset; sed, remota omni calumpnia, servitores ecclesię illam sub proprio jure possiderent.

LXVI. — Donation par Forton Arnal, chanoine de Saint-Seurin, d'une vigne sise à Carronans, sauf réserve de la possession censuelle au profit du donateur et de son neveu.

1110(?)-1143.

Ego Forto Arnaudi, canonicus Sancti-Severini, in honore Jhesu-Christi ac beate Marie [*fol. 25*] Virginis, matris ejusdem, omniumque sanctorum, et precipue in honore beatorum confessorum, Severini scilicet atque Amandi, pro anima patris ac matris et peccatorum meorum remissione, quandam vineam quę est in loco qui vocatur Carronans dedi ac concessi, Gofrauno decano, Aichelmo de Hylac canonico ceterisque canonicis existentibus, tali pacto quod inde in vita mea duos denarios censualiter darem, post mortem autem meam Gaucelmus nepos meus eodem modo in vita sua tantum teneret et

inde duos solidos censualiter redderet, post mortem quoque ejusdem servitores ecclesię vineam illam possiderent.

Hanc habet modo Cons[tan]tinus de Lodors feudaliter, cum sporla IIII^or denariorum et tercia parte vindemię et I obolo census.

LXVII. — Restitution par Arnaud de Badetz d'immeubles sis à Badetz et rétrocession de ce bien à titre de censive au profit dudit Arnaud et de ses héritiers naturels.

1110 (?)-1143.

In honore Domini Nostri Jhesu-Christi et beatę Marie Virginis, genitricis ejusdem, omniumque sanctorum ac precipue ad utilitatem et honorem beatorum confessorum, Severini scilicet atque Amandi, ego Arnaudus de Bazet, cum uxore mea Prima, alodium meum quod est in loco qui vocatur Bazes cum domibus ibidem existentibus, quod alodium quidam furtim et quasi per latrocinium vendendo illud ab ecclesia surripuerant, pro anima patris ac meę matris parentumque meorum, remissione etiam peccatorum, Gofrauno decano, Petro Arnaudi canonico, ceterisque canonicis in capitulo existentibus, Raimundo quoque milite, fratre decani, consilio cujus hoc donum peregi, Arnaldo de Latasta, Aichelmo Guilelmi de Vivario, Austindo de Podio, Guillelmo Ramnulfi, Fortone de Sancto-Germano, fratre Guilelmi de eodem loco, Austindo textore, Constantino de Sancto-Martino, multisque aliis presentialiter astantibus, servitoribus ecclesię predictorum confessorum, uxore mea predicta concedente, spontanea voluntate dedi ac commisi.

Postea vero a decano et canonicis ibidem presentibus, in feudo accepi, tali modo quod ego in vita mea sex denarios tantum de acquisitione ac duos censualiter darem; post mortem autem meam eodem modo filii vel parentes quicumque hereditario jure possidere vellent, sex denarios de acquisitione [ac duos] censualiter attribuerent. Hujus quoque doni ac concessionis ipse Arnaudus de Bazet cum uxore sua Prima et Arnaldus de Latasta, Aichelmus etiam Guillelmi de Vivario nodos fecerunt.

LXVIII. — **Donation par Arnaud de Viver d'une terre sise près de Nonans, sauf réserve de l'usufruit pour le donateur et sa femme.**

Ego Arnaudus de Vivario, cum uxore mea Rixenda, in honore omnium sanctorum et precipue ad utilitatis honorem beatorum confessorum, Severini videlicet atque Amandi, pro anima patris ac meę matris et pro peccatorum meorum redemptione, [*fol. 25 v°*] terram meam in qua domus est sita, cum appendiciis ejusdem ante et retro existentibus, quandam etiam terram quę est prope villam quę vocatur Nonans, servitoribus ecclesię dedi ac concessi, ita quod ego cum uxore mea predicta in vita tantum tenerem, post mortem autem meam ad ecclesiam rediret.

LXIX. — **Opposition par le chapitre à la vente d'une maison sise paroisse Saint-Siméon, qui a été donnée à Saint-Seurin et dont le donateur s'est réservé la possession.**

1120 (?) - 1130 (?).

In nomine Domini Nostri Jhesu-Christi et beate Marie Virginis omniumque sanctorum, in honore etiam beatorum confessorum Severini atque Amandi, ego Guilelmus Gofrauni, clericus Sancti-Severini, pro anima patris mei et pro peccatorum meorum redemptione, servitoribus ecclesię predictorum confessorum terram in qua domus est sita quę est in Burdegala civitate, in parrochia videlicet Sancti-Simeonis, dedi et concessi, tali modo quod inde in vita mea duos nummos censualiter darem. Post multum vero temporis, idem W. Gofrauni, necessitate coactus, Arnaudo de Sancto-Sev[e]rino vendere voluit; quod postquam decanus audivit, cum canonicis eidem Guillelmo Gofrauni vendere volenti et Arnaudo predicto emere cupienti subito prohibuit. Ipse autem Willelmus, vetitum decani ac canonicorum audiens, decano, et eodem Arnaudo, ac Nino, Androne etiam ceterisque canonicis in claustro Sancti-Severini existentibus,



donum predictum sicuti prius peractum fuerat concessit et omnino quietum reddidit.

Hanc predictam domum habet Gotcelmus Luzent et reddit inde prescriptum censum.

LXX. — Donation par Bernard de Pessac (?) d'une terre sise à Gratacap.

1123.

Ego Bernardus de Pecag, miles, in honore omnium sanctorum et beatę Marie Virginis ac precipue ad utilitatem beatorum confessorum Severini atque Amandi quandam terram quę est juxta viam quę vadit ad Villam-Novam, in loco scilicet qui vocatur Gratacabs, pro anima patris et meę matris ac pro peccatorum meorum remissione et pro anima fratris mei, videlicet Arnaudi Guillelmi, filio ejusdem concedente, videns quoque fratrem meum, Atonem scilicet, gravi infirmitate detentum unde postea mortem subiit, in suarum rerum dispositione, predictis confessoribus partem suam quam in eadem terra habebat dedisse, Gofrauno decano, Aichelmo de Hac canonico multisque aliis canonicis ibidem astantibus, laicis etiam Arnaudo etiam Aicheumi, bellatore de Blancafort, et Guillelmo Ramnulfi presentialiter existentibus, servitoribus ecclesię predictorum confessorum dedi ac indissolubiliter concessi. Hujus vero doni et concessionis ipse Ber [*fol. 26*] nardus et Rorbertus Ultramarinus, sororius Aicheumi Guillelmi canonici, Austindus etiam Dives de Sancto-Severino, Arnaudo Aicheumi predicto et Guillelmo Ramulfi se testificari asserentibus, nodatores fuerunt. Hoc autem donum ac concessum factum fuit anno ab incarnatione Domini M° C XX° III°, indictione prima, epacta solari nulla, lunari vero epacta XX^{a} II^{a}.

LXXI. — **Donation par Austinde, tisserrand, d'une terre à Capdeville, sauf réserve de la possession censuelle pour le donateur, son fils et les enfants de celui-ci.**

1123.

In honore Domini Nostri Jhesu-Christi et beatę Marie Virginis omniumque sanctorum, ac precipue ad honorem beatorum confessorum Severini atque Amandi, ego Austindus Textor, timore Domini correptus, gravi quoque infirmitate detentus, cum filio meo videlicet Aichelmo, Gofrauno decano, Fortone Arnaudi etiam canonico ac magistro meo Aicheumo Guillelmi de Vivario, Arnaudo quoque de eodem loco multisque aliis presentialiter existentibus, beatissimis confessoribus me ipsum dedi et comisi. Postea vero terram meam quę est in Capite Villę, cum domibus et appenditiis ante ac retro ibidem existentibus, eodem filio meo concedente, pro peccatorum meorum remissione, servitoribus ecclesię predictorum confessorum dedi firmiterque concessi, sed tali pacto talique concessione quod egomet cum filio meo predicto in vita mea duos denarios censualiter ad festivitatem sancti Amandi darem, et pro eodem dono, in fine mei obitus, meum corpus in cimiterio ejusdem ecclesię sepulturam dando canonici terrę commendarent. Si vero ipse filius meus mihi superstes fieret, similiter in vita sua duos denarios censualiter preberet, ac etiam corpus ejusdem, diligentissime sepeliendo, eodem modo terrę comendarent. Iterum, si idem filius, scilicet Aichelmus, filios vel filias habuerit, ipsi a decano et canonicis in capitulo permanentibus XII denarios de acquisitione et IIII censualiter attribuendo in feudo accipiant. Item, si idem de quo supra diximus filios nec filias genuerit, illud donum predictum, omni calumpnia remota, canonici possideant. Hujus itaque doni ac concessionis ipse Austindus cum filio suo et Aicheumus Guilelmi, Arnaudus etiam de Vivario cęteris testificantibus, nodos fecerunt. Hęc autem concessio et hujus doni confirmatio facta fuit anno ab incar[na]tione Domini M° C XX° III, indictione I, epacta solari nulla, lunari [*fol. 26 v°*] vero epacta XX II.

LXXII. — Restitution d'une terre et d'une vigne par Guillaume Sourget, qui a été condamné par sentence du « consul ». Rétrocession à titre de censive de ces biens à Guillaume Sourget et à ses héritiers naturels.

28 avril 1124.

Tempore Gofrauni, decani Sancti-Severini, idem decanus cum canonicis, videlicet Nino, et Aicheumo de Ilac, Androne etiam aliisque compluribus, cuidam juveni, Petro scilicet, a Guilelmo Amanevi, Guilelmi prepositi filio, consulatum tenenti, de quodam burgense, videlicet Guilelmo Sorget, qui quandam terram cum vinea quę est juxta Arenas, quam ejus antecessores furtim ac quasi per latrocinium ab ecclesia surripuerant hereditate possidebat, querimoniam fecit. Quo audito, consul predictus eundem burgensem confestim ad justiciam venire precepit ibique ante ejusdem consulis presentiam, legali timore ac juditiali sententia convictus, Gofrauno decano, Petro Arnaudi canonico, Aicheumo Guilelmi multisque aliis existentibus, monetariis quoque compluribus, scilicet Aicheumo Lamberti, Raimundo Garsię, Guilelmo de Acra, Bonafuso Calvo, Bonino, Raimundo Arnaudi d'Espatressa, Raimundo de Constiniano presentialiter ibidem permanentibus, servitoribus ecclesię beatorum confessorum Severini et Amandi, sorore sua Rixenda concedente, dimisit ac, omni calumpnia postposita, concessit. Postea vero a decano et canonicis in capitulo astantibus, quendam denarium de acquisitione dando, in feudo accepit, tali modo quod dum ipse viveret quartam partem vindemię daret, post mortem autem ipsius, quicumque de parentela hereditario jure possidere vellet terciam partem vindemię et denarium de acquisitione redderet. Hujus vero dimissionis ac facte concessionis Raimundus de Constinanno et Raimundus Arnaldi, sororius ejusdem Guilelmi Sorget, fiducię fuerunt, et ut firmius teneretur Raimundum Garsię, monetarium, mandatorem et concessorem prebuit. Hoc itaque factum fuit iiii kalendas mai, anno ab incarnatione Domini m° c xx iiii°.

LXXIII. — **Donation par Isangard de la moitié d'une terre; la donatrice se réserve la possession viagère de ce bien à titre de censive.**

1124.

Ego Isangardus, uxor Guilelmi Arnaudi de Burgo, ad honorem utilitatis ecclesię beatorum confessorum, Severini scilicet atque Amandi, pro anima patris ac etiam matris meę et pro peccatorum meorum remissione, dimi[*fol. 27*]diam partem terrę quę est inter vineam Fortonis Arnaudi canonici et domum Aichelmi de Bolach, cognati mei, quam cum sorore mea habebam, Gofrauno, decano ejusdem ecclesię, presente, et Aichelmo de Vivario, Aichelmo etiam Bonafusi multisque aliis presentialiter existentibus, omni calumpnia remota, dedi firmiterque concessi, tali modo quod in vita mea, unum denarium censualiter dando, tenerem, post mortem etiam meam ad ęcclesiam rediret. Factum est autem anno ab incarnatione Domini m° c xx° IIII.

LXXIV. — **Donation par Pierre Boer, de Saint-Seurin, d'une terre et d'une vigne sise à la croix de Badetz, et dont le donateur se réserve, ainsi qu'à ses descendants, la possession à titre de censive.**

Ego Petrus Boer de Sancto-Severino in mearum rerum dispositione, in fine scilicet mei obitus, pro anima patris ac matris, remissione etiam peccatorum meorum, ecclesię beatorum confessorum, Severini scilicet atque Amandi, quandam terram cum vinea quam ab eadem ecclesia, I denarium censualiter reddendo, habebam, quę est prope crucem quę est sita juxta viam quę vadit ad Bazet, dedi ac concessi, tali modo quod si uxor mea, Senegundis videlicet, quę de me pregnans erat, puerum pareret et ipse nec uxorem legaliter duceret nec ab ea aliquam projeniem haberet, in vita sua tantummodo teneret, post mortem autem ad ecclesiam rediret; si vero uxorem ducat et inde filios vel filias gignat, ipse eorumque

successores ab ipsis servitoribus ecclesię predictę censualiter tenendo possideant.

LXXV.— **Donation par Forton, portier de Saint-Seurin, d'une maison et d'une terre sise près de Nonans; le donateur réserve la possession de ces biens, à titre de censive, à sa fille et à ses descendants.**

27 décembre 1125.

Ego Forto, claviger de Sancto-Severino, causa peregrinationis Hierosolimam iter dirigere cupiens, Raimundo et Aicheumo W., fratre ejusdem, atque Aicheumo de Ylach, canonicis, Petro milite ac Fortone de Nonans, socio meo, Austindo etiam Divite, Arnaudo quoque de Utrach multisque aliis in dispositione mearum rerum existentibus, servitoribus ecclesię beatorum confessorum, Severini videlicet atque Amandi, a quibus maxime utilitatis bona acquisieram, domum cum appendiciis quam egomet ędificaveram, quę est prope domum Austindi Divitis, terram quoque quam in alodio habebam sive in palude scilicet xx[ti] et ii fulcos, sive extra paludem, hoc est vi saciones, prope villam quę vocatur Nonans dedi omnique calumpnia remota, Gofrauno decano, Nino canonico cęterisque canonicis in capitulo permanentibus [*fol. 27 v°*] postea firmiter concessi, tali modo talique concessionis dispositione quod filia quam ego de sorore Arnaudi Terreni genui, scilicet Alazes, domum cum appendiciis, iii denarios inde ad festum sancti Amandi censualiter reddendo, ac terram supradictam tantummodo in vita sua teneat; at vero, si alicui viro legali conjugio conjuncta fuerit et ab eo filios vel filias habuerit, ipsi eorumque successio generis eodem modo possideant. Sin autem aliter evenerit quod neque filium nec filiam a viro legaliter pariat, domum cum cęteris predictis vendere nec impignare absque comuni consilio canonicorum nemini presumat, sed post mortem ejus ad comunem utilitatem ejusdem ecclesię predictę redeat. Factum est itaque hoc donum vi kalendas januarii, anno ab Unigeniti incarnatione m° c xx v°.

LXXVI. — **Donation par Forton Arnal des Paux d'une terre à Yvrac.**

29 août 1126.

Cum autem constitutione totius ecclesię ita sit preordinatum ut unusquisque de possessionibus suis servitoribus ecclesię secundum posse suum tribuat, iccirco ego Forto Arnaudi des Paus ad ecclesiam sanctorum confessorum, Severini scilicet atque Amandi, cum Arnaudo, de eodem loco, vicino meo, cog[no]mine Terreno, veni et ibi, videlicet in capitulo, nulla necessitate coactus sed spiritus Dei clementia compunctus, Gofrauno decano, Nino canonico, Petro Arnaudi, sacerdote ac canonico, ceterisque canonicis ibidem existentibus, Petro etiam de Ponte Longo, clerico et diacono, astante, partem meam terrę quę est juxta terram sancti Severini, quę est in parrochia Sancti-Vincentii de Ivraco, in vita mea, omni calumpnia remota, dedi indissolubiliterque confirmavi, tali pacto quod, postquam anima a corpore separabitur, corpus meum in cimiterio ejusdem ecclesię a canonicis honorifice sepeliretur. Nodos quoque fecerunt Arnaudus et Petrus de Ponte Longo predicti, et ego postea super altare ca[no]nicis astantibus, obtuli. Hoc itaque donum et concessum factum fuit IIII^{to} kalendas septembris, anno ab incarnatione Domini M^{o} C XX VI.

LXXVII. — **Donation d'une terre par Guillaume de Saint-Germain, sauf réserve de la possession au profit des parents du donateur, lesquels devront servir au chapitre une rente de 4 deniers.**

1120 (?) - 1130 (?).

Ego Guilelmus de Sancto-Germano, in fine mei obitus conventui canonicorum ecclesię beatorum confessorum. Severini scilicet atque Amandi, Gofrauno, ejusdem ecclesię decano, Petro Arnaudi, magistro meo, ac etiam Fortone Arnaudi canonicis,

Fortone, fratre meo, multisque aliis tam clericis [*fol. 28*] quam laicis in dispositione mearum rerum existentibus, uxore quoque mea nomine Blanca concedente, in manu predicti decani et Petri Arnaudi, magistri mei, pro peccatorum meorum remissione xvi fulcos terrę dedi firmit[er]que concessi, tali pacto quod inde iiii denarios quicumque de parentela mea terram illam teneret in anniversario, duos videlicet sacerdotibus et ii canonicis. Si vero nullus eos redderet, continuo canonici terram omni calumpnia seposita, in usumcomunis utilitatis omnino possiderent.

LXXVIII. — **Donation d'une vigne par Sanche d'Utrac, sauf réserve de l'usufruit au profit du donateur.**

1126.

Ego Santius de Utrac, in fine obitus fratris mei Vitalis, beatissimis confessoribus, Severino scilicet atque Amando, Gofrauno decano, Petro Arnaudi canonico, Willelmo de Summa-Lana, cum uxore ejusdem, sorore mea, et etiam Raginaudo fabro multisque aliis in presentia decani predicti existentibus, pro anima ejus quoddam quarterium de vinea de duobus quę uxor ejusdem, quę erat de Marinac, in dotem susceperat, dedi ac concessi, sed tali pacto quod in vita sua solummodo teneret, post mortem vero ipsius ad ęcclesiam rediret. Factum est autem anno ab incarnatione Domini m° c xx vi.

LXXIX. — **Constitution par Geoffroy Alberic, au profit du chapitre, d'une rente de quatre deniers sur une vigne sise dans la paroisse Saint-Remy.**

1128.

Ego Gaufridus Albarici, gravissima detentus infirmitate, Bonafuso, capellano et Sancti-Andreę canonico ac magistro meo, Raimundo etiam Gunturii, nepote meo, multisque aliis in dispositione mearum rerum existentibus, beatissimis confesso-

ribus, Severino scilicet atque Amando, Jhesu-Christi dilectione et peccatorum meorum redemptione IIII denarios in festivitate sancti Severini censualiter disposui, affirmandoque concessi tali modo talique concessionis dispositione quod quicumque vineam meam quę est in civitate, in parrochia Sancti-Remigii *deus Paus*, et etiam prope domum Willelmi Garmundi, teneret, IIII^or^ denarios censualiter redderet. Si vero nullus eos redderet, servitores ecclesię vineam predictam confestim occuparent. Denique post multum temporis, Gofraunus, Sancti-Severini decanus, cum Petro, magistro et Sancti-Andreę canonico, Androne, etiam canonico et decani nepote, atque cum multis aliis ibidem existentibus causa visitandi me in longica infirmitate positum, ante presentiam meam, ibique, sicuti ego [*fol. 28 v°*] prius disposueram, ita in manu decani predicti, ceteris autem audientibus, dedi ac confirmavi. Hoc itaque donum factum est anno ab incarnatione Domini M° C XX VIII.

Hos predictos denarios reddit Petrus Bendeir.

LXXX. — **Transaction avec Andron de Porte-Médoquine au sujet d'une vigne sise à Figueyreaux.**

29 juin 1127.

Tempore Gofrauni decani Sancti-Severini idem decanus cum canonicis ejusdem ecclesię, videlicet Nino ac Petro Arnaudi ceterisque compluribus, Andronem de Porta Meldulchina de vinea quę est sub Tutela, inter viam scilicet quę vadit ad Tropeitam et eandem Tutelam, et de vinea quę est super viam quę vadit ad Lodors, in loco scilicet qui vocatur *au Figairols*, de quibus conventus canonicorum querimoniam faciebat, ad justiciam venire jussit. Quod postquam Andro audivit, cum fiduciis multis diebus cum canonicis ante ipsos et ante Arnaudum archiepiscopum placitavit, nec tamen deliberare aliquid potuit. Post multum vero temporis idem Andro cum Raimundo fabro et Arnaudo sutore, genero suo, ac quibusdam amicis suis, scilicet Arnaudo Martini, monetario, Constantino

quoque de Lodors, ad ęcclesiam beatorum confessorum Severini atque Amandi, iram vel inimititiam *(sic)* decani et canonicorum timens incurrere, celeriter pervenit, ibique in capitulo, III° kalendas julii, cum decano ac comuni conventu canonicorum concordiam hujus modi fecit, tali modo talique concessionis affirmatione quod de vineis predictis III solidos de acquisitione et quintam partem vindemię redderet. Factum est autem decano predicto, Nino canonico cęterisque canonicis, laicis quoque compluribus, videlicet Arnaudo Bononis de Vivario ac Aicheumo Gramatici multisque aliis ibidem existentibus, generis suis fiduciis datis et concessoribus, anno ab Unigeniti incarnatione M° C XX VII. Raimundus faber II solidos de acquisitione et Arnaldus de Laporta XII denarios eisdem vineis.

LXXXI. — **Donation par Alazaïs de Martillac, sœur de Raimond, prieur de La Sauve, d'une terre sise à Martillac, et rétrocession de cette terre à la donatrice à titre de censive.**

1120(?)-1130(?).

Ego Alazeiz de Martilac, soror Raimundi, monachi ac prioris Silvę Majoris, cum Girardo clerico et Raimundo existente puero, meis filiis, ad ęcclesiam beatorum confessorum, Severini scilicet atque Amandi, causa familiaritatis veni, ibique Gofrauno decano, Nino et Aichelmo Willelmi cęterisque canonicis in capitulo existentibus, Willelmo etiam de Lo[*fol. 29*]dors et Aicheumo Domengs, pro anima patris et matris ac peccatorum meorum remissione, IIII sationes de terra quę est in parrochia Sanctę-Marie de Martillac, in loco videlicet qui vocatur Lacanaus, servitoribus ecclesię ejusdem dedi et indissolubiliter confirmavi. Postea vero a decano et canonicis in feudum sumpsi, dando ibi IIII denarios de acquisitione et IIII censualiter, et quicumque terram illam predictam tenuerit eodem modo IIII denarios de acquisitione et IIII censualiter reddat. Hujus itaque doni ipsa Alazet et Girardus predictus, Aicheumus etiam Domegs nodatores fuerunt.

LXXXII. — **Restitution par les beaux-frères de Garsende d'une terre donnée par celle-ci, et rétrocession de cette terre auxdits beaux-frères à titre de censive.**

1110 (?) - 1143.

In nomine sanctę et individuę Trinitatis. Garsendis, filia Lamberti de Bolac, in dispositione suarum rerum Fortone Arnaudi canonico presente et Arnaudo Bononis de Vivario, Johanne etiam de Cambis multisque aliis presentibus, vi sationes de terra quę est in loco qui vocatur Labats, quam ipsa hereditario jure possidebat, servitoribus ecclesię beatorum confessorum Severini atque Amandi, pro anima pat[ri]s ac matris et pro peccatorum suorum remissione ac sepultura sua, dimisit firmiterque concessit. Quo audito, post mortem ipsius, duo fratres cognati ejus, videlicet Raimundus et Ostinlus de Labats, terram predictam occupavere continuo eamque sub excommunicatione positi diu tenuere. Post multum vero temporis, nolentes pati diutinam excommunicationem, cum Willelmo Arnaudi et Aicheumo, canonicis de Compriano, ac Dozone de Marinac ad ęcclesiam Sancti-Severini festinantes venerunt ibique in capitulo, de hoc quod male egerant veniam poscentes, Gofrauno decano, Nino canonico cęterisque canonicis, clericis quoque ac laicis cum predictis ibidem existentibus, satisfecerunt. Postea autem a decano et canonicis in feudum acceperunt tali modo quod de terra quintam partem redderent et unum denarium censualiter darent.

LXXXIII. — **Donation par Pons de Macau et son frère Raimond d'une terre sise près le cimetière de Saint-Seurin.**

1110 (?) - 1143.

Poncius de Macau ac frater ejus Raimundus, pro animabus patris ac matris eorum parentumque suorum atque pro pecca-

torum suorum redemptione, de terra quę est prope cimiterium Sancti-Severini donum beato Severino in manu Gofrauni decani fecerunt, quibusdam canonicis presentibus, Arnaldo scilicet de Sancto-Severino, Nino, W. de Cabanac, Poncio et Aicheumo W. Cujus doni nodatores fuerunt [*fol. 29 v°*] ipsi duo fratres supradicti et Austindus, sacerdos de Sancto-Albino, atque Willelmus Bogesi; fiducia vero Bonafusus miles de Ponticulo. Tali pacto quod Arnaldo Austindi de Nemore uxorique ejus et filio concedere facerent, et si non possent, convicti juditio, xx solidos, quos unde habuerant, canonicis redderent et insuper investituram suam, quam Arnaldus de Sancto-Severino de Willelmo de Macau et de Arnaldo Austindi de Nemore habuerat, uni canonicorum pro quodam nummo dare facerent.

LXXXIV. — **Donation par Raimond Itier d'un cens à prendre sur une terre déterminée.**

1131.

Raimundus Iterii in fine sui obitus, in dispositione videlicet suarum rerum, matre sua Garsenda concedente, pro peccatorum suorum remissione, beatissimis confessoribus Severino atque Amando dedit et concessit ut mater ejus predicta de terra ubi trilea erat, quę est prope domum Fortonis Rorberti de Palis, in vita sua vi denarios redderet; post mortem autem matris quicumque de parentela terram predictam cum vinea teneret xii denarios censualiter daret. Factum est itaque hoc donum anno ab incarnatione Domini m° c xxx i.

LXXXV. — **Donation par Arnaud deu Trauc de ses biens immeubles; il en réserve la possession à sa mère, à charge de payer un cens au chapitre.**

1131.

Ego Arnaudus deu Trauc, pro redemptione peccatorum meorum et pro anima patris mei, ecclesię beatorum confes-

sorum Severini et Amandi totam terram meam, preter illud quod mater mea Dominica confraternitati suę dare vellet, in fine mei obitus magistro meo, Aicheumo scilicet de Ylac, presente aliisque presentibus, matre mea concedente, dedi ac concessi, tali modo quod mater mea in vita sua tantum teneret, post mortem autem ejus, canonici ecclesię totum possiderent. Postea vero mater predicta ante Gofraunum, Aichelmo Domegs et Petro Bigot multisque aliis ibidem existentibus, sicuti donum concesserant illud idem diligentissime confirmavit. Hoc autem donum factum est anno ab Unigeniti incarnatione M° C XXX I.

LXXXVI. — **Donation par Raimond de Pessac, chevalier, de la directe seigneurie sur divers immeubles.**

Raimundus, miles, filius Bernardi de Peciacho, in manu Gofrauni decani, ecclesię beatorum confessorum Severini atque Amandi terram cum vinea quę est juxta domum Fenol monetarii et domum cum orto [*fol. 30*] in qua Gaserdis Boiensis manet, quod totum Amanevus de Sancto-Maxentio de illo in feudo habebat, dedit firmiterque concessit. Postea vero Raimundus Aulicus, cujus erat feudum, quinque solidos de acquisitione canonicis tribuit. Quod nisi successores eodem modo reddiderint, canonici ecclesię prėdictę totum possideant. Ad ultimum vero Bruno de Porta hanc terram de Raimundo Aulico comparavit et acquisitione[m] predicte ecclesię similiter reddidit.

LXXXVII. — **Donations d'immeubles et d'un tenancier par Pierre de Bordeaux, fils de Guillaume, prévôt.**

1143.

Petrus de Burdegala, Willelmi prepositi filius, dedit ecclesię Sancti-Severini terram ubi manent Raimundus de Lavi et Arnaldus de Lavi et Martinus Magnian. Iterum idem Petrus de Burdegala cum uxore sua Guirauda, pro peccatorum suorum

remissione, cupiens etiam de beneficio ecclesię se fieri participem, servitoribus ecclesię sancti Severini et beati Amandi, Gofrauno decano, Fortone Arnaudi, Aichelmo de Ylach, canonicis, Bernardo etiam milite de Podio, Arnaldo Willelmi judice multisque aliis tam clericis quam laicis in ęcclesia predicta existentibus, quendam villanum prope Montem Judaicum morantem, cum omni possessione sua, tam domibus quam vineis, dedit et obnixe confirmavit. Hoc itaque donum factum est anno ab Unigeniti incarnatione M° C XL III, indictione VI.

LXXXVIII. — **Donation d'une terre et d'un manse par Alazaïs, fille d'Eyquem de Viver, laquelle réserve la possession à sa fille, si celle-ci a des enfants.**

Ego Alazeis, filia Aicheumi de Vivario, meam partem terrę et stacionis de eodem loco, in presentia Fortonis Arnaudi, magistri mei, Aimone, cognato meo, et Guilelmo Arnaudi tineoso ibidem permanentibus, in fine mei obitus filię meę unice dimisi; sed tali modo quod, si ipsa haberet filium vel filiam de legali conjugio, totum teneret; sin autem aliter esset, servitores ecclesię beati Severini et beati Amandi omnia predicta sine calumpnia possiderent.

LXXXIX. — **Donation de la dîme d'Urranenga, paroisse de Lanton, et de terres dans ladite paroisse.**

1120 (?) - 1140 (?).

Ego Arnaldus de Alentum, volens me ipsum justificare, veni ad ęcclesiam sanctorum confessorum Severini atque Amandi et ibi in capitulo, pro animabus parentum meorum ac pro peccatorum meorum remissione et etiam in consortio canonicorum cupiens esse, Gofrauno decano, Nino canonico, [*fol. 30 v°*] Raimundo etiam et Petro Arnaudi cęterisque canonicis ibidem existentibus, decimam de villa [1] quę vocatur Urranenga,

[1] *En marge :* Hec villa est in parrochia de Lenton et sunt ibi v domus que reddunt hanc decimam.

scilicet de frumento et sigula, de milio et panicio, de lino ac sipiis et de avibus, alodium quoque quod habebam in villa quę vocatur Alenton, videlicet v saciones *a Lespinaub* et alias v ante veteram stacionem patris mei, fratribus ac sororibus meis concedentibus, Aicheumo scilicet et Raimundo, Ema etiam et Alaiz, ecclesię predictę dedi firmiterque concessi. Postea vero Poncionem de Labreza et Ticionem, avunculum meum, ad ęcclesiam predictam conduxi et illis decimam predictam quietare feci, de quibus illam habebam, duobus militibus testificantibus, videlicet Bibiano et Oliverio de Ornon, fratribus meis predictis similiter astantibus. Ad ultimum quoque dominum meum scilicet Amanevum de Castello ad ęcclesiam supradictam adduxi; ipse autem rogatu meo et amore canonicorum, cupiens etiam de beneficio fieri se participem, astante Gofrauno decano et Aicheumo de Ylach ac Fortone Arnaudi cęterisque canonicis ibidem permanentibus, III saciones in alodio quę erant prope porticum Sanctę-Marie de Alenton, in manu decani predicti et super altare offerendo, vidente Jordane de Aula, dedit et obnixe confirmavit[1]. De his III sacionibus et de predictis decem redduntur II solidi censuales in festo sancti Severini.

XC. — Donation par Aymon de Saint-Seurin, neveu du doyen récemment décédé.

1144.

Ego Aimo de Sancto-Severino, nepos decani, filius Rotlandi, post mortem domini mei decani qui me ab infantia nutrierat, consilio quorumdam amicorum meorum, cupiens etiam fieri particeps de beneficio ecclesię, tam in anima quam in corpore, omnem possessionem quam ego habebam, scilicet in campis et vineis et cęteris rebus, omni conventu canonicorum in capitulo congregato, ecclesię confessorum Severini et Amandi dedi et

(1) *Ce qui suit a été ajouté.*

obnixe concessi. Ipsi vero canonici, videntibus istis Raimundo clerico Ultra-Marino et Arnaldo Willelmi, nepote Willelmi de Cabanach, et Guilelmo Raimundi de Sancto-Martino, de beneficio me investierunt. Hoc autem factum est anno ab incarnatione Domini M° C XL IIII, indictione VI.

XCI. — Oblation de Vital Garreu, qui se donne au chapitre, et avec lui une vigne et une maison.

1160 (?) - 1170 (?).

Quoniam animarum magis quam corporum curam summopere habere debemus et quoniam scriptura testatur [*fol. 31*] quia non vult Deus mortem peccatoris, sed ut magis convertatur et vivat, iccirco ego Vitalis Garreu, post multos hujus seculi labores, timore Domini correptus, ad ęcclesiam confessorum Severini atque Amandi celeriter perveni, ibique consilio amicorum meorum eidem ecclesię me ipsum dedi ac devovi. Insuper, pro animabus patris ac matris meę et peccatorum meorum remissione, plantarium meum de Bareiras et vineam quę est juxta et domum meam quę est subtus murum similiter dedi ac obnixe, omni occasione remota, super altare cum nodis confirmavi. Hujus itaque doni testes et concessores fuerunt Arnaldus Willelmi de Porta Medulga, Raimundus de Solio et frater ejus Alexander, Arnaudus Eschivan, canonicis ejusdem ecclesię presentibus : Milone videlicet, Pontione, Willelmo Arnaldi et omnibus aliis; P. de Ponte-Longo, R. de Ultra-Mare, Gombaudo, sacerdotibus, multisque aliis tam clericis quam laicis videntibus et audientibus.

Hanc predictam domum habet Forto de Beutra feudaliter, cum sporla II solidorum et censu trium solidorum in festivitate sancti Severini.

Plantarium vero et vineam quę juxta est habet in feudo Arnaldus de Santo-Laurentio cum sporla duorum denariorum et tercia parte vindemię.

XCII. — **Donation de vignes par Vital Garreu à l'occasion de la réception de son fils comme chanoine.**

1162-1173.

Item, ego Vitalis Garreu dedi ecclesię Sancti-Severini, cum filio meo Raimundo, quando canonici ipsius ecclesię in fratrem et concanonicum eum receperunt, omnes vineas meas et quicquid alodii habebam, presentibus in capitulo Sancti-Severini Bertrando archiepiscopo, Bertrando quoque, decano ejusdem ecclesię et Burdegal. archidiacono, Milone, Rufato sacrista, Bernardo, P. de Vitrinis, Arnaldo, Aizione aliisque canonicis omnibus.

Harum vinearum quandam partem habet in feudo Raimundus deu Far; aliam habet Petrus, filius Peironere deu Far; aliam, Willelmus Vigoros; aliam, Raimundus d'Aronchel. Quisque eorum reddit terciam partem vindemię et de sporla I denarium.

XCIII.— **Donation par Gaucelme d'Auzema, prêtre, d'une vigne sise à Saint-Laurent d'Escures.**

Ego Gaucemus de Auzema, sacerdos, cum rebus meis disponerem, dedi ecclesię Sancti-Severini, pro anniversario meo faciendo, quandam vineam apud Sanctum-Laurentium de Escuris.

Hanc vineam habet ________________ et reddit inde terciam partem vindemię, cum sporla.

XCIV. — **Donation d'un tenancier par Brun de Longuenas et sa femme Alaïs.**

1100(?)-1150(?).

[*fol. 31 v°*] Ego Bruno de Longuenas et uxor mea Alaiz simulque primogenitus meus Arnaudus Willelmi, timore et

amore Domini correpti et de beneficio ecclesię beatorum confessorum Severini atque Amandi participes fieri cupientes, ad eandem ęcclesiam convenimus, ibique pro animabus patris ac matris nostrę et peccatorum nostrorum remissione, in communi capitulo canonicorum ibidem astantium, Raimundo videlicet, fratre nostro, Milone, Willelmo Arnaldi omnibusque aliis, quendam villanum, Raimundum scilicet de Laubareda, dedimus, ac indissolubiliter donum illud super altare nodis confirmamus, tali pacto talique conventionis assensu quod unoquoque anno ipse vel ejus successores de domo sua et de appendiciis ejus in festivitate sancti Severini eidem ecclesię II solidos censualiter persolvant. Hujus autem doni testes fuerunt Raimundus sacerdos, nepos ipsius Brunonis, Rorbertus, capellanus Sancti-Simeonis de Melaco, Aimo claviger, Arnaudus Sirben multique alii, tam clerici quam laici, ibidem existentes.

XCV. — **Donation par Eyquem d'Illac, chanoine de Saint-Seurin, d'une rente de deux livres d'encens payables par les tenanciers de deux terres.**

1100 (?)-1150 (?).

Aichelmus de Iliaco, Sancti-Severini canonicus, dedit ecclesię Sancti-Severini in fine suę vitę duas libras incensi, super terram videlicet de Fontaneras et de Pradeds et super vineam de Naujag, tali pacto quod Arnarldus *(sic)* Grimaudi vel quicumque terram illam et vineam possideret unam libram in Natale Domini, alteram in Nativitate sancti Johannis-Baptiste predictę ecclesię redderet. Hanc [1] terram tenent filie ipsius Arn. Grimaut, uxores Martini deu Peiron et fratris sui.

[1] *Cette dernière phrase a eté ajoutée; elle est écrite d'une autre encre.*

XCVI. — **Renonciation par Arnaud à des redevances en céréales que percevait indûment son père Amauvin de Blanquefort.**

1159

Quodam igitur tempore, dum Amalbinus de Blancafort Jherosolimitanis militibus se dedisset, Arnaldus, filius suus, terram et paternam hereditatem libere et quiete obtinuit. Quod videntes, canonici Sancti-Severini ad eundem Arnaldum convenerunt, rogantes ac deprecantes quatenus res et possessiones ecclesię, sicuti antecessores sui fecerant, ac in nullo dignitatem, in quantum posset, minuere permitteret. Ipse vero prefatus Arnaldus, peticioni eorum satisfacere volens ac de beneficio ecclesię particeps fieri cupiens, non solum quod poposcerant eis concessit, verum etiam omnem avenam, tam de milio quam de sigula et de omni genere [*fol. 32*] messis, quam pater suus predictus in villa que vocatur Villa-Nova violenter et injuste habuerat, ecclesię dimisit ac se numquam amplius habiturum obnixe confirmavit. Hoc idem fecit Gombaudus et filii sui, Elias Garmundi, Gombaudus de Mauriano, Willelmus Rorberti, Arnaldus de Iliaco et omnes alii barones et milites illius castri. Hoc donum et ista dimissio facta fuit in manu canonicorum, Milonis videlicet, Guilelmi Arnaldi et aliorum multorum ibidem astantium, anno incarnationis Dominicę M° C L VIIII.

XCVII. — **Donation d'un tenancier par Arnaud de Blanquefort et accord avec Amauvin, frère dud. Arnaud, touchant trois autres tenanciers qu'Arnaud avait donnés au chapitre sans les désigner.**

1176.

In nomine sanctę et individuę Trinitatis et omnium sanctorum et beatorum confessorum Severini atque Amandi, ego Arnaudus de Blancaforti, pro anima uxoris meę Ainie de Baiona et peccatorum meorum atque suorum remissione, et

ut anniversarium ejusdem Ainie perpetuo fiat in ęcclesia Beati-Severini, dono et concedo ecclesię Beati-Severini perpetuo habendum Guilelmeus de Monzartiguas et fratres ejus IIII^{or} et eos omnes qui de eis processerint, et quito eos de omni servicio et de avena, per me et per successores meos. Hoc donum facio in manu Bertrandi, decani ejusdem ecclesię et archidiaconi, videntibus et audientibus Milone de Tyran, et W. Arnaldi, et Galardo cantore, et Rufato sacrista, et Raimundo de Podio-Paulini, et Raimundo W., et Petro de Vitrinis, et Bernardo, et Bosone, et Raimundo, et Arnaudo, et Aicione, canonicis ejusdem ecclesię Sancti-Severini, et Gombaudo de Blancaforti, et Amaneo de Tyra, et Helia Gormundi, et Gombaudo de Maurian, militibus de Blancaforti, et aliis multis, tam clericis quam laicis.

Item, sciendum est quod idem Arnaldus de Blancafort, dum rebus suis disponeret, ecclesię Sancti-Severini, ubi se juxta uxorem suam Aiam in claustro sepeliendum ordinabat, dedit pro suo anniversario et peccatorum remissione tres villanos; sed, morte urgente, nec eos nominare nec locum potuit assignare. Cum autem Amalbinus, frater ejus, ei in hereditatem successisset et sepius a canonicis ecclesię ut jam dictos villanos sibi assignaret requisitus fuisset, dilationi addens dilationem et occasionibus occasiones, longo tempore subterfugit. Tandem vero canonici, pro defectu Willelmi archiepiscopi, cui sepius super hoc conquesti fuerant, litteras ad Aimarum, episcopum, et Johannem, decanum Xantonenses, a domino papa Alexandro super hac querela inpetraverunt. Qui, litteris domini Pape [*fol. 32 v°*] susceptis, cum prefato Amalbino et canonicis diem et locum super jamdicta querela assignassent, idem Amalbinus, de justicia diffidens, infra diem assignatam cum eisdem canonicis, quibusdam ex eis mediantibus, Milone scilicet et Aichelmo Raimundi, amicabiliter composuit. Hujus vero compositionis modus talis fuit : dederant quondam canonici Sancti-Severini novem solidos de decem et octo solidis quos habebant ce[n]suales super homines suos de Inzinis antecessoribus ipsius Amalbini, tali pacto quod quicumque dominus foret

castri Blancafortensis eosdem homines pro posse suo defenderet et in pascuis suis et nemoribus aliisque terris paduenciam sicut ceteri vicini sui pace haberent perpetua. Hos vero novem solidos reddidit Amalbinus; immo, dedit ecclesie, in reco[m]pensationem villanorum quos frater suus Arnaldus dederat, et paduenciam sicut prefati homines unquam habuerant concessit similiter et dedit. Hanc donationem firmavit idem Amalbinus manus super majus altare et oris impositione, astantibus ibidem canonicis Milone, Rufato sacrista, Senebruno, et de laicis quoque Willelmo Helia de Podio-Paulino milite [1] et Arnaldo de Ispania. Hoc idem postea concessit et confirmavit, presentibus eisdem canonicis et Petro Willelmi et Goscelmo de Sancto-Severino, militibus. Actum fuit hoc tempore W. archepiscopi et Bertrandi decani, Ludovico in Francia, Henrico in Anglia regnantibus, Ricardo, ejusdem Henrici filio, Pictav. comitatum et Aquitanie ducatum tenente, Dominice incarnationis anno Mº C LXX VI.

XCVIII. — Donation par Pierre Arland d'un tenancier d'Hastignan et de sa tenure.

Ego Petrus Arlandi, universe carnis viam ingrediens, pro peccatorum meorum remissione et pro anniversario meo faciendo, dedi ecclesie Beati-Severini quendam villanum a Hastignian et totam tenentiam ejus, qui dicitur Arnaudus de Bosco, qui dat III denarios de ces in festo apostolorum Simonis et Jude et agregriam terre sue et talliatam. Testes sunt Milo et Raimundus Willelmi et Raimundus de Podio-Paulini, canonici ecclesie Sancti-Severini.

(1) *Le reste jusqu'aux mots* Actum fuit *a été écrit plus tard et d'une autre encre.*

XCIX. — **Donation par Adias, femme dudit Pierre Arland, d'un tenancier à Saucats.**

1160 (?) - 1185 (?).

Ego Adias, uxor ejusdem Petri Arlandi, agens in extremis, pro delendis peccatorum meorum excessibus et pro anniversario meo faciendo, dedi ecclesię Beati-Severini quendam villanum meum cum filiis suis et cum tota pertinentia sua, qui dicitur Guillelmus de Lanas, in parrochia de Saucaz, concedentibus filiis meis Petro Arlandi et Amanevo, Willelmo Arnaudi et Mescla Mau. Testes sunt Milo, Rufatus, Petrus de Vitrinis, Raimundus, Bernardus, Arnaudus, canonici ejusdem ecclesię, et Carbonellus [*fol. 33*] de Blancafort et Andro de Sancto-Severino, milites.

C. — **Donation par Pierre Arland, fils du précédent, d'une rente de deux sous à prendre sur le cens d'Hastignan.**

1160 (?) - 1185 (?).

Ego Petrus Arlandi, predictorum Petri scilicet Arlandi et Adie filius, in morte fratris mei Amanevi, Dei et ipsius pietate commotus, dedi ecclesię Beati-Severini, pro anima ejusdem et anniversario suo, II solidos de censu meo de Hastignian perpetuo habendos. Ipsum vero ministerialem meum Andraudum deu Sescar canonicis ejusdem ecclesię in claustro tradidi, ut ipse vel quicumque post eum censum collegerit hos II solidos infra octabas Sancti-Severini, sine omni contradictione, ejusdem sancti servitoribus reddat. Hoc donum ego Petrus manu propria super majus altare feci et osculo firmavi. Testes sunt Milo, Rufatus sacrista, Raimundus et Arnaldus et plures alii ejusdem ecclesię canonici.

CI. — **Donation par la vicomtesse de Tartas d'un cens de quatre sous moins trois oboles sur les habitants de Carona, paroisse de Saint-Laurent-d'Esteuil.**

1160 (?)-1185 (?).

Ego Mateudis, vicecomitissa de Tartas, filia Garsionis de Marcha, uxor Petri de Burdegala, dono et concedo ecclesię Sancti-Severini, concedente patre meo et marito meo, pro anniversario meo IIII solidos minus III obolis super homines de Caronna, in parrochia Sancti-Laurentii de Mezolc, quos habeo super eosdem homines et super terram eorum in festo sancti Severini censualiter. Testes sunt Milo, Rufatus sacrista, Raimundus de Podio-Paulini, Petrus de Vitrinis, Bernardus et alii canonici ecclesię Sancti-Severini et Petrus de Burdegala et Bertrandus de Aula, milites.

CII. — **Donation par Gaillard de Bordeaux de ses droits sur le manse d'Arnaud Escuder et de Guillaume Miquel.**

Notum sit tam presentibus quam futuris quod Gallardus de Burdegala, in obitu sui fratris Arnaldi de Lalanda militis, dedit ecclesię Beati-Severini et servitoribus ejus perpetuo habendum hoc quod habebat in estagia Arnaudi Escuder et Willelmi Michaelis, videlicet tres nummos de ces in festo beati Georgii et XII nummos de sporla. Testes sunt Milo de Tyra et Willelmus Arnaudi de Podio-Paulini et frater ejus Raimundus et plures alii ejusdem ecclesię canonici, et Gaucelmus, miles de Sancto-Severino.

CIII. — **Reconnaissance par Amanieu, fils d'Arnaud Garsie, des droits du chapitre sur la terre de Langon et investiture dudit Amanieu.**

1170.

Notum sit tam presentibus quam futuris quod cum ęcclesia Beati-Severini conquereretur de Arnaudo Garsię, qui XII^cim lamprezas quas ei censualiter debebat in Ramis Palmarum de terra de Lengonio, quam ille comparaverat de Petro de Segnas, quam terram vicecomes Gavareti dederat ecclesię Beati-Severini, auferre non verebatur, quandoque tamen [*fol. 33 v°*] eas reddebat, contigit ut ille Arnaldus moreretur, satisfactione de tanta injuria eidem ecclesię nondum plene exhibita. Post mortem autem illius, filius ejus Amanevus, veniens cum matre sua ad ecclesiam Beati-Severini, injuriam patris sui recognoscens, gagiavit eidem ecclesię et firmavit manu propria ut de cetero annuatim lamprezas illas XII^cim redderet eidem ecclesię in die Ramorum. Quod non fecit, nisi primo anno, et fere per annos quinque eas abstulit, excusationem pretendens quod mater ejus terram illam tenebat et possidebat. Sed tandem, inquisitus super hoc a canonicis jamdictę ecclesię, venit ipse scilicet Amanevus de Sescars cum Petro de Mota et aliis amicis suis ad ęcclesiam Beati-Severini et in capitulo injuriam de lamprezis non redditis recognovit et gagiavit, et pro lamprezis XX^ti solidos reddidit. Postea vero eadem ecclesia investivit eum de terra illa feodaliter cum quinque solidis burdegalensium de sporla et XII^cim lamprezis quę censualiter reddantur eidem ecclesię in Ramis Palmarum. Et ipse Amanevus et successores ejus lamprezas illas bonas et recentes ita semper per proprium nuncium suum ita mittant ut canonici ejusdem ecclesię eas in die statuto ad convivium suum habeant; verumtamen, si lampreze illę redditę fuerint ante Ramos Palmarum, canonici eas non respuant. Testes autem hujus rei sunt ex parte Amanevi Petrus de Mota, tunc prepositus Burdegalę, et Vitalis de Lengonio, canonicus ecclesię Beati-Severini

et capellanus Sancti-Gervasii de Lengonio, et Raimundus de Camellas, et Vitalis de Mazac, et Gaucelmus de Coleiras, et Guillelmus de Tolena, sacerdotes, et Petrus de Peret, miles, et Bernardus Urgollet, et Raimundus Faidinis, et Bernardus frater ejus de Tolena, et Arnaudus Cor-de-Petra, et Raimundus Guerret. De parte canonicorum sunt testes : Arnaldus Lamberti, canonicus Beati-Andreę et Beati-Severini, Milo de Tyran, Raimundus Willelmi, Petrus de Vitrinis, Bernardus, Boso, Raimundus Sacrista, Aicius, Milo de Peciaco, canonici ecclesię Sancti-Severini, Willelm Raimundi de Podio-Paulini, laicus, Aichelmus de Sescario et Raimundus Grimaudi, diaconi, Petrus de Ponte-Longo, sub-diaconus, Constantinus de Lodors, et Raimundus de Livrac, et Petrus de Bolac, laici. Actum est hoc anno [*fol. 34*] ab incarnatione Domini M° C LXX.

CIV. — **Donation d'une maison à Bordeaux par Pierre de Saint-Laurent d'Esteuil, à l'occasion de sa réception au chapitre; le donateur réserve à son fils Arnaud et aux enfants légitimes de celui-ci la possession de cette maison à charge de payer un cens au chapitre.**

Notum fieri volumus quod Petrus de Sancto-Laurentio de Mezulco, dum canonicatus fuit in ęcclesia Beati-Severini, dedit eidem ecclesię perpetuo habendum domum suam de Burdegala, scilicet solium et domum quę est ante, in hunc modum quod Arnaldus, filius, ejus et heres ejusdem Arnaudi, si heredem de matrimonio habuerit, habeat domum illam cum solio feodaliter, cum XII [denariis] de acaptament et cum II solidis de ces in festo sancti Severini. Si vero idem Arnaudus heredem legitimum non habuerit, post mortem ejus domus tota cum solio redeat in proprietatem ejusdem ecclesię sanctorum Severini et Amandi ; similiter vinea de Bareiras redeat ad eandem ęcclesiam libere, si legitimum heredem non habuerit.

CV. — Donation par le même Pierre, chanoine, d'un cens sur une maison et une treille.

1160 (?)-1185 (?).

Item, idem Petrus canonicus, laborans in extremis, dedit pro suo anniversario, super domum suam et trileam quę est juxta domum Aicii canonici III solidos ecclesię Sancti-Severini, quos reddit predictus Arnaldus, filius suus, in die sui anniversarii, et hoc idem faciet quicumque post Arnaudum domum illam et trileam habuerit. Huic donationi interfuerunt Milo, Rufatus, Bernardus et Raimundus de Podio-Paulini.

CVI. — Donation par Garsende de Pontet de divers biens, notamment d'une treille qu'elle tient à cens du chapitre.

1168.

Ne res bene gesta dolo, vel odio, vel amore, vel oblivionis incomodo, procedente tempore, a via veritatis abscedat, ideo constitutum est a sapientibus ut scripto tradatur cum testium assertione. Notum [sit] igitur tam presentibus quam per succedentia tempora postfuturis quod Garsendis de Pontet, particeps fieri cupiens tam temporalis beneficii quam spiritualis ecclesię Beati-Severini, ad honorem confessorum Severini atque Amandi et ad utilitatem animę suę et corporis dedit ecclesię et servitoribus ejus trileam de Tutela, quam feodaliter habebat de eadem ecclesia, ita quod quinta pars vindemię reddebatur eidem ecclesię. Dedit quoque ipsa Garsendis domum suam de Porta Mezulca, quę est juxta solium Raimundi de Carignan, ita quod neptis ejus Rosana eam haberet feodaliter de eadem ęcclesia cum sex nummis d'acaptament et cum XII^cim^ nummis de ces, et censum redderet in anniversario ejusdem Garsendis. Similiter dedit eadem Garsendis eidem ecclesię duos solos prope ęcclesiam Sancti-Maxentii super Divisam. Hoc donum de trilea, de domo, de duobus solis fecit predicta [*fol. 34 v°*]

Garsendis in claustro Beati-Severini, in manu Bertrandi, decani ejusdem ecclesię et archidiaconi Burdegal., videntibus et audientibus Milone de Tyran, et W. Arnaldi de Podio-Paulini, et Raimundo, fratre ejus, et Rufato sacrista, et Raimundo W., et Petro de Vitrinis, et Bernardo, et Bosone, et Raimundo, et Arnaldo, et Aicione, canonicis ejusdem ecclesię, et multis aliis. Ad majorem autem hujus donationis munitionem, juxta consuetudinem terrę, nodos fecit et in quadam cartula manu propria subscripsit et cartulam cum scriptione super altare sancti Severini posuit. Testes hujus donationis sunt Petrus Rufus, capellanus ecclesię Sancti-Severini, et Petrus de Reisac, capellanus de Marignac, et Elias de Marignac, miles, et Raimundus de Carignan, burgensis, et alii plures. Actum est autem hoc anno ab incarnatione Domini M° C LX VIII.

Hanc predictam vineam accaptaverunt a decano et canonicis prescriptis ad domos faciendas : Marchus, unum solum ; Petrus Stephani, unum; Aimiricus, unum; Arnaudus Mol, unum; Raimundus de Carignan, II; Sancius, unum; Raimundus Bonafusus, I. De unoquoque solo redduntur duo solidi in Circumcisione Domini, et alii duo de sporla.

Item duos prefatos solos qui sunt super Divisam accaptaverunt Raimundus de Sancto-Philiberto et Gaucelmus de Carignan, uterque cum censu II^{orum} solidorum et XII^{cim} denariis de sporla.

CVII. — **Restitution par l'archevêque Bertrand du droit de percevoir une redevance sur la vente du vin à Saint-Seurin.**

1170.

Ne oblivionis incomodo res bene gesta detrimentum pati debeat in posterum, ic[c]irco scripto traditur sub testium assertione. Inde est quod ego Bertrandus, Burdegal. archiepiscopus et sanctę Sedis apostolicę legatus, cum controversia diu agitaretur inter me et canonicos ecclesię Beati-Severini, de cantaris quę dantur in venditione vini in burgo Sancti-Severini,

quas ego dicebam juris mei esse et illi e contra respondebant illas jam fuisse adjudicatas eidem ecclesię Sancti-Severini tempore Arnaudi Giraudi archiepiscopi, antecessoris nostri, Gofrauno existente decano sepedictę ecclesię, et inde tres testes idoneos sacerdotes nobis presentabant, videlicet Guillelmum Arnaudi et Aichelmum Willelmi, canonicos ejusdem ecclesię, et Raimundum de Palis, capellanum Sancti-Remigii, nos, recognoscentes injuriam quam eidem ecclesię faciebamus, cantaros illas eidem ecclesię resignavimus habendas in perpetuum. Et ne questio oriri debeat de cetero, presentem cartam inde fieri precepimus et sigillo nostro eam mu[*fol. 35*]niri fecimus. Testes autem hujus rei sunt Bertrandus, Burdegal. archidiaconus, et Gilibertus, Sernensis archidiaconus, et Raimundus de Solio, et Raimundus de Saleta, canonici ecclesię Beati-Andreę, et Rufatus, sacrista ecclesię Beati-Severini, et Gallardus, cantor ejusdem ecclesię et Willelmus Arsivi, capellanus ejusdem archiepiscopi, et Garsio Arnaudi, subdiaconus, et plures canonici ecclesię Beati-Andreę et ecclesię Beati-Severini. Actum est hoc anno ab incarnatione Domini M° C° LXX^{mo}, concurrente III, epacta XII, indictione III.

CVIII. — Bulle d'Alexandre III accordant aux archevêques de Bordeaux l'usage du pallium le jour de la fête de saint Seurin.

8 mai 1170(?)

Alexander, episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri B[ertrando], Burdegalensi archiepiscopo, apostolicę Sedis legato, salutem et apostolicam benedictionem. Ea quę ad decorem domus Domini spectare cognoscimus animo libenti promovere debemus et fratres nostros episcopos qui in partem comisse nobis sollicitudinis a Domino sunt vocati, tanto majori honore et ampliori gratia prevenire quanto ipsi altioris inter ceteros locum obtinent dignitatis et puriore nobis et ecclesię Romanę noscuntur devotione astricti. Hac siquidem consideratione

inducti et precibus ac peticionibus tuis, quantum cum Deo et justicia possumus, gratum cupientes impertiri assensum devotioni tuę, tibi et per te successoribus tuis auctoritate apostolica indulgemus ut in festivitate beati Severini, confessoris et ecclesię Burdegalensis patroni, vobis pallio liceat uti et ejus usum in eadem festivitate ad ecclesię jamdictę decorem vos de cętero in perpetuum concedimus obtinere. Datum Verulis, VIII idus maii.

CIX-CX. — **Restitution opérée par Amanieu de Pessac, à la suite d'une bulle d'Alexandre III, dont le texte est inséré dans l'acte.**

1167 (?)-1168 (?)

Notum sit tam presentibus quam futuris quod Amanevus de Peciaco et Alezem, frater ejus, quandam possessionem ecclesię Sancti-Severini, quę est apud Farrum, diu per violentiam tenuerunt; unde a Gaufrido, et Raimundo, et Arduino, et Be[r]trando archiepiscopis, pro defectu justicię meruerunt sententia excommunicationis innodari; sub qua sentencia, a domino papa Alexandro confirmata, alter eorum, scilicet Alezem, mortis debitum persolvit et extra cimiterium sepultus fuit. Interea vero canonici ejusdem ecclesię, videlicet Gallardus cantor et Rufatus sacrista, curiam domini Pape adeuntes, has subsequentes litteras ad B[ertrandum] archiepiscopum ab ipso inpetraverunt.

22 mars 1167 (?)-1168 (?).

Alexander, episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Bertrando, Burdegalensi archiepiscopo, [*fol. 35 v°*] apostolicę Sedis legato, salutem et apostolicam benedictionem. Pro ęcclesia Sancti-Sev[e]rini jampridem conquestione accepta quod Amanevus et Aleizem, frater ejus, de Petiaco, quandam possessionem suam contra justiciam detinent occupatam, unde a bonę memorię G., predecessore tuo, excommunicationis sententia innodati fuerunt, sententiam ipsam ratam habui-

mus, tuę fraternitati mandantes ut eandem inconcussam teneres et usque ad dignam satisfactionem inviolabiliter faceres observari et, si nec sic resipiscerent, terram eorum supponeres interdicto. Quoniam autem prescripta ecclesia possessionem suam nondum, sicut audivimus, potuit recuperare, fraternitati tuę per iterata scripta precipiendo mandamus quatinus, si res ita se habet, memoratum Amanevum, qui superstes est, diligenter admoneas ut possessionem detentam ecclesię prelibate infra xv dies post harum susceptionem, omni occasione et excusatione cessante, restituat et de cetero in pace sibi dimittat. Quod si infra terminum illum non fecerit, tu sententiam prescriptam facias firmiter observari et principales fautores ejus consimili pena percellas. In terra quoque ipsius, si nec sic resipuerit, omnia divina offitia, preter baptisma parvulorum et penitentias morientium, penitus interdicas. Si autem prenominatam terram ad alios forte devolverit, detentores ejus usque ad satisfactionem sententia excommunicationis condempnes. Ad hęc presentium tibi auctoritate iterato injungimus ut Gumb. de Maurian diligenter commoneas et, si necesse fuerit, constringas quod possessionem quam eidem ecclesię irrationabiliter dicitur abstulisse sibi pacifice ac quiete dimittat, aut in tua presentia justiciam super hoc ei sufficientem exhibeat. Quod si neutrum exsequi voluerit, eum excommunicees et terram ejus quousque id plenius exsequatur interdicto subicias. Datum Laterani, xi kalendas aprilis.

Roborata, sicut prescriptum est, de mandato apostolico sententia, Amanevus, qui superstes erat, injuriam suam recognoscens, ad ęcclesiam Sancti-Severini consilio amicorum suorum accessit et ibidem cum satisfactione possessionem predictam in manu Bertrandi archiepiscopi et Bertrandi decani sponte et sine omni querela dimisit, et etiam si quid juris in ea [*fol. 36*] habebat totum dedit. Quo facto, ne querela in posterum aliqua posset ab aliquo parentum oriri, decanus et cęteri canonici omnes, ad peticionem ipsius Amanevi et amicorum suorum, Miletum quendam suum filium in fratrem et concanonicum receperunt et domino Bertrando archiepiscopo

de canonia investiri fecerunt. Actum fuit hoc in capitulo, astantibus ibi canonicis Milone, Rufato sacrista, Petro de Vitrinis, Bernardo, Arnaudo, Aicio et aliis fere omnibus.

CXI. — Note relative aux biens dont il est question dans l'acte précédent.

In hac predicta possessione, cum prius essent tantum IIIIor partes, nunc in plures partes et domos inter hereditarios divisa est; sed de omnibus domibus redduntur quatuor solidi et unus denarius, in festivitate sancti Severini. Et insuper medietas trileę, quę post eas domos est. Quisque vero eorum partem suam census et vindemię reddit, secundum quod de hereditate unumquemque contingit(1). Succedente vero tempore, convenerunt R[ufatus] decanus et capitulum Sancti-Severini cum feudotariis predicte possesionis, ita scilicet quod pro censu et vindemia reddent annuatim LX solidos in perpetuum.

CXII. — Bulle d'Alexandre III pour assurer le paiement de dîmes dues au chapitre de Saint-Seurin.

22 mars 1167(?)-1168(?).

Alexander, episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Bertrando, Burdegalensi archiepiscopo, apostolice Sedis legato, salutem et apostolicam benedictionem. Significatum est nobis quod quidam parrochiani tui ecclesię Sancti-Severini Burdegalensis decimas quę ipsam contingunt, cum ea qua deberent integritate non solvunt. Quoniam igitur indignum est ut debitis sibi decimis qualibet occasione fraudetur, fraternitati tuę per apostolica scripta mandamus quatinus parrochianos tuos diligenter ammoneas et ęcclesiastica districtione compellas ut eidem ecclesię decimas vinearum et aliorum fructuum

(1) *Ce qui suit a été ajouté plus tard et d'une autre encre.*

fideliter et cum integritate sicut debent exsolvant. Nichilominus etiam presentium tibi auctoritate injungimus ut Milonem, ecclesię Sancti-Andreę canonicum, et Petrum Lamberti decimas de molendinis suis, sicut de aliis circumpositis redditibus, prout debent, sine aliqua diminutione persolvere ex offitii tui debito districte compellas. Datum Laterani, xi kalendas aprilis.

CXIII. — Donation de divers immeubles par Eyquem Guillem de Quinsac, chanoine de Saint-Seurin.

[*fol. 36 v°*] Sciendum est quod Aichelmus Willelmi de Quintiaco, canonicus ecclesię Sancti-Severini, dedit beatis confessoribus, eidem Severino et Amando, domum suam lapideam quę est juxta domum Petri de Sancto-Laurentio, ubi nunc burdile est et area, et etiam terram ubi est domus Johannis de Sancto-Martino cum trilea. De qua domo cum trilea reddit ipse Johannes iiii solidos censualiter et de sporla xii denarios. Preterea dedit quandam terram in parrochia de Quintiaco et unam vineam quam tenet Gaucelmus Pelud (1).

CXIV. — Dons successifs par Guillaume Arnal de Puy-Paulin à l'occasion de son entrée et de l'entrée de son fils au chapitre et à l'occasion de sa mort.

Sciendum quoque est quod Willelmus Arnaudi de Podio-Paulino, in fratrem et canonicum ecclesię Sancti-Severini susceptus, dedit ipsi ecclesię quasdam vineas apud Campum-Rotundum. Quarum unam habent Arnaudus Goeu et Petrus, frater ejus, cum sporla unius denarii; aliam, Martinus de Tauzag et Raimundus, nepos ejus, cum eadem sporla; aliam, Petrus Ambladureir, cum sporla unius denarii; aliam, Raimundus de Lavi et frater ejus Arnaldus, cum sporla i denarii;

(1) *En marge :* Hanc terram de Quinciaco abstulit nobis Tizo de Bares, dicens eam esse de feudo suo.

aliam, Constantinus, cum sporla vi denariorum; aliam, Gaucelmus Pelud, cum sporla i denarii. Item, dedit apud Montem-Judaicum, secus viam quȩ ducit ad Pontem-Lo[n]gum, quandam trileam et joalat, quam tenent Ostindus Tort et Petrus Grima; cum sporla i denarii. Dedit quoque quandam vineam |iii sacionum [1] apud Codontz, quam tenet W. Alarian [2] cum sporla iiii denariorum [3] et aliam apud Pontem-Longum ii sacionum, quam idem W. tenet, cum sporla i denarii. De terris dedit similiter x saciones apud Albam-Spinam, quam tenet predictus Gaucelmus Pelud, cum sporla i denarii, et unum artigon apud Pipans, quam tenet jamdictus W. Alarian, cum sporla i denarii, et juxta illud vii arregas quas facit Arnaudus Grima. Item apud Prადeds, aliud artigon quod tenent Gaucelmus de Sancto-Germano et Raimundus, nepos ejus.

Postea vero, quando Arnaldum, filium suum, canonicum fecit ipsius ecclesiȩ, addidit predictis vineas quȩ sunt prope crucem juxta viam qua itur a Blancafort, quas tenent Fulcherius deus Paus et Helias, sacerdotes, quisque cum sporla i oboli. Addidit quoque et dedit domos suas omnes cum trilea, sicut cinguntur via qua itur ab ipsis domibus ad puteum de Ulmo, hoc tamen retento quod idem Arnaldus eas haberet in vita sua et post mortem ejus ȩcclesia sicut proprias sine omni calumpnia possideret. Et sciendum est quod de vineis omnibus predictis redditur tercia pars vindemiȩ, de terris vero agreria.

Procedente vero tempore, cum idem W. Arnaldi circa finem suum rebus suis disponeret, ut canonici ejusdem ecclesiȩ in die sui anniversarii aliquid pro eo perciperent, dedit eisdem ii solidos, quorum xii denarios reddit Arnaudus Grima in ipsa die de domo sua et parte trileȩ [*fol. 37*] quȩ domui conjungitur, quam ipse Arnaldus habet feudaliter cum predicto censu et sporla xii nummorum; de reliqua parte trileȩ reddit medietatem vindemiȩ. Alios vero xii denarios dedit super trileam

(1) *Ces deux mots* iii sacionum *ont été ajoutés en marge.*
(2) *Les quatre mots qui suivent ont été ajoutés en interligne.*
(3) *La fin de la phrase a été ajoutée en marge.*

quę est prope Tutelam, secus viam qua graditur ad Arenas; hanc trileam habent filii Willelmi Aimerici. Similiter dedit cum prioribus donis quandam partem illius vineę quę est apud Desertum, quam vineam tenet Goscelmus de Sancta-Gema, cum sporla duorum denariorum. Item sciendum est quod ipse Willelmus Arnaldi dedit Raimundo puero, nepoti suo, quandam vineam, XII scilicet arregas, quas facit de eodem puero Gaucelmus Pelud, hoc tamen pacto quod, si heredem non habuerit legitimum, sine omni controversia in proprietatem transeat ecclesię.

CXV. — **Donation par Pierre, chanoine, frère de Guillaume Arnal de Puy-Paulin, et par Arnaud de Saint-Seurin.**

Hujus vero frater Petrus, canonicus, dedit similiter ecclesię Sancti-Severini de bonis quę acquisierat domos quas habet Gaucelmus Pelud cum censu XII denariorum et sporla aliorum XII, et unam vineam quę est apud Ficairous, quam tenet Willelmus de Sancto-Christoforo cum sporla unius denarii et tercia parte vindemię. Dedit quoque pro eo Arnaudus de Sancto-Severino, quando primo factus fuit canonicus, unam artigam in palude, quę est juxta artigam Willelmi Barba, quam facit cum agreria [1] et sporla I denarii uxor W. Aimerici, et etiam IIII^or^ sationes terrę *a la Capreira*, quam habet Alazeiz de Lacort ad agreriam et cum sporla unius denarii, et unam vineam quam tenet W. Ostindi de Villa-Nova cum sporla II denariorum et tercia parte vindemię et I denario censuali.

CXVI. — **Donations successives par Raimond de Puy-Paulin, chanoine de Saint-Seurin, frère de Guillaume Arnal et de Pierre.**

Horum duorum frater, Raimundus [2] scilicet de Podio-

(1) *Les quatre mots qui suivent ont été ajoutés en interligne.*
(2) *En marge :* Hic Raimundus dedit similiter ad thus emendum quandam terram in palude quam tenet Poncius de Sancto-Philiberto, et reddit inde agreriam.

Paulino, ecclesię Sancti-Severini canonicus, dedit eidem ecclesię domum et terram quę est subtus Tutelam, super viam quę ducit ad Tropeitam, quam habent feudaliter Petrus Arramagn cum censu II solidorum et sporla aliorum duorum. Similiter dedit domum lapideam quę est apud Mazerolas supra mare cum vinea quę est post ipsam domum, et aliam domum lapideam in civitate quę est juxta domum Roberti Teuler.

Preterea cum, instante tempore mortis, rebus suis disponeret, dedit ipsi ecclesię V solidos in die sui anniversarii perpetuo reddendos. Horum solidorum reddit Florencia de Laclida II solidos, de cellario lapideo quod est juxta domum Petri de Burdegala (1), cum II denariis de sporla, et alios duos solidos de solo qui est juxta domum suam (2), cum sporla IIII denariorum, et habet utrumque de ecclesia in feudo cum predicto censu (3). Reliquos vero XII denarios reddit Matheus canonicus, cum sporla II denariorum, de trilea quę est post domum Raimundi de Carinian.

Postea vero Bertrandus decanus, Milo, Rufatus, Bernardus, Arnaldus et alii canonici omnes dederunt feudaliter predictam [*fol. 37 v°*] domum de Mazerolas Petro Poped, cum terra que est juxta et retro, cum sporla sex solidorum et censu aliorum sex in octabis Domini; aliam vero domum que est in civitate dederunt Petro Willelmi cum censu trium solidorum et sporla XII^cim denariorum (4).

CXVII. — Donations successives par Raimond, dit Sacriste, à l'occasion de son entrée au chapitre et de sa mort.

Notum sit omnibus presentibus et futuris quod Raimundus dictus Sacrista, cum a canonicis Sancti-Severini in fratrem et

(1) *Les cinq mots suivants ont été ajoutés en interligne.*
(2) *Les quatre mots suivants ont été ajoutés en interligne.*
(3) *Ici on a biffé les mots :* et cum sporla ——— denariorum de unoquoque. *Le chiffre a été gratté.*
(4) *En marge :* Supradictam vero vineam que est subtus Tutelam habet Bertrandus Rufati censualiter, cum sporla sex denariorum et medietate vindemie.

concanonicum fuerit susceptus, dedit eidem ecclesię duas vineas quas habebat in parrochia Sancti-Simeonis de Melag, in loco qui dicitur *a la Ruada*. Similiter dedit domos suas, quas tamen habebat de ecclesia feudaliter, liberas et absolutas. Sed sciendum est quod predictas vineas post mortem ipsius dederunt Bernardo et Helie sacerdoti, fratribus suis, in feudo, cum sporla II denariorum, Bertrandus decanus, Milo, Rufatus, Garsias Arnaldi, R., Aichelmus et alii omnes, hoc scilicet pacto ut canonici qui pro tempore fuerint ab eisdem fratribus vel ab aliis qui post eos jamdictas vineas tenuerint terciam partem vindemię ad portum de Vimeners libere accipiant. Domos vero cum parte trileę, sicut eas idem Raimundus feudaliter habuerat, dederunt ipse decanus et canonici prefato Helie et duobus nepotibus ipsius Raimundi, Aichelmo et Raimundo fratribus, in vita tantum sua habendas, cum censu V solidorum et sine sporla. Post mortem ipsorum trium redibunt domus sine omni calumpnia in proprietatem et dispositionem canonicorum. Hujus vero conventionis testes sunt tam prefati quam plures alii canonici et Brunatus et quidam alii.

De reliqua parte vineę reddent medietatem vindemię Helias et nepotes sui.

Preterea, cum predictus Raimundus (1) circa finem suum rebus suis disponeret, dedit ecclesię Sancti-Severini pro suo anniversario quendam rusticum in predicta parrochia de Melag, nomine Raimundus Aichelmi de Laubareda, qui reddit XVI denarios de censu et de sporla duos denarios. Et insuper dedit VIII denarios super quandam vineam quę est *aus Codongs*, quam habet Helias, frater ejus.

Hanc (2) vineam dedit postea ipse Helias ecclesie in manu Bertrandi decani, ut suum ibidem fieret anniversarium. Hujus donationis testes sunt Milo, Rufatus, Garsias Arnaldi et alii omnes. Hoc tamen sibi retinuit quod dum viveret vineam teneret, et post mortem suam canonici ipsam haberent.

(1) *En marge :* Hic Raimundus Aichelmi convenit postea cum canonicis ut de tercia parte cujusdam trilee que est in estaggia sua, quam reddere solebat, daret censualiter XII denarios in anniversario ejusdem Raimundi canonici.

(2) *Cet alinéa a été ajouté.*

CXVIII. — **Donation d'une terre par Boson d'Eysines, chanoine de Saint-Seurin, et concession à titre de censive de partie de cette terre.**

Noscant tam presentes quam futuri quod Boso de Inzinis, canonicus ecclesię Sancti-Severini, dedit eidem ecclesię terram quę est in plano, quam emerat de Arnaldo Ostindi, milite, et Aimone, fratre ejus, cujus partem terrę cum domo quę ibi est habebat in feudo ipse Aimo ab eodem Bosone cum censu VI denariorum et sporla I denarii.

Reliquam (1) partem terrę, [*fol. 38*] quę libera erat, dederunt Bertrandus decanus et canonici Willelmo deu Desert, cum censu II solidorum et VI denariorum et cum sporla XII^cim denariorum (2). Hanc terram comparavit Johannes de Curte.

CXIX. — **Donations par Galard, chevalier, et par Rufat, son frère, chanoine de Saint-Seurin, à l'occasion de l'entrée au chapitre de Rufat, leur fils et neveu.**

1160(?)-1185(?).

Sciendum est quod Galardus, miles, dedit ecclesię Sancti-Severini, pro filio suo Rufato, quando canonicus factus fuit, quendam rusticum cum mansione sua in ipso burgo, scilicet ante domum Raimundi Willelmi canonici, nomine Rorbertum, qui reddit VI denarios census et questam et duos denarios de sporla. Similiter dedit quandam vineam juxta plantarium Sancti-Severini, quam tenet Willelmus Sarllę modo, et reddit inde medietatem vindemię et unum denarium de sporla (3) et I censualiter. Rufatus quoque, canonicus ejusdem ecclesię et

(1) *Avant ce mot, en tête de l'alinéa, on a raturé ce que voici :* Hanc vero domum cum toto feudo suo inpignoravit Aimo canonicis post mortem ipsius Bosonis pro XV solidis.

(2) *Ce qui suit a été ajouté à une époque ultérieure.*

(3) *Les trois mots qui suivent ont été ajoutés en marge.*

sacrista, frater ipsius Galardi, dedit pro eodem nepote suo trileam quam emerat de Petro de Buciaco, quę est juxta domos Petri Ambladurer et Gotcelmi Malifeitets.

CXX. — Donation par Pierre de Bordeaux à l'occasion de l'entrée au chapitre de Raimond Guillem, son frère, de droits d'agrière à percevoir dans la palu.

Item, sciendum est quod Petrus de Burdegala dedit ecclesię Sancti-Severini, pro Raimundo Willelmi, fratre suo, cum in canonicum ipsius ecclesię fuit receptus, sortem suam agrerię paludis quę eum contingebat. Aliam sortem habuerat jam ęcclesia pro Milone canonico, cognato suo, et has duas sortes reddunt ministeriales ipsius paludis. Hic vero Raimundus Willelmi, volens iter versus Jherosolimam arripere, ubi animam postea Deo reddidit, dedit sanctis confessoribus Severino et Amando, pro suo anniversario, vineam quę est juxta viam prope domum Petri Ostindi.

Hanc vineam tenet Arnaldus canonicus (1) cum censu XVIII denariorum et de sporla I denario (2).

CXXI. — Donation par Mathieu à l'occasion de son entrée au chapitre et de sa mort.

Omnibus sit notum quod Matheus, ecclesię Sancti-Severini factus canonicus, dedit eidem ecclesię, presentibus fratribus suis et concedentibus Raimundo Bruno, Johanne, W. de Laporta et Willelmus Bonafusi, quasdam vineas quas habebant de eo feudaliter apud Lodors Raimundus Burbail et Vitalis Carrot, filius Raimundi Boer, et Arnadus Mollis. Unusquisque horum trium reddit terciam partem vindemię et I denarium de spor-

(1) *Le scribe avait d'abord écrit :* Petrus Ostindi. *Ce nom a été raturé, et celui d'Arnaud a été ajouté en interligne.*
(2) *Ces deux mots ont été ajoutés après coup.*

la [1] dat R. Burbal; set Carrot dat vi denarios et Arnaldus Mollis dat de sporla vi denarios.

Item [2], dedit in morte sua cellarium quoddam quod est apud Podium-Paulinum, quod habet Giraldus de Hospitali feudaliter, cum censu duorum solidorum in festo sancti Gregorii et sporla ii denariorum. Item, dedit trileam que est post domum Bojesii, in parrochia Sancte-Marie de Podio, de qua tamen ipse reddebat ante xii denarios pro anniversario Raimundi de Podio-Paulino; nunc vero reddit de trilea ipse Bojesius vi solidos in festo sancti Andree et ii denarios de sporla.

CXXII. — **Donation par Arnaud de Livrac et sa mère Garsende de leurs personnes et de leurs biens immeubles, à la réserve de certains usufruits.**

1144-1182.

Quoniam ea quę ab hominibus fiunt cum eisdem plerumque commoriuntur, idcirco necessarium est ut ea quę posterorum noticię sunt comendanda litterarum apicibus annotentur. Noscant igitur tam presentes quam post [*fol. 38 v°*] futuri per hujus scripti auctoritatem, quod Arnaldus de Livrac et mater ejus Garsendis se ipsos ecclesię Sancti-Severini et totum alodium quod habebant spontanea voluntate dederunt, terrasque quas de ęcclesia feudaliter habebant omnes eidem ecclesię resignaverunt; insuper vero quicquid de mobilibus in presenti possidebant vel in futurum poterint adipisci totum similiter dederunt, hoc excepto quod de rebus suis quas in fine sui obitus habuerint xx^i solidos liceat eidem Arnaldo confraternitatibus suis et cui voluerit ordinare. Unde Bertrandus decanus et canonici ejus, devotionem et beneficium attendentes, ipsum et matrem suam tam de temporali quam de spirituali investiverunt beneficio. Sed sciendum est quod mansionem suam quę est juxta casale canonicorum et quasdam vineas, scilicet

(1) *Le reste de l'alinéa a été ajouté.*
(2) *Tout cet alinéa a été ajouté au bas de la page.*

III saciones *a la Coma de Poigs* et in alio loco prope eas VII arregas et alibi unam corrigiolam, pro vestitu sui et matris, sibi in vita sua tantummodo retinuit. Reliqua vero omnia, scilicet domum lapideam quę est in Plano, et tres partes solii quod est in civitate, in parrochia Sancti-Petri, quod habebat feudaliter de Viverna, uxore Bonafusi Martini, vineas quoque de Campo-Rotundo, cum casali quod est in ipso burgo juxta domum Gaucelmi Pelud, et aliis terris omnibus, statim ad voluntatem canonicorum et ordinationem dimisit. Ceterum B. decanus et canonici dederunt de predictis vineis tres saciones in uno loco et in alio loco juxta eas V arregas Petro Vigoros, cum sporla VI denariorum. Item, dederunt Arnaldo de Blancafort XIII arregas et ibidem prope eas octo, cum sporla IIII^or denariorum. Et in alio loco dederunt VI saciones et prope eas XX^ti IIII^or arregas Petro Ferratori, cum sporla VI denariorum. Harum vero vinearum redditur tercia pars vindemię. Item, apud Trembledam dedit ipse Arnaldus in uno loco XII arregas terrę de duabus versanis et juxta eas XXX^ta similiter de duabus versanis quas facit Gaucelmus de Sancto-Germano. In alio vero loco, similiter apud Trembledam, dedit XIX arregas, et in alio loco XX^ti, et apud Bazedz, in loco qui dicitur *Arregas Tortas,* tres saciones. Item, Constantino de Lodors XX arregas vinee, cum sporla II denariorum et I obolo census.

Predictas tres partes solii vendiderunt postea canonici, quia feudum erat, sicut predictum est, Aiquelmo de Balinaig et Rotberto fratribus.

CXXIII. — Donation de cens par Giralde, mère de Galard, chevalier, et de Rufat, chanoine.

[*fol. 39*] Giralda, mater Galardi militis et Rufati canonici, cum circa finem suum rebus suis disponeret, dedit ecclesię Sancti-Severini, pro suo anniversario et mariti sui Rufati et ut orationum ipsius ecclesię ambo participes fierent, duos solidos et VIII denarios in parrochia de Senon, consilio et assensu predictorum filiorum suorum. Hos vero denarios

reddunt de domibus et casalibus suis censualiter, in die anniversarii ejusdem Guiralde, Arnaldus textor de Caneras et Rorbertus, nepos ejus, quod anniversarium est in festo sancti Xisti.

CXXIV. — **Donation de divers biens par Guillaume et Pierre de Bussac, frères de Gaucem, chanoine.**

Guillelmus de Buciaco (1) et Petrus de Buciaco, fratres Goscelmi canonici, videntes finem suum sibi imminere, Christum constituerunt heredem et quicquid alodii habebant totum beatis confessoribus Severino et Amando in helemosinam dederunt, scilicet : *a Cabannis,* IIIIor saciones et *au Berned,* XVI rigas ; has colit Arnaldus de Laforcada, cum fratre suo Petro. Item, apud Pradedz, vque saciones quas facit Raimundus de Lavi. Item, apud Tre[m]bledam, in uno loco, x rigas quas tenent Petrus Ostindi et filii Goeu ; in alio vero loco, alias x rigas, quas facit Martinus de Tauzag, et ibidem prope eas, alias x, quas tenet in dotem uxor ipsius Willelmi. Item, *a la Coma,* alias x, quas colunt predicti P. Ostindi et filii Goeu. Item, *au Graver,* III saciones, quas h[abe]t Ambladurers. Et *a la Tasta,* VI rigas, quas idem facit. Item, *a Gurz,* XV rigas, quas habet Mona feudaliter, cum sporla I denarii. Item, *a Biniaus,* IIIIor saciones, quas habet Martinus de Tauzag. Item, apud Aulanedam, II rigas et dimidiam, quas facit Goscelmus Pelud. Item, *a Naujag,* II rigas quas tenet Gir. Cucet. Eodem loco, x rigas de vinea, quas tenet pro dote uxor ipsius Willelmi (2) Item, apud Arenas, vineam quam tenet feudaliter Arnaldus Willelmi deus Paus, cum sporla duorum denariorum et tercia parte vindemie. Item, *a Lassareia,* vineam quam tenet feudaliter Goscelmus Malofeites, cum sporla II denariorum et tercia parte vindemie. Item, apud viam Brojesiam, XV rigas

(1) *Les quatre mots qui suivent ont été ajoutés : on a également modifié, pour les mettre au pluriel, les mots :* fratres, videntes, constituerunt, dederunt.

(1) *En marge :* Terras quas tenebat pro dote uxor Willelmi dederunt canonici, post mortem ejus, Martino de Tauzag.

de terra, quas colit Willelmus de Cujag. Item, dedit [1] ipse Willelmus suam quartam partem domus lapidee que est inter solium operarii ubi manet Milo canonicus et solium sacriste ubi manet Rufatus sacrista.

Hanc [2] quartam partem domus quam, sicut predictum est, dederat Willelmus ecclesie Sancti-Severini, dederunt postea Bertrandus decanus et ceteri canonici omnes feudaliter eidem Rufato, cum sporla unius denarii et censu VI denariorum in octabis Domini. Reliquas vero tres partes emerat R[ufat]us prius a Petro et ab Isangardi et Rixendi, sororibus ipsius et predicti Willelmi.

CXXV. — Accord entre Jean de Bourg et le chapitre au sujet d'un tenancier et de son manse, jadis donnés par Itier de Lamarque.

1160 (?) - 1185 (?).

[*fol. 39 v°*] Noscat tam presentium quam futurorum universitas quod Iterius de Marcha, miles, dedit quondam ęcclesię Sancti-Severini, pro peccatis suis et cujusdam filie sue que ibidem sepulta erat, quendam villanum cum estagia sua in parrochia de Cuzaig, patrem scilicet Garmundi presbiteri, cujus erat mansio juxta paludem retro castellum de Marcha. Quem cum ęcclesia aliquandiu in pace possedisset, tempore procedente, successores ipsius Iterii predictum villanum et terram ipsius, prava ducti cupiditate, canonicis Sancti-Severini violenter et contra justiciam abstulerunt. Tandem, cum hereditas illa de Cuzag ad Johannem de Burgo jure hereditario devenisset, insurrexerunt canonici, clamantes et calumniantes prefatum donum et ab ipso Johanne ipsum instanter requirentes. Inter hec contigit quod idem Johannes, suscepto crucis signo, Jherosolimitanas volens adire partes, cum super hoc requisitus esset a canonicis, recognovit prenominatam terram ad jus ęcclesie Sancti-Severini pertinere et eam se et antece-

(1) *Les trois mots qui suivent ont été ajoutés en interligne.*
(2) *Plusieurs passages de cet alinéa ont été grattés et modifiés.*

sores suos post predictam Iterii donationem injuste detinuisse, deditque tamen ipsis canonicis optionem, dicens quod vel terram eis sicut unquam habuerant libenter redderet, vel duos solidos censualiter de toto censu suo quem habebat in ipsa parrochia de Cuzag in festo Sancti-Severini pro ea annuatim vel ipse vel quicumque successorum suorum terram de Cuzag tenuerit imperpetuum servitoribus ecclesie daret habendas. Habentes itaque consilium super hoc Milo, Rufatus sacrista, Garsias Arnaldi, Bernardus et Senebrunus canonici, qui propter hoc apud Burgum ad ipsum Johannem venerant, elegerunt prefatos II solidos ecclesie magis valere quam supradictam estagiam, cum ipsa jam omni fere destituta esset colono. Placuit igitur hoc ipsum Johanni deditque ibidem, sicut prefatum est, hujus modi II solidos ęcclesię Sancti-Severini semper habendos, ita silicet quod ipsa ęcclesia hos II solidos habeat super totam terram de Cuzag unde alius census redditur; et, si forte ille qui tenuerit terram de Cuzag ęcclesiam hoc censu aliquando fraudaverit, rectum ei faciat et ab omni homine defendat qui ęcclesiam super hoc gravare voluerit et se opponat auctorem. Adherant huic donationi omnes filii sui, videlicet Guitardus, Raimundus de Cuzag, Guiraudus, Johannes et Arnaldus Aimonis. Adherant quoque Raimundus de Marcampo et Wilelmus Amalbini, canonici de Burgo, et Arnaldus Wilelmi de Guizag, miles, et Bonafos de Tropita.

CXXVI. — **Donation par Arnaud Lambert d'un cens de deux sous et demi.**

[*fol. 40*] Arnaldus Lamberti, canonicus ecclesiarum Sancti-Andręę et Sancti-Severini, dum circa finem suum rebus suis disponeret, dedit ecclesie Sancti-Severini, consilio et assensu Petri Lamberti, fratris sui, duos solidos et dimidium, pro suo anniversario et peccatorum suorum remissione. Hos solidos reddit Willelmus Arberti in Pascha, de mansura sua, cum sporla duorum solidorum.

CXXVII. — Donation par Michel du Puits et Eyquem, son frère, de seize deniers de cens.

Michael de Puteo dedit ecclesie Sancti-Severini pro suo anniversario viii^{to} denarios super domum suam que erat in Plano. Alios octo denarios dederat ante frater suus Alquelmus super casale quod est juxta ipsam domum. Hos xvi denarios reddunt Willelmus Michael et alii parentes sui in die anniversarii ejusdem Michaelis, quod est xvii kalendas octobris.

CXXVIII. — Donations par Guillaume Arnal du Labezed de deux cens de quatre deniers chacun.

Guillelmus Arnaldi deu Labezed dedit pro suo anniversario ecclesie Sancti-Severini iiii^{or} denarios super duas saciones terre apud Pipans, et alios iiii^{or} dederat prius pro filia sua Arsendi super suam vineam *deus Codongs*. Predicti iiii^{or} nummi redduntur in anniversario ejusdem Willelmi Arnaldi, quod est xii kalendas marcii; alii iiii^{or} in anniversario filie, quod est iii nonas augusti.

CXXIX. — Donation par Austinde de Pont-Long d'un cens de six deniers sur une treille qu'il tient déjà du chapitre moyennant dix deniers de cens.

Ostindus de Ponte-Longo dedit pro suo anniversario, quod est xiii^{o} kalendas marcii, sex denarios super suam trileam que est juxta Pontem-Longum, quam ipse habebat feudaliter de ecclesia Sancti-Severini cum censu x denariorum in festivitate ejusdem sancti et sporla ii denariorum.

CXXX. — **Donation au chapitre par Raimond de Carignan, mourant, d'une terre qu'il tenait déjà à cens dud. chapitre, et concession de cette terre à Bonne, sa femme.**

Ad noticiam tam presentium quam futurorum duximus scribendum quod Raimundus de Carinian, civis Burdegal., cum haberet feudaliter de eclesia Sancti-Severini quandam terram que est inter eclesiam Sancti-Maxentii et domum Rotberti de Carinian, cum censu trium denariorum et sporla unius denarii, dedit circa finem suum eandem terram liberam ipsi ecclesie Sancti-Severini, ut scilicet ipsius anniversarium ibidem perpetuo celebraretur. Hanc eandem terram acaptavit, post mortem ejusdem Raimundi, Bona uxor ejus, a Bertrando decano, Milone, Rufato, Aicio, Bernardo, Arnaldo ceterisque canonicis, cum predicta sporla I denarii et censu quinque solidorum, qui redduntur in die anniversarii ipsius R., quod est V nonas marcii. Postmodum vero dedit ipsa Bona XX denarios pro suo anniversario super hanc terram et domos que ibidem constructe sunt; et, cum prius redderetur unus tantum denarius de sporla, nunc redduntur duo solidi, et de censu VI solidi et VIII denarii. Preterea dedit idem Raimundus partem suam estaggie quam habebat cum fratribus suis in parrochia de Carinian.

CXXXI. — **Donation de l'église de Gaillan par l'archevêque Guillaume.**

1173-1182.

[*fol. 40 v°*] Wilelmus, Dei gratia Burdegal. archiepiscopus, universis ad quos presentes littere pervenerint, perpetuam in Domino salutem. Ad evitandum oblivionis periculum docta scribentium manus non minus utiliter quam prudenter adinvenit ea quę rationabiliter fiunt et perpetuitatem desiderant litteris annotare. Siquidem labenti memorie perseverantis littere remedio consulitur ut, permanentibus in posterum notulis,

infirmitatis humane oblivio redimatur. Hinc est quod universitati legentium presenti scripto significamus quod nos, amore Dei et reverentia gloriosissimi confessoris sancti Severini et sancti Amandi, donavimus ecclesie et canonicis Sancti-Severini in puram et perpetuam elemosinam ęcclesiam Sancti-Petri de Gaillan, cum omnibus pertinentiis suis, ad petitionem scilicet Bertrandi, archidiaconi Medulcensis, et assensu Ger., decani Burdegal., Raimundi, Gilleberti, archidiaconorum, Bonefacii cantoris, Raimundi sacriste et totius ejusdem ęcclesię capituli, eamque eis in perpetuum libere possidendam concessimus, salvis tamen quarteriis nostris, sinodis et paratis. Ne vero hec nostre donationis cartula vel varietate temporum vel mutatione personarum cassari vel in dubietatem posset in posterum venire, eam nostri auctoritate sigilli fecimus communiri. Huic nostre donationi interfuerunt G[eraldus], Sancte-Crucis, P., de Burgo, Willelmus, de Bertolio abbates; Willelmus, archipresbiter Blav.; Gumbaudus de Sauqat, presbiter; Bonetus de Rocella et Guermondus de Trileis, diacones, et alii quamplures.

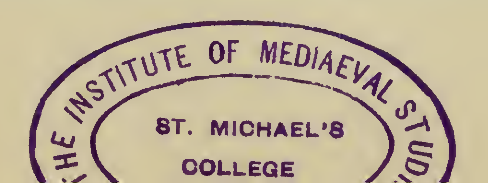
CXXXII. — Bulle d'Alexandre III énumérant et confirmant les droits et privilèges du chapitre.

1159-1181.

Alexander, episcopus, servus servorum Dei, dilect[o] fili[o] Bertrando, decano ecclesie Sancti-Severini Burdegal., ejusque fratribus tam presentibus quam futuris canonice substituendis, imperpetuum. Pie postulatio voluntatis effectu debet prosequente compleri ut et devotionis sinceritas laudabiliter enitescat et utilitas postulata vires indubitanter assumat. Eapropter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus clementer annuimus et prefatam ecclesiam, in qua divino estis obsequio mancipati, sub beati Petri et nostra protectione suscipimus, et presentis scripti privilegio communimus, statuentes ut quascumque possessiones, quecumque bona eadem ecclesia in presentiarum juste et canonice possidet aut in futurum conces-

sione pontificum, largitione regum vel principum, oblatione fidelium seu aliis justis modis, prestante [*fol.41*] Domino, poterit adipisci, firma vobis vestrisque successoribus et illibata permaneant. In quibus hec propriis duximus exprimenda vocabulis : locum in quo ecclesia ipsa sita est, cum salvitate ejusdem loci [1]; ecclesias quas habetis in prescripta civitate, videlicet ecclesiam Sancte-Marie de Podio-Paulino, ecclesiam Sancti-Christofori, ecclesiam Sancti-Maxentii, ecclesiam Sancti-Remigii et institutiones capellanorum in eis; ecclesiam de Compriano et jus quod habetis in institutione prioris ipsius ecclesie, cum medietate oblationum que fiunt in ea in festivitate sancti Pȩtri et in vigilia; x solidos censuales de ecclesia Sancti-Vincentii de Mairinag; v solidos de ecclesia de Cadorna; alios quinque solidos pictavensis monete veteris de ecclesia Sancte-Marie de Berbezillo; baptisma omnium parvulorum medie civitatis usque ad Divisam; medietatem confessionum parrochianorum Sancti-Petri de Cancello et Sancti-Pauli in predicta parte civitatis manentium; molendinum de Crispiac, sicut ipsum possidetis de dono Milonis, quondam canonici Sancti-Andreȩ; census qui in nummis vel aliis redditibus ecclesie vestre annuatim solvuntur; duodecim lampredas quas habetis censuales in burgo Lingone; libertates quoque sicut eas habetis de concessione bone memorie quondam comitum Vasconie et Pictavens., videlicet ut [quod] quicumque miles vel alia quelibet persona de alodiis suis vobis rationabiliter contulerit libere possideatis et quiete; cantaros vini que vobis redduntur de tabernis burgi vestri; preterea quicquid illustris memorie Santius, quondam comes Wasconie, ecclesie vestre rationabiliter dedit, videlicet agros, fontes et landas supra ipsum burgum positas, sicut ab antiquo certis limitibus denotantur; decimam quoque cujusdam partis civitatis, et decimam paludis usque ad fluvium qui dicitur Jala, et decimam agrorum et vinearum a civitate usque ad rivum de Flumencet, et usque ad Silvam Grossam, et Bernederiam, et usque fere ad Tastas Umbrosas,

(1) *Dans la marge en haut de la page :* Ecclesiam Sancti-Petri de Galhan, sicuti eam possidetis canonice ex donatione W., Burdegalensis archiepiscopi.



cum medietate decime totius illius terre que dicitur Fulcus, et cum tota decima Milonis et Petri Lamberti molendinorum; mansos et predia quę habetis in ipsa civitate et in suburbio, ac in Inter-duo-maria, et in territorio de Blanchefort; homines etiam de Monzartigas, cum mansis suis, sicut eos habetis de helemosina Arnaldi de Blanchefort; censum qui vobis redditur de Inzinis, in nummis et aliis rebus. Statuimus ut nullus in predicta ecclesia canonicus instituatur absque communi assensu decani et capituli vel majoris et sanioris partis, sicut hactenus est servatum. Nulli autem vobis vel ecclesie vestre liceat novas et indebitas exactiones imponere, seu infra parrochiam ecclesie vestre oratorium vel ecclesiam absque consensu Burdegalensis archiepiscopi et vestro edificare, salvis [*fol. 41 v°*] tamen privilegiis Romane ecclesie. Prohibemus etiam ut nulli liceat ecclesiam vestram aut canonicum interdicere vel excommunicare vel ei prebendam auferre absque manifesta et rationabili causa. Defuncto vero te, nunc ipsius ecclesie decano, vel tuorum quolibet successorum, nullus ibi qualibet surreptionis astutia seu violentia preponatur, nisi quem capitulum communi assensu vel major et sanior pars secundum Deum elegerit. Sepulturam quoque ipsius loci liberam esse decernimus ut eorum devotioni et extreme voluntati qui se illic sepeliri deliberaverint, nisi forte excommunicati vel interdicti sint, nullus obsistat, salva tamen justicia illarum ecclesiarum a quibus mortuorum corpora assumuntur. Cum autem generale interdictum terre fuerit, liceat vobis, clausis januis, exclusis excommunicatis et interdictis, suppressa voce, non pulsatis campanis, divina officia celebrare. Preterea antiquas et rationabiles consuetudines ecclesie vestre vobis nihilominus confirmamus. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat prefatam ecclesiam temere perturbare aut ejus possessiones auferre vel ablatas retinere, minuere aut aliquibus vexationibus fatigare; sed omnia integra conserventur eorum pro quorum gubernatione ac sustentatione concessa sunt usibus omnimodis profutura, salva in omnibus apostolice Sedis auctoritate et Burdegalensis archiepiscopi canonica justicia. Si

qua igitur in futurum ecclesiastica secularisve persona hanc nostre cons[ti]tutionis paginam sciens contra eam temere venire temptaverit, secundo terciove commonita, nisi satisfactione congrua id emendaverit, potestatis honorisque sui dignitate careat reamque se divino judicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat, et a sacratissimo corpore ac sanguine Dei et Domini redemptoris nostri Jhesu-Christi aliena fiat, atque in extremo examine divini *(sic)* ultioni subjaceat. Cunctis autem eidem loco jura servantibus sit pax Domini Nostri Jhesu-Christi, quatinus et hic fructum bone actionis percipiant et apud districtum judicem premia ęterne pacis inveniant.

CXXXIII. — **Donations de droits divers sur le moulin de Crespiac.**

1173-1188.

Notum sit tam presentibus quam per succedencia tempora post futuris quod Milo, canonicus ecclesie Sancti-Andree et ecclesiæ Sancti-Severini, disponens in decessu suo rebus suis et domui, dedit ecclesie Sancti-Severini in manu Wilelmi, Burdegal. archiepiscopi, molendinum de Crespiac. Dedit quoque en la tudeilla quę est super molendinum dominium quod comparaverat de Otone de Casaubon, videlicet duos denarios censuales [1] et duodecim denarios de sporla [*fol. 42*]. Post mortem autem ejusdem Milonis jamdictus Oto movit quęstionem de predicto molendino de Crespiac adversus canonicos Sancti-Severini, dicens quod molendinum illud habebat de eo feudaliter predictus Milo, cum censu II denariorum et sporla II solidorum, et insuper debebat ei dare singulis annis I esquartam frumenti et alteram milii. Post multas igitur utriusque partis altercationes, tandem Oto, consilio amicorum suorum, quicquid habebat in molendino illo et in aqua totum dimisit in alodium et vendidit prefatis canonicis pro XL solidis in manu

(1) *Les cinq mots qui suivent ont été ajoutés.*

Amanevi de Vitrinis, de cujus feudo erat quicquid Oto habebat ibi. Posuitque Oto metas in terra cum canonicis, infra quas liceret eis facere quecumque necessaria essent ad opus molendini et usque ad quas aqua liberum haberet ascensum et augmentum. Postea vero ipse Amaneus de Vitrinis vendidit eisdem canonicis totum dominium suum quod ibi habebat pro LX solidis, et concessit ecclesie in alodium perpetuo possidendum.

Signum † Amanevi de Vitrinis. Signum † Garsionis, filii sui. Signum † Otonis de Casaubon.

Postea[1] vero vendidit idem Oto Garsie Arnaldi, canonico, qui molendinum ab ecclesia in vita sua tenebat, in manu Amanevi de Vitrinis, totam terram illam que est a predictis metis usque ad quendam fossatum qui est superius, et a feudo R. de Solio usque ad feudum Willelmi Sorget. Amanevus vero, cujus erat dominium, dedit illud ecclesię Sancti-Severini in alodium.

CXXXIV. — **Accord avec Brun de Jaugos, chevalier, qui avait repris des biens donnés au chapitre par son parent Mailloc.**

1180.

Sciendum est quod Bruno de Jaugos, miles, longo tempore post mortem Mailloci, qui terras quasdam ęcclesię Sancti-Severini dederat, cepit quasdam ex eis calumpniare, eo quod esset de cognatione ejus, videlicet plantarium de Monte-Calvo, quod est in parrochia de Bacens, et quandam aliam terram que est de foris prope illud, que canonici diu de dono ipsius Mailloci, sicut alibi scriptum est, possederant. Unde, propter ejus minas et terrores, predicte terre aliquandiu remansere inculte. Tandem vero, intervenientibus utriusque partis amicis, composuit cum Bertrando decano, Milone, Rufato, Arnaldo, Bernardo et aliis canonicis, presente filio suo Carbonello et concedente. Datisque ei a canonicis ex hoc viginti solidis,

(1) *Cet alinéa a été ajouté après coup.*

donationem Mailloci ratam habuit et approbavit, et, si quid juris in terris quas Maillocus ęcclesię dederat ipse habebat, totum dedit eidem ęcclesię et in pace concessit perpetuo possidendum. Hujus rei testes sunt Gocelmus de Sancto-Severino, Raimundus de Jales, milites, et Petrus Airoat, civis Burdegal. Factum fuit hoc anno ab incarnatione Domini M C LXXX.

CXXXV. — **Donation par Alaïz, femme d'Amanieu du Gua, d'un manse sis à Ambarès et tenu par un homme du chapitre.**

1180.

[*fol. 42 v°*] Omnibus sit notum quod Alaiz, uxor Amanevi deu Ga, sperans de beatis confessoribus Severino et Amando, ut per eorum merita et intercessionem peccatorum mereretur absolutionem, accedens ad eorundem ęcclesiam, dedit eis eorumque ministris quandam estagiam in parrochia Sancti-Petri de Bares, in ingressu ville que dicitur Savareia, quam habebat de ea feudaliter Arnaldus de Bernetet, homo ejusdem ęcclesię, cum censu duodecim denariorum et sporla unius denarii. Hanc donationem fecit in claustro Miloni, Rufato, Bernardo, Arnaldo, Willelmo Arsivi, Petro Alexandri aliisque quibusdam canonicis, anno ab incarnatione Domini M C LXXX, Willelmo ente archiepiscopo Burdegal., Philippo in Frantia, Henrico in Anglia regnantibus, Ricardo, ejusdem Henrici filio, comitatum Pictavens. et ducatum Aquitanie tenente.

CXXXVI. — **Renonciation par Pierre de Bordeaux à certaines redevances qu'il exigeait indûment des hommes de Saint-Seurin menant paître dans la palu, et donation par le même d'une terre sise sous Tutèle.**

Prudentum adinventum est consilio res gestas litterarum custodie comendare ut, cum hominum deficit memoria, ad scripture noticiam recurratur. Proinde notum sit tam presen-

tibus quam futuris quod Petrus de Burdegala, filius Petri prepositi, avenam ab hominibus in burgo Sancti-Severini et in Cauderan et Willam-Novam commorantibus annualiter preter jus et consuetudinem exigebat, ea scilicet ductus occasione quod homines illi pascuis et aliis rebus paludis comunibus utebantur, et aliquando homines qui ei avenam negabant in loco qui dicitur Meiolanum et aliis paduentiis pignorabat. Unde canonici Sancti-Severini litteras super hac violentia contra ipsum Petrum a domino Papa, primo ad Xanctonensem, secundo ad Vasatensem episcopos obtinuerunt. Interim vero contigit quod ipse Petrus in lectum cecidit egritudinis, ubi cum de injuria quam beatis confessoribus Severino et Amando inferebat ipsum propria redargueret conscientia, Domino inspirante, qui quos vult et quando vult vocat ad penitentiam; ultro, in manu Mathei, sacerdotis et canonici, qui eum visitatum venerat, fidei interpositione firmavit se super predicta querela canonicorum ipsius sine contradictione stare arbitrio et quicquid ipse super hoc diceret firmiter observare. Postea vero, diuturna invalescente egritudine, cum rebus suis agens in extremis disponeret, presentibus uxore sua Marchisia et predicto Matheo et Rufato canonicis duobusque militibus, Raimundo Arnaldi et [*fol. 43*] Galardo de Burdegala, quibus curam domus, uxoris et filiorum commitebat, quod ante firmaverat recognovit et prefati Mathei, sicut promiserat, secutus arbitrium, avenam quam in jamdictis hominibus injuste exigebat ecclesie Sancti-Severini in perpetuum et sine omni querela dimisit et paduentias sepedictis hominibus sicut cęteris quibuslibet in pace concessit semper habendas. Insuper vero, ut beatorum confessorum indulgentiam et peccatorum suorum mereretur remisionem et anniversarium suum in ipsa ęcclesia perpetuo celebraretur, eosdem sanctos de patrimonio suo remuneravit, deditque illis et eorum servitoribus quandam terram que est subtus Tutelam, secus viam publicam que ducit ad mare, que in novem solos sive voces, partes sive mansos partita est, quorum quislibet reddit censualiter duos solidos et XII^{cim} denarios de sporla in mutatione domini. Defuncto vero

ipso Petro, cum hec omnia, sicut scripta sunt, ante ipsius sepulturam, presentibus in claustro Milone, Garsia Arnaldo, Bernardo, Arnaldo et aliis fere omnibus canonicis et etiam maxima tam parentum quam aliorum multitudine, a prescriptis canonicis et militibus qui ejusdem Petri testamento interfuerant recitarentur, a parentibus suis qui ibidem aderant et a fratre suo Amanevo concessa sunt et approbata. Hujus rei testes sunt Amanevus de Vitrinis, Willelmus Furt de Ornon, Raimundus Willelmi de Solio, Rostandus, frater ejus, Brunatus et filius ejus, Raimundus Brunus et alii qua[m]plures.

CXXXVII. — **Vente par Arnaud d'Illac d'un bois dit le Bouscat.**

14 février 1181 (n. s.).

In emptionibus et venditionibus nulla habetur major certitudo quam quę per scripture fit et testium assertionem. Eapropter per hoc scriptum tam presentibus quam futuris sit notum quod Arnaldus de Illag, miles, vendidit in alodium canonicis Sancti-Severini pro ccc xx solidis lucum suum qui lingua romana *lo Boscat* nuncupatur, cum adjacenti terra que est ab hoccidente (1)..................................
.... [*fol. 43 v°*]
ęcclesie sperabant ex inde profuturam, sed ut etiam vitarent dampnum quod poterat eis a Templariis sive Hospitalariis accidere, qui eam avidius emere volebant. Hujus venditionis fecit idem Arnaldus de Illaig, juxta consuetudinem terrę, unum nodum in presenti corrigiola, data tamen prius fide; secundum fecit de mandato ipsius Aiquelmus, major filius suus; tercium quoque Petrus de Maurian, miles; ipsosque eosdem, Petrum scilicet et filium suum, fidejussores super hoc canonicis dedit. Hujus rei testes sunt Willelmus de Sirgans, Aiquelmus del Sescar, Elias, Raimundus de Sancto-Martino, sacerdotes, Raimundus

(1) *Le bas du feuillet a été coupé.*

Grimaut, Austindus, Gocelmus, miles, Petrus Girardi de Lapos-terla, Arnaldus de Livraug, Petrus Bernardi et alii quamplures. Factum fuit hoc sub ulmo, ante ostium ęcclesie, XVI^to kalendas marcii, post primam, anno ab incarnatione Domini M C LXXX. Willelmo Burdegal. archiepiscopo, Bertrando decano, Philippo in Frantia et Henrico in Anglia regnantibus, Ricardo quoque, ejusdem Henrici filio, comitatum Pictav. et ducatum Aquitanie tenente. Preterea sciendum est quod canonici receperunt ipsum Arnaldum de Illag in fratrem et concesserunt ei anniversarium suum, tanquam uni ex ipsis, in ęcclesia perpetuo celebrandum.

CXXXVIII. — **Accord entre le sacriste de Saint-Seurin et le curé de Bruges, touchant les paroissiens de Saint-Seurin qui se rendaient à Bruges pour le service religieux.**

Tempore Willelmi Burdegal. archiepiscopi, movit Rufatus, sacrista Sancti-Severini, questionem adversus Willelmum Martini, capellanum de Broja, eo quod homines de Colenian ad omnia parrochialia recipiebat cum ęssent manifeste de parrochia Sancti-Severini et litteras a domino papa Alexandro ad G., Vasatensem episcopum, super hoc impetravit. Cum vero, post susceptionem litterarum, idem episcopus utrique parti pro terminanda querela diem et locum assignasset, Rufatus et prefatus capellanus (1)...............................
.... [*fol. 44*]
assensu canonicorum fecisse noscebantur. Cęterum, cum aliquem de hominibus predicti loci mori contigerit, capellanus de Broja mortem ipsius capellano Sancti-Severini nunciabit, et tunc accedet vel ipse capellanus vel nuncius ejus ad eclesiam de Broja et exequias defuncti, sicut parrochiani sui, celebrabit, missaque sollempniter cantata, oblationibus que in ea fient sicut suis perceptis, corpus ipsemet sepulture tradet, accepto tamen prius tricesimo quod eundem capellanum Sancti-Severini

(1) *Le bas de la feuille a été enlevé.*

de jure contingit vel sufficienti saltim securitate pro eo accepta. Septimum vero dabitur capellano de Broja. His interfuerunt Willelmus de Sirgans, sacerdos, Arnaldus Willelmi de Colenian et de canonicis plures.

CXXXIX. — **Constestation et accord avec Guillaume Raimond au sujet du bois du Bouscat.**

22 août 1182.

Facta hujus predicti nemoris, scilicet Boschat, emptione, sicut supra scriptum est, movit questionem adversus canonicos Sancti-Severini Willelmus Raimundi, filius Raimundi Arnaldi de Burdegala, dicens nemus ipsum esse de feudo Arnaldi de Senag, militis, cujus filiam ipse habebat in uxorem; canonici vero laudaverunt auctorem Arnaldum de Ilag, a quo nemus prenominatum emerant. Tandem vero, post diuturnam inter predictos W. Raimundi et A. de Ilhag controversiam et post adjudicatum duellum composuerunt inter se, ita quod ipse Willelmus Raimundi et uxor ejus Giralda recognoverunt sepedictum nemus non esse de feudo suo et, si quid juris ibi habebant, totum dimiserunt et concesserunt ecclesie Sancti-Severini in perpetuum pacifice possidendum. Hanc autem dimissionem sive concessionem fecit apud Talanciam prefata Guiralda, assensu viri sui, Rufato decano et Willelmo Arsivi, canonico Sancti-Severini, et per eos ipsi ecclesie, presentibus Raimundo Arnaldi, patre ipsius Willelmi Raimundi, et Arnaldo de Ilag et quibusdam aliis. Actum fuit hoc anno ab incarnatione Domini M° C LXXX II°, dominica post Pentecostem qua cantatur *Respice Domine*. Quo facto, cum esset nemus illud et terra circumposita inculta, constituerunt ibi R[ufatus] decanus et canonici de hominibus quos habebant apud Inzinas quosdam mansionarios qui eis de agreria terrę et de questa, sicut ceteri sui homines, responderent.

CXL. — **Donation par Comtors d'une terre dans la paroisse de Saint-Médard-en-Jalles.**

Comtors domina quędam dedit ecclesię Sancti-Severini quandam terram que est in parrochia Sancti-Medardi de Jales, in loco qui dicitur Corbiag (1). Et redditur inde quarta pars fructus terrę pro agreria. Hujus terrę cultores plures sunt; ministerialis vero est Petrus de (2).

CXLI. — **Cession par Arnaud Ramond de Buch des bois et landes de Bernederia et promesse réciproque de protection entre ledit Arnaud Ramond et le chapitre. Donation par le tenancier desdites landes.**

1183.

[*fol. 44 v°*] Solet plerumque certa per scripturam et perfecta preteritorum haberi noticia ubi humana fallitur vel prorsus deficit memoria. Inde est quod universati tam presentium quam futurorum per hoc scriptum notum fieri volumus quod altera die post festum beati Thomę apostoli dedit ecclesię beatorum confessorum Severini et Amandi eorumque servitoribus presentibus et futuris Arnaldus Raimundi de Bogio feudum totum quod habebat de eo Raimundus Rosseu cum sporla quinque solidorum, videlicet nemus quod vocatur Bernederia cum adjacentibus landis, terris cultis et incultis. Factum fuit hoc donum supra majus altare, presentibus Rufato decano, Garsia Arnaldo, Aicio, Petro de Vitrinis, Rufato, nepote decani, Senebruno et Petro Alexandri, ejusdem ecclesię canonicis, presentibus quoque et videntibus ipso Raimundo Rosseu et Wilelmo de Sirgans, Raimundo de Sancto-Martino, Arnaldo Rufo, presbiteris, et Gaucelmo Umberti, Raimundo de Bares, Petro de Sancto-Germano et Fortone de Sescar, clericis. Quo facto, decanus et cano-

(1) *Ce nom, laissé en blanc, a été ajouté plus tard.*
(2) *Le non a été laissé en blanc.*

nici dederunt propter hoc prefato Arnaldo Raimundi VII libras, et concesserunt ei caritatis intuitu beneficium ecclesię tam temporale quam spirituale, et anniversarium. Insuper dederunt ei patrocinium suum ubicumque possent, et ipse invicem hoc ipsum canonicis omnibus concessit et singulis. Ad hujus rei confirmationem fecit idem Arnaldus Raimundi nodum unum in presenti corrigia; secundum fecit de mandato ejus Arnaldus de Narbona, homo ipsius; tercium fecit Petrus de Vitrinis, canonicus. Post hec accepit feudum suum Raimundus Rosseu a decano, coram canonicis, in capitulo. Actum fuit hoc anno ab incarnatione Domini M° C° LXXX III°, regnante Henrico in Anglia et Ricardo, filio ejus, ducatum Aquitanię tenente, Wilelmo quoque sede archiepiscopali sedente. Contigit vero postea quod isdem (*sic*) decanus et canonici receperunt predictum R. Rosseu cum fratre suo Bertrando et filio suo Petro in fratres ecclesię et concesserunt eis quasi cuilibet ex ipsis beneficium ipsius ecclesię, tam temporale quam spirituale. Quo facto, Raimundus Rosseu dedit eidem ecclesię, assensu alterius fratris sui nomine Petri et aliorum parentum suorum, quicquid habebat apud Bernederiam, cultum scilicet et incultum, a via scilicet publica que ducit ad Mairinac usque ad landas et campos [*fol. 45*] de Cauderan, et a parte occidentis usque ad quendam fossatum qui est prope vadum de Labad, et exinde dirigitur versus septentrionem usque ad locum qui dicitur *au Passadorbares*. Hanc autem donationem fecit ipse R. in manu Rufati decani, presentibus Garsia Arnaldo, Bernardo, Arnaldo, Aicio, Willelmo Assiu, Petro de Vitrinis, Petro Alexandri, Rufato sacrista et Senebruno, canonicis. Aderant quoque presentes Folcherius presbiter, Petrus Trencardi et Arnaldus, frater ejus, Arnaldus Rostain et Petrus Rossel, frater ejusdem R. Preter hoc etiam dederunt ipse R. et Bertrandus, frater ejus, tres artigas quas habebant in palude, duas videlicet apud *Esternou* et terciam apud prope Ulmum, que tamen pignori erant obligatę pro XIII libris.

CXLII. — Échange avec Jean de Laporte, citoyen de Bordeaux.

Johannes de Porta, civis Burdegal., sperans de meritis et intercessionibus beatorum confessorum Severini et Amandi, dedit eis eorumque servitoribus, p[ro] suo et matris suę Senegundis anniversario, domum quandam que est in parrochia Sancti-Remigii de Palis quam tenet feudualiter Aiquelmus de Medulco cum censu ii solidorum in festo sancti Michaelis et sporla aliorum duorum. Post modum vero Rufatus decanus et canonici dederunt eidem Johanni feudualiter, cum sporla unius denarii et agreiria, quandam terram que est in palude juxta Mugron, que conlateralis est et conjuncta cuidam alii terre quam ipse prius habebat de ecclesia. Sed sciendum est quod de terra illa que sibi data fuit nichil reddet in vita sua, sed post mortem ejus reddet agregriam qui eam habuerit(1) cum sporla i denarii.

CXLIII. — Donation de moitié d'une maison par Pierre Alexandre à l'occasion de son entrée au chapitre.

Omnibus sit notum quod Petrus Alexandri, factus canonicus ecclesię Sancti-Severini, dedit eidem ecclesię, assensu Willelmi, fratris sui, et aliorum parentum suorum, medietatem domus cujusdam que fuit Mauri[ni] Fordat, que est in parrochia Sancti-Elegii, quam habebat de eo in feudo Bruno de Barciaco cum sporla v^{que} solidorum et censu sex denariorum. Hujus rei testes sunt Willelmus Colum, ipse Bruno et Gaucelmus de Cambes et plures alii. Hoc autem feudum accaptavit postea in capitulo a Rufato decano prefatus Bruno de mandato ejusdem Petri Alexandri, presentibus Raimundo Brunonis, filio ipsius B., et pluribus alii tam clericis quam laicis.

Hanc (2) domum tenet Gailardus Columbi, de qua reddit vi denarios census in festo sancti Severini et v solidos sporle.

(1) *Ce qui suit a été ajouté.*
(2) *Cet alinéa a été ajouté en marge.*

CXLIV. — **Concession à Raimond d'Uch, « bellator, » d'une terre sise à Uch et dépendant anciennement du chapitre. Raimond s'engage à défendre gratuitement le chapitre en champ clos, le cas échéant.**

1182-1209.

Prudentum cautum est providentia ut rerum gestarum memoria posterorum noticię, scriptura docente, relinquatur. Ideoque scribendum duximus quod Raimundus [*fol. 45 v°*] de Oitz bellator, accedens ad Rufatum decanum et canonicos Sancti-Severini, suggessit eis quod in parrochia de Oitz, que est juxta Sparram, erat quedam terra quam antiquitus ecclesia Sancti-Severini habuerat et nunc eam quidam quasi in alodium possidebant. Rogavit itaque illos ut ei darent terram illam in feudum cum sporla v^que^ solidorum et ipse eam laboribus et expensis propriis sibi et ecclesie Sancti-Severini adquireret. Hanc siquidem terram per tot annorum curricula ecclesia amiserat quod non subjacebat memorie alicujus canonici se audisse antecessores suos terram illam tenuisse. Acquiescentes igitur canonici peticioni ejus, investivit eum decanus assensu capituli de terra illa cum predicta sporla, presentibus Aiquelmo Willelmi de Blancafort, Aimerico de Burgo, Arnaldo Willelmi de Lug, militibus, et pluribus aliis. Ipse vero postmodum, sicut promisit, multis laboribus et expensis implevit et insuper patrocinium suum ecclesię dedit, ut, si forte contingeret eam duellum facere, ipse pro justicia ejusdem sine precio pugnaret.

CXLV. — **Donations par Milon de Tyran, chanoine de Saint-Seurin, et par sa sœur Espagne.**

Ad noticiam posterorum huic libro inserendum decrevimus quod Milo de Tyran, canonicus Sancti-Severini, vir genere clarus moribusque clarior, dum vite sibi terminum sentiret imminere, rebus suis providens et animę, dedit beatis confes-

soribus Severino et Amando, sub quibus per multa annorum spatia militaverat, plantarium quoddam quod est prope Montem-supra-Aquam. Dedit quoque vineam quandam que est post domum Arnaldi Thomę, quam habet feudualiter Willelmus de Bedeilon, cum sporla I denarii et censu XVIII denariorum in anniversario ejusdem Milonis; sed qui post eum vineam illam habuerit reddet ex ea duos solidos annuatim. Addidit etiam huic dono quandam estagiam que est juxta domum R. de Sirgans, quam habet Troanus (?) cum sporla ——— denariorum et censu XII denariorum. Item, dedit casale quod est juxta fontem Oldeie, de quo Bona de Carinan reddit VI denarios censuales et I denarium de sporla. Item, dedit ecclesię domum cum adjacenti casali que est ante domum Petri Rufi presbiteri. Insuper dedit IIIIor denarios quos reddit censuales Goha de Hastinan.

Hujus (1) soror Ispania dedit IIIIor denarios censuales quos reddit Goscelmus de Sancto-Germano de casali de Podio et II de sporla.

CXLVI. — **Donation par Guitard de Veyrines, chevalier, à l'occasion de son admission au chapitre, du moulin de Tudeille, avec pouvoir d'édifier une autre usine sur le même point ou en aval. Concession du moulin au fils du tenancier primitif.**

29 avril 1184.

Sciendum est tam presentibus quam futuris quod Guitardus de Vitrinis, miles, receptus a decano Rufato et canonicis in fratrem ecclesię Sancti-Severini, dedit eidem ecclesie in perpetuam helemosinam, ejusdem decani, [*fol. 46*] cari amici sui, consilio, molinam de Labat quam Tudeliam vocant, cum omnibus his que ad molinam necessaria sunt vel etiam ad molendinum, si aliquando canonici illud ibidem vel etiam inferius (2) subtus molinam duxerint faciendum. Ita scilicet

(1) *Cet alinéa a été ajouté après coup et d'une autre encre.*
(2) *Les deux mots suivants ont été ajoutés.*

ut liceat eis in terra quam ibi circumquaque habet ipse Guitardus libere molendinum edificare et aquam quantum necessaria fuerint retinere. Huic donationi interfuerunt presentes Aicius, Willelmus Assivi, Arnaldus, Petrus de Vitrinis, Petrus Alexand., Rufatus sacrista et Raimundus Rosseu, canonici, et Petrus Rufus, presbiter, et de laicis : Raimundus Bernardi, miles, cognominatus Sarracenus, et Petrus Martini de Mairinac. Hanc utique molinam habebat ab eodem G. feudualiter Willelmus de Labat, cum sporla I denarii et reddit inde medietatem proventus ejusdem moline. Hoc modo habet ipse Willelmus et progenies sua ipsam molinam quod, si facienda est communiter, eam facient ipse et canonici usque ad consummationem et communes erunt per omnia expense. Cum autem facta fuerit, debet eam Willelmus vel qui post eum jure ipsius eam tenuerit ita sicut accipit in molis et ceteris necessariis integram servare et medietatem, sicut supradictum est, canonicis reddere. Quod si canonici voluerint, licet eis alium ibi ponere custodem qui de portione eorum eis fideliter respondeat. Facta hujusmodi donatione et mortuo Willelmo de Labat, filius ejusdem, nomine eodem dictus, accaptavit ab ipso decano sepedictam molinam, presente ipso Guitardo, domino suo, et Petro de Vitrinis, Willelmo Assivi, Petro Alexand., canonicis, Helia, Willelmo de Sirgans, Raimundo de Sancto-Martino, presbiteris, R. de Bares, Aiquelmo Bojesio, Willelmo de Iszag, Fortone de Sescar, Bernardo de Arzac, Raimundo Grimaud, clericis, Raimundo de Sirgans et Arnaldo de Sancto-Martino, laicis. Factum fuit hoc in porticu, feria V ante dominicam qua cantatur *Oculi mei*.

Donatio vero quam fecit Guitardus facta fuit dominica IIII post Pascha, anno ab incarnatione Domini M° C LXXX° IIII°.

CXLVII. — **Donation par Sorez des Paux de divers biens, notamment d'une pêcherie à Lagaha, à la réserve de l'usufruit au profit de la donatrice.**

Sorez de Palis, vidua, dedit ecclesie Sancti-Severini pro suo et Raimundi do *(sic)* Ladoira, mariti sui, anniversario II denarios quos habebat censuales in parrochia de Cambes[1]. Hos autem denarios reddit quedam mulier nomine Esmeria in festo sancti Martini de quadam terra que est in introitu domus suę. Dedit [*fol. 46 v°*] preterea quandam vineam que est apud Arenas et quendam locum piscatorium *a Lagaha,* in recessu maris. Sed placuit ei quod in vita sua locum et vineam teneret et post mortem suam ea ecclesia Sancti-Severini libere possideret. Hujus rei testes sunt Petrus Rufus, capellanus Sancti-Remigii de Palis, et _________.

CXLVIII. — **Accord avec Guillaume de Sescas, qui n'avait pas payé les lamproies dues au chapitre pour la terre de Langon.**

24 mai 1182.

Omnibus sit manifestum quod, defuncto Amanevo de Sescar, qui terram de Lingone de ecclesia Sancti-Severini feudaliter habebat, successit ei filius quidam Willelmus vocatus; sed, cum adhuc esset in cunabulis, non accepit feudum illud ab ecclesia, nec lamprezas XII reddidit que de terra illa in Ramis Palmarum annuatim reddi solent. Quapropter canonici Sancti-Severini occupaverunt feudum suum et domos hostiis, vineas quoque et ortos sepis spoliaverunt, unde per aliquot annos terrę remanserunt incultę. Tandem ad eclesiam Sancti-Severini adductus prefatus puerulus, intervenientibus parentibus ejus, videlicet Amalvino et Aiquelmo Willelmi de Blancafort, et

(1) *En marge :* cum sporia I denarii.

ceteris amicis suis, dato prius gatgio, investivit eum Rufatus decanus de predicta terra, sicut pater suus eam habuerat, et promisit deinceps lamprezas, quas per IIII^or annos abstulerat, se fideliter redditurum, et dedit pro ablatis XXX solidos et pro gatgio V^que solidos. Factum fuit hoc in ecclesia Sancti-Severini, anno ab incarnatione Domini M° C LXXX° II°, feria II post octabas Pentecostes. Aderant ibi de canonicis Garsias Arnaldi, Bernardus, Arnaldus, Petrus de Vitrinis, Petrus Alexand., Raimundus Aiquelmi; de aliis : predicti milites et Amanevus de Blancafort, monachus, Vivianus de Blancafort, miles, Willelmus de Sirgans, presbiter, Raimundus Grimaut, Petrus Trencardi, clericus, Vigorosus de Solio et alii quamplures.

CXLIX. — **Donation par Raimond Bernard d'Arsac à l'occasion de l'admission de son fils au chapitre.**

15 avril 1184.

Utile est et prudentum discretione decretum ut que perpetuam desiderant memoriam scripto posteris relinquantur. Hinc est quod presentium et futurorum universitatem scire volumus quod quando decanus et canonici Sancti-Severini receperunt Bernardum de Arzac, clericum, in fratrem ad petitionem patris sui Raimundi Bernard, dedit tunc ipse R. Bernar ecclesię Sancti-Severini in perpetuum quicquid habebat *au Binian*, videlicet terciam partem nemoris quam jure hereditario in alodium possidebat. Preterea, cum haberet cum Petro de Longuenas, nepote suo, quoddam feudum apud Villam-Novam ab Amalvino, [*fol. 47*] domino de Blanchafort, dedit similiter ipsi ecclesię suam illius feudi portionem, videlicet medietatem, presente et concedente ipso Amalbino et Arnaldo de Ispania, milite, et Helia, presbitero. Factum fuit hoc in claustro, astantibus de canonicis Garsia Arnaldi, Bernardo, Arnaldo, Aicio, Willelmo Assiu, Petro de Vitrinis, Raimundo Aiquelmi, Petro Alexandri. Alteram vero medietatem predicti feudi accaptavit predictus Petrus de Longuenas, cum sporla XII denariorum

[a] (1) Rufato decano, de mandato prefati Amalbini, qui prenominatum feudum (2) et totum dominium quod ibi habebat jam antea ecclesie Sancti-Severini in perpetuam dederat helemosinam. Cujus donationis prescripti canonici sunt testes. Quando vero accaptavit sepedictus P[etrus] a decano, erant presentes Garsias Arnaldi et Petrus de Vitrinis, canonici, Gailardus quoque de Burdegala, Raimundus Arnaldi, milites, Raimundus Bruno de Porta, Raimundus Brun. de Barciaco, Bernardus monetarius, Willelmus Arnaldus Gondomerii, cives Burdegal., et plures alii. Hoc autem factum fuit sub ulmo, feria II post dominicam qua cantatur *Misericordia Domini,* circa horam terciam, anno ab incarnatione Domini M° C LXXX° IIII°.

CL. — **Concession à Forton Nadau, tenancier du chapitre à Toulenne, de l'agrière appartenant audit chapitre dans la même paroisse.**

1182-1209

Per hujus scripture nonimentum omnibus sit notum quod ecclesia Sancti-Severini quasdam habet possessiones in parrochia de Tolena juxta Lingonem, unde a cultoribus earum, vinearum scilicet et aliarum terrarum que ibi in pluribus locis sunt pars quedam pro agreria singulis annis reddebatur. Cum igitur ecclesia portione que eam contingebat propter loci remotionem frequenter fraudaretur et parum vel nichil inde perciperet, placuit Rufato decano et canonicis ut quod ibi habebant Fortoni Nadau de Sancto-Machario, qui unus erat de ipsis cultoribus, feudaliter sub annuali v^que^ solidorum pensione darent et cum sporla VI denariorum. Statutum vero fuit inter ipsum Fortonem et canonicos ut ipse vel qui post eum feudum istud habuerit predictos v^ıue^ solidos annuatim in Ramis Palmarum ad ecclesiam Sancti-Severini deferat et fideliter reddat.

(1) *Le mot a été raturé à tort.*
(2) *Les six mots qui suivent ont été ajoutés en interligne.*

CLI. — **Accord avec Vivien de Longuern touchant un dîmaire à Parempuyre et engagement de partie de ce dixmaire aux mains du chapitre.**

1186.

[*fol. 47 v°*] In rebus gestis ubi testium deficit auctoritas per scripturam veritatis habetur noticia. Sciendum itaque est quod, cum ecclesia Sancti-Severini quandam decimam habeat apud Parampoiram cum quibusdam militibus communem, et Vivianus de Longuern haberet similiter aliam decimam juxta illam lateraliter, cepit occupare partem predicte decime, dicens esse sui juris. Post multas vero lites et controversias inter ipsum Vivianum et canonicos Sancti-Severini scilicet et milites sepius super hoc agitatas, dederunt Rufatus decanus et canonici, assensu tamen ipsorum militum, optionem Viviano jurandi partem decime quam occupabat; sed Vivianus retulit eis juramentum. Quo recepto, paratus fuit Willelmus de Sauleza pro canonicis et militibus jurare super altare sancti Nicolai in ecclesia Sancti-Severini quod totum esset de decimario Sancti-Severini et militum, a loco qui dicitur *Rega de Cornu* usque ad portum de Olairon et a portu recta linea sursum usque *a Laraus* versus palludem. Sed, cum vellet hoc jurare, remisit juramentum Vivianus decano, qui presens erat, et etiam militibus, et concessit eis, si quid juris in decimario predicto habebat, perpetua pace ecclesie possidendum. Canonici tamen, quorum erat media pars decime, dederunt ipsi Viviano pro pace xxx solidos et milites, alios xxx. Sed sciendum est quod duo de militibus, Rostangnus videlicet de Sancto-Genesio et Willelmus Roberti de Blanchafort inpignoraverunt tres partes medietatis illius acquisite decime Rufato decano et canonicis pro xxiii (1) solidis et dimidio (2). Reliqua namque quarta pars ipsius medietatis decime erat Petri Willelmi de Blanchafort. Hujus rei testes sunt Willelmus Arsivi et Petrus Alexandri,

(1) *Le chiffre a été raturé.*

(2) *En marge :* Rotbertus reddidit partem suam.

canonici, Petrus Doad, Bernardus de Arzag, Petrus Rufus, Willelmus de Izac, Petrus Bernardi. Actum fuit hoc tempore Helie archiepiscopi, anno ab incarnatione Domini M° C° LXXX VI°.

CLII. — Règlement d'une contestation touchant les limites de Bernederia et du dîmaire de Mérignac.

12 février 1186 (n. s.)

[*fol. 48*] Sciendum est tam presentibus quam postfuturis quod postquam ecclesia Sancti-Severini acquisierit Bernederiam, orta fuit controversia super decimarum limitibus inter canonicos et Petrum Willelmi de Blanchafort et Willelmus *(sic)* Roberti et Vivianum de Longuern, quorum erat decima parrochie de Mairinnac. Post multas vero hinc inde disputationes, produxerunt Rufatus decanus et canonici Sancti-Severini duos testes paratos jurare totum esse de parrochia et de decimario eorum usque ad rivum qui descendit per Bernederiam usque ad capud nemoris inferius quod est a parte orientis, ubi meta lapidea posita est, et exinde ascendit per landam versus campos, id est a parte orientis (¹), ubi alia meta posita est que similiter utramque parrochiam dividit; a parte vero (²) occidentis, quantum ecclesia Sancti-Severini habet lande et juris quod certis declaratur terminis, tantum habet parrochie et decime usque ad prescriptum rivum. Cum autem parati essent testes ita pro canonicis jurare, intelligentes adversarii prenominati vera esse que pro ca[no]nicis diceban[tur] (³), remiserunt eis juramenta et dimiserunt ecclesie, si quid juris ibi habebant, pacifice possidendum. Postea vero canonici dederunt eisdem pro pace habenda LXX^a solidos. Testes sunt Willelmus Arsivi, Petrus Alexandri, canonici, Arnaldus Rufus, Petrus Doad, Bernardus de Arzag, Petrus Scriptor, Arnaldus Pelud, Gocelmus Cocus, Raimundus Tantoil, Gumbaldus de Buzagued. Actum fuit hoc

(¹) *Les cinq mots qui précèdent ont été ajoutés en interligne.*
(²) *Le mot* vero *a été ajouté.*
(³) *Les six mots qui précèdent ont été ajoutés en marge.*

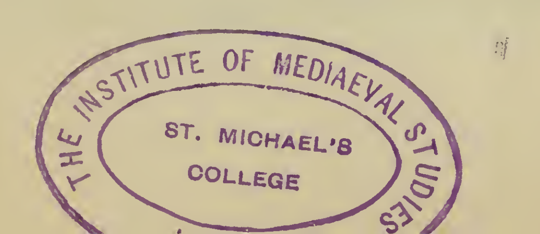
tertia die post octabas Purificationis beate Marie, in cimiterio, sub ulmo, anno ab incarnatione Domini Mº Cº LXXX Vº.

CLIII. — Accord avec le chapitre Saint-André au sujet de la dîme du moulin de Fourc, des droits de confession dans l'église Saint-Paul, etc.

1182-1209.

Hoc autem nichilominus scribendum duximus quod altera die post prescriptam decanus et canonici Sancti-Andree recognoverunt et reddiderunt ecclesie Sancti-Severini decimam molendini de Furco, tricennarium quoque et confessiones ecclesie Sancti-Pauli que per longa tempora malitiose retinuerant, dicentes ea ad jus ecclesie Sancti-Severini non spectare, licet tamen cuilibet non esset ignotum. Preterea auferebant similiter ecclesie Sancti-Severini duos solidos et IIII denarios censuales quos Andro de Sancto-Severino, miles, ei quondam dederat, sed in eorum recompensationem dederunt tunc eidem ecclesie Sancti-Severini quandam vineam, que est post domum Johannis de Sancto-Martino, quam [*fol. 48 vº*] tenet feudaliter idem Johannes cum sporla ___ denariorum et medietate vindemie, et preter hoc dederunt quoddam solum quod est ante domum Arnaldi Mauri de quo Alaiz Gonna [1] dedit II denarios censuales et ___ denarios de sporla. Factum fuit hoc, sicut scriptum est, in claustro Sancti-Andree, a Stephano decano et canonicis ejusdem ecclesie, presentibus Rufato decano, Garsia Arnaldi, Petro Alexandri, canonicis Sancti-Severini, Aiquelmo quoque de Sescar, Arnaldo de Cadaujaco, presbiteris, Willelmo Arnaldi de Inzinis, Willelmo de Boliaco et Raimundo Judeo de Sancto-Machario, clericis.

(1) *Ces deux mots ne sont guère lisibles et peut-être les ai-je mal transcrits; ils ont été raturés, ainsi que les quatre suivants.*



CLIV. — Donation par Robert et Gaucelme de Carignan de parties d'un manse à Carignan, et d'une vigne à Lodors.

Ego Rodbertus de Carinian do beatis confessoribus Severino et Amando, pro salute anime mee et anniversario meo, quandam corrigiam vinee que est apud Lodors, in loco qui vocatur rua Mortuorum, et preterea do portionem meam estaggie patris mei que est apud Carinian, presentibus et concedentibus Rodberto, filio meo, et Gocelmo, fratre meo, et Raimundo, nepote meo, cujus pater, Raimundus scilicet, frater meus, dederat jam similiter predictis sanctis portionem suam ejusdem estaggie. Postea (1) idem Gaucelmus de Carinian dedit in morte sua partem suam predicte estaggie ecclesie Sancti-Severini. Testes sunt Rufatus decanus, Willelmus de Sirgans, Helias, presbiteri, Petrus Abinent.

CLV. — Donation par Gaucelm et Arnaud de Rotaboup, habitants de Carignan, de leurs personnes, de leur frère et de leur manse, pour lequel ils paieront douze deniers de taille.

20 octobre 1185.

Omnibus sit notum quod dominica ante festum Sancti-Severini anno scilicet ab incarnatione Domini M° C° LXXX V°, accedentes ad ecclesiam ejusdem sancti Gocelmus et frater ejus Arnaldus de Rotavulp, parrochiani de Carinian, dederunt se ipsos Rufato decano et ceteris canonicis ecclesie et etiam fratrem suum tertium R., clericum, cum estaggia sua, et concesserunt se homines ecclesie et prolem que de eis exierit, hoc pacto quod singulis annis in octabis Domini reddent censualiter de estaggia sua XII denarios nomine queste. Factum fuit hoc in claustro, in manu Rufati decani, presentibus Aicio, Arnaldo,

(1) *Ce qui suit a été ajouté.*

Petro Alexand., canonicis, Petro quoque Doad et Bernardo de Archaid et Willelmo de Sirgans et Helia, presbiteris, et Ostindo et Petro Rossel.

CLVI. — **Donations par Bernard de Budos, chanoine, d'une vigne, de deux maisons et de deux pêcheries à Queyries et à Maucor.**

Sit notum cunctis in Christi nomine junctis scriptis mandari data ne possint nichilari. Hinc est quod huic scripto inserendum decrevimus quid Bernardus de Buzos et quantum ecclesie Sancti-Severini dederit. Cum igitur ad ipsam [*fol. 49*] ecclesiam primo accessit factus canonicus, dedit eidem ecclesie quandam vineam apud ____________, quam tenet feudeliter Rainaldus de la Sala, cum sporla ___ denariorum et tercia parte vindemie. Ad ultimum vero, cum in extremis ageret, rebus sui[s] disponens, dedit similiter ecclesie duas domos apud Cancerar, quarum alteram habet in feudum Bogesius, cum sporla VI denariorum et censu XII denariorum, alteram vero habent Petrus Bonon et Unentia, cum eadem sporla et eodem sensu. Insuper vero dedit unum locum piscatorium apud Quairiam et alterum apud Maucor; sed postea Rufatus decanus et ceteri canonici ecclesie Sancti-Severini dederunt ipsa loca feudaliter Petro Poped cum sporla XII denariorum et censu XX solidorum, quorum decem redduntur in festo sancti Severini et alii decem in Pascha. Hujus ultime donationis testes sunt Garsias Arnaldi et Willelmus Arsivi, canonici, et Giraldus, presbiter, nepos ipsius Bernardi.

CLVII. — **Donation par Garsie Arnal, chanoine, de maisons, vignes, etc.**

Garsias Arnaldi, canonicus Sancti-Severini, dum in extremis ageret, rebus suis disponens, dedit eidem ecclesie quicquid apud Crespiag citra rivum et ultra in alodium adquisierat,

videlicet domos, vineam et terras cultas et incultas, sicut certis declarantur limitibus. Dedit quoque pro suo anniversario decem solidos censualiter super trileam de Sancto-Martino et etiam super pratum et terram paludis quam ipse emerat de Raimundo Fabro. Preterea dedit ipsi ecclesie in alodium domum cum casali que est juxta predictam trileam, quam tenebat ab eo Nomaiz Perula feodoaliter cum sporla VI denariorum et censu XII denariorum. Hos tamen XII denarios reddebat idem G[arsias] Arnaldus longo tempore ante ecclesie, de elomosina cujusdam sui parentis, sed sine sporla. Addidit quoque huic dono casale quod est apud Fontaurel, cum arboribus, a via scilicet publica usque ad pratum; sed placuit ei ut hoc casale et feodum Nomaiz Perula Petrus, nepos suus, in vita tantum sua possideret, et post mortem ipsius libere et absque omni calumpnia ad ecclesiam Sancti-Severini utrumque rediret. Testes sunt Rufatus decanus, W. Arsiu, Bernardus monetarius, W. Arnald. monetarius, nepos ejus, Willelmus de Boliag, clericus. Predictos vero X solidos reddet idem Petrus annuatim et qui post eum terras habu[er]it, et cum sporla duorum solidorum.

CLVIII. — **Vente par Arnaud Pey de Cucujac, chevalier, à Guillaume Arsiu, chanoine, agissant pour le chapitre, de moitié de la lande de Lobans à Montussan.**

28 mars 1188.

[*fol. 49 v°*] Notum sit omnibus tam presentibus quam post futuris quod Arnaldus Petri de Cucujac, miles, accedens ad ecclesiam Sancti-Severini cum filio suo primogenito A. W., dedit eidem ecclesie in alodium quicquid in landa de Lobans habebat, videlicet medietatem tocius lande culte et inculte, que est in parrochia de Montussan, ut et orationum ecclesie fieret particeps et suum ibidem celebretur anniversarium. Verumtamen W. Arsivi, canonicus ejusdem ecclesie et capellanus de Montussan, cujus studio et consilio hoc donum factum fuit, dedit propter hoc predicto Arnaldo Petri de proprio

suo LXX solidos. Hec autem donatio facta fuit in claustro, in manu Rufati decani, anno ab incarnatione Domini M° C LXXX VIII, feria II post dominicam qua cantatur *Letare Jherusalem*. Testes sunt Garsias Arnaldi, Raimundus Aiquelmi, Petrus de Vitrinis, Aicius, Petrus Alexandri, canonici, Petrus quoque Doat, Petrus Rufus, Arnaldus Rufus, presbiteri.

CLIX. — **Donation par Aiz, chanoine, de trois sous de rente sur des maisons et sur une treille sis près de l'aire du chapitre.**

1182-1209.

Aicius canonicus dedit ecclesie Sancti-Severini pro suo anniversario tres solidos annuatim super domos et trileam suam qui sunt prope aream canonicorum. Testes sunt Rufatus decanus et W. Arsiu canonicus.

CLX. — **Donation par Amanieu de Veyrines d'un cens de cinq sous qu'il tient en fief de Pierre Arland à Donissan.**

1187-1206

Ad noticiam tam presentium quam futurorum scribendum duximus quod Amanevus de Vitrinis, pro anima et anniversario filii sui Tancredi, dedit beatis confessoribus Severino et Amando eorumque servitoribus in perpetuum v^que solidos annuatim de censu quem habet in villa de Dauneisan, presente et concedente Petro Arlandi, de cujus feudo est quicquid ipse Amanevus ibidem habet, presentibus quoque et concedentibus filiis suis, Garsione scilicet et Bosone. Hęc autem donatio fuit facta in manu domini Helie, archiepiscopi Burdegal., et Rufati decani, feria III^a ante Pentecostem, coram majus altare, dum idem archiepiscopus pro ipso Tancredo defuncto missam celebraret. Aderant ibidem presentes Raimundus Aiquelmi, magister R. de Blavia, P. de Vitrinis, Arnaldus Rufus, Petrus

[*fol. 50*] Alexand., P. Bordeila, P. de Fonte, Bertrandus Charbonellus et alii canonici plures. Aderant quoque R., Blaviensis, et Arnaldus, Medulcensis archidiaconi, et B., thesaurarius Sancti-Andree, Galardus de Bordegala, P. Gondaumer, Arnaldus Lamberti, Willelmus Arnaldi, moneder, et P. de Lascumas, presbiter, et alii multi.

CLXI. — **Donation par Amanieu de Veyrines de terres sises dans la palu.**

1187-1209.

Item, prefatus Amanevus de Vitrinis, dum in extremis ageret, dedit pro anima sua ecclesie Sancti-Severini, in manu Rufati decani, terras quas habebat in palude quas tenebant ab eo feodoaliter Vitalis Germanan et Forto Davi, cum sporla I denarii et agreria, presentibus et concedentibus filiis suis, Garsione scilicet et Bosone et aliis filiis suis. Hujus donationis testes sunt Arnaldus, abbas Sancte-Crucis, et Petrus de Vitrinis, canonicus Sancti-Severini, fratres ejusdem Amanevi, W. de Reisac, capellanus suus, W. Raimundi de Burdegala, miles, et R. Bernardi et alii plures. Has terras accaptaverunt post mortem ipsius Amanevi predicti Vitalis et Forto cum predicta sporla.

CLXII. — **Donation par Marquise, femme dudit Amanieu, d'un cens de deux sous et demi à percevoir à Listrac et qu'elle tient de son père.**

Item, Marquesia, sepedicti Amanevi uxor, adhuc superste viro suo et concedente, et filiis quoque suis Garsione, Bosone et aliis omnibus assensum prebentibus, dum vita frueretur incolumi, dedit ecclesie Sancti-Severini in elemosinam duos solidos et dimidium, quos habebat paterno jure censuales, in parrochia de Listrac, quos reddunt quidam homines sui cognomine dicti Lobaneir in festo sancti Severini. Testes sunt Rufatus decanus et alii ecclesie canonici.

CLXIII. — **Donation par Rufat, doyen de Saint-Seurin, pour son anniversaire, de divers cens, s'élevant à douze sous.**

Sciendum est quod Rufatus, decanus ecclesie Sancti-Severini, pro suo anniversario xii solidos ordinavit, ex quibus assignavit vi solidos super medietatem trilee de Petrino, cum sporla vi denariorum, quos reddit Rufatus Vegeir. § Item, iii solidos super vineam *d'Aulaneda,* cum sporla ii denariorum, quos reddit Bonifacius Vegeir. § Item, xvi denarios super domum de carnerio, cum sporla ii denariorum. § Item, super trileam de Plano et super illam domum quem *(sic)* est inter domum sacriste et operarii, xiiii denarios, cum sporla ii denariorum. § Item, super solum quod est inter trileam sacriste et domum carnerii, vi denarios cum sporla i denarii.

CLXIV. — **Donation par Arnaud Ramond de Tartas et Eyquem Guillem, frère et fils d'Assalide de Tartas, d'une rente de cinq esquartes de grains pour l'anniversaire de leur mère.**

[*fol. 50 v°*] Notum sit presentibus et post futuris quod, deffuncta Assalida, filia vicecomitis de Tartas, que primo uxor Aiquem W. de Blancafort, secundo R. Bernard de Rouman, canonici Sancti-Severini eidem juxta matrem suam vicecomitissam in claustro sepulturam concesserunt. Ut autem memoria ejus in die sui obitus a canonicis ecclesie perpetuo haberetur, frater ejusdem domine, Arnaldus Raimundi de Tartas, et Aiquelmus Wilelmi, filius suus, dederunt beatis confessoribus Severino et Amando quinque squartas bladii in villa de Benon, de agreria quam habent in loco qui vocatur Somolin : unam scilicet frumenti, duas siliginis et duas milii, et si alterum istorum duorum forte defuerit, de reliquo blado restituetur. Et sciendum est quod hujusmodi squarte red-

duntur tempore messis canonicis vel eorum nunciis ad mensuram terre illius. De donatione siquidem Aiquelmi W., que facta fuit in die sepulture matris sue, ad portum de Rocella, supra litus maris, in presentia Rufati decani et Arnaldi et Petri Doat, canonicorum Sancti-Severini, presentibus quoque prescriptis Raimundo Bernard et Arnaldo Ramond de Tartas, testes sunt Garsion de Marcha, Aman. de Scuris et alii plures. De donatione vero Arnaldi Raimundi, que facta fuit supra majus altare, testes sunt R[ufatus] decanus et alii ecclesie canonici et predictus Raimundus Bernart et Willelmus Aizon, diaconus. Postmodum vero decanus et Arnaldus canonicus descenderunt in villam de Benon, ubi P. Guiton, ballivus Arnaldi Raimundi et Aiquem W., de mandato eorumdem tradidit decano et socio ejus ministeriales agrerie terre de Semolin, qui firmiter promiserunt et pro se et pro hereditariis suis ecclesie Sancti-Severini predictas mensuras bladii singulis annis, omni occasione remota, ibidem canonicis vel cuilibet eorum nuncio reddituros.

CLXV. — **Accord avec Eyquem d'Illac, au sujet d'une lande et concession de moitié de cette lande audit Eyquem à charge d'hommage lige.**

31 mars 1199.

Rei geste memoria scripture solet beneficio conservari. Ideoque, oblivionis et calumpnie dispendiis occurrentes, notum fieri volumus universis quod, cum inter ecclesiam Sancti-Severini et Arnaldum d'Ilac, militem, super landa quadam, sicut per certos limites dividitur, questio emersisset, asserentibus canonicis ipsius ecclesie se landam predictam ex donatione Sanctii, comitis Pictav., in perpetuam helemosinam libere diu ac pacifice possedisse, et eodem milite afirmante ipsam ad eum jure hereditario spectare, [*fol. 51*] cum tandem pro contumatia in excommunicatione positus decessisset et Aiquelmus d'Ilac, filius ejus, postmodum in ipsam landam violentias exerceret, processu temporis fuit contra eum a capitulo questio innovata:

Ceterum cum esset super eadem causa diucius actitatum, intervenientibus sapientibus viris, scilicet W. Raimundi de Burdegala, Arnaldo Lambert, Ugone de Porta-Vicaria, P. Andron de Rocella, P. de Buzac et aliis multis, miles ille jus prefate ecclesie recognocens quiquid juris sibi vel heredibus suis super eadem landa poterat competere coram R[ufato] decano et capitulo ipsius ecclesie sollemniter exposuit et remisit. Ipsi vero postmodum, habita deliberatione communi, attendentes devotionem ipsius et considerantes quod per eum possent ipsi ecclesie multa commoda provenire, medietatem ipsius lande, excepta decima, sub hominio ligio et I denario de sporla ei concesserunt, libere sibi aliam et sine conditione seu impedimento aliquo, jure integro, retinentes. In hoc autem et divisio militi et obtio est ecclesie reservata. Testes sunt de canonicis R[ufatus] decanus, Arnaldus de Sancto-Severino, P. de Vitrinis, P. Ruphus, Arnaldus, nepos ejus, P. Castan., B. Vigerius sacrista, W. de Sirgas, magister P. Fulcrandi, P. de Blavia, W. Tom., P. Moneder, P. de Bruja, W. Popet, P. Alexand.; de clericis, Arnaldus Willem de Bacens, Giraldus de Marca, Giraldus de Canejan; de laicis, Petrus de Buzac, W. Amaneu de Buzac, Helias de Cerelan, milites, Miletus de Autellano, tunc domicellus, A. de Cauderan, Arnaldus de Lacanau. Actum est hoc pridie kalendas aprilis in domo predicti decani. C littera dominicali currente, Innocentio papa presidente Rome, Philipo regnante in Gallia, Ricardo, duce Aquitanie, regnante in Anglia, R. B. de Rozinan senescalco Vasconie.

CLXVI. — Donation par Rixende de Bosc, son fils Gaucem, Gombaud de Laubesc et sa femme, de divers droits à Yvrac.

1182-1209.

Rixenda de Bosc et Gaucem filius ejus et Gombaldus de Laubesc, cum uxore sua ————, filia Guiscardi de Sancta-Cruce, dederunt et quitaverunt in alodium in manu R[ufati] decani Deo et beatis confessoribus Severino et Amando quicquid

habebant in parrochia de Ivrac, scilicet in censu, in questa, in agreria, in decima, in plantario [*fol. 51 v°*] et in nogeriis. Testes sunt magister R., A. Ruphus, W., Arnaldus Petrarii, W. Thomas, P. Castan., canonici, Geraldus de Canejan, subdiaconus, Arnaldus de la Canau, laicus, et multi alii.

CLXVII. — **Donation par Gasaende, fille de Comtor du Plantier, d'un cens de deux deniers à Cameyrac.**

Gasaendis, filia Comtor de Plantario, dedit II denarios pro anniversario matris in villa de Catmairac, super quandam terram quam tenet P. Vitalis, et reddit censum in festo sancti Amandi.

CLXVIII. — **Donation par Eyquem du Traug d'un cens de deux deniers à « Baliniag ».**

1182-1209.

Aiquelmus deu Traug dedit in helemosinam ecclesie Sancti-Severini supra duas saciones terre in parrochia de Baliniag in loco qui dicitur *a Lacanau,* in manu Rufati decani et Arnaldi et Bertrandi, canonicorum ejusdem ecclesie, II denarios censualiter reddendos infra octabas beati Severini, volens fieri particeps orationum ipsius ecclesie. Testes sunt Ostindus de Sancto-Martino, clericus, et Willelmus Bertrand., et Bonifacius, frater ejus, nepotes decani. Facta fuit hec donatio supra majus altare, feria III post dominicam qua cantatur *Misericordias Domini.*

CLXIX. — **Ventes par Senegonde de la Fourcade et Comtor de terres sises à Esternou et à Mucron, et donation par Guillaume Eyquem d'Hastignan de ses quatre fils.**

1182-1209.

Omnibus sit notum quod Senegundis de Laforcada, cum ____________ Fabro, genero suo, vendidit mihi, R[ufato]

decano, et ceteris ecclesie Sancti-Severini canonicis, pro x solidis, totam terram quam habebat apud *Esternou,* a nobis feodaliter, videlicet in uno loco XIII regas et in alio XV regas de duabus versanis. Testes sunt W. de Sirgans, Raimundus Faber et R. de Carinian. Item, comparavimus similiter de Comtor, filia Goscelmi canonici, pro x solidis terram quam habebat a nobis fe[u]daliter apud Mucron. Testes sunt Martinus et Aiquelmus de Petrono, P. Tineosus, W. Michiel et Bertrandus Rosseu. Feria II post Pentecosten dedit ecclesie Sancti-Severini W. Aiquelmi de Hastinian IIIIor filios suos, videlicet W., Petrum, Arnaldum et (1), quos genuerat ex concubina sua, presentibus filiis ipsis et matre eorum. Hoc autem factum fuit in estaggia ipsius matris, que jamdudum erat ecclesie de donatione P. Arlandi in manu Rufati decani, presentibus P. de Vitrinis, Arnaldo, canonicis et Willelmus *(sic)* Blang et H.

CLXX. — **Mention des redevances données par Gensac d'Izon sur des terres sises à Saint-Sulpice.**

Petrus Vivian debet XII denarios census et II denarios sporle, quos dedit Genzacs d'Yson super IIIIor sazionibus terre que sunt in casali de Laruada, et redduntur infra octabas sancti Severini, et terra ista est apud Sanctum-Sulpitium.

CLXXI. — **Donation par Eyquem Guillem de Saint-Médard, curé de Saint-Christoly de Bordeaux, d'un homme lige, d'un manse et d'un cens de deux sous six deniers.**

[*fol. 52*] Aiquelmus W. de Sancto-Medardo, capellanus Sancti-Cristofori Burdegal., in vita et sanitate sua saluti anime sue providere cupiens, confidens et sperans de meritis beatorum confessorum Severini et Amandi, dedit huic ecclesie, in

(1) *Le scribe a oublié le dernier nom.*

qua sibi sepulturam elegit, in puram et perpetuam elemosinam Petrum W. in hominem ligium, sicut illum qui immunis erat et liber ab omni subjectione et dominio alterius. Dedit etiam cum ipso stagiam illam quam ipse Aiquelmus W. comparaverat in alodium de Willelmo de Fontanas, de qua predictus Petrus reddet in festo apostolorum Symonis et Jude II solidos et VI denarios censuales cum I denario sporle. Preterea dedit II solidos et VI denarios censuales pro suo anniversario super domum suam, quam ipse fecerat juxta illam quam ipse comparaverat de W. de Sirgans, de qua prius reddebat II solidos VI denarios censuales cum sporla XII denariorum. Et sic modo redduntur V solidi in festo sancti Amandi; post mortem vero ipsius reddentur in die anniversarii sui.

CLXXII. — Accord entre le chapitre et le fils naturel d'un chanoine au sujet des biens du père.

Ad evitandum oblivionis incommodum antiquorum sollertia, nascituris occurrens litigiis, excogitavit rerum gestarum seriem et ea maxime que perpetuitatem desiderant scripture laqueis innodare, ne testium penuria vel antiquitate temporum in recidive contentionis scrupulum aliquatenus redigantur. Hujus considerationis intuitu presentis scripture testimonio presentibus et futuris duximus intimandum quod cum magister Arnaldus de Sancto-Severino, canonicus ipsius ecclesie et diaconus, intestatus et sine legitimo decessisset herede, prefata ecclesia, tanquam mater ipsius et alumpna, magnam partem bonorum suorum quam potuit invenire occupavit, postulans in integrum ei succedere multiplici ratione : primo, quia de bonis ipsius ecclesie a primis cunabulis nutritus fuerat et in multis per tempora longiora ditatus. Cum enim nullum haberet patrimonium et continuo in ecclesia resideret, fere omnia que habebat tempore mortis sue acquisierat per ecclesiam, et ideo de jure scripto penes eam debebat remanere. Preterea de vineis et aliis terris quas feodaliter habebat ab ecclesia sub certa

portione fructuum [*fol. 52 v°*] ei (?) anualiter persolvenda jamdudum nichil reddiderat, sed omnia in usus proprios convertebat. Insuper multa dampna et enormia ecclesie per ipsum obvenerant, maxime infeodationes ecclesie que fiebant a decanis qui ejus pre ceteris utebantur consilio, in absentia aliorum canonicorum ab ipso magistro A. scienter procurata. Nichilominus etiam, Arnaldum filium ejus, qui in contumeliam ecclesie natus fuerat et donec vixerat nutritus, ipsa ecclesia petebat in servitutem. Predictis itaque rationibus et multis astruebat ecclesia bona sepedicti magistri A. in solidum et sine diminutione aliqua quasi jure hereditario ad se debere devolvi et omnem alium petitorem a successione bonorum excludendum. E contra, A., filius ejus de concubina susceptus, cum tamen pater vel filius dici non debeat quem nuptie non demonstrant, proponebat quod pater suus donatione que inter vivos appellatur, quedam sibi donaverat quarum habuerat possessionem, et alia omnia que pater suus tempore mortis sue possidebat ad se tanquam ad filium dicebat pertinere. Ex testamento tamen nichil petebat, cum non posset probare patrem condidisse testamentum. Post multas itaque disceptationes et altercationes, mediante prudentum virorum sollicitudine, talis compositio super predictis de assensu partium amicabiliter intercessit, quod quedam pars possessionum sepedicti magistri A., que propriis exprimuntur vocabulis, incontinenti cederent in proprietatem ecclesie beati Severini, ut eas tanquam propria allodia in perpetuum possideret et inde faceret quicquid vellet. Nomina possessionum sunt hec : W. Austendi cum pertinentiis suis, et plantarium, et terra que est juxta Pontem-Longum, et stagia Monaudi carnificis. Condictum etiam fuit ut reliqua omnia allodia sepefati magistri A., ubicumque essent, sive ultra mare sive citra, Arnaldus filius ejus feodaliter acciperet a decano Sancti-Severini nomine ecclesie, cum sporla v solidorum, quod factum fuit incontinenti. Sane in ipsa compositione hec conditio fuit apposita quod si jamdictus A. testatus decederet, nullo tamen herede relicto de uxore legitima, ecclesia Beati-Severini medietatem allodiorum

sine diminutione aliqua in proprietatem reciperet et ex ea posset facere quicquid sibi liceret, et de alia medietate posset ipse A. testari vel facere pro voluntate sua, eo tamen quod dictum est de feodo in predictis allodiis semper locum obtinente, ut videlicet ratio feodi statuta in compositione circa personam A. perpetuo sequeretur allodia in omni possessore. Si vero ipsum A. intestatum et sine herede de legitima uxore suscepto [mori continget], omnia allodia que habet feodaliter ab ecclesia et que ipsi ex parte patris provenerunt erunt ecclesie propria sine aliqua diminutione. [*fol. 53*] Conditio vero ista in persona A. apposita eundem locum prorsus obtinebit in primo herede ipsius; ad tercium vero heredem vel deinceps non transibit, excepta ratione feodi que in omnibus heredibus ipsius et heredum heredibus perpetuo perdurabit. Condictum fuit preterea ut vineas et alias terras quas pater suus feodaliter habuerat ab ecclesia et ipse haberet sub eadem conditione. De xx^ti vero solidis pro anniversario patris sui ecclesie Sancti-Severini deputatis, ipse A. heres assignavit x solidos super medietatem domus de Rocella, et v solidos super trileam que est juxta stagiam Johannis de Sancto-Martino, et v solidos super duas vineas quas habet apud Terram-Nigram. Hujus rei interlocutores ex parte ecclesie Sancti-Severini fuerunt magister Raimundus, cantor ipsius ecclesie, Galardus, sacrista, Raimundus de Pinu, archipresbiter; ex parte Arnaldi Sancti-Severini fuerunt interlocutores W. Arnald. de Porta, Bernardus Breuteir, P. Andron. Testes fuerunt Castaniolus, A. Rufus.

CLXXIII. — Concession à Raimond Brun d'une terre près du moulin d'Audeyola.

10 mars 1231 (n. s.).

Notum sit omnibus quod Raimundus Bruni accepit a Willelmo R[aimundi], decano Sancti-Severini, cum sporla duodecim denariorum terram que est inter domum Gaucelmi

Columbi et molinare de Audeiola, retento spatio ipsius terre quantum necesse fuerit ad domum molendini et ad ipsum molendinum. Hoc factum fuit in claustro, videntibus et audientibus canonicis ejusdem ecclesie, scilicet P. Doat, P. Maienzan, R. Willelmi, domino Ramulpho de Vairac, Martino de Petrino, Rotlando, Petro de Ronquel et Aiquelmo de Sancto-Germano, prebendario, Willelmo Amanevi, fratre predicti R., B. de Alano, Willelmo Gombaudi, tunc preposito Regis, Martino de Hospitali, P. Bendario, P. de Aira et aliis pluribus, tam clericis quam laicis. Hoc factum fuit secunda feria post *Isti sunt dies*, anno Verbi Incarnati M° CC° XXX°.

CLXXIV. — **Taxe établie sur les églises conventuelles du diocèse pour le droit de gîte dû à l'archevêque de Bourges.**

XIIIe siècle.

[*fol. 53 v°*] Ista est taxatio procurationum Bituricens. perpetuo duratura, nisi forte ex causa ipsam contingeret inmutari, ita quod quilibet, retenta sibi quantitate pecunie de qua hic agitur, residuum a communi refundetur ei, scilicet usque ad viginti quinque libras apud Burdegalam et usque ad viginti duas in diocesi, ita quod ille locus penes quem archiepiscopum Bituricensem procurationem recipere continget, compensata sibi et confusa summa imposita, residuum, ut dictum est, recuperabit.

Abbatia de Plana Silva, retentis sibi supra se tribus libris, recuperabit XIX libras, et sic de omnibus aliis.

Abbatia Sancti-Romani de Blavia, XII libras.

Abbatia Sancti-Salvatoris, VIIIto libras.

Abbatia de Burgo, X libras.

Abbatia de Aquistris, XII libras.

Prioratus Sancti-Andree, XL solidos.

Abbatia Sancti-Emiliani, X libras.

Prioratus de Castellione prope Petragoricinium, XL solidos.

Abbatia Silve-Majoris, XX libras.

Prioratus Sancti-Lupi, xl solidos.
Prioratus de Ortolea, xxx solidos.
Prioratus Sancti-Macharii, xii libras.
Prioratus de Solaco, xl solidos.
Prioratus Sancti-Christofori de Castellione, l solidos.
Prioratus Sancti-Trelodii, l^a solidos.
Abbatia de Insula, vi libras.
Abbatia de Bertolio, iiii^or libras.
Prioratus de Mimisano, iiii^or libras.
Prioratus de Compriano, lx solidos.
Capitulum Sancti-Severini, xiiii^cim libras.
Capitulum Burdegale, xviii^to libras.
Abbatia Sancte-Crucis, xviii^to libras.

CLXXV. — Avertissement du compilateur.

[*fol. 54*] Anno (¹) Domini m° cc° l^mo, omnes carte perpetuitatem continentes que a tempore Rufati, decani hujus ecclesie, usque ad illud tempus inveniri potuerunt, de consilio capituli, in presenti volumine sunt fideliter conscripte, ut facilius et cicius inveniantur et etiam conserventur, et primo compositio facta inter capitula Sancti-Andree et Sancti-Severini Burdegale.

CLXXVI-CLXXVII. — Compromis et sentence arbitrale entre les chapitres de Saint-André et de Saint-Seurin touchant l'église de Montussan, le droit des chanoines de Saint-Seurin de constituer un chapitre régulier et la juridiction dans les paroisses de Saint-Remi, Saint-Maixent, Saint-Christoly et Puy-Paulin.

20 avril 1222 et mai 1222.

Universis sancte ecclesie filiis presentes litteras inspecturis, A[rnoldus], Bigorritanus, et G[rimoaldus], Convenarum Dei

¹) *Cette note a été ajoutée dans la marge en tête de la page.*

miseratione dicti episcopi, salutem in Domino. Cum veneranda antiquorum patrum auctoritas provisione salubri tradiderit in subsidium memorie fragilitatis humane rite ac racionabiliter gesta scripture memorie commendare, ne cum labente profluxu temporis elabantur que necessaria erunt stare, nos, ipsam veterem sed non inveteratam patrum providenciam amplectentes, notum facimus presentem paginam inspecturis quod, cum inter venerabiles in Christo G[eraldum], decanum et capitulum Sancti-Andree, ex una parte, et A[rnaldum], decanum et capitulum Sancti-Severini Burdegalensium, ex altera, super questionibus que inferius exprimentur, coram judicibus a Sede apostolica delegatis, fuisset diucius in non modicum dictarum ecclesiarum prejudicium litigatum, tandem, post multos labores et expensas inutiles, illustrati gracia melioris consilii, ad bonum pacis et caritatis mutue cupientes redire, auctoritate ipsorum judicum delegatorum optenta, tactis sacrosanctis Evangeliis utrimque spontanee et unanimiter juraverunt nobis, sub pena etiam quingentarum marcharum argenti, firmiter promittentes quod super ipsis questionibus dicto nostro stabunt inviolabiliter cunctis temporibus, sicut per ipsam formam juramenti manifeste apparet, quam siquidem formam ad majorem certitudinem presenti loco presentis cedule fecimus annotari :

Notum sit universis has litteras inspecturis quod nos G[eraldus], decanus, et totum capitulum Sancti-Andree, ex una parte, et nos A[rnaldus], decanus, et totum capitulum Sancti-Severini Burdegalensium, ex altera, elegimus communiter, spontanea voluntate mediatores inter nos venerabiles patres A[rnoldum], Bigorritanum, et G[rimoaldum], Convenarum episcopos, de quorum sinceritate fiduciam gerimus pleniorem, qui super controversiis nostris quas habemus super juridiccione clericorum et laicorum parrochiarum Sancti-Remigii, Maxentii, Christofori et Sancte-Marie de Podio-Paulini Burdegalensium et super statu regularitatis ecclesie Sancti-Severini et super causa ecclesie de Montussan, inquisita plenius

veritate, prout sibi melius visum fuerit expedire, proferent dictum suum, quod nos tenemur perpetuo bona fide inviolabiliter observare. Hoc omnes, tactis sacrosanctis Evangeliis, propriis firmavimus [juramentis], addita pena quingentarum marcharum [*fol. 54 v°*] in qua pars que dicto eorum non pareret parti alteri teneretur, eodem dicto propter virtutem prestiti juramenti in suo robore nichilominus permanente, et ad hoc idem cunctis temporibus firmiter observandum successores et ecclesias nostras eisdem condicionibus et penis perpetuo obligamus. Ut autem de hiis in posterum memoria habeatur, presentem cartam sigillorum nostrorum impressione fecimus communiri. Actum apud Burdegalam, anno ab incarnatione Domini M° CC° secundo, duodecimo kalendas maii.

Hac igitur forma juramenti et pene a predictis recepta partibus, cum magna et diutina inquisitione super ipsis questionibus, cum quantacumque valuimus diligentia perscrutari *(sic)* fuimus veritatem. Et primo, super ecclesia de Montussan veritatis seriem indagantes, pro parte decani et capituli Sancti-Andree invenimus prima facie jus commune, quo cavetur ne alienationes fiant ab episcopis sine consensu capituli sui; quare super hoc ab ipsis fuit commissio ad irritandam alienationem de ipsa ecclesia factam a Sede apostolica impetrata. Pro parte vero ecclesie Sancti-Severini, invenimus bone memorie dominum Heliam, Burdegalensem archiepiscopum, ipsam ecclesiam de Montussan olim Sancti-Severini ecclesie in perpetuum contulisse, et quia tunc consensus capituli Sancti-Andree non affuit, postmodum idem archiepiscopus dictam donationem concessit et roboravit, decani et tocius capituli Sancti-Andree interveniente consensu, sicut dictus archiepiscopus in suis litteris quas vidimus protestatur, que siquidem littere sub magna multitudine autenticorum testium ecclesie Sancti-Andree et aliarum personarum ecclesie Sancti-Severini fuerunt concesse. Invenimus etiam quod, cum inter venerabilem patrem nostrum dominum Willelmum, Burdegalensem archiepiscopum, ex una parte, et Sancti-Severini capitulum, ex

altera, super quibusdam Sancti-Severini ecclesiis olim questio verteretur, tandem ab ipsis partibus compromissum extitit in G[uillelmum], abbatem Sancte-Crucis, et R., archidiaconum, et P. de Rama, Vasatensem canonicum, et in me A[rnoldum], Bigorritanum episcopum, qui tunc eram in inferiori ordine constitutus. Ex hoc igitur arbitrii sentencia nobis innotuit, ut verbis etiam utamur ipsius arbitrii, quod in parrochialibus ecclesiis quas ipsa Sancti-Severini tunc ecclesia possidebat institutionem cappellanorum ipsa Sancti-Severini [*fol. 55*] ecclesia liberam habeat et quietam; ab aliis tamen juribus archiepiscopalibus consuetis ac debitis ecclesia de Montusan non existat inmunis. Hec actenus de verbis arbitrii supradicti. Quia vero ipsum arbitrium datum fuit presentibus et assencientibus canonicis Sancti-Andree, sicut ex ipsorum apparet litteris arbitrorum, et quia etiam dictam Sancti-Severini ecclesiam prenominatam ecclesiam de Montusan per triginta annos et amplius continue invenimus possedisse, quorum viginti et plus fuisse pacifici asseruntur, dicimus hiis et multis aliis rationibus quod capitulum Sancti-Andree vel successores eorum contra Sancti-Severini ecclesiam super dicta ecclesia de Montusan nullam ullo tempore moveant questionem. Tamen ut inter ipsos plena et perfecta caritas plenius et planius reformetur, auctore Domino, cunctis temporibus observanda, dicimus quod a cappellano de Montusan vel ejus nuncio infra octavas sancti Andree capitulo ejusdem ecclesie vel ejus nuncio in recognicionem consensus super ipsa ecclesia de Montussan prestiti, duodecim denarii Burdegalensis monete apud Burdegalam annis singulis persolvantur. Super statu quoque ecclesie Sancti-Severini invenimus pro parte Sancti-Andree a sancte recordationis Lucio papa, ut in litteris commissionis domini Honorii pape vidimus contineri, post varias disceptaciones partium sentenciatum fuisse ut ordo canonicorum regularium reformaretur in ipsa ecclesia Sancti-Severini, perpetuis ibidem temporibus observandus, perpetuum silentium sub anathematis interminatione imponens hiis qui contra religionem ordinis regularis, quam in prefata ecclesia Sancti-Severini reforman-

dam et tenendam decrevit, suscitare de cetero presumerent questionem. Consequenter etiam invenimus procuratorem capituli Sancti-Andree a domino papa Honorio super observatione ejusdem sentencie Lucii confirmationis litteras et commissionem pro observatione ejusdem sentencie ad abbatem Sancti-Johannis Angeliacensis et ejus conjudices impetrasse, qui, juxta tenorem mandati apostolici procedentes, ut in eorumdem litteris vidimus contineri, non sentenciando sed exequendo canonicorum institutiones de secularibus et dignitatum collationes secularibus in ecclesia Sancti-Severini post et contra sentencias domini Lucii factas in irritum deduxerunt et quicquid fuit in eadem ecclesia postmodum a canonicis secularibus ordinatum quemlibet executioni sue obviantem et impedire [*fol. 55 v*°] quoquomodo presumentem auctoritate apostolica anathematis vinculo innodantes. E contra vero invenimus procuratorem Sancti-Severini coram domino papa Honorio, ut ex commissionis ejusdem litteris nobis constitit, respondisse prefatum Lucii pape processum per bone [me]morie Clementem papam fuisse in irritum revocatum et statum ejusdem ecclesie a quadraginta annis et amplius in ipsa ecclesia Sancti-Severini rationabiliter et continue observatum per eundem venerande recordationis Clementem papam, ut in ejus autentico vidimus contineri, nichilominus confirmatum. Et hoc etiam invenimus quod dictus Clemens papa, ad peticionem capituli Sancti-Severini, ordinationem ejusdem ecclesie juxta facultates ipsius et antiquam consuetudinem a quadraginta annis rationabiliter et continue observatam, bone memorie Helie, Burdegalensi archiepiscopo, demandavit, quam, si ipse renueret adimplere, ipsam ordinationem Aquensi et Adurensi episcopis faciendam commisit. Quam siquidem ordinationem, ne per predictos episcopos fieret, a dicto archiepiscopo factam invenimus. Qui archiepiscopus, ut ex autentico ejus nobis constitit evidenter, timore Dei pre oculis habito, ecclesiam ipsam, juxta domini Clementis apostolici formam, in statu consueto et a quadraginta annis ibi continue observato ordinare curavit, in statu videlicet canonicorum

secularium, quem per predicti temporis spacium per testes juratos antiquiores tempore in ipsa ecclesia et tam loco quam ordine digniores conservatum agnovit. Invenimus insuper bone memorie Stephanum, decanum, et capitulum Sancti-Andree convenisse et pactum fecisse Rufato decano et capitulo Sancti-Severini, quod non uterentur nec uti facerent sentencia vel aliquibus litteris impetratis pro se vel impetrandis contra dictos capitulum et decanum Sancti-Severini, super statu regularium canonicorum in eadem ecclesia observando, et, ut dicti pacti memoria perpetuo teneretur et inconcussum futuris temporibus remaneret, prefatus Stephanus et totum capitulum Sancti-Andree juraverunt hoc pactum, concedentes nichilominus super hoc litteras suo sigillo signatas Sancti-Severini decano et capitulo sepedicto. Post hec vero invenimus decanum et capitulum Sancti-Severini supradicte commissionis facte ad abbatem Sancti-Johannis Angeliacensis et suos conjudices litteras revocatorias a domino papa Honorio impetrasse ad cantorem Petragoricensem et A., Sancti-Asterii, et B., Albaterrensem canonicos. Qui judices, dicto cantore collega suo legitime excusato, abbati Angeli[*fol. 56*]acensi et conjudicibus suis inhibuerunt districte ne in causa ipsa ultra procederent; verum abbas Angeliacensis et sui college postmodum, prout superius dictum est, nichilominus processerunt, sicut ex ipsorum litteris nobis constitit evidenter. Sane dicti canonici, prefato cantore, ut predictum est, legittime excusato, ante processum abbatis Angeliacensis et suorum conjudicum, de quo supradictum est, secundum formam mandati apostolici procedentes, inspectis litteris domini pape Clementis et domini Helie, Burdegalensis archiepiscopi, cum per instrumenta et testes ab eis tunc receptos omni exceptione majores eis constaret evidenter quod a sexaginta annis retro ordo canonicorum secularium in ecclesia Sancti-Severini Burdegalensis fuerit observatus, ab ordine canonicorum regularium in Sancti-Severini ecclesia observando, de consilio prudentum, predictis rationibus et multis aliis, ab impeticione decani et capituli Sancti-Andree Sancti-Severini ecclesiam absolverunt, confir-

mantes et servari precipientes in ipsa ordinem et statum canonicorum secularium, qui a sexaginta annis retro ibidem fuerat observatus, contradictores etiam et rebelles excommunicationis sentencie subponentes, ut nobis liquido apparuit ex instrumento inde confecto. Consequenter etiam invenimus quod post predictum Clementis pape processum in predicta Sancti-Severini ecclesia canonici seculares quamplures instituti fuerunt ad preces capituli Sancti-Andree, sicut proposuit coram domino Honorio papa pars adversa, ut in instrumento communiter impetrato vidimus contineri. Hiis igitur et multis aliis rationibus et auctoritatibus, dicimus decano et capitulo Sancti-Andree quod super statu canonicorum regularium in Sancti-Severini ecclesia reformando vel faciendo nullam de cetero moveant vel moveri faciant dicto vel facto, consensu vel consilio, questionem. Ad quod servandum Sancti-Andree capitulum et successores ipsorum in virtute juramenti nobis prestiti et pene quingentarum marcharum perpetuo teneantur. Verum, quia super statu regularitatis, contra prenominatam ecclesiam Sancti-Severini diverse commissiones et sentencie ac confirmationes, sicut supra tetigimus, a Sede apostolica emanarunt, dicimus quod super hiis decanus et capitulum Sancti-Severini infra biennium Sedem apostolicam consulant et reverenter suscipiant quod ipsa duxerit ordinandum. Consequenter, in questione juridic[t]ionis parrochianorum quatuor ecclesiarum seu parrochiarum Sancti-Remigii, Sancti-Maxentii, Sancti-Christofori et Sancte-Marie de Podio-Paulini, veritatem quanta potuimus diligentia perquirentes, [*fol. 56 v°*] invenimus pro ecclesia Sancti-Andree privilegia et confirmationes dominorum Alexandri et Lucii, romanorum pontificum, qui inter alias possessiones et jura dicte ecclesie Sancti-Andree ab una lotoria usque ad aliam juridictionem confirmavit ecclesie sepius nominate. Preterea, idem dominus Alexander papa G. Vicarii, decano Burdegalensis ecclesie, decanatum cum justiciis consuetis in civitate Burdegalensi confirmavit, sicut in ejus autentico vidimus contineri. Reperimus etiam attestationes multiplices que super juridictione clericorum et

laicorum dictarum ecclesiarum seu parrochiarum jus proprietatis et usum possessionis varie demonstrabant. Nec illud pretermitendum est quod pro ecclesia Sancti-Andree fuit generalis consuetudo Burdegalensis provincie coram Summo Pontifice allegata. E contra, pro ecclesia Sancti-Severini nobis fuit ostensum privilegium Alexandri pape, in quo bona et antique consuetudines et rationabiles eidem ecclesie confirmantur. Multiplices quoque attestationes nobis fuerunt exibite, que pro ipsa ecclesia Sancti-Severini super juridiccione clericorum et laicorum predictarum ecclesiarum seu parrochiarum jus proprietatis et usum possessionis non minus efficaciter ostendebant. Quia igitur propter varietatem probacionum et racionum et allegacionum diversarum quas vidimus hinc inde et consideravimus diligenter quid super hiis de jure esset dicendum nobis liquere plane non potuit, ad reformandam inter partes concordie unitatem, dicimus quod decanus Sancti-Andree, predictarum quatuor ecclesiarum seu parrochiarum juridictionem habeat omnium laicorum, salvo jure cappellanie in predictis ecclesiis quod habent alii cappellani in aliis capellis Burdegalensis civitatis; decanus vero Sancti-Severini earumdem ecclesiarum seu parrochiarum capellanorum juridictionem habeat et omnium clericorum, ut per eos ad honorem beatorum confessorum ibidem quiescentium cum majori veneratione et devocione divina officia in ipsa Sancti-Severini ecclesia celebrentur. Et super hoc dicto et disposicione premisse juridictionis nullam deinceps sibi partes ad invicem moveant questionem. Decano siquidem et capitulo Sancti-Severini et successoribus eorumdem dicimus et districte precipimus ut sententias decani Sancti-Andree vel capituli, si ecclesia decano vacaverit, observari faciant bona fide. Quandocumque autem in aliqua ecclesia[rum] predictarum cappellanus de novo instituendus fuerit, recepto a decano vel capitulo Sancti-Severini fidelitatis sacramento ab eodem cappellano, statim idem decanus vel capitulum in virtute prestiti juramenti sibi precipiat firmiter et districte quod sentencias quas de[*fol. 57*]canus Sancti-Andree tulerit in laicos dictarum ecclesiarum seu parrochiarum observet fide-

liter et devote et ita diligenter et efficaciter quod non possit de contemptu vel negligencia reprehendi. Si vero contravenire presumserit et cum decano convenire non poterit, postquam coram domino archiepiscopo vel ejus vicario vel superiori convictus fuerit decano de gagio Sancti-Andree solvendo et dampno restituendo illi pro quo lata fuerat sentencia et pena pro transgressione infligenda, inviolabiliter servetur sentencia judicantis. Hec autem omnia prout rationabiliter et bona fide et auctoritate et voluntate judicum super hiis a Sede apostolica delegatorum curavimus ordinare in virtute juramenti nobis prestiti et pene apposite dicimus et precipimus firmiter a decanis et capitulis et successoribus eorumdem perpetuo inviolabiliter observari. Et qui contra scienter fecerit, si infra duos menses coram testibus ad hoc vocatis a parte altera ammonitus emendare noluerit, perjurii et pene apposite penam incurrat, quam parti alteri dictum nostrum servanti solvere teneatur, dictis nostris supradictis remanentibus in suo robore firmitatis. Et addimus quod ad ea a domino Papa et judicibus ab ipso delegatis et domino Burdegalensi archiepiscopo confirmanda utraque pars diligenter intendat et bona fide laboret. Si vero super hiis que diximus et disposuimus aliquid dubietatis vel questionis aliquando emerserit, ad nos quamdiu vixerimus vel ad alterum nostrum, alio sublato de medio vel in partibus remotis agente, habeatur recursus, et ab utraque parte dicto nostro sine contradiccione aliqua pareatur, quod nobis eisdem condicionibus et penis retinuimus de utriusque partis voluntate pariter et assensu. Acta sunt hec sollempniter apud Burdegalam in claustro Sancti-Andree, anno Incarnati Verbi Mº ccº xxº secundo, mense maio, presentibus decanis et capitulis utriusque ecclesie et multis aliis bonis viris. Ut autem de hiis omnibus cercior et firmior memoria in posterum habeatur, presentem cartam sigillorum nostrorum et utriusque ecclesie fecimus munimine roborari.

CLXXVIII. — Confirmation de l'acte précédent par le légat du Pape.

20 février 1223, n. s.

O. (1), miseratione divina Portuensis et Sancte-Ruffine episcopus, apostolice sedis legatus, dilectis in Christo A[rnaldo], decano, et capitulo Sancti-Severini Burdegal., salutem in Christo Jhesu. Officii nostri debitum nos inducit ut non solum vota discordancium ad unionem pacis pro viribus reducamus, verum etiam concordiam [*fol. 57 v°*] provide initam curemus a[u]ctoritate nobis prestita solidare, ne in recidivam questionis iterum relabatur. Cum igitur, sicut ex insinuatione vestra et dilectorum in Christo G[eraldi], decani, et capituli Sancti-Andree Burdegal. accepimus et ex testimonio venerabilium fratrum A[rnoldi], Bigoritani, et G[rimoaldi], Convennarum episcoporum, nobis assistencium, intelleximus, inter vos, ex una parte, ac dictos decanum et capitulum, ex altera, graves olim questiones emerserint super ecclesia de Montusan, quam pars altera dicebat sine ipsorum consensu per quendam archiepiscopum Burdegalensem alienatam fuisse vobisque concessam, et super juridicione tam clericorum quam laicorum quatuor parrochiarum in civitate Burdegal., scilicet Sanctorum Remigii, Maxentii, Cristophori et Sancte-Marie de Podio-Paulini, quam decanus utriusque ecclesie sibi vendicare volebat, et super statu regularium canonicorum, quem in ecclesia vestra momorati decanus et capitulum inducere nittebantur. Tandem, post commissiones diversas hinc inde ab apostolica Sede obtentas, et expensas non modicas et labores, utraque ecclesia, utens consilio saniori concorditer et unanimiter in jamdictos episcopos compromisit, religione juramenti affirmans, pene quingentarum marcharum adjecta, quod dictorum eorumdem albitrorum super prenominatis questionibus perpetuo bona fide inviolabiliter observaret. Sane memorati episcopi, diligen-

(1) *En 1223, le cardinal évêque de Porto, du titre de Sainte-Ruffine, était Conrad. Othon ne lui succéda qu'en 1244.*

tius examinatis questionum ipsarum meritis et rationibus utriusque partis plenius intellectis, deliberatione provida preeunte, super prefatis capitulis arbitrium protulerunt, quod redactum in scriptis et sigillatum eorum sigillis ac etiam utriusque capituli fuit exibitum coram nobis, cujus tenorem de verbo ad verbum presentibus fecimus ad majorem evidentiam adnotari.

Universis sancte ecclesie filiis, etc. (1) [*fol. 58-61*].

Hactenus de forma albitrii.

Cum igitur tam vos quam decanus et capitulum supradicti per vestras litteras instantius pecieritis albitrium ipsum concorditer ab utraque parte receptum confirmationis nostre munimine roborari, nos, vestris postulationibus inclinati, dictum albitrium, sicut est justum, legationis a[u]ctoritate qua fungimur confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus. Nulli ergo omnino hominum liceat ha[n]c nostre confirmationis paginam infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumserit, [*fol. 61 v°*] indignationem omnipotentis Dei et nostram se noverit incursurum. Datum Senonis, x° kalendas marcii, anno ab incarnatione Domini millesimo ducentesimo vicesimo secundo.

CLXXIX. — **Engagement pris par les Dominicains, qui désiraient avoir un cimetière, de ne concéder la sépulture à aucun des paroissiens de Saint-Seurin et des églises qui en dépendent.**

1236.

Universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis frater P., prior Fratrum Predicatorum Burdegalensium, totusque ejusdem loci conventus, salutem in Domino. Noverint universi tam presentes quam posteri quod, cum non solum de communi jure sed etiam de speciali mandato domini Pape possemus in loco nostro Burdegale cimiterium liberum habere, cum decano

(1) *Ce document est déjà publié ci-dessus, p. 135-143.*

Sancti-Severini et canonicis suis, qui allegabant super hoc ecclesie sue prejudicium et gravamen, propter bonum cedentes in hoc juri nostro concessimus pro nobis et successoribus nostris quod de quinque parrochiis eorum, scilicet Sancti-Severini, Sancti-Remigii, Sancti-Maxentii, Sancti-Christofori, Sancte-Marie de Podio-Paulini, nullum ad sepulturam recipiemus sine ipsorum licentia speciali. Si vero contingeret quod infra metas predictarum parrochiarum prefati canonici aliquam vel aliquas ecclesias construerent, aliquam de predictis parrochiis dividentes, idem in illa vel in illis quod in aliis predictis parrochiis promisimus pro nobis et nostris successoribus fideliter observare. Et hoc quidem intelligitur de parrochianis ipsorum laicis in predictis parrochiis mansionariis; nam omnes clericos sive canonicos sive alios et laicos adventicios, ut mercatores, peregrinos nautasque de quibuscumque locis, infra metas predictarum parrochiarum suarum decedentes libere et absolute recipere possumus indistincte, si apud nos elegerint sepulturam. Item, eisdem promisimus quod in sermonibus et in confessionibus audiendis et consiliis dandis, populos tam parrochianos eorum quam alios sepe monebimus bona fide ut decimas illis debitas sibi persolvant, et quod parrochias suas, prout debent, visitent et frequentent, quod statutum est a majoribus vel consuetudine approbatum, videlicet jura parrochialia, cappellanis propriis persolventes. Ut autem istud in posterum firmius observetur, presentem cartam eis dedimus, sigillorum domini G[eraldi], archiepiscopi Burdegalensis, et conventus nostri et capituli [*fol. 62*] predictorum canonicorum munimine roboratam. Datum apud Burdegalam, anno Domini M° CC° XXX° VI°.

CLXXX. — **Sentence arbitrale entre l'archevêque Guillaume et le chapitre, relative notamment au droit de gîte à Gaillan et Saint-Seurin.**

1207-1227.

Abbas Sancte-Crucis, Rosinol, archidiaconus, P. de Rama, canonicus Vasatensis, et magister Amanevus omnibus ad quos littere iste pervenerint, salutem in perpetuum. Quoniam nichil adeo fixum quod tempore non absolescat et que judicio diffinita vel concordia sunt sopita labente tempore sepius labuntur a memoria et in recidive contentionis litigium revocantur, inventum est scripture remedium, que gestorum seriem fideliter teneat ac perpetuo representet. Cum itaque inter dominum Willelmum, archiepiscopum Burdegalensem, ex una parte, et Arnaldum, decanum, et capitulum Sancti-Severini Burdegalensis, ex altera, super capitulis que secuntur questio verteretur, in nos sub jurisjurandi religione fuit a partibus compromissum, pena centum marcarum ab ea parte solvenda que resilire temptaverit ab his que in presenti negocio a nobis fuerint ordinata, compositione facta in suo statu nichilominus permanente, pro domino archiepiscopo, presente et mandante, in animam ipsius archiepiscopi juravit magister Robbertus Bernardi, canonicus Sancti-Andree, et pro eo fidejusserunt Arnaldus, Medulcensis, et B., Sarnensis archidiaconi, A. de Lalanda, miles, et Helias Vigerii, civis Burdegal.; ex parte capituli, pro toto capitulo Sancti-Severini juraverunt A[rnaldus], decanus, G. de Gupia, precentor, et magister A. de Sancto-Severino, ejusdem ecclesie canonicus; fidejussores fuerunt ipse magister A. de Sancto-Severino, P. Doat, canonici jamdicte ecclesie, P. de Burdegala, vir nobilis, R. Aimerici, civis Burdegal. Porro in questionem deductum fuit ab archiepiscopo contra ecclesiam Sancti-Severini, de justicia et cantaris, de presentatione cappellanorum in parrochialibus ecclesiis, de institutione prebendariorum, de procurationibus quas petebat in ecclesia Sancti-Severini et ecclesia de Gallian. De justicia [*fol. 62 v°*]

et cantaris, statutum est in hunc modum quod hec duo simul recipiat decanus Sancti-Severini ab archiepiscopo feodaliter cum sporla unius denarii; verumptamen redditus et omnes proventus cantarorum cedent in usus mense canonicorum. Circa justiciam vero fuit ita distinctum quod si aliquis impetratur super aliquo quatuor majorum criminum que vulgariter comitalia nominantur, ut sunt raptus virginum, furtum, incendium, vulnus in capite, quod *testada* usualiter dicitur, si inficiationi locus fuerit, coram decano vel ejus preposito, convocato ad hoc archiepiscopi preposito, causa apud Sanctum-Severinum ventilabitur. Et si reus convictus fuerit de crimine vel confessus, decanus vel ejus prepositus rei vestes retinebit, preposito archiepiscopi reum nudum traditurus. Quod si reus pecunialiter puniatur, quinque solidi in jus decani cedent, residuum archiepiscopi usibus vendicandum. Sane cognitio aliorum criminum ad solum decanum pleno jure pertinebit. Statuimus quoque institucionem prebendariorum a decano et capitulo, prout dignum duxerint, posse libere celebrari. In parrochialibus autem ecclesiis quas modo ecclesia Sancti-Severini habet et possidet, liberam institucionem capellanorum ad decanum et capitulum Sancti-Severini decrevimus pertinere. Ab aliis tamen juribus archiepiscopalibus consuetis ac debitis ecclesia de Montusan non existit inmunis. De procuratione ecclesie de Gallian, quam petebat archiepiscopus, a nobis est ordinatum quod, cum duabus continuis noctibus in archipresbiteratu de Sparra archiepiscopus moratus fuerit, semel in anno triginta solidos a dicta ecclesia procurationis nomine accipiat. Adhuc, in procuratione quam petebat archiepiscopus in ecclesia Sancti-Severini quando de Medulco remeabat, certam formam et modum apposuimus quod, cum contigerit redire archiepiscopum de Medulco, ipsum ad procurationem ecclesia Sancti-Severini semel tantum in anno et cum illis dumtaxat qui nocte proxime preterita fuerint in ejus comitatu recipere teneatur, et si forte de civitate vel [*fol. 63*] aliunde aliquis vel aliqui obviam ei occurrerint, ipsis dicta ecclesia non tenebitur procurationem exhibere. Ultimo loco

statutum fuit a nobis ut dominus archiepiscopus litteras confirmationis super predictis a domino apostolico impetraret. Hec autem omnia suppradicta ordinata sunt et statuta de voluntate parcium et assensu, presentibus Sancti-Andree canonicis et assentientibus. Ut igitur nullus de diversitate temporum scrupulus questionis valeat suboriri, hoc insinuationi presentium duximus inserendum quod compromissio et pronuntiatio arbitrii primum siquidem fuit facta; sed quia propter occupationes varias non potuit incontinenti scripture laqueis innodari tempore quo jamdictus G., quartus compromissarius, abbaciam Sancte-Crucis est adeptus, est hec presens conscriptio subsecuta et sigillorum nostrorum munimine roborata.

CLXXXI. — **Attestation d'Élie, évêque de Saintes, touchant la rente que le prieur de Barbezieux a reconnu devoir au chapitre.**

10 janvier 1231 (n. s.).

Helias, Dei gratia Xanctonensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noveritis quod prior de Berbezillo confessus est, coram nobis se debere mittere quinque solidos pictavinorum veterum censuales in festo sancti Severini singulis annis pro ecclesia Sancti-Severini prope Berbezillum capitulo Sancti-Severini Burdegal. Hanc autem confessionem fecit dictus prior die veneris post festum Epiphanie, in cimiterio Sancti-Petri Xanctonensis, videntibus et audientibus abbate Sancti-Johannis Angeliacensis, abbate Albaterrensis, J. et Samathia, archidiacono Petragoricensi, archipresbitero de Arverto, magistro Willelmo de Lopsaut, A. Gastaut et R. Tudea, clericis nostris, et pluribus aliis. Datum die veneris post festum Epiphanie anno Domini M° CC° tricesimo.

CLXXXII. — **Bulle d'Innocent IV donnant mission au doyen de Saintes d'interdire aux feudataires de Saint-Seurin les sous-inféodations.**

12 janvier 1247.

Innocencius, episcopus servus servorum Dei, dilecto filio decano Xanctonensi, salutem et apostolicam benedictionem. Ex parte dilectorum filiorum decani et capituli secularis ecclesie Sancti-Severini Burdegal. fuit propositum coram nobis quod nonnulli clerici et laici Burdegalensium et Vasatensium civitatum et diocesium terras, vineas, prata, domos et possessiones alias quas ab eadem ecclesia in feodum vel sub reditu vel [*fol. 63 v°*] annuo censu tenent quandoque locis religiosis et ecclesiis ecclesiasticisque personis interdum potentibus atque laicis vendere seu donare, ad censum concedere ac alias alienare, nec non quibusdam ex eisdem possessionibus novas servitutes imponere ac de ipsis alios infeodare de facto, cum de jure nequeant, absque ipsorum decani et capituli assensu legitimo propria temeritate presumunt in eorum et ejusdem ecclesie non modicum prejudicium et gravamen, sicque ipsa pretextu concessionis et infeodationis hujusmodi in rebus eisdem quodammodo jus dominii sibi vendicare contendunt, dum per eos res ipse in alios et per illos sepe in personam terciam ac deinceps, eis non requisitis nec consentientibus, transferuntur. Unde, cum ex hoc predicta ecclesia non modicam sustineat lesionem, iidem decanus et capitulum ipsius indempnitati super hiis provideri a nobis humiliter postularunt. Quocirca discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus, si est ita, infeodationes et alia suppradicta ab ejusdem ecclesie feodotariis taliter atemptata carere penitus juribus, consuetudine aliqua contraria non obstante, decernens ne ab eis similia de cetero presumantur auctoritate nostra firmiter inhibere procures, contradictores per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo. Datum Lugduni, II idus januarii, pontificatus nostri anno quarto.

CLXXXIII. — **Donation par le doyen Arnaud Bernard de droits divers à la Rousselle et à Lodors.**

18-24 mai 1209.

Fidelis est scripture custodia que labenti subvenit memorie et, nascituris occurrens litigiis, rerum gestarum seriem immobili loquitur veritate, ne negligentia vel antiquitate temporis in recidive contentionis scrupulum aliquando redigantur. Hujus itaque considerationis intuitu, ego, Arnaldus Bernardi, decanus Sancti-Severini Burdegal., insinuatione scripture presentis ad presentium posterorumque noticiam duxi transmittendum quod, pro aniversario meo, donavi donatione que inter vivos appellatur et concessi perpetuo possidendam *(sic)* ecclesie Sancti-Severini quicquid juris habebam in domibus et areis de Rocera quas [*fol. 64*] habebant a me feodotarii propriis nominibus exprimendi, cum sporla et censu III kalendas januarii annuatim persolvendo. Raimundus Matot debet quinque solidos de censu; Arnaldus Rutella, V solidos de censu; P. Boni, V solidos de censu; Ostendus de Burgo, V solidos de censu; Assallida de Silva, V solidos de censu; Willelmus Garsias de Cogeria, V solidos de censu; Amanevus deu Forneu, III solidos VI denarios de censu; Gasen de Lalana, XXI denarios; Ema, XXI denarios de censu; Johannes d'Acra, III solidos de censu; Vitalis Nadau, XII denarios de censu; Consta[n]tinus, XII denarios de censu; Raimundus de Lopiac et Maria Sousipreda, II denarios de censu. Donavi preterea ego, dictus decanus, prefate ecclesie feodum quod Petrus Andron habet a me apud Rocellam, unde debet facere hominium et dare V solidos de sporla. Adjeci insuper predicte donationi ego, prefatus decanus, omnes vineas et terras de Lodors quas habent a me coloni parciarii. Ut autem hec donatio perpetuam obtineat firmitatem, inpressione sigilli domini archiepiscopi et mei et etiam capituli Sancti-Severini feci cartam communiri. Testes hujus donationis sunt magister Raimundus, archipresbiter de Castro-Novo, magister Arnaldus de Sancto-Severino, magister Arnaldus

de Sancta-Columba, Castonolius, Arnaldus Rufus, P. Doat, R. Arnald., P. d'Arranquel, P. Moneder, P. Pan-e-Vin, Arnaldus Qui-non-ridet. Hoc actum est anno ab incarnatione Domini M° CC° IX°, in claustro Sancti-Severini, in octabis Pentecostes (1).

CLXXXIV. — Sentence préparatoire du pénitencier de Bordeaux entre le chapitre et la commune.

1er avril 1242.

Universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis magister R., penitentiarius Burdegal., salutem in salutis auctore. Noveritis universi quod, cum inter venerabiles viros et discretos.. decanum et capitulum Sancti-Severini Burdegal., ex una parte, et probos [*fol. 64 v°*] homines majorem et juratos Burdegal., ex altera, controversia esset orta super eo quod iidem major et jurati dicebant quod ecclesia Sancti-Severini injuste extorserat gallinas a quibusdam concivibus ipsorum in salvitate seu parrochia Sancti-Severini commorantibus, ex vi excommunicat[i]onis sententie in ipsos concives promulgate, ecclesia eccontrario *(sic)* asserente se dictas gallinas juste a dictis hominibus accepisse. Item, super eo quod ipsi major et jurati dicebant quod venerabilis abbas Sancte-Crucis Burdegal., auctoritate reverendi patris domini episcopi Agennensis, vicarii Burdegal. provincie, ad instanciam dictorum decani et capituli Sancti-Severini Burdegal., injuste excommunicaverat concives eorumdem pro facto domus Johannis Popeti defuncti, quosdam dictis decano et capitulo e contrario asserentibus dictum abbatem ad querelam eorum auctoritate dicti vicarii cives predictos juste excommunicasse. Rursus, super eo quod predicti decanus et capitulum Sancti-Severini dicebant quod quidam de communia Burdegal., de mandato dictorum majoris et juratorum, injuste receperant pignora, gagia et peccuniam a canonicis Sancti-Severini et hominibus salvitatis ejusdem

(1) *Suivent les premières lignes de l'accord intervenu avec les Dominicains, publié ci-dessus p. 145-146, lesquelles ont été barrées.*

occassione costume seu etiam malatolte, quod erat contra libertates ecclesie antedicte. Tandem, super hiis omnibus questionibus et singulis ab utraque parte sub pena ducentarum marcarum in nos extitit compromissum. Nos vero super hiis, in nomine omnipotentis Dei dictum nostrum proferimus in hunc modum : in primis, dicimus et volumus quod galline quas ecclesia Sancti-Severini accepit a predictis hominibus et gagia, pignora et peccunia recepta occasione costume seu malatolte a canonicis Sancti-Severini [*fol. 65*] et hominibus salvitatis ejusdem ponantur in manu nostra et nos de eis voluntatem nostram sine judicio faciamus, et quicquid inde fecerimus nolumus quod propter hoc aliquod prejudicium partibus generetur. Quas gallinas positas in manu nostra nos reddimus de voluntate nostra sine prejudicio ecclesie Sancti-Severini hominibus antedictis; gagia vero et pignora et peccuniam libere et absolute reddimus predictis canonicis Sancti-Severini et hominibus salvitatis ejusdem. Item dicimus quod homines qui pro predictis gallinis et illi qui pro facto domus Johannis Popeti [fuerunt] excommunicati a suis excommunicatoribus secundum formam ecclesie absolvantur, ita tamen quod illi homines a quibus galline petuntur stent juri super hoc et respondeant predicte ecclesie Sancti-Severini coram .. officiali Burdegal., si ipsa ecclesia super hujusmodi gallinis voluerit deponere questionem. Ceteri vero homines qui fuerunt excommunicati a dicto abbate Sancte-Crucis ecclesie Sancti-Severini respondeant ubi debuerint respondere, nisi inter partes super hoc aliter componatur. Hoc vero dictum nostrum fuit a partibus presentibus existentibus approbatum. Datum Burdegale, die martis proxima post dominicam *Letare Jerhusalem,* anno Domini M° CC° XL° secundo.

CLXXXV. — **Supplique au Pape pour la confirmation d'une sentence arbitrale entre les chapitres de Saint-Seurin et de Saint-André.**

1222 environ.

Sanctissimo patri ac domino Honorio, divina dispositione sancte matris et universalis ecclesie Summo Pontifici, A[rnoldus], ejusdem miseratione et sua Tarviensis, et G[rimoaldus], Convenarum dicti episcopi, seipsos cum omni devocione, hobedientia et reverentia ad pedum oscula beatorum. Cum disposit[i]one divina sitis in eminenti ecclesie specula constituti, ex suscepti officii debito debet sollicitudo vestra tranquillitati et paci ecclesiarum utiliter insistere, et ne pravorum molestiis hominum status earumdem perturbetur pietate paterna salubriter providere. Sane, cum inter Sancti-Andree et Sancti-Severini Burdegalensium ecclesias super diversis articulis graves et diverse diversis temporibus suborte fuerint questiones et coram diversis judicibus a Sede Appostolica impetratis diucius agitate, tandem ab altera parte fuit a Beatitudine Vestra commissio impetrata super statu canonicorum regularium in dicta Sancti-Severini ecclesia observando vel pocius reformando, occasione cujusdam sententie felicis recordationis domini Lucii pape, quam tulerat quorumdam in quos super eodem statu fuerat compromissum arbitrium confirmando. E contra vero pro ecclesia Sancti-Severini a Sanctitate Vestra fuerunt littere revo[*fol. 65*]cationis optente, eo quod in prioribus litteris mentio non fiebat de privilegio bone memorie Clementis pape, ipsius Lucii successoris, in quo statum canonicorum secularium, qui in prefata Sancti-Severini ecclesia continue et rationabiliter observatus fuerat, confirmabat, et quicquid contra eundem statum dictum aut factum fuerat irritabat, et ea similiter ratione quia in eisdem litteris nulla fiebat mentio, de processu domini Elie, quondam Burdegal. archiepiscopi, qui, de mandato ejusdem domini Clementis, jamdictam Sancti-Severini ecclesiam ordinavit in statum canonicorum secula-

rium, quem per testes juratos ibidem invenit spatio quadraginta annorum continue et rationabiliter observatum. Verum judices in litteris revocatoriis impetrati quicquid ab aliis judicibus factum aut dictum fuerat auctoritate priorum litterarum duxerunt sententialiter irritandum, et in eadem Sancti-Severini ecclesia statum canonicorum secularium, que[m] a LX *(sic)* annis retro ibidem repererunt continue observatum, auctoritate apostolica confirmarunt et ab inpeticione decani et capituli Sancti-Andree Sancti-Severini ecclesiam absolverunt, eis super hoc silentium perpetuum imponentes. Postmodum, cum utraque pars in vestra presentia constituta super eadem causa sub certa forma communes litteras impetrasset, quarum auctoritate non sine magnis laboribus et expensis diucius litigassent, post labores diutinos placuit utrique parti, cum assensu et auctoritate judicum delegatorum quod nos essemus mediatores super hac et aliis suis questionibus inter eos. Nos vero, auditis rationibus suis et inspectis diligenter instrumentis super hoc multociens et a multis multipliciter confectis, de prudentum virorum consilio, ecclesiam Sancti-Severini super hac questione status ab inpeticione decani et capituli Sancti-Andree sententialiter duximus absolvendam, eis super hoc perpetuum silentium imponentes, super aliis questionibus dictum nostrum proferentes nichilominus. Porro pars utraque super omnibus questionibus suis dictum nostrum approbavit pariter et recepit. Proinde venerande Beatitudini Vestre quanta devocione possumus humiliter suplicamus quatinus dicte Sancti-Severini ecclesie super statu suo, videlicet canonicorum secularium, tociens replicato, tociens iterato et ibidem continue observato, taliter dignemini providere ne subceptione aut [*fol. 66*] fraude sive malitia alicujus valeat de cetero aliquatenus molestari, cum propter hoc sepissime eadem ecclesia gravata fuerit et afflicta.

CLXXXVI.— **Association entre le chapitre de Saint-Seurin et les abbayes de Sainte-Croix de Bordeaux, Saint-Romain et Saint-Sauveur de Blaye, Saint-Émilion, Guîtres, l'Isle et Vertheuil, en vue du procès soutenu contre l'archevêque de Bourges au sujet du droit de gîte.**

18 février 1241 (n. s.).

Universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis decanus et capitulum Sancti-Severini, abbas et conventus Sancte-Crucis Burdegal., Sancti-Romani, Sancti-Salvatoris, Sancti-Emiliani, de Aquistris, de Insula, de Bertolio, Burdegal. diocesis, abbates et conventus, salutem in Domino Jhesu-Christo. Noveritis quod nos convenimus invicem et nobis promisimus bona fide quod in causa visitationis et procurationis quas a nobis et ecclesiis nostris Bituricensis archiepiscopus exigit et appellatione contra eundem archiepiscopum interposita super hoc et divisione procurationum facta a venerabili patre Penestrino episcopo, appostolice Sedis legato, ad Sedem apostolicam consilium et auxilium nobis invicem prestaremus et communes expensas secundum uniuscujusque ecclesie facultates faceremus in prosequenda predicta causa necnon et nunciorum expensas constituendorum pro nobis a venerabili patre ac domino G[eraldo], Burdegal. archiepiscopo, quos quidem nos et alii ecclesie mittere tenemur ad Sedem apostolicam, prout ab eadem recepimus in mandatis. Datum secunda feria post dominicam qua cantatur *Invocavit me*, anno gratie M° CC° quadragesimo.

CLXXXVII.— **Compromis entre les chapitres de Saint-André et de Saint-Seurin.**

20 avril 1222.

Notum sit universis has litteras inspecturis, etc. (1).

(1) *Cet acte est publié ci-dessus, p. 136-137.*

CLXXXVIII. — **Sentence arbitrale de trois prud'hommes, mettant fin au conflit entre le chapitre et Raimond Dessous-le-Mur, relativement à des chemins.**

20 juillet 1246.

[*fol. 66 v°*] Conoguda causa sia que cum entre lo degan eu capitre de Sent-Seurin de Bordeu, d'una part, e d'en Aramon de Soz-lo-Mur, d'autra part, fos pleiz e desacorz per devant en Johan Colom, en aquet temps major de Bordeu, per camins e per vias que dizen que eran a Biquinhou, a la perfin de tot aquet pleit s'acorderen l'una partida e l'autra que ffossan credut en P. d'Aira, e P. de Lescopon e 'n Arnalt de Lescopon, e autreieren e convingoren cascuna partida per davant l'avantdeit major a tener e acomplir lo deit e l'arrecort que aquet avandeit trei prodome diren ni seren remembrant de queras vias e d'aquetz camins de que lo contrast era entre ez a Biquinhou. E es asaber que lo deiz eu recorz deus avandeiz tres prodomes sobre lurs leiautat fo aitaus : queu camins qui entra en la palu qui es davant lo bordiu en P. de Lescapon es ancians camins comunaus, ė eu melhoc qui a nom la bridana deu prat W. Auquer, e deu estre tant granz aquet camins de cascuna partida de las doas bridanas que uns broz biuz pusqua far via au quarquat deu bordiu en P. de Lascapon en enz e sobre aquet camin nulhs hom arre no deu far, ni vimes, ni aubars, ni autre labor. En apres dissoren que lo camin qu'en Aramon de Soz-lo-Mur fes, qui es tras la terra de la gleisa de Sent-Seurin, qui fer sobre l'autre camin avandeit, es aitaus que nulhs hom no i pot demandar ca[*fol. 67*]min, saub 'n Aramon de Soz-lo-Mur, qui i pot entrar e issir am broz e am bestia, pe avant autre ; e en aquet camin 'n Aramon de Soz-lo-Mur no pot far bimes, ni aubars, ni barat de sa ni de la, ni levada, ni causat, ni creiser, ni amemnhiar. En apres dissoren que las XI regas de Sent-Seurin no deven aver bia bert au feu 'n Aramon de Soz-lo-Mur, qui es costa lo bordiu W. Gasc, e deven aver issida sobre las autras XI regas qui son de la medissa gleissa de Sent-Seurin.

E lo camins qui entra la enz en la palu qui es bert au bordiu W. Gasc es camins comunaus trusqua a la bridana 'n Aramon de Soz-lo-Mur, e d'aqui en enz es lo camins 'n Aramon de Soz-lo-Mur bert en la palu sons propris ses que nulh hom no i deu issir deu feu de Sent-Seurin si artant non i leisa cum 'n Aramon n'i a laisat. E toz l'arecorz deus avanzdeiz tres prodomes per aisi cum desus es escriut an autreiat de cascuna partida en tau maneira que de ci avant aquestas vias sian tengudas e goardadas per aisi cum deit es. E per testemoniatge de vertat l'avandeiz en Johan Colom, majer, am coselh de sos juraz fes metre lo saget de la comunia de Bordeu en cesta quarta, e li avandeit lo degans eu capitres an feit metre lo saget deu capitre Sent-Seurin. Actum anno Domini M° CC° XL sexto, XII jorns al issent de julh.

CLXXXIX. — **Accord avec Amauvin de Barès concernant les hommes de Saint-Seurin qui habitent la seigneurie dudit Amauvin.**

26 mars 1237.

Conoguda causa sia que cum discordia fos de la gleisa monsenhor Sent-Seurin de Bordeu, d'una part, e de 'n Amaubin de Bares, senhor de Monferran, d'autra part, de deuz queu davantdeiz 'n Amaubins demandava suls homes de la gleisa monsenhor sent Seurin qui son en son poder, es asaber que fo aisi acordat a la perfin : so es asaber queu davantdeiz 'n Amaubin de Bares per sin e per tot son ordenh, am voluntat e am autrei d'en Amaubin de Bares, son filh, det e quitet e liuret a Deu e a la gleisa monsenhor sent Seurin de Bordeu, per l'anniversari de son paire e de [*fol. 67 v°*] sa maire e de sin medis, per ara e per toz temps, tot quant que demandar pode e ni hom per lui en deguna gisa sobreus homes de la gleisa monsenhor sent Seurin qui sian en son poder, de totas causas, saup sa fromentada e sa civada que l'omen deven dar a lui tot sou, e fidansas a la segada, sens que a nulh autre home de sa maison plus non deven dar, ni sivada ni fidansas, e saup

las galinas deus homes de Bares, e saup sas fidansas a sa man per quatre causas de la comtau, so es asaber testada e forsa de molher e focg e laironia manifesta. Eu davantdeiz 'n Amaubins reconogo e prometo queus fos bons auctre e bons garenz per dreiz de tot autre senhor. E l'ome Sent-Seurin deven dar an Amaubin l'esporle, e far l'ost, a senhor mudan de Blancafort o de la Tor. E es asaber que si deus homes que la gleisa monsenhor sent Seurin ave lo dia que cesta carta fo feita en Bares ni en la senhoria 'n Amaubin de Bares, d'Ivrac ni de Bacenz se amainavan deuguns en la terra monsenhor sent Seurin, aquit deven passar per aisi, cum desus es deit, sens galinas. E si meis ne dava hom homes a la gleisa monsenhor sent Seurin eu poder ni en la senhoria 'n Amaubin de Bares deu dia que acesta carta fo feita a enant, ou senhor de la gleisa monsenhor sent Seurin n'i compravan en aquetz que hom los aure datz o et auren comprat deu dia en sa que acesta carta fo feita, deure aver 'n Amaubin de Bares e sos ordenhs sos dreiz per aisi cum ave avant, leiaument, a bona fe, sens mal engan. Actum fuit VI^a^ die exitus marcii, anno Domini M° CC° XXX° VII°, regnant Henric, rei d'Anglaterra, G[eraldus], archiepiscopus Burdegal., 'n Arostanh deu Solher, major. Testes sunt magister W. Aramon de Lenhan, degans monsenhor sent Seurin en aquet temps, en Galhart Lambert, segrestans, Martin deu Peiron, Arnaut Peirer, P. d'Arranquelh, en Senebrun de Lenlhan, 'n Arolhans, R. de Lafont, calonge, 'n Aramon de Bernac, Arnalt Descac, Gombaut Sentoz, [*fol. 68*] P. Faur de Monferran, Gombaut Leger, Helias Cocut, qui la carta escrivo.

CXC. — Compromis entre les chapitres Saint-André et Saint-Seurin, relativement aux dîmes de certaines vignes.

Septembre 1246.

Notum sit presentibus et futuris quod cum .. decanus et capitulum Burdegal., ex una parte, et .. decanus et capitulum Sancti-Severini Burdegal., ex altera, contenderent ad invicem

super decima quarumdam vinearum que site sunt in loco qui *lo Forxs* vulgariter appellatur, cujus decime possessionem et proprietatem utraque pars ad se pertinere dicebat, tandem, post multas contentiones, utraque pars in magistrum Willelmum de Rama super predicta decima compromisit, promittens atque firmans quod super hoc dictum suum seu arbitrium, juris ordine servato vel non servato, inviolabiliter observabit. Actum etiam fuit quod quicquid utraque pars in presenti anno de dicta percepit decima illud ponatur in manu ejusdem magistri pro bono pacis, tanquam in manu sequestra. Ita tamen quod per hanc sequestracionem fructuum hujus anni neutri parti circa possessionem vel proprietatem predicte decime aliquod prejudicium generetur. In cujus rei testimonium presens carta exstitit sigillo utriusque capituli sigillata. Actum anno Domini M° CC° XL° sexto, mense septembri.

CXCI. — Déclaration de l'official touchant le cens dû par le prieur de Saint-Seurin-de-Cadourne.

14 juillet 1235.

R., juris doctor et officialis Burdegalensis, universis tam presentibus quam futuris ad quos littere iste pervenerint, salutem in Domino. Universitati vestre notum facimus quod, cum .. prior de Cadorna v solidos censuales, quos ecclesia Sancti-Severini Burdegal. super ecclesia de Cadorna annuatim habere dinoscitur, per decem annos et amplius indebite retinuisset et super hoc ad querelam Willelmi, decani, et capituli ipsius ecclesie, mediante justicia, esset a nobis excommunicationis vinculo innodatus et ecclesia sua interdicta, tandem ipse .. prior, ductus consilio saniori, censum de predictis x annis recognoscens pro ecclesia se debere, et quod in festivitate Sancti-Severini predictos v solidos censuales ibidem singulis annis portare [*fol. 68 v°*] et reddere tenebatur, cum emenda et satisfactione debita, quicquid inde retentum fuerat integre persolvit, promittens nichilominus firmiter et conce-

dens in manu nostra quod in festo ipsius gloriosissimi confessoris dictum censum memorate ecclesie annuatim, absque contradiccione aliqua, adportabit et persolvet, quoniam ipse prior et successores sui, prout confessus est, de jure et antiqua consuetudine facere hoc tenentur. Huic autem facto et recognicioni testes interfuerunt Willelmus, decanus ipsius ecclesie, magister Rufatus, A. Peirer, magister B. Amici, R. Romani, B. de Montibus, P. de Ranquellio, R. de Fonte, canonici, et plures alii clerici et laici. Actum in capitulo Sancti-Severini, pridie idus julii, anno gratie M° CC° XXX° quinto.

CXCII. — **Sentence de l'archevêque Élie, délégué par le Saint-Siège, portant que le chapitre continuera à suivre la règle des chanoines séculiers.**

1182-1206.

Helias, Dei gratia Burdegalensis archiepiscopus, dilectis in Christo universis has litteras inspecturis, salutem et sincere vinculum caritatis. Cum ad nos apostolici mandati auctoritas emanasset ut ecclesiam Sancti-Severini Burdegal. nostre specialiter juridictioni subjectam in statu ibi a quadraginta annis observato continue ordinare absque contradiccionis et appellationis obstaculo deberemus, ita quod, si nos neggligentes essemus, exequtionem istam aliis demandabat, sic hobedire voluimus ut nichilominus maturitatem et gravitatem debitam servaremus. Inquisita igitur diligentius veritate, singulis ecclesie canonicis convocatis, intelleximus per testes juratos antiquiores tempore in ecclesia et tam loco quam ordine digniores, quod ea que contra eundem statum occasione cujusdam arbitrii acta seu dicta fuerant apellatio justa precesserat, et ideo dominus Papa, et etiam quia in absentia quorundam canonicorum ipsius ecclesie qui erant ex honesta causa absentes acta erant, legittime statuerat irritanda. Ne igitur ex negligencia nostra in ordinatione illius ecclesie, aliis exequentibus, juri nostro posset prejudicium generari, timore Dei

pre oculis habito, ecclesiam ipsam juxta mandati apostolici formam in statu consueto et a quadraginta annis ibi continue observato curavimus ordinare, in statu videlicet canonicorum secularium, quem ibidem per predicti temporis spatium per testes [*fol. 69*] juratos, ut supra dictum est, continue cognovimus observatum. Ut autem factum nostrum firmius et cercius habeatur, ipsum presentium testimonio duximus roborandum. Testes sunt R[ufatus], decanus, R. Aiquelm., W. Arsiu, P. de Beirias, Arnaldus canonicus, P. Alexander, P. Doat et multi alii.

CXCIII. — **Compromis entre les chapitres de Saint-André et de Saint-Seurin.**

20 avril 1222.

Notum sit universis has litteras inspecturis, etc. (1).

CXCIV. — **Sentence des chanoines chargés de réformer le prieuré de Comprian.**

21 juillet 1239.

[*fol. 69 v°*] In nomine Domini Jhesu-Christi, nos G., sacrista, magister Vitalis et R. de Fonte, canonici Sancti-Severini Burdegal. missi a decano et capitulo nostro ad corrigendum et emendandum in capite et in membris monasterii de Compriano quicquid in spiritualibus vel temporalibus corrigendum vel emendandum videremus, quamvis, inspecta inquisitione ab eisdem decano et capitulo et nobis facta, rigor juris severius exigeret faciendum, nos tamen volentes magis de misericordia respondere quam de severitate dampnari, volumus quod P., prior, et fratres de Compriano, tam clerici quam laici, remaneant in monasterio suo et ibidem agant penitentiam infra scripturam de hiis que per inquisitionem ipsos invenimus

(1) *Cet acte a été publié ci-dessus, p. 136.*

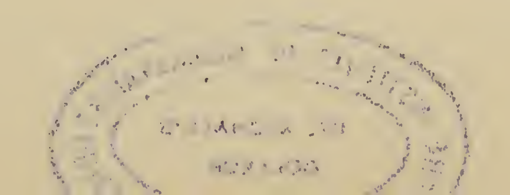
commisisse, de cetero secundum regulam beati Augustini et constitutiones per nos sibi traditas Domino servientes. Predictus siquidem prior plenam in spiritualibus amministrationem habeat, et omnes fratres sibi teneantur in omnibus hobedire. Talem autem se in hac amministratione curet exibere quod diligentia et sollicitudo futuri temporis in spiritualibus necgligencia[m] et desidiam preteriti temporis valeat quodammodo excusare. Quia vero ipsum invenimus male in temporalibus maxime ministrare, volumus et mandamus quod frater Arnaldus de Senblac sit cellerarius a festo sancti Petri ad vincula ad annum, et omnes redditus et omnia bona monasterii, undecumque obveniant, recipiat et in utilitatem monasterii et fratrum, cum consilio prioris et fratrum, teneatur fideliter dispensare. Ad hoc autem amministrationis honus levius supportandum, coadjutorem sibi concedimus fratrem Petrum Testa, ita quod in compoto reddendo priori et fratribus de receptis et expensis alter istorum alteri sit in testem; computent autem coram priore et fratribus suis singulis septimanis. Sigillum monasterii non servet de cetero prior, sed aliquis de canonicis a priore et canonicis communiter electus, qui in receptione juret quod non sigillet cum illo nisi de consensu prioris et canonicorum residentium. Sine fratrum clericorum residentium consensu prior nichil de bonis mobilibus dare valeat ultra duodecim denarios vel valorem, quos cum consilio cellerarii dare poterit cum viderit expedire, nec tamen predictam summam tociens conferat [*fol. 70*] sine fratrum consilio quod viginti solidorum summam per annum excedant particule distribute. Immobilia vero dare vel aliter alienare, sine consilio et consensu fratrum omnium et aliis que in alienationibus rerum ecclesie exiguntur, omnino fieri prohibemus. Et quia in ipsa inquisitione invenimus predictum priorem pignori obligasse feodum de Piribus pro centum solidis sine consensu canonicorum, condempnamus eundem priorem ad solutionem ejusdem feodi et restitutionem ejusdem faciendi monasterio de Compriano infra festum Omnium Sanctorum. Infra quod festum, computacione habita cum canonicis, aut fidem quam

debuerat faciat coram capitulo Sancti-Severini vel mandato ejus se expendisse peccuniam in usibus ecclesie quam eundem priorem in inquisitione probatum est recepisse, vel de eadem peccunia monasterio satisfaciat, ut tenetur. Pecunia autem hec est : decem et septem libre de viginti solidis censualibus obligatis; quindecim libre pro quibus decima de Forcet fuit pignori obligata; quinquaginta solidi quos recepit prior de solutione pignoris de Ylac; item, centum solidi quos recepit prior a Petro de Solinac; item, centum solidi quos recepit a Gilemot. Item, ad restituendum duos anuhlos et I anuhlam infra predictum festum, quos in maritagio filie sue Willelmo de Lalanda dedisse convincitur, eundem priorem prefato monasterio condempnamus. Temperantes etiam penas quantum secundum Deum possumus, precipimus eidem priori quod per septennium jejunet adventum Domini; idem precipimus A., priori de Mairinhac, et idem Johanni Maurin; idem vero P. Raimundi, et idem Petro d'Ornon, P. Testa et Gaucelmo de Lavenar, fratribus laicis. Prior vero preter hec jejunet usque ad memoratum septennium omnes sextas ferias quatuor temporum in pane et aqua; Arnaldus de Soleinac et B., canonici, accipiant tres disciplinas a priore infra quindecim dies. Petrus Raimundi sit sacrista. Johannes Maurin sit capellanus de Biganos. Hec autem [*fol. 70 v°*] distributio amministrationum quam nunc ex culpa prioris et fratrum suorum facimus, nolumus eidem priori et fratribus prejudicare, quin liceat eis post annum a festo beati Petri ad vincula de heisdem amministrationibus et aliis, si que in eodem monasterio fuerint, secundum Deum et justiciam ordinare. Ut autem predicta inviolabiliter observentur, sigillis ecclesie nostre et ecclesie de Compriano presentes fecimus litteras sigillari. Actum apud Comprianum, die jovis ante festum beate Marie-Magdalene, anno gratie M° CC° XXX° nono.

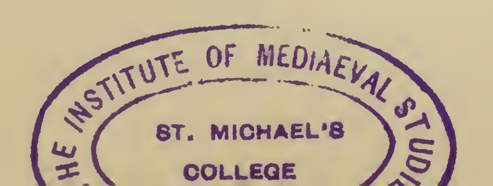
CXCV. — Ordonnance pour la réformation du prieuré de Comprian.

21 juillet 1239.

In nomine Domini Jhesu-Christi, nos G., sacrista, magister Vitalis et R. de Fonte, canonici Sancti-Severini Burdegal., auctoritate decani et capituli nostri, inquisitione diligenti facta in capite [et] in membris monasterii de Compriano, invenientes quod in spiritualibus et temporalibus correctione et emendatione idem monasterium indigebat, precipimus quod fratres de Compriano clerici et laici vivant in obedientia et continentia et abdicatione proprietatis, secundum regulam Augustini. Unde, circa obedientiam, precipimus quod nullus fratrum, sive clericus sive laicus, de die vel de nocte exeat extra septa monasterii sine licentia prioris vel ejus qui vices suas gesserit in hac parte; illi vero qui exibit provideatur honestus socius ab eodem. Item, ille cui aliqua hobedientia injungetur eam devote suscipiat, et, suscepta, quanto festinantius poterit diligenter et fideliter exequatur. Ordinamus etiam quod singulis diebus intrent capitulum qui presentes fuerint, ubi legatur lectio de regula, vel constitucionibus ordinis, vel de Evangelio; et ad minus bis in septimana de culpis coram priore proclamatio et correctio habeatur. Nullus autem de capitulo remaneat sine licentia speciali; quod si fecerit, in sequenti capitulo proclametur et etiam corrigatur. Prior vero diligens et sollicitus sit in custodia fratrum suorum et correctione, ne propter negligentiam vel remissionem suam ab amministratione sua sibi commissa merito debeat amoveri. Continentiam etiam secundum regulam beati Augustini ab eisdem fratri[*fol. 71*]bus clericis et laicis precipimus observari. Unde privata mulierum colloquia et frequentes locorum in quibus mulieres suspecte habitant visitationes, et ne commatres faciant, vel quascumque mulieres ad comedendum vel serviendum sibi in aliquo officio infra septa monasterii admittant, districtius inhibemus. Specialiter vero prohibemus eisdem colloquia privata et ingressus



domorum mulierum de quarum concubinatu fuerunt diffamati; quod si quisquam ipsorum deprehensus fuerit vel convictus privatum cum [eis?] hujus [modi?] colloquium habuisse vel ingressum in domum privatum, octo diebus panem et aquam tantum comedat, sedendo in terra in refectorio in conspectu fratrum, sine mapa et manutergio, exceptis ab hac penitentia diebus dominicis et festivis. Item, precipimus quod omnes fratres clerici in uno dormitorio et laici in alio infra septa monasterii dormiant et ibidem non loquantur, nisi submissa voce, et quod in singulis dormitoriis private habeantur, ne detur fratribus, sive de die sive de nocte, occasio extravagandi. Item, non pretextu infirmitatis occasionem accipiant exeundi, locus aliquis ad infirmariam infra septa monasterii asignetur, ubi fratres infirmi de communi, secundum facultates et possibilitatem domus, caritative procure[n]tur. Precipimus insuper quod fratres, tam clerici quam laici, sine proprio vivant, et, si quis in vita inventus fuerit prop[r]ietarius, in terra sedendo sine mapa vel manutergio in conspectu fratrum per quindecim dies continuos panem et aquam comedat pro commisso, exceptis interjacentibus diebus dominicis et festivis; si vero in morte inventus fuerit habens proprium, juxta statuta canonum, non cum aliis fratribus sed in sterquilinio habeat sepulturam. Que priori et fratribus sub pena excomunicationis precipimus observari; unde, frequenter arche fratrum a priore inspiciantur et ad inspiciendum nullatemus denegentur. Ecclesias, decimas vel alios redditus seu alias res ad censum non recipiant prior vel fratres clerici vel laici, vel alienam ecclesiam in comenda; quod si fecerint, velut proprietarii censeantur et predicte subjaceant ultioni. Item, quod nec procuratores nec ballivi existant aliorum quam ecclesie sue et priore nichilominus inperante, districcius inhibemus. Ut autem habendi proprium occasio fratribus amputetur, volumus et man[*fol. 71 v°*]damus quod prior et cellarius provideant fratribus in victu pariter et vestitu. Et ut hoc possint facere, de vestitu precipimus, juxta beati Augustini regulam, quod prior vel alii fratres preciosis seu septuosis *(sic)* vestibus non utantur;



unde, secundum provinciale statutum, vestes non habeant de bruneto vel de stamine forti, nec etiam de preciosis camelino vel scarlato albo. Que quidem vestes, quoad formam, sint clause, et, quoad colorem, nigre vel brune vel grisie seu albe. Caveant tamen prior et cellarius ne pro victu vel vestitu alicui ipsorum denarios, redditus seu quamcumque rem aliam tribuant vel assignent. Nunquam sint in ecclesia nisi induti superpelliciis cum amplis manicis vel strictis cum capis et tonsura ordinata. Cantantes vero et legentes in pulpito et in altari deservientes capillos habeant compositos. Vestimenta altaris et ministrorum munda sint et honeste tractentur, et libri similiter. Hore vero congruis temporibus pulsentur, ad quas omnes veniant, nisi quis remanserit de licentia speciali; si quis vero sine licentia remanserit, proclametur in sequenti capitulo, et etiam corrigatur. Ordinate et spaciose et cum pausa dicant horas, et maxime matutinas et vesperas. De victu taliter ordinamus quod die dominica, II[a] feria et tercia et V[a] feria tantum liceat eis carnes comedere. In pane et vino et coquina provideant prior et cellarius, quanto comodius poterunt, secundum facultates ecclesie. Omnes autem qui sani fuerint in refectorio comedant, et ibi ante et non alibi procurentur a priore et cellario. In quo refectorio quiete et pacifice se habeant, nec ibidem loquantur, nec submissa voce, sicut decet religiosis. Prior autem non separatim sed simul cum aliis fratribus comedat, nisi alibi cogatur comedere, gratia honesti hospitis quem non posset comode vel sine offensa ipsius hospitis cum fratribus in refectorio procurare. Vestiti jaceant saltem camisiis et braccis. A septuagesima incipiant jejunare. In Adventu Domini non comedant carnes, nisi causa infirmitatis. Quia vero propter tenuitatem facultatum ecclesie, non potest in victu et vestitu fratrum onerose multitudini provideri, statuimus quod de cetero non recipiantur fratres clerici ultra quam suppetant ecclesie facultates [*fol. 72*]. Laicos autem omnino de cetero recipi prohibemus, nisi tanta esset persona que ad magnam sustentationem vel tuitionem ipsius monasterii existant *(sic)*, vel ex cujus repulsione scandalum orietur. Similiter et clericos, nisi in ipsa

receptione habitum susceperint regularem; qui non jam recepti sunt habitum suscipiant aut de bonis monasterii nichil eis ministretur ulterius. Prohibemus insuper ne aliquis recipiatur in canonicum vel in fratrem, canonico quolibet qui in episcopatu degerit non vocato. Quod prior vel ceteri fratres nullum de cetero consanguineum vel alium servitorem specialem, sive clericum sive laicum, habeant, sub pena excommunicationis districcius prohibemus; duos tamen in domo communes habeant servitores. Nullus etiam fratrum domum vel cameram habeat specialem. Hec autem, ut in posterum robur obtineant firmitatis, sigillo capituli Sancti-Severini et ecclesie de Compriano fecimus sigillari. Actum apud Comprianum die jovis ante festum beate Marie-Magdalene, anno gratie M° CC° XXX° nono.

CXCVI. — **Déclaration de l'official enregistrant l'engagement pris par divers de payer certains droits au chapitre.**

Juin 1243.

Universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis, officialis Burdegal., salutem in saluctis auctore. Noveritis universi quod Geraldus Teisenher, Arnaldus de Prato, Arnaldus de Pelago, Gaufridus Brito, P. Mercer, Arnaldus Fort et Arnaldus Teisenheir, in jure coram nobis constituti, recognoverunt et confessi sunt se debere decano et ecclesie Sancti-Severini Burdegal. hec tria debita que secuntur, et se soluturos ea de cetero super sancta Dei Evangelia juraverunt : videlicet unam gallinam quilibet in Natali Domini annuatim, duos denarios de quolibet tonello vini vendito infra salvitatem, et fidejussores ipsi decano, pro omni mandato. In quorum omnium testimonium et memoriam, predictis decano et ecclesie Sancti-Severini dedimus presentes litteras sigilli officialatus Burdegal. munimine roboratas. Actum mense junio, anno Domini M° CC° XL tercio.

CXCVII. — **Sentence arbitrale de l'archevêque Élie, attribuant au prieuré de Comprian l'église de Mérignac, à charge de payer au chapitre un cens de vingt sous.**

1193.

Helias, Dei gratia Burdegal. archiepiscopus, omnibus has litteras viden[*fol. 72 v°*]tibus, salutem et caritatem. Quoniam calumpnia plena est presens etas et querit maliciose pervertere que pro bono pacis instituta sunt et bene, adinvenit hominum industria in his que firma manere voluit et inconvulsa scripture testimonium adhiberi. Hujus itaque prospectu rationis scire volumus presentes et posteros quod canonici Sancti-Petri de Compriano ecclesiam Sancti-Vincentii de Mairiniaco ex longa et quieta possessione suam esse affirmabant; e contra, decanus et canonici Sancti-Severini, cujusdam privilegii bone recordationis Arnaldi Gir[aldi], predecessoris nostri, et aliis rationibus prelibatam ecclesiam de Mairiniaco nichilominus suam esse asserebant. Tandem, inter partes amicabilis compositio in presentia nostra facta est, in hunc modum; siquidem decanus et capitulum Sancti-Severini ecclesie de Compriano nominatam ecclesiam Sancti-Vincentii de Mairiniaco cum omnibus pertinentiis suis concessit perhennibus temporibus possidendam, ita ut pro dicta ecclesia de Mairiniaco, que prius x solidos ecclesie Sancti-Severini annuatim persolvebat, de cetero xx solidi burdegalensis monete in octabis Natalis Domini per[s]olvantur. Nos autem omnem materiam litigandi in posterum resecare volentes, prenominatam compositionem, salvis justiciis, questis, carteriis, sinodis, paratis, procurationibus et omnibus aliis consuetudinibus episcopalibus et ministrorum nostrorum, ratam habentes, precipimus omnibus temporibus inviolabiliter observari; ipsam auctoritate metropolitica confirmantes. Et si contra hanc composit[i]o[n]em, de assensu parcium factam, aliquod forte appareret instrumentum, locum vel auctoritatem aliquam ipsum habere prohibemus. Ut autem hec amicabilis compositio omni tempore firma maneat et inconvulsa, duas

cartas per alphabetum divisas inde scribi fecimus et tam sigilli nostri munimine quam fide testium roborari. Actum fuit hoc in camera nostra, anno Domini Mº CXCº III, epacta XV, concurrens IIII, indictione XI, presentibus et videntibus Bonifacio Sarnensi archidiacono, Arnaldo [*fol. 73*] Medulcensi archidiacono, R. Blaviensi archidiacono, Bernardo tesaurarius, Willelmo sacrista, Willelmo Amanev., canonicis Sancti-Andree, Rufato decano, magistro R., Petro de Victrinis, Arnaldo de Sancto-Severino, Willelmo priore Sancti-Jacobi, canonicis Sancti-Severini, Bernardo priore de Compriano, Willelmo de Soneil., Willelmo de Raisac, Petro d'Orgoiran, Gaucelmo Rainaut, canonicis de Compriano, et aliis quampluribus.

CXCVIII. — **Privilège concédé par l'archevêque autorisant le chapitre à acquérir par justes titres des dîmes dans le diocèse.**

17 novembre 1231.

G[eraldus], Dei gratia Burdegal. archiepiscopus, .. decano et capitulo Sancti-Severini Burdegalensis, salutem et sinceram in Domino caritatem. Cum a nobis petitur quod justum est et honestum, tam vigor equitatis quam ordo exigit rationis ut id per sollicitudinem nostri officii ad effectum debitum perducatur. Eapropter, dilecti in Christo filii, vestris justis peticionibus inclinati, capitulo vestro concedimus et etiam indulgemus ut decimas per diocesim nostram, donationis, emptionis, obligationis vel legati aut alio quoquo justo titulo possit adquirere ac pacifice sine molestia possidere, nisi ex causa hanc nostram indulgentiam nos contingeret revocare. Datum apud Silvam Majorem anno Domini Mº CCº XXXº Iº, die lune infra octabas beati Martini yemalis.

CXCIX. — Engagement pris par le doyen et le chapitre de Saint-André de ne pas se prévaloir de titres quelconques obligeant le chapitre de Saint-Seurin à suivre la règle des chanoines réguliers.

1181-1206.

Stephanus, decanus, totumque capitulum Sancti-Andree Burdegal. omnibus Christi fidelibus presentem cartulam inspecturis, salutem in Christo. Noveritis nos convenisse et pactum fecisse Rufato, decano, et capitulo Sancti-Severini Burdegal. quod non utemur nec uti faciemus sentencia vel aliquibus litteris impetratis pro nobis vel impetrandis contra dictos decanum et capitulum Sancti-Severini, super statu regularium canonicorum in eadem ecclesia observando. Et juravimus nos istud pactum eis in perpetuum servaturos. Et ut memoria dicti pacti perpetuo teneatur et in futuris temporibus remaneat inconcussum, presentem prefati pacti cartulam eisdem concessimus sigilli nostri munimine roboratam.

CC. — Renouvellement par l'archevêque Élie avec l'assentiment de son chapitre de la donation de l'église de Montussan.

1190.

Helias, Dei gratia Burdegal. archiepiscopus, karissimis in Christo R[ufato], decano, et capitulo ecclesie Beati-Severini Burdegal., in perpetuum. Pensato devoti[*fol. 73 v°*]onis affectu quo erga personam nostram manifeste agnovimus vos fervere ac sinceritatis vestre manifestis indiciis comprobatis, volentes preterea sanctorum confessorum Severini et Amandi, quorum corpora in ipsa continentur ecclesia, suffragia promereri, ecclesiam Sancti-Martini de Montusan vobis et per vos ecclesie vestre libere et canonico dono concessimus, salvis omnibus justiciis et consuetudinibus archiepiscopalibus, vestris et suc-

cessorum vestrorum dispositioni et usibus omnimodis profuturam. Verum quia, impediente discordia que inter nos et ecclesiam nostram Beati-Andree super capitulis multis emerserat, dilectorum nostrorum S., decani, et capituli, sicut oporteret, assensus non affuit, ne factum nostrum aliqua sui parte vacillet sed potius perfectissima gaudeat firmitate, modo per Dei gratiam inter nos et ipsos concordia reformata, donationem nostram duximus innovandam cum capituli nostri assensu pariter et conniventia pariter *(sic)* procedentes, ut tanto hec nostra donatio firmior habeatur quanto solempnius eam actam esse constiterit, et tocius capituli nostri assensu et testimonio plenius approbatam. Adhibito itaque assensu, consilio et voluntate predicti decani, archidiaconorum et tocius capituli nostri, predictam ecclesiam de Montusan vobis et ecclesie Sancti-Severini donamus, ut de ipsa tanquam proprietate ecclesie vestre ad honorem ipsorum confessorum libere disponatis et eam perpetuis temporibus tam vos quam successores vestri possitis quiete ac sine omni molestia possidere, salvis justiciis et aliis consuetudinibus nostris, quarteriis, procurationibus, questis, sinodis et paratis. Ut igitur donatio nostra, tam solempniter facta, firma semper et inconcussa permaneat, ipsam presenti scripto sigilli nostri auctoritate munito annotari precipimus et signari. Testes sunt : S., decanus Sancti-Andree; B., Sarnensis, R., Blaviensis, A., Medulcensis archidiaconi; B., tesaurarius; W., cantor; W., sacrista et alii canonici Sancti-Andree; A[rtaldus], Petragoricensis episcopus; P. de Cablac, cellarius Sancti-Frontonis; magister Arnaldus, Petragoricensis archidiaconus, et alii multi. Actum est hoc in claustro Sancti-Andree, anno incarnationis dominice millesimo centesimo nonagesimo.

CCI. — Déclaration par l'évêque de Dax et l'abbé de Sainte-Croix, délégués du Pape, lesquels ont solennellement absous le chapitre Saint-Seurin de l'excommunication prononcée par l'archevêque.

22 juin 1204.

[*fol. 74*] F[ortanerius], Dei gratia Aquensis episcopus, et R. *(sic)*, eadem permissione abbas Sancte-Crucis Burdegal., clero et populo per episcopatum Burdegal. constituto, salutem. Cum apostolice Sedis nos et bone memorie P[etrus], Silve Majoris abbas, mandatum primo recepissemus, cujus tenor erat quod si nobis constaret dominum Burdegal. archiepiscopum excommunicationis vel interdicti in canonicos Sancti-Severini vel eorum ecclesias post appellationem ad Romanum Pontificem interpositam sententiam promulgasse, eam prorsus non tenere denuntiaremus; alioquin excommunicatos et ecclesias interdictas, recepta cautione, secundum formam ecclesie ab excommunicationis et interdicti vinculo absolveremus, postmodum, remota appellatione, si quid fuerit questionis inter partes audituri. Nos, propter absentiam domini archiepiscopi, pro ejusdem reverentia, quamquam multiplici ratione instanter ex parte canonicorum urgeremur, absolutionem dictorum canonicorum diutius prorogavimus. Canonici vero, in hac mora se gravari conquerentes, Romanum iterato Pontificem adierunt, secundam jussionem ab eo ad nos et abbatem Silve-Majoris deportantes, in qua continebatur quod propter absentiam domini archiepiscopi canonicorum absolutionem non retardaremus, eo pariter adjecto quod, secundum formam prioris rescripti, si quid questionis emergeret, remoto appellationis obstaculo, terminaremus. Considerata igitur forma super absolutione canonicorum facienda a Summo Pontifice sub iterata preceptione districte nobis expressa, cum bone recordationis Silve-Majoris prefatus abbas interim sublatus esset de medio quique ibidem electus est nondum confirmatus, nondum sit benedictus, nos duo, secundum tenorem prioris rescripti, in quo cautum

habetur quod, si omnes non possemus interesse, duo nostrum apostolicum exequeremur mandatum, cum nullus Silve-Majoris extet abbas, apostolice jussioni parere volentes, accitis et consultis prudentibus viris, seorsum ac publice, ad magnam instanciam canonicorum, eos eorum quoque clericos atque ecclesias auctoritate nobis injuncta, recepta juratoria cautione, secundum formam ecclesie ad cautelam, ab excommunicationis et interdicti sententia, x° kalendas julii, in ecclesia Sancti-Michaelis Burdegal., coram clero et populo sollempniter absolvimus et presentium insinuatione universitati vestre absolutos esse denunciamus, anno M° CC° IIII°.

CCII. — Donation de l'église de Montussan par l'archevêque Élie.

1189.

[*fol. 74 v°*] Helias, Dei gratia Burdegal. archiepiscopus, karissimis in Christo fratribus Rufato, decano Sancti-Severini, omnibusque ejusdem ecclesie canonicis, tam institutis quam substituendis, in perpetuum. Ex assumpti officii sollicitudine tenemur submissis cure nostre ecclesiis providere, eis autem precipue que honori et dignitati nostre amoris et devotionis integritate ferventius inherere noscuntur. Eapropter, dilecti in Christo et karissimi filii, attendentes honestatem ecclesie vestre et conversationem vestram laudabilem intuentes, recolentes quoque quod in ecclesia vestra munus per Dei gratiam consecrationis suscepimus, ob reverentiam sanctorum confessorum Severini atque Amandi, qui ibi, aliis sanctorum multorum reliquiis sociati, feliciter in Domino requiescunt, ecclesiam Sancti-Martini de Montusan cum omnibus pertinentiis suis vobis et per vos ecclesie vestre libere concedimus perpetuo a vobis et successoribus vestris libere ac sine contradiccione aliqua possidendam, salva in omnibus nostra et ministrorum nostrorum justicia, videlicet procurationibus, questis, sinodis et paratis atque quarteriis. Ut autem hec nostra donatio perpe-

tuam futuris temporibus obtineat firmitatem, ipsam presenti pagina duximus conscribendam et eam sigilli nostri fecimus auctoritate firmari. Testes vero hujus donationis sunt ipse decanus, W. Arcivi, R. Aiquem, A. de Sancto-Severino, P. Alexander, P. Doat. Facta fuit hec donatio in claustro Beati-Severini, anno ab incarnatione Domini M° C° LXXX° IX°.

CCIII. — Sentence des juges délégués par le Pape, définissant les droits de Saint-Seurin sur le prieuré de Comprian.

20 septembre 1233.

Universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis, .. abbas et .. prior Sancti-Emiliani et .. prior Sancti-Laurentii, a domino Papa judices delegati, salutem et perennem in Christo coronam. Notum fieri volumus presentibus et futuris quod, cum inter venerabiles decanum et capitulum Sancti-Severini Burdegalensis, ex una parte, et .. priorem et canonicos de Compriano, ex altera, auctoritate apostolica coram nobis causa fuisset diucius ventilata super eo quod idem decanus et capitulum in predicta ecclesia de Compriano, preter alia jura que habent ibi, tale jus et dominium vendicabant quod quociens decanus vel canonicus Sancti-Severini illuc venit, prior vel aministrator ejusdem [*fol. 75*] loci debet ei tradere, tanquam domino, claves domus, ut quamdiu sibi placuerit sibi et suis et illis de domo de bonis domus provideat, ac etiam super eo quod prior et canonici ejusdem loci, citati a decano Sancti-Severini, venire debent coram eo ac coram ipso et capitulo Sancti-Severini justiciam exhibere. Super hiis litte contestata coram nobis et testibus receptis et eorum depositionibus publicatis, cum nichil aliud superesset nisi sententia ferenda super premissis questionibus et super quibusdam aliis, sicut patebit inferius, in nos partes concorditer compromiserunt sub pena quinquaginta librarum burdegalensium, juramento hinc inde prestito promittentes quod super omnibus questionibus quas habebant dicto nostro precise parerent et illud in perpetuum obser-

varent, hoc etiam adjecto quod, si super dicto nostro aliquid dubietatis emerserit, quamdiu vixerimus ad nos habeatur recursus et quod inde dixerimus a partibus observetur. Nos autem predictum compromissum pro bono pacis in nos recipientes, jurisdiccione delegata de voluntate parcium nobis nichilominus reservata, postquam dicta testium et confessiones et rationes parcium diligenter audivimus, dictum nostrum protulimus in hunc modum. Quociens decanus vel canonicus Sancti-Severini ad ecclesiam de Compriano venerit, prior vel amministrator ejusdem loci eidem tanquam domino claves domus tradat, ut quamdiu sibi placuerit sibi et suis et illis de domo de bonis domus provideat, sicut decet. Cum autem canonicum Sancti-Severini ad festum beati Petri ad vincula illuc venire contigerit, si sacerdos fuerit, missam majorem, si voluerit, celebravit *(sic)*; si vero alius nuncius a capitulo Sancti-Severini ad idem festum missus fuerit pro jure quod capitulum ibi percipiunt ab antiquo, videlicet pro medietate omnium obventionum que ibi provenerint tam in vigilia quam in die, prior vel amministrator domus claves operis tradet ei in festo et in vigilia custodiendas et prior vel amministrator honeste sibi in victualibus providebit. Super citatione vero prioris vel canonicorum de Compriano ad mandatum decani Sancti-Severini, dicimus quod prior et canonici de Compriano ad mandatum decani veniant, super questionibus quas haberent prior et canonici de Compriano inter se et super querelis quas haberent [*fol. 75 v°*] dicti decanus et capitulum contra eos coram ipso decano et capitulo simul, non coram solo decano recepturi justiciam et facturi. Super facto etiam electionis prioris de Compriano, dicimus quod, defuncto priore de Compriano, canonici ejusdem loci ad ecclesiam Sancti-Severini veniant et cum consilio capituli ex se in capitulo Sancti-Severini priorem de suis, si ydoneum invenerint, eligant et capitulum confirmet electum; et si de suis ydoneum non invenerint, capitulum Sancti-Severini, si voluerit, in priorem unum de suis canonicis det eisdem; alioquin predicti canonici de Compriano cum consilio capituli Sancti-Severini aliunde in priorem alium postu-

labunt, per idem capitulum confirmandum. Ista expressim taliter recitata gratanter a partibus in nostra presentia sunt recepta pariter et concessa et auctoritate apostolica nobis commissa confirmata, perpetuis temporibus observanda. Et ne possit aliquid super hiis in posterum variari, presentes litteras eis concessimus super hiis, sigillis nostris et sigillis parcium roboratas. Actum anno gratie M° CC° tricesimo tercio, XII° kalendas octobris.

CCIV. — Statuts de paix et établissement d'un « commun » pour le maintien de l'ordre public.

1189-1195.

In nomine Domini. Voluntate et precepto domini R[icardi], regis Anglie, consilio et assensu domini archiepiscopi Burdegal. et G. de Cell[is], senescalli Pictav. et Vasconensis, et baronum et militum et prudentum hominum, pax est constituta per totam terram Burdegal. et communi omnium sacramento confirmata, jure domini Regis et baronum ubique observato. Jus itaque baronum tale est : si inter homines baronum alter alteri inferat injuriam, ante barones emendetur ut ante dominos ; si vero dominus a justicia deviaverit et in curiam domini Regis venerit clamor pro defectu justicie, ibi emendetur, et habebit dominus Rex LXV solidos de pace infracta, et dominus ille amittet curiam suam de querela illa et clamans nullum dampnum a domino suo sustinebit. Omnes qui istam pacem infregerint LXV solidos de moneta terre domino Regi persolvent. Si autem prepositi vel ballivi qui per terram Burdegal. per dominum Regem sive per dominum senescallum fuerint constituti pacem infregerint, in misericordia domini Regis erunt tam eorum corpora quam res, et emen[*fol. 76*]dabunt dampnum cui factum fuerit. Item, servientes ballivorum, si pacem infregerint, LXV solidos emendabunt domino Regi et dampnum cui fecerint, nec deinceps in ballia erunt. Item, quicumque intrabit in alienam vineam pro racemo vel pro agresta, unde clamor exeat, reddet V solidos justicie et emendabit dampnum cui

factum fuerit vel amittet aurem. Item, pro quacumque injuria a dominis illata alicui homines illorum qui comune reddent nullum recipient damnum nec eorum res capientur, nisi proprio jure quod de consuetudine dominis suis debent. Hec pax facta est primo anno senescallie G. de Cell[is] et jurata, ut a [festo] sancti Michaelis illius anni teneatur usque ad x annos. Pro vero pace tenenda dederunt domino Regi commune barones et omnes alie gentes usque ad septem annos, primo tamen anno senescallie G. de Cell[is] non computato propter paupertatem gentis; sed a [festivitate] sancti Michaelis que erit in secundo anno senescallie, reddetur commune per septem sequentes annos. Commune vero tale est: quodlibet par boum cum bubulco reddet xii denarios; similiter villanus, si sibi bubulcus fuerit et alium bubulcum non habuerit, reddet xii denarios pro se et bobus suis. Omnis homo duodecim annorum et supra qui possit habere viginti solidos de mobili reddet xii denarios; si vero non possit, reddet vi denarios, si habeat unde possit. Asinus vel asina, vacca vel vitulus, ex quo unum annum preterierit, reddet iiiior denarios. Item, equs vel equa, mulus vel mula reddent vi denarios, nisi teneantur ad proprium equitare domini sui. Item, iiiior oves reddent i denarium, et iiiior capre, i denarium; porcus vero non lactens, i denarium et porca, i denarium. Item, quicumque receptabit latrones sive predones et eis consentiet, inciderit in misericordia domini Regis, nisi eos ceperit si possit vel justiciam fecerit de eis, si facere debeat, vel justicie reddiderit. Item, qui commune domini Regis recipiet faciet indici per parrochias ut ad septem dies persolvatur; qui vero reddere noluerit et reddere possit, reddet illi qui commune recipiet omnes expensas illius diei. Receptor vero illud recipiet cum duobus vel tribus legittimis hominibus illius terre. Item, si aliquis illorum qui commune reddiderit aliquid perdet quod per domini Regis justiciam non reddatur, de communi domini Regis ei emendabitur, ut tamen habere possit duos legittimos homines et cappellanum testes sui dampni [*fol. 76 v°*]. Item, statutum est ne quid ematur, nec animal nec aliquid aliud de quo haberi

non possint testes legittimi; qui autem hoc fecerit quod pro eo dederit amittet et pacem infregerit. Item, sacerdos, clericus, miles, danzellus nichil reddent de proprio, nec aliquis religiosus; sed tamen eorum homines reddent sicuti et alii.

CCV. — Bulle d'Honorius III touchant la règle des chanoines séculiers suivie par le chapitre Saint-Seurin.

4 avril 1224.

Honorius, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis .. decano et capitulo Sancti-Severini Burdegal., salutem et apostolicam benedictionem. Speculatores super domum Israel, disponente Domino, constituti, ex officio instantie nostre cotidiane tenemur omnium et singularum ecclesiarum tranquillitatibus providere et, ne malignantium quatiantur calumpniis, ipsis presidium apostolicum inpertiri malitiosis conatibus eorumdem circumspecta sollicitudine ac sollicita providentia obviando. Sane, cum olim inter vestram et Sancti-Andree Burdegal. ecclesias super institutione canonicorum regularium in vestra ecclesia facienda coram bone memorie W[illelmo], Burdegal. archiepiscopo, et .. Lemovicensi episcopo, auctoritate felicis recordationis Lucii pape, predecessoris nostri, causa fuisset diucius agitata, tandem fuit in arbitros compromissum et ab eorum arbitrio ad Sedem Apostolicam appellatum, et cum idem predecessor noster, causa super ipso arbitrio coram eo ventilata diutius et tandem per diffinitivam sententiam terminata, mandasset predictum arbitrium observari, sicut in ejus regesto plenius continetur, bone memorie Clemens papa, successor ipsius, intellecto quod plures de capitulo vestro, absentes ex honesta causa tempore compromissi, ne compromitt[er]etur inhibuerant appellando, statuit irritandum quicquid factum fuerat in absentia eorumdem, mandans bone memorie Helie, Burdegal. archiepiscopo, ut predictam Sancti-Severini ecclesiam ordinaret secundum statum ibidem a quadraginta annis retro continue observatum, qui de personis

idoneis ipsam ordinavit ecclesiam in statu canonicorum secularium, quem invenit a quadraginta annis retro observatum continue [*fol. 77*] in eadem. Postmodum vero, cum procurator ecclesie Sancti-Andree, volens suscitare hujusmodi questionem, ad .. abbatem Sancti-Johannis Angeliacensis et suos collegas nostras super hoc litteras impetrasset, de litteris predicti Clementis, predecessoris nostri, et processu prefati archiepiscopi illarum auctoritate habito, nulla facta penitus mentione, nos ex litteris episcoporum, abbatum et aliorum quamplurimum intellecto quod a tempore cujus non extat memoria in eadem ecclesia vestra fuerant canonici seculares, cantori Petragoricensi et collegis eorum dedimus in mandatis ut, si constaret eis rem taliter se habere, revocato in irritum si quid litterarum ipsarum obtentu in prejudicium ecclesie vestre fuerat attemptatum, inhiberent ipsis judicibus ne ulterius in negocio procederent memorato et, ab impeticione capituli Sancti-Andree super hoc dictam ecclesiam absolventes, eandem in eo statu servarent in quo a sexaginta annis retro noscitur extitisse, duo quorum, tercio excusato legittime, cum eis constitisset plenarie de predictis, sepedictam ecclesiam vestram super hoc ab impeticione prefati capituli sententialiter absolventes, statum secularium canonicorum observandum in ea de cetero decreverunt, contradictores, juxta tenorem mandati apostolici, excommunicationis sententie supponentes. Cumque fuisset ab eadem sententia provocatum ac super hoc ad .. abbatem Plane-Silve suosque collegas littere a Sede Apostolica impetrate, tandem de consensu utriusque partis et judicium predictorum in venerabiles fratres nostros .. Bigoritanum et .. Conventarum *(sic)* episcopos sub certa pena et juramenti religione fuit super hoc et quibusdam aliis articulis a partibus compromissum, qui ad arbitrium procedentes, inter cetera que in ipso continentur arbitrio, capitulo Sancti-Andree, in virtute juramenti in compromisso exibiti et pena quingentarum marcarum in eodem expressa, arbitrando dixerunt quod super statu canonicorum regularium in vestra reformando ecclesia vel etiam faciendo nullam vobis de cetero moveant vel moveri

faciant, dicto vel facto, consensu v[e]l consilio, questionem. Quorum arbitrium fuit a partibus acceptatum, sicut apparet per exhibitas vobis litteras tam arbitrorum [*fol. 77 v°*] sigillis quam parcium communitas, quod et nos postmodum ad peticionem vestram auctoritate apostolica duximus confirmandum, prout in eisdem litteris arbitrorum ipsorum et parcium per[s]peximus plenius contineri. Verum, quia super statu canonicorum regularium in predicta vestra ecclesia statuendo, diverse comissiones, sententie ac confirmationes, sicut predictum est, contra eandem ecclesiam a Sede Apostolica emanarunt, a prefatis arbitris fuit vobis injunctum ut infra biennium a tempore lati arbitrii super hiis Sedem Apostolicam consuleretis et susciperetis humiliter quod ipsa circa hec duceret ordinandum. Quod vos per dilectum filium G. de Burgo, nepotem venerabilis fratris nostri .. Burdegal. archiepiscopi, concanonicum et procuratorem vestrum propter hoc ad nostram presentiam destinatum, devote ac reverenter inplentes, nobis humiliter supplicastis ut, vobis et ecclesie vestre tranquillitati paterna sollicitudine in posterum providentes, statum canonicorum secularium decerneremus de cetero inhibi observandum. Nolentes igitur eandem ecclesiam vestram occasione hujusmodi de cetero fatigari laboribus et expensis, vestris precibus inclinati, statum canonicorum secularium quem a sexaginta retro annis ex litteris predictorum cantoris Petragoricensis et college ipsius, super hoc delegatorum a nobis, in ea intelleximus observatum, auctoritate apostolica confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus, districtius inhibentes ne quis sepedictam ecclesiam vestram super hoc presumat ulterius molestare. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis et inhibitionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem [hoc] atemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Laterani, II nonas aprilis pontificatus nostri anno octavo.

CCVI. — **Confirmation par le pape Alexandre de la fondation d'un canonicat dont le titulaire est tenu de célébrer la messe pour les défunts.**

18 juillet 1178-1181 (?).

[*fol. 78*] Alexander, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis .. decano et canonicis ecclesie Sancti-Severini, salutem et apostolicam benedictionem. Insonuit auribus nostris per vos de assensu bone memorie B[ertrandi], quondam Burdegal. archiepiscopi, perpetuo in ecclesia vestra canonicum institutum qui missam celebrare debeat pro defunctis. Unde, quia propositi nostri est laudabilia statuta servare, constitutionem ipsam, sicut de assensu predicti archiepiscopi rationabiliter facta est et in ejus autentico instrumento habetur, auctoritate apostolica confirmamus et firmam in posterum manere sancimus. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Laterani, xv kalendas augusti.

CCVII. — **Bulle autorisant le doyen Arnaud à disposer des biens du chapitre avec la majorité des chanoines, sauf opposition fondée de la minorité.**

11 janvier 1206.

Innocentius, episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio Arnaldo, decano Sancti-Severini Burdegal., salutem et apostolicam benedictionem. Solet annuere Sedes Apostolica piis votis et honestis petentium precibus favorem benivolum inpertiri. Eapropter, dilecte in Domino fili, tuis precibus annuentes, auctoritate tibi presentium indulgemus ut de rebus ecclesie vel aliis statuendis in ea cum majori et saniori parte capituli libere valeas ordinare, non obstante contradictione paucorum, nisi

rationabile quid ostendant quare sit illorum contradictio admitenda. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, III idus januarii, pontificatus anno VIII°.

CCVIII. — Bulle d'Innocent III prenant sous sa protection les biens de Saint-Seurin.

10 juin 1203.

Innocentius, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis decano et canonicis Sancti-Severini Burdegal., salutem et apostolicam benedictionem. Solet annuere Sedes Apostolica piis votis et honestis petentium precibus favo[*fol. 78 v°*]rem benivolum inpertiri. Eapropter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus grato concurrentes assensu, vos et ecclesiam vestram cum omnibus bonis que inpresentiarum rationabiliter possidetis aut in futurum justis modis, prestante Domino, poteritis adhipisci, sub beati Petri et nostra protectione suscipimus et presentis scripti patrocinio communimus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre protectionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli, ap[osto]lorum ejus, se noverit incursurum. Datum Ferentini, IIII idus junii, pontificatus nostri anno sexto.

CCIX. — **Bulle portant que le chapitre ne pourra être contraint de recevoir un bénéficier à moins de lettres pontificales mentionnant le présent privilège.**

28 janvier 1247.

Innocentius, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis .. decano et capitulo ecclesie Sancti-Severini Burdegal., salutem et apostolicam benenedictionem *(sic)*. Paci et quieti vestre ac ipsius ecclesie paterna volentes in posterum sollicitudine providere, auctoritate vobis presentium indulgemus ut ad recipiendum aliquem in canonicum vel provisionem alicujus in ecclesiasticis beneficiis compelli auctoritate Sedis Apostolice minime valeatis absque speciali mandato Sedis ejusdem faciente de hac indulgentia mentionem. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Lugduni, v kalendas febro[a]rii, pontificatus nostri anno quarto.

CCX. — **Bulle donnant mandat au doyen de Saintes d'assurer l'exécution de la précédente.**

28 janvier 1247.

Innocentius, episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio decano Xanctonensi, salutem et apostolicam benedictionem. Paci et tranquillitati dilectorum filiorum decani et capituli ecclesie Sancti-Severini Burdegal. ac ipsius ecclesie paterna volentes in posterum sollicitudine providere, eis per nostras litteras duximus indulgendum ut ad recipiendum aliquem in canonicum vel provisionem alicujus in ecclesiasticis beneficiis compelli auctoritate Sedis Apostolice minime valeant absque speciali mandato Sedis ejusdem [*fol. 79*] faciente de ipsa indulgentia mentionem. Quocirca discretioni tue per apostolica

scripta mandamus quatinus dictos decanum et capitulum non permittas contra concessionis nostre tenorem super hiis ab aliquibus indebite molestari, molestatores hujusmodi per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo. Datum Lugduni, v kalendas februarii, pontificatus nostri anno quarto.

CCXI. — Bulle d'Urbain prenant sous sa protection les biens de Saint-Seurin.

3 mai 1186-1187 (?).

Urbanus, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis capitulo Sancti-Severini Burdegal., salutem et apostolicam benedictionem. Quociens a nobis petitur quod religioni et honestati convenire dinoscitur, animo nos decet libenti concedere et petencium desideriis effectum congruum inpertiri. Eapropter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus inclinati, vos et ecclesiam vestram cum omnibus que inpresentiarum rationabiliter possidet aut in futurum justis modis, prestante Domino, poterit adipisci, sub beati Petri et nostra protectione suscipimus et presentis scripti patrocinio communimus, statuentes ut nullus in vos vel ecclesiam vestram excommunicationis, suspentionis aut interdicti sententiam sine manifesta et rationabili causa promulget vel novas aut indebitas exactiones inponat. Decernimus ergo ut nulli om[n]ino hominum liceat personas vestras aut etiam bona temere perturbare aut hanc paginam nostre protectionis et confirmationis infringere vel ei aliquatenus contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Verone, v nonas maii.

CCXII. — Bulle analogue de Clément III.

28 juin 1190.

Clemens, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis .. decano et capitulo Sancti-Severini Burdegal., salutem et apostolicam benedictionem. Sacrosancta Romana ecclesia devotos et humiles filios ex assuete pietatis officio propensius diligere consuevit, et ne pravorum molestiis agitentur, tanquam pia mater sue protectionis munimine confovere. Eapropter, dilecti in Domino filii, devocionem quam ad Romanam ecclesiam et nos ipsos habere noscimini attendentes et vestris justis postulationibus annuentes, personas vestras et ecclesiam Sancti-Severini, in qua divinis estis obsequiis deputati, cum omnibus aliis ecclesiis sibi subjectis et universis possessionibus seu aliis bonis, [*fol. 79 v°*] tam ecclesiasticis quam mundanis, que inpresentiarum canonice possidetis aut in futurum justis modis, prestante Domino, poteritis adipisci sub beati Petri et nostra protectione suscipimus. Ad hec statum ejusdem ecclesie a quadraginta annis et amplius usque modo rationabiliter et continue observatum devocioni vestre auctoritate apostolica confirmamus et quicquid post inhibitionem ex parte Sedis Apostolice interpositam et in absentia plurium canonicorum ex honesta causa absentium contra predictum statum ecclesie factum fuit aut dictum presentium auctoritate legittime statuimus irritandum, presenti nichilominus pagina sanctientes ut juramentum, si quod absque comuni fratrum consensu a parte temere fuit emissum, nullam alicui necessitatem inferat vel gravamen. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostre paginam protectionis, confirmationis et constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Laterani, IIII kalendas julii, pontificatus nostri anno tertio.

CCXIII. — **Déclaration de l'archevêque Guillaume, constatant le droit qui appartient au chapitre de Saint-Seurin d'élire librement son doyen à condition de faire approuver l'élection par l'archevêque.**

Willelmus, Dei gratia Burdegal. archiepiscopus, universis sancte matris ecclesie fidelibus, in perpetuum. Notum fieri volumus tam presentibus quam futuris quod canonici ecclesie Sancti-Severini Burdegal. in eleccionibus decanorum omnimodam habent libertatem, ita tamen quod, facta eleccione, antequam publicetur vel persona in sede ponatur, confirmationis gratia electio Burdegal. representetur archiepiscopo. Hoc autem jus prefate ecclesie recognoscentes, ne de cetero jamdicta libertas depereat vel aliquam vexationem super hoc sentiat, pro pace et tranquillitate conservanda presentem cartulam annotari et sigilli nostri muninime corroborari fecimus.

CCXIV. — **Renonciation par l'archevêque Guillaume à un cens de douze deniers que lui doit le chapitre pour une terre sise à Saint-Seurin.**

1181-1188.

Willelmus, Dei gratia Burdegalensis archiepiscopus, universis fidelibus tam presentibus quam post futuris, in perpetuum. Noverit universitas vestra quod nos duodecim nummos censuales quos decanus Sancti-Severini nobis annuatim persolvere debebat pro terra de Arenario, que est in burgo Sancti-Severini, super qua aliquando mota fuit [*fol. 80*] questio inter nos et Arnaldum Austendi de Lomaignes et Aimohinem fratres et per [me]moratum decanum sopita, et quicquid juris in eadem terra habebamus ecclesie Sancti-Severini pro salute anime nostre et pro anniversario nostro faciendo donavimus libere et quiete omni tempore possidenda. Ut autem hec nostra donatio firma et illibata in perpetuum perseveret, scripto eam com-

mendari et sigilli nostri munimine roborari precepimus. Testes sunt S., decanus Beati-Andree, R[ufatus], decanus Sancti-Severini, A., archipresbiter de Inter-duo-Maria, magister Rainulphus, W. clericus, tunc notarius, frater Petrus, conversus, W. de Stigiaco.

CCXV. — Charte de l'archevêque Gérald, constatant la vente d'une lande, consentie en faveur du chapitre par l'hôpital de Bardenac, lequel est endetté à cause de la disette.

1235.

Geraldus, Dei gratia Burdegal. archiepiscopus, universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis, perpetuam in Christo salutem. Noverit universitas vestra quod preceptor domus Hospitalis de Bardenach, videlicet Bonafusus dau Puz, et Arnaldus Segini, cappellanus, Raimundus clericus, Bernardus Blader, Galharda, uxor R. Christiani, et ejus filia, P. Bonafusus de Sancto-Helegio et alii fratres et sorores ejusdem hospitalis, in nostra presentia constituti, confessi fuerunt se vendidisse et tradidisse pro precio quadraginta et quinque librarum burdegalensis monete dimidiam saltus qui tunc inculta vulgo landa vocabatur et cui termini extenduntur a fosato hospitalis predicti usque ad Talonzola, que landa fuit olim Amanevi de Pesach et Peregrine, quondam uxoris R. Bernardi de Blancafort, magistro Arnaldo Peirer, canonico Sancti-Severini Berdegale. Que vendicio facta fuit ob necessitatem famis, propter sterilitatem maximam que anno illo citra solitum modum invaluerat, et propter es alienum quod aliunde ex mobilibus vel ex ceterarum rerum obligationibus seu ypotecis solvi non poterat, cum nec appareret alius emptor qui ampliorem pro predicta re quantitatem offerret, nec creditores qui rem reciperent in solutum. Confessi etiam fuerunt prefati preceptor, fratres et sorores predictam peccuniam sibi ex integro numeratam solutamque fuisse et eam in hutilitatem predicte domus versam. Que omnia vera esse et ita fuisse in presentia nostra juraverunt secundum juris formam, corporali prestito

sacramento, [*fol. 80 v°*] renunciantes non numerate, non solute [pecunie], doli et in factum exceptionibus, omnique juris auxilio reali vel personali, omnibusque constitutionibus legalibus vel canonicis per quas alienationes rerum ecclesiasticarum aut venerabilium locorum consueverunt occasione qualibet attemptari. Item, prefati preceptor et fratres promiserunt pro se et successoribus suis sub ypoteca omnium rerum dicte domus alienationem predictam firmam manere in perpetuum nec aliquo modo venire contra per se vel per alios, de evictione se et sua sollempniter obligantes. Pro quibus etiam bona fide et inviolabiliter observandis corporale interposuerunt, tactis sacrosanctis Evangeliis, jusjurandum; plane cum predicte alienationi, ex necessaria causa facte, acomodaverimus auctoritatem ab initio, placuit etiam ad postulationem contrahentium presenti instrumento apponere sigillum nostrum in testimonio veritatis. Hujus rei igitur testes sunt : R., juris doctor et officialis Burdegal., P., decanus Sancti-Andree, W[illelmus], decanus Sancti-Severini, Senebrunus, operarius Sancti-Severini, magister R. Amici, canonicus Sancti-Severini, magister Rufatus, Petrus d'Arranquel, canonici ejusdem ecclesie, magister W. de Casse, W. Ruffus, clerici, et plures alii. Datum anno gratie M° CC° XXX° quinto.

CCXVI. — Accord entre le chapitre et les héritiers d'Arnaud Peirer, chanoine de Saint-Seurin.

9 juillet 1242.

Conoguda causa sia que en W[illem] R[amon], degans, eu capitres de la gleisa Sent-Seurin de Bordeu, d'una part, en Arrobberts Peirer e W. Arnaut e Bidaus, sui filhs, e Bruns, filhs qui fo d'en Arnaut Peirer, lo quaus fo calonges Sent-Seurin, d'autra part, se son acordat entre ezt *(sic)* per lur bona et agradabbla voluntat, de totas las causas moblas e no moblas que foren de l'avantdeit Arnaut Peirer, en tau maneira que totas aqueras causas que l'avantdeiz decans e capitres n' aven ni n' tenen lo dia que aquesta carta fo autreiada e tut li feus que

l'avantdeiz Arnaut Peirer tene de l'avantdeita gleisa e totas las conquestas que ave feitas que tene en alo, e toz los autres alosz que ave son e arremanen a l'avantdeita gleisa en proprietat senes tota part que li avantdeitz 'n Arrobertz [*fol. 81*] ni sui filh ni l'avantdeiz Bruns no i poden aver ni i deven demandar. Enpero de totas las deutas que hom deve a l'avantdeiz Arnaut, ab carta ni senes carta e de tota troba que hom fes de las causas que foren deu medis Arnaut Peirer deu dia en la eu quau aquesta carta fo autrei[a]da, es la meitaz a l'avantdeita gleisa, e l'autra meitaz aus avantdeiz 'n Arrobert e a sos filhs e a Bruns, so es asaber la meitaz d'aquera meitat au medis 'n Arrobbert e assos filhs e l'autra meitat a l'avantdeizt Bruns, en tau maneira que, siu medis Bruns mure avant que agos XIIII ans compliz de son eage, la sua part que a lui escai de las avantdeitas causas deu tornar e abenir a l'avantdeita gleisa e a 'n Arrobbert Peirer e a sos filhs, so es asaber la meitaz au medis 'n Arrobbert e a sos filhs e la meitat a l'avantdeita gleisa; e, siu medis Bruns mure en aucun temps senes orde que no fes o no agos feit, per medissa maneira deu la sua part tornar e abenir a ladeita gleisa e a 'n Arrobbert Peirer e a sos filhs per meitat. Enpero, quant lo medis Bruns aura XIIII ans compliz e passat de son eatge e pot d'aqui en la far orde e testament de la[s] avantdeitas causas a sa part escadudas cum de sa propria causa. E entramedoas las partidas deven las avantdeitas deutas demandar e cobrar comunaumenz e far las mesions que n' combindra affar; et de tota troba que aucuna de las avantdeitas partidas fes de las causas qui foren de l'avantdeitz Arnaut Peirer, de deuta o d'autra causa, de sin e d'autrui, deu far asaber a l'autra partida, senes que no n' deu neguna re arrecebre ni celar en engan ni en baudia de l'autra partida, en neguna maneira ni ab neguna cuberta, ans ac deu far assaber a l'autra partida e ac deven entramedoas partidas comunaumenz demandar, e cobrar e partir. E si aucuna demanda los era feita en las avantdeitas causas entre eiz partidas deven se deffendre a massa e far la mesion que a far ne combindra per arradon que cadauns d'eiz aure a sa part de las medissas causas. E 'n W. Ar-

ramon, degans de l'avantdeita gleisa, deu tener [*fol. 81 v°*] e gardar e batlir, et o aucuns proshom per lui e per sa bolomtat lodeit Bruns e sas causas tant entro que prohome conoscan queu medis Bruns pusca batlir sin e sas causas. Eu medis degans e l'avantdeiz capitres an autreiat e ma[n]dat leiaument e sobre lu[r]s armas que it totas las causas que en aquesta carta son contengudas garderan fermas per toz temps e no bindra en contra, a massa ni aucuns d'eiz, per sin, per etz ni per nenguna autra persona en negun loc ni en negun temps e l'avantdeiz 'n Arrobbert e W. Arnaut, sos filhs e 'n Arnaut Ebrart, e 'n Martin Johan, marit de sas filhas, arreconogoren que it an jurat sobreu[s] sanz Evangelis Deu corporaumenz tocaz que totas las avantdeitas causas garderan fermas per toz temps e en contra no bindran en negun loc ni en nugun *(sic)* temps e que it a bona fe ensenheran aus avantdeiz degan e capitre aquo que poiran saber ni apendre de las causas qui foren a l'avantdeiz Arnaut Peirer et Bidaus, filhs de l'avantdeitz 'n Arrobbert. E l'avantdeitz Bruns e na Galharda, molher deu medis 'n Arrobbert, e na Maria, sa filha, an mandat e autrehiat e an jurat sobreus sanz Evangelis Deu corporaumenz tocatz que totas las causas que en aquesta carta son contengudas garderan fermamenz per toz temps e en contra no bindran. Actum fuit hoc IXª die introitus julii, anno Domini M° CC° XL° secundo, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[erald], arcibesque de Bordeu; P. Biger, major. Testes sunt R. Moneder, R. Mostet, Esteve de Martet, Aiquem de Parrampuira, P. Morlan, R. de Bolac e maiestre W. de Proensa, qui aquesta carta escrivo.

CCXVII. — **Accord entre le chapitre et les frères Guillaume Claver, chevaliers, touchant divers biens donnés au chapitre par Guillaume et Aymeric de Bussac.**

24 septembre 1241.

Conoguda causa sia que cum discordia os entre en W.-Arramon, degan en aquet temps, e lo capitre de Sent-Seurin de

Bordeu, d'una part, e d'en *(sic)* W. Claver de Castelhon e d'en W. Claver de Lesparra, fraires e cavors, d'autra part, so es asaber de terras e de binhas e d'omes e de fevatges e d'agreiras e d'autras causas qui son en la parropia de Sent-Tidens e son a Corbian e [*fol. 82*] a Efflaujac e Assoronas e en autres locs, locau loc son en la parropia de Begadan, en lasquaus terras e en las causas de aquez locs mentagut en W. de Busac en sa vita e 'n Aimeric de Bussac, qui vius es, aven corelha deus cavoris *(sic)* desusdeitz, segon que lo degans eu capitres avantdeiz dizen, lo caus en W. de Bussac it medis dizen que tot dreit que agos ni aver degos en aquets locs desusdeiz ave laisat e ordenat en sa derdeira orde a la gleisa Sent-Seurin, e dizen qu'en Aimeric de Bussac per medissa maneira tot dreit que agos en aquez locs ave dat e quitat a la medissa gleisa. A la perfin de tot aquet desacort e de tota demanda que l'una partida pogos far a l'autra per acestas causas desus nomnadas, s'acorderen lo fraire davantdeizt per lur bona voluntat am lo degan e am lo capitre de Sen-Seurin e lo degans e capitres amb ez en cesta forma, so es assaber qu'en W. Claver de Lesparra e en W. Claver de Castelhon, fraire davant mentagut, se son obligat et deven e son tengut per ez e per lu[r]s ers e per tot lor ordenh au degan e au capitre de Sent-Seurin de Bordeu e a lors successors de rendre e de pagar cascun an LX s. de pictavins e de bordales de renda, los caus LX s. deven pagar an per an au degan e au capitre de avantdeiz o a lor ordenh a Bordeu, dens lo terme qui es de sent Seurin trusqua la sent Martin bonamenz e en paiz ses tota defuita e ses tot alongament. E si tant era causa que lo fraire davantdeizt o lor ordenh deffalhissen de cesta renda pagar denz aquet terme d'aqui en la, lo terme passat, lo degans eu capitres Sent-Seurin se deven e poden tornar de lur renda cobrar sobre totas las terras e las binhas eus fevatges e las agreiras e sobre totas las autras causas que ambedui fraire an ni aver deven eus davantdeiz locs de la parrochia de Sent-Tideñs e a Corbian e Afflaujac e a Soronas ses tot contradeit que lo medis fraire no lor i deven far. E si per falha de cesta renda pagar estobe a far penhora au degan

e au capitre tot lo cost e la mession que it ni lor ordenh faren per aquera penohra e tot lo damnage que n' recebren deven cobrar e aver [*fol. 82 v°*] complidamenz de totas las causas que lo fraire davantdeiz an ni aver deven eus locs desus mentagut. En apres, si tant era causa que nul hom prengos ni enbarges lo mesatge qui dens lo terme cesta renda aportere a Bordeu, ni tole lors deners de la renda en la via de Castelhon de Medouc trusqua a Bordeu, lo degans eu capitres de Sent-Seurin ac deven demandar a lur poder leiaumenz a bona fe; pero, fos cobrat o no fos cobrat, lo medis fraire no deven ni poden per aquo la renda retiner, avant la devent rendre per aisi cum deit es complidament. E en apres lo degans eu capitres Sent-Seurin deven aus cavoirs davantdeiz e a lur ordenh totas cestas terras e las causas davantdeitas per que lo desacortz era, qui sun chus locs davant nomnatz, degoarir de tot home qui arre i demandes ni tort ni forsa i fes e ne deven estre bon garent per esgart de cort a bona fe. A cest autreiament foren lo davantdeiz degans qui per sin e per tot lo capitre jure tot cest convinenz aissi atener sobre los senz Evangelis Nostre Senhor Deu; en Galhart Lambert, segrestans de Sent-Seurin; maiestre P. Maiensan, 'n Arn. Peirer, en Martin deu Peiron e Raimon de Lafont, calonge d'aquera medissa gleisa, qui ac autreieren per ets e per tot lo capitre. En apres lo fraire davantdeizt jureren sobre los sents Evangelis que totz los convinenz tengan au degan e au capitre de Sent-Seurin, per aissi cum escriut e devisat son desus. Actum anno gratie M° CC° XL° primo, VIII° kalendas octobris, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[erald], arcibesque de Bordeu; 'n Arostan deu Solher, major. Testes sunt en P. Calhau, e 'n Arnaut-W. deu Luc, e 'n Vidau Ferrador, e W. Faur de Lesparra, e Hel. Rainaut, qui la carta escrivo.

CCXVIII. — Échange entre le chapitre et Guillaume-Arnaud Moneder d'un cens, du moulin de Crespiac, etc.

27 décembre 1247.

Conoguda causa sia que lo degans eu capitres Sen-Seurin, d'una part, e en W.-Arn. Moneder, d'autra part, an feit entrecamnahblament entre ezt escamnhe en tau maneira que en W.-Arn. Moneder a dat e autreiat e quitat [*fol. 83*] e liurat e gurpit per totz temps per sin e per totz los sons au degan e au capitre e a la gleisa Sen-Seurin totas aqueras XII libras e x s. de cens ab tot los esporles e ab totas las senhorias que et i ave ni aver i deve, lasquaus ave en feus, que ave prop lo priorat Sen-Martin de Mont-Judaic entre las doas vias, aisi cum lo medis feus dura deu casau qui fo 'n Arn. Lambert lo prohome e d'en P. Lambert entro a la trilha que fo Laurenz Belh; e d'aquestas avantdeitas XII libras et x s. de cens e deus esporles e de las senhorias e de totz los dreiz que et i ave ni aver i deve lo medis W.-Arnaut Moneder a mes lo dean eu capitre Sent-Seurin en ver[a]ia e pazibla possesion e los en a establit vertaders senhors e certans possessors en lur propria causa en nom de la gleisa Sen-Seurin eus en a mandat e convengut portar bona et ferma garentia de totz emparedors cum de francas en alo. E per escamnhe de aquest avandeiz cens e de aquestas causas davant mentagudas, lo deans eu capitres Sent-Seurin an dat e autreiat e liurat e gurpit per etz e per toz los lurs successors per totz temps a l'avantdeitz W.-Arn. Moneder e a sors *(sic)* hers e a son ordenh totz lo molin que et aven a Crespiac, ab totas las aguas e lo molinar e ab sos fossat e ab toz loz apertenamenz deu medis molin et tota la part eus dreiz e eus esporles e las senhorias que et i aven ni aver i deven sobre las vinhas e eu feus que dissoren qu'en Arramon-Johan de las Eiras tene d'etz a Crespiac sobre la bia e desoz, de lasquaus dissoren queus deve eus arrede an per an lo quint deu fruit, e tota la boria e las autras terras eus praitz que et i aven en medis loc a Crispiac, aissi cum duran entro a

las binhas Bern. de Lafont, e de la landa entro a la terra Bigoros deu Solher e Arramon-W. deu Soler; e an li meis dat totz aquetz xvi s. de cens queu medis W.-Arn. Moneder los deve de las binhas que n' tene d'etz en la palu de Bordeu, a Loumenet, ab toz los esporles e las senhorias que i aven ni aver i deven, e totz aquetz xviii s. de cens ab [*fol. 83 v°*] totz los esporles e las senhorias e dreiz que i aven ni aver i deven, losquaus dissoren queus deve 'n Arramonz-Brun de Laporta, so es assaber de la binha que n' ten d'etz a Loumenetz losdeitz s. *(sic)* e viii s. de xiii regas de binha que dissoren que n' ten d'etz prop la medissa binha, losquaus xviii s. dissoren que paga an per an en dos termes, e totz aquetz xv s. de cens ab totz los esporles e las senhorias eus dreitz que et i aven ni aver i deven, los quaus dissoren queus deve Bernart Moneder lo macips deu feus que n' tene d'eitz en l'arrua Judega e aquetz xii d. de cens ab tot l'esporle e ab totas las senhorias eus dreitz que it i aven ni aver i deven, losquaus dissoren que aven sobre la binha Arramon de Cantenhac que es au Perer dessa lo molin que fo 'n Arnaut Lambert lo prohome e tot aquest avantdeitz molin e aquest aprop mentagutz cens, ab totz los esporles et las senhorias eus dreitz que it i aven ni aver i deven per los medis cens e sobreus feus que d'etz ne ten hom, an dat e autreiat lo deans e capitres avandeitz a 'n W.-Arnaut Moneder e asson ordenh en escamnhe de las avantdeitas xii libras e x s. de cens e l'en an mes en veraia e pazibla possession et l'en an establit vertader senhor e certan possessor en sa propria causa e l'en an mandat e convengut portar bona e ferma garentia de totz emparadors cum de francas en alo. Pero en tau maneira que lo molin avantdeitz e l'affevatges Ramon-Johan de las Eiras e la boria e las terras eus pratz e las autras causas avantdeitas que it aven a Crispiac avant lo dia que aquest escamnhes fos feitz a pres lo medis W.-Arnaut Moneder deu degan e deu capitre avantdeitz, e lo medis deans per sin e per lo capitre l'en a bestit fevaument aus fors e a las costumas de Bordales, pero ab las condicions plus pres en aquesta carta contengudas, ab xii d. d'esporle a senhor

mudant. E lo medis W.-Arnaut e sos ers e sos ordenhs i pot metre acassat o casat totz temps senes totz embargament queu degans e capitres no l'i deven metre; pero en atau [*fol. 84*] maneira e ab ataus condicions que si lo medis W.-Arnaut e sos hers o sons ordenhs mete acasat o acasat *(sic)* eu molin ni en l'afevatge 'n Arramon-Johan ni en las autras causas avant-deitas que et d'etz ten ab aquest avandeitz esporles a Crespiac e li medis acasat lo davant caritat en lur entratge, d'aquetz deners auren lo degans eu capitres Sent-Seurin lurs bendas. E es assaber que quant et l'acasat ous acasatz i metra deu ac far asaber au degan e au capitre Sent-Seurin; pero lo degans niu capitres no li deven ni poden metre encombrament ni defension per que no i meta acasat o acasatz. E si aquit acasat o aucuns d'etz be[n]den lo feus que i tendren en aucun temps o l'escamnhavan ou faden causa per que bendas ne degossan issir, lo degans eu capitres Sent-Seurin n'auren lurs bendas taus cum senher las deu aver de benda de son feus aus fors e a las costumas de Bordales. Actum fuit hoc v^ta^ die exitus decembris anno Domini M° CC° XL° VII°, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[erald], arcibesque de Bordeu; P. Bonafos, major. Testes sunt B. deu Barri, B. Moneder, P. de Nugon, P. Burgaut, Nicholau de Davinhan e maiestre W. de Proensa, qui aquesta carta escrivo.

CCIX. — Accord avec les héritiers de Rolland, chanoine.

28 novembre 1247.

Conoguda causa sia que cum contrastz e desacortz fos entreu degan eu capitre Sen-Seurin de Bordeu, d'una part, en Bertran de Montz e 'n Elias de Montz, caperan de Beccla, e Arramon de Montz, lur fraire, nebot qui foren d'en Arrollan, lo caus fo calonges Sen-Seurin, d'autra part, sobreu testament deu medis 'n Arrollan et sobre aucunas autras causas au medis testament apertenent, a la perfin fo en tau maneira acordat e mes en pais e amenat a durabla composition per bona e agradabla volun-

tat, de la una part e de l'autra, aisi cum l'avandeitz fraire per etz medis e en Bos Carlon e en Pelegrin de la Rocera, calonge Sen-Seurin de Bordeu, li quau eran a asso establit en loc deu dean e deu capitre Sent-Seurin, aisi cum autreieren, so es assa[*fol. 84 v°*]ber que li avandeit Bertranz e 'n Elias e Arramon de Monz per lur bona voluntat an quitat per etz e per totz los lur per totz temps a Deu e au dean e au capitre Sen-Seurin e a totz lurs successors tot lo dreit e la arradon e la part que it i aven ni aver deven ni demandar poden per proprietat ni per succession ni per leisa ni en autra maneira tut emsemps ni aucuns d'etz eu cens ni en l'esporle ni en las senhorias, eu quau dissoren que Arn. Boneu deu II s. e VI d. e 'n Arramon de Sen-German V s., e en tot lo cens qu'en Arrollan ave au Miralh ni per entorn prop deu Miralh, ni en la parropia Sen-Symeon de Bordeu. Quar areconogoren queu medis 'n Arrollanz ave datz aquest avantdeitz cens tot ab totas las senhorias que s'i apertenen, en son darrer testament e en sa darreira voluntat, en pura aumoisna e per son anniversari a Deu e a la gleisa Sent-Seurin de Bordeu; e an mandat e autreiat e jurat que encontra no bindran. E per aquesta quitansa li avantdeitz Bos Carlon e en Pelegrins an quitat e assout per totz temps, per lo dean e per lo capitre Sen-Seurin, aus avandeitz Bertran e Helias e Ramon de Monz tot quant queu deans niu capitres Sent-Seurin demandavan ni demandar poden en la part queu medis Rollanz ave ni aver deve lo dia que murit eu molin deu Gua de Lespina, que dissoren que li avantdeitz fraire parten ab 'n Arnaut de Sarporas; e an mandat e autreiat e promes e s' son obligat aus avandeitz fraires que it los faran aquesta quitansa de aquest avandeit molin ferma e establa estar per totz temps deu dean e deu capitre Sent-Seurin. Actum fuit hoc III die exitus novembris, anno Domini M° CC° XL° VII°, regnant Henric, rei d'Anglaterra, G[erald], arcibesque de Bordeu; P. Bonafos, major. Testes sunt R. Moneder, Amaneu Faur, W. de la Marcha, e maiestre W. de Proensa, qui cesta carta enquiri, la quau Fort Baudres escrivo.

CCXX. — Accord entre le chapitre, d'une part, Hugues de Castillon et ses fils, de l'autre, touchant le bien de Jau donné au chapitre par Guillaume et Aymeric de Bussac.

4 novembre 1242.

[*fol. 85*] Conoguda causa sia que cum discordia fos d'en Hugo de Castelhon e d'en Gaucem de Castelhon e d'en Tetbaut, sos filhs, d'una part, e de maiestre W.-Arramon de Lenhan, degan monsenhor sent Seurin, e deu capitre Sent-Seurin, d'autra part, de demandas e d'afars queu degans eu capitres Sent-Seurin demandavan a 'n Hugo de Castelhon e sos filhs desus mentagutz en l'afar de Jau e de Lestrans per lo don que en W. de Bussac ni 'n Aimerisc aven dat e aordenat a la gleisa monsenhor sen Seurin e aus calonges, es assaber que d'aquera discordia bengoren a pleit e acort e a fin, en tau maneira : so es assaber qu' en Hugo de Castelhon e Gaucems e en Tetbautz, soi filh, deren e autreieren bonament e leiaument a Deu e a la gleisa monsenhor sent Seurin e au degan e aus calonges e a lur comandament VI libras de peitavins e de bordales d'arenda l'an, lauscaus *(sic)* los an mesas e prepausadas e aordenadas e assignadas tot espressament son la meitatz de la deima de Cairac, lauscaus 'n Ugos e sou filh desus mentagut los i deven far aver e tener bonamentz e en paiz e sens tot pleitz franca-ment en alo e lor ac deven garentir de tot home leiaument a bona fe per esgart de cort. E es assaber queu davantdeit degans per sin e per tot lo capitre monsenhor sent Seurin quiteren a 'n Hugo de Castelhon e a sos filhs desus mentagutz e a lur ordeng tot quant que demandar los poden en l'afar de Jau e de Lestrans per lo don que en W. de Busac ni 'n Aimerics de Bussac los aven dat, eu degans eu capitres deven lor ac degarir a 'n Hugo de Castelhon e a sos filhs e a lur ordenh de tot home qui aren i demandes per en W. de Busac ni per 'n Aimeric, leiaument a bona fe per esgart de cort. E si aucuns hom acensava la meitat de la detma de Cairac d'en Hugo de Castelhon o de sos filhs o de lurs hers en aucun temps

o it la tenen a lur man, aquet qui la deyma tindre s'en deu benir a Bordeu e deu los afremar au degan Sent-Seurin e aus calonges per bonas fidanssas las VI libras de peitavins e de bordales per pagar a la sent Andreu, [*fol. 85 v°*] e aco deu far an per an avant la culleita; e si 'n Ugo de Castelhon o sui filh o lur her aissi no ac faden o no ac faden far ad aquerui qui la deizma de Cairac acensere, lo medis 'n Ugo e sui filh convingoren que hac esmenderen eu cost e la mession qu'en faren au degan e au capitre, eu degans eu capitres s'en deven e poden tornar sun la meitat de la deima de Cairac, si aisi no hac faden, cum deit es, o no ac faden far a bona fe. E si 'n Ugos o sui filh o lur her balhavan la detma ad autrui, it s'en deven venir au degan e au capitre e deven far autreiar a cerui cui la deizma batilheren que et n' aresponga au degan e au capitre Sent-Seurin, cum it faden leiaument a bona fe. E es assaber que acest combentz leiaument a tenir per totz temps, per aissi cum de[i]t es, juret lo davantdeitz degans sobreus santz Evangelis Nostre Senhor Deu per sin e per lo capitre Sent-Seurin; e hac jureren sobreus santz Evangelis Deu Nostre Senhor que aisi fos tengut per totz temps, 'n Ugo de Castelhon e en Gaucems e en Tetbausz, sui filh, per etz e per lurs hers ben vinent per totz temps. Actum fuit IIII° die introitus novembris, anno Domini M° CC° XL° II°, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[erald], archibesque de Bordeu; en P. Viger, major. Testes sunt Johan de Borhc, Rostan de Senta-Coloma, Bertran de Noalhan lo clerc, Arn.-W. de Pardeilhan, W. de Flus, Bidau deu Far, Bertholomiu deu Bosc, 'n Amat de las Eiras, 'n Elias Cocut, qui la carta escrivo.

CCXXI. — **Echange avec P. de Nugon.**

25 décembre 1247.

Conoguda causa sia qu'en P. de Nugon a dat e liurat e quitat e gurpit, per sin e per totz los sons per totz temps, au degan e au capitre Sent-Seurin de Bordeu tots aquets LVII s. de

cens ab totz los esporles e las senhorias que isson ni s'i pertenen, losquaus et i ave a Salabert, eu feus que i tenen de lui li affevat qui deven lo medis cens, ab tots los dreit que et i ave ni aver i deve, deusquaus disso que son li [*fol. 86*] xxix sol. de cens entreus casaus Bidau Arros eu feus deu belh Bordilar, que et compreren d'en Arrobbert de Nugon, e li xxviii s. de cens son entreus affevats que it compreren d'en Arrobbert de Nugon, d'una part, e l'avantdeit feus deu belh Bordilar, d'autra part, eus en a mes en veraia possession eus en deu portar bona e ferma garentia de tots emparadors e per aquest avantdeit cens lo deans eu capitres avantdeits an dait en escamnhe a 'n P. de Nugon e asson ordenhc e autreiat fevaument tota aquera boria que it aven a Estar Nuu, entre la planta 'n Arnaut-W. Aimeric, d'una part, e l'artigon que fo W. Arrevet, d'autra part, aisi cum dura deus affevat Arn. de Casteufort entro a la binha P. de Monlarin. En tau maneira qu'en W.-Arramon de Lenhan, en aquet temps deans Sent-Seurin, n' a bestit per sin e per lo capitre Sent-Seurin l'avantdeit P. de Nugon fevaument, ab v sol. de cens arrendens an per an lo dia de la sent Seurin ab vi d. d'esporle assenhor mudant, e l'en deven portar bona e ferma garentia de part senhoria, saubas las senhorias eus dreitz de la gleisa Sent-Seurin, ataus cum senher las deu aver sobre son afevat aus fors e a las costumas de Bordales. Pero en tau maneira que lo medis en P. de Nugon a mandat e e *(sic)* autreiat e promes e jurat sobreus santz Evangelis Deu au dean e au capitre avantdeits que et ni sos hers ni sos ordenhs en aquesta avantdeita boria no metra acasat ni i fara neguna causa per que la gleisa Sent-Seurin ne perga sas bendas ni sos dreitz. E si en aucun temps eus avantdeitz lvii s. de cens que et los a dat en escamnhe amermaments bine, P. de Nugon los i deu far estables e per far aquo que n' fare sobre l'avantdeita boria, sobre laquau los a afermat expressament tot aquo que falhire deus medis lvii s. [*fol. 86 v°*] de cens. Actum fuit hoc vii^a die exitus decembris, anno Domini m° cc° xl° vii°, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[erald], arcibesque de Bordeu; P. Bonafos, major. Testes sunt B. Moneder, W.-Arn. Moneder, P. Burgaut,

Nicholau de Davinhan, magister W. de Proensa, qui la carta enquiri, laquau Fortz de la Gleisa escrivo.

CCXXII. — Constitution au profit du chapitre, et moyennant 10 livres, d'un cens de 10 sous 6 deniers et d'une esporle de 6 deniers.

14 novembre 1245.

Conoguda causa sia que na Willelma Teisenheira de Sent-Maisentz, per sa bona voluntat a bendut e autreiat e liurat per sin e per tot los sons per totz temps au degan e au capitre Sent-Seurin de Bordeu x sol. e vi d. de cens e vi d. d'esporle, loquau cens eu quau esporle los a assignatz e assetiatz e autreiat sobre tota aquera maison ab lo loc en que es e ab tot sos apertenamentz, que es en l'arrueta de la Forest, en la parrochia Sen-Maisenz, entre la maison na Galharda de la Forest, de la una part, e aquera na Alaitz de la Forest, de l'autra part, per x libras de peitavins e de bordales queu degans e capitres avantdeit l'en deren, las quaus era areconogo que ave arrecebudas d'etz be e entegrament en bons deners comtatz, aissi que era s'en tengo per be pagada deu tot, e n' renonciet a la excepcion de no comptat e de no pagat aver e de menor preitz e d'engan. E aquesta avantdeita maison, que era primeirament sos aloitz, aissi cum era autreiet, era medissa Willelma Teiseneira a sotzmes e liurat e autreiat per feus aus avantdeitz degan e capitre e la a sotzmesa a lur senhoria, a pagar e ad aredre an per an per aquesta medissa maison los avantdeitz x s. vi d. de cens e las senhorias que s'i apertenen e l'esporle, quant s'i abindren; e arreconogo que era tene aquesta maison d'etz affeus fevaument aus fors e a las costumas de Bordales, en tau maneira e ab aitau combent que era ni sos hers ni sos ordenhs no la deu ni pot, tota ni partida, sotzaffevar ni dar a casat, ab meis cens ni ab meis esporle ni en autra maneira, ni la deu ni pot vendre ni empehnar ni dar ni alienar ni obligar, sino en la lur man e totz lurs [*fol. 87*] dreitz saups, quar en tau maneira arreconogo que n'es bestida d'etz e n'es lur affevada.

E a jurat la medissa Guilh[e]uma Teisenheira sobreus santz Evangelis Deu corporaument tocatz que era contra l'avantdeita benda ni contra aucuna de las causas en aquesta carta contingudas no bindra. E per tot aquest avantdeitz cens e esporle ab las senhorias que s'i apertenen de garir e far aver e tener en paitz son tengut per l'avantdeita na Guilh[e]uma Teisenheira au degan e au capitre avantdeitz P. Gordin e P. de Borc, de Sent-Maisentz, e cadauns es tengut per lo tot. Actum fuit hoc XIIII[a] die introitus novembris, anno Domini M° CC° XL° V°, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[erald], arcibesque de Bordeu; W°-Arramon Colum, major. Testes sunt Robbert Sobiran, Aimeric de Proensa, Fort Baudres, Ramon de Sent-Quentin, W. Foucher, e maiestre W. de Proensa, qui aquesta carta escrivo.

CCXXIII. — Renonciation par Arnaud d'Espagne, moyennant 15 livres, à tous droits sur certaines terres près la route de Mérignac.

14 décembre 1246.

Conoguda causa sia qu'en Arnaut d'Espanha, lo cavors, per sa bona e agradabla bolumtat, no per forsa ni per paor ni per aucun decebement ad asso amenat, ni per autra causa, mas per son propri movement e feitz certans de son dreitz, arreconogo e fermament autreiet que totas las terras acoitivadas e hermas, landas e bosc e prat e acguas e estatjas, e totas las autras tengudas, possessions e heretatz que son deu Penpin de l'Abat e de la gran bia de Mairinhac enjussqua au Passadurbares e de la bia la estatja que fo Aiquem de Bernedera, ab sos apertenementz, ab la landa qui es enjusqua a la terra que P. de Mehjoss, aissi cum dissoren, ten de la gleisa Sen-Seurin, son en proprietat e en dominjadura a la gleisa Sen-Seurin de Bordeu senes tota part e senes tot dreitz queu medis 'n Arnaut d'Espanha no i a ni aver no i deu ni demandar no i pot. E si et per aventura per aucuna causa o per aucuna ocaison o per aucuna arradon, per dreit o en autra maneira, nenguna demanda ave feit [*fol. 87 v°*] en las avantdeitas causas, en totas o en partida,

o aucuna demanda far i pode, tot aquo a quitat e dat e gurpit per totz temps per sin e per totz los sons a Deu e au bonaurat sent Seurin e a la gleisa deu medis sent Seurin, per xv libras de bordales e de peitavins que lo deans eu capitres de la medissa gleisa Sent-Seurin l'en deren per los costz e per las messions que et ave feit per las demandas que fade en aucunas de las avantdeitas causas, lasquaus et arreconogo que no eran dreitureiras, ni per las medissas demandas arre conquere no i pode ni deve. E de aquestas avantdeitas xv libras lo medis 'n Arnaut d'Espanha areconogo que era be pagatz deu tot. E a mandat e autreiat e a jurat sobreus santz Evangelis Deu que meis en aucun temps et ni hom ni femna per lui ni per son nom demanda no fara en las avantdeitas causas, en totas ni en partida, ni arre no i emparera; e bougo e autreiet que nenguna demanda que et ni hom ni femna per lui ne fes no fos balentz ni aprofeitabla ni creduda en neguna cort ni en nengun loc. Actum fuit hoc xiiii[a] die introitus decembris anno Domini m° cc° xl° vi°, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[erald], arcibesque de Bordeu; Johan Colom, major. Testes sunt Fouco de Castetnou, W.-Giraut deus Paus, Ramon de Camps, Hel. de Champs, e maiestre W. de Proensa, qui aquesta carta escrivo.

CCXXIV. — Bail à cens d'une maison contiguë à l'église Saint-Maixent.

11 août 1246.

Conoguda causa sia que en W.-Raimon de Lenhan, degans Sent-Seurin de Bordeu, an dait *(sic)* fevaument an W.-Arramon de Centenedans e asson hordenh una maison am lo loc en que es e ab la issida de tras, la quaus maisons es en la parropia Sent-Maixens, entre la medissa gleisa Sent-Maxens, d'una part, e la maison Peire Davidans, d'autra, tot aitant cum en Pelegrins de Karinhan ne de a la gleisa Sent-Seurin de Bordeu ne i ave ne i tene. E an la i dada ab xii d. d'esporle assenhor mudant e per lx s. de cens rendens an per an lo jorn de la sent Micheu, e

per VI libras de bordales que Arramon de Centenedans los en de, deu quaus id arreconogoren que eren be pagat [*fol. 88*] complidamentz deu tot. E l'avans deitz degans e lo capitres an en combent e promes au medis R. de Centenedans e asson ordenh que id de aquera maison desus mentaguda e de la issida de tras lo porteran bona e ferma garentia de totz emparadors, e l'en convingoren estre bons senher, sauba lor senhoria e lor dreitz e taus devers cum senher deu aver sobre son affevat aus furs e a las costumas de Bordales. E lo medis Ramon de Centenedans a en combent e promes a l'avantdeit dean e au capitre que et en aquera maison desus mentaguda aia adobat LX libras balens, de questa primeira festa sent Miqueu qui ben a un an. E per aquest combens far aver e tener en paitz e ses tot contrast au davantdeitz capitre son fidansas e tengut per R. de Centenedans, W. Sobiran e Arn. Mahian, R. Porteir, Peire Austen; e cadauns es tengut per lo tot. E l'avantdeit R. de Centenedans aus jurad sobreus santz Evangelis Deu tocadz corporaumentz e mes las mans desus e baisatz am la boca, que et en aquera maison desus mentaguda sotz aquasatz no i metra, ne ab meis sens ne ab meis esporle ne ab neguna maneira. Actum fuit hoc XI^a die introitus augusti, anno gratie M° CC° XL° VI°, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[erald], archibesque de Bordeu; en Johan Colom, major. Testes sunt Vigoros deu Pus, Johan Assalhait, preveires, P. de Broa, Arn. deu Peiron, clers, Arn. Johanan, P. de la Grava e Arn.-W. de Castanet, qui la carta escrivo.

CCXXV. — **Acquisition par le chapitre de 9 sous 6 deniers de cens sur divers biens.**

20 avril 1250.

Conoguda causa sia que la dona na Bernarda, filha en Peire Andron que fo, per sa bona boluntat a bendut e autreiat e jurat per sin et per totz sos hers e per totz son ordenh per totz temps au dean e au capitre Sent-Seurin de Bordeu e a lur coman-

dament, so es assaber totz aquet IX s. e VI d. de bordales de cens, ab totz los esporles e ab totas las senhorias que s'i apertenen e ab totz los dreitz que era i ave ni aver i deve en neguna maneira. Deus quaus IX s. e VI d. de cens [*fol. 88 v°*] la medissa na Bernarda diss qu' en Arn. de Camparrian lo deve XVIII d. de cens an per an e VI d. d'esporle a senhor mudant d'aquera maison am lo loc en que es e ab la plassa que es davant, que era dis que la dona n'Alaitz, molher deu medis 'n Arran. de Camparrian, ne tene de lui, laquaus es a Sent-Miqueu entre la maison e la plassa devant que A. de Lissa i a, d'una part, e la maison e la plassa davant que en W. Andron que fo i ave, d'autra; e en Fort Arrudera, IIII s. de cens an per an e II d. d'esporle a senhor mudant d'aqueras doas maisons qu'era diss queu medis en Fortz ne tene de lei, que son costa las maisons Robin de Claras; e P. Margot, VI d. de cens an per an e II d. d'esporle a senhor mudant d'aquera autra maison e de la plassa que es davant, laquaus es costa las maisons Fort Arrudera; e Robbert de Latapia, VI d. de cens an per an e II d. d'esporle a senhor mudant d'aquera autra maison e de la plassa que es davant, que era dis queu medis Robbertz ne tene de lei, laquaus es costa la maison P. Margot; las quaus aquestas avantdeitas III maisons e las plassas qui son davant son entre las maisons Robin de Claras, d'una part, e la maison e la plassa Andreu de Gavarret, d'autra. E dis que P. Pipaut ab sos parsones l'en deve III s. de cens an per an e XII d. d'esporle a senhor mudant de quera autra maison ab la plassa que es davant, laquaus es entre las maisons qu' en Tomas de Cadaujac i a, d'una part, e la maison e la plassa davant que la dona Andron que fo i ave, d'autra, aissi cum duran tut aquest avantdeit feu de lonc mar entro au dreit d'esso qu'en en Seguin Cotet i a detras. E aus bendut totz aquest avantdeitz IX s. e VI d. deu cens e totz los avantdeitz esporles e totas las senhorias que s'i apertenen e totz los dreit que era i ave ni aver i deve en neguna maneira per XXII *(sic)* de bordales, que era arreconogo queu deans eu capitres Sent-Seurin de Bordeu l'en an dat e pagat be e entegradament en bons deners comtatz, ses tot enguan e senes tot

decebament e senes tot mehns comte; de lasquaus era s' tengo per ben pagada deu tot, e n' renunciet a la excepti[*fol. 89*]on de no comtat e de no pagat aver e de menor preitz e d'engan, e aus en mandat e combingut portar bona e ferma garentia de totz emparadors, eus en a mes en veraia e corporau possession en lur propria causa e s'en es deu tot desbestida en la man d'en Bos Carlon, cantra Sent-Seurin de Bordeu eu temps que cesta carta fo enquerida, en nom e en loc deu dean Sent-Seurin de Bordeu, coma en mans de senhor. E aus jurat sobreus santz Evangelis Nostre Senhor que encontra aquesta avantdeita benda ni contra aus combentz en aquesta carta contengutz no bindra en negun temps per sin ne per neguna autra persona d'aci avant. Actum fuit hoc xi^a^ die exitus aprilis, anno Domini M°CC° L°, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[erald], archibesque de Bordeu; W.-Arramon Colom, major. Testes sunt R.-Ebrart de Larocela, filh 'n Ebrart de Larrocela que fo, e 'n Arn.-Ebrart, son fraire, R.-Johan de las Eiras, Arn.-W. de Sotz-lo-Mur, W. de Forgas, R. de Camparrian, filh A. de Camparrian, P.-Bidau Lescrivan e Fort Baudres, que cesta carta escrivo.

CCXXVI. — Bail à fief d'un cellier et d'un chai.

7 décembre 1246.

Conoguda causa sia que en W.-R., deans Sent-Seurin de Bordeu, per sin e per lo capitre Sent-Seurin a dat fevaument a 'n Arramon Maquainh e asson ordenh I serer qui fo en Johan Popet, am lo loc en que es e ab lo chay devant, am tota la dreituria que id an jussqua en la mar e ab la meitat de tota la madera d'aquet medis serer, qui es debert Miqueu de Medouc e ab IIII sos d'issida qui sunt detras aquest medis serer, so es assaber tot so queu medis en Johan Popet i ave lo jorn que a mort anet e tot so queu medis deans e lo davantdeitz capitres i tenen lo jorn que cesta carta fo feita. Loquaus serers es sobre la mar, a Tropeita, entre la maison en Miqueu de Medouc, d'una part, e la maison 'n Arramon Amaubin, d'autra.

Eus IIII sous son detras aquetz medis serer, entra l'autra maison Miqueu de Medouc, d'una part, eu sou Arn. de Medouc, d'autra, per aissi cum s'en leven detras la maison Raimon Amaubin. E cest cerer eus IIII sous detras desus mentagutz tenen de la rua devant jusqua a la maison 'n Arn. Peirer qui fo. Eu serer an lo dat ab II s. d'esporle a muda de senhor e per C s. de cens, rendens an per an lo jorn de la sent Seurin; eus IIII sous desus mentagutz an dat, cascun ab II s. [*fol. 89 v°*] d'esporle a muda de senhor e per X s. cascun de cens, rendens an per an lo jorn de la sent Seurin, e per IIII milia sol. de bordales de caritat, deusquaus reconogo que era ben pagat deu tot. E de cest sereir e deu chay davant e deus IIII sous desus mentagutz lo devantdeitz deans per sin e per lo devantdeitz capitre convingon portar bona e ferma garentia de totz emparadors per sin e per lo davantdeit capitre, sauba la senhoria eus dreitz de sin e deu davantdeit capitre, aitaus devers cum senher deu aver sobre son affevat aus furs e a las costumas de Bordales. E es assaber queu medis Raimon Machan mandet e autreiet e juret sobreus santz Evangelis Deu que ed no i metra nulh acassat en negun temps ni no ac vendra ni no ac alienera, si no ac fei en la man deu dean Sent-Seurin. Actum fuit VII^a die introitus decembris, anno Domini M° CC° XL° VI°, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[erald], archibesque de Bordeu; en Johan Colom, major. Testes sunt 'n Arrobbert Giraudon, e 'n Arrostan deu Puis, e R. de Bordeu, e Gilabert deu Miralh, qui la carta escrivo.

CCXXVII. — **Acquisition par le chapitre de 6 livres 10 sous de cens sur des biens à Salabert.**

23 septembre 1247.

Conoguda causa sia qu'en P. de Nugon, per sa bona e agradabla bolumtat, senes tot engan e senes tot decebement e senes tota forsa, a bendut e autreiat e liurat e gurpit per sin e per totz los sons, per totz temps, au dean e au capitre e a la gleisa Sent-Seurin de Bordeu totas aqueras VI lib. e X s. de

cens ab totz los esporles e ab totas las senhorias que isson ni s'i pertenen, e ab totz los dreitz eus devers que ave sobreus affevatz qui lo medis cens deven e sobreus feus que de lui tenen. Loquau cens disso que ave a Salabert eu prat e eus feus que fo Arn. Johan, loquau cens eus quaus feus et arreconogo que tene de la gleisa Sent-Seurin avantdeita e a los i dat per LXV libras de bordales e de peitavins que l'en deren, de que arreconogo que era be pagat deu tot, e n' renonciet a la exception de no comtat e de no pagat aver e de menor preiss e d'engan e es s'en desbesatz *(sic)* deu tot, ab totz los dreitz que i ave, en la man deu medis dean, per sin e per l'avantdeit capitre, de cui meu e n' a mes lo medis dean per sin e per l'avantdeit capitre en veraia e corporau possession e pazibla e los en a mandat e convengut portar bona e ferma guarentia, saups los dreitz [*fol. 90*] e las senhorias deu dean e deu capitre avantdeitz. Actum fuit hoc VIII die exitus septembris, anno Domini M°CC°XL°VII°, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[erald], arcibesque de Bordeu; P. Bonafos, major. Testes sunt Aiq. Tantolh, W. Boiset, W. Bordes e maiestre W. de Proensa, qui aquesta carta escrivo.

CCXXVIII. — Donation par Arnaud Masson d'un cens de 5 sous sur une maison sise paroisse Saint-Pierre.

10 février 1250 (n. s.).

Conoguda causa sia qu'en Arnaut Masson, per sa bona e agradabbla voluntat a dat e autreiat en pura e vertadeira donation a Deu e au capitre monsenhor sent Seurin de Bordeu, per l'anniversari de sin e de sa mholer, totz aquetz V s. de cens ab los esporles e ab les senhorias que s'i apertenen, que P. deu Forn lo deu an per an de aquera maison que ten de lui en la parropia Sent-Peire, entre la maison P. de Boc, d'una part, eu cerer Andreu Bojes, d'autra part. E a vougut e autreiat l'avantdeitz Arn. Masson per sin e per l'avantdeita sa mohleir qu'en Bos Carlon, cantre Sent-Seurin, ne bestis l'avantdeit P. deu

Forn; loquaus en nom e en loc deu dean e deu capitre Sent-Seurin, ne bestit l'avantdeit P. deu Forn, ab los avandeit v s. de cens arrendens an per an l'endeman de Paschas e ab xii d. d'esporle a senhor mudant, e l'en a mandat e convengut en nom deu dean e deu capitre Sent-Seurin estre bons senher e portar garentia de partz senhoria, saubas las senhorias eus dreitz deu dean e deu capitre Sent-Seurin aus fors e a las costumas de Bordales. Pero es assaber que l'avantdeitz Arn. Masson deu, tant quant et o sa molher biuran, l'unzs d'et dos, tener e aver e arecebre los avantdeitz v s. de cens e totas las autras senohorias; pero es assaber que quauque hora que Deus fassa son comandament de l'avantdeit Arn. Masson o de sa mohheir *(sic)*, quaus que premers murra, que li avantdeit v s. de cens ab les esporles e ab les senohrias que s'i apertenen deven estre e tornar d'aqui en la au capitre monsenhor sent Seurin. Actum fuit hoc x^a^ die introitus febroarii, anno Domini m° cc° xl° ix°, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[erald], arcibesque de Bordeu; W.-Arramon Colom, major. Testes sunt en Johan Colom, maiestre Arn. Peirer, en Galhart Lambert, segrestan Sent-Seurin, Raimon de Lafont, calonge, et W. Bordes, qui la carta escrivo.

CCXXIX. — **Échange avec Gaillard Colom.**

6 novembre 1246.

[*fol. 90 v°*] Conoguda causa sia qu'en Gualhart Colom, filhs qui fo d'en Amaneu, per sa bona e agradabbla bolumtat, a dat e autreiat e quitat en escamnhe au dean e au capitre Sent-Seurin, aquest autrei e quitansa e escamnhe arecebens en Galhart Lambert, segrestan, e maiestre W. de Larrama, e 'n Arramon de Lafont, e 'n Aiquem de Salaunas, calonges Sent-Seurin, en nom e en loc deu dean e deu capitre avantdeit, tota aquera trilhia ab la terra en que es e ab sos apertene[me]ns, laquaus es en loc aperat Campauria, laquau 'n Amaneu Colom, sos paire que fo, compret d'en Arramon de Sotz-lo-Mur, e laquaus se ten

ab los joalatz deu medis Galhat Colom de las doas partz, e de l'un cornau ten se ab la trilha Ramon de las Eiras, e dura entro a la bia que s'en passa costa la sega que es au costat de la medissa trilhia. E aus en mes en veraia e corporau possession, cum de franca en alo, e aus en mandat e convengut portar bona e ferma garentia de totz emparadors, cum de franca en alo. E li cadau que son entreus joalat deu medis Galhart e aquesta avantdeita trilha, deus dos caps de la medissa triilha, son comunau au medis Galhart e au medis dean e au capitre Sent-Seurin, a comunau usatge e servidi, de la una part e de l'autra. E per aquesta avantdeita trilha, l'avantdeit segrestans e li avantdeit calonge Sent-Seurin, li quau eran en aquesta causa mes e establit en loc deu dean e de tot lo capitre Sent-Seurin e aven en asso tota lur boitz e lur poder, aissi cum la una partz e l'autra autreiet, an dat e autreiat en escamnhe a l'avantdeit Galhart Colom, per totas sas proprias bolumtatz far, tot lo dreit e la senhoria e la part que aven en aquera trilha, ab lo loc en que es e ab totz sos apertenementz, laquaus es en aquet avantdeit loc de Campauria, entre la trilha P.-W. de la Seuba, filh qui fo de A. Johan, d'una part, e la trilha na Maiensa de Casa e aquera 'n Arn.-W. Aimeric, d'autra, e l'ort deus Fraires Predicadors, de las doas partz. E l'en an mes en veraia e corporau possession, cum de franca en alo, e l'en an mandat portar bona e ferma garentia de totz emparadors, cum de [*fol. 91*] franca en alo. Asso feit en la presentia d'en Giraut, per la gracia de Deu arcibesque de Bordeu. Actum fuit hoc VI° die introitus novembris, anno Domini M° CC° XL° VI°, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[iraut], arcibesque de Bordeu; Johan Colom, major. Testes sunt P. Sans, caperans Senta-Crois, Colom de Borc, Arn. de Saunhac, Robbert de la Bertescha, maiestre W. de Proensa, qui la carta enquiri, e laquau Fort de la Gleisa escrivo.

CCXXX. — Partage, entre une famille de tenanciers, de manses et terres relevant du chapitre.

21 janvier 1248 (n. s.).

Conoguda causa sia que cum W. deu Treuhcs e Maiensa deu Treuchs e Peirona deu Treuchs e Ricssens deu Treuchs tengossan deu dean e deu capitre Sent-Seurin la estatga aperada deu Treuchs, laquaus es sobreu carreforc a la Falha, a Senon, e degossan aqui tener estatjau e foc biu, e tengossan d'etz terras en la parropia de Senon, per lasquaus los davan agreira de la una partida, e de l'autra partida tenen estatjau de lurs cors. A la perfin, cum l'avantdeitz W. deu Treuchs e las avandeitas sas serors bougossan las terras partir entre etz, son s'en en tau maneira acordat ab lo dean e ab lo capitre avantdeit, ab autrei e ab bolomtat de W. Bonon, marit de Maiensa, e de Gaucem de Fontarric, marit de Peirona, e d'Arnaut de la Garrossa, marit de Ricssen : so es assaber que an partit la estatja e la terra per quartz, e lo deans, per sin e per lo capitre avantdeit, a autreiat las partidas eus a quitatz de l'estatjau q[u]e i deven tener. En tau maneira que et n' a bestit cadaun ab VII s. e VI d. de cens, arrendentz an per an de cadaun, lo dia d'anneu, e ab II d. d'esporle de cadaun a senhor mudant. Eus en a mandat e convengut estre bons senher e portar bona e ferma guarentia de part senhoria, saubs los dreitz e las senhorias de la gleisa Sent-Seurin, e saup tant que no i poden metre acasat ni acasat en aucun temps, quar aissi ac an jurat sobreus santz Evangelis Deu, e la agreira queus deven arrendre de las terras de que avant la arreden. Actum fuit hoc XI^a die exitus januarii, anno Domini M° CC° XL° VII°, regnant Henric, rei d'Anglaterra ; G[iraut], arcibesque de Bordeu ; P. Bonafos, major. Testes R. Moneder, B. Moneder, R. de Cauderan e maiestre W. [*fol. 91 v°*] de Proensa, qui la carta escrivo.

CCXXXI. — Donation d'une lande par Guillaume de Bussac.

5 octobre 1237.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Conoguda causa sia que maiestre W.-Arramon de Lenhan, degans monsenhor sent Seurin de Bordeu en aquet temps, e en Martin deu Peiron e maiestre Arrufat de Carinhan e en Senebruns de Lenhan, obrers e calonge monsenhor sent Seurin de Bordeu en aquet temps, per etz e per totz los calonges monsenhor sent Seurin receuboren a prevender de la gleisa monsenhor sent Seurin en W. de Busac e l'autreieren sa part en totz los bens de la gleisa monsenhor sent Seurin corporaument e spirituaument per ara e per totz temps. E es assaber queu medis en W. de Bussac de e aordene per sa arma a Deu e a la gleisa monsenhor sent Seurin de Bordeu e aus senhors e au capitre e a lur comandament, am bolomtat e am autrei de la dona na Marian sa molhier, tota la landa am lo loc en que es, que et ave ni aver i deve de la una part e de l'autra, aissi cum ten deu Cairon berta a las Comas e berta la gleiza d'Enzinas, tot los dreitz qu'en W. de Bussac i ave ni demandar i pode en deguna maneira. En tau maneira que lo medis en W. de Bussac en degun temps acesta landa, per aissi cum deit es, no pogos bendre ni empegnar ni alienar ni aordenar en degun testament; mas lo calonge monsenhor sent Seurin la deven aver e tener e possedir e padoir e espleitar, it e lurs comandamentz, per ara e per totz temps, cum a la lur domengeira causa. E per acesta landa avantdeita far aver e tener bonament e en pais e sens tot pleit a la gleisa e au capitre e aus calonges monsenhor sent Seurin e a lur comandament, convingo en W. de Bussac aportar bona e ferma guarentia de totz emparadors. Actum fuit hoc v° die introitus octobris, anno Domini M°. CC° XXX° VII°, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[iraut], arcibesque de Bordeu; 'n Arrostan deu Soler, major. Testes sunt en Milet d'Autelhan, miles; en W. de Corbiac, diaques; Aiquem Tantolh, subdiaconus; W. Sans, Ramon de Bolac, Helias Cocut, [*fol. 92*] qui la carta escrivo.

CCXXXII. — Vente par Robert de Nugon de 11 livres 17 sous de cens.

23 juin 1247.

Conoguda causa sia qu'en Arrobbertz de Nugon, per sa bona bolomtat, per sin e per totz sos hers e per tot son ordenh ben vinent, per ara e per totz temps, a vendut e quitat e liurat e gurpit per totz temps au dean e au capitre Sent-Seurin de Bordeu e a lur comandament las xii libras menchs iii s. de bordales de cens que affevat lo deven. De lasquaus lo deve hom las vi libras e ii s. e vi d. deu prat qu'en tenen de lui affevat fevaument a ops de casaus, lo quaus pratz es a Salabert, entre la via qui era entre lo medis Robbert de Nugon e P. de Nugon, son fraire, qui era comunaus ad etz amedos, d'una part, e W. Vidau Negre, d'autra; e las vi libras e iii s. de bordales que l'affevat que et ave feit en la meitat deu bordiu de Mota d'Aira lo deven, que ave partit ab P. de Nugon, son fraire, saup los viii s. vi d. de cens, que l'avantdeitz capitres ave en las avantdeitas causas desus mentagudas, loquaus mechs bordius ab totz sos apertenementz e ab totas las causas qui i apertenen es entre l'autra part qui fo au devantdeit P. de Nugon, loquaus es ara a l'avantdeit capitre, d'una part, e 'n Arruffat Lambert, d'autra part, e dura de la via travensana qui es plus pres desus endosca aus casalhons qui foren Arn. Johan, tot entegrament, aissi cum ac tene deu davantdeit capitre e tot so que et i ave ni aver i deve, e tot lo dreit e la senhoria que et agos ni aver degos sobre los affevat que et ave feit eus locs desus mentagutz, ni li affevat l'en degossan far en deguna maneira jusqua au dia que acesta carta fo feita, tot lor ac a vendut e quitat aissi cum es desus mentagut, per vi^xx e x libras de bordales e de peitavins que l'avantdeitz capitres l'en deit, de lasquaus lo medis Robbertz de Nugon reconogo que era ben estat pagatz complidament deu tot en bons deners comtans. E de tot lo cens e de totas las causas entegrament, aissi cum desus es mentagut, convingo e prometo lo medis 'n Arrobbertz a l'avantdeit capitre

e a lor comandament portar bona e ferma guarentia de totz emparadors, saups los dreitz de l'avantdeit capitre, e so aus mandat e autreiat sobre totas las suas causas moblas [*fol. 92 v°*] e no moblas, on que sian. E asso fo feit e autreiat en la man maiestre W.-Ar. de Lenlhan, dean Sent-Seurin en aquet temps, en cui man 'n Arrobbert de Nugon s'es desvestit de tot l'avantdeit cens e de totas las dreiturias que et agos ni aver degos sobreus affevat, e de totas las terras desus deitas que et tene deu davantdeit capitre. E es assaber que lo medis Robbertz de Nugon a jurat sobre los santz Evangelis Deu que et aissi lor hac tendra tot complidament e ben a bona fe senes tot mau ginh, cum desus es deit, e que et en contra no vindra ni i ira per sin ni per deguna autra persona en deguna cort seglhar ni de gleisa. E es assaber que lo davantdeitz deans, per sin e per l'avantdeit capitre, a quitat lo davantdeit Robbert de Nugon e na Galharda, sa molhier, e tot lur ordenhc de totas demandas e de totas corelhias que it lo pogossan demandar ni coreilhar en deguna maneira jusqua au dia que acesta carta fo feita. Actum fuit VIII^a die exitus junii, anno Domini M° CC° XL° VII°, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[iraut], arcibesque de Bordeu; W. Gondaumer, major. Testes sunt Ramon d'Isseuta, Peire Gire, P. Ostat e Arn. de Grimaut, qui la carta escrivo.

CCXXXIII. — Reconnaissance par Brunet, pupille du doyen, au chapitre Saint-Seurin pour une maison sise à Saint-Maixent et qui doit plus tard revenir aud. chapitre.

11 août 1242.

Conoguda causa sia que Bruetz, filhs qui fo 'n Arnaut Peirer, per sa bona voluntat e arn boluntat e am autrei de maiestre W.-Arramon de Lenlhan, dean Sent-Seurin, son tutor, reconogo que tene fevaument deu capitre Sent-Seurin una maison am lo loc en que es, en la parropia Sent-Maisentz, la quaus es entre la maison W. de Carcans, d'una part, e la maison P. Lambert de Machau, d'autra. E de cesta maison desus deita

deu arendre lo davantdeit Bruet au capitre Sent-Seurin o a lur comandament x s. de peitavins e de bordales de cens an per an, lo dia de la sent Seurin, e xii d. d'esporle a senhor mudant. En tau maneira que Bruetz no deu acesta maison laissar a nul home ni a nulha femna si a son filh o a sa filha no que agos de sa molher esposa, ses que nulla autra ordenh ni autra leissa non deu ni pot far ni vendra ni enpegnar ni dar ni alienar [*fol. 93*] en deguna maneira que enpres sa mort no tornes a la gleisa e au capitre Sent-Seurin, si her no ave de sa molher esposa. E d'acesta maison desusdeita convingo e prometo lo davantdeitz capitres de Sent-Seurin a Bruet e a son ordenh aportar bona e ferma guarentia de totz emparadors, saup lurs dreitz aus fors e a las costumas de Bordales. Actum fuit xi^a die introitus augusti, anno Domini m° cc° xl° ii°, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[iraut], arcibesque de Bordeu; en P. Viger, major. Testes sunt P. Castanhou, caperan de Salabou, 'n Arn. Calhau, W.-Arn. Peirer e Arn. de Grimaut, qui la carta escrivo.

CCXXXIV. — **Vente par Rufat Beguer à Arnaud de Raissac de 5 sous de cens, que ledit Arnaud cède à l'église.**

8 avril 1237.

Conoguda causa sia qu'en Arrufat Beguer bendo e quite a 'n Arn. d'Arraisach e a son ordenh v s. de cens e ii d. d'esporle que 'n Alaitz Monedeira lo deve, per cx s. de bordales, deusquaus reconogo que era ben pagatz e l'en deu portar bona e ferma guarentia, per sin e per sos filhs, de totz emparadors franquamentz en alo. E aquetz v s. de cens eus ii d. d'esporle 'n Arn. d'Arraisac a dat e quitat per ara e per totz temps a la gleisa Sent-Seurin per l'anniversarii Arn. Auquer, que fo, e n'a sazit R. de Lafont e maiestre Robbert Roman, calonges d'aquera medissa gleisa, per tot lo capitre. E la medissa n' Alaitz mande e autreie que tota la dreituria que deve far a 'n Rufat Begueir fassa a la gleisa Sent-Seurin. Actum viii[a] die introitus aprilis, anno Domini m° cc° xxx° vii°, regnant Henric, rei d'Anglaterra;

G[iraut], arcibesque de Bordeu; Vigoros Beguer, major. Testes sunt R. de Lafont, e P. de Casse, e Robbert Beger, e Hel. Begueir e Arn. Jordan, qui la carta escrivo.

CCXXXV. — Don par Aimeric de Bussac de droits dans les paroisses de Jau, Bégadan, Saint-Yzans, etc.

24 mars 1240 (n. s.).

Conoguda causa sia qu'en Aimeric de Bussac per sa bona volumtat a dat e quitat a Deu e a la gleisa monsenhor sent Seurin per amor Deu e per s'arma e per son anniversari e per que sia sebelitz en la claustra monsenhor sent Seurin a Bordeu tot quant qu'en Aimerics ave ni aver deve per la dona na Willelman, sa maire, ni per en Bertran de Jau ni per sas serors e tot quant que ave ni aver deve en acestas parropias qui aici son mentagudas, [*fol. 93 v°*] so es assaber en la de Jau e de Lestians e de Begazan e de Sent-Tidens e de Marcinhan e de Sent-German d'Estolh, si cum es lo feus deu Guadet e de Berdian, e la terra costau feu en que Arzens, la molher P. de Talamon, a las binhas, e Soronas e Begazanet e Corbiac e Viviac e Dauganhan e eu brandar eu berger de la Vitcana e la terra deu feu deu Begueir, en qualque maneira qu'en Aimeric de Lussac *(sic)* ac i agos ni aver ac i degos en deguna maneira, tot ac de complidament 'n Aimerics a Deu e a la gleisa monsenhor sent Seurin e aus son hers e a lur comandament. Actum fuit VIII^a^ die exitus marcii, anno Domini M° CC° XXX° IX°, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[iraut], arcibesque de Bordeu; en B. Danlhan, major. Testes sunt R. Barrat, presbyter, B. deu Barri, Amaneu Guitart, R. de la Boubena, P. de Broa, Arn. de Boig, Ricart Faur, Hel. Cocut, qui la carta escrivo.

CCXXXVI. — Bail à cens par le chapitre à Brunet d'une maison située paroisse Saint-Maixent, transmissible aux seuls héritiers naturels dudit Brunet.

27 juin 1244.

Conoguda causa sia qu'en W.-Arramon, degans, eu capitres Sent-Seurin de Bordeu an dat a feus fevaument a 'n Brunet, filh qui fo d'en Arnaut Peirer e a son leiau her que agos de sa molher esposa, tota aquera maison ab lo loc en que es, laquaus es a Sent-Maisentz, ab lo casau que es detras e ab los autres apertenementz, entre la maison Aiquem d'Arramafort, d'una part, e la maison W. de Carcans, d'autra part, e an l'en bestit fevaument ab x s. de cens arrendens an per an lo dia de la sent Aman, e ab xii d. d'esporle a senhor mudant. E l'en an mandat e convengut portar bona e ferma guarentia de totz emparadors de la proprietat e de la part senhoria, lurs senhorias saubas e lurs dreitz saups, ataus cum senher los deu aver sobre son afevat per los fors e per las costumas de Bordales. Pero an lo dat fevaument aquesta avandeita maison ab lo casau qui es detras e ab sos autres apertenementz ab atau condicion e ab atau combent que lo medis Brunet no pot ni deu aquesta maison [*fol. 94*] avantdeita niu casau bendre ni dar ni empehnar ni obligar ni alienar, tota ni partida, quar si et no ave leiau her, filh o filha, de sa molher esposa, la avantdeita maisons ab lo casau avantdeit deu tornar e arremaner au capitre Sent-Seurin, souta e quita, senes tot encombrament, cum la lur propria, appres la mort de l'avantdeit Brunet. Actum fuit hoc iiii^a^ die exitus junii, anno Domini m° cc° xl° iiii°, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[iraut], arcibesque de Bordeu; P. Calhau, major. Testes sunt R. Moneder, Bernart Mostet, Robbert de Porta-Begueira, R. Menuder de Sent-Symeon e maiestre W. de Proensa, qui aquesta carta escrivo.

CCXXXVII. — **Don par Guillaume de Bussac de deux hommes habitant à Craissan, paroisse du Pian.**

18 octobre 1237.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Conoguda causa [sia] que en W. de Bussac, en sa bona memoria de e aordene tot espressament a Deu e a la gleisa monsenhor sent Seurin de Bordeu, per s'arma e per son anniversari e a tot lo comandament de la gleisa, II homes en la parropia de dou Pian, or hom apera a Craissan, so es assaber P. de Craissan e Arn. de Craissan, son fraire, e tot los dreitz e totas las senhorias queu medis en W. de Bussac ave ni aver deve sobreus davantdeitz homes ni sobre las lurs causas, en qualque maneira queus i agos ni aver los i degos. E acest don det lor bonament e francament cum son fiu [en] alo. E acest don bougo e autreie madona na Maria, molher en W. de Bussac, qui hac autreie bonament per sa propria bolumtat, qui mande e autreie que jameis en degun temps aren no i demandes ni fes demandar am nulh dreit escriut e no escriut, seglar ni de gleisa. Actum fuit XVIII° die introitus octobris, anno Domini M° CC° XXX° VII°, regnant Henric, rei d'Anglaterra ; G[iraut], arcibesque de Bordeu ; 'n Arrostan deu Solher, major. Testes sunt Bernart deu Barri lo subdiaques, Costantin deu Peiron, P. Faure lo clers, R. deu Peiron lo clers, bordes de Bordeu, Arn. Bert, R. de Bolac, Johan Oliver, Hel. Cocut, qui la carta escrivo.

CCXXXVIII. — **Donation par Guillaume de Bussac de tous ses droits à Soronas et dans les paroisses de Jau, Bégadan et Saint-Yzans.**

18 octobre 1237.

[*fol. 94 v°*] In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Conoguda causa sia que en W. de Bussac, en sa bona memoria [de] e a[o]rdone tot espressament am voluntat e am autrei de la dona na Marian, sa molher, a Deu e a la gleisa monsenhor

sent Seurin de Bordeu e au comandament de la gleisa per s'arma tot so que lo davantdeitz en W. de Bussac ave ni aver deve en qualque maneira que aver ac degos a Soronas e en la parropia de Jau ni en la de Begazan ni en la de Sent-Tidens, tot aissi complidamentz cum l'escado ni tornar lo deve per madona na Peirona de Jau. E per son dreit e per son linatge tot ac de queques fos, en qualque maneira que aver ac degos en toz dreitz e en totas senhorias a Deu e a la gleisa monsenhor sent Seurin de Bordeu per s'arma. Actum fuit xviii° die introitus octobris, anno Domini m° cc° xxx° vii°, regnant Henric, rei d'Anglaterra ; G[iraut], arcibesque de Bordeu ; 'n Arrostan deu Soler, major. Testes sunt B. deu Barri, subdiaconus; Costantin deu Peiron; P. Faure, clericus; R. deu Peiron, laicus, borgues de Bordeu; Arn. Bert, Johan Oliver, Hel. Cocut, qui la carta escrivo.

CCXXXIX. — **Rétrocession par Robert de Porte-Begueyre, moyennant 40 livres, d'un cens de 42 sous qu'il tenait du chapitre à Salabert.**

7 novembre 1245.

Conoguda causa sia qu'en Arrobbertz de Porta-Begeira, per sa bona volumtat a bendut e autreiat e liurat e gurpit per totz temps, per sin e per toz los sons, au capitre Sent-Seurin de Bordeu totz aquetz xlii s. de cens ab tot l'esporle e ab totas las senhorias qui s'i apertenen ni apertener i deven, losquaus disso queu deven lo xiii affevat que et ave a Salabert, ab tot lo dreit que et ave ni aver deve sobreus medis affevatz ni sobreus feus que li medis affevat tenen de lui en l'avantdeit loc, losquaus xlii s. lo medis 'n Arrobertz tene deu medis capitre eus en arrede an per an xii d. de cens, per xl libras de peitavins e de bordales que l'en deren, de lasquaus arreconogo que era ben pagat deu tot, e renonciet a la exception de no pagat e de non comtat aver e de menor preis e d'enguan, e aus mes en veraia possessi[*fol. 95*]on, eus en a mandat e convengut aportar bona e ferma guarentia eus ac a tot gurpit e

s'en es desbestitz ab totz los dreitz que i ave. E na Galharda, molher 'n Arrobbert de Nugron, per sa bona volomtat e *(sic)* autreiat e confermat acesta benda e quitat e gurpit a l'avantdeit capitre tot quant que demandar i pode per maridatge ni per oscle ni per don ni per combent ni per obligament tazible ni expres ni en autra maneira, e a mandat e autreiat e jurat sobreus santz Evangelis Deu que meis neguna re en acest avantdeit cens ab l'esporle ni ab les senhorias que s'i apertenen no demandera en negun loc ni en neguna cort, en negun temps. Actum fuit hoc VII[a] die introitus novembris, anno Domini M° CC° XL° V°, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[iraut], arcibesque de Bordeu; W.-Arramon Colum, major. Testes sunt Hugo, filh de l'avantdeit 'n Arobbert, R. de Granolhers, W. Boisset, Bidaus deu Quairon e maiestre W. de Proensa, qui cesta carta enquiri, laquau P. Guiraudons escrivo.

CCXL. — **Bulle accordant une indulgence de 40 jours aux fidèles qui prieront dans l'église Saint-Seurin aux fêtes de saint Seurin et saint Amand.**

5 juillet 1247.

Innocentius, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis .. decano et capitulo ecclesie Sancti-Severini Burdegal., salutem et apostolicam benediccionem. Licet his de cujus munere venit ut a fidelibus suis sibi digne ac laudabiliter serviatur de habundantia pietatis sue que merita suplicum excedit et vota bene servientibus multo majora retribuat quam valeat promereri, nichilominus tamen, desiderantes Domino reddere populum acceptabilem, fideles Christi ad complacendum ei quasi quibusdam illectivis muneribus indulgentiis scilicet et remissionibus invitamus ut exinde reddantur divine gratie aptiores. Cupientes igitur ut ecclesia vestra, in qua beatorum confessorum Severini et Amandi veneranda corpora multis corruscantia miraculis, ut asseritis, requiescant *(sic)*, propter quod ad ecclesiam ipsam devote plebis confluit multitudo, congruis honoribus frequen-

tetur, omnibus vere penitentibus et confessis qui ecclesiam ipsam in eorum festivitatibus ob reverentiam confessorum ipsorum venerabiliter visitarint, de omnipotentis Dei misericordia et beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, auctoritate confisi, quadraginta dies de injuncta sibi penitentia misericorditer relaxamus. Datum Lugduni, III nonas julii, pontificatus nostri anno quinto.

CCXLI.— Donation par Marie de Bussac, femme de Guillaume de Bussac, de tous ses droits à Cares.

18 octobre 1237.

[*fol. 95 v°*] Conoguda causa sia que madona na Maria de Bussag, am voluntat e am autrei d'en W. de Bussag, son marit, det e aordenet tot espressament a Deu e a la gleisa monsenhor sent Severin de Bordeu, per s'arma e per son anniversari tot so que l'avantdeita dona na Maria ave ni aver deve en totz dretz e en totas senhorias a Cares, tot per aisi cum en W. de Bussag reconogo que ac ave conquerit am l'avantdeita na Marian, e reconogo que a lei medissa ac ave dat, so es assaber tot per aissi cum Bonafos Pinsan e Raim. Porter ac tenen e tot lo plus cant que era i avia ni aver i deia en deguna maneira tot ac de complidament a Deu e a la gleiza monsenhor sent Seurin per far lur voluntat cum de la lur propria causa, fevaument en alo. Actum fuit XVIII° die introitus octobris, anno Domini M° CC° XXX° VII°, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[eraldo], archiepiscopo de Bordeu; 'n Arostan deu Soler, major. Testes sunt Petres lo thalhanders de Sent-Progeit, Bern. deu Barri, lo subdiaques, P. Faur, P. de Guerra, P. Brun de Sent-Seurin, Hel. Cocut, qui la carta escrivo.

CCXLII. — Donation par Pierre de Margaux de ses trois fils nés à Villeneuve dans le manse de Saint-Seurin.

3-9 février 1254 (n. s.).

Memoriale est quod anno Domini M° CC° L° tercio, in octavis Purificationis beate Marie, Petrus de Margaus et Willelma, uxor sua, dederunt Deo et ecclesie Sancti-Severini tres filios suos qui fuerant nati in stagia Sancti-Severini apud Villam-Novam. Willelmus vero, primogenitus dictorum trium filiorum, et ———, secundus filius, predictam donationem concesserunt et ratam habuerunt expresse, et in signum hujus rei altare beati Severini ambo osculati fuerunt. Pro tercio vero filio, qui adhuc erat infra annos pubertatis, dicti pater et mater prefatum homagium fecerunt et in signum ipsius homagii fecerunt ipsi filio dictum altare Sancti-Severini osculari. Presentibus G[aillardo], decano Sancti-Severini, R. de Fonte, Willelmo Garsie, Aiq. de Salaunas, canonicis ejusdem ecclesie, P. de Jales, Vigoroso presbytero, prebendariis, et pluribus aliis.

CCXLIII. — Abandon par Assaillide à la confrérie des chapitres Saint-André et Saint-Seurin de droits sur des biens qu'elle tenait de ladite confrérie.

25 novembre 1254.

Conoguda causa sia que cum la dona n' Asailhida, filha en W. Gondaumer au prodome qui fo, agos e tengos fevaument de la gran comfraria Sent-Andreu e de la Sent-Seurin au terzs e II deners d'esporle assenhor mudant II trens de terra, deus quaus es l'uns devant los Predicadors, deusquaus es l'uns trens entre la terra en Peire Lambert, d'una part, e la via qui ba berta en la palu, d'autra part, e la via qui ba bert Audeiola, d'autra part; e l'autre trens es entre en W. Assaihlit e W. Ainhet, d'una part, e los sous de na Blancha, moilher qui fo en Gaucem Colom, d'autra part. E es assaber que l'avantdeita dona n' As-

sailhida, per sin e per toz los sons, s'es acordada deus dava[n]-deiz II trens de terra ab lo capitre Sent-Andreu e ab lo de Sent-Seurin e ab los comfraires de l'avantdeita comfraria en acesta maneira que l'avantdeita dona a quitat aus comfraires de l'avantdeita comfraria las II parts deus davantdeiz II trenzs de terra, so es assaber d'aquet trens qui es davant los Predicadors, aqueras II parz qui son debert la palu e debert Audeiola, e lo terz d'aquet medis trens de terra qui es debert los Predicadors e davant, es a la medissa n'Assailhida; e de l'autre trens qui es entre W. Ainhet e W. Assailhit e na Blancha, moilher qui fo en Gaucem Colom, son las duas partz a l'avantdeita confraria, aqueras duas parzs qui son debert la mar e debert la dona na Blancha, qui fo moilher en Gaucem Colom; e lo terz d'aquet medis trens de terra qui es entre 'n Arnaut Costau e l'avantdeita cofrairia es a l'avantdeita n'Asailhida e a son ordenh. Deus quaus terz deus avandez II trens de terra en Gailhart d'Ornon, calonges e aumoiners Sent-Andreu, en loc deu dean Sent-Andreu, e maiestre P. Richome, calonges Sent-Seurin, en loc deu dean Sent-Seurin, per etz e per los cofraires de l'avantdeita cofrairia n'an vestit l'avantdeita dona n'Asailhida, ab VI deners d'esporle assenhor mudant, de cada loc, e l'en an mandat e promes que l'en seran bon senhor e l'en porteran bona e ferma garentia de tozs emparadors, saup lur dreizs desus mentaguzs e lurs autres devers, aitaus cum aver los i deven aus furs et a las costumas de Bordales. Pero, si la dona n'Asailhida vole metre casat au son terzs deus davantdeiz II trens de terra, it l'an dat loc e poder que era l'i pusca acasar, en tau maneira que aquet acasazs no i pusca metre soz casat en degun temps senes la volumtat eu cosselh de l'avantdeita cofrairia. Actum fuit VI^a^ die exitus novembris, anno Domini M° CC° L° IIII°, regnante Henric, rei d'Anglaterra; G[iraut], arcibesque de Bordeu; Raimon-Brun de Laporta, major. Testes sunt maiestre P. de Guisotas, officiau de Bordeu, [*fol. 96*] maiestre Arn. Peirer, maiestre Arn. de Buis, Aiq. de Salaunas, arcipestre de Molins, Pelegrin de la Rocela, calonges Sen-Seurin, Fouchaut, calonge Sent-Andreu, Raim.-Gaucem de la Seuba, P. de Camparian e Arn. de Gri-

maut, qui la carta enqueri, laquau maiestre Ramon-W. de Pui escrivo.

CCXLIV. — Bail à fief par la confrérie des chapitres Saint-André et Saint-Seurin.

24 novembre 1254.

Conoguda causa sia qu'en Gailhart d'Ornon, calonges e aumoiners Sent-Andreu, en nom e en loc deu dean e deu capitre Sent-Andreu, e maiestre P. Ricome, calonges Sent-Seurin de Bordeu, en nom e en loc de dean e deu capitre Sent-Seurin de Bordeu, e tota la grans cofrairia deus calonges desus mentaguz an dat e liurat fevaument a en P. de Camparrian, filh 'n Arnaut de Camparrian qui fo e asson ordenh tot aquet trens de terra buita qui es apres lo porge de la gleisa Sent-Jagme de Bordeu, aisi cum es entre lo medis porge, d'una part, e lo feu W. Colom, filhs 'n Arostanh de Sancta-Coloma qui fo, eu feu de la moilher en W. Esteve, d'autra part, et aquet trens de terra medis qui es aqui medis qui s' bira bert a rua Leiteira, aisi cum es entre en Guailhart Johan, d'una part, e lo feu deu davantdeit W. Colom qui s' bira bert a l'avantdeita arrua, d'autra part, e dura de long deu feu de l'ospitau Sent-Jagme, qui es a l'un cap, e entrusqua a la terra Ponz de Moisag qui fo, qui es a l'autre cap, e aitant de long cum l'avantdeiz porges ten de travers. E an l'en vestit ab xii deners d'esporle assenhor mudant e ab iiii libras de bordales que l'avandeiz P. de Camparian lor en deu dar de cens, rendenzs an per an l'andeman que hom fei la festa deus morz, so es assaber au terzt dia de las Totsens, bailhazt au man de l'avantdeita comfrairia. E an l'en mes en bona veraia possession, e l'en an mandat e promes que l'en seran bon seinhor e l'en porteran bona e ferma guarentia de toz emparadors, saub los dreiz de l'avantdeita comfrairia desus mentaguzs e lurs autres devers, aitaus cum aver los i deven aus furs e a las costumas de Bordales. E l'an dat loc e plener poder a l'avantdeit en P. de Camparrian que, si et ossos ordenzh bou metre casat o acasatz en ladeita terra, que

et ac puscha far, en tau maneira que aquet casat no i pusca metre soztcasat en denguna maneira. Pero, si lo casazt vende o empenhava lo feu, aquo deu estre feit davant ladeita comfrairia, e d'aqueras vendas o empeinhaduras deu aver ladeita comfrairia la meitat e l'avantdeiz en P. de Camparrian e sos ordenhs l'autra meitat ben vinent e aisi cum s'avindra, quar en acesta maneira es estat autreiat e acordat entre lor. Actum fuit VII^{a} die exitus novembris, anno Domini M^{o} CC^{o} L^{o} IIII°, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[iraut], arcibesque de Bordeu; Raimon-Brun de Laporta, major. Testes sunt maiestre P. de Guisotas, officiau de Bordeu, maiestre Arn. Peirer, maiestre Arn. de Buis, Aiq. de Salaunas, calonges Sent-Seurin, arcipestre de Molins, Pelegrin de la Rocela, calonge Sent-Seurin, Foucaut, calonge Sent-Andreu, Raimon-Gaucem de la Seuba, Arn. Helias e Arn. de Grimaut, qui la carta enqueri, laquau maïestre Raimon-W. de Pui escrivo.

CCXLV. — Statut portant que les chanoines pourront léguer leur « annale » à un clerc de Saint-Seurin, à moins que, décédant dans la sauveté ou en ville ou dans la banlieue, ils ne choisissent ailleurs leur sépulture.

22 octobre 1255.

Memoriale est quod anno Domini M^{o} CC^{o} L^{mo} quinto, in crastinum sancti Severini, fuit statutum in capitulo ejusdem ecclesie Sancti-Severini Burdegal. et a canonicis tunc presentibus communiter approbatum quod quilibet canonicus de percipientibus et residentibus, ubicumque decedat, possit relinquere sive donare annale suum presbytero sive clerico, uni vel duobus, qui tamen deserviant ecclesie, ut est moris. Et si de hoc expressam non fecerit mentionem, executores sui hoc poterunt facere. Sin autem ex toto intestatus decesserit vel executores sui non se intromiserint, decanus et capitulum hoc facere poterunt et debebunt. Ceterum, si in salvitate ista vel civitate seu suburbiis Burdegale decesserit et alibi quam in ecclesia nostra elegerit

sepulturam, annale non habebit predictum. Canonicus autem qui decedenti predicto successerit in prebenda, finito annali predicto, predictam prebendam dicti [de]functi percipiet et non ante, cum et sic hucusque in nostra ecclesia fuerit observatum. ——————————— annale [1] annalaris solvetur, non obstante aliquo debito vel ——————————— ex parte defuncti.

CCXLVI. — **Donation par Assaillide de Bussac de 20 sous de cens et un denier d'esporle sur Arnaud de Gairaut du Haillan, son homme lige.**

8 décembre 1256.

[*fol. 96 v°*] Memoriale est quod domina Assaihlida de Buszag dedit Deo et capitulo Sancti-Severini Burdegal. pro anniversario Helienordis, filie sue quondam uxoris P. Chailau, annuatim faciendo, viginti solidos census, cum uno denario sporle in festo sancte Katherine dicto capitulo quolibet anno persolvendos apud Burdegalam, super Arnaldum de Gairaut de Hailan et heredes suos, hominem suum ligium, parrochianum de Enzinas. Hanc donationem fecit dicta domina Assaihlida ante ecclesiam Sancti-Severini Burdegal. in manu G. Lamberti. venerabilis decani prefate ecclesie Sancti-Severini, a quo dictus Arnaldus de Gairaut fuit investitus de speciali mandato et voluntate ipsius domine, et idem Arnaldus hanc donationem ratam habuit et gratam et etiam acceptavit.

CCXLVII. — **Autre rédaction de l'acte précédent.**

8 décembre 1256.

Memoriale est quod cum domina Assailhida de Buszag haberet super omnia tenamenta Arnaldi de Gairaut de Haihlan, in parochia de Enzinas, hominis sui ligii, et fratrum suorum et here-

(1) *Cette dernière phrase a été ajoutée après coup. Le coin inférieur gauche du feuillet a été déchiré.*

dum suorum, c s. census cum v^{que} d. sporle, dicta domina dedit de predictis c s. et v d. sporle xx^{ti} s. census cum uno denario sporle in festo sancte Katherine quolibet anno persolvendos decano et capitulo Sancti-Severini Burdegal. pro anniversario Helienordis, filie sue, uxoris quondam P. Chailau, annuatim faciendo, et eadem domina fecit prefatum Arnaldum de Gairaut a G. Lamberti, decano ejusdem ecclesie, ut dictum est, investiri, cum i d. sporle. Qui Arnaldus dictos xx s. census debet solvere annuatim, et hanc donationem ratam et gratam habuit et etiam acceptavit. Actum ante eclesiam Sancti-Severini Burdegal., anno Domini m^o cc^o quinquagesimo sexto, feria vi^a post festum beati Nicholai hyemalis, presentibus dictis decano et domina et etiam astantibus Arnaldo Chailau, cive Burdegal., Willelmo de Labarcha, Arnaldo de Gairaut et pluribus aliis.

CCXLVIII. — Bulle fixant à dix-huit le nombre des canonicats de Saint-Seurin.

30 septembre 1254.

Innocencius, episcopus, servus servuorum *(sic)* Dei, dilectis filiis .. decano et capitulo ecclesie Sancti-Severini Burdegalensis, salutem et apostolicam benediccionem. Ex parte vestra fuit nobis humiliter supplicatum ut octodenarium numerum canonicorum in ecclesia vestra per vos provida deliberatione statutum et juramento vallatum, confirmare de benignitate apostolica curaremus. Nos igitur, licet in hoc venerabilis fratris nostri Burdegal. archiepiscopi, ordinarii vestri, requiri debuisset assensus, attendentes utilitatem quam exinde dicta ecclesia consequi dicitur, vestris supplicationibus inclinati, predictum numerum per vos statutum auctoritate apostolica confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus, statuentes ut predicta ecclesia prefato numero sit contenta, nisi adeo ipsius excreverint facultates quod merito illum exigant augmentari, auctoritate Sedis apostolice semper salva. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis et constitutionis

infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Anagnie, II kalendas octobris, pontificatus nostri anno duodecimo.

CCXLIX. — Bulle chargeant l'évêque de Lescar d'assurer l'exécution de la décision précédente.

30 septembre 1254.

Innocentius, episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri episcopo Lascurrensi salutem et apostolicam benedictionem. Ex parte dilectorum filiorum decani et capituli ecclesie Sancti-Severini Burdegal. fuit nobis humiliter supplicatum ut octodenarium numerum canonicorum in ecclesia ipsorum per eos provida deliberatione statutum ac juramento vallatum confirmare de benignitate apostolica curaremus. Nos igitur, licet in hoc venerabilis fratris nostri Burdegalensis archiepiscopi, ordinarii eorum, requiri debuisset assensus, attendentes utilitatem quam exinde dicta ecclesia consequi dicitur, eorumdem decani et capituli supplicationibus inclinati, predictum numerum statutum per ipsos auctoritate apostolica duximus confirmandum, statuentes ut predicta ecclesia prefato numero sit contenta, nisi adeo ipsius excreverint facultates quod merito illum exigant augmentari, auctoritate Sedis apostolice semper salva. Quocirca fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus dictos decanum et capitulum non permittas contra nostre confirmationis et constitutionis tenorem super hiis ab aliquibus indebite molestari, molestatores hujusmodi per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo. Datum Anagnie, II kalendas octobris, pontificatus nostri anno duodecimo.

CCL. — **Bulle dispensant le chapitre de l'effet des lettres générales pour l'obtention des bénéfices.**

29 septembre 1254.

Innocentius, episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio Gualhardo, decano ecclesie Sancti-Severini Burdegal., cappellano nostro, salutem et apostolicam benedictionem. Tue devotionis inducimur meritis ut petitionibus tuis quantum cum Deo possumus annuamus. Hinc est quod nos, tuis supplicationibus inclinati, auctoritate presencium inhibemus ne pretextu litterarum super provisionibus in civitate vel dyocesi aut provincia Burdegal. a Sede apostolica generaliter obtentarum vel quas in posterum obtineri contigerit, quisquam canonicatum seu prebendam in ecclesia Sancti-Severini [*fol. 97*] Burdegal., cujus decanus existis, acceptare presumat. Tibi nichilominus indulgentes ut tu et capitulum ipsius ecclesie per tales litteras seu pretextu talium acceptationum compelli ad cujuscumque receptionem seu provisionem aliquatenus non possitis, nisi heedem *(sic)* littere impetrande plenam et expressam ac de verbo ad verbum de presentibus necnon et de ipsa ecclesia et tua persona fecerint mentionem ; nos enim nichilominus decernimus irritum et inhane si secus per quemcumque fuerit acceptatum. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre inhibitionis, concessionis et constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis [Dei] et beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Anagnie, III kalendas octobris, pontificatus nostri anno duodecimo.

CCLI. — **Bulle portant que le chapitre ne pourra être contraint de recevoir un bénéficier, à moins que les lettres de collation ne fassent mention expresse de ce privilège, du nombre des bénéficiers existants et de leurs noms.**

1251-1252

Innocentius, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis .. decano et capitulo ecclesie Sancti-Severini Burdegal., salutem et apostolicam benedictionem. Paci et tranquillitati vestre paterna in posterum sollicitudine providere volentes, vestris precibus inclinati, auctoritate vobis presentium indulgemus ut ad receptionem vel provisionem alicujus in pensionibus vel beneficiis ecclesiasticis compelli minime valeatis per litteras apostolicas impetratas per quas non sit jus alicui specialiter acquisitum vel eciam inpetrandas, que de indulto hujusmodi de verbo ad verbum ac receptorum in ecclesia vestra numero et eorum nominibus plenam et expressam non fecerint mentionem, eciam si contineatur in eis quod, non obstante aliqua Sedis apostolice indulgentia, cujuscumque tenoris existat, ad provisionem illius pro quo scribitur procedatur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Perusii, XII kalendas *(sic)*, pontificatus nostri anno nono.

CCLII. — **Confirmation par Alexandre IV des bulles précédentes.**

22 décembre 1255.

Alexander, episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio Gualhardo, decano ecclesie Sancti-Severini Burdegal., cappellano nostro, salutem et apostolicam benedictionem. In nostra proposuisti presentia constitutus quod felicis recordationis Inno-

centius papa, predecessor noster, per suas duxit litteras generaliter inhibendum ne quis pretextu litterarum super provisionibus in civitate vel dyocesi aut provincia Burdegal. a Sede apostolica generaliter optentarum vel ex tunc obtinendarum canonicatum seu prebendam in ecclesia Sancti-Severini Burdegal., cujus decanus existis, presumeret acceptare, tibi nichilominus indulgendo ut tu et capitulum ejusdem ecclesie per tales litteras set *(sic)* pretextu talium acceptationum compelli ad cujuscumque receptionem vel provisionem aliquatenus non possetis, nisi heedem littere impetrande plenam et expressam facerent de indulto hujusmodi mentionem. Decrevit quoque idem predecessor si secus per quemcumque acceptaretur irritum et inhane, prout in ipsius predecessoris litteris super hoc optentis dicitur plenius contineri. Nos igitur volentes tibi et prefato capitulo hujusmodi gratiam integram conservare, sententias et processus, si qui contra tenorem predictarum litterarum predecessoris ejusdem in vestrum prejudicium habiti sunt vel habentur deinceps, decernimus, ejusdem predecessoris imitando vestigia, irritos et inhanes. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Laterani, xi kalendas januarii, pontificatus nostri anno secundo.

CCLIII. — **Engagement pris par les Templiers de ne pas recevoir sans assentiment du chapitre les paroissiens de celui-ci aux offices divins ou à la sépulture.**

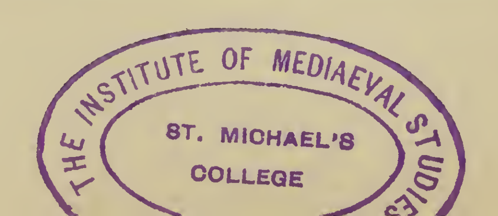
Venerabilibus viris et amicis in Christo karissimis .. R., decano Sancti-Severini, et toti capitulo, A. de Sancta-Mora, magister fratrum militie Templi per totam Aquitaniam, salutem et gratum cum officio debite caritatis obsequium. Sic volumus cum divino auxilio in commisso nobis officio utiliter ministrare quod vicinas ecclesias non ledamus et sic Templi commodum

querere ne alienum probemur detrimentum amare. Quod ut vobis evidentius innotescat, communi consilio fratrum et maxime fratris .. R.-Willelmi, in Burdegalensi diocesi preceptoris, presentis pagine vobis attestatione promittimus ac firmamus ne occasione capelle vel cimiterii quod est in domo nostra Burdegale ullo unquam tempore vestram vobis in parrochiali jure justiciam minuamus, nec aliquem parrochianum vestrum ibi vel viventem ad aliqua divina, seu infirmantem in fratrem, vel morientem ad sepulturam ecclesiasticam absque decani et capellanorum ecclesie vestre licencia admittamus. Ut autem hoc statutum nostrum firmius habeatur, cartam istam sigillo nostro munitam in hujus rei memoriam penes vestram ecclesiam volumus reservari.

CCLIV. — **Reconnaissance par Arnaud de Lescapon pour divers biens qu'il tient du chapitre.**

24 août 1256.

[*fol. 97 v°*] Conoguda causa sia qu'en Galhart Lambert, deans de la gleisa Sent-Seurin de Bordeu, eu capitres de la medissa gleisa, d'una part, et 'n Arnaut de Lescapon ab voluntat et ab autrei et ab expres cosentiment de na Maria, sa molher, et ab voluntat et ab autrei et ab expres consentiment de Arn. de Lescapon, filh deu mediss 'n Arnaut de Lescapon, d'autra part, reconegoren per lur bona et agradabla voluntat queu mediss 'n Arnaut de Lescapon et sui her et sos ordenhs tenen et deven tener deu dean et deu capitre Sent-Seurin fevaument per toz temps, aus fors et a las costumas de Bordales, en la maneira et ab los combentz en aquesta carta contengutz et devisatz, tota aquera binha entegrament ab lo loc en que es et ab sos apertenementz, que es a Trembleda, entre la binha Peire Teissener, d'una part, et aquera Fort de Capdebila, d'autra, ab v sous de cens rendentz an per an lo dia de sent Seurin et ab I dener d'esporle a senhor mudant; et v aregas de binha ab lo loc en que sun, a Trembleda, entre la binha Arn. de Sent-Ubert,



d'una part, et aquera P. Teissener, d'autra, ab ii deners de cens rendenz an per an lo dia de sent Seurin et ab i dener d'esporle a senhor mudant; et iiii aregas de binha, ab [lo] loc en que sun, a Trembleda, entre la binha Arn. lo Bloi, d'una part, et aquera W. de Lodors, d'autra, ab ii *(sic)* de cens rendentz an per an lo dia de sent Seurin et ab i dener d'esporle a senhor mudant; et xiii cabsaus de binha, ab lo loc en que sun, a Trembleda, entre la binha W. de Broa, d'una part, et aquera W. Forton, d'autra, ab iiii deners de cens rendenz an per an lo dia de sent Seurin et ab i dener d'esporle a senhor mudant; et ix regas de binha, ab lo loc en que sun, a Trembleda, entre la binha W. de Magudans, d'una part, et aquera W. de Broa, d'autra, ab iiii deners de cens rendentz an per an lo dia de sent Seurin, et ab i dener d'esporle a senhor mudant; et ix aregas de binha ab lo loc en que sun, a Trembleda, entre la binha P. Laguiat, d'una part, et aquera 'n Aiquem de Sent-German, d'autra, ab iiii deners de cens, rendentz an per an lo dia de sent Seurin et ab i dener d'esporle a senhor mudant; et x aregas de binha ab lo loc en que sun, a Trembleda, entre la binha Ramon Aros, d'una part, et aquera Arn. de Cauderan, d'autra, et ab xii deners de cens rendenz an per an lo dia de sent Seurin et ab i d. d'esporle a segnor mudant; et vii aregas de binha ab lo loc en que sunt, a Trembleda, entre la binha Ramon Tantolh, d'una part, et aquera de la molher P. de Lengon, d'autra, ab iiii deners de cens rendenz an per an lo dia de sent Seurin et ab i dener d'esporle a senhor mudant; et xxx aregas de binha ab lo loc en que sun, a Bilaneva, entre la binha Galharda de la Forest, d'una part, et aquera P. Dinhac, d'autra, ab xii deners de cens rendenz an per an lo dia de sent Seurin et ab i dener d'esporle a senhor mudant; et viii aregas de binha ab lo loc en que sun, a Bilaneva, entre la binha P. de Magudans, d'una part, et aquera Bona Gonteira, d'autra, ab ii deners de cens rendenz an per an lo dia de Sent-Seurin et ab i dener d'esporle a senhor mudant; et xx aregas de binha ab lo loc [*fol. 98*] en que sun, davant lo bordiu d'et mediss 'n Arnaut de Lescapon, entreu feus en P. d'Aira, qui fo, d'una

part, et la binha P. de Lescapon, d'autra, ab II deners de cens rendenz an per an lo dia de sent Seurin et ab I d. d'esporle a senhor mudant; et totas aqueras II maisons, ab los locs en que sun, que sun cap et cap, en la parropia de Puchs-Paulin, de que es la una entre la maison Arn.-W. lo Guasc, d'una part, et aquera Maria Furta, d'autra, et l'autra es entre la maison deu mediss 'n Arnaut, d'una part, et aquera P. de Lescapon, d'autra, ab XII d. de cens rendenz an per an lo dia de sent Seurin et ab I d. d'esporle a senhor mudant. Et de totas aquestas avandeitas causas et senglas per aissi cum cadauna es dinz los avandeitz assignamentz, lo mediss deans, per sin et per lo capitre Sent-Seurin, a bestit lo mediss 'n Arnaut de Lescapon ab los avandeitz cens per aissi cum sun tacxat et mentagut sobre cadauna de las medissas causas, rendenz an per an lo dia de sent Seurin, et ab los avandeitz esporles a senhor mudant. Et de totas las medissas causas et senglas per aissi cum sun avant mentagudas lo mediss deans, per sin et per lo capitre Sent-Seurin, a mandat et convingut et promes au mediss 'n Arnaut de Lescapon et a sors *(sic)* hers et a son ordenh estre bons senher, saubas las senhorias eus dreitz deu dean et deu capitre Sent-Seurin et taus deners cum senher deu aver sobre son afevat aus fors et a las costumas de Bordales. Et totz aquetz avandeitz combentz et sengles lo mediss deans eu capitres Sent-Seurin, eu mediss 'n Arnaut de Lescapon et na Maria, sa molher, et Arn. de Lescapon, filhs deu mediss 'n Arn. de Lescapon, vougoren et autreieren eus agoren et tengoren per ferms et per estables, per etz et per totz lurs successors, per ara et per toz temps, et manderen et autreieren et prometoren leiaument et fermament que tot aissi ac tendran cum es avandeit. Et l'avandeita na Maria a jurat sobreus santz Evangelis Deu que encontra no bindra. Et lo mediss 'n Arnaut de Lescapon et Arn. de Lescapon, sos filhs, a *(sic)* mandat et autreiat et promes que id ni lur ordenh no metran acazat ni acasada en las avandeitas causas, en totas ni en partida, menchs d'autrei deu dean et deu capitre Sent-Seurin. Actum fuit VIII[a] die exitus augusti, anno Domini M° CC° L° VI°, regnant Henric,

rei d'Anglaterra; G[eraut], arcibesque de Bordeu; 'n Arn.-W. Aimeric, major. Testes sunt en Bigoros deu Puis, pestre, Arn. de la Mesura, Bonafos Alodat, Arn. de Bolac, Iter Marsau, Hel. Faver et W. Bordes, qui la carta escrivo.

CCLV. — **Attestation concernant le legs de 20 sous de rente fait par Comtor de Veyrines.**

13 avril 1262.

Memoriale (1) est quod domina Comptoris de Veirinas, defuncta, legavit in sua ultima voluntate ecclesie Sancti-Severini Burdegalensis pro anniversariis sui et Ayquelmi-Guillelmi de Sparra, quondam mariti sui defuncti, viginti solidos censuales, prout in quadam carta de cartulario facta per manum magistri Guillelmi de Provincia vidimus contineri. Datum idus aprilis, anno Domini Mº ccº lx^mo secundo. Istud memoriale est sigillatum sigillo venerabilis G. d'Ornon, vicarii Burdegal., sede vacante.

CCLVI. — **Legs de 100 sous de rente par Mabille, dame de Blanquefort.**

27 janvier 1255 (n. s).

[*fol. 98 v°*] In (2) nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Conoguda cauza sia que na Mabila, dona de Blancafort, ab son bon sen e ab sa bona memoria, ab voluntad e ab autrei d'en Elyas de Chales, son marid, en son darrei testament e en sa darreira volentad contengut e contenguda en carta de cartolari feita per la man maestre W. de Proenssa, det e laysshed c sol. d'arrenda an per an per todz temps a la gleyza Sent-Saurin de Bordeu, en aquo que era ave a Bruja e a Parrempuira.

(1) *En marge :* Istud legatum solvunt homines de Taudinet.

(2) *En marge :* Domina Alaydis d'Arssac, heres in dimidia istius domine, solvit et debet solvere medietatem istius legati, et dominus .. rex Anglie vel ballivus suus, aliam medietatem.

Et au-dessous : Domina Alaydis d'Arssac solvit totum.

Li quau era bougo queu sian portad an per an a Bordeu per amor Diu e per sa arma. Actum fuit hoc v die exitus januarii, anno Domini M° CC° L^{mo} IIII°, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[eraut], arcibesque de Bordeu; Ramon-Brun de Laporta, major. Testes sunt Berart, caperans de la Yla, 'n Amaneus de Faugueires; Phelip de Sent-Quentin, Galhard de Bautiran, Helias de Salanhac, W. de la Forest, Colom de Borc e maestre W. de Proenssa, qui aquesta carta escrivo.

CCLVII. — Hommage de Raimond Vital et Guillaume Vital, son fils, qui se font hommes du chapitre.

17 février 1266 (n. s.).

Quoniam hominum memoria labilis est, expedit ut ea que gesta sunt scripture testimonio comendentur. Hinc est quod omnibus et singulis hoc scriptum intuentibus cupimus fieri manifestum quod anno Domini M° CC° LX° quinto, die mercurii proxima ante festum cathedre sancti Petri, XIII kalendas marcii, constituti Ramundus Vitalis et Guillelmus Vitalis, filius suus, coram nobis Galhardo Lamberti, decano ecclesie Sancti-Severini Burdegal., et canonicis ipsius ecclesie infrascriptis, videlicet magistro Arnaldo Peyreir, sacrista, Ramundo de Talamone, cantore, magistro Arnaldo de Bogio, magistro Gombaldo de Mercato, magistro Johanne de Galhan, magistro P. Raynon, Ayquelmo de Sancto-Germano, Ramundo de Fonte, Guillelmo Garsye de Faverneto et Arnaldo Johannis, operario, fecerunt se homines ecclesie Sancti-Severini predicte, absque omni compulsione, libere et gratanter. Dictus etiam Guillelmus Vitalis fecit se hominem, ut dictum est, ecclesie memorate et omnes filios, si quos habet et habiturus est in futurum. Et debet solvere decem solidos de taxatione sibi facta singulis annis de medietate omnium bonorum dicti Ramundi Vitalis, patris sui, quam dictus pater assignavit eidem, de quibus dictus pater quoad vixerit debet percipere usumfructum. Et hec supradicta dicti pater et filius jurarunt supra majus altare

ecclesie nostre, videlicet super altare Sancte Trinitatis, se perpetuo inviolabiliter servaturos. Hujus homagii sunt testes Guillelmus de Forcata, prebendarius ecclesie nostre, Thomas de Genissan, presbyter, Guillelmus Maurini, prebendarius noster, P. Maurini, frater suus, Arnaldus Ayquelmi de Cadaujac, clericus, Ramundus de Burdegala, filius Ramundi de Burdegala, P. Johannis, carpentarius, filius Johannis balistarii, Johannes Escot, Ramundus de Cujac et Arnaldus de Bolac.

CCLVIII.— Déclaration par Assaillide de Bussac, qui reconnaît avoir donné 20 sous de cens au chapitre; elle y ajoute, pour son propre anniversaire, 4 autres livres de cens.

2 septembre 1266.

In nomine Domini, amen. Anno ejusdem M° CC° LX^{mo} sexto, in crastinum beati Egidii, in presentia Galhardi Lamberti, decani, magistri Arn. Peireir, sacriste, R., cantoris, R., thesaurarii, Arnaldi, operarii, magistrorum Johannis de Galhano, archidiaconi Gamagensis, Guillelmi de Rama, Persone de Lingonio, Arnaldi de Bogio, canonicorum ecclesie Sancti-Severini Burdegal., Guillelmi de Forcata, Thome de Genissan, Arnaldi Seguini et Amanevi Guitardi, presbyterorum, Guillelmi Maurini, Ramundi de Landa, Galhardi de Buzos, Ramundi deu Treugz, P. de Ballogues, Petri de Listrac, Guillelmi de Legia, Rampnulfi Aldoyni, Petri de Fabrica, Guillelmi de Lespiet, Petri Maurini de Halhan, Petri Cavoir, Arnaldi Ayquelmi, Vitalis Papon, clericorum, Rostandi de Mercato et Guillelmi Rostandi, fratrum, civium Burdegal., Petri Ramundi de Cubzac, Arnaldi [*fol. 99*] de Bolac, Vitalis Sobiran et Petri Sobiran, fratrum, Arnaldi de Cauderan, Petri Majer, Guillelmi Centod, laicorum, et multorum aliorum testium ad hoc specialiter vocatorum et rogatorum, domina Assalhita de Bussac confessa fuit et recognovit se olim dedisse et concessisse et tradidisse predicte ecclesie Sancti-Severini pro anniversario Alienoris, quondam filie sue, viginti solidos annui census de illis centum solidis

quos Arnaldus de Gayraut, parrochianus de Enzinis, et fratres sui pro stagia, terris cultis et incultis, vineis, paduentis et aliis que in feudum tenebant ab ipsa apud Halhan, in parrochia antedicta, singulis annis exsolvebant eidem, et totum jus sibi competens ratione feudi antedicti. Ipsa quoque dedit et concessit eidem ecclesie predictas quatuor libras residuas pro anniversario suo faciendo in ecclesia predicta post mortem ipsius, juxta consuetudinem ipsius ecclesie distribuendas, retento tamen sibi usufructu quatuor librarum predictarum ad vitam suam. Transfudit quoque in predictam ecclesiam totum jus quod habebat et habere debebat quoquo modo in feudo et feudatariis supradictis.

CCLIX. — **Hommage de Guillaume du Bosc, qui se donne au chapitre, lui et sa descendance.**

22 octobre.

In nomine Domini, amen. Anno ejusdem, in crastinum beati Severini, in presentia G. Lamberti, decani, R., cantoris, Arnaldi Johannis, operarii, magistri Arnaldi de Bogio, magistri Johannis de Galhan, magistri P. Raynon, Michaelis de Lesseguas, presbyteri, Guillelmi Maurini, diaconi, Galcelmi Guiraldi, Arnaldi d'Arronqueilh, Guillelmi deu Cereir et Ramundi, fratris sui, Martini Maurini et Ramundi Maurini, fratris sui, et Willelmi de Forcata, parrochie de Leunhan, Petri de Cauderan et multorum aliorum, Guillelmus de Bosco, filius Ayquelmi de Bosco, fecit se hominem ecclesie Sancti-Severini Burdegal. et omnes filios suos quos nunc habet et habiturus est in futurum, absque omni compulsione, libere et gratanter. Et juravit se portaturum fidelitatem dicte ecclesie super altare Sancte Trinitatis.

CCLX. — **Règlement intervenu entre le chapitre et Amauvin de Barès, seigneur de Monferrand, touchant les droits dudit seigneur sur les hommes de Saint-Seurin qui résident dans ses terres.**

26 mars 1237.

Conoguda cauza sia que com discordia fos de la gleyza monsenhor sent Seurin de Bordeu, d'una part, e d'en Amaubin de Bares, senhor de Montferran, d'autra, de devers queu devantdeidz 'n Amaubins demandava suls homes de la gleyza monsenhor sent Seurin qui son en son poder, es assaber que fo aysshi acordat a la perfin : so es assaber [1], etc.

CCLXI. — **Affranchissement des frères Gayraut, habitants d'Eysines.**

8 décembre 1256.

[*fol. 99 v°*] Conoguda [2] cauza sia que cum la dona n' Assalhida de Bussac fes demanda a Arnald de Guairaut de Halhan, e a W. de Guairaut e a Ramon de Guairaut e a P. de Guairaut, a todz IIII fraires, sobre aisso que dize la medissha dona que li avantdeit fraire eran e deven estre soy home per questa e per talha e per agreiras e per civada e per autres devers que id lo deven far cum home deven a lor dona, de la menestairia que it tenen de la medissha dona, de tot lo feu de Guairaut, loquaus es en la parropia d'Anzinas, cum son terras acoutivadas et hermas, e binhas e autres possessions, tot per aysshi cum s'apertenen a l'avantdeit feu de Guayraut, a la perfin es assaber que l'avantdeita dona n' Assalhida, per sa bona e agradabla

(1) *Cet acte est imprimé ci-dessus, p. 158-159, avec quelques variantes légères dont on peut avoir une idée en comparant les premières lignes de l'une et de l'autre leçon.*

(2) *En marge :* Domina Assalhida de Bussac dedit et transfudit totum jus quod habebat in feudo isto et feudatariis in ecclesiam nostram per quoddam memoriale quod est in folio precedenti, quod incipit : In nomine Domini, amen.

voluntad e entendents affar son pro e la saludz de sa arma, a affranquit todz los avantsdeits fraires e lor hers e lor ordeinh per todz temps, per sin e per sos hers e per son ordeinh, de tot l'omenagge que era los demandava de l'avantdeit feu. So es assaber en tau maneira que l'avantdeita dona, per sin e per todz sos hers e per tot son ordeinh, a dat e autreiat en feus fevament, aus fors e a les costumes de Bordales a l'avantdeit Arnaut de Guairaut, per sin e per los avantdeitz sos fraires, e a lurs hers e a lor ordeinh tot l'avantdeit feu desus mentagud, ab todz sos apertenementz de menestairia e de todz autres devers e de totas autres cauzes, an bestid l'avantdeit Arnald, per sin e per los avantdeits sos fraires e per lor ordeinhn, ab dos deners d'esporla assenhor mudant e ab c sol. de cens rendent an per an, las quatre libras lo jorn de l'assenta Maria de megh aost, portadz asson estar e de son comandament, e los xx sol. lo jorn de la senta Katerina, portadz a Sent-Seurin a son comandament. E en aquesta maneira aus en mandat e convingut estre bona dona e portar bona e ferma guarentia de todz emparadors de la proprietat e de part senhoria, sas senhorias saubes e sos dreitz saubs e aitaus devers cum senher deu aver sobre son afevad aus fors e a les costumas de Bordales. Actum fuit VIIIa die introitus decembris, anno Domini Mo CCo Lmo sexto, regnante Henrico, rei d'Anglaterra; G[iraut], archibesque de Bordeu ; 'n Arnaut-W. Aymeric, major. Testes sunt W.-Bertran Beguer, Arn. Taton, Arn. de Laforest, W. de Labarca, Arn. de Satrencs, Thomas Langles, Bidau deu Torne e Fort de Lagleyza, qui la carta enqueri, laquau W. de Cantalop escrivo.

CCLXII. — Sentence arbitrale du doyen Arnaud, ancien sacriste, fixant les droits et les charges du chapitre et du sacriste.

16 avril 1270.

Omnibus presentes litteras inspecturis .. capitulum et P. Eximini, sacrista ecclesie Sancti-Severini Burdegal., salutem in

salutis auctore. Ad singulorum notitiam volumus pervenire quod cum super juribus et proventibus sacristie, que juribus et proventibus ecclesie nostre predicte pro magna parte mixta existunt, suborta esset inter nos materia questionis, tandem omnia et singula predicta discreti viri Arnaldi, venerabilis decani nostri, qui ante decanatum suum sacrista extiterat, dispositioni et ordinationi duximus committenda, promittentes nos inviolabiliter servaturos illa que ipse super hiis duceret ordinanda. Ille vero, inquisita et scita super premissis plenius veritate, super eisdem sic ordinavit et disposuit perpetuis temporibus observandum prout in inferioribus continetur. In primis, quod in omnibus altaribus ecclesie nostre predicte possunt misse in mane libere celebrari, dummodo ita tempestive celebrentur quod offertorium sit factum antequam missa parrochialis incipiatur, et post offertorium misse parrochialis possunt in aliis altaribus misse libere celebrari et in ipso altari Majestatis, missa parrochiali finita. Item, quod omnes oblationes que obveniunt in altaribus ecclesie preter altare Majestatis sunt integre capituli, et intelliguntur altaria ecclesie non solum ea que sunt infra ecclesiam, sed etiam ea que sunt extra, ut altare sancti Stephani, sancti Georgii, carnerii veteris et novi, exceptis oblationibus festi sancti Stephani yemalis dumtaxat, que sunt sacriste, propter candelas quas dat et tenetur dare in dicto festo canonicis et [*fol. 100*] majoribus prebendariis ecclesie, quarum candelarum tres faciunt libram cere; nisi forte celebrentur misse in dictis altaribus ratione parrochianorum sacriste, ut in ipsorum desponsationibus fieri consuevit, vel alias ratione parrochianorum suorum, vel nisi ratione funeris in cimiterio sepulti missa ante primam principaliter celebretur. Verum oblationes in pecunia consistentes que fiunt in altari sancti Georgii in missarum celebratione, in festivitate ipsius, sunt sacriste, quia inventum est eum ipsas longo tempore percepisse. Item, quod oblationes omnimode que veniunt ad majus altare, etiam si a parrochianis sacriste obveniant, sunt capituli, nam in illo altari non percipit aliquis quicquam aliquo casu nisi capitulum, etiam archiepiscopus dum ibi cele-

brat. Item, quod oblationes que veniunt in die veneris sancto, in cruce adoranda ante majus altare, sunt capituli, tum quia ex gratia non ex necessitate fiunt, tum quia parrochiani sacriste adorant in altari sacriste, item quia nullus ibi percipit oblationes, scilicet ante majus altare nisi solum capitulum, ut predictum est. Item, quod omnes oblationes que veniunt in missa altaris Majestatis, quam habet unicam qualibet die sacrista in ipso altari nisi casus aliquis parrochianorum suorum contingeret, sunt sacriste, sive proveniant a parrochianis suis sive ab aliis, ratione funeris non presentis vel etiam presentis, si funus fuerit parrochiani sacriste; oblationes vero a quibuscumque personis non parrochianis sacriste alias obvenientes in eadem missa sunt capituli, ratione funeris non presentis; ideo dictum est quod omnes oblationes omnium qui veniunt pro funere presenti quod non fuerit parrochiani sacriste, etiam si venientes sint parrochiani sacriste, sunt capituli. Et si contingeret aliquo casu defunctum non parrochianum sacriste sine missa sepeliri, oblationes que sequenti die obvenient, etiam in missa Majestatis, ratione dicti funeris sunt capituli. In festis vero sanctorum Severini et Amandi, nichil percipit sacrista, etiam in oblationibus misse parrochialis, tum quia de festo sancti Severini percipit sacrista oblationes a parrochianis suis dominica sequenti, tum quia pro aliis et pro obventionibus vigiliarum, que omnes sunt capituli, percipit sacrista a capitulo viginti solidos et quadraginta libras cere annuatim, quorum medietas solvitur in festo sancti Severini et alia medietas in festo beati Amandi. Item, quod omnes oblationes que obveniunt ratione funeris parrochiani laici sacriste, a quibuscumque personis obveniant, sunt ipsius sacriste, et cera, nisi forte poneretur in choro, quia tunc est cera capituli; nam in cera chori nullus percipit aliquid nisi capitulum. Panni tamen serici sunt capituli, quia in illis nullus habet aliquid nisi solum capitulum, undecumque et qualitercumque proveniant. Item, si funus parrochiani sacriste laici ponatur in choro, lectus illius est sacriste et oblationes que obvenerint ratione illius funeris preter oblationes

majoris altaris, que sunt capituli. Item, si funus non parrochiani sacriste ponatur in choro, lectus similiter est sacriste, preter pannos sericos et alia coopertoria, undecumque sint, que sunt capituli, et omnia alia sunt capituli, et sacrista tenetur ministrare quatuor cereos ad missam quando funus in choro ponitur, si missa in majori altari celebretur. Item, quod omnes oblationes, cera et panni serici que obveniunt ratione funeris alicujus non parrochiani sacriste die sepulture sunt capituli, a quibuscumque proveniant et in quocumque altari missa pro illo funere celebretur, et in die sequenti, si forte contingeret funus hujusmodi sine missa casu aliquo, ut dictum est, sepeliri. De canonicis non prebendariis, capellanis, presbyteris et aliis clericis chori nostri cum canonicis prebendariis vel capellanis commorantibus vel alias in ecclesia beneficiatis deffunctis, sciendum est quod in illis nullum jus habet sacrista, nec in oblationibus nec in cera nec in pannis sericis nec etiam in lecto, licet aliqui clerici non beneficiati in ecclesia per se in parrochia commorantur parrochiani sacriste censentur. Item, quod de visitationibus que fiunt in cimiterio tenendum est quod ea que ratione visitationum factarum in cimiterio obveniunt sunt sacriste, sed obventiones visitationum [*fol. 100 v°*] que fiunt in claustro et capitulo sunt capituli. Item, pecunia que de juramentis super sancto[1] forte percipitur est sacriste; pro juramentis vero que in animam capituli inibi prestantur, in illis videlicet casibus in quibus capitulum vicem actoris vel rei obtinet, aliquid non prestatur. Item, quod ad sacristam spectat custodia ecclesie et precipue et specialiter januarum ferrearum et contentorum infra ipsas januas; unde tenetur sacrista habere subsacristam cui committat custodiam et claves ecclesie; qui subsacrista debet esse quasi continue in ecclesia et maxime ad matutinas, ad vesperas et ad missam majorem : ad matutinas, quia debet interesse officio, ministrare candelas libris chori neccessarias, item in festis IX lectionum accendere, finito IX° responso, duos cereos in majori

(1) *Ce mot a été ajouté au-dessus de la ligne à une époque postérieure.*

altari, qui debent ardere usque ad finem matutinarum, et habere ignem ad opus thuribuli; in festis vero duplicibus, debet accendere in principio matutinarum quatuor cereos, et in sollempnibus sex, qui debent ardere usquequo finitum fuerit matutinum; ad missam majorem, quia debet juvare ad parandum altare et tradere indumenta diaconi et subdiaconi, que ipse tenet in archa sacristie, et juvare eos ad induendum ea, accendere ad missam diebus feriis duos cereos, in festis IX lectionum et duplicibus quatuor, in sollempnibus sex, et parare ignem et turribulum et incensum, et alias deservire altari quousque missa finita sit, et eodem modo ad vesperas quo ad missam, exceptis diacono et subdiacono, qui non induuntur tunc sacris indumentis, nisi in septimana Pasche. Item, tenetur sacrista tenere tres lampades ardentes die ac nocte, videlicet duas intra januas ante majus altare et unam in sepulcro, et subsacrista tenetur accendere omnes lampades infra corpus ecclesie existentes ad quas potest habere accessum. Item, tenetur sacrista habere lectum furnitum in januis, in quo jaceant subsacrista et serviens capituli, exceptis linteaminibus, que debent haberi communiter a capitulo et sacrista. Item, dum detergitur seu mundatur ecclesia, sacrista tenetur mundare januas. Item, quilibet de capellanis ecclesie potest recipere si voluerit unum de cereis sacriste ad luminare misse dum missam voluerit celebrare. Item, tenetur sacrista facere pulsari campanas et habere funes ad eas, ad horas diurnas et nocturnas, et classica ad processiones et alias quandocumque ecclesie opus est. Item, tenetur facere portari crucem ad omnes processiones in ecclesia et extra faciendas, sed in festo beati Marchi evangeliste et in tribus diebus Rogationum ante festum Ascensionis Domini habet subsacrista seu crucem defferens qualibet die sex denarios a capitulo et dimidiam prebendam vini. Item, tenetur sacrista facere poni vexilla in lanceis que habent defferri ad processionem in festis Ramis Palmarum et Ascensionis Domini. Item, licet sacrista teneatur habere vinum ad missas in ecclesia celebrandas, quia tamen inventum est ipsum vinum ad missas a cellario ecclesie diutius ex gratia

percepisse, sic dicimus in posterum observandum, videlicet ut, quamdiu vinum de cellario prebendabitur, sacrista exhinde vinum ad missas recipiat ad quantitatem dimidii quartonis vini; dum vero non prebendabitur, sacrista de suo vinum ministret predictum. Item, in festo beati Stephani yemalis, dicimus quod sacrista percipiat vinum de cellario ecclesie usque ad duas prebendas octo quartonum et non ultra ministrandum more solito venientibus ad festum predictum, quia sic invenimus diucius observatum. Item, dicimus quod alias duas prebendas habeat de cellario ecclesie, in festo Pasche, ad communicandum, dumtamen in istis duobus festis vinum in cellario ecclesie habeatur; alias sacrista de suo vinum ministret. Nos vero capitulum et sacrista predicti dispositionem et ordinationem hujusmodi acceptantes et eam ratam et gratam habentes, sigilla nostra una cum sigillo prefati decani duximus apponenda, in testimonium premissorum. Datum in capitulo ecclesie nostre predicte, XVI° kalendas maii, anno Domini M° CC° LXX°.

CCLXIII. — Fixation de la valeur des prébendes.

[*fol. 101*] In nomine Domini, amen. Sciendum est quod prebenda antiqua istius eclesie est talis : scilicet canonicalis, duo solidi quolibet die et unum quartum vini, si vinum detur, alioquin XII^cim denarii pro vino dabuntur; item, dantur duo dolia vini cuilibet canonico in vindemiis; item, dantur cuilibet canonico decem solidi in qualibet festivitatum que sequntur : scilicet in festo Natalis Domini, in crastino, in festo sanctorum Innocencium, in festo Epiphanie, in Carniprivio, in Ramis Palmarum, in Pascha, in crastino, in Ascentione Domini, in festo Pentecostes, item in festo sancti Amandi, in festo sancti Johannis-Baptisthe, [in festo sancti Marcialis (1),] in festo Assumptionis beate Marie, [in festo sancti Severini (2),] in festo Omnium Sanctorum. Et hec omnia dantur tantum canonicis

(1-2) *Les mots entre crochets ont été ajoutés plus tard en interligne.*

morantibus et residentibus continue in salvitate Sancti-Severini [et presentibus die receptionis ([1])]. Item, ista sunt festa duplicia que sequuntur, in quibus duplicatur prebenda canonicis presentibus, scilicet denariorum et vini : sancti Johannis evangeliste, Circumcisionis, [Conversionis sancti Pauli ([2]),] Purificationis, Annunciationis Domini, Philipi et Jacobi, crastini Penthecostes, Trinitatis, apostolorum Petri et Pauli, Magdalene, sancti Jacobi, sancti Laurencii, Nativitatis beate Marie, beati Michaelis, apostolorum Symonis et Jude, crastini Omnium Sanctorum, translationis sancti Amandi, beati Martini, beati Andree et sancti Nicolai et beati Thome apostoli. Item, in qualibet processione sancti Marchi, Rogationum, scilicet die lune, die martis et die mercurii ante Ascentionem, quilibet canonicus presens in processione recipit duos solidos. Item, quilibet canonicus veniens et existens in qualibet die lune in capitulo, qua die lune semper consueverunt tractari negocia eclesie et capitulum nostrum teneri, recipit duodecim denarios.

Ceterum, de duobus tonellis vini dandis in vindemiis, ut supra dictum est, ita intelligendum est quod dentur commorantibus et residentibus in salvitate nostra.

[Sci]endum ([3]) est quod in festo Natalis Domini et in festo Pasce dantur de pitancia singulis in [salvitate residen]tibus tantum xx solidi preter x solidos ordinarios.

CCLXIV. — Liste des anniversaires et des rentes y affectées.

[*fol. 101 v°*] Hec sunt debita que debet ecclesia Sancti-Severini Burdegal. pro anniversariis que reliquerunt eidem ecclesie persone infrascripte [et ([4]) solvuntur pro quolibet in die anniversarii in summa que s[equitur ?]].

([1-2]) *Les mots entre crochets ont été ajoutés en interligne.*
([3]) *Ce dernier alinéa a été ajouté plus tard. La partie gauche du bas du feuillet a disparu.*
([4]) *Les mots entre crochets ont été ajoutés plus tard.*

§ Pro anniversario domini Guillelmi Ramundi de Linhan, decani olim dicte ecclesie, c libr. [iiii^{or} libr.].

§ Pro anniversario magistri Rufati de Carinhan, olim cantoris dicte ecclesie, c libr. [iiii^{or} libr.].

§ Pro anniversario Petri de Ronquelio, c libr. [iiii^{or} libr.].

§ Pro anniversario domine Marie de Bussac, l^{a} libr. [xl sol.].

§ Pro anniversario Ramundi-Guillelmi Gibelin, l^{a} libr. [xl sol.].

§ Pro anniversario Ramundi-Arnaldi Monetarii, canonici dicte ecclesie, l^{a} libr. [xl sol.].

§ Pro anniversario Rostandi Columbi, lx^{a} vi libr. et xiii sol. et iiii^{or} den. [li (?) sol.].

§ Pro anniversario Guillelmi Bruni, xx libr. [x (?) sol.].

§ Pro anniversario Guillelmi de Corbiac, presbyteri, x libr.

§ Pro anniversario magistri P. de Guisotis, vxx^{que} libr. [xx sol.].

§ Pro anniversario magistri Ramundi Amici, l^{a} libr. [xl sol.].

§ Pro anniversario magistri P. Mayenssan, l^{a} libr., pro quibus habet dicta ecclesia partem decime quam Bernardus de Roca, domicellus, habet in parrochia de Quinssac obligatam.

§ Pro ([1]) anniverssario magistri Guilhelmi de Valato, clerici, xl^{a} libr., xxx sol.

§ Pro anniversario domini Johannis de Grelhiaco, xxx libr., xx sol.

§ Pro anniversario Robberti de Cantenaco, li (?) libr., xl sol.

§ Pro anniversario magistri Marsilii de Insula, lxx libr., xl sol.

CCLXV. — Engagement par Pierre et Arnaud Cailhau de servir au chapitre une rente de six livres.

16 mars 1255 (n. s.)

Universis presentes litteras inspecturis .. officialis Burdegal. salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod Petrus et

([1]) *Cet alinéa et les suivants ont été ajoutés plus tard.*

Arnaldus Calhau, fratres, cives Burdegal., promiserunt et firmaverunt in manu nostra, se quilibet in solidum obligando, se soluturos et reddituros venerabilibus viris .. decano et capitulo ecclesie Sancti-Severini Burdegal. sex libras burdegalensis monete annuatim in festo beati Andree, pro sex libris annui census quas Hugo de Castellione, miles, debet annuatim eisdem. Renunciantes super hiis nove constitutioni de fidejussoribus et de duobus reis et omni alii juris scripti et non scripti auxilio quod eis posset in hac parte prodesse quominus possint principaliter quilibet et in solidum conveniri. In quorum testimonium, ad instantiam dictorum fratrum, prephatis decano et capitulo presentes litteras concessimus sigillo nostro sigillatas. Datum et actum XVII kalendas aprilis, anno Domini M° CC° L° IIII^to^.

CCLXVI. — **Prêt de 10 livres à Gaillard de Lormont par un chanoine de Saint-Seurin, au profit de qui l'emprunteur engage des revenus à Yvrac.**

6 mai 1254.

[*fol. 102*] Conoguda causa sia qu'en Galhart de Larmont, lo daudetz, deu X libras de bordales a 'n W. Davedac, calonge Sent-Seurin, e a son ordenh, lasquaus reconogo que a arrecebut de lui en bons deners comtantz, per lascaus l'a mes en penhs e en poder et en sadina e en tenensa tota la part eu dreit e la arradon queu medix en Galhart ave ni aver deve per lo desfrachs de maiestre Arrufat de Carinhan que fo, en tota la parropia d'Ivrac, en cauque part las agos ni aver las degos, ni sobre Bertolomeu de Labatut d'Ivrac ni en totas sas apertenensas, a terme de tener entro acesta prumeira festa de sent Martin que sera, e, si aqui no soube, de l'una sent Martin a l'autra, aus fors e a las costumas de Bordales, e l'en a mandat e combengut a lui e a son ordenh aportar bona e ferma garentia de totz emparadors, tant com en son penchs estera. Actum fuit hoc VI die introitus maii, anno Domini M° CC° L° IIII°, regnant

Henric, rei d'Anglaterra; G[iraut], archibesque de Bordeu; W.-R. Colom, major. Testes sunt W.-R. de Balinhac, cavoir: Bernart de Bilacentut, P. de Seubalaura, clercs, R. de Sent-Quentin, qui cesta carta escrivo.

CCLXVII. — Cession par Constantin de Villecentut à Guillaume Davedac, chanoine de Saint-Seurin, de ses droits à Yvrac, moyennant 6 livres qu'il devait audit chanoine.

15 décembre 1255.

Conoguda causa sia que en Costantins de Bilacentut, dauzedz, filh en Costantin de Bilacentut au prodome, ab autrei e ab volontat de l'avandeit son paire, per sin e per totz sos hers e per tot son ordenh, a bendut e quitat e gurpit per toz temps a 'n W. Davedac, calonge Sent-Seurin de Bordeu e a sos hers e a son ordenh tot lo dreit e la senhoria que ed ave e aver deve per la dona na Marquesa de Cabanac, sa maire que fo, en questas e en talhas e en totas autras causas, en totz aquetz homes e homias ni en totas las lors causas qui son a Yvrac Entre-dos-Mars, liquau l'eren escadut e abingud per l'avandeita dona sa maire que fo, ni escader ni abenir li pode per lei, per VI libras de bordales que l'en de. De lasquaus ed arrecongo que era be pagatz complidament deu tot, e renoncied ne a la exception de no comptat e de no aver *(sic)* e de menor preitz e d'engan. E a l'en mes en veraia e corporau possession, ses tot arretenement que no sia feit assin ni a nenguna autra persona en la proprietat ni eu fons de la causa. E l'en a mandat e combingud portar bona e ferma garentia de totz emparadors, per laquau garentia portar bona e ferma son fidansas e tengud l'avandeit en Costantins, paire deu medix Costantin e en P. Parran, cavoirs, e en Bern. de Bilacentud, e cadauns es tengudz per lo tot. Pero, si en aucun temps nulhs hom arren demandava en las avandeitas causas, en totas ni en partida, lo medix Costantins lo da e l'autreia sobre totas aqueras medixas causas XV libras de bordales, ab autrei e ab volontat

de l'avandeit son paire. Actum fuit hoc xv^a die introitus decembris, anno Domini m° cc° l° v°, regnant Henric, rei [*fol. 102 v°*] d'Anglaterra; G[iraut], archibesque de Bordeu; P. Gondaumer, major. Testes sunt Aiquem de Creissan, Aiquem de Jales, clercs, W. Pons e Arn. de Sauquatz, qui la carta escrivo.

CCLXVIII — **Cession à Guillaume Davedac par Orgueilleuse de tous les droits qu'elle avait à Yvrac du chef de son frère Rufat de Carignan, chanoine de Saint-Seurin.**

6 octobre 1253.

Conoguda causa sia que la dona na Orgolhosa, la moller 'n Aramon de Tastas que fo, ab autrei e ab volontat d'en Galhart de Tastas, son filh, a rendut e liurat e gurpit per toz temps a 'n W. Davedac, calonge Sent-Seurin de Bordeu, son nebot, e a son ordenh, tot quant qui l' era abingut ni escadut per maiestre Arufat de Carinhan, calonge Sent-Seurin de Bordeu, son fraire que fo, en tota la parropia d'Ivrac, en homes e en homias, e en terras, e en binhas, e en estadges, e en questas, e en talhas, e en cens, e en esporles e en autras senhorias e devers que era agos ni aver degos per nenguna forma de dreit niu fos escadutz per l'avandeit son fraire que fo en Bertolomeu de Labatut e en sos nebotz, ni eus affevatz qui meuen de quera medixa causa. E a l'ac tot bendut per xv libras de bordales, que ed l'en de en preitz e en bona valor de totas las avandeitas causas; de lasquaus era arreconogo que era be pagada complidament deu tot, e renuncied ne a la exception de no comptat e de no pagat aver e de menor preitz e d'engan. E a l'en mandat e combincut portar bona e ferma garentia de totz emparadors franquament en alo, e l'ac deliurat et desembargat e gardat de tot pleit e de tot cost e de tota mession qui li abingos o li pogos abenir en denguna maneira, en dengun loc ni en dengun temps, en denguna cort seglar. E l'avandeita dona na Orgolhosa a jurat sobreus sanz Evangelis Deu corporaument toquatz que aissi l'ac tindra complidament com desus es deit, e renoncied

ne per benir encontra a tot dreit escriut e no escriut, a totz us e a totas costumas qui baler ni ajudar lo pogos a encontra benir, en tot ni en partida, en degun loc ni en dengun temps en denguna cort seglar ni de gleisa. Actum fuit hoc vi die introitus octobris, anno Domini m° cc° l° iii°, regnant Henric d'Anglaterra; G[iraut], archibesque de Bordeu; en W.-R. Colom, major. Testes sunt P. d'Issan, clerc, Hel. d'Arroseirs, clercs, Johan de Labasta, Arn. Arrotbert e Arn. de Sauquatz, qui la carta escrivo.

CCLXIX. — **Reconnaissance d'une dette de 8 livres par Arnaud de Cabanac, au profit de Guillaume Davedac, auquel il donne en mort-gage des revenus à Yvrac.**

1er décembre 1259.

Conoguda causa sia qu'en Arnaut de Cabanac, cavoirs, filhs 'n Arufat de Cabanac, e en P. de Cabanac, sos onc, deven a 'n W. Davedac, calonge Sent-Seurin e a son ordenh viii libras de bordales, lasquaus id arreconegoren que aven agudas e arrecebudas de lui en prest entegrament, en bons deners totz comtatz, ses tot engan e ses tot menchs comte, e renoncieren ne a la exception de la no comtada pecunia. Per lasquaus l'an mes e liurat en penchs, e en poder, e en sazina e en tenenza toz los dreitz e las senhori[*fol. 103*]as de questas, e de talhas, e de cens, e d'esporle, e d'agreiras e de totas autras senhorias que id an ni aver deven, e totz aquetz homes e homias que id an a Yvrac e en totas las lor causas, deusquaus es l'uns en Bertolomeu de Labatut e l'autre es R. de Labatut, sos fraire, so es asaber a tener en son penchs toz los avandeitz homes e totas las lor causas de questa sent Martin que passada es plus pres. E aqui deu los dar a soubre ab las avandeitas viii libras o de qui en ant, quauque hora que soubre bulhan, losquaus homes id lo deven liurar en sa man per arrespondre e per far los dreitz que a lor deven far. E an l'en mandat e combingut deus avandeitz homes e de totas las lor causas portar bona e ferma garentia de totz enparadors, tant quant en son penchs

estaran, aus fors e a las costumas de Bordales. E an l'en dat en bona e plana amor, cum la lor propria causa, tot l'espleit de questas, e de talhas, e de cens, e d'esporles, e d'agreiras e de totas autras causas que ed ni hom per lui aura arrecebud deus avandeitz homes tant quant en son penchs estaran, aissi que nou sia comtat en souta de la paga, niu sia entendut per usura. E asso an lo mandat e autreiat sobre totas las lor causas, moblas e no moblas, on que sian; que tot aissi l'ac tindran complidament, cum deit es; e cascuns es tengutz per lo tot. Actum fuit hoc Iª die introitus dece[m]bris, anno Domini Mº CCº Lº IXº, regnant Henric d'Anglaterra; G[iraut], archibesque de Bordeu; en W.-R. Colom, major. Testes sunt en P. de Jales, clerc Sent-Seurin, Gaucem d'Artigabruna, Arn. Manset de Sent-Maquari e Arn.-W. de Castanhet, qui la carta escrivo.

CCLXX. — **Vente par Gaillarde de Carignan à Guillaume Davedac de certains droits à Yvrac.**

8 février 1252 (n. s.).

Conoguda causa sia que la dona na Galharda de Carinhan, moller qui fo 'n Arramon Qui-no-jura, per sa bona et agradabla volontat, per sin et per totz sos hers et per tot son ordenh, a bendut et liurat et gurpit et desemparat per toz temps a 'n W. Davedac, calonge Sent-Seurin, et a sos hers et a son ordenh, tot quant que era ave ni aver deve ni debenir lo pode ni l'era escadut ni abingut per maiestre Arrufat de Carinhan qui fo en tota la estadja Bertolomeu de Labatut et en la R. de Labatut, son fraire, laquaus es en la parropia d'Ivrac Entre-dos-Mars, ni en lor medix ni aus lors hers ni en totas las lors causas, binhas et terras gazanhadas et hermas, boscs, et landas, et aigas, et pastencs et paduenz, et en cens et en esporles et en questas et en talhas et en totas autras dreituras, et deners, et senhorias, et mes tot quant que era ave ni aver deve ni Clemensa de Labatut, moller Bertolomeu de Labatut, lo deve et l'arende an per an de la terra que tene de lei au casau d'Ivrac a l'agreira,

laquaus terra es entre P. Seguin, d'una part, et P. de Font-Enestraut. Et au meis bendut I capon que Bertolomeu de Labatut et W. Seguin d'Ivrac lo deven de cens, rendent an per an per las terras que tenen de lui en la me[*fol. 103 v°*]dissa parropia. Au meis bendut totz aquetz IIII deners de cens que W. Seguin d'Ivrac lo deu rendre an per an a Nadau per l'artiga de las Batz, que tene de lui, ab totz los dreitz et ab totas las senhorias que a las avandeitas causas apertenen ni apertenir deven, per XV libras de bordales que ed l'en de en preitz et en bona valor de totas las avandeitas causas, et renunciet ne a la exception de no comtat et de no pagat aver et de menor preitz et d'engan. Et a l'en mes et establit vertadeir segnor et cartan *(sic)* possessor, cum en sa propria causa, ses tot arretenement que no sia feit a sin ni aus sons en la proprietat ni eu fons de la causa. Et l'en a mandat et combingut portar bona et ferma garentia de totz emparadors, cum de son franc alo. Et renoncied ne per benir encontra a tot dreit escriut et no escriut, de leis et de decretz et de decretalas, generau et especiau, divin et human, tazible et expres, feit et a far, et a totz us et a totas costumas qui baler ni ajudar lo pogos a encontra benir, ni a l'avandeit en W. Davedac ni a sos hers ni a son ordenh noire en degun loc ni en dengun temps, en denguna cort seglar ni de gleisa. Et l'avandeita dona na Galharda a jurat sobreus santz Evangelis Deu que aissi l'ac tindra complidament, cum deit es. Actum fuit hoc VIII^a die introitus februarii, anno Domini M° CC° L° I°, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[iraut], archibesque de Bordeu; 'n Amaneu Colom, major. Testes sunt P. d'Issan, P. de la Forest, clercs, Amaneu deu Molin, Johan Escot, Bertolomeu de Labatut et Arn.-W. de Castanhet, qui la carta escrivo.

CCLXXI. — **Accord entre le chapitre et Bernard Davedac, chanoine, au sujet d'hommes liges à Yvrac.**

10 novembre 1256.

Conoguda causa sia que cum contrast fos e desacort entreu dean eu capitre Sent-Seurin de Bordeu, d'una part, e en Bern.

Davedac, cavoir, d'autra part, sobre azo que cadauns d'etz demandava per homes liges en Bertolomeu de Labatut d'Ivrac e sos nebotz, a la perfin fo en tau maneira acordat que l'avandeitz en Bern. Davedac, per sa bona volontat, a quitat lo dean eu capitre avandeitz de tot quant los pode demandar ni corelhar per razon de l'avandeit Bertolomeu e de sos nebotz ni per las lors causas. E a quitat l'avandeit en Bertolomeu e sos nebotz per totz temps de tot homenesc e de tota servitut queus pogos far ni demandar entro au jorn que aquesta carta fo feita, senes negun retenement que no sia feit a sin ni a neguna autra persona en tot ni en partida. E aquesta quitanza a feit l'avandeitz en Bern. Davedac au dean e au capitre avandeitz e a lors successors per XLII libras de bordales, queu deans eu capitres avandeitz, l'en det e l'en paget ben e entegrament en bos deners comtatz. De lasquaus l'avandeit Bern. Davedac arreconogo que era ben pagatz deu tot, renuncians a la exception de no comtat e de no pagat aver e de menor preitz e d'engan. Actum fuit hoc x^a die introitus novembris, anno Domini M° CC° L° VI° [*fol. 104*], regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[iraut], arcibesque de Bordeu; Arn.-W. Aimeric, major. Testes sunt P. de Camparrian, P. deu Castelus, prestre, Amaneu lo Faure de Sent-Miqueu, Aiquern de Creissan, Laurens Cristofle e P. de Monbisan, qui la carta escrivo.

CCLXXII. — **Accord avec Bernard-Raimond de Veyrines, chevalier, fixant la dîme due pour le moulin de Saint-Seurin et les terres voisines.**

11 mars 1271 (n. s.).

Memoriale est quod cum questio esset inter venerabiles viros .. decanum et capitulum ecclesie Sancti-Severini Burdegal., ex parte una, et Bernardum Ramundi de Vitrinis, militem, ex altera, super decima molendini appellati molendinum Sancti-Severini et super decima terrarum eidem molendino adjacentium, quas terras et quod molendinum dictus miles tenet in feodum a predictis decano et capitulo, cum certis censu et

sporla, prout in quadam carta de cartulario confecta per manum Guillelmi Bordes, publici cartularii Burdegal., super infeudatione hujusmodi plenius continetur, tandem inter dictas partes, de voluntate partium earumdem, talis amicabilis compositio intervenit, videlicet quod dictus miles dabit perpetuo dictis decano et capitulo dimidiam scartam frumenti ad mensuram Burdegale, pro decima fructuum et proventuum dicti molendini tantum. De qua dimidia scarta debet idem miles solvere primo termino in quo debet solvere censum sive partem census rerum predictarum medietatem, et aliam medietatem in secundo termino annuatim. Quas solutiones dicte dimidie scarte debet facere idem miles, ut dictum est, dum solvet censum rerum predictarum. Pro qua dimidia scarta frumenti annuatim, secundum quod predictum est, exsolvenda, predicti decanus et capitulum quitaverunt predictum militem et ejus heredes de decima molendini predicti. Et nichilominus cultores terrarum predictarum dicto militi in predicta infeudatione a predictis decano et capitulo concessarum debent solvere et reddere plene et integre decimam terrarum ipsarum capitulo memorato. Pro quibus omnibus et singulis tenendis, complendis et inviolabiliter observandis, dictus miles predictis decano et capitulo obligavit se et omnia bona sua. Et ad hec idem miles ex precepto nostro tenetur. Et est sciendum quod super premissis confecta fuerunt duo memorialia, quorum quodlibet in se totum tenorem continet supradictum, quorum unum fuit traditum predictis decano et capitulo, alterum vero militi supradicto. Datum v idus marcii, anno Domini M° CC° LXX^{mo}.

CCLXXIII. — Limites du dixmaire du chapitre à Camarsac.

Hec est decima quam habemus in parrochia de Camarsaco, videlicet de fonte de Peredano usque ad molendinum Monachi, et a dicto molendino prout dividitur a decimario de Cronhon usque ad tastam de Caunaco et a[d] forcatam deu Passador, et a dicta forcata prout ascendit versus Noguerium cadut, et a

dicto Noguerio ultra tantum quantum durat usque a decimario de Lopa. Et per ista loca habet Robbertus de Blanquaforga octavam partem que extraitur primo et in residuo nos percipimus quartam partem et dimidiam quarte, et in estagia Martini Fabri totam decimam partem, ubicumque sint. Habemus in molendino Monachi quartam partem decime.

CCLXXIV. — **Statut capitulaire fixant le maximum de valeur des prébendes non canoniales à 12 deniers et 2 cartons de vin par jour.**

30 octobre 1271.

[*fol. 104 v°*] Statutum est et juramento firmatum quod aliqua prebenda non canonicalis non conferatur ex nunc in ecclesia nostra Sancti-Severini Burdegal. que excedat duodecim denarios et duos cartones vini per diem. Actum in capitulo nostro, presentibus magistro Arnaldo Peyreir, decano, Ramundo de Talomone, cantore, domino Petro Eximini, sacrista, magistro Guillelmo de Rama, Guillelmo Garsye de Faverneto, magistro Gombaldo de Mercato, magistro Arnaldo Guillelmi d'Endernos, magistro Arnaldo de Bogio, magistro Johanne de Galhan, magistro Petro Karoli, Guillelmo Amanevi de Villalata, magistro P. Raynon et Arnaldo Johannis, operario, die veneris proxima ante festum Omnium Sanctorum, videlicet III kalendas novembris, anno Domini M° CC° LXX° primo.

CCLXXV. — **Accord entre les frères de la Pénitence installés dans la paroisse de Puy-Paulin, attribuant au chapitre partie des offrandes, legs, etc., et la propriété de l'immeuble au cas où le couvent serait transféré ailleurs.**

3 mars 1272 (n. s.).

Omnibus Christi fidelibus presentes litteras inspecturis .. prior, fratres et conventus ordinis de Penitentia Jhesu-Christi Burdegalensis, salutem in salutis auctore. Noveritis universi

quod nos prior, fratres et conventus predicti ordinis de Penitentia Jhesu-Christi in parrochia ecclesie Beate-Marie de Podio-Paulini Burdegal. infra muros civitatis Burdegalensis, ad venerabiles viros decanum et capitulum Sancti-Severini Burdegal. pleno jure spectantis, elegimus commorari, et ab ipsis decano et capitulo nobis concedi ecclesiam et cimiterium ibidem humiliter petiimus. Predicti vero decanus et capitulum, attendentes omnimodo satagendum esse ut cultus divini nominis amplietur, nobis inibi ecclesiam et cimiterium benigne concedenda duxerunt, hoc acto et ordinato inter nos et ipsos pro nobis et successoribus nostris quod de omnibus et singulis oblationibus quecumque fient in ecclesia, claustro vel cimiterio nostro Burdegal. eisdem decano et capitulo medietatem solvere et reddere tenemur et tenebimur perpetuo, ratione juris sui parrochialis. Item, medietatem omnium legatorum et omnium obventionum quocumque nomine censeantur nobis vel alicui nostrum obvenientium vel ecclesie nostre, quoquomodo sive ad quemcumque usum, ab omnibus et singulis, sive ratione omnium et singulorum qui sepelientur ibidem, tenemur et tenebimur perpetuo solvere et reddere eisdem decano et capitulo, exceptis pitantiis panis, vini, piscium et hujusmodi quas in comestibilibus habere seu recipere nos continget, dumtamen in ea quantitate ipse pitantie consistant quod infra biduum per fratres inibi pro tempore commorantes possint consumi. Item, non debemus nec possumus aliquem recipere ad sepulturam de parrochianis ecclesiarum ipsorum decani et capituli, scilicet Sancti-Severini, Sancte-Marie de Podio-Paulini, Sancti-Christofori, Sancti-Magxentii, Sancti-Remigii Burdegal. et aliarum ecclesiarum ipsorum, sine speciali ipsorum decani et capituli petita licentia et optenta. Item, medietatem omnium legatorum que nobis, alicui nostrum aut ecclesie nostre quoquomodo sive ad quemcumque usum a quoquam de parrochianis eorumdem decani et capituli legentur solvere et reddere perpetuo tenebimur et tenemur eisdem. Item, prior ordinis nostri Burdegal. vel ejus locumtenens tenetur et tenebitur perpetuo ter in quolibet anno cum eisdem decano et capitulo vel man-

dato suo computare in capitulo Sancti-Severini, scilicet in crastinum Sancti-Severini, in dominica qua cantatur *Letare Jherusalem* et in crastinum Assumptionis beate Marie, et de omnibus supradictis eisdem decano et capitulo vel eorum mandato reddere fideliter, ut [*fol. 105*] dictum est, sine aliqua diminutione et exceptione, medietatem suam predictam. Item, prior conventualis, sub-prior, sacrista, vestiarius, lector, infirmarius et procurator domus nostre Burdegal. et eorum quilibet qui pro tempore Burdegale fuerint, et quilibet eorumdem, altero non expectato, quandocumque et quocienscumque creati de novo fuerint, postquam venerint et fuerint in conventu nostro Burdegal., tenebuntur infra octo dies pro se et fratribus suis jurare eisdem decano et capitulo, in capitulo ecclesie Sancti-Severini, quod omnia predicta et singula integre et illibate servabunt et complebunt et facient observari, nec impetrabunt aliqua privilegia vel facient impetrari quod unquam in contrarium veniatur, nec utentur etiam impetratis, renuntiantes expresse ipsis privilegiis in hac parte, nec dolum, machinationem vel fraudem aliquam committent nec sustinebunt scienter committi in premissis nec aliquo premissorum. Et prior et sub-prior qui pro tempore fuerint in ordine nostro Burdegal. in virtute prestiti juramenti tenentur bis vel ter quolibet anno injungere omnibus fratribus et singulis ordinis predicti in virtute sancte obedientie quod predicta omnia et singula fideliter perpetuo observent, nec procurent nec procurari faciant aliqua arte vel ingenio, per se vel alios, quod predicta medietas dictorum decani et capituli in aliquo minuatur. Insuper actum est inter nos pro nobis et successoribus nostris, ex parte una et dictos decanum et capitulum, ex parte altera, quod si contingat nos .. priorem, conventum et fratres dicti ordinis Burdegal. vel successores nostros de predicta parrochia Beate-Marie de Podio-Paulini ad alium locum aliquo tempore transferri, vel ecclesiam sive capellam aut cimiterium extra predictam parrochiam Beate-Marie de Podio-Paulini facere vel construere, quod ecclesia, capella, cimiterium, claustrum, dormitorium, refectorium, viridaria, orti et omnia bona nostra et

successorum nostrorum in predicta parrochia Beate-Marie de Podio-Paulini hedificata cum solis suis cedant in jus et proprietatem predicte ecclesie Sancti-Severini; et ex tunc omnia premissa et singula donamus eisdem, concedimus perpetuo et quitamus; ita quod decanus et capitulum ecclesie Sancti-Severini qui pro tempore fuerint auctoritate sua propria, nullius judicis vel alterius cujuscumque persone petita licentia vel optenta, omnia predicta et singula possint pro sue libito voluntatis apprehendere et sazire, accipere et habere et in usus proprios sue ecclesie Sancti-Severini convertere et transferre. Insuper, quantum ad omnia premissa et singula, ut in posterum perpetuam habeant firmitatem, jurisdictioni reverendi in Christo patris domini Burdegalensis archiepiscopi et ejus officialis qui pro tempore fuerint nos subponimus perpetuo pro nobis, et omnibus ac singulis successoribus nostris, promittentes quod nullo unquam tempore super premissis vel aliquo premissorum exemptionem aliquam impetrabimus sive impetrari per aliquem faciemus nec utemur etiam impetrata. Ad hec nos frater Egidius, prior, frater P. de Arelate, frater Johannes de Scocia, frater Guillelmus de Sentonge, frater Belengarius, frater Pontius, frater Raymonetus, frater Guillelmus de Fontjoncosa, frater Guillelmetus, frater Arnaldus de Ausavilla, frater Johannes Dorlhac, totusque conventus noster de Burdegala, juramus, tactis sacrosanctis Evangeliis, pro nobis et successoribus nostris universis et singulis, quod omnia premissa et singula integre et illibate servabimus, complebimus et faciemus inviolabiliter observari, nec impetrabimus aliqua privilegia, [*fol. 105 v°*] nec faciemus nec procurabimus per aliquem impetrari quod unquam in contrarium veniatur, nec utemur etiam impetratis. Renunciantes pro nobis et omnibus et singulis successoribus nostris ipsis privilegiis in hac parte, nec dolum, machinationem sive fraudem aliquam committemus nec sustinebimus scienter committi in premissis nec aliquo premissorum. In quorum omnium et singulorum premissorum testimonium, nos predicti prior et conventus Burdegal. predicti ordinis sigilla nostra una cum sigillis dictorum

decani et capituli duximus presentibus litteris apponenda. Nos vero predicti decanus et capitulum ecclesie Sancti-Severini, ut omnia premissa et singula perpetua firmitate nitantur, presentibus sigilla nostra una cum sigillis dictorum prioris et fratrum duximus apponenda, hoc expressim acto inter partes quod si forte vetustate, fractura vel aliquo alio casu contingeret predicta sigilla vel aliquod ex eisdem non apparere appensa esse littere presenti vel non integra apparere, nichilominus huic littere plena fides perpetuo habeatur. Super premissis autem confecte fuerunt due littere predictis sigillis sigillate, quarum alteram habuerunt decanus et capitulum supradicti et aliam prior et conventus Burdegal. superius nominati. Datum et actum quinto nonas marcii, anno Incarnationis Domini M° CC° LXX° primo.

CCLXXVI. — Reconnaissance à Marie, veuve de Guillaume de Bussac, pour une terre et une vigne à Cares.

Novembre 1237.

Conoguda cauza sia que Bonafos Pinsan e Ramon Porteir tenen fevaument de la dona na Marian, molher en W. de Bussac qui fo, la vinha e la terra de Cares que aven acaptad d'en W. de Bussac en sa vita e en sa santad, si cum la devantdeita dona reconogo. E aquesta [terra] e questa vinha es entre la terra P. Maurin, d'una part, eu feu de Bosc, d'autra. E la devantdeita dona convingous en portar bona e ferma guarentia de todz emparadors, sauba sa senhoria e sos dreitz, so es assaber que era los en vesti ab IIII d. d'esporle eu quint deu fruit qui baira, portad au cereir defor lo casted de Bussac, e queus en convingo estre bona dona, sauba sa senhoria e sos dreitz desus mentagudz e autres devers caus senher deu aver sobre son affevat aus furs e a les costumas de Bordales. Actum mense novembris, anno Domini M° CC° XXX° VII°, regnant Henric, rei d'Anglaterra; Guir[aut], archiepiscopo de Bordeu; Rostainh deu Soler, major. Testes sunt maiestre Rufat de Carinhan et P. Faur lo clerc, et R. de Bordeu, et Petres, et Arn. deu Mirailh, qui la carta escrivo.

CCLXXVII. — Investiture par le doyen, de l'acquéreur de terres sises à Barrères et dépendant du chapitre.

18 octobre 1272.

Omnibus presentes litteras inspecturis, A[rnaldus], decanus et capitulum ecclesie Sancti-Severini Burdegalensis, salutem in Domino. Noveritis universi quod constituta in presentia nostra Dauzerona, uxor quondam Fortonis de Graus deffuncti, nunc vero uxor Bernardi de Noalhan, cum voluntate et assensu dicti Bernardi, mariti sui, vendidit et quitavit perpetuo pro se et heredibus suis Helye Grosset, civi Burdegal., duas petias vinee que sunt de feudo nostro, que sunt in loco appellato *a Bareras,* quarum una est sita inter vineam que fuit uxoris Arnaldi Geraldi, cartola[*fol. 106*]rii Burdegale, ex una parte, et vineam Arnaldi-Johannis Fuster, ex altera; quam vineam dixit dicta Dauzerona tenere viginti sex passus in amplitudine, et durat in longum a semita que intrat in planterio usque ad vineam dicti Arnaldi-Johannis Fuster. Et alia petia vinee est inter semitam que intrat in dicto planterio, ex una parte, et vineam dicti Helye Grosset, ex altera, et durat in longum a via communi qua itur apud Beccla usque ad vineam Johannis Boer, et tenet in amplo ex parte vie communis quinquaginta et octo passus et triginta et duos passus ex parte vinee Johannis Boer. Quas vineas, ut dictum est, vendidit et quitavit perpetuo dicta Dauzerona prefato Helye Grosset pro triginta et novem libris burdegalensium garitis, et de dictis vineis se coram nobis disvestivit. Et nos, de voluntate ejusdem Dauzerone et viri sui predicti, investivimus dictum Helyam pro se et heredibus suis de duabus petiis vinearum predictis, cum duobus denariis sporle in dominorum hinc inde mutatione et cum viginti solidis annui census, reddendis nobis et successoribus nostris apud Sanctum-Severinum in festo Assumptionis beate Marie. Et ibi debent dictus Helyas et heredes sui sporlare et facere nobis jus ratione feudi antedicti. Hoc acto inter nos et dictum Helyam pro se et heredibus suis quod ipse vel heredes ejus non possunt

ponere in dictis vineis nec in aliqua earumdem aliquem acasatum nec subacasatum nec feudatarium nec aliquid facere propter quod jura nostra in aliquo minuantur. Dictus vero Helyas de vendis nobis ratione dicte venditionis debitis nobis plene et integre satisfecit. In quorum testimonium nos sigilla nostra presentibus litteris duximus apponenda. Datum xv° kalendas novembris, anno Domini M° CC° LXX° secundo. Nos vero decanus et capitulum predicti recognoscimus predictos viginti solidos census esse thesaurarie nostre. Datum ut supra, scilicet xv° kalendas novembris, anno Domini M° CC° LXX° secundo.

CCLXXVIII. — Collation d'un canonicat par l'archevêque de Bordeaux et le chapitre de Saint-Seurin.

13 novembre 1275.

Symon, Dei gratia Burdegal. archiepiscopus, magistri Johannes, decanus, Arnaldus de Bogio, G. de Mercato, P. Raynonis, Arnaldus de Casa et Marsilius de Insula, canonici ecclesie Sancti-Severini Burdegal., discreto viro magistro Geraldo Boneti, clerico Lemovic. dyocesis, salutem et sinceram in Domino caritatem. Attendentes vestrorum exigenciam meritorum, tam nos archiepiscopus predictus quam nos prefati decanus et canonici, nomine nostro et aliorum concanonicorum nostrorum et tocius capituli nostri, quorum super hoc potestatem habemus, canonicatum et prebendam vaccantes in nostra ecclesia Sancti-Severini predicta per mortem bone memorie Guillelmi-Guarsie de Faverneto, quondam canonici nostri, vobis cum plenitudine juris canonici conferimus et donamus, et de ipsis magistrum Rampnulfum Charelli, canonicum Engolism., vestro nomine investimus. In cujus rei testimonium et munimen, presentes litteras sigillis nostris duximus sigillandas. Actum et datum apud Aquistras, die mercurii post festum sancti Martini hyemalis, anno Domini M° CC° LXX° quinto.

CCLXXIX. — Statuts capitulaires réservant les bénéfices aux clercs qui résident dans la sauveté, excluant les prébendiers des délibérations, etc.

6-13 décembre 1264.

[*fol. 106 v°*] In nomine Domini, amen. Anno Domini M° CC° LX^{mo} quarto, VIII idus mensis decembris, nos Galhardus Lamberti, decanus, et capitulum Sancti-Severini Burdegale, statutum renovantes quod olim fuit in nostra ecclesia factum et diutius ad honorem et magnam utilitatem ipsius ecclesie observatum, deliberatione provida statuimus quod nullus canonicus sive etiam prebendarius prebendam predicte ecclesie ex nunc percipiat, nisi moretur infra salvitatem Sancti-Severini, nisi super hoc a decano et capitulo licentiam obtinuerit specialem. Et ut predictum statutum firmius observetur, ipsum juramento proprio duximus roborandum, auctoritate tamen Apostolice Sedis et jure et privilegiis reverendi patris domini nostri P[etri], Dei gratia Burdegalensis archiepiscopi, et successorum suorum in omnibus semper salvis.

Item, nos Galhardus Lamberti, decanus et capitulum Sancti-Severini Burdegale, utilitati ecclesie nostre prospicere cupientes, cum valde perniciosum et periculosum existat personis ignotis secreta nostri capituli revelare, cum per conversationem hominum ipsorum mores facilius dinoscantur, statuimus et juramento firmavimus corporali quod ex nunc nullus canonicus de expectantibus sive etiam prebendarius ad tractatus nostri capituli admittatur, presertim cum hoc nobis a Sede Apostolica fuerit indultum, nisi ex aliqua causa necessaria et utili ab ipso capitulo specialiter fuerit evocatus. Statuimus etiam quod canonicus expectans, cum sit in stallo gratia honoris, percipiat de anniversariis ut unus ex capellanis ecclesie nostre. Actum VIII idus decembris, anno Domini M° CC° LX^{mo} quarto.

Item, nos Galhardus Lamberti, decanus et capitulum Sancti-Severini Burdegal., statuimus et juramento vallavimus corporali quod nullus canonicus sive prebendarius impetret quod

prebenda sequatur ipsum in scolis vel alibi, nisi illi soli quibus competit de jure in theologia studentes, nec illi nisi illud quod consuevit dari, scilicet xv libre turonensium. Actum VIII idus decembris, anno Domini M° CC° LX^mo quarto.

Item, nos Galhardus Lamberti, decanus, et capitulum Sancti-Severini Burdegale, ad sancta Dei Ewangelia corporaliter tacta juravimus [*fol. 107*] quod nos statutum de non danda prebenda alicui canonico sive prebendario qui infra salvitatem Sancti-Severini moram non fecerit, in ecclesia nostra factum perpetuo servabimus illibate, et quod contra statutum predictum nulli ex nunc licentiam concedemus. Actum idus decembris, anno Domini M° CC° LX^mo quarto.

Item, nos Galhardus Lamberti, decanus, et capitulum Sancti-Severini Burdegale, libertatem et honorem ecclesie nostre augmentare volentes, statuimus quod canonico propter excommunicationem non denegetur prebenda, et, si contingat quod decanus et capitulum non audeant sibi dare prebendam, quod ipsemet per se percipere possit, et decanus et capitulum non debent sibi prestare impedimentum quominus eam percipiat nec molestare ipsum quoquo modo, ratione hujusmodi perceptionis. Actum idus decembris, anno Domini M° CC° LX^mo quarto.

CCLXXX. — **Statuts sur la célébration d'une cérémonie et le repas qui suit.**

1er mai 1268.

Placet quod ille qui faciet cappam nullam faciat invitationem nec etiam capitulum, nec faciet cenam aliquam, nec etiam invitabit ad potum; sed fiet comestio in refectorio per capitulum, ut fieri consuevit, et bibetur in claustro, ut est moris.

§ Super luminare volumus quod nullus canonicus faciat aliquem cereum, nec etiam ille qui cappam faciet, nec alius; sed capitulum faciat XIII^cim cereos, quemlibet duarum librarum, qui super januas ardebunt. Item, volumus quod non sint ibi tibicines nec bucinatores nec balatores, sed solummodo clerici

qui honeste, ut in aliis festis fit, cantent et legant. Actum anno Domini M° CC° LX° octavo, in kalendis maii.

CCLXXXI. — **Statuts attribuant au chapitre moitié des legs faits à la fabrique et obligeant l'ouvrier à rendre ses comptes.**

Noverint universi presentes ac posteri quod in ista ecclesia observatum est ab antiquo et est perpetuo observandum quod de omnibus legatis quecumque fiunt operi hujus ecclesie, capitulum habet medietatem et operarius habet aliam medietatem in usibus operis convertendam. Et hoc verum est nisi specialiter capitulo in eodem testamento aliquid fuisset legatum; tunc enim capitulum de legato operis nichil haberet. Item, de eo quod alias ponitur in archa operis capitulum nichil habet. Super hoc autem debet operarius computare cum capitulo ter in anno, videlicet in crastinum beati Severini, in crastinum Purificationis [*fol. 107 v°*] beate Marie, in crastinum sancti Marcialis, et dicto capitulo fideliter reddere partem suam. Idem quoque operarius qui pro tempore fuerit de omnibus receptis ab ipso ratione operis, tum ex redditibus suis et proventibus, tum ex legatis eidem operi factis, seu alias undecumque, videlicet quid, quantum et unde perceperit et qualiter et in quibus expenderit tenetur computare cum dicto capitulo annis singulis, in terminis antedictis.

CCLXXXII. — **Liste des fiefs tenus par Ébrard de Saint-Seurin.**

Ista sunt feuda Ebrardi de Sancto-Severino [et fratrum suorum (1)] que sunt de facto XX (2) solidorum censualium.

Due domus in burgo Recluse que tenentur ab eo cum XX so-

(1) *Les mots entre crochets ont été ajoutés au-dessus.*
(2) *On a corrigé « V » au lieu de « XX ».*

lidis census, quas tenent P. de Ruano et .. uxor Rampnulphi de Vayrac.

Item, domus in qua idem Ebrardus morabatur apud turrem de Arsac.

Item, domus que est in rua Ademari de Cumbis, prope domum ipsius Ademari, que fuit data in dotem Caube, filie ejusdem Ebrardi.

Item, quinque solidi quos debet eis P. de Lalanda pro quadam vinea que est apud Montem et pro quadam alia que est apud Pipans.

Item, tres solidi census quos dat eis Johanna de Ponte-Longo pro quadam vinea que est *aus Mons.*

Item, vinea quam tenent P. Boerii et Ramundus de Gargon, de qua dant eis medietatem fructus, que est apud Fontem Camissan *(sic).*

Item, vinea quam tenet P. Xantonjer, qui dat eis tercium, que est apud Motam d'Ayra.

Item, vinea quam tenet Maria, uxor Petri Medici junioris, de qua dat eis tercium.

Item, vinea quam tenet ibidem P. de Sancto-Michaele, que dat tercium.

Item, vinea quam tenet Robbertus de Cortilibus apud Pissaboub, de qua dat eis tercium et xii denarios census.

Item, vinea quam tenet ab eis Guillelmus de Bosco apud Mota d'Ayra, de qua dat tercium et quinque solidos census.

Item, vinea quam emit olim Guillelmus Maurini, quam tenet Arnaldus de Molendino pro capellania sua.

Item, iii rege lesque que sunt juxta Vivarium.

Item, domus quam tenet ab eis Guillelmus Chicat, in rua Recluse, juxta uxorem P. de Ruano.

Item, quoddam casale quod est ante domum domini Guillelmi Garsie.

Et [1] predicti v solidi sunt divisi singulariter super predicta feuda, cum .... de hoc extat carta de cartulario, scripta per manum P. Rotberti.

(1) *Cet alinéa a été ajouté plus tard.*

CCLXXXIII. — **Monstrée des terres d'Arnaud de Gairaut qui relèvent du chapitre.**

Iste sunt terre quas Arnaldus de Guairaut ostendit nobis ut feuda nostra.

Primo, ostendit stagiam suam in qua moratur, videlicet domos, terram cultam et nemora, prout protenditur totum a terra Guillelmi Prohome, que [est] de feudo ecclesie de Enzinis, usque ad viam communem que est inter feudum Amanevi de Mosiacho et dictam stagiam, et durat a feudo de Bussac usque ad rivum.

Item, ostendit nobis feudum de *la Forest*, prout durat a bidana que est juxta viam publicam inter istud iddem feudum et feudum de Tirano usque ad fossam deu Buc, et ab illa bidana usque ad aliam bidanam que est juxta viam publicam que est juxta nemus Mayenssan, et ab illa bidana que est juxta nemus Mayensan, usque ad bidanam de Belhafont, et ab illa bidana de Belhafont, usque ad bidanam terre de Boyssonio, et ab illa usque ad terram Forthonis Fogalarii, que est de homagio ecclesie nostre, et ab eadem terra dicti Forthonis, que est juxta predictam viam, usque ad primam predictam bidanam.

Item, la boria de *la Horestulha*, que est inter feudum de Tyrano et feudum de Bussac.

Item, terram cultam et nemus ad locum appellatum *a Balaranhias*, prout sunt inter feudum de Bussac, ex utraque parte, et durat in longum per quatuor versanas a via publica.

Item, ostendit *aus Aulaners* terram cultam et vineam, prout sunt inter feudum de Thilia et feudum de Bussac, et durat in longum a via appellata *Veyrinera* usque ad vinema dicti Arnaldi que est de feudo dicti Arnaldi et appellatur vinea *deu Luc*. Vidimus.

Item, ibi prope, apud locum qui appellatur *au Dolh,* inter vineam et boscum que sunt inter vineam Petri-Arnaldi de Halhan et Petrum d'Alhan junioris *(sic)*. Vidimus.

Item, apud *Cares,* ostendit terram cultam et vineam que

sunt inter feudum Bernardi de Alhan et vineam Bonafusi Pinsan, que est de feudo nostro. Vidimus.

Item, *au Brosterar Sent-Martin,* lescam et nemus, prout sunt ex utraque parte inter feudum de Bussac et ex utroque capite est via publica. Vidimus.

Item, terram cultam, vineam et nemus in loco appellato *aus Pojous,* prout durant a loco appellato *au Defes* usque ad vineam Arnaldi Andronis que est de feudo de [*fol. 108 v°*] (1) Bussac, et durat in longum a terra Austencii Fabri de Halhan usque ad terram dicti Arnaldi Andronis. Vidimus.

Item, apud sorberium *de la Monja,* terras cultas et vineas contiguas que sunt inter vineam Comptoris de Cavoyr et terram Guillelmi Maurini, et durat in longum a feudo de Bussac usque ad viam communem. Vidimus.

Item, *a l'Estepa,* duas vineas que dividuntur per viam publicam. Et ibidem sunt terre et vinee que durant a vinea Forthonis Maurini usque ad frontale quod dividit feudum istud et feudum de Bussac.

Item, ibidem a feudo de Bussac usque terram dicti Arnaldi Andronis. Vidimus.

Item, *a Casau Bonon,* terram cultam et vineam que est inter vineam Arnaldi Andronis et terram dicti Arnaldi de Gayraut, que est de feudo confratrie sancti Luche. Vidimus.

Item, *au Pradet,* illud feudum, scilicet terram et vineam que sunt inter feudum Ayquelmi de Berneta et feudum de Bussac. Vidimus.

Item, *a la Pradera,* vineam que est inter vineam Alaydis de Bolac, sororis quondam Guillelmi Andronis defuncti, et vineam domine Assallite de Bussac. Vidimus.

Item, ibidem prope, VIII regas terre que sunt inter feudum de Bussac.

Item, *a Goeyta Velha,* quandam vineam que est inter feu-

(1) *Dans la marge supérieure:* Anno Domini M° CC° LXX° primo, sabbato post dominicam *Invocabit me,* videlicet XIIII° kalendas aprilis, sexta die ante festum Annunciacionis dominice, fuit promotus in presbyterum dominus papa Gregorius X^{us}, et in sequenti die dominica fuit consecratus.

dum de Bussac ex utroque latere et est juxta viam communem. Vidimus.

Item, *a la Haurga,* quandam peciam terre que est inter vineam Forthonis Maurini et terram Petri Ayquelmi et est juxta rivum. Vidimus.

Item, *au Boysson deu Bri,* terram et vineam que sunt inter nemus Petri Ayquelmi et terram Austencii Fabri defuncti. Vidimus.

Item, *au Bosquet,* quandam peciam terre inter terram Forthonis Maurini et vineam [*fol. 109*] dicti Arnaldi de Gayraut, que est de feudo confratrie sancti Luche.

Item, *a la Hortada,* ibidem juxta *lo Bosquet,* xvi regas terre que sunt inter vineam dicti Arnaldi de Gairaut, que est de feudo dicte confratrie sancti Luche et viam communem. Vidimus.

Item, ibidem *a Malartig,* terram et vineam que sunt inter vineam Petri Arnaldi et terram Primota de Bussac. Vidimus.

Item, *au Puple,* xv regas terre inter feudum Ayquelmi de Berneta et feudum de Bussac. Vidimus.

Item, *au Pudon,* quandam vineam que est inter feudum de Bussac et vineam Comptoris de Cavoyr. Et dictus locus *deu Pudon* est contiguus loco *deu Pujous.* Vidimus.

Item, apud stagnum de Halhan, xviii regas lesque et lande que durant in longum a feudo Ayquelmi de Berneta usque ad rivum dicti stagni, et sunt juxta firmum stipitis dicti stagni et sunt ex utroque latere in feudo de Bussac.

Item, *a la Prada,* xvii regas vinee que sunt inter vineam Arnaldi Andronis et vineam Petri Ayquelmi. Et domina de Bussac debet eas tenere ad vitam suam et postea debet habere eas Arnaldus de Gayraut.

Item, *au Boysson deu Bri,* x regas vinee que sunt inter vineam Forthonis Maurini et terram dicti Arnaldi de Gayraut. Et domina de Bussac tenebit eas ad vitam suam et postea dictus Arnaldus de Gairaut.

Item, *au Bosquat,* xxv regas tam terre quam nemoris que sunt inter feudum de Bussac ex utroque latere, et durat in

longum a terra Arnaldi de Gairaut usque ad magnam viam publicam.

CCLXXXIV. — Statut réglant le roulement des hebdomadiers et les distributions de vin qui sont faites aux époques des vendanges.

8 avril 1303.

[*fol. 109 v°*] In nomine Domini, amen. Anno Incarnacionis ejusdem M° CCC° tercio, in crastinum Resureccionis dominice, scilicet VI idus aprilis, nos, capitulum ecclesie Sancti-Severini Burdegal., nostrum, ut moris est antiqui, eadem die generale capitulum celebrantes, utilitatem ipsius ecclesie tam in spiritualibus quam temporalibus attendentes, juris tradicione pensata, nichilominus intendentes inter nos amputare discordie materiam et eciam questionis, in primis, ne capellanie ejusdem ecclesie collationes decano nostro nobisque comunes, cum vacaverint, valeant retardari, statuimus ut per septimanas collatio fiat, in modum qui sequitur, earumdem : videlicet quod quandocumque decanus noster presens fuerit et continuam residenciam fecerit in salvitate nostra, primas duas septimanas habeat, et eodem modo quilibet canonicus noster presens et residens, secundum sue recepcionis ordinem, unam septimanam habeat consequenter, et, illis septimanis finitis, predictus ordo septimanarum reincipiat quociens fuerit sic finitus. In quibus septimanis duabus decanus et quilibet canonicus in sua una, superiori ordine repetito, capellaniam que tunc vaccaverit, et etiam plurez, si plures in sua septimana capellanias vacare contingat, a[u]ctoritate presentis statuti, plenum jus ex nunc in perpetuum ydonee persone habeat, irrequisito decano et capitulo, conferendi. Preterea statuimus, immo jam factum statutum verius declaramus, divini cultus augmentum precipue attendentes, ut nullus in ecclesia nostra distribucionem grossam aut parvam accipiat, nec in vindemiis duo dolia vini, nisi pro rata temporis cujus in salvitate nostra residenciam fecerit illo anno quo fructus excreverint seu obvenerint de

quibus sive de duobus doliis vini vel aliis erit distribucio facienda. Continuam etenim quoad predicta residenciam faciunt ac presentes reputantur, et sic inter nos est interpretatum et observatum hactenus, qui hospicium in salvitate nostra tenent et familiam continue, licet in vindemiis vel aliquociens alio tempore pro suis seu alienis negociis ipsos personaliter abesse contingat, et qui morantes in eadem salvitate, quamvis hospicium et familiam non teneant personaliter, continue sint presentes. Et ideo dicta duo dolia vini taliter residentes integre percipiunt et distribuciones predictas.

CCLXXXV. — Hommage par Guillaume du Vivier, qui se fait homme lige du chapitre.

7 octobre 1274.

[*fol. 110*] De homagio Guillelmi deu Viver.

Dominica post octabas beati Michaelis, anno Domini M° CC° LXX^mo quarto, Guillelmus deu Viver, filius Guillelmi de Viver, de Sancto-Trojano in Burgesio, fecit se hominem ligium et questarium ecclesie Sancti-Severini Burdegal. et fecit homagium dicte ecclesie super altare sancti Severini, juramento prestito corporali, et quod non recederet ab homagio predicto sine licencia capituli ejusdem ecclesie. Presentibus cantore ejusdem ecclesie, domino Guillelmo Garsie, magistro Johanne Geraldi, canonicis, Thoma de Genessan, Guillelmo de la Forcada, Helya de Boscho, Petro Carpi, Petro de Castanheto, presbyteris; Dominico Maurini de Paulhac, Ramundo de Nuger de Martinhas, clericis.

CCLXXXVI. — Donation par Assaillide de Bussac de 100 sous de revenus à percevoir sur Arnaud de Gayraud, habitant d'Eysines.

2 août 1272.

Donacio centum solidorum annui redditus facta ab Assallita de Bussac super bonis que tenebat ab ea Arnaldus de Gauiraut, parrochianus de Aizinis.

Omnibus presentes litteras inspecturis Assallita de Bussac, vidua, soror quondam et heres Guillelmi de Bussac, militis, defuncti, domini quondam de Bussac, salutem in Domino. Noveritis quod nos, pro salute anime nostre et progenitorum nostrorum, in perpetuam elemosinam damus, concedimus et donamus ecclesie Sancti-Severini Burdegal. centum solidos annuos quos nobis debet Arnaldus de Guayraudo de Halhan, parrochie de Ayzinis, pro terris, vineis et aliis que idem Arnaldus habet et tenet a nobis, necnon damus, donamus et concedimus eidem ecclesie eundem Arnaldum cum omnibus et singulis tenenciis et pertinenciis ejusdem, ut hominem nostrum, et totum jus quod nos habemus seu habere quoquomodo debemus in predictis centum solidis et Arnaldo predicto et successoribus ejus et bonis ipsorum, jure dominii, proprietatis, possessionis et quolibet alio modo totaliter perpetuo, transferimus et transfundimus in ecclesiam antedictam. In quorum testimonium et munimen presentem cartam ecclesie predicte concessimus sigillo venerabilis viri Guillelmi, archipresbiteri de Molinis, ad nostram instanciam sigillatam. Et nos .. archipresbiter predictus, ad predicte Assallite rogatum, sigillum nostrum presenti carte duximus apponendum. Datum et actum apud Bussac, in crastinum cathedre sancti Petri, anno Incarnacionis Domini millesimo CC° LXX^mo^ secundo.

CCLXXXVII. — **Déclaration des droits dus par les habitants de la sauveté.**

10 novembre 1271.

[*fol. 110 v°*] Memoriale de deveriis que debentur capitulo a Ramundo Planter et ab aliis commorantibus in salvitate Sancti-Severini.

Memoriale est quod constitutus in jure coram nobis .. officiali capituli Burdegal., sede vacante, Ramundus Planter, parrochianus ecclesie Sancti-Severini Burdegal. commorans in burgo appellato *lo borc Sent-Martin,* in salvitate ecclesie Sancti-Severini Burdegal. predicte, confessus fuit et recognovit quod

ipse et quilibet alius commorans in parrochia ecclesie Sancti-Severini Burdegal. predicte et specialiter in salvitate dicte ecclesie debet hec tria deveria que secuntur capitulo dicte ecclesie Sancti-Severini et .. decano, scilicet unam bonam gallinam annuatim in vigilia Nathalis Domini, nuncio dicti capituli exsolvendam, et duos denarios de quolibet tonello vini vendito et ex nunc vendendo ad tabernam in salvitate et parrochia predictis, et fidejussores ipsi .. decano pro omni mandato. Confessus fuit eciam quod quicumque commorantes in dicta parrochia et salvitate debuerunt perpetuo et solverunt sive solvere debuerunt et facere jura et deveria predicta predictis .. decano et capitulo. Et promisit et firmavit idem Ramundus, obligans se et heredes suos et omnia bona sua pro premissis observandis, quod ipse et heredes sui perpetuo facient et exsolvent jura et deveria predicta, ut superius est expressum, quamdiu ipse et heredes ejusdem in salvitate et parrochia morabuntur predictis. Et ad premissa observanda dictus Ramundus et heredes ejus ex precepto nostro tenentur. In quorum testimonium sigillum dicti capituli quo ad causas utimur ad dicti Ramundi instanciam presenti memoriali duximus apponendum. Datum IIII idus novembris, anno Domini M° CC° LXX^{mo} primo.

CCLXXXVIII. — Accord avec Bernard-Raimond de Veyrines, touchant la dîme du moulin de Saint-Seurin.

11 mars 1271 (n. s.).

Memoriale compositionis decime molendini Bernardi Ramundi, militis.

Memoriale est quod, cum questio esset inter venerabiles viros .. decanum et capitulum ecclesie Sancti-Severini Burdegal., ex parte una, et Bernardum Ramundi de Vitrinis, militem, ex altera, super decima molendini appellati molendinum Sancti-Severini, et super decima terrarum eidem molendino adjacencium, quas terras et quod molendinum dictus miles tenet in feodum a predictis decano et capitulo cum certis censu et

sporla, prout in quadam carta de cartulario confecta per manum Guillelmi Bordes, publici cartularii Burdegal., super infeudatione hujusmodi plenius continetur, [*fol. 111*] tandem inter dictas partes, de voluntate parcium earumdem, talis amicabilis composicio intervenit, videlicet quod dictus miles dabit perpetuo dictis decano et capitulo dimidiam scartam frumenti ad mensuram Burdegal. pro decima fructuum et proventuum dicti molendini tantum, de qua dimidia scarta debet idem miles solvere primo termino in quo debet solvere censum sive partem census rerum predictarum medietatem et aliam medietatem in secundo termino, annuatim. Quas solutiones dicte dimidie scarte debet facere idem miles, ut dictum est, dum solvet censum rerum predictarum. Pro qua dimidia scarta frumenti annuatim, secundum quod predictum est exsolvenda, predicti decanus et capitulum quitaverunt predictum militem et ejus heredes de decima molendini predicti. Et nichilominus cultores terrarum predictarum dicto militi in predicta infeudacione a predictis decano et capitulo concessarum debent solvere et reddere plene et integre decimam terrarum ipsarum capitulo memorato. Pro quibus omnibus et singulis tenendis, complendis et inviolabiliter observandis dictus miles predictis decano et capitulo obligavit se et omnia bona sua. Et ad hec idem miles ex precepto nostro tenetur. Et est sciendum quod super premissis confecta fuerunt duo memorialia, quorum quodlibet in se totum tenorem continet supradictum, quorum unum fuit traditum predictis decano et capitulo, alterum vero militi supradicto. Datum v idus marcii, anno Domini M° CC° LXX^{mo}.

CCLXXXIX. — **Accord devant l'official touchant les droits dus pour une vigne sise dans la palu.**

12 octobre 1274.

Feodagium vinee Amanevi de Areis, in palude Burdegale.

Memoriale est quod, proponente in jure coram nobis capitulo

Burdegal., sede vacante, venerabilibus viris capitulo Sancti-Severini Burdegal. contra Amanevum de Areis, civem Burdegal., quod idem Amanevus tenet et predecessores ejus tenuerunt ab eodem capitulo Sancti-Severini quinque sazones vinee sitas in palude Burdegal., in loco appellato apud *Ester major*, juxta vineam Helye Barba, cum quarta parte et decima fructuum excrescencium in dicta vinea, portandis per dictum Amanevum ad expensas suas ad trolium Sancti-Severini Burdegal., et certa sporla, et cum prandio et duobus denariis custodi dicti capituli dandis quamdiu vindemiatur dicta vinea et quousque jus suum dicto capitulo fuerit exsolutum, in quorum omnium possessione dictum capitulum se esse dicebat et fuisse per [*fol. 111 v°*] biennium proximo preteritum, et proponentibus eciam quod per decem annos ante dictum biennium idem Amanevus retinuerat indebite quartum eidem capitulo debitum cujusdam partis vinee antedicte, que totalis vinea predicta durat in longum a vinea Blanche, uxoris quondam Guillelmi Arnaldi de Porta, sororis dicti Amanevi, usque ad fossatum versus paludem, et petentibus eodem capitulo dictum Amanevum sibi per nos condempnari in decem libris monete burdegalensis, racione dicti quarti retenti ab ipso, ut dictum est, per dictum decennium, dictus Amanevus confessus est omnia predicta vera esse. Et promisit et firmavit coram nobis se ex nunc omnia et singula jura predicta facere et exsolvere capitulo supradicto, et super dictis arreragiis petitis supposuit se voluntati dicti capituli Sancti-Severini. Et ad premissa complenda dictus Amanevus ex precepto nostro tenetur. Datum et actum IIII idus octobris, videlicet die veneris ante festum beati Luche Evangeliste, anno Domini M° CC° LXX^{mo} quarto.

CCXC. — **Engagement pris par Nadie, femme de Batbertrand, damoiseau, de payer une rente de 60 sous due au chapitre pour des terres sises à Saint-Yzans et à Bégadan.**

31 octobre 1270.

Memoriale sexaginta solidorum annui redditus quos Nadias, uxor Ruphati de Batbertran, domicelli, debet capitulo Sancti-Severini Burdegale.

Memoriale est quod Nadias, uxor Ruphati de Batbertran, domicelli, cum consensu ejusdem mariti sui, confessa est coram nobis .. officiali capituli Burdegal., sede vacante, quod Guillelmus Clavigerii, miles de Castellione, avus suus maternus, cujus ipsa heres existit, et Guillelmus Clavigerii, miles Sparre, frater predicti Guillelmi, olim promiserunt se soluturos annuatim sexaginta solidos monete burdegalensis venerabilibus .. decano et capitulo ecclesie Sancti-Severini Burdegal., ratione composicionis olim inite inter partes predictas super quibusdam terris quas dicti .. decanus et capitulum petebant ab ipsis fratribus, pro quibus sexaginta solidis annuis solvendis annuatim inter festum beati Severini et festum beati Martini hyemalis a dictis fratribus et eorum heredibus, obligarunt se fratres predicti, et terras, vineas, feuda, agrerias et alia bona que ipsi [*fol. 112*] habebant in parrochia Sancti-Dyzencii, et que habebant apud Corbian, et apud Flaujac, et apud Soronas et aliis locis que sunt in parrochia de Begazan. Quos sexaginta solidos annuos dicta Nadias promisit et firmavit coram nobis se soluturam et reddituram annuatim inter festa predicta .. decano et capitulo memoratis, sub obligacione omnium bonorum predictorum. Et ad hoc ex precepto nostro tenetur. Fecit autem obligationem predictam dicta Nadias cum consensu expresso dicti mariti sui, et fecit eandem pro se et heredibus suis in perpetuum. Datum II kalendas novembris, anno Domini M° CC° septuagesimo.

CCXCI. — Donation par Bernard de Mons, chanoine, d'un manse et de deux hommes à Barsac.

Memoriale legati Bernardi de Montibus, concanonici nostri olim, pro anniversario suo faciendo.

Omnibus presentes litteras inspecturis .. officialis Burdegal., salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod Bernardus de Montibus, canonicus ecclesie Sancti-Severini Burdegal., in presencia nostra donavit et concessit inter vivos ecclesie antedicte, pro salute anime sue et pro anniversario suo post mortem suam faciendo, Forthonem de Marsan et Willelmum Bruni, nepotem ejus, homines suos legios et questarios commorantes in parrochia de Barsac, et totam stagiam que vocatur stagia de Lavizon, sitam in eadem parrochia, cum omnibus pertinenciis eorumdem. Rursus donavit et cessit eidem ecclesie omne jus et omnem accionem sibi competencia contra dictos homines et quoscumque alios racione ipsorum et stagie antedicte ac cujuslibet eorumdem. In quorum testimonium, ad instanciam ipsius B., sigillum nostrum una cum sigillo ejusdem presentibus duximus apponendum. Datum et actum presentibus et videntibus G[aillardo], decano, B[osone], cantore, magistro R. Amici, Ramundo de Fonte, Ayquelmo de Salaunas, Ayquelmo de Sancto Germano, Willelmo Garsye, R. de Talomone, Pelegrino de Rocella, canonicis ejusdem ecclesie, magistro Arnaldo Peirer et pluribus aliis.

Dicta [1] stagia est redacta ad xv solidos census, quos reddit magister Arnaldus de Barssaco, canonicus istius eclesie, ut aparet per cartam factam per Arnaldum de Paurmenta (?), cartularium Burdegal., quia remanserat in deserto per totam guerram, et quia nullus fuit inventus qui tantum daret.

[1] *Ce qui suit a été ajouté.*

CCXCII. — **Autorisation accordée par l'archevêque de Bordeaux au chapitre Saint-Seurin d'acquérir des dîmes dans l'étendue du diocèse.**

17 novembre 1231.

Privilegium archiepiscopi Burdegal. quod capitulum Sancti-Severini possit acquirere decimas quocumque titulo in tota dyocesi Burdegale.

[*fol. 112 v°*] G[eraldus], Dei gratia Burdegalensis archiepiscopus, .. decano et capitulo Sancti-Severini Burdegal. salutem et sinceram in Domino caritatem. Cum a nobis petitur quod justum est et honestum, tam vigor equitatis quam ordo exigit racionis ut id per sollicitudinem nostri officii ad effectum debitum perducatur. Eapropter, dilecti in Christo filii, vestris justis peticionibus inclinati, capitulo vestro concedimus et eciam indulgemus ut decimas per dyocesim nostram donationis, empcionis, obligationis vel legati aut alio quoquo justo titulo possit acquirere ac pacifice sine molestia possidere, nisi ex causa hanc nostram indulgenciam nos contingeret revocare. Datum apud Silvam Majorem, anno Domini M° CC° XXX° I°, die lune infra octabas beati Martini hyemalis.

CCXCIII.— **Reconnaissance des habitants de Carone, paroisse de Saint-Laurent en Médoc, pour le cens dont sont grevées celles de leurs terres qui ne sont pas sujettes à l'agrière.**

5 novembre 1250.

Census hominum de Carona, de parrochia Sancti-Laurencii in Medulco.

Memoriale est quod homines ville de Carona, de parrochia Sancti-Laurencii in Medulco, constituti in jure coram nobis, ad instanciam capituli Sancti-Severini Burdegal., confessi fuerunt se debere singulis annis eidem capitulo quatuor solidos censuales tribus obolis minus, pro omnibus casalibus et terris

non agrerialibus quas habent et excolunt apud Carona. Confessi fuerunt eciam quod illos debebant de IIIor annis proximo preteritis. Et promiserunt et firmaverunt coram nobis quod ipsi solverent deinceps dictum censum mandato capituli, in festo beati Severini apud dictam villam de Carona, vel apud Sanctum-Laurencium, vel apud Lamarca, vel apud Castrum Novum, vel apud Arcings, ubicumque de locis predictis dicto capitulo placuerit. Datum et actum in nonis novembris, anno Domini Mo CCo Lo.

CCXCIV. — **Engagement pris par Garson de Lamarque de payer la rente de 10 sous qu'il doit au chapitre pour les hommes, les terres et les droits que ledit Garson possède à Saint-Laurent en Médoc.**

21 juillet 1270.

De facto decem solidorum annui census quos debet Garsio de Lamarcha, miles.

[*fol. 113*] Memoriale est quod in nostra presencia constitutus Garsie *(sic)* de Lamarcha, miles, confessus est in jure coram nobis se debere decem solidos annui census, solvendos in festo Sancti-Severini annuatim capitulo Sancti-Severini Burdegal., pro hominibus, terris, juribus et redditibus que idem miles habet in parrochia Sancti-Laurencii in Medulco, locis appellatis *a Secz Molins* et *a Carona*. Quos decem solidos annui census legaverunt dicto capitulo Galhardus de Scuris et Marquesia de Scuris super omnibus hominibus, redditibus et juribus predictorum locorum appellatorum *a Secz Molins* et *a Carona*, a quibus sive a successoribus eorum dominus Amanevus de Marcha, pater dicti Garsionis, emit homines et jura predicta cum decem solidis predictis, annuatim, ut dictum est, reddendis capitulo memorato, pro anniversariis eorumdem. Confessus fuit eciam quod per octo annos proximo preteritos cessatum fuit in solutione dictorum decem solidorum. Et promisit et firmavit coram nobis idem miles sub ypotheca rerum suarum, et ex precepto nostro tenetur solvere et reddere dicto

capitulo ex nunc dictos decem solidos annuatim et solvere infra instans festum Omnium Sanctorum quatuor libras monete burdegalensis pro eo quia cessatum fuit, ut dictum est, per octo annos proximo preteritos in solucione dicti census. Et debet solvere sex solidos pro expensis factis in repeticione census predicti pro tempore preterito. Datum XII kalendas augusti, anno Domini M° CC° septuagesimo.

CCXCV. — **Engagement pris par Pierre de Corn et deux autres de payer annuellement au chapitre 300 sous sur la taille d'Issan.**

22-28 octobre 1257.

De facto cappellanie quam dominus Arnaldus de Blanchafort, miles, instituit in ecclesia Sancti-Severini.

Memoriale est quod Petrus de Corn, prepositus domini Petri-Bertrandi de Blancafort, Guillelmus de Fonte et Ramundus d'Issan promiserunt et firmaverunt in manu nostra se soluturos et reddituros annuatim capitulo ecclesie Sancti-Severini Burdegal. trecentos solidos burdegalensium de tallia que extrahetur de villa d'Issan, videlicet centum solidos in festo Natalis Domini, alios centum in festo Pasche et residuos centum solidos in festo Assumpcionis beate Marie, quilibet ipsorum se in solidum obligando. Renunciantes super hiis omni beneficio juris scripti et non scripti quod eis posset in hac parte [*fol. 113 v°*] prodesse. Datum in octabis sancti Severini, anno Domini M° CC° L° septimo.

CCXCVI. — **Engagement pris par Eyraud, prieur de Barbezieux, de payer 10 sous tournois pour son église de Saint-Seurin près Barbezieux.**

18 octobre 1264.

De facto decem solidorum turonensium annui census quos debet prioratus de Berbezillo capitulo Sancti-Severini.

Viris venerabilibus et discretis .. decano et capitulo ecclesie

Sancti-Severini Burdegal., Eyraudus, humilis prior de Berbezillo, diocesis Xanctonensis, et conventus ejusdem loci, salutem in Domino. Cum nos vobis debeamus pro ecclesia nostra Sancti-Severini prope Berbezillum quinque solidos rendales de moneta olim dicta pictavini veteres de Baiona, que olim currere consuevit et modo currere desierit, pro illis quinque solidis rendalibus, vobis promittimus nos reddituros annuatim in festo sancti Severini apud Burdegalam per nuncium nostrum decem solidos turonensium pro predicta ecclesia nostra. In cujus rei testimonium nos, dictus prior, sigillum nostrum pro nobis et dicto conventu nostro, quo nos conventus contenti sumus, presentibus duximus apponendum. Datum sabbato ante festum beati Severini, anno Domini M° CC° LX^mo quarto.

CCXCVII. — Reconnaissance par Braïda touchant les rentes qu'elle doit au chapitre pour l'anniversaire de son père et de sa mère.

16 mai 1270.

De facto viginti et IX solidorum quos Braida, domina de Vitrinis, debet pro anniversario patris sui et matris sue.

Omnibus presentes litteras inspecturis, capitulum Burdegal., sede vacante, salutem in Domino. Noveritis universi quod cum venerabiles viri decanus et capitulum Sancti-Severini Burdegal. proponerent in jure coram nobis contra nobilem mulierem dominam Braidam, filiam quondam et heredem domine Comptoris, domine de Vitrinis, quod dicta domina Comptor olim dedit ecclesie Sancti-Severini Burdegal. novem solidos annui census, quos promisit se assignaturam in bono loco, pro anniversario domini Ayquelmi-Guillelmi de Sparra, defuncti mariti quondam dicte Comtoris et patris dicte Braide, quos novem solidos census perceperant, ut dicebant, annuatim a dicta domina Comtori, quamdiu vixit, et a dicta domina Braida, post mortem ejusdem C., et ab hominibus quos dicta domina B. habet apud Taudinet continue ex causa donationis predicte, exceptis quatuor annis proximo preteritis, quibus predicta do-

mina B. et dicti homines de Taudinet cessaverant [*fol. 114*] in solucione dictorum novem solidorum census et peterent dictam dominam Braidam sibi per nos condempnari in solutione dicti census pro dictis quatuor annis preteritis et in restitucione possessionis vel quasi solutionis census predicti, et quod domina Braida predicta dictum censum assignaret in bono loco ecclesie antedicte, necnon et proponerent contra dominam predictam quod dicta domina Comtor, mater ejusdem B., in sua ultima voluntate legaverat dicte ecclesie Sancti-Severini viginti solidos annui census pro anniversario suo et pro anniversario dicti domini Ayquelmi-Willelmi, et ostenderent donationem dictorum novem solidorum et assignationis promissionem scriptam esse in rotulis censualibus ejusdem ecclesie, et dictum legatum dictorum viginti solidorum annui census contineretur in testamento sive ultima voluntate dicte domine C., quam predicta domina B. exhibuit in jure coram nobis, in qua ultima continebatur quod si dicti .. decanus et capitulum Sancti-Severini Burdegal. ponerent impedimentum quod dicta domina C. non sepeliretur in sepultura quam in testamento suo elegerat, ipsa auferebat dicte ecclesie dictum censum viginti solidorum predictorum. Tandem, predicta domina B. magistro Petro Raynon, canonico dicte ecclesie Sancti-Severini, detulit jusjurandum quod si ipse juraret quod ipse credebat quod predicta donacio dictorum novem solidorum vera fuisset et quod per legatum dictorum viginti solidorum non credebant revocatam donationem dictorum novem solidorum, nec credebat ipsos novem solidos in legato dictorum viginti solidorum contineri, ipsa predictos viginti et novem solidos annui census ex nunc exsolveret et de tempore preterito satisfaceret ecclesie antedicte. Quod juramentum ad delationem dicte domine Braide idem canonicus prestitit in judicio coram nobis. Unde predicta domina B. p[ro]misit et firmavit coram nobis et ex precepto nostro tenetur ex nunc solvere et reddere ecclesie antedicte censum predictum dictorum viginti et novem solidorum et ipsum censum novem solidorum tenetur assignare in bono loco infra festum proximum Natalis Domini. Datum XVII°

kalendas junii, anno Domini M° CC° septuagesimo, presentibus venerabilibus viris B[osone?], decano Burdegal., magistro Johanne de Galhano, magistro Arnaldo Johannis, operario et canonico Sancti-Severini Burdegal., fratre Helya Compte, gardiano Fratrum Minorum Burdegal., Forthone Gueyta, presbytero, et magistro Petro de Favenereto *(sic)*, prebendario Sancti-Severini Burdegal., et pluribus aliis.

CCXCVIII. — **Reconnaissance par deux frères qui doivent au chapitre un boisseau de froment pour faire les hosties.**

24 février 1262 (n. s.).

[*fol. 114 v°*] Memoriale frumenti ad hostias faciendas.

Memoriale est quod Guillelmus et Arnaldus de Tasta, de Vitrinis, fratres, confessi sunt et recognoverunt coram nobis se debere .. decano et thesaurario Sancti-Severini Burdegal. ad hostias faciendas unum boichellum frumenti census boni, domicelli, puri, vendibilis et legalis, solvendum annuatim eisdem decano et thesaurario in festo sancti Severini a fratribus antedictis. Pro qua solutione anno quolibet facienda, ut superius est expressum, predicti fratres se supposuerunt ypothece et omnia bona sua. Datum VI° kalendas marcii, anno Domini M° CC° LX^{mo} primo.

CCXCIX. — **Reconnaissance par Guillaume Arthus.**

25 août 1264.

Memoriale anniversarii Petri Doati, quondam canonici hujus ecclesie.

Memoriale est quod Guillelmus Arthus, civis Burdegal., coram nobis constitutus, obligans se et sua, promisit et firmavit se soluturum et redditurum ecclesie Sancti-Severini Burdegal. quadraginta solidos census ex nunc in antea singulis annis pro anniversario Petri Doati, quondam canonici ecclesie memorate, de duabus vineis quas ipse tenet, que olim fuerunt canonici



supradicti, quarum vinearum altera est in loco appellato Caput Ville, inter vineam Martini de Lateulera, ex parte una, et vineam Ramundi Helye, carnificis, ex altera; alia vero est in loco appellato Terra Nigra, inter vineam Vitalis de Faya, ex parte una, et vineam Petri Arnaldi, ex altera; vel dimittere, si voluerit, predictas vineas quitas et liberas ecclesie supradicte. Datum VIII° kalendas septembris, anno Domini M° CC° LX^mo^ quarto.

CCC. — **Legs par Mabille de Blanquefort, femme d'Élie de Chales, d'une rente de 100 sous à percevoir à Bruges et à Parempuyre.**

27 janvier 1255 (n. s.).

[*fol. 115*] Carta legati relicti ecclesie Sancti-Severini a domina Mabilia, olim domina de Blancafort.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Conoguda causa sia que na Mabila, dona de Blancaffort, ab son bon sen e ab sa bona memoria, ab bolomtat e ab autrei d'en Elias de Chales, son marit, en son darrer testament e en sa darreira bolomtat, contengut e contenguda en carta de cartolairi feita per la man maiestre W. de Proenssa, det e leisset c sold. d'arrenda an per an per totz temps a la gleisa Sent-Seurin de Bordeu, en aquo que era ave a Bruja e a Parrampuira, liquau era bougo queu sian portat an per an a Bordeu, per amor Deu e per sa arma. Actum fuit hoc v^a^ die exitus januarii, anno Domini M° CC° L^mo^ quarto, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[iraut], arcibesque de Bordeu, Ramon-Brun de la Porta, major. Testes sunt Berart, caperans de la Ila, 'n Aman. de Faugeiras, Phelip de Sent-Quentin, Galhar de Bautiran, Hel. de Salanhac, W. de la Forest, Colom de Borc e maiestre W. de Proensa, qui aquesta carta escrivo.

CCCI. — Reconnaissance par Alaïde d'Arsac, héritière pour moitié de Mabille de Blanquefort, du legs consenti dans la charte précédente.

5 janvier 1263 (n. s.).

Memoriale de eodem.

Memoriale est quod domina Alaydis d'Arsac, heres in dimidia domine Mabilie, domine quondam de Blanquefort, coram nobis constituta, voluit et concessit quod legatum a dicta domina Mabilia relictum ecclesie Sancti-Severini Burdegal. in ultima voluntate ipsius Mabilie robur optineat firmitatis, et promisit coram nobis quod non impediet ecclesiam Sancti-Severini predictam quin dictum legatum possit percipere et habere. Datum nonis januarii, anno Domini M° CC° LX^{mo} secundo.

CCCII. — Engagement pris par Pierre de Corn, prévôt de Pierre-Bertrand de Blanquefort, et par deux autres, de payer au chapitre le même legs.

22-28 octobre 1257.

Memoriale anniversarii domini Arnaldi de Blancafort, militis.

Memoriale est quod Petrus de Corn, prepositus domini Petri-Bertrandi de Blancafort, Ayquelmus de Berron et Ramundus Darresan, de Corn, promiserunt et firmaverunt in manu nostra se soluturos et reddituros capitulo ecclesie Sancti-Severini Burdegal. centum solidos burdegalensium pro anniversario domini Arnaldi de Blancafort annuatim, videlicet quinquaginta solidos in festo Pasche et residuos quinquaginta in festo Assumptionis beate Marie. Datum in octabis beati Severini, anno Domini M° CC° L^{mo} septimo.

CCCIII. — **Excommunication prononcée par le chapitre contre le prieur de Comprian, qui refuse de rappeler dans le monastère les religieux desservant les paroisses.**

1250.

[*fol. 115 v°*] Excommunicacio prioris de Compriano.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Cum nos .. decanus et capitulum ecclesie Sancti-Severini Burdegal. olim monuerimus competenter .. priorem ecclesie de Compriano, in qua ecclesia nos jurisdi[c]tionem spiritualem et temporalem plenarie obtinemus, ut canonicos suos qui in ecclesiis alienis, que ad dictam de Compriano minime pertinebant, serviebant, vagando extra claustrum suum in suarum perniciem animarum, propter quod dicta ecclesia de Compriano debito servicio fraudabatur, ad predictam ecclesiam revocaret infra certum terminum sibi a nobis super hoc assignatum, ut ibidem Deo et beato Petro jugiter deservirent, et dicto .. priori certa dies a nobis esset Burdegale assignata apud Sanctum-Severinum, coram nobis, ut nobis quid super hoc fecisset interim responderet, dicto .. priore predicta die coram nobis comparente, nos eundem monuimus competenter et peremptorie ut nobis responderet quid fecerat super dictis. Ipse vero noluit super hoc respondere, a nobis super hoc competenter et peremptorie monitus et pluries requisitus. Propter quod nos ipsum in scriptis excommunicationis vinculo innodamus. Quam sententiam proteccioni Sedis Apostolice supponimus, ad eandem appellantes in scriptis, ne quis contra ipsam aliquid audeat attemptare. Datum et actum die mercurii post festum beati Gregorii, in capitulo nostro, anno Domini M° CC° L^mo^, presentibus nobis, G[aillardo] Lamberti, decano, Bosone Carlon, cantore, magistro P., dicto Divite Homine, magistro Petro de Guisotas, Willelmo Davedac, Ramundo de Fonte, Ayquelmo de Sancto-Germano, Willelmo Garsie, magistro Augerio, magistro Ramundo de Boliac, magistro Petro Maiensan, magistro Arnaldo de Bogio, magistro Ramundo Amici, Ay[que]lmo de Salaunas,

archipresbytero de Molins, magistro Rostando Duran, Peregrino, ecclesie nostre predicte canonicis, et magistro Arnaldo Peyrer, prebendario nostro.

CCCIV. — **Hommage d'Arnaud et Guillaume Garmon, d'Eysines.**

1er janvier 1264 (n. s.).

Homagium Arnaldi et Willelmi Garmon, fratrum, in parrochia de Enzinis.

Universis presentes litteras inspecturis .. officialis Burdegal., salutem in Domino. Noveritis quod constitutus *(sic)* in jure coram nobis Arnaldo et Guillelmo Garmon, fratribus, parrochianis de Enzinis, ex parte una, et venerabilibus viris .. decano et capitulo Sancti-Severini Burdegal., ex altera, dicti fratres, recognoscentes se esse et [*fol. 116*] fuisse a longis retro temporibus homines legios cum quinque solidis annuis in festo beati Martini hyemalis solvendis ecclesie antedicte, promiserunt et firmaverunt in manu nostra, ab ipsis super hoc prestito corporaliter juramento, se non recessuros ab homagio ecclesie supradite. Dictique decanus et capitulum recognoverunt coram nobis se ultra dictos quinque solidos non posse nec debere aliquid exigere ab eisdem preter homagium supradictum. In quorum testimonium presentes utrique parti sigillo nostro concessimus sigillatas. Datum kalendas januarii, anno Domini M° CC° LXmo tercio.

CCCV. — **Charte de Pierre-Bertrand de Blanquefort, chevalier, assurant le paiement d'une rente de 400 sous par lui donnée au chapitre.**

12 octobre 1257.

Littera domini Arnaldi de Blancafort, militis.

Universis presentes litteras inspecturis Petrus Bertrandi de Blancafort, miles, salutem in Domino sempiternam. Noveritis universi quod cum ego dederim pro salute anime domini Ar-

naldi de Blancafort, fratris mei defuncti, et mea et progenitorum meorum, ecclesie Sancti-Severini Burdegal. quadringentos solidos annui redditus pro uno cappellano tenendo in ipsa ecclesia perpetuo et anniversario ejusdem domini Arnaldi annis singulis faciendo, ego volo et mando ballivis et hominibus meis ville d'Issan quod trecentos solidos de summa predicta solvant predicte ecclesie annuatim, scilicet centum solidos in Nathali Domini, centum solidos in Pascha et alios centum solidos in Assumptione beate Marie, quousque ego eidem ecclesie integre persolverim sex milia solidorum pro trecentis solidis memoratis, juxta formam que in carta de cartulario per manum Ramundi de Livrac, publici notarii Burdegal., facta plenius continetur. Residuos vero centum solidos volo quod predicta ecclesia percipiat annuatim ab hominibus meis de Cornu, videlicet quinquaginta solidos in Nathali Domini et alios quinquaginta in Assumptione beate Marie, quousque hos centum solidos ultimos dicte ecclesie assignaverim in loco alio competenti. Et pro hiis omnibus firmiter adimplendis et observandis, ego dicte ecclesie obligo villas predictas cum pertinenciis suis, dans canonicis dicte ecclesie potestatem liberam percipiendi auctoritate propria predictos redditus sive summas, nisi eisdem annis singulis dictis terminis fuerint persoluti. Et super hiis dedi eis presentes litteras sigillo meo sigillatas in testimonium veritatis. Datum anno Domini M° CC° L° VII°, die veneris post festum beati Dyonisii.

CCCVI. — **Engagement pris par Pierre de Corn et deux autres de payer une rente annuelle de 300 sous sur la taille d'Issan.**

22-28 octobre 1257.

[*fol. 116 v°*] Memoriale de eodem.
Memoriale est (1).

(1) *Ce document est déjà publié ci-dessus, p. 280.*

CCVII.— Engagement de payer partie de la rente dont il est question dans les chartes qui précèdent.

22-28 octobre 1257.

Anniversarium ejusdem domini Arnaldi, militis.
Memoriale est [1].

CCVIII. — Reconnaissance par Assaillide de Bussac du don qu'elle a fait au chapitre d'une rente de 20 sous pour l'anniversaire de sa fille, et don par la même Assaillide de 4 livres pour son propre anniversaire.

2 septembre 1256.

Memoriale anniversarii Alienoris, filie domine Assallite de Bussac.

Memoriale est quod in nostra presencia constituta domina Assalhita de Bussac confessa fuit et recognovit se olim dedisse, concessisse et tradidisse ecclesie Sancti-Severini Burdegal. pro anniversario Alienoris quondam, filie sue, viginti solidos annui census de illis centum solidis quos Arnaldus de Gayraut, parrochianus de Enzinis, et fratres sui pro stagia, terris cultis et incultis, vineis, panduentis *(sic)* et aliis que in feudum tenebant ab ipsa apud Halhan in parrochia antedicta singulis annis exsolvebant eidem, et totum jus sibi competens ratione feudi antedicti. Ipsa quoque dedit et concessit eidem ecclesie predictas quatuor libras residuas pro anniversario suo faciendo in ecclesia predicta post mortem ipsius domine, juxta consuetudinem ipsius ecclesie distribuendas, retento tamen sibi [*fol. 117*] ad vitam suam usufructu quatuor librarum predictarum. Transfudit eciam in predictam ecclesiam totum jus quod habebat et habere quoquo modo debebat in feudo et feudatariis supradictis. Datum in crastinum beati Egidii, anno Domini M° CC° LX^{mo} sexto.

(1) *Ce document est publié ci-dessus, p. 285.*

CCCIX. — Reconnaissance de l'obligation où sont les habitants du bourg Saint-Martin tenant feu dans la paroisse de payer une poule au chapitre.

11 août 1270.

De deveriis que debentur nobis capitulo Sancti-Severini ab hominibus commorantibus et focum tenentibus in burgo Sancti-Martini Burdegale.

Memoriale est quod in nostri .. officialis capituli Burdegal., sede vacante, presencia constituti Guillelmus Martini, Petrus Martini, Arnaldus de Auberiva, Petrus Cabau, Gombaudus deu Devers, Guillelmus Johannis, Petrus Gay, Ayquelmus Arnaldi, Fortho Balerii, Alaydis d'Arramon, Johannes de Mayrinhac, Guillelmus Gaucelmi, Guillelmus de Corbelhan, Arnaldus de Bosco, Johannes Esperti, Fortho Bogesii, Bernardus deu Favernet, Petrus de Pinu, Ramundus de Bolac, Johannes de Mastatz, Guillelmus de Listrac, Arnaldus Johannis, Petrus de Magudans, Barbeu Britho, Austencius de Bosco, Mayensia deu Peugue, vidua, Petrus Anglici, Guillelmus Johannis lo Sebaters, Arnaldus d'Ilhac et Arnaldus Guillelmi, parrochiani ecclesie Sancti-Severini Burdegal., commorantes in burgo appellato *lo borc Sent-Martin* Burdegale, confessi fuerunt et recognoverunt spontanea voluntate in jure coram nobis .. officiali predicto quod quilibet eorumdem et omnes et singuli homines et mulieres commorantes in parrochia Sancti-Severini Burdegal., ubicumque focum suum tenentes, debent annuatim .. capitulo Sancti-Severini Burdegal., in Natali Domini, unam bonam gallinam solvendam nuncio predicti capituli ad requisitionem nuncii predicti. Et promiserunt et firmaverunt ipsi, scilicet superius expresse nominati et eorum quilibet quod quilibet eorum perpetuo solvent annuatim et eorum successores in dicta parrochia Sancti-Severini commorantes, focum suum tenentes, unam bonam gallinam annuam in dicto festo Natalis Domini. Et pro premissis ab ipsis et eorum heredibus perpetuo observandis, quamdiu in dicta parrochia morabuntur, omnes

predicti nominati et eorum quilibet obligaverunt se et omnia bona sua. Et ad hec ex precepto nostro tenentur. Datum IIIº idus augusti, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo.

CCCX-CCCXII. — **Excommunication d'Arnaud de Saulesse, qui refuse de payer les droits pour une maison sise à Saint-Seurin. Monitoire à ce sujet. Déclaration concernant ces droits.**

11 janvier 1269 (n. s.).

[*fol. 117 v°*] Sentencia lata contra Arnaldum de Saulessa super deveriis debitis capitulo ab eo et ab aliis commorantibus et focum tenentibus in salvitate Sancti-Severini.

✠ In nomine Domini, amen. Nos, officialis Burdegal., cognitores negocii monitionis quod vertitur coram nobis inter venerabiles .. decanum et capitulum Sancti-Severini Burdegal., ex parte una, et Arnaldum de Saulessa, civem Burdegal., ex altera, tenor cujus monitionis et memorialis a quo predicta monicio emanavit de verbo ad verbum sequitur :

17 décembre 1268.

Officialis Burdegal. cappellano Sancti-Christofori Burdegal., salutem in Domino. Mandamus vobis quatinus competenter et peremptorie moneatis Arnaldum de Saulessa, qui in domo quam habet infra salvitatem Sancti-Severini Burdegal. per se vel per alium ignem vivum habet seu tenet, ut infra instantem dominicam post festum beati Thome apostoli solvat et reddat decano et capitulo ecclesie Sancti-Severini Burdegal. unam gallinam quam solvisse debuit, in festo Natalis Domini proximo precedenti et quam idem Arnaldus de Saulessa, civis Burdegal., in jure constitutus recognovit et confessus est se debere annuatim in festo Natalis Domini .. decano et capitulo ecclesie Sancti-Severini predictis, prout in quodam memoriali curie nostre exinde confecto plenius continetur. Alioquin ipsum Arnaldum de Saulessa, quem nos ex tunc excommunicamus, excommunicatum a nobis in ecclesia vestra publice denuncietis

singulis diebus dominicis et festis, alio mandato nostro super hoc minime expectato. Datum XVI° kalendas januarii, anno Domini M° CC° LX^mo VIII°. Reddite litteras, sigillo apposito.

Avril 1243.

Universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis .. officialis, salutem in salutis auctore. Noveritis universi quod Ayquelmus textor, Rogerius, Bidonus, maritus Gasendis Planteira, gener suus, P. de Acquistris, R. Planter, P. Santonger, Arnaldus de Saulessa, Mainardus de Bordillo, Guillelma Piucela, Alais deu Colomber, Guillelmus Ebrardi et Ebrardus, in jure coram nobis constituti, recognoverunt et confessi sunt se debere .. decano et ecclesie Sancti-Severini Burdegal. hec tria debita que secuntur : videlicet unam gallinam quilibet in Natali Domini annuatim, duos denarios de quolibet tonello vini vendito infra salvitatem, et fidejussores ipsi .. decano pro omni mandato. In quorum omnium testimonium et memoriam, ipsis .. decano et capitulo dicte ecclesie dedimus presentes litteras sigilli officialatus Burdegal. munimine roboratas. Actum mense aprilis, [*fol. 118*] anno Domini millesimo ducentesimo XL^mo tercio.

Litteris super premissis legitime contestatis, juramento de calumpnia hinc inde prestito, instrumento predicto producto a parte dictorum .. decani et capituli ad fundandam intentionem suam, auditis que utraque pars proponere voluit et plenius intellectis, die ad ferendum diffinitivam sententiam in dicto negocio ipsis partibus peremptorie assignata, coram nobis partibus presentibus et diffinitivam sententiam ferri postulantibus, nos diffinitive pronunciamus predictam monitionem debere sequi effectum et robur obtinere firmitatis, et tamdiu denunciari debere predictum Arnaldum excommunicatum a nobis quousque super premissis satisfecerit competenter. Et quia victus victori condempnandus est in expensis, nos dictum Arnaldum de Saulessa in duabus marcis argenti et novem solidis monete currentis diffinitive condempnamus pro expensis

a .. procuratore dictorum .. decani et capituli in negocio predicto factis, a nobis taxatis et ab ipso juratis, solvendis a dicto Arnaldo eisdem decano et capitulo infra instans carniprivium. Datum III° idus januarii, anno Domini M° CC° LX^mo^ VIII°.

CCCXIII.— Division de la palu entre divers seigneurs fonciers.

[*fol. 118 v°*] Factum paludis.

Ibi sunt novem nona sive novem partes quarum due sunt Sancti-Severini, tercia pars Petri Calhau et fratrum suorum quondam, quarta Petri de Burdegala, quinta Petri Lamberti antiqui, sexta Arnaldi Lamberti antiqui; tres residue fuerunt Hugonis Arlandi qui dedit eas Petro Vigerii de Rocella antiquo.

In tota ista palude, que se tenet insimul et incipit in petra Gaucelmi Bernardi versus jalam, sunt quatuor ministeriales ab antiquo, scilicet domus Guillelmi Artus et fratrum suorum et Arnaldi Ebrardi et Petri Ebrardi et parcionariorum suorum. Alius ministerialis est domus Petri Calhau antiqui et fratrum suorum. Alius ministerialis est Guillelmus Furt d'Ujac et heredes sui racione Bone, filie quondam Ramundi de Carinhan, civis Burdegal., uxoris sue. Quartus ministerialis fuit Miletus de Moyssac, miles, a quo Ramundus Monetarii, pater Arnaldi Monetarii, dicitur emisse dictam quartam partem dicte manestayralie, et est exinde facta carta quam nobis exhiberi petemus.

Item, sciendum est quod pars dicte menestayralie que est Guillelmi Artus et coheredum suorum est de feudo Oliverii de Lilhan.

Item, pars dicti Petri Calhau et coheredum suorum est de feudo domini P. de Burdegala.

Item, pars deus Furtz est de feudo domini archiepiscopi.

Item, pars dicti Mileti est de feudo Sancti-Severini.

Item, sciendum [est] quod terra que est de Esterio Novo usque ad dictam petram Gaucelmi Bernardi predicti est propria dictorum ministerialium, ita quod nichil reddunt dominis de fructibus, set quilibet habet porcionem suam a dicto domino suo in feudum una cum dicta ministerialia.

Ministeriales autem percipiebant in bladis illud quod ceteri ministeriales percipiunt in diocesi Burdegal., et jurabant dominis anno quod legitime eis reddidissent et reddi fecissent totum jus suum.

Quorum ministerialium jus consistebat in minutis, scilicet in garba disligata, cocoto, insuento, etc.

[*fol. 119*] Item, sciendum [est] quod tota [palus?] predicta in qua est ministerialia divisa fuit olim de voluntate dominorum et ministerialium, et loca fuerunt jactata cum cera, ut moris est.

Item, locum quod accidit dicto Mileto est de feudo Sancti-Severini et locum aliorum dominorum est de feudo aliorum dominorum, cuilibet pro rata sua, ut dictum est.

Item, locum dicti Mileti est juxta locum Petri Calhau.

Item, sciendum est quod P. de Burdegala tenebat partem suam a capitulo Sancti-Severini cum IIII^or scartis frumenti et sporla, quarum medietatem dicit quod debet solvere Petrus Calhau, quia dictus P. de Burdegala dedit medietatem dicte partis sue dicto Petro Calhau antiquo.

Item, totum q[ua]rterium quod accidit ministerialie Mileti de Moyssac est de feudo Sancti-Severini.

CCCXIV. — **Statut attribuant 20 sous à chaque chanoine pour régaler les serviteurs de l'église à certaines fêtes.**

25 juin 1308

In nomine Domini, amen. Anno ejusdem M° CCC° octavo, in crastinum beati Johannis Babtiste, scilicet VII° kalendas julii, nos capitulum ecclesie Sancti-Severini Burdegal. nostrum, ut antiqui moris est, eadem die generale capitulum celebrantes, utilitatem ipsius ecclesie attendentes et eciam juris traditione pensata, cum ab antiquo in predicta nostra ecclesia fuisset consuetum et hactenus observatum quod in sexdecim festivitatibus, scilicet in festo Natalis Domini et crastino, in die aparitionis Epiphanie, Carniprivii, Ramis palmarum, Pasche et crastino Assen-

cionis Domini, Penthecostes, sancti Amandi, sancti Johannis Babtiste, sancti Marcialis, Assumptionis beate Marie, sancti Severini et in festo Omnium Sanctorum, canonici, cappellani, clerici et ceteri servitores ipsius nostre ecclesie ad expensas dicti capituli comederent in communi, ex quibus comestionibus rixe, discordie et quamplurima alia gravia pericula inter servitores predicte ecclesie et alios sequebantur, propter que evitanda scandala olim per dictum capitulum fuit alias ordinatum ut in predictis festivitatibus, quilibet canonicorum presentium et residentium, loco comestionum predictarum cappellanos, clericos et ceteros servitores ipsius ecclesie quos vellet die qualibet predictarum festivitatum in suo hospitio invitare teneretur. Verum, quia grave et onerosum esse videtur ut quilibet canonicus ad hec onera extraordinaria absque relevatione sit astrictus, statuimus ut ex nunc quilibet canonicus percipiens et residens continue in salvitate nostra presens in predictis festivitatibus et invitacionem hujusmodi faciens et non alias die qualibet predictarum festivitatum habeat et percipiat ultra prebendam solitam xx solidos burdegalensium de pitancia pro predictis oneribus supportandis.

CCCXV. — Cession par Pierre de Bordeaux à Pierre et Arnaud Caillau de partie de la palu.

31 juillet 1244.

[*fol. 119 v°*] Conoguda causa sia qu'en P. de Bordeu lo proshom, d'una part, en P. Calhau e 'n Arnaut Calhau, d'autra part, se son en tau manera acordat e an feit tau pausament e tau acort entre eiz, per bona e agradabla volontat de la una part e de l'autra e de tota aquera terra ab toiz sos apartenementz, laquau li avantdeit P. de Bordeu e en P. Calhau e 'n Arnaut Calhau aven en la palu de Bordeu, en laquau l'avantdeitz P. de Bordeu ave las IIII partz e en P. Calhau e 'n Arnaut Calhau, la quinta part, segont que la una partz e l'autra autreiet, so es asaber que l'avantdeitz P. de Bordeu per sin e

per toiz sos hers a dat e autreiat fevaument per los fors e per las costumas de Bordales aus avantdeitz P. Calhau e 'n Arnaut Calhau e a lurs hers e a lors ordenhs atant de la avantdeita terra, outrau quint que it an, la meitat entegrament en tota la avantdeita terra e en totz sos apartenementz, ab l'avantdeit quint que it i aven, loquaus es mes en aquesta lur meitat per VII milia s. de peitavins e de bordales que li avantdeit P. Calhau e 'n Arnaut Calhau n' an datz e pagatz a l'avantdeitz P. deu *(sic)* Bordeu, per metre en far los fossatz e en las autras obras comunaus de la aventdeita terra. Deus quaus VII milia sol. l'avantdeitz P. de Bordeu arecongo que era be pagathz deu tot e aus enbestitz fevament per los fors e per las costumas de Bordeles *(sic)* de tot, atant cum n' i a, deu quint entro a la meitat, ab XII d. de sporle a senhor mudant, eus en a mandat e comvingut portar bona e ferma garentia de totz emparadors de la proprietat e de part senhoria, sas senhorias saubas e sos dreitz saups, ataus cum senher las deu aver sobro *(sic)* son affevat aus fors e a las costumas de Bordeles. E 'n P. de Bordeu, filhs de l'avantdeit P. de Bordeu a autreiat aquest avantdeit affevament e aquest avantdeit autrei que l'avantdeitz P. de Bordeu, sos paire, a feit aus avantdeitz P. Calhau e 'n Arn. Calhau, e totas las avantdeitas causas. Actum fuit hoc ultima die exitus julii, anno Domini M° CC° XL° IIII°, Henric, rei d'Anglaterra; G[iraut], arobesque *(sic)* de Bordeu ; P. Calhau, major. Testes sunt W.-Arramon de Faugeiras, Gui de Franchardin, 'n Elias Barba, Arn. de Costau e maiestre W. de Proenssa, qui aquesta carta escrivo.

CCCXVI-CCCXVIII. — **Vidimus du testament du doyen Gaillard Lambert (27 avril 1263), d'un codicille du même (4 novembre 1265) et du testament d'Arnaud Lambert (11 septembre 1260).**

7 avril 1277.

[*fol. 120*] Omnibus presentes litteras inspecturis, B[oso], decanus Burdegal., salutem in Domino sempiternam. Noveritis

nos vidisse, legisse et diligenter inspexisse testamentum bone memorie Gualhardi Lamberti, quondam decani Sancti-Severini Burdegal., item codicillum post dictum testamentum per ipsum factum necnon etiam testamentum Arnaldi Lamberti, filii quondam Amanevi Lamberti, de verbo ad verbum in hunc modum. Que testamentum et codicillum predicti quondam decani et testamentum predictum dicti Arnaldi Lamberti ad instanciam capituli Sancti-Severini Burdegal. et P. Lamberti, civis Burdegal., heredis predicti Gualhardi Lamberti, quondam patrui sui, et dicti Arnaldi Lamberti, quondam consanguinei sui germani, dicentis et confitentis predicta testamenta et codicillum et contenta et nominata in ipsis vera esse et eis fidem omnimodam adhibendam esse, et ea approbantis et confirmantis, transcribi fecimus et sumpto presenti sigillum nostrum apponi in testimonium perpetue veritatis, ut ipsi sumpto tanquam ipsis veris originalibus fides perpetuo habeatur. Tenor vero ipsorum testamentorum et codicilli de verbo ad verbum sequitur in hunc modum :

27 avril 1263.

In nomine Domini, amen. Ego Gualhardus Lamberti, decanus ecclesie Sancti-Severini Burdegal., volens condere testamentum meum seu meam ultimam voluntatem, dispono de rebus meis in hunc modum. In primis, eligo sepulturam meam in capitulo ecclesie Sancti-Severini, juxta murum qui est versus capellam beate Marie, quousque sepultura mea sit parata ut inferius continetur. Item, relinquo pro anniversario meo faciendo annuatim omnes census et sporlas et alia jura que habeo apud Sanctum-Martinum de Monte-Judaico, in feudis que habeo ibidem, et septem solidos et sporlam que debet mihi P. de Regula pro feudo quod habet a me *a Badetz*, ita quod dominium sporle et investitura dictorum feudorum sint .. sacriste ipsius ecclesie et quod supererit ultra centum solidos de censibus antedictis; et ipse faciat classicum campanarum pulsari in sero et in mane in die anniversarii mei, ut fieri assolet annuatim. Centum vero solidi supradicti tradantur per manum ipsius sacriste, distribuendi in die anniversarii et in

sero, inter canonicos, presbyteros, prebendarios et clericos, ut est moris. Item, relinquo centum libras ad sumptus sepulture mee et alias expensas secundum consuetudinem faciendas, tam in comestionibus et septenario et tricenario faciendis quam in aliis ad ipsam neccessariis sepulturam, et si quid supererit pauperibus in civitate et dyocesi Burdegal. erogetur. Item, constituo unam capellaniam pro salute anime mee et generis mei, ad honorem beati Jacobi, in capella que fiet in carnerio novo quod ego feci fieri, et relinquo ipsi capellanie vineam meam de palude que vocatur *la Planta* et vineam que est versus costam, prout protenditur a mari usque ad costam. Item, relinquo eidem capellanie bordile meum quod habeo in feudum a dicta ecclesia cum duobus denariis sporle et XVIII denariis census, cum omnibus pertinenciis suis, quod [*fol. 120 v°*] est inter murum viridarii ipsius ecclesie et stagias Arnaldi de Latasta et Ramundi de Cujac et vias publicas ; item, vineas quas habeo apud Terram Nigram, quas emi a domino Arnaldo de Lalanda et Petro et Ramundo de Jalesio, fratribus, et sunt in allodio. Et volo quod capellanus dicte capellanie moretur in bordili predicto. Item, relinquo L^a libras pro emendis meis faciendis, et, si amplius neccesse fuerit, supleatur de bonis meis ad arbitrium executorum meorum. Item, relinquo operi ecclesie Sancti-Severini X libras, operi Sancti-Andree C solidos, operi monasterii Sancte-Crucis C solidos, operi monasterii Silve-Majoris C solidos ; item, Fratribus Predicatoribus Burdegal. L^a solidos ; item, Fratribus Minoribus Burdegal. XV libras quas debent mihi de L libris quas mutuavi eis, et residuum solvant mihi ; item, leprosis Burdegal. XX solidos ; Sororibus Minoribus XX solidos ; item, singulis ecclesiis Burdegal. in quibus fiet opus X solidos ; item, ecclesie Sancti-Petri de Compriano C solidos ; operi de Solaco XX solidos. Item, dimitto cappellanie carnerii veteris Sancti-Severini XXXV libras ad emendos redditus pro cambio quod habui de dicta capellania in illa terra quam inde habui, que est inter cellarium bordilis mei predicti et stagiam Arnaldi de Latasta. Et istas XXXV libras accipiat capellanus dicte capellanie et cum consilio capi-

tuli emat inde redditus ad opus dicte capellanie, et pro dicta peccunia quitet capellanus et capitulum cambium supradictum. Si vero hoc capellano et capitulo non placeat, recipiat capellanus terram suam et x libras ultra, residue xxv libre dentur capellanie mee ad redditus emendos in recompensacionem illius diminucionis. Et volo quod capellania predicta conferatur a sacrista predicto, nam ad illum volo collacionem illius capellanie perpetuo pertinere, ita tamen quod dum capellanus ipsius capellanie decesserit, ipse .. sacrista eam conferat infra mensem a die obitus capellani computandum; alioquin, extunc in .. decanum et capitulum ipsius ecclesie Sancti-Severini predicte capellanie collacio illa vice totaliter transferatur. Et injungo eidem .. sacriste, in periculo anime sue, ut ipsam capellaniam persone ydonee conferat, et hoc idem injungo .. decano et capitulo, si forte ad ipsos collacionem ipsius capellanie contigerit, ut dictum est, pertinere. Item, volo quod xxxv libre turonensium dentur, juxta disposicionem gardiani Fratrum Minorum Burdegal., uni homini qui pro me vadat ultra mare in subsidium Terre Sancte. Item, volo et mando quod dentur mille solidi Bern. de Beuvilla, filio Thome de Beuvilla, diocesis Agennensis, pro fructibus quos recepi de quodam pedagio olim mihi pignori obligato, et quitet me si quid ultra percepi. Item, relinquo quingentos solidos pro anima Gombaldi Gayrardi, pro emenda eorum que habui de bonis suis, distribuendos in civitate et diocesi Burdegal., in pias causas ad arbitrium executorum meorum. Item, lego vi[*fol. 121*]neam quam habeo prope stagiam Guillelmi Bos, clerici defuncti, Arnaldo, capellano meo, ad vitam suam, et post mortem suam volo quod sit Petri Lamberti. Volo tamen quod, si necessitas dictum capellanum urgeret, quod ipse possit eam vendere vel alias alienare, prout sibi expediens videretur. Si tamen conti[n]geret quod idem Arnaldus, capellanus meus, intraret religionem, volo quod statim post ingressum sit ipsa vinea Petri Lamberti predicti, qui moratur mecum. Item, relinquo eidem capellano unum lectum furnitum, meliorem quem ego habeam preter lectum meum in quo jaceo. Item, relinquo eidem capellano duas

meliores vaccas quas habeam hic in bordili meo vel in armento, quas maluerit, cum fetibus suis, et unam de melioribus archis que erunt in domo mea, et meliorem foraduyram quam habeo, et dolium meum sex modiorum. Item, relinquo Petro Lamberti vineam de *la Tauga*, que dat ecclesie Sancti-Severini tercium et decimam; item, vineam de Mugron, que fuit Willelmi Bochart et reddit ipsi ecclesie quartum et decimam. Item, do, lego Arnaldo Lamberti de Sancto-Petro cellarium meum cum apendicio, quod est inter puteum et domum P. de la Forest, cum omnibus pertinenciis suis, et est totum allodium nisi quod trilca sola que est retro cellarium dat ecclesie Sancti-Severini XVI denarios de elemosina sine(?) sporla. Item, relinquo eidem Arnaldo Lamberti vineas de Esterio *Crebat* quas emi ab executoribus Arnaldi Sadiau, et una reddit sextum ecclesiis Sancti-Severini et Sancti-Andree, dominium tamen est ecclesie Sancti-Severini, alia dat quintum domini *(sic)* Rufati Lamberti et Petri Lamberti communiter et equaliter. Item, confirmo eidem Arnaldo Lamberti donum quod olim feci sibi de cellario quod est prope ruetam Arnaldi Martini, quod dat XII denarios census et II denarios sporle ecclesie Sancti-Severini. Item, relinquo totam terram et vineam et census que habeo apud Campum Lamberti, prope rivum qui vocatur *Badetz*, excepto censu VII solidorum predicto, quem debet Petrus de Regula et medietatem fructuum et jurium que habeo in vineis de *Vinha Longa*, que movent communiter de me et Arnaldo Lamberti, nepote meo, filio Petri Lamberti, et reddunt nobis medietatem fructuum nepotibus et neptibus meis, scilicet Johanni Colom et domine Rose, sorori sue, et filie Bruni Dalhan, et filiis Marquesie Dalhan, et filiis Arnaldi d'Agassac defuncti, et sororibus ipsius, et filiabus Ruffati Lamberti, quondam fratris mei, ita quod secundum stirpes dividant dicta bona. Item, relinquo filiis Dauzerone de Bux, cuilibet X libras et unum lectum furnitum et cuilibet unam vaccam cum vitulo suo. Item, volo et mando quod X libre dentur pro anima Petri Goeu, quondam clerici mei, et alie X libre pro anima Guillelmi Davedat, quondam [*fol. 121 v°*] canonici Sancti-Severini, distribuende in civitate

et diocesi Burdegal. ad arbitrium executorum meorum. Item, relinquo magistro P. de Niet, socio meo, xx libras et magnam hucham que est in camera mea et unum bonum lectum furnitum. Item, relinquo tria millia solidorum ad perficiendum boutam carnerii novi et altare et domum desuper faciendam. Et volo quod corpus meum et Arnaldi Lamberti, nepotis mei, ponantur ibidem ante altare, ita quod capellanus teneat pedes desuper dum missam celebrabit ibidem. Item; volo quod reddantur ecclesie duo ciphi argentei quos habeo, qui fuerunt Arnaldi Peyrer defuncti. Item, volo quod emantur xx solidi census ad tenendum unam lampadem ante altare Majestatis, qui sunt sacriste, ut eam faciat perpetuo ardere ibidem. Item, volo et precipio quod, si forte non fecerim fieri libros et indumenta sacerdotalia ad opus capellanie mee predicte, quod executores mei faciant ea fieri ut decebit. Item, volo quod domus illa que est in stagia mea juxta domum operis et totum illud quod est in tota ipsa stagia quod non est de sacristia, sint perpetuo sacristie; illa enim erant mea, quia patruus qui ipsa emerat contulit ea mihi. Item, relinquo Guillelmo de la Forcada, presbytero, qui moratur mecum, x libras et lectum in quo jacet, cum novis linteaminibus que dentur eidem; item, molendinum meum et omnia alia bona et jura que ibidem habeo circumcirca et habere debeo. Item, medietatem hereditatis et bonorum Arnaldi Lamberti, nepotis mei, filii Amanevi Lamberti, quondam fratris mei, que mihi obvenit ex successione sua et c marchas quas mihi assignavit idem nepos in testamento suo super omnia bona sua et omnia alia que post mortem suam solvi pro legatis, debitis et emendis suis, necnon omnia alia bona mea, ubicumque ea habeam et habere debeam, exceptis hiis de quibus expresse in premissis disposui vel disponam, relinquo Petro Lamberti, nepoti meo, filio Rufati Lamberti, quondam fratris mei, et in eis ipsum heredem meum constituo. Et si forte contingeret, quod absit, quod dictum molendinum et alia supradicta que ibidem habeo circumcirca non possent remanere eidem, ego relinquo ipsi Petro Lamberti quingentas marchas sterlingorum super ipsum

molendinum et alia que ibidem habeo, ut dictum est, quia tantum et plus co[n]stitit mihi hedificacio et melioracio premissorum, quod nichilominus haberet in ipsis bonis suam legittimam porcionem. Item, si contingeret quod medietatis *(sic)* hereditatis predicte Arnaldi Lamberti, nepotis mei, non posset sibi remanere ex successione mea, ego relinquo eidem ccc marchas super ipsam medietatem preter c marchas predictas, quas similiter volo ipsum habere, ut supra dictum est. Hoc autem testamentum seu ultimam voluntatem meam volo in omnibus servari integre [*fol. 122*] et compleri. Et si non valeat jure testamenti, valeat jure codicillorum seu cujuslibet alterius ultime voluntatis. Et revoco omne aliud testamentum seu ultimam voluntatem quamcumque fecerim usque modo. Si vero contingeret me codicillum vel codicillos facere seu aliquam aliam scripturam super dispositione rerum mearum, illa valere volo et hoc testamentum, in suo robore duraturum, salvis et exceptis illis que per dictos codicillos [seu] scripturam ipsi testamento addi, minui contigerit vel mutari. Item, volo quod omnes res et summe quas in hoc testamento seu ultima voluntate mea distribuo, dono, lego, solvantur et distribuantur per manus executorum meorum infrascriptorum. Et remuneretur familia mea de vestibus meis et aliis, prout ipsis executoribus videbitur expedire. Executores vero hujus testamenti seu ultime voluntatis mee facio et constituo : sacristam predictum, Galhardum de Solerio, Arnaldum Guillelmi Aymerici, Arnaldum Lamberti, filium Petri Lamberti, et Arnaldum Lamberti de Sancto-Petro. Et suplico domino Burdegal. archiepiscopo, domino meo, quod ipse hujus testamenti vel ultime voluntatis mee dignetur esse defensor et conservator. Et lego eidem meliorem de cupis meis. Datum v kalendas maii, anno Domini m° cc° lx° tercio.

4 novembre 1265.

In nomine Domini, amen. Cum ego Galhardus Lamberti, decanus ecclesie Sancti-Severini Burdegal., meum olim condiderim testamentum, nunc volens codicillum facere, ipsi testa-

mento et tenori ejusdem addo que in presenti scriptura subsequentur. Arnaldo Siguini, capellano meo, preter contenta in testamento meo lego illam vineam quam habeo prope stagiam Guillelmi Bos, quondam clerici defuncti, ad vitam suam, et post mortem suam volo quod sit Petri Lamberti, nepotis et heredis mei; volo tamen quod, si evidens necessitas urgeret ipsum capellanum, quod ipse possit vendere eam vel alias alienare, prout sibi expediens videretur. Item, relinquo eidem Arnaldo decem scartas frumenti et unum lectum furnitum, meliorem quem ego habeam preter lectum in quo jaceo. Item, relinquo eidem Arnaldo duas meliores vaccas quas habeam in bordili meo vel in armento meo, quas maluerit, cum fetibus suis, et unam de melioribus archis quas habeo, et unam foraduyram, meliorem quam habeo, et dolium meum sex modiorum. Item, volo quod Petrus et Arnaldus de Bogio, fratres, h[ab]eant vineas quas olim in testamento meo legabam Petro Lamberti, defuncto, dum viveret, et eas lego eis. Item, lego Arnaldo Lamberti de Sancto-Petro debitum quod debet mihi Johannes Colombi et domina Rosa, neptis mea, pro quo habeo obligatam quandam domum juxta ecclesiam Sancte-Columbe, et volo quod totum [*fol. 122 v°*] illud quod recuperavero et habuero de illo debito usque ad mortem resarciatur de aliis bonis meis sibi a tempore quo dictum meum ultimum condidi testamentum. Item, relinquo Ramundo de Lalanda, nepoti meo, IIII^{or} vaccas cum fetibus suis et quingentos solidos turonensium. Item, cum Arnaldus Lamberti, quondam nepos meus, in ultima voluntate sua legaverit IIII^{m} solidorum Peyrone, sorori sue, ad ipsam maritandam, ego assigno sibi dicta IIII^{or} milia solidorum monete currentis supra censum meum quem habeo communem cum Petro Lamberti, nepote meo, apud Predicatores prope Tutellam, ita quod ipsa dictum censum habeat et teneat et feuda pro quibus debentur; et censum et alia que inde percipiet sua sint et sua faciat quousque de dictis quatuor milibus solidorum sit sibi plenarie satisfactum, ita quod ea que inde perceperit in solutum nullatenus computentur vel cadant. Item, relinquo Valencie d'Agassac, nepti

mee, quingentos solidos. Item, relinquo Johanni, filio Willelmi d'Ivrac, x libras et unam vaccam; item, Guillelmo Maurini x libras; item, P. Maurini x libras et c solidos quos mihi debet et xx libras quas debent mihi P. Ol[i]verii de Blavia et Marquesia, uxor sua, et unum lectum; item, P. de Cubzac xl solidos et lectum in quo jacet et unam vaccam et archam quam ipse tenet; item, Guillelmoco xx solidos; item, Ayquelmo, boverio, xx solidos; item, Johannino xx solidos; item, cuilibet canonicorum Sancti-Severini et capellanorum chori xx solidos; clericis chori, diaconibus et subdiaconibus, cuilibet quinque solidos; aliis clericis, cuilibet tres solidos; pueris, cuilibet xii denarios; item, Guillelmo Cencoc xx solidos; item, P. Cavoir, Geraldo, Guillelmo de Podio et Raymundo Darriet, clericis meis, cuilibet c solidos, et Guillelmo Gaucem xx solidos. Et lecti mei qui supererunt preter legatos et vestes dividantur familie mee, excepto lecto meo in quo jaceo, quem do et lego P. Lamberti, nepoti meo, ad arbitrium executorum meorum. Item, cum in testamento meo relinquerim *(sic)* l libras pro emendis meis, addo alias l, et, si amplius necesse fuerit, supleatur ut in ipso testamento continetur. Item, Fratribus Minoribus Burdegal. lego c solidos ultra id quod eis in testamento meo legavi; item, pauperibus hospitalis Sancti-Jacobi Burdegal. l[a] solidos. Item, volo quod cuppa quam lego domino meo Burdegal. archiepiscopo in ipso testamento sit deaurata et ponderis quatuor marcharum. Item, volo quod omnes vacce mee et boves qui supererunt ultra legatas dividantur per medium inter P. Lamberti, nepotem meum, et Arnaldum Lamberti de Sancto-Petro, quibus lego easdem. Item, lego Thalesie, nepti [*fol. 123*] mee, filie quondam Arnaldi Lamberti, fratris mei, c solidos; item, P. de Cauderan, x libras ultra illud quod debet mihi; item, Peyrone d'Ivrac l solidos. Item, lectus meus quem ego legavi P. Lamberti, nepoti meo, ut dictum est, volo quod sit furnitus hoc modo quod habeat quatuor linteamina meliora et cohopertorium de Ajariis et meam perpunctam majorem. Item, dono et lego magistro Arnaldo Peirer .. sacriste duos ciphos meos deauratos quos habui a magistro Ramundo de

Boliac et ollam meam majorem; item, operario ciphum meum argenteum cum quo bibo et unum lectum. Item, relinquo P. Bastart c solidos. Item, relinquo Valencie d'Agassac predicte IIII^or vaccas ultra legatum predictum. Item, dono et lego Petro Maurini illam vaccam quam ipsemet emit cum juvenca sua. Item, cum in testamento meo relinquerim *(sic)* tria milia solidorum ad carnerium perficiendum, L^a libras superaddo. Item, facio et constituo testamenti predicti et hujus dispositionis executores .. sacristam et operarium predictos et Arnaldum Seguini, capellanum meum, P. Lamberti, nepotem meum, et Arnaldum Lamberti de Sancto-Petro, et revoco omnes alios quos in sepedicto testamento meo constitu[e]ram exeram *(sic)* executores; et volo per istos solos in presenti scripto contentos vel per illos qui presentes erunt vel supererunt de ipsis contenta hic et in ipso testamento execucioni mandari. Item, relinquo magistro P. Darriac, preter ea que sibi legavi in testamento meo, equam meam; item, dicto boverio meo vaccam de Pessac quam emi. Item, do, lego hospitalibus de Barbo, de Campariano, de Cajac et de Bardenac, cuilibet LX solidos. Item, relinquo Johanni Colombi, nepoti meo, duo dolia vini vel trescentos solidos; item, Rose et Blanche, neptibus meis, cuilibet tres vaccas. Item, Aiquelmo de Sancto-Germano reddantur decem libre quas ei debeo; detur ei unus ciphus unius marche argenti. Item, volo quod mobilia mea que restabunt, completo testamento et legatis meis, dividantur per medium inter P. Lamberti, nepotem meum, et Arnaldum Lamberti de Sancto-Petro. Item, si contingat quod Guillelmus de la Forcada habeat capellaniam meam, quam volo ipsum habere si eam voluerit, lego sibi unum lectum cum IIII^or linteaminibus et unam cubam soraysuram *(sic)* et unum tonellum quinque modiorum. Item, relinquo medietatem annualis mei Geraldo Roseti, clerico meo, et alia medietas detur ad arbitrium .. sacriste et Arnaldi Seguini, capellani mei; item, filio Arnaldi de la Mesura et Marquesie, quondam uxoris sue, XV libras. Item, filio Arnaldi Lamberti de Sancto-Petro lego duas [*fol. 123 v°*] vaccas. Hunc autem codicillum et omnia et singula in eo con-

tenta volo teneri et inviolabiliter observari, et confirmo testamentum meum in omnibus et singulis in eo contentis nisi quatenus addi, mutari vel minui vel [1] presentem codicillum vel aliam disposicionem quam forte in posterum faciam contigerit in eadem. Et ut idem codicillus robur optineat firmitatis, sigillum meum una cum sigillis .. sacriste, cantoris, operarii ecclesie Sancti-Severini Burdegal., Arnaldi Seguini, capellani mei, Petri et Arnaldi Lamberti predictorum feci scripto et codicillo presenti apponi. Datum die mercurii post festum Omnium Sanctorum, anno Domini M° CC° LX quinto. Relinquo insuper Lª libras et quicquid ecclesia mihi debet ad faciendam capsam in qua reponantur reliquie gloriosissimi Severini, et volo quod cappa festi quam recepi ematur ad valorem Lª librarum turonensium. Datum ut supra.

11 septembre 1260.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Sapsent tut cit qui cesta presen carta veyran que jo Arn. Lambert, filhs 'n Amaneu Lambert qui fo, malauz de mon cors pero ab bon sen e ab bona memoria faz e prepausi mon orde e mon darrer testament, en cesta maneira. So es assaber que primeyrament esligi ma seboutura en la claustra monsenhor sent Seurin de Bordeu, pres mo senhor paire, e leissi a la medissa gleisa Sent-Seurin c sol. de bordales d'arrenda per l'anniversari mon paire e per lo menh, qui sian feit an per an, per aissi cum acostumat es en la medissa gleisa; liquau c sol. d'arrenda mandi que sian assignat a l'avandeita gleisa en bon loc deu cens que jo ei en la vila deu *(sic)* Bordeu, e a conoguda de mossenhor lo degan de Sen-Seurin e de maystre Arn. Peirer o d'aquet d'etz qui aparcens sere si l'autre no era presens o Deus n' ave feit son comandament. E prenc outra mon arrebostori, que mandi que sia feitz ondradament, c libras de bordales per ma arma, lasquaus sian partidas en la vila e en l'abescat de Bordeu a paubres e a locs religios e a conoguda

[1] *Corr.* : per.

de mos ordeners. E leissi x libras a la molher que min ordener saben. E leissi a mosenhor lo degan Sen-Seurin totas aqueras III partz de maison que jo comprei o mossenhor lo degan per min de la dona na Gracia a la macera, en tau maneira que apres sa mort tornen ad Arnaut Lambert de Sent-Peire, mon cosin, o a ses h[er]s de molher esposa; pero en tau maneira que, si Deus fade son [*fol. 124*] comandament deu mediss Arn. Lambert o de sus hers senes apparoent de lur molher esposa, que lasdeitas III partz de la maison tornesan ad acetz que jo faz plus bas en cesta carta mos hers. E leissi a Peironan, ma seror, IIII^{m} sol. a lei maridar, contaz en aso los leitz e las arraubas que obs aura. E comandi la a mossenhor lo degan e a Arn. Lambert e a P. Lambert, mos cosins, que it la mariden a honor d'etz e deu linatge. E leissi deus VI mil. sol. que ma dona na Rosa me deu M sols per ma arma, que sian partit a l'esgart de mos ordeners, per aissi cum desus es deit de las C libras et CCC sol., a meistre Arn. Peirer e tot lo sobreplus a mosenhor lo degan, pero pres en paga tot so que jo ey agut deu pench que tenc per aquetz VI milia sol.; e leissi lo penhs deu Torne de XXVI libras e V sols a Galhart d'Agassac tot quiti. E deu penhs deus bancs que jo tenc de la maison d'Agassac mandi que sia pres en paga tot quant jo n'ei agut. E mandi queu penhs que jo ei de Helias Beger de Erroitz sia arrendutz a sus hers totz quitis. E quiti tot quant que jo tenc deus bens en Guillem-Arramon de Bordeu e a sos hers e mandi queus sia rendut. E aissigni a mossenhor lo degan Sen-Seurin C marcs d'argent sobre e *(sic)* totas las mias causas, losquaus C marcs e mout plus e m'a prestat e mes en la mia maison far, en mas autras cortas e en mais autras causas emendar, eu preugui que per tant me quite, quar mout plus lo degs e ei agut deu son. E leissi C sols a l'home de Guistras que batiu e x libras a Arnaudet de Sent-Lazer lo teissener. E leissi a mossenhor lo degan Sent-Seurin tota ma ordilha, car era ses sua. E comandi que a tota ma maynada sian dadas arraubas nevas; e a Galhart deu Soler de la Seuba x libras outra la rauba. E establisc mos hereters en totz mos autres bens mosenhor lo

degan Sent-Seurin e P. Lambert, filhs qui fo 'n Arufat Lambert, mon oncon, quar a etz son tornaus las mias causas. Pero bulh que mossenhor lo degans aia en avantage outra part partida tot so que sus l'ei leissat, e a P. Lambert, mon cosin desus deit, leissi en avantage totas mas armaduras. E si et no era bius, leissi las a Arn. Lambert de Sent-Peire, mon cosin desus deit. E pregui mossenhor lo degan que et pague dens l'an tota ma orde e mos [*fol. 124 v°*] deutz e tenga e possedisca totas las mias causas tant de ci que s'es pagatz de tot so que per ma orde ne per mos deutz aura pagat e deus c marcs desus deitz. Pero, si et no vole esperar las pagas per aissi cum de la mia terra poyren isseir, jou donc loc e plener poder que et benda de las mias causas a la sua voluntat tant que pleyneirement se pague de totas las summas desus deitas. E builh e commandi que, si nulhs hom se corelhava de mi, queu sia feita ses delonhansa emenda, a l'esgart de mos ordeners, de totz o d'aquetz qui pr[e]sent seren. E facz e establisc mos ordeners mossenhor lo degan Sent-Seurin, maiestre Arn. Peyrer, en Gualhart deu Soler, en Guill.-Arn. Moneder, 'n Arnaut Lambert, filh mossenhor en P. Lambert, Arnaut Lambert de Sent-Peire e en P. Colom, mon freyre, aissi que it o it o cit que present seren me fassan complir ma orde. E bulh que questa mia ordes balha cum testament o cum autra simpla darreira voluntat. So fo feit lo disapte apres la Nativitat Nostra-Dona l'an de Nostre [Senhor] M e CC e LX. E leissi a P. Lambert XXV libras e a Gualhart de Sescars autras XXV libras.

Datum hujus sumpti VII idus aprilis, anno Incarnationis Domini millesimo ducentesimo septuagesimo septimo.

CCCXIX. — **Reçu de lods et ventes payés au chapitre.**

4 mai 1278.

Conoguda causa sia que mayestre Johan de Guailhan, deans de la gleyza Sent-Seurin de Bordeu, eu capitre de la medissa

gleiza arreconogoren per lurs bonas e agradablas voluntatz, arenunciantz sobre asso a la excepcion de no contada e de no pagada peccunia, que mayestre Arn. de Buis los a pagat be e entegrament xxv libras de la moneda corsabla a Bordeu, per nome e per arradon de vendas per las maizons e per arradon de las maizons que foren na Marian deus Paus, lasquaus son en la parropia Sent-Arromedi, las doas pres e pres en la gran arrua e l'autra pres la gleiza Sent-Arromedi, de lasquaus xxv libras it se tengoren per ben pagat, per nome de vendas. Eu deitz deans reconogo que et n'ave vestit lodeit mayestre Arn. ab voluntat e ab autrei deudeit capitre, ab vi deners d'esporle assenhor mudant de cadauna de las doas davant [*fol. 125*] qui son sus la grant arrua, e per vi deners de cens de cadauna rendentz an per an lo jorn de la sent Seurin. E la maizon que es pres la gleiza Sent-Arromedi deu dar v s. de cens cada an, ses vestidon e ses esporle. E l'en an mandat e promes lodeitz deans e capitres estre bon senhor e portar bona e ferma guarentia de part senhoria. Actum fuit IIII^{a} die introitus maii, anno Domini M° CC° LXX^{mo} VIII°, regnant Eduart, rei d'Anglaterra; Simon, arcibesque de Bordeu; en Guitart de Borc, major. Testes sunt P. Yssimini, segrestan de la gleyza Sent-Seurin, maiestre P. Rayno, maiestre Marsili, calonge de ladeita gleiza, W.-Arramon de Liviat, Tomas de Genissan, Arn. de Pontencs, Ramon Escolan e W. Esquat, qui la carta enqueri, laquau Nicholau Forner escrivo.

CCCXX. — **Lettre de l'official affirmant que le doyen de Saint-André n'a nulle juridiction dans les paroisses de Saint-Seurin et de Sainte-Croix.**

29 mai 1276.

Contra decanum Sancti-Andree Burdegale.

Officialis Burdegal., karissimis in Christo Sancti-Severini et Sancte-Crucis Burdegal. capellanis salutem in Domino. Cum certo cercius existat .. decanum Burdegal. in vos vel vestrum

aliquem et in parrochianos vestros vel eorum aliquos nullam ordinariam jurisdictionem ratione sui decanatus habere, vobis et vestrum cuilibet mandamus et firmiter inhibemus quatinus nullum mandatum ab ejus curia ratione ordinarie jurisdictionis ad vos vel vestrum aliquem directum vel ex nunc dirigendum recipiatis nec executioni alicui demandetis. Nos enim, cum quilibet suis finibus debeat esse contentus nec falcem suam in messem mittere debeat alienam, omnes sententias latas et ferendas, cujuscumque generis existant, ab eodem occasione hujusmodi in quamcunque personam, ut prolatas vel proferendas a non suo judice, denunciamus irritas et inanes. Hecque in ecclesiis vestris publice denuncietis duobus diebus dominicis et festivis, ad hoc alter alterum non expectans, ut sic parrochiani vestri instructi ad ejus auditorium non accedant. Datum IIII° kalendas junii, anno Domini M° CC° LXX° sexto.

CCCXXI-CCCXXII. — **Privilèges accordés au chapitre touchant l'exemption d'un droit de douane. (Vidimus.)**

14 octobre 1279.

[*fol. 125 v°*] Omnibus presentes litteras inspecturis .. decanus Burdegal. et magister Adam de Nourfouk, constabularius castri Burdegal., salutem in Domino. Noveritis nos vidisse litteras sigillis reverendi patris R., Dei gratia Bathoniensis et Vellensis episcopi, et domini .. Othonis de Grandisono, militis, locumtenencium in Vasconia olim Domini Edwardi, illustris regis Anglie, sigillatas, in hunc modum.

2 septembre 1278.

.. Rotbertus, Dei permissione Bathoniensis et Vellensis episcopus, et .. Otho de Grandisono, miles, gerentes vices illustris domini regis Anglie in Vasconia, universis presentes litteras inspecturis, salutem et habere memoriam rei geste. Noveritis quod nos de gratia speciali concedimus .. decano .. canonicis .. prebendariis .. capellanis et ceteris clericis servitoribus ec-

clesie Sancti-Severini Burdegal., vice, nomine et auctoritate predicti domini nostri Regis, cujus negociis ipsi hactenus fideliter intenderunt, quod ipsi vina sua, que de propriis vineis suis habebunt, tam ecclesiasticis, patrimonialibus quam aliis eorumdem, libera transeant a costuma dicti domini Regis Burdegal., ut vina ceterorum civium Burdegal., salva in premissis omnimoda voluntate predicti domini nostri Regis, qui de hiis possit aliter ordinare, quando sibi visum fuerit expedire. In quorum testimonium presentes litteras nostras fieri fecimus patentes sigillatas nostris sigillis. Datum apud Silvam Majorem, secunda die septembris, anno Domini M° CC° LXX° VIII°.

Item, noveritis nos vidisse litteras predicti domini nostri regis Anglie, ejus sigillo sigillatas, in hunc modum :

13 janvier 1279.

Edwardus, Dei gratia rex Anglie, dominus Ybernie et dux Aquitanie, dilectis sibi in Christo .. decano et capitulo Sancti-Severini Burdegal., salutem. Venientem ad nos nuper magistrum Gombaldum, canonicum vestrum, pro quibusdam negociis vestris et ecclesie vestre, cum litteris vestris de credencia, cum ea qua decuit honestate suscepimus et ipsum in hiis que pro vobis proponere voluit audivimus diligenter. Verumptamen quasdam peticiones suas, quas vobis et ecclesie vestre concedi postulavit, ad presens plene non potuimus exaudire, pro eo quod nobis et consilio nostro visum fuerat quod peticiones ille quasdam ambiguitates in se continebant, ex quibus, si concederemus quod petistis, futuris temporibus inter heredes nostros et vestros successores possent fortassis contencio et discordia provenire. Sed quia, vestris exigentibus meritis, ea libenter facere vellemus que utilitati et honori vestro et ecclesie vestre congruere dinoscuntur, mandamus dilecto nostro et fideli Johanni de Greyli, senescallo nostro Vasconie, quod super negociis vestris de quibus agitur vobiscum loquatur et tractet diligenter, ut vos et ipse aliquam viam tutam et competentem adinvenire possitis per quam hujusmodi ambiguitas

tolli possit et futurarum contencionum que inde, ut predictum est, oriri possent materia penitus amputari, et quod eam sic provisam et inventam et in scriptis distincte et aperte redactam vobis sub sigillo suo tradat nobis cum expedire videritis destinandam, et nos ea que ex tunc juxta viam illam absque nostro prejudicio in hac parte facere potuerimus liberaliter et benigne faciemus. Concessionem autem vobis et ecclesie vestre factam per venerabilem [*fol. 126*] patrem R[otbertum], Bathoniensem et Vellensem episcopum, cancellarium nostrum, et dilectum et fidelem nostrum Othonem de Grandisono, nuper gerentes vices nostras in Vasconia, non intendimus aliquo modo revocare; sed volumus et concedimus quod ea utamini plene et pacifice, prout ad opus vestrum et juxta formam concessionis predicte magis videritis expedire. Ceterum, quia vos in nostris negociis in partibus vestris propicios, consulentes et auxiliantes hactenus exhibuistis, sicut per predictos cancellarium nostrum et Othonem [di]dicimus fidedigne, grates et gratias vobis referimus valde speciales et eo arcius vobis et ecclesie vestre teneri volumus ad ea facienda que vobis noverimus profutura. Et rogamus ut ea que in nostris negociis hactenus laudabiliter inchoastis erga senescallum et ministros nostros ibidem more solito feliciter continuare velitis in futurum. Datum apud Wyndesoram, XIII° die januarii, anno regni nostri VII°.

In quarum litterarum visionis testimonium, nos predicti .. decanus et constabularius sigilla nostra presentibus duximus apponenda. Datum apud nos, die sabbati ante festum beati Luce ewangeliste, videlicet II ydus octobris, anno Incarnationis Domini M° CC° LXX° nono.

CCCXXIII.— Donation par l'archevêque de l'église paroissiale de Parempuyre.

18 janvier 1267 (n. s.).

Copia.

P[etrus], Dei gratia Burdegal. archiepiscopus, in Christo sibi carissimo et dilectis decano et capitulo Sancti-Severini Burde-

gal., salutem in Domino. Affectu benivolentie specialis quem erga vos et eclesiam vestram gerimus et quod vos devotos nobis esse cognoscimus inducimur ut vos et dictam eclesiam vestram speciali gratia prossequamur. Eapropter, tenuitatem eclesie parrochialis Sancti-Petri de Parrampuyra, nostre diocesis, libere et vacantis per liberam resignationem Petri de Fraxino, presbiteri, attendentes, et quod in ipsius parrochia posseciones et decimas obtinetis, propter quod eadem ecclesia poterit percipere incrementum et debita honera congruencius sustinere, eandem ecclesiam vobis in perpetuum conferimus et donamus et vos investimus de ipsa. Vobis nichilominus concedentes quod in dicta ecclesia possitis, vos et successores vestri, per ydoneum vicarium facere deserviri, proviso quod eadem ecclesia debitis non fraudetur officiis et animarum cura in eadem n[u]llatenus necligatur. Salvis tamen nobis et successoribus nostris juribus archiepiscopalibus in eadem, atque tam vos quam successores vestros quam etiam quemlibet ejusdem eclesie vicarium teneri volumus cum integritate solvenda. In cujus rey testimonium sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum apud Laureum Montem xv kalendas febroarii, anno Domini Mº ducentesimo sexagesimo sexto.

CCCXXIV. — **Enquête sur la propriété de la lande de Cayret.**

[*fol. 126 v°*] De landa de Cayrello.
Arnaudus de Combis, homo Gualhardi de Solerio,
Arnaldus Garmon, homo liber,
Petrus de Caminada, homo liber,
Arnaldus Martini de Ebigano, homo Templi,
Guilhelmus Garmon, homo liber,
Gaucelmus de Pomario, de Enzinis,
Guilhelmus Michaelis, de Enzinis,
Johannes de Nogario, de Enzinis,
Petrus Andronis, de Enzinis,
Martinus Gombaut, de las Combas,

Guilhelmus deu Gorsozl, de Enzinis,
Arnaldus Caroli, de Enzinis,
Johannes Garmon, de las Combas,
Guilhelmus Rampnulphi, alias Vacarii, de las Combas,
Johannes Caroli, de Oubigano,
Guilhelmus Bonelli, de las Combas,
Ayquelmus deu Gorsozl, de Enzinis,
Guilhelmus, de las Combas,
Petrus Michaelis, de las Combas,
Guilhelmus Geraldi, de las Combas,
Guilhelmus Geraldi, nepos superioris,
Helias Negreu, de Enzinis,
Arnaldus Caroli, de Enzinis,
Michaelis Negreu, de Enzinis,
Arnaldus Caroli, de Enzinis,
Aiquelmus deu Tastar,
Guilhelmus Michaelis, de Combis,
Guilhelmus Picorneu, de Enzinis,
Petrus Gombaus, de Combis,
Guilhelmus Lamberti, de Combis,
Arnaldus, de Combis.

[*fol. 127*] Omnes isti, jurati et requisiti, dicunt et dixerunt quod totalis landa que protenditur a Cayrello usque ad campos de Enzinis et usque ad bidanam de Belvo, est propria de jure Beati-Severini et fuit a temporibus de quibus non extat memoria, et quod de ipsa landa sive parte ejusdem certi homines reddunt certum censsum annuum ecclesie predicte, et quod illi homines tenuerunt et habuerunt predictam landam in pace tempore domini Ruffati Lamberti patrici, Petri Lamberti, et tempore domini Galhardi Lamberti quondam, sacriste et postea decani Sancti-Severini. Et aliqui de predictis hominibus dicunt quod viderunt dictas bidanas poni, et viderunt olim magnum litigium super dicta landa inter dominum Aiquelmum d'Ilhac antiq[u]um et ecclesiam Sancti-Severini et quod ecclesia obtinuit et quod in pacifica possessione dicte lande fuit predicta ecclesia usque ad tempus istius Petri Lamberti et

eciam tempore dicti Petri Lamberti preter quam a decennio citra, in quo quidem decennio fuit sibi lis mota et libellus oblatus super dicta landa coram venerabili abbate Sancti-Asterii, Petragor. dyocesis, judice a Sede Apostolica delegato.

CCCXXV. — **Reconnaissance par le prieur de Cadourne, qui déclare devoir au chapitre une rente de 5 sous.**

11 janvier 1263 (n. s.).

Copia.

Memoriale est quod Petrus deu Teys, prior de Cadorna, in presencia nostra constitutus, recognovit et confessus est eclesiam Sancti-Martini de Cadorna teneri capitulo eclesie Sancti-Severini Burdegal. in quinque solidis censualibus, solvendis quolibet anno in festo apostolorum Simonis et Jude, racione cujusdam capelle site in parrochia dicte eclesie Sancti-Martini, que capella dedicata est in honore sancti Severini. Datum III° idus januarii, anno Domini M° CC° LX II°.

CCCXXVI. — **Constitution d'une rente de 40 sous sur deux vignes, pour l'anniversaire de Pierre Doat, chanoine.**

25 août 1264.

Memoriale [est] quod Willelmus Arthus, civis Burdegal., coram nobis constitutus, obligans se et sua, promisit et firmavit se soluturum et redditurum eclesie Sancti-Severini Burdegal. quadraginta solidos census, ex nunc in antea singulis annis pro anniversario Petri Doati, quondam canonici eclesie memorate, de duabus vineis quas ipse tenet, que olim fuerunt cano[n]ici supradicti, quarum vinearum altera est in loco apellato Capud Ville, inter vineam Martini de la Teulera, ex parte una, et vineam et vineam *(sic)* Ramundi Helie, carnificis, ex altera, alia vero est in loco appellato Terra Nigra, inter vineam Vitalis de Faya, ex parte una, et vineam Petri Arnaldi, ex altera, vel dimitere, si voluerit, predictas vineas quitas et libe-

ras eclesie supradicte. Datum VIII° kalendas septembris, anno Domini M° CC° LX^mo quarto.

CCCXXVII. — **Sentence constatant que les hommes du chapitre à Eysines ne doivent rien à la municipalité de Bordeaux pour la corvée.**

23 août 1265.

[*fol. 127 v°*] Memoriale est quod, cum Raymundus Marquesii, major, et jurati communie Burdegal. fecissent pignorari homines quos ecclesia Sancti-Severini Burdegal. habet in parrochia Sancti-Martini d'Enzines, pro eo quod nolebant solvere peccuniam pro biano, ut alii parrochiani parrochie ejusdem, et decanus et capitulum Sancti-Severini et dicti homines dicerent quod non tenebantur aliquid dare vel solvere pro biano debito civitati Burdegal. nec unquam aliquid solverant pro dicto biano, actum fuit de parcium consensu quod staretur dicto et recordacioni majorum qui pro tempore fuerant in civitate Burdegal. et collectorum biani et magistri Ramundi de Cazaledz, communis notarii tunc majoris et juratorum ejusdem loci. Et cum ad sciendum et inquirendum veritatem super premissis et ad respondendum dictis decano et capitulo, utrum dicti homines essent liberi in hac parte, esset dominica in vigilia beati Bartholomei apostoli assignata, anno Domini M° CC° LX° quinto, constitutis eadem die coram eodem majore dictis decano et capitulo per procuratorem suum et dictis hominibus personaliter, dictus major dixit et respondit quod invenerat quod homines dicte ecclesie non solvebant nec dabant nec dare nec solvere aliquid consueverant pro biano; quare predicta pignora remittebat eisdem, dicens quod tenerent viam suam. Testes sunt Ramundus de Talamone, cantor, Arnaldus Johannis, operarius, magister P. Raynon, canonicus ejusdem ecclesie, magister Brunus de Longuenes, Bernardus Dominici, scriptor, Michael de Lesseguas, prebendarius ejusdem ecclesie, Arnaldus de Brelhan, Bernardus Arn., clerici, magistri P. Ray-

non, Ayquelmus Karle, Arnaldus Karle junior, Guillelmus Garmont, Fforto Fogaler de la Forest.

CCCXXVIII. — Vente par Bernard de Moissac, chevalier de Saint-Loubès, à Raimond Moneder.

17 août 1248.

[*fol. 128*] Conoguda causa sia qu'en Bern. de Moissac, de la parropia Sent-Lobes, cavors, per sa bona voluntat a bendut e autreiat e liurat e quitat e garpit per sin e per totz sos hers e per tot son ordenh per totz temps a 'n Arramon Moneder e assos hers e asson ordenh tota la part e tot lo dreit e tota la arradon e tota la escadenssa queu medis en Bern. de Moissac nissos hers nissos ordenhs ave ni aver deve ni om tene de lui ni a lui era escadut ni abingut ni abindre d'aci avant per en Milet de Moissac, loquaus fo sos paire, ni per sin medis en tota la monestairalia de la palu de Bordeu, laquaus meu, aissi cum disso, d'en P. de Bordeu lo prohome e d'en Ago Arlan, que fo. E aquesta benda au feit e autreiat l'avantdeitz en Bern. de Moissac d'aquesta avantdeita monestairalia per v milia sol. de peitavins e de bo[r]dales, que l'avantdeitz 'n Arramon Moneder l'en det e l'en paguet ben e entegrament en bons deners comtatz, deusquaus l'avantdeitz en Bern. de Moissac reconogo que era ben pagatz deu tot, e n' renuncie a la excepcion de no contat e de no pagat aver e de menor pris e d'engan. E de tota aquesta avantdeita monestairalia que l'avantdeit en Bern. de Moissac ave ni aver deve ni l' era escadut ni abingut ni l'escaire ni l'abindre d'aci avant en tota la avantdeita palu per l'avantdeit son paire que fo ni per sin medis, lo medis en Bern. de Moissac l'a mandat e conbingut aportar bona e ferma guarentia de totz emparadors, a esgart de cort, sauba la senhoria eus dreitz de l'avantdeit en P. de Bordeu e deus hers de l'avantdeit 'n Ago Arlan que fo. En lasquaus mans de etz lo medis en Bern. s'en deu desbestir de tot lo dreit que et i ave ni aver i deve ni li escaire ni li abindre d'aci avant en nen-

guna maneira, e n' deu far bestir a etz l'avantdeit 'n Arramon Moneder ab los medis deners que et los en deve far, queu medis 'n Arramon Moneder ne fara a etz. Pero, si bendas i aescaden, aqueras bendas que i escairen lo medis 'n Arramon Moneder deu pagar a etz asson cost. E per la garentia portar bona e ferma e per lo degarir tota aquesta avantdeita monestairalia de totz emparadors a esgart de cort, sauba la senhoria eus dreitz deus avantdeitz senhors, de cui meu, l'avantdeit en Bern. a obligat a l'avantdeit 'n Arramon Moneder e asson ordenh totas las suas causas moblas e no moblas, on quessian. E deu lo medis en B. de Moissac li[*fol. 128 v°*]urar e balhar totz los affevatz que et ave e aver deve en tota la avantdeita palu a l'avantdeit 'n Arramon Moneder, eus deu far prendre de lui tot aquo que deu medis en B. tenen en tota l'avantdeita palu, eus deu far far totz los devers a lui e totz los dreitz que au medis en B. faden ni deven far, senes tot contrast, totas horas que l'avantdeit 'n Arramon Moneder ossos ordenhs l'en somonga. E au jurat l'avantdeit en B. sobre santz Evangelis Nostre-Senhor que et totz aquestz avantdeitz conbentz e totas las causas en aquesta carta contengudas lo tendra eu complira ben e leiaument e encontra no bindra en nengun temps. Actum fuit hoc XV die exitus augusti, anno Domini M° CC° XL° VIII°, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[iraut], arcibesque de Bordeu; W.-A. Moneder, major. Testes sunt P. de Betalha, B. de Betalha, son fraire, 'n Aladem de Birac, cavors, Bern. Montet, daudet, R.-A. Mayenssan, Robbert Guiraudon, Martin Johan, B. de Monclarin, P. Moneder de la Ciptat, R. d'Arrocamador, P. Morlan, W. Furt, W. Puncera, Bertran de Moissac, daudet, filh de l'avantdeit en B. de Moissac, e Ffort Baudres, qui la carta escrivo.

CCCXXIX. — Ensaisinement de l'acquéreur par Pierre de Bordeaux, à la suite de la vente qui précède.

21 août 1248.

Conoguda causa sia qu'en Bern. de Moissac lo cavors, filhs que fo en Milet de Moissac lo cavor, per sa bona bolontat s'es desbestitz de totz so queu medis en Bern. ave ni aver deve per l'avantdeit son paire que fo ni per sin medis ni tene lo jorn que cesta carta fo enquerida ni per avant en nenguna maneira lo poire escader per nengun dreit en tota la monastairalia de la palu de Bordeu, en las mans d'en P. de Bordeu lo prodome, de tot so so es assaber que et i ave ni aver i deve ni i tene de lui lo jorn que cesta carta fo enquerida ni per avant li poire escader ni abenir en nenguna maneira per nengun dreit. Lo quaus avantdeitz en P. de Bordeu, recobrat son feu de l'avantdeit en Bern. de Moissac, en la presenssa e a las pregarias e ab volontat e ab autrei deu medis en B. de Moissac, ne bestit fevaument 'n Arramon Moneder ab los medis devers que lo medis en B. de Moissac l'en deve far, queu medis R. Moneder e sos ordenhs ne deu far au medis en P. de Bordeu e asson ordenh de la beis en la que aquest feus que l'avantdeitz en B. tene de lui en la avantdeita palu sia bistz per lo medis en P. de Bordeu e per lo medis R. Moneder ab lurs amics. Empero lo medis en P. de Bordeu l'en bestit ab XV sol. d'esporle que disso que i deve aver e ab homenesc en paratge e ab sos au[*fol. 129*]tres devers, ataus cum aver los i deu aus ffors e a las costumas de Bordales. E l'avantdeitz en B. a renunciat a tot dreit escriut e no escriut, e a tot jutgament, e a totz uss, e a tot ffor, e a tota costuma e a tota autra causa per que et ni sos ordenhs encontra aquestas avantdeitas causas en aquesta carta contengudas pogos benir ab carta ni senes carta, ni ab lettra ni senes letra, ni en nenguda *(sic)* autra maneira, en nengun temps, en cort de gleisa ni secglar ni en nengun autre loc d'aci avant. Actum fuit hoc XI die exitus augusti, anno Domini M° CC° LX° VIII°, regnant Henric, roy d'Anglaterra; G[iraut], arcibesque de Bordeu;

W.-Arnalt Moneder, major. Testes sunt Bern. Moneder, R.-A. Maienssan, Bern. de Monclarin, Martin Johan, P. Morlan, W. Puncera e Ffort Baudres, que cesta carta escrivo.

CCCXXX. — **Ensaisinement par Gaillard de Fargues, à la suite de la même vente.**

22 août 1248.

Conoguda causa sia qu'en Bern. de Moissac, lo cavors, filhs que fo en Milet de Moissac, lo cavor, per sa bona volontat s'es desbestitz en las mans d'en Galhart de Ffaurgas, daudet, de tota la part queu lo *(sic)* medis en Bern. de Moissac ave ni aver deve en tota la monestairalia que et ave e aver deve per l'avantdeit son paire que fo ni per lui medis, de la palu de Bordeu, de tot atant so es assaber cum et ne tene deu medis en Galh. lo jorn que cesta carta fo enquerida, per l'avantdeit son paire que fo ni per sin medis, ni d'aci avant li poire escader ni abenir en nenguna maneira per nengun dreit. Loquaus avantdeitz en Galh., recobrat cest avantdeit feu de l'avantdeit en Bernart, en la presenssa e ab las pregarias e ab volontat e ab autrei deu medis en Bern., ne bestit de tot so queu medis en Bern. n'i tene de lui, aissi cum es avant deit, 'n Arramon Moneder fevaument, ab xv sol. de peitavins e de bordales d'esporle a senhor mudant. Deuquau aquest avantdeit feus que l'avandeit en Bern. ave en aquesta avantdeita menestairalia, aissi cum dessus es deit, lo medis en Galh. a mandat e combingut au davantdeit 'n Arramon Moneder e asson ordenh estre bons senher e portar bona e ferma garentia de totz emparadors e de part senhoria, sas senhorias saubas e sos dreitz saups. E l'avantdeit en Bern. de Moissac a renunciat a tot dreit escriut e no escriut, e a tot [*fol. 129 v°*] jutgament, e a tot uss, e a tot ffor, e a tota costuma e a tota autra causa per que et ni sos hers ni sos ordenhs encontra aquestas avantdeitas causas en aquesta carta contengudas pogos benir, ab carta ni senes carta, ni ab lettra ni senes letra, ni en nenguna autra maneira d'aci avant, en

nengun temps, en cort de gleisa ni secglar ni en nengun autra loc. Actum fuit hoc x die exitus augusti, anno Domini M° CC° XL° VIII°, regnant Henric, rei d'Anglaterra; G[iraut], arcibesque de Bordeu; W.-A. Moneder, major. Testes sunt 'n Aladem de Birac, Gombaut Centot, cavors, R. de Seminhan, Esteve d'Armanhac, Bern. Fferrador, P. de la Rama, daudet, filh Bertran de la Rama, P. Puncera, P. Morlan, R. Beguer, R.-W. de Broa, Pontz d'Arbenhatz, R. d'Arbenhatz e Ffort Baudres, que cesta carta escrivo.

CCCXXXI. — Accord au sujet d'une maison qui a été léguée au chapitre pour l'entretien d'une chapellénie.

2 novembre 1278.

Carta capellanie magistri Rostanhdi Durandi.

Conoguda causa sia que cum maiestre Rostanhs Duran, calonges de la gleysa Sent-Seurin de Bordeu qui fo, agos dat e leissat per obs d'una caperania far e establir per Diu e per lassalut de sa arma en la medissa gleisa Sent-Seurin, donaduyra per lo dean e per lo capitre de la medissa gleisa, tota aquera mayson eu loc en que es, laquaus es a l'Ombreira a Bordeu entre la maison 'n Aruffat de Lalanda, cavoir qui fo, d'una part, e la maison deus enfantz 'n Aymeric Duran qui fo, d'autra, am totz los apertenamentz de la medissa maison, laquaus maisons era deudeit maiestre Rostanh qui fo, segont que lo senher en Johans de Galhan, deans, eu capitres de la medissa gleysa Sent-Seurin dissoren e segont que Rostanhs e Ramons Duran, fraire, filh qui foren e hereter deudeit 'n Aymeric Duran qui fo, fraire e hereter deudeit maiestre Rostanh qui fo, coffediren e reconogoren las avandeitas causas estre vertadeiras, e certan e certeffiat, segon que dissoren, deus testamentz, de codicilles e de las dardeiras volontatz que hom dide queu deitz maiestre Rostanhs ave feit, e l'avandeitz capitres de la medissa gleisa Sent-Seurin agos demandat l'avandeita maison aus davantdeitz Rostanh e Ramon Duran devant jutges ordinaris e extraordinaris de longadament, e lo medis capitres n'agos feit

moutas despensas per demandar la medissa maison, es assaber que entre l'avandeit dean e capitre, d'una part, eus devandeitz Rostanh e Ramon Duran, d'autra part, s'en devingo amicabla composicions en la maneira que s'ensec. So es assaber que [*fol. 130*] li avandeit Rostanhs e Ramons Duran, per lors bonas voluntatz, per etz e per lors hers e per lor ordenh, cadauns am voluntat e am autrei de l'autre e am voluntat e am autrei expres de la dona na Blancha, lor maire, molher qui fo deudeit 'n Aymeric Duran, an balhat e liurat l'avandeita maison eu loc en que es per ayssi cum es dentz los avandeitz assignamentz a l'avandeit dean e capitre, per nome e per radon de l'avandeita caperania e deu davandeit legat, ayssi que lo caperans de la medissa caperania aia e prenga lo logueir eus fruitz e las issidas qui isseran an per an de la medissa maison per radon de ladeita caperania totz temps meis perpetuaument. E lo medis deans e capitres, per etz e per totz lurs sucsessors, an quitat per ara e per totz temps los davandeitz Rostanh e Ramon Duran, fraires, arrecebent aquesta quitansa per etz, per lors hers, e per lor ordenh e per totz lors sucsessors, totz los arreiratges que lo mediss 'n Aymerics Duran, lor paire qui fo, e li mediss Rostanhs e Ramons Duran, fraire, o aucuns per sin o hom per lor aian agut, pres e recebut de la medissa maison, de la mort deudeit maiestre Rostanh qui fo entroa au dia euquau aquesta carta fo feita, e de totz costz et de totas messions e de totas despensas que l'avandeitz capitres agos feit sa en arrey per demandar l'avandeita mayson. E l'avandeita dona na Blancha, no forssada ne constrenta ne per deguna desseption ad asso amenada, mas per sa bona e agradabla voluntat, feita certana de tot son dreit, renunciantz a tota obligacion que era agos o aver pogos en l'avandeita maison e eu loc en que es, per oscle, per don, per maridatge o per aucuna autra causa, e li avandeit Rostanhs et Ramons Duran an mandat, autreiat e promes e jurat sobreus santz Evangelis Deu tocatz corporaument que it ne aucuns d'etz enssemps ne departidament en l'avandeita maison ne eu loc en que es ne en sas apertenensas arre no demanderan ne faran demandar, per etz ne per aucuna autra persona,

ladeita dona per oscle ne per don ne per maridatge ne per aucuna autra causa en degun temps, ne li deit Rostanhs e Ramons Duran encontra no vindran per radon de menor hetat ne per aucuna autra causa. E an mandat e promes lideit Rostanhs e Ramons Duran audeit dean e capitre, en vertut deudeit segrament e sotz obligacion de totz lors bens, cada uns per lo tot, que it tracteran, procureran, faran e acaberan que Willeuma e Blancha, lors serors, se tendran per ben pagadas de questa composicion e que eras ne aucuna d'eras ne autra persona per eras encontra no vindran ne faran venir en deguns temps. E es assaber que per voluntat de las partidas son feitas de questa causa doas cartas d'una [*fol. 130 v°*] tenor, de lasquaus es la una audeit capitre e l'autra ausdeitz Rostanh e Ramon Duran. Actum fuit IIa die introitus novembris, anno Domini M° CC° LXX° VIII°, regnant Edward, rey d'Anglaterra; Simon, archibesque de Bordeu; en Bern. Dalhan, major. Testes sunt maiestre Arn. de Buch, maiestre Ramon de la Ferreira, maiestre Gombaut deu Marquat, maiestre P. Carlon, maiestre P. Raynon, en P. deu Castanhet, 'n Arnaut de Pontencs, 'n Aramon deu Trench, preveires, 'n Arn. Lambert de Sent-Peire, Thomas de Melac e W. de Cantalop, qui la carta escrivo.

CCCXXXII. — **Engagement pris par Pierre-Bertrand de Blanquefort de payer au chapitre 300 sous ou de racheter cette rente moyennant 6,000 sous, plus de payer une autre rente de 100 sous.**

23 août 1255.

Carta capellanie Arnaldi de Blancafort et anniversarii ejusdem.

Conoguda causa sia qu'en P.-Bertran de Blancafort arreconoissentz sinc estre tengutz d'assignar CCC sol. de bordales d'arrenda à la gleiza Sent-Seurin de Bordeu per l'arma d'en Arn. de Blancafort, son fraire qui fo, lo caus los ave leissatz per sa arma a l'avandeita gleisa, per aissi cum lo mediss en P.-Ber-

tran arreconogo, a assignat au dean e au capitre de l'avandeita gleisa los davandeitz ccc sol. sobre tota la sua bila d'Issan e sobre totas las arrendas que lo mediss en P.-Bertran disso que ave ne aver deve en tota aquera davantdeita bila, en tau maneira que lo calonge Sent-Seurin de Bordeu e lur mans culhon tota aquera avandeita arrenda deus ccc sol. cadan tant entrusqua que l'avantdeitz en P.-Bertran los a assignat e liurat los davandeitz ccc sol. d'arenda en autre bon loc ous aia dat e pagat vi milia sol. de bordales per aquera medissa arrenda desusdeita. E, pagatz los vi mil. sol. desusdeitz, en P.-Bertran davantdeitz e sos ordenh deu estre quitis deus avantdeitz ccc sol. d'arrenda. E es assaber queu medis en P.-Bertran, outra la avandeita renda deus ccc sol., es tengutz d'assignar au dean e au capitre Sent-Seurin davantdeit c sol. d'arenda en loc convinaple e balent e durapble, a l'esgart deu dean Sent-Seurin e de i calonge queu deans i meta ab sin e a esgart deu medis en P.-Bertran davantdeit e de i companhon qu'en P.-Bertran i meta ab sin. Los caus c sol. lo medis en P.-Bertran arreconogo queu davantdeitz 'n Arn. de Blancafort ave leissat per ssa arma a l'avantdeita gleisa, esters los ccc sol. davantdeitz. E lo medis en P.-Bertran a mandat e promes e jurat sus sans Avangelis Deu que las causas davantdeitas tendra e gardera e encontra no vindra n'essagera de benir per sin ne per nulha autra persona. E es assaber que per aquestas arendas desusdeitas lo deans eu capitres Sent-Seurin son tengut d'assig[*fol. 131*]nar i preveire qui quante perpetuaument per l'arma d'en Arn. de Blancafort avantdeit e deu linhatge. Actum fuit hoc ix^a die exitus augusti, anno Domini m° cc° l° v°; regnant Henric, rey d'Anglaterra; G[iraut], archibesque de Bordeu; en P. Gondaumer, major. Testes sunt Arn. Lambert, filh 'n Aman. Lambert qui fo, W. Maurin de Blaia, Guiraut Rosset, clercs, P. Maurin de Blaia, Ramon Claver de Sent-Maissentz, W.-Thomas deus Paus, Brunet Peirer, P. Claver e Ramon de Livrac, qui la carta escrivo.

CCCXXXIII. — Décision grevant de fondation pour l'âme de Bernard Fabre, chanoine, les possesseurs futurs de la maison dudit chanoine, que celui-ci a améliorée.

29 décembre 1288.

Universis presentes litteras inspecturis, R[amundus] .. decanus et capitulum ecclesie Sancti-Severini Burdegal., salutem in vero salutari. Noveritis quod quia nobis constitit et constare potest occulata fide cuilibet intuenti magistrum Bernardum Fabri, dilectum concanonicum nostrum, magnas expensas fecisse usque ad summam trescentarum librarum burdegalensis monete vel circa in ediflicandis cellario, camera et turrella contiguis domibus ecclesie nostre, quas idem magister inhabitat et que sibi quamdiu viveret concesse fuerunt per bone memorie Johannem, tunc decanum, et nos capitulum antedictum, juxta promissum in ipsa concessione factum eidem magistro Bernardo, si domos melioraret predictas, nos .. decanus et capitulum antedicti, ordinamus, volumus et concedimus eid[e]m concanonico nostro quod quicumque canonicus vel alius post ejus obitum obtinuerit seu possederit domos predictas, annuatim et perpetuo solvere teneatur pro anniversario dicti magistri Bernardi, in die obitus sui, sexaginta solidos burdegalensis monete distribuendos, ut moris est, in dicta ecclesia nostra inter canonicos, prebendarios, cappellanos et clericos qui interfuerint in vesperis et in mane officio deffunctorum pro ipsius magistri Bernardi anima faciendo die anniversarii memorati. Et ultra sexaginta solidos supradictos teneatur eciam solvere possessor quilibet predictarum domorum et vinearum pertinencium ad easdem vetus anniversarium triginta quinque solidorum, de quibus prius fuerant onerate et quinque sol. census annui ecclesie nostre debiti pro domibus et vineis antedictis. Ita quod totum honus dictarum domorum et vinearum sit annuatim et perpetuo tantummodo de centum solidis monete currentis. Et pro tanto possessor futurus quicumque post obitum dicti magistri Bernardi habeat libere domos et vineas supradictas. In quorum

omnium testimonium nos dicti decanus et capitulum sigilla nostra duximus presentibus apponenda, ad majorem roboris firmitatem. Datum Burdegale, die festo beati Thome martiris, anno Domini Mº ducentesimo octogesimo octavo.

CCCXXXIV. — **Donation par Pélegrine, femme de Raimond-Bernard de Blanquefort, à l'hôpital de Bardenac, de la lande comprise entre le pont de Talensole et ledit hôpital.**

Juin 1235.

[*fol. 131 v°*] De landa de Talansola.

Notum sit omnibus presentes litteras inspecturis quod domina Pelegrina, uxor domini Ramundi-Bernardi de Blanchafort, militis, de voluntate et assensu ejusdem Ramundi-Bernardi et Petri, filii ipsorum, pro salute anime sue et fratris sui Amanevi, dedit Deo et hospitali de Bardenac in ultima voluntate terram sive landam quam ipsa domina habebat et possidebat liberaliter tamquam suam, inter pontem de Talansola et hospitale superius nominatum. Necnon eidem hospitali atque priori et fratribus ipsius loci precise et absolute quitavit quicquid juris in ipsa terra vel landa habebat ac in eadem poterat reclamare, ipsamque concessit eidem hospitali et fratribus perpetuo pacifice possidendam. Tali pacto quod capellanus ejusdem hospitalis, quicumque fuerit, tenetur in perpetuum personaliter accedere apud Pessac, in die anniversarii ipsius domine, et ibidem ejusdem anniversarium celebrare. Receperunt etiam in fratres prior et fratres dicti hospitalis dictam dominam et Ramundum-Bernardum, virum suum, et in bonis spiritualibus hospitalis ipsosque concesserunt participes in perpetuum fieri et consortes omnium bonorum quecumque omni tempore fient in hospitali superius nominato. Ut autem in perpetuum predicta donacio robur optineat firmitatis, presentes fecerunt litteras predicta domina et Ramundus-Bernardus, vir suus, sigillorum venerabilis in Christo Poncii, abbatis Sancte-Crucis Burdegal., et Ayquelmi, capellani de Pessac, in cujus manu

hoc factum est, munimine roborari. Datum mense junio, anno Domini M° CC° XXX° quinto.

CCCXXXV. — **Vidimus par l'official d'une disposition testamentaire de Rufat Viger.**

1330.

Universis presentes literas inspecturis officialis Burdegal. salutem et fidem presentibus adhibere. Noveritis nos anno Domini M° CCC° triscesimo, videlicet die veneris post festum beati Gregorii, vidisse, legisse, tenuisse et diligenter inspexisse quoddam publicum instrumentum seu testamentum quondam Ruffati Vigerii, probi hominis deffuncti, confectum per magistrum W. de Prohensa, pupblicum notarium, cujus data est talis : Actum fuit hoc V[a] die introitus augusti, anno Domini M° CC° XL IIII°. In quo quidem publico instrumento seu testamento articulus qui sequitur de verbo ad verbum in hunc modum continetur.

5 août 1244.

E det e leysset V s. de cens a la gleysa Sent-Seurin de Bordeu, per son anniversari, losquaus compreren 'n Aruffat e 'n Arobbert, suy filh, eus dongan a Ssent-Seurin per l'arma de luy.

In cujus visionis et inspectionis testimonium, nos officialis Burdegal. predictus, huic presenti sumpto sigillum curie nostre Burdegal. duximus apponendum. Datum die et anno quibus supra. Facta est collatio per Arnaldum Johannis.

CCCXXXVI. — **Ordre du lieutenant du sénéchal au châtelain de Blanquefort d'évacuer certaines terres.**

1er juillet 1288.

[*fol. 132*] Littere de palude, sigillate sigillo curie domini Edwardi, regis Anglie, ducis Aquitanie, in Vasconia.

J. de Havaringas, miles, tenens locum senescalli ducatus Aquitannie, castellano de Blanchaford vel ejus locum tenenti, salutem. Quia pro certo didicimus quod vos seu domini castri de Blanchaford seu ipsorum loca tenentes aliquid non habuerunt in dominico, feodis vel retrofeodis, in terris, pratis, vineis, paludibus seu locis aliis que sunt de loco vocato ad insulam de Cornu Brugie versus puteum de Sabulo et versus nausam *Ferrant* et versus portum seu esterium portus *Dol Begueyran,* de dictis limittibus in foris, versus mare seu fluvium Gironde, et ab esterio Jale versus Burdegalam, preter justiciam, quam vos habere dicitis et domini de Blanchaford habuisse dicuntur, vobis mandamus quatinus de omnibus terris predictis manum vestram totaliter amoveatis et ecclesiam Sancti-Severini Burdegal. et alios a quibus terre predicte tenentur in feodum mediate vel inmediate et quoscunque tenentes ab eis possessionibus et juribus suis uti permittatis in terris predictis, salvo jure possessionis et proprietatis quoad justiciam altam et bassam dictarum terrarum, quam habetis vel habere debetis infra metas predictas, et salvo jure domini nostri regis Anglie, ducis Aquitanie, et jure quolibet alieno. Datum Burdegale, prima die julii, anno Domini Mº ccº octogesimo octavo.

CCCXXXVII. — Vidimus par l'official d'une disposition testamentaire de Rufat Viger.

1330.

Universis presentes literas inspecturis, officialis Burdegal. salutem et fidem presentibus adhibere. Noveritis nos anno Domini Mº cccº triscesimo, videlicet die veneris post festum beati Gregorii, vidisse, legisse, tenuisse et diligenter inspexisse quoddam publicum instrumentum seu testamentum quondam Ruffati Vigerii, probi hominis deffuncti, parrochie Sancti-Petri Burdegal., confectum per manus Willelmi de Cantalupo, publicum notarium, cujus data est talis : Actum fuit XIIII (?) die exitus marcii, anno Domini Mº cccº *(sic)* LXIXº. In quo quidem

publico instrumento seu testamento articulus qui sequitur de verbo ad verbum in hunc modum continetur.

18(?) mars 1270 (n. s.).

E vougo e comande que li medis suy filh compren x s. de cens en loc de bona valensa, losquaus x s. lo medis 'n Aruffat da e leyssa a la gleysa Sent-Seurin de Bordeu, los v s. per son anniversari eus v s. que disso qu'en Aruffat Veguer, son payre qui fo, y ave dat a la medissa gleysa per son anniversari. E ... . tant que comprat e assignat sian, vougo e comande que li avandeit suy filh los paguen an per an a la medissa gleysa.

In cujus visionis et inspectionis testimonium, nos officialis predictus huic presenti sumpto sigillum curie nostre Burdegal. duximus apponendum. Datum die et anno quibus supra. Facta est collatio per Arnaldum Johannis.

CCCXXXVIII.— **Privilège royal exemptant de droits de douane les vins appartenant aux doyen, chanoines, chapelains, etc., de Saint-Seurin.**

12 juillet 1279.

[*fol. 132 v°*] Littera domini Edwardi, regis Anglie, domini Hibernie et ducis Aquitannie, super liberatione costume vinorum decani et capituli ecclesie Sancti-Severini Burdegal., singulorum canonicorum, prebendariorum, capellanorum et clericorum, servitorum ejusdem ecclesie.

Edwardus, Dei gratia rex Anglie, dominus Hibernie et dux Aquitannie, omnibus ad quos presentes littere pervenerint, salutem. Cum venerabiles et discreti viri dilecti nostri Reymundus, decanus, et capitulum ecclesie Sancti-Severini Burdegal. nobis exponerent quod decanus, singuli canonici, prebendarii, capellani et clerici servitores ejusdem ecclesie liberi fuerint ab antiquo de magna costuma nostra Burdegale, quoad omnia vina que habuerant et habebant de omnibus suis propriis red-

ditibus ecclesiasticis et aliis quibuscumque et etiam quoad vina vinearum suarum, tam patrimonialium quam aliarum, quas suo proprio nomine habebant et acquisiverant et successive habebant et acquirebant, et quod in libertate costume predicte gentes nostre indebite impediebant eosdem, gentibus nostris e contrario asserentibus ipsos decanum, singulos canonicos, prebendarios, capellanos clericosque libertatem hujusmodi non habere, licet in libertate costume predicte quoad vina que habuerant et habebant de redditibus et obventionibus dicte ecclesie Sancti-Severini ipsos nullatenus molestarent, cum libertatem istam quoad vina hujusmodi haberent et hactenus habuissent, nobisque supplicarent quod impedimentum predictum faceremus totaliter amoveri, nos prefatam ecclesiam et servitores ipsius favore volentes prosequi speciali, decano et capitulo ejusdem ecclesie concedimus, pro nobis et successoribus nostris, quod omnia vina decani, singulorum canonicorum, prebendariorum, capellanorum et clericorum et etiam unius janitoris laici, servitorum ejusdem ecclesie, qui nunc sunt et pro tempore fuerint, Burdegale et in burgo Sancti-Severini Burdegal. residencium, perveniencia *(sic)* de vineis et redditibus ipsorum, tam patrimonialibus, ecclesiasticis quam aliis, quocumque modo acquisitis et acquirendis, sitis in dyocesi Burdegal., de dicta costuma nostra Burdegal. et per consequens de yssaco sint et transeant quitta et libera cum fidei dacione, sicut in similibus fieri consuevit, quamdiu dicti redditus et vinee decani, canonicorum, prebendariorum, capellanorum, clericorum et janitoris predictorum proprii remanebunt. Ita quod postquam dictos redditus et vineas per decessum vel alio modo dimiserint et ipsi redditus et vinee in alias personas dissimilis condicionis transiverint, vina hujusmodi ratione concessionis presentis a dista costuma nostra non possint aliquo modo deffendi seu etiam liberari, et quod decanus, singuli canonici, prebendarii, capellani et clerici predicti clericos vel capellanos secum tenentes et etiam [*fol. 133*] ipsi clerici et capellani cum predictis manentes et libertate hujusmodi gaudere volentes teneantur jurare coram constabulario nostro Burdegal. se fa-

cere mansionem predictam ad expensas illius cum quo morabitur, sine pacto mercedis certe vel incerte, dande vel habende, occasione mansionis ejusdem, ut sic machinacio que posset fieri in nostri prejudicium valeat evitari. Et si quis ipsorum de dolo vel fraude commissa ad fraudandum jus nostrum in dicta costuma sufficienter convictus fuerit, ad bonum arbitrium vel esgardum constabularii nostri Burdegal. vel senescalli nostri Vasconie qui pro tempore fuerit, hoc emendet secundum qualitatem commissi; quod si facere noluerit, careat hujusmodi libertate. Volentes nichilominus et concedentes eisdem decano et capitulo quod vina que de bonis, redditibus et obventionibus prefate ecclesie Sancti-Severini provenient sint et transeant quita et libera, prout supradictum est, a costuma predicta. Ita tamen quod si prefata ecclesia deinceps acquirat aliquid quod sit feudum vel retrofeudum nostrum nobile, quod sine nostra non poterit facere voluntate, quod de vinis provenientibus ex acquisitione hujusmodi costumam predictam solvere teneatur, nisi acquisitionem ipsam de nostra faciat voluntate. In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes. Datum apud Condat prope Leyburniam, duodecima die junii, anno regni nostri decimo septimo.

CCCXXXIX. — Statut concernant la résidence des chanoines et les subsides à fournir aux chanoines étudiants.

22 octobre 1309.

[*fol. 133 v°*] In nomine Domini, amen. Anno ejusdem M° CCC° IX°, videlicet XI kalendas octobri *(sic)*, in crastinum beati Severini, nos capitulum ejusdem ecclesie, generale capitulum, ut moris est, celebrantes, magna et diligenti deliberatione prehabita, ad conservationem honoris ecclesie nostre predicte et ut convenientem statum, juxta quod sonat nomen, possint in posterum tenere nostri canonici nec non expensas olim per canonicos fieri solitas cum minori gravamine sustinere, statuimus et observandum in posterum incommutabiliter decrevimus ut

singuli canonici nostre prenominate ecclesie continue residentes in salvitate nostra et ibidem continue tenentes hospicium et focum vivum, comedendo scilicet et jacendo continue in salvitate predicta, propter querenda sibi neccessaria, dum tamen antea per unum annum continuum residenciam personalem in salvitate nostra fecerit et non alias, quia sic est int[e]rpretatum inter nos et diucius observatum, possint abesse per tres menses quolibet anno, qua durante absencia immunitate presencium gaudeant in omnibus, modica distributione matutinorum et misse et distributione que fit in anniversariis deffunctorum dumtaxat exceptis, dummodo ipso durante absencie tempore, hospicium et focum vivum teneant in salvitate nostra predicta et unum clericum ad minus non beneffìciatum qui jaceat et comedat continue in hospicio antedicto et ipsis absentibus deserviat continue ecclesie pro eisdem (1).

Item, eisdem die et hora, nos, prenominatum capitulum, animadvertentes ecclesiam nostram propter deffectum clericorum multas in presenti pati jacturas, necnon pensantes hec de eodem deffectu tantas vel majores posse sustinere in futurum verissimiliter, ampliantes statutum olim factum de xv libris studentibus in theologia tantum, statuimus quod si ex nunc canonicus nostre ecclesie predicte qui residentiam in salvitate nostra per annum fecerit, quamquam interpaulatis vicibus, postquam in canonicum receptus fuerit vel ut canonicus perceperit, velit ad studendum proficissi pro quavis facultate audienda sive legenda, gramatica vel logica exceptis, capitulum nostrum teneatur sibi dare xxx libras burdegalensium singulis annis solvendas in crastinum sancti Severini quamdiu hiis fuerit vere studio. Est tamen sciendum quod si talis canonicus

(1) *Dans la marge inférieure :* Item, nos decanus et capitulum declaramus statutum inmediate predictum tali modo quod nullus canonicus nostre prenominate ecclesie possit stare cum alio insimul in eodem ospicio commorando et continue comedendo, nisi forsitan post collectos fructus venerit et hospicium habere competens non poterit. Tunc duos menses eidem concedimus cum alio commorandi, ad sibi de ospicio et aliis necessariis providendum. Alioquin de prebenda seu ecclesie fructibus non gaudeat, ac si in salvitate residenciam non faceret personalem. Et hec declaratio fuit facta per decanum et capitulum in crastinum Epiphanie, anno Domini Mº CCCº XXIIIIº.

annum completum revenerit pro residencia facienda, tunc vel habebit esse contentus necessario penssione predicta, vel, resignata pensione, omnino percipiet ex tunc pro rata et temporis tantum, nisi aliter capitulum velit agere missericorditer cum eodem.

CCCXL. — Vente par Pierre de Gourdon à Guillaume de Forges, d'une maison sise rue Bouquière et relevant d'Arnaud Peirer.

21 août 1251.

[*fol. 134*] Conoguda causa sia qu'en P. de Gordon, per sa bona volontat, per sin e per totz los sons, e per totz sos hers, e per tot son ordenh, e per totz sos successors e per tota sa ventrada ben binent, per ara e per totz temps, a vendut e quitat e liurat e gurpit e desemparat per totz temps an W. de Forges e assos hers e asson ordeinh tota aquera maison ab lo loc en que es ab totz sos apertenementz, e ab las maderas que i sun e ab los m[e]chs peis qui son defora los costatz de la medissa maison e defora las medissas maderas que i sun, laquaus maisons es arrua Boqueira, entre la maison 'n Aramon de Camparrian, de rua Boqueira, d'una part, e la maison na Mayenssa de Cadaujac, d'autra part, e per aissi cum dura e ten de l'arrua denant entroa a la maison en W. de Cantamerla qui es detras, e tot so que et ave ni aver deve aqui en aquet loc e entreus II locs desus mentagutz. E a l'ac tot vendut per V milia soutz et X libras de bordales que l'avandeitz W. de Forges l'en det, de lasquaus l'avantdeitz P. de Gordon reconogo que era ben estatz pagatz complidament deu tot e en bons deners contatz, e a renunciat a la excepcion de no contat e de no pagat aveir e de menor preis e d'engan. E de l'avandeita maison ab lo loc en que es e ab totz sos apertenementz l'avantdeitz P. de Gordon a mes l'avandeit W. de Forges en bona, veraia e corporau possession, e l'en a establit certan e vertadeir seinhor e possessor cum en sa propria causa e aces que nulha arre no sia artengut en la proprietat ne eu fons de la causa en

tot ne en partida. E l'en a mandat e promes portar bona e ferma guarentia de totz emparadors e de totz demandadors e de totz torbadors qui arre li puscan demandar ne emparar ne contrastar, sauba la seinhoria eus dreitz de maiestre Arn. Peireir, de cui meu, en cui man l'avantdeitz P. de Gordon se desvestit de tota la avandeita maison, ab totz sos apertenementz, ayssi cum dessus es deit e de tot lo dreit que et i ave ne aver i deve en denguna maneira. Loquaus seinher, son feu recobrat, n'a vestit l'avantdeit W. de Forges, ab IIII s. e II deners d'esporle a seinhor mudant e ab VI sol. que l'en deu dar de cens, rendens an per an lo dia de la *Simonis et Jude*. Loquaus senher l'a mandat e promes que l'en sera bons seinher, saup sos dreitz desus mentagutz, e aitaus devers cum seinher deu aver sobre son afevat aus furs e a las costumas de Bordales. [*fol. 134 v°*] E l'avandeitz P. de Gordon deu l'ac deliurar e desembargar e gardar de tot pleit e de tot cost et de tota mesion qui per lui ne per fauta de lui ne per son nom li pusca avenir e en cauque maneira que li avenga. E d'asso lo mediss P. de Gordon au ubligat sa persona e totz sos bens e totas la[s] suas causas moblas e no moblas, present[z] e aviniduiras, e a renunciat a tot dreit escriut e no escriut, e a totz uss, e a totz furs, e a totas costumas, e a totas ajudas, e a tota letra de Roma e a tota autra letra d'aucuna persona, e a tot autre dreit escriut e no escriut qui a lui ne aus sons pusca valer ne ajudar per venir contra a l'avandeita venda ne aus combens en cesta carta contengutz, ne a l'avantdeit W. de Forges ne assos hers ne asson ordeinh pusca noire en negun temps. E a jurat lo medis P. de Gordon sobre los sans Ewangelis Deu que tot aissi cum desus es deit hac gardera e hac complira e hac tendra e encontra no vindra ne i fara venir en dengun loc ne en dengun temps ne en denguna cort seglar ne de gleisa. E per acesta venda desusdeita far aver e tener bonament e en pais e senes tot pleit a l'avandeit W. de Forges e asson ordeinh, aisi cum dessus es deit, e per totz los autres combentz entegrament tener, aissi cum deit es, son fidansas e tengut en P. de Sent-Julian lo proidom e en P. de Lopssaut, liquau n' an

ubligat lurs personas e totas las lurs causas moblas e no moblas, on que sian, e cadauns es tengutz per lo tot. Actum fuit xi^a die exitus augusti, anno Domini m° cc° l° i°, regnant Henric, rey d'Anglaterra; G[iraut], arcibesque de Bordeu; 'n Amaniu Colom, major. Testes sunt P. Gondaumer, Seguin Barba, W. deu Far, W.-Arn. Peireir, R. Forton, Bidau Peireir, W.-Guiraut de Rua Boqueira, Rotbert Peirer, e Arn. de Grimaut, qui la carta escrivo.

CCCXLI. — **Reconnaissance par Guillaume de Forges envers les exécuteurs testamentaires d'Arnaud Peirer, au sujet de la maison dont il est question dans l'acte précédent.**

18 mai 1273.

Conoguda causa sia que en W.-Garssias deu Havernet, maiestre Arn. de Buchs, e 'n W.-Amaneu de Vilalada, calonge de la gleisa Sent-Seurin de Bordeu, ordener, si cum dissoren, deu darder testament maiestre Arn. Peirer, dean qui fo Sen-Seurin, reconogoren per lurs bonas volontatz qu'en W. de Forges lo proidom lor ave mandat e promes e s'era a lor ubligatz coma a ordeners deudeit maiestre Arn. Peirer qui fo, de rendre e de pagar a lor o a lor comandament aquetz vi s. de cens e aquetz iiii s. e ii deners d'esporle, losquaus lo medis en W. de Forges deve audeit maiestre [*fol. 135*] Arn. Peirer qui fo per arradon de quera maison e deu loc en que es, laquaus es arrua Boqueira, laquaus fo deit que fo sa en arrey P. de Gordon, entre la maison 'n Arramon de Camparrian, de rua Boqueira, d'una part, e la mayson Mayensa de Cadaujac, d'autra. Laquau maison eu loc en que es ab sas apertenensas fo deit queu deitz en W. de Forges tene deudeit maiestre Arn. Peirer ab lodeit cens e ab lodeit esporle. Per laqual causa lo davandeit ordener an mandat e promes audeit en W. de Forges, cum ordener deudeit maiestre Arn. Peirer qui fo, que it deu davantdeit cens e esporle, sotz obligacion de totz los bens qui foren audeit maiestre Arn. Peirer qui fo, lo porteran

bona e ferma garentia de totz emparadors, cum ordener, aus fors e a las costumas de Bordales. Actum fuit XIIII^a die exitus maii, anno Domini M° CC° LXX° III°, regnant Edward, rey d'Anglaterra; vacant la sea de Bordeu; en P. Gondaumer, major. Testes sunt 'n Aymar Farat, Helies de Grosset, P. de Forges e W. de Cantalop, qui la carta escrivo.

CCCXLII. — Annulation par l'official d'une excommunication que le doyen de Saint-André avait prononcée contre un paroissien de Saint-Seurin.

14 mars 1279 (n.s.).

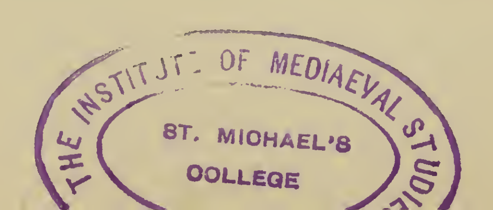
Officialis Burdegal., cappellanis vel subcappellanis Sancti-Pauli et Sancti-Severini Burdegal., salutem in Domino. Cum olim pronunciatum fuerit per .. officialem Burdegal. decanum Burdegal. non habere jurisdiccionem spiritualem in parrochianos Sancte-Crucis et Sancti-Severini Burdegal., prout in memoriali curie nostre plenius vidimus contineri, nos sententiam excommunicationis ab ipso .. decano de facto latam in Arnaldum Begesii, parrochianum Sancti-Severini et infra salvitatem ipsius ecclesie commorantem, pronunciamus irritam et inanem, vobis mandantes quati[n]us eandem sententiam nullam in vestris ecclesiis puplice denuncietis. Datum pridie idus marcii, anno Domini M° CC° LXX° VIII°. Reddite litteras, etc.

CCCXLIII. — Bulle chargeant l'official de Lescar d'empêcher les fidèles de Bordeaux de déserter les paroisses pour les églises conventuelles.

15 mai 1254.

[*fol. 135 v°*] Littera domini Innocentii pape, concessa ecclesie Burdegalensi contra religiosos.

Innocencius, episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio .. officiali Lascurrensi, salutem et apostolicam benedictionem.



Lecta coram nobis gravis dilectorum filiorum capituli ecclesie Burdegalensis querimonia continebat quod, licet in ipsa et aliis ecclesiis ad eos immediate spectantibus ad audiendas parrochianorum ipsarum confessiones deputaverint sacerdotes qui egras mortalium mentes pia moderacione pro etate, sexu et viribus ad salutem perducere divina curacione noverunt, nichilominus tamen ipsi parrochiani, irrequisitis eisdem sacerdotibus, immo pocius dampnabiliter vilipensis, ad quosdam religiosos velut apud ipsos resinam dumtaxat salutis inveniant, se temere transferentes, opertos eis peccatorum nudant morbos, iniquitatis revelant secretum et virus viciorum in confessione depromunt. Et quanquam iidem religiosi, cum non sint sui judices, ipsos non possint solvere vel ligare, imaginaria tamen quadam absolucione ipsis illudere ac nostre peregrinacionis postmodum conferre viaticum in suarum non verentur dispendium animarum. Ex quo illud inconveniens evenit quod celerem sibi parrochianus talis dampnacionem inducit, qui, non dijudicans corpus Christi, ipsum a labe sic suscipit non mundatus, et sacerdos illi apud quem pro tali parrochiano egroto animam suam defixit non potest vultum suum ignorans dignam de illo reddere rationem nec ei sue cure commisso salubria parare remedia cum egritudinem suam ejusque circumstancias aliquatenus non agnoscat. Porro tanquam parum sit proprios taliter sacerdotes despicere nisi eorum ecclesie pariter contemp[n]antur, iidem parrochiani sicut predictorum capituli habebat assercio, cum in prefatis ecclesiis tam in officiis divinis quam sacre predicacionis eloquiis aure devocionis vocem sui deberent suscipere sacerdotis, ipsis ecclesiis contra sacrorum canonum statuta contemptis ad eorumdem religiosorum divertunt ecclesias, predicta officia inibi pro sue voluntatis arbitrio audituri, propter quod ipsis nichilominus religiosis qui tales deberent presumptores abicere, eos cum gravi aliorum jactura allicientibus et, ut fertur, inducentibus ad premissa contingit predictos capitulum ac rectores ecclesiarum ipsarum solitis parrochianorum suorum oblacionibus aliisque obvencionibus multipliciter defraudari. Ceterum adjecerunt iidem capitulum quod si parrochianorum

[*fol. 136*] suorum necnon et ecclesiarum earumdem contingat in egritudinis lectum quemquam decidere, statim confluunt reli-[gi]osi predicti et plerumque infirmum invitacione preventa sub pietatis specie visitantes, ipsius testamentum componunt et ordinant, magno tandem ascribentes muneri si exequtores mereantur ipsius fieri testamenti. Quid plura? Blandis ipsorum infirmus illectus sermonibus, omissis avitis et paternis sepulcris, apud eos eligens sepeliri, ampla ipsis, predictis vero ecclesiis nulla vel modica legata largitur. Et ut ex hujusmodi legatis prefati capitulum ac rectores predicti non possint ab eis canonicam exigere porcionem, interdum ipsi, ut creditur, non sine fraudis comento, ad fabricam et perpetuum divinum cultum suarum ecclesiarum relinqui procurant. Verum, cum per hec et alias ab ipsis religiosis memoratis capitulo et prefatis rectoribus multiplices irrogatas injurias ipsi mutilacionem in suis beneficiis non modicam paciantur, fuit nobis ex parte ipsorum humiliter supplicatum ut molestiis et injuriis terminum dignaremur imponere supradictis. Nos itaque, qui cunctos Christi fideles et presertim regularis ordinis professores eo providencie studio gubernari cupimus, ut in eis curiosus eciam scrutator nichil inveniat nota dignum, ipsorum religiosorum fame, parrochianorum saluti et predictorum capituli et rectorum predictarum ecclesiarum profectibus salubriter providere volentes, discrecioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus prefatos parrochianos ne, contemptis predictis ecclesiis, pro divinis audiendis officiis et recipiendis temporibus congruis ecclesiasticis sacramentis ad alienas accedant ecclesias, necnon et ipsos religiosos, cujuscumque sint ordinis, ne in aliorum prejudicium parrochianos prefatos ad hujusmodi officia seu sacramenta recipiant nec confessiones audiant eorumdem, nisi petita prius et obtenta licencia a sacerdote proprio, juxta statuta Concilii generalis, nec eciam, nisi apud eos ex devocione animi elegerint tumulari, ipsos ad sepulturam admittant, ita tamen quod tunc eedem ecclesie porcione canonica non fraudentur, auctoritate nostra per te vel per alium attencius moneas et inducas ipsos ad id, et ut de cetero ab hujusmodi predictorum capituli et earum-

dem ecclesiarum rectorum molestiis et injuriis omnino abstineant per censuram ecclesiasticam, apellacione remota, previa racione compellens, non obstante [*fol. 136 v°*] aliqua indulgencia ipsis religiosis vel aliis sub quacu[m]que verborum forma ab apostolica Sede concessa per quam non expressam presentibus de verbo ad verbum premissa impediri valeant vel differri. Datum Assisii, idus maii, pontificatus nostri anno undecimo.

CCCXLIV. — Restitution, par les exécuteurs testamentaires du feu doyen Arnaud Peyrer, de biens possédés par celui-ci dans la paroisse de Bruges.

24 avril 1273.

Conoguda causa sia que cum Johan Aros e Blanqua, sa sor, agossan dat affeus sa en arreire an Vidau e an Robbert Peirer, fraires, tot lo bordiu ab sas apertenensas, vinhas, cens, agreiras e totas autras dreituras, en quauque maneira que las agossan e aver degossan en la parropia de Bruge, per ayssi cum jo W. de Cantalop, publics cartolaris de Bordeu, vi estre contengut en I memoriau sagerat deu saget de l'officialat de Bordeu, lasquaus causas dessusdeitas de Bruge fo deit que eran escadudas e abengudas en part partida au davandeit 'n Arobbert Peyrer, quant lo medis 'n Arobbertz eu senher 'n Arn. Peyrer, deans qui fo Sent-Seurin, e l'avandeitz en Vidaus Peyrer, feitas lors partidas, segont que fo deit que era contengut en carta feita sa en arreyre de las medissas partidas per la man Esteve de Proenssa, lasquaus totas causas desusdeitas de Bruge lo davandeitz 'n Arobbertz, empres que ladeita carta de lasdeytas partidas fo feita, agos dat e autreiat per vertadeira donacion au davantdeit dean qui fo, per far e per complir totas las suas proprias volontatz, e l'agos balhat e rendut lo davantdeit memoriau, per ayssi cum pleneyramentz es contengut en carta feita per la man de min avandeit W. de Cantalop, eu davandeitz deans agos deit e entendut que las sobredeytas causas no s' poden arretenir leiaument e que no eran conquestadas en bona maneira e per so se

agos feit dar au davantdeit 'n Arobbert las sobredeitas causas de Bruge per que n' pogos far emenda e tota la sua propria volontat, e agos pregat e requerut a maiestre Arn. de Buch, a maiestre Johan de Galhan, an W.-Garsias deu Havarnet e an W.-Amaneu de Vilalada, calonges Sent-Seurin, ordeners deu darder testament deudeit dean qui fo, que it l'en gardessan de pecat, segont que lodeitz maiestre Arn. de Buch e maiestre Johan de Galhan dissoren, es assaber queu [*fol. 137*] davandeitz maiestre Arn. de Buch e en Johan de Galhan, per etz e per los avandeitz ordeners, lors companhons, entenduda e apresa perfeytament, segont que dissoren, la vertat deu davantdeit feit, per lassalut de l'arma deu davandeit dean e per gardar luy de pecat deu davantdeit feit, an quitat e rendut au davandeit Johan e l'avandeita na Blancha, sa seror, totas las davandeitas causas de Bruge, e tot dreit e tota arradon e tota action que it i agossan ne aver i pogossan per arradon de la exequcion deu davantdeit dean, volent e autreiant que lo medis Johans e ladeita Blancha, sa sor, totas las avandeitas causas de Bruge aian e prengan per la lor propria auctoritat, no atenduda ne demandada d'assi enant la lor licencia ni de deguna autra persona, eus an rendut lo davandeit memoriau. Per laquau causa lo davandeitz Johans e la davandeita Blancha, sa sor, per lors bonas volontatz an quitat e absout lo davandeit dean e la sua arma de tot pecat que lo medis deans ne la sua arma n'agos per arradon o per occayson de las sobredeitas causas ne d'aucuna d'eras. E lo mediss Johans e ladeita sa sor an combent e promes aus davandeitz ordeners que si it o aucuns d'etz en aucun temps venden o en aucuna maneira alienan las sobredeitas causas de Bruge o aucuna d'eras, que it ne aucuns d'etz no los vendran ne las alienaran en aucuna maneyra, totas ne partid[as], a deguna persona, sino aus davandeitz ordeners si li mediss ordener las volen tener per far la exequcion deu davandeit dean, si li mediss ordener lor en volen dar a bona fe aitant cum I autre. E per totas las causas e senglas en cesta carta contengudas e per cada una d'eras fermament gardar e tener, lo davandeitz Johans e l'avandeita sa sor an obligat

aus avandeitz ordeners e a cada un de lor totas las lor causas moblas e no moblas, on que sian, e especiaument totas las davandeitas causas de Bruge. E lo mediss Johans e ladeita Blanqua, sa sor, an mandat e promes e cada uns de lor jurat sobreus santz Ewangelis Deu toquatz corporaument que tot ayssi cum dessus es deit ac tendran, sens encontra venir en deguna cort seglar ne de gleysa ne en degun autre loc en degun temps. E es assaber que per volontat de las partidas foren feitas d'aquesta causa III cartas, cada una d'una tenor, de lasquaus es la una ausdeitz ordeners e l'autra [*fol. 137 v°*] audeit Johan e l'autra a ladeita sa seror. Actum fuit VII[a] die exitus aprilis anno Domini M° CC° LXX° III°, regnant Edwart, rey d'Anglaterra; vacant la sea de Bordeu; en P. Gondaumer, major. Testes sunt P. Pipaut, Andreus Cathon, clercs, Arn. de Tartas Pederola, Galhart de Carressac, P. de la Grava, draper, P. de Senac e W. de Cantalop, qui la carta escrivo.

CCCXLV. — **Statut attribuant au chapitre les droits utiles payés par des tenanciers, à l'exception des esporles, qui sont réservées au doyen, enjoignant aux clercs pourvus d'une chapellenie de se faire ordonner et prescrivant la résidence effective.**

10 mai 1287.

Nos, capitulum ecclesie Sancti-Severini Burdegal., scilicet Gaufridus de Rupe, sacrista, magistri Arnaldus de Bogio, Gombaudus de Mercato, Arnaldus de Casa, Petrus Raynonis, Johannes Gerardi, Marsilius de Insula, Geraldus Boneti, Bernardus Fabri, Walterius de Levi, Galhardus de Scuris, Petrus de Listraco et Bertrandus deu Cod, cano[n]ici ecclesie, notum facimus universis quod cum, sicut intelleximus, in ecclesia supradicta sit consuetum et a temporibus a quibus non extat memoria observatum quod omnia quecumque obveniunt quacumque ex causa ab hominibus questalibus vel illi[s] qui dudum questales fuerint et postmodum ad certum censum taxati, vel qui sunt

homines ecclesie predicte, sive sint agrerie, census, queste, talie, gagia, incurramenta et alia, quocumque nomine censeantur, sint capituli dicte ecclesie et decanus vel [ipsi]us prepositus nichil debeat percipere pro firmaturis, citationibus, rotulatione actorum vel executionibus judiciorum de hominibus predictis, statuimus de cetero ut sic inviolabiliter observetur.

Item, cum omnes vende et cetera emolumenta et deveria, retentiones feuodorum et alia quecumque sint et quecumque obvenire possunt ratione vendicionum feuodorum et terrarum censualiaum *(sic)* dicte ecclesie sint capituli, exceptis solis sporlis, que sunt decani, qui feudatores dicte ecclesie et emptores feudorum investit nomine suo et nomine dicti capituli et in ipsius capituli et rotularii ejusdem presencia, statuimus ut ita de cetero inviolabiliter observetur.

Item, statuimus ut illi clerici qui cappellanias obtine[n]t et nondum promoti sunt, infra festum Pasche proximo venturum in presbyteros promoveantur; alioquin ex tunc fructus cappellaniarum suarum in distributione chori veniant et ponantur donec in presbyteros promoti fuerint. Illi vero quibus cappellanie de cetero confferentur ordinentur [*fol. 138*] in presbyteros infra annum; alias vaccent heedem cappellanie ipso facto, nisi per constituentem cappellaniam aliter ordinetur.

Item, satis decet ut eadem observancia qua majores et digniores servitores ecclesie astringuntur inferiores etiam teneantur astricti, precipue cum ex hoc honestas et utilitas ecclesie provenit et divinus cultus augetur. Unde statuimus quod omnes et singuli cappellani benefficiati chori nostri in salvitate nostra, secundum quod canonici ipsius ecclesie, teneantur facere residenciam personalem. Si autem aliquis se absentaverit absque licencia capituli speciali, penam sustineat sex denariorum pro qualibet die, in distribucione chori seu alias in utilitatem ecclesie convertendam, pena canonicorum, prebendariorum et aliorum beneficiatorum qui de celario accipiunt, que satis major est, in suo statuto manente. Nos vero dictum capitulum et omnes et singuli de dicto capitulo predicta juramus ad sancta Dei

Ewangelia quantum poterimus perpetuo observare. In quorum testimonium sigillum predicti capituli presentibus duximus apponendum. Datum et actum Burdegalis, decima die maii, anno Domini M° CC° octogesimo septimo.

CCCXLVI. — Cession par Pierre de Bordeaux à Pierre et Arnaud Caillau de partie de la palu.

31 juillet 1244.

Conoguda causa sia (1).

CCCXLVII. — Engagement pris devant l'official par des tenanciers de payer le cens pour leurs tenures.

12 juillet 1285.

[*fol. 138 v°*] Memoriale est quod homines in villa de Renquelio commorantes, videlicet Arnaldus deu Cum, Guilhelmus deu [Cu]m, Ramundus d'Artiguis, Ramundus deu Cerer, Petrus deu Cerer senior, Guillelmus Goffrandi, Willelmus Arnaldi filius, Ramundus Arnaldi filius Willelmi Arnaldi, Ramundus Maurini, Martinus Maurini, Petrus de Arn[aldo (?)], Ramundus Arrabit, Ramundus de Lambert, Arnaldus Arrabit junior, Ramundus deu Favar et Guilhelmus deu Favar, confessi fuerunt in jure coram nobis se debere singulis annis eclesie Sancti-Severini Burdegal. X solidos annui reditus in festo sancti Severini solvendos et reddendos apud eandem eclesiam pro domibus, stagiis et vineis et aliis tenementis suis ejusdem ville et pertinenciarum. Et, cum cessassent in solutione predicti canonis per novem terminos proximo preteritos, ipsi de predictis terminis in nostra presentia satisfecerunt eclesie antedicte et promiserunt sub ipotheca bonorum suorum se ex nunc in dicto termino soluturos eidem eclesie canonem antedictum. Datum et actum IIII° idus julii, anno Domini M° CC° octogesimo quinto. De pet.

(1) *Cet acte a été imprimé ci-dessus, p. 295.*

CCCXLVIII. — **Charte de Jean-sans-Terre pour les archevêques de Bordeaux, confirmant leur immunité, leur droit de fonder des sauvetés et des bastides, de bâtir et fortifier des manoirs, donner des coutumes, etc.**

12 octobre 1203.

[*fol. 139-139 v° en blanc*]

[*fol. 140*] Johannes, Dei gratia rex Anglie, dux Hybernie, dux Normannie et Aquitanie, comes Andegavie, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, comitibus, baronibus, justiciariis, vicariis, prepositis, ministris et omnibus ballivis et fidelibus suis, salutem. Quoniam decet regiam Majestatem Regis eterni vicarios et ministros pro spe sempiterne salutis specialibus graciis insignire, ideo nos omnes donaciones, concessiones, libertates et gratias, tam per dominam A[lienorem] reginam, matrem nostram, quam per quoscumque alios predecessores nostros olim factas et datas archiepiscopis Burdegalensibus pro nostris et omnibus futuris temporibus confirmantes, damus et concedimus, pro nobis et omnibus successoribus nostris, et hac carta nostra confirmamus venerabili patri nostro H[elie], archiepiscopo Burdegal., et suis successoribus quod in omnibus ecclesiis, capellis, castris, villis, domibus, hominibus, territoriis, possessionibus et cunctis rebus aliis vel nunc vel in futurum ad se aspicientibus vel pertinentibus quacumque racione plenam et perpetuam in omnibus habeant libertatem, ac ab omni seculari potestate, tam nostra quam successorum et subditorum nostrorum, cum omnibus prenominatis omni tempore sint liberi et immunes; salvitates sive populaciones in suis locis ac territoriis et domos sive maneria facere et pro voluntate sua firmare sive fortificare, necnon consuetudines inter homines suos et subditos ac statuta condere et ea servari facere, sine quacumque laycali contradictione licite valeat, et molestatores aut injuriatores suos qui vel eos vel homines eorum in personis aut rebus dampnificare presumpserint, convocatis, si necesse vel expediens esse sibi cognoverint, nostre

jurisdictionis vel dicionis communiis, a suis malis presumpcionibus prout poterint cohibere. Et nichilominus omnis malefactor archiepiscoporum vel hominum suorum qui de nostra fuerit dicione penam quingentarum librarum monete burdegalensis, vel majorem, si majorem meruerit et ad hoc bona sua sufficiant, solvere archiepiscopo sin autem stare sue misericordie compellatur. Hanc autem cartam nostram sine cujusquam contradictionis et altercacionis obstaculo semper et in perpetuum plene servari decernimus et jubemus. Testibus H[elia], archiepiscopo Burdegal.; Guillelmo, comite de Ferrariis; Amoravit; H. Beguer de Burdegala; Guillelmo-Ramon de Montera[n]der; [*fol. 140 v°*] Lupuo Esquar. Data per manum G., prepositi Beverl., archidiaconi Well[ens]is, apud Cadomum, XII die octobris, anno regni nostri quinto.

CCCXLIX. — **Confirmation par Jean-sans-Terre des concessions accordées aux archevêques de Bordeaux par les comtes de Gascogne.**

27 juillet 1201.

Johannes, Dei gratia rex Anglie, dominus Ybernie, dux Normannie et Aquitanie, comes Andegavie, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, comitibus, baronibus, justiciariis, vicariis, prepositis, ministris et omnibus ballivis et fidelibus, salutem. Sciatis nos dedisse et concessisse et hac carta nostra confirmasse pro nobis et successoribus nostris venerabili patri nostro in Christo H[elie], Burdegal. archiepiscopo, et successoribus suis centum libras monete burdegalensis de redditu annuo, percipiendas apud Burdegalam in avalagio vinorum, et quadraginta libras ejusdem monete percipiendas annuatim in perpetuum in terra que vocatur Inter-duo-Maria per manus serviencium nostrorum, que non possunt augeri nec minui, et quod quisque archiepiscopus Burdegal. licite possit recipere infeudaciones allodiorum et acquirere sine nostra et successorum nostrorum requisicione peremperciones aut alias quascumque concessiones

in omnibus feudis, retrofeudis et territoriis nostris, quicquid voluerit et racionabiliter poterit, et omnem justiciam habeat in hominibus suis, tam presentibus quam futuris. Item, sciatis nos concessisse et hac carta nostra in perpetuum confirmasse omnes donaciones et concessiones olim factas Burdegal. archiepiscopis per predecessores nostros Odonem, Sancium, Guillelmum et Berengerium, quondam Vasconie comites et dominos, videlicet terciam partem camere vende seu monete Burdegal. et omnium teloneorum de Boeis et navim liberam ab omnibus teloneis a Mauritania usque ad Lingonem. Que omnia in ipsorum comitum veris et certis privilegiis vidimus contineri. Rursus pro nobis et omnibus successoribus nostris precipimus atque jubemus ut nullus judex publica vel quilibet ex judiciaria seu quacumque potestate aut aliquis ex nostris fidelibus presentibus et futuris aliqua causa, racione vel occasione in ecclesias, agros, villas seu reliquas possessiones quas moderno tempore Burdegal. archiepiscopus tenet vel que in jura ipsius deinceps divina pietas augeri voluerit in quibuslibet pagis et [*fol. 141*] territoriis intra ducatus Aquitanie dicionem, ad causas audiendas, vel freda aut tributa exigenda, aut mansiones vel paratas faciendas, aut fidejussores tollendos, aut homines archiepiscopi tam ingenuos quam servos et alios distringendos, aut ullas violencias, redempciones, exactiones, extorsiones vel occasiones requirendas aut exercendas, ingredi audeat, nec nostris nec futuris temporibus, nec ea que supra memorata sunt penitus exigere presumat; sed liceat archiepiscopo perpetuis temporibus ecclesias, cellulas, res, possessiones, proprietates et homines nunc et in futurum ad se aspicientes vel pertinentes, remota cujuscumque potestatis inquietudine, ordine quieto et libere possidere. Et omnia que supra expressa sunt et tacta firmiter et inviolabiliter servari in perpetuum decernimus et jubemus. Testibus H[enrico], episcopo Xanctonensi; J[ordano], electo Lexovion.; A[demaro], comite Engolism.; Guillelmo Marescallo; Guillelmo de Hauvet *(sic)*, constabulario Normannie; Rotberto de Torneham; Guillelmo de Rupibus, senescallo Andegav.; G. de Cella, senescallo Pictav.

et Vasconie. Datum per manum Symonis, archidiaconi Vellensis, apud Chinonem, XXVII die julii anno regni nostri tercio.

CCCL. — Diplôme d'immunité accordé par Louis le Pieux à l'archevêque Sicaire.

Avant 828.

In nomine Domini Dei et Salvatoris nostri Jhesu Christi, Ludovicus, divina ordinante providencia imperator augustus. Si liberalitatis nostre munere locis Deo dicatis quiddam conferimus beneficii et necessitates ecclesiasticas ad peticiones sacerdotum nostro relevamus juvamine, id nobis, et ad mortalem vitam temporaliter transigendam et ad eternam feliciter optinendam profuturum liquido credimus. Noverit interea sagacitas seu utilitas omnium fidelium tam presencium quam et futurorum quia vir venerabilis Sycharius, Burdegal. archiepiscopus, adiens nostram presenciam, detulit obtutibus nostris inmunitatem domini et genitoris nostri Karoli bone memorie, serenissimi augusti, in qua continebatur qualiter ipsam sedem que est in honorem sancti Andree et sancti Jacobi apostolorum, cum monasteriis sibi subjectis que dicuntur Blavia, quod est in honore sancti Romani constitutum, ubi ipse sanctus corpore requiescit, situm in eodem pago Burdegal. super fluvium Garonam, necnon et sancti Severini, ubi etiam requiescit ipse sanctus, constructum in suburbio ipsius civitatis, cum [*fol. 141 v°*] omnibus appendiciis vel adjacenciis eorum, quod non solum idem genitor noster verum eciam predecessores ejus reges ipsam sedem sub uno nomine et defensione, cum cellulis sibi subjectis et rebus vel hominibus ad se pertinentibus vel aspicientibus consistere fecissent et eorum inmunitatum auctoritatibus ab inquietudine judiciarie potestatis eadem munita atque defensa fuisset ecclesia. Sed pro ejus firmitate postulavit a nobis prefatus Sycharius archiepiscopus ut, patruum seu predecessorum nostrorum regum morem sequentes, hujuscemodi inmunitatis preceptum ob amorem Dei et reverenciam

ipsius sancti loci, circa ipsam ecclesiam fieri censeremus. Cujus peticioni libenter assensum prebuimus et hoc nostre auctoritatis preceptum erga ipsam ecclesiam inmunitatis atque tuicionis gracie, pro divini cultus amore et anime nostre remedio, fieri decrevimus. Per quod precipimus atque jubemus ut nullus judex publicus vel quilibet ex judiciaria potestate aut ullus ex fidelibus nostris, tam presentibus quam futuris, in ecclesias aut agros seu reliquas possessiones quas moderno tempore in quibuslibet pagis vel territoriis intra dicionem imperii nostri juste et legaliter memorata tenet ecclesia, vel ea que deinceps in jura ipsius ecclesie divina pietas voluerit augeri, ad causas audiendas, vel freda aut tributa exigenda, aut mansiones vel paratas faciendas, aut fidejussores tollendos, aut homines ipsius ecclesie, tam ingenuos quam servos, super terram ipsius commanentes injuste distringendos, nec ullas redibiciones aut illicitas occasiones requirendas, nostris nec futuris temporibus, ingredi audeat nec ea que supra memor[a]ta sunt penitus exigere presumat. Sed liceat memorato presuli suisque successoribus res predicte ecclesie cum cellulis sibi subjectis et rebus vel hominibus ad se aspicientibus vel pertinentibus sub tuicionis atque inmunitatis nostre defensione, remota tocius judiciarie potestatis inquietudine, quieto ordine possidere et nostro fideliter parere imperio atque pro incolumitate nostra et conjugis et prolis seu etiam tocius imperii a Deo nobis collati et ejus clementissima mise[*fol. 142*]racione per inmensum conservandi una cum clero et populo sibi subjecto Dei inmensam clemenciam jugiter exorare. Et quicquid de prefate rebus ecclesie jus fisci exigere poterit totum nos pro eterna remuneracione eidem concessimus ecclesie, scilicet ut perhempnibus temporibus in alimoniam pauperum et stipendia clericorum ibidem Deo famulancium proficiat in augmentum. Hanc itaque auctoritatem, ut pleniorem in Dei nomine optineat vigorem et a fidelibus nostris diligencius conservetur, manu propria subter firmavimus et anuli nostri impressione signari jussimus.

CCCLI. — **Confirmation par Éléonore de concessions précédemment faites aux archevêques de Bordeaux.**

Al[ienor], Dei gratia regina Anglie, ducissa Normannie et Aquitanie, comitissa Andegavie, omnibus senescallis et ballivis suis per terram suam constitutis omnibusque ad quos presens carta pervenerit, salutem in Domino sempiternam. Noveritis quod nos concedimus et confirmamus omnes donaciones et libertates olim concessas per quoscumque predecessores nostros quondam Vasconie dominos, Odonem sive Sancium et omnes alios archiepiscopis Burdegalensibus, scilicet terciam partem camere vende et monete Burdegal., et terciam partem omnium theloneorum de Boeis et navim liberam ab omnibus teloneis a Mauritania usque ad Lingonem, adicientes pro salute nostra et omnium nostrorum quod omnes Burdegal. archiepiscopi canonicam in omnibus habeant libertatem et quod nullus de nostris aut successorum nostrorum gentibus vel subditis aut ministris sive fidelibus archiepiscoporum Burdegalensium ecclesias, capellas, villas, domos, terras, territoria, homines, possessiones, bona et quascumque res alias aut suorum invadere, occupare, molestare, redimere seu in aliquo gravare sive dampnificare audeat, nec nunc nec in perpetuum. Et quicumque aliquid de premissis fecerit archiepiscopi Burdegal. sua auctoritate talium maliciam licite sine cujusquam requisicione arcere et cohibere valeant, ac nichilominus reus sine misericordia quingentas libras bone monete burdegalensis solvat aut aliam penam archiepiscopo Burdegal., si aliam recipere misericorditer voluerit et reus valorem predicte summe non habuerit. Et istam cartam nostram plenam firmitatem omni tempore [*fol. 142 v°*] [habituram esse] decernimus et precipimus. Hiis testibus : dominus H., archiepiscopus Burdegal.; Rotberto de Torneham, senescallo Pictav.; Martino Algai, senescallo Vasconie; Jocelmo et Rampnulpho, capellanis nostris, et multis aliis. Et nos presentem cartam damus sigillo nostro sigillatam, in perpetuum testimonium.

CCCLII. — Diplôme de Louis le Gros en faveur des archevêques de Bordeaux.

1135 (?).

In nomine Sancte et Individue Trinitatis, amen. Ludovicus, gratia Dei Francorum rex, tibi, dilecte in Domino Gaufride, Burdegalensis archiepiscope, cum suffraganeis episcopis Raymundo Agennensi, Lamberto Engolismensi, Guillelmo Xanctonensi, Guillelmo Pictavensi, Guillelmo Petragoricensi, necnon cum abbatibus Burdegal. provincie, vestrisque successoribus, in perpetuum. Regie Majestatis est ecclesiam quieti pia pia *(sic)* sollicitudine provideri et ex officio suscepte a Domino potestatis earum libertatem tueri et ab hostium seu malignancium incursibus defensare. Sic nimirum regalis apicem dignitatis nos a Domino, a quo omnis potestas est, consequtos esse constabit si, juxta evangelicam institucionem et apostolice doctrine tradicionem, in sancte Dei ecclesie ministerium accincti, pro ejusdem contuenda libertate qua Christus eam liberavit et pacis quiete operam demus. Eapropter, peticionibus vestris, communicato prius ipsorum abbatum et procerum nostrorum consilio, assenciente Ludovico, filio nostro, jam in regem sublimato, duximus annuendum et in sede Burdegal. et in prenominatis episcopalibus sedibus, abbaciis ejusdem provincie que, defuncto illustri Aquitannorum duce et comite Pictav. Guillelmo, per filiam ipsius Alienordim jamdicto filio nostro Ludovico sorte matrimonii cedit, in episcoporum et abbatum suorum electionibus canonicam omnino concedimus libertatem, absque hominii, juramenti seu fidei per manum date obligacione. Porro decedentis archiepiscopi et suffraganeorum ipsius episcoporum sive abbatum decedencium res universas successorum usibus regia auctoritate servari volumus et concedendo precipimus illesas. Hoc quoque adicientes ut omnes ecclesie infra denominatam provinciam constitute predia, possessiones et universa ad ipsas jure pertinencia, secundum privilegia et justicias et bonas consuetudines suas,

habeant et possideant illibata. Quinimum ecclesiis ipsis universis et earum ministris cum possessionibus suis canonicam in [*fol. 143*] omnibus concedimus libertatem. Quod ut perpetue stabilitatis habeat munimentum, scripto commendari et sigilli nostri auctoritate et nominis nostri caractere corroborari precepimus. Actum Parisius in palacio nostro publice, anno Incarnati Verbi M° CC° XXX° VIII° *(sic)*, regni nostri XX° VIII°, Ludovico, filio nostro, in regem sublimato anno IIII°, in presencia Gaufridi, venerabilis Carnotensium episcopi et Apostolice Sedis legati, Stephani, Parisiensis episcopi, Sugegerii *(sic)*, abbatis Beati-Dionisii, Girardi, abbatis Josaphati, Algrini, et *(sic)* secretis nostri. Adstantibus in palacio nostro quorum nomina subtitulata sunt et signa. Signum Radulphi, Viromandorum comitis et dapiferi nostri. Signum Guillelmi, buticularii. Signum Hugonis, camerarii. Signum Hugonis, constabularii. Data per manum Stephani, cancellarii nostri.

CCCLIII. — **Charte incomplète de Jean-sans-Terre, portant donation en faveur de l'archevêque de Bordeaux.**

Johannes, Dei gratia rex Anglie, dominus Hibernie, dux Normannie et Aquitanie, comes Andegavie, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, comitibus, baronibus, justiciariis, vicecomitibus, prepositis, ministris, ballivis et omnibus fidelibus suis salutem. Caput ecclesie Jhesus-Christus, ille rex regum et dominus dominancium, qui se honorari fatetur in membris et eciam molestari, felicius, ut speramus et firmiter credimus, diriget actus nostros cum ad pia loca suosque vicarios et ministros regie benignitatis munificenciam devocius extenderimus et favorem. Et ideo, salubriter cogitantes quam studiosum esse debeat regnum acquirere sempiternum et terrena pro celestibus commutare, damus et concedimus, pro nobis et nostris successoribus universis, archiepiscopo Burdegal. in puram, perpetuam elemosinam, castrum nostrum de Culturis, dyocesis Vasatensis, cum omnibus et singulis juribus et pertinenciis dicti castri et toto territorio de.

CCCLIV. — **Plainte de l'archevêque et du doyen Jean de Gaillan au sujet des excès commis par le maire et la commune de Bordeaux et par le sénéchal de Gascogne.**

1276 (?).

[*fol. 143 v° en blanc*]
[*fol. 144-147*] Regie Majestati denunciant (1).

CCCLV. — **Arrêt du parlement de Paris, qui retient la requête précédente et ordonne une information.**

1277 (n. s.).

Cum proponeret in curia nostri, Philippi, Dei gratia regis Francie, Burdegal. archiepiscopus contra senescallum Vasconie, majorem et juratos et communiam Burdegal. quod contra ipsum et jurisdictionem suam ecclesiasticam et decanum et capitulum Sancti-Severini Burdegal., tenentes de archiepiscopo nominato, prout idem archiepiscopus dicebat et decanus coram nobis presens eidem archiepiscopo se avoabat, multas fecerant violencias et injurias manifestas per incendia, rapinas et predas, domorum dirupciones, vinorum effusiones, vinearum et arborum domesticarum talliaciones seu incisiones, conspiraciones [*fol. 147 v°*] juramentis firmatas et peccuniariis convencionibus roboratas, novorum vectigalium imposiciones et multas violencias ac novas dissensiones et invasiones, et aliis multis modis, ut dicebat idem archiepiscopus, proponens se et ecclesiam suam cum omnibus temporalibus bonis suis esse de custodia nostra, et super eadem se advoans a nobis et se esse in sazina quod per nos custodiatur, et nos esse in possessione custodiendi eundem archiepiscopum cum bonis suis temporalibus, et peteret a nobis quod super premissis faceremus veritatem inquiri et premissa omnia eidem prefato decano et capitulo

(1) *Ce document est publié sous une forme plus correcte ci-après, p. 354.*

Sancti-Severini restitui et sibi emendari et ad statum debitum reduci, prefato senescallo dicente se non esse citatum et nichilominus super predictis prefatos archiepiscopum et decanum ad curiam suam de jure communi, ut dicebat, remitti debere, prefato archiepiscopo contra hec proponente multas raciones et predicta per nos fieri debere, auditis racionibus utriusque partis, dictum fuit per arestum quod, cum repertum fuerist *(sic)* nos esse in possessione predicte custodie et predicta in consimilibus casibus faciendi, non obstantibus propositis a dicto senescallo, mittemus ad partes illas et super premissis faciemus inquiri et, inquisita veritate, prout justum fuerit premissa emendari. Preterea, injunctum extitit et preceptum per curiam eidem senescallo Vasconie presenti quod nullas violencias, nullas injurias seu gravamina seu imprisias vel novitates faciat seu fieri permittat contra prefatum archiepiscopum aut subditos suos, aut res seu possessiones sive bona eorum, sicut honorem sui domini diligebat et sub pena omnium que forefacere poterat. Actum in Parlamento Candelose, anno Domini Mº ccº lxxmº sexto.

CCCLVI. — Texte de la plainte de l'archevêque et du doyen, suivi du règlement de l'affaire.

7 juillet 1277.

[*fol. 148*] In nomine Domini, amen. Anno ejusdem Mº ccº lxxmº septimo, indicione v, Sede apostolica, ut dicitur, vacante, nonis julii. Pateat universis per presens publicum instrumentum quod cum dissensionis et discordie materia orta esset inter reverendum patrem dominum Symonem, Dei gracia Burdegal. archiepiscopum, et magistrum Johannem de Galhano, decanum ecclesie Sancti-Severini Burdegal., pro se et capitulo ecclesie Sancti-Severini predicte, ex una parte, et senescallum Vasconie, majorem, juratos et communiam civitatis Burdegal., ex altera, dictis quidem reverendo patre archiepiscopo et decano, nomine suo et capituli ecclesie Sancti-Severini predicte,

dicentibus et asserentibus, prout in denunciacione et articulis contra senescallum, majorem et juratos necnon communiam civitatis Burdegal. illustri domino regi Francie traditis per reverendum patrem archiepiscopum et decanum nomine quo supra predictos plenius continetur. Quorum quidem articulorum et denunciacionis tenor talis est :

Regie Majestati denunciant Symon, Dei gratia Burdegal. archiepiscopus, et magister Johannes de Galhano, decanus ecclesie Sancti-Severini Burdegal., pro se et capitulo ecclesie Sancti-Severini predicte, contra majorem, juratos et communiam Burdegal. et senescallum Vasconie que sequntur.

Primo, quod die dominica ante festum Conversionis sancti Pauli proximo preteritum, dominus Brunus de Saya, major, jurati et communia Burdegal., consilio inhito et concordato inter ipsos, venerunt cum trumpis et buccinis ad salvitatem sive burgum dicte ecclesie, causa nocendi eisdem decano et capitulo, asserentes quod idem decanus duorum furum, qui in scala positi dicebantur, injuste justiciam fieri fecerat. Et, eisdem majore, juratis et communia ibi existentibus et ipsum decanum requiri facientibus quod emendaret quod fieri fecerat de justicia supradicta, promisit in verbo sacerdotis pro se et suo capitulo preposito communie ville Burdegal. et quibusdam aliis, loco et nomine majoris, juratorum et communie Burdegal., quod ipse faceret et servaret super facto predicto quicquid magister Adam, castellanus castri Burdegal. et major predictus dicerent [*fol. 148 v°*] de jure ipsum decanum super hoc debere facere vel servare, racionibus utriusque partis auditis. Quibus acceptatis hinc et inde, idem major, nullis dampnis tunc illatis eisdem decano et capitulo, rediens ad civitatem eamdem cum juratis et communia supradictis, denunciavit senescallo Vasconie, qui ipsa die ad civitatem eandem venit, premissa. Qui senescallus dixit predicto majori quod male fecerat acceptando eadem et quia ultra non processerat et aliud non fecerat comminando. Et hec sunt manifesta.

Item, quod idem decanus tunc avoabat et nunc avoat se

tenere a dicto archiepiscopo altam justiciam et bassam burgi sive salvitatis predicte et quod predecessores ipsius eam a dictis archiepiscopis tenuerunt ab antiquo, et ipse et alii fuerant et erant in possessione vel quasi exercendi eandem. Et hec sunt manifesta.

Item, quod die lune sequenti, scilicet in festo predicto, pulsata campana communi per quam populus congregari consuevit, preconizacionibus eciam factis per ipsam civitatem cum trumpis et buccinis ex parte senescalli, majoris, juratorum et tocius communie, presente quoque eodem senescallo in civitate predicta, sciente premissa nec valente aliquatenus ignorare et paciente, cum prohibere posset, presertim cum idem senescallus eundem majorem quandocumque vult ponat et removeat, ad burgum sive salvitatem predictos cum armis, tumultu et impetu accesserunt. Et hec sunt manifesta.

Item, quod in dicto accessu et impetu ipsis majore, juratis et communia, ut dictum est, congregatis, presentibus, pacientibus, consencientibus vel mandantibus, domus decanatus, que erant ejusdem ecclesie, in quibus morabatur decanus predictus, minus juste fracte fuerunt ; bladum et vinum, que erant ibi in maximis quantitatibus, peccunia, libri, lecti, vestes, cera, carnes, arche et alia omnia bona et suppellectilia que erant in eisdem domibus direpta, effusa et asportata fuerunt, et postea eedem domus nequiter combuste fuerunt, ac arbores fructifere et vinee earumdem domuum extirpate fuerunt. In quo facto dampnificati fuerunt tam dictus de[*fol. 149*]canus quam ecclesia in mille marchis argenti. Et hec sunt manifesta.

Item, quod, dictis majore et juratis et communia presentibus, pacientibus et consencientibus, ut proximo dictum est, domus alie ejusdem burgi que erant ipsius ecclesie, scilicet quondam cantoris Petri Reynonis, canonici, et quorumdam cappellanorum et hominum dicte ecclesie combuste fuerunt. Alie vero, in quibus morabantur magistri Marsilius de Insula et Arnaldus de Casa, canonici dicte ecclesie, fracte fuerunt et bladum, vinum et cetera bona in eisdem domibus combustis et fractis contenta rapta, effusa et asportata fuerunt. In quibus et ex qui-

bus factis tam ecclesia predicta quam canonici, cappellani, homines et feodatarii dicte ecclesie dampnificati fuerunt ad valorem duorum milium marcharum argenti. Et hec sunt manifesta.

Item, quod dum premissa fierent, flagrante adhuc maleficio, senescallus predictus venit ad burgum sive salvitatem predictos, et vidit et invenit predictos majorem, juratos et communiam, ut proximo dictum est, committentes predicta. Et hoc eciam idem senescallus confessus fuit coram nobis. Et passus est predicta, nec fecit vel mandavit extingui ignem predictum; immo aliqua que nondum combusta erant, eo presente combusta fuerunt, nec ea in aliquo emendavit vel emendari fecit. Et hec sunt manifesta.

Item, quod eadem die lune idem senescallus, presentibus pluribus, dixit quod, si dicti major et jurati et communia igne non apposito dictas domus totaliter destruxissent, ipse factum predictum avoaret et avoare auderet nec emendam aliquam faceret. Et hec sunt manifesta.

Item, quod fama publica est in civitate predicta quod senescallus predictus mandavit predicta fieri et quod dicti major, jurati et communia premissa non fecissent nisi de ipsius senescalli mandato, connivencia vel consensu. Et hec sunt manifesta.

Ad premissa et subsequentia omnia probanda se non astringunt, set ad ea dumtaxat qui sibi sufficiant de premissis et subsequentibus.

[*fol. 149 v°*] Item, Celsitudini regie significat Burdegal. archiepiscopus quod a festo Conversionis sancti Pauli citra senescallus Vasconie cum baronibus, militibus et majoribus communitatum propter hoc apud Burdegalam convocatis, fecit conjuracionem, colligacionem prohibitam, juramento firmatam et contribucione peccuniaria usque ad summam trium milium marcharum argenti, ad illam defendendam ne laycus laycum in foro ecclesie conveniat, set solum coram se ipsis, nisi in casibus pro voluntate sua limitatis, et penam statuit contrafacientibus, licet Burdegal. archiepiscopus et ipsius ecclesia fuerit ab antiquo in quasi possessione audiendi et decidendi in sua curia quoslibet laycos in singulis quibuslibet personalibus actionibus. Et hoc

fuit per civitatem et dyocesim Burdegal. publicatum et preconizatum. Dicta pena est sexaginta quinque solidorum. Et hoc est manifestum.

Item, adjecit idem senescallus in eadem conjuracione quod nullus, cujuscumque condicionis existat, trahat aliquos laycos ad forum ecclesiasticum super aliquibus personalibus actionibus, penam sexaginta quinque solidorum imponens contrafacientibus, scilicet gagium rerum et corporum capcionem et, si capcio rerum vel corporum fieri non deberet vel non posset, capcionem corporum et rerum ipsorum consanguineorum, per hoc volens arcere crucesignatos et clericos a tractione laycorum ad forum ecclesie, quamquam de jure et consuetudine suos adversarios ad forum ecclesie trahere possint. Et hec apparent per ea que postmodum sunt sequta, scilicet capcio litigancium in foro ecclesie, pene predicte extorsio et minarum terror. Et hoc est manifestum.

Item, adjecit quod nullus clericus audiatur in curia seculari nisi prius juret se non procuraturum quod aliqua causa deveniat de curia seculari ad ecclesiasticam, et ad hec statuta illicita firmius observanda juramento astrinxit barones et communitates, et talliam seu collectam fecit fieri ab eisdem et quod fiat eciam annuatim per triennium usque ad summam mille et quingentarum marcharum argenti, et ad majus tempus, si sibi visum fuerit expedire. Et hoc est manifestum.

Item, licet in portu Laurei Montis, qui est predicti domini archiepiscopi, vina [*fol. 150*] que ibidem honerabantur libere, absque pedagio vel costuma alteri danda preterquam ipsi archiepiscopo, transire per mare versus Blaviam consueverint, nunc idem senescallus compelli facit de novo portantes vina ad portum predictum ad solvendum magnam quantitatem peccunie, novam costumam seu pedagium imponendo pro costuma domino regi Anglie, per hoc minuens immo tollens comoditatem portus predicti eidem archiepiscopo. Et hec sunt manifesta.

Item, idem senescallus certas parrochias in partibus nominandas terre Lontrangii ad eundem archiepiscopum pleno jure spectantes et in quarum possessione bone memorie dominus

P[etrus], Burdegal. archiepiscopus, inmediatus predecessor, erat tempore quo senescallus Vasconie occupavit eas, minus juste detinet occupatas et quasdam quas nunc possidebat de novo occupavit, ipsum archiepiscopum de novo indebite spoliando. Et hec sunt manifesta.

Item, idem senescallus parrochias de Arbenatz et de Porteto, Burdegal. dyocesis, quas Galhardus de Faurgis, domicellus, tenet et avoat se tenere in feodum ab eodem archiepiscopo, et eciam justiciam altam et bassam ipsarum ac castrum ipsius domicelli et redditus ipsorum de novo occupavit et tamdiu tenuit occupatas donec compelleret eundem domisellum ad cavendum pro faciendo jus coram ipso senescallo super parrochiis memoratis, nec earum parrochiarum altam justiciam vult dimittere, cum plegiis vel sine plegiis. Et hec sunt manifesta.

Item, cum predecessor istius archiepiscopi esset in possessione, tempore mortis sue, habendi et percipiendi in costuma Burdegal. centum libras annui redditus, idem senescallus non permittit eas sibi solvi, quamvis sint ad elemosinam pauperum deputate. Et hec est subtractio manifesta.

Item, cum clerici civitatis et suburbiorum Burdegal. consueverint transire vina que de vineis suis exibant libere absque pedagio vel costuma, ut cives Burdegal., et in ea possessione fuerint a tanto tempore citra quod de ejus contrario memoria non existit, de novo senescallus Vasconie compelli facit eosdem ad solvendum pedagium sive costumam de eisdem, licet layci ibi morantes libere transeant vina sua, ut sic pejoris condicionis [*fol. 150 v°*] faciat clericos quam laycos. Et hec sunt manifesta.

Item, prepositus de Barssac, qui pro ipso senescallo tenet Barssacum, quemdam quem constabat esse clericum cepit et patentibus furcis, contra libertatem ecclesie, suspendit. Et hec sunt manifesta.

Item, dominus rex Anglie, Burdegal. sede vacante, fructus archiepiscopales occupavit et exinde percepit indebite, cum in illis nichil juris haberet, ad valorem viginti milium librarum turonensium. Et hoc est manifestum.

Item, predictus dominus Rex debet eidem domino archiepis-

copo septingentas marchas argenti, quas debebat bone memorie domino P[etro], predecessori suo, ex composicione facta inter illustrem regem Anglie defunctum et predictum predecessorem domini archiepiscopi, racione dictorum fructuum perceptorum vacacione precedenti, prout in litteris sigillis autenticis et dicti domini regis Anglie sigillatis plenius continetur. Et hoc est manifestum.

Item, significat et denunciat idem archiepiscopus quod de novo ex quo venit ad curiam idem senescallus vel mandatum suum occupavit duo molendina ipsius archiepiscopi, scilicet prope Culturas, et alibi transvexit. Et hoc est manifestum.

Item, fecit preconizari de novo quandam bastidam quam in ipsius districtu et in prejudicium ipsius archiepiscopi et ecclesie Burdegal. intendit facere, scilicet in terra dicta de Lontrangio. Et hoc est manifestum.

Item, cum predictus archiepiscopus habeat et habuerit ab antiquo certam porcionem in pedagio portus de Petra Fixa, idem senescallus impedit et impediri facit quominus transeant naves ad portum predictum, retinendo eas in portu de Liborna, in quo de novo pedagium est impositum. Et hec sunt manifesta.

Item, significat et denunciat Burdegal. archiepiscopus quod Reymundus del Miralh, tenens locum senescalli Vasconie in Vasatensi dyocesi, transmisit de novo plures servientes de Reula et gentes cum armis ad castrum de Culturis ipsius archiepiscopi, et dicti servientes et gentes ceperunt ibidem quinque homines habitatores dicti castri, et plures boves et vestimenta, et capta duxerunt apud Regulam proxima die martis ante Ramos Palmarum, [*fol. 151*] nec recredere voluerunt, set adhuc captos homines et incarceratos tenent, licet tenenslocum ipsius archiepiscopi in dicto castro et ejus districtu obtulerit pro se dictis hominibus et aliis sibi subjectis facere et recipere et cavere sufficienter de stando juri coram quo et ubi deberet dicto senescallo et ejus locumtenenti. Et hoc est manifestum.

Item, cum idem senescallus inceperit construere de novo quandam bastidam infra districtum dicti castri, ubi idem archiepiscopus habet justiciam altam et bassam, venientes ad

dictam bastidam occupaverunt terras et extirpant et occupant et extirpaverunt nemora de dominio ipsius archiepiscopi existencia, ipsius archiepiscopi ballivo contradicente, unde propter hoc plures redditus ipsi archiepiscopo subtrahuntur. Et hoc est manifestum.

Item, ballivi dicte bastide feodum magnum quod nobilis vir Bertrandus de Cavo-Monte cum pluribus hominibus habitatoribus ipsius feodi, in terra Lontrangii siti, tenet ab eodem archiepiscopo, de novo saziverunt et occupaverunt violenter et injuste, in prejudicium dictorum archiepiscopi et Bertrandi. Et hoc est manifestum.

Item, regie Majestati denunciat dictus archiepiscopus quod prepositus de Barsac, qui pro senescallo Vasconie tenet Barssacum, de mandato ipsius senescalli cepit Arnaldum de Cabanac, militem, vassallum ipsius archiepiscopi, qui manerium suum et terram suam ex longissima successione parentum tenet et avoat se tenere ab ipso archiepiscopo ab antiquo, pro eo quod avoabat se tenere predicta ab ipso archiepiscopo, eundem militem cum quibusdam de familia sua detinet diro carceri mancipatum et vilissime compeditum, licet idem miles cruce signatus existat. Nec hiis contentus, terram ipsius militis detinet occupatam, et insuper bladum et vinum, armaturas et quedam alia bona mobilia ipsius, que propter metum in ecclesia de Cabanac, Burdegal. dyocesis, posuerat, frangendo inmunitatem ejusdem ecclesie, ab inde extrahi fecit et eciam asportari. Que premissa fuerunt commissa et attemptata circa Ramos Palmarum proximo preteritum. Et hec sunt manifesta.

[*fol. 151 v°*] Supradicta denunciat predictus archiepiscopus domino regi Francie, de cujus speciali gardia existit cum suis. Et supplicat pro Dei misericordia quod, cum predicta sint manifesta et noviter indebite attemptata contra Deum et justiciam evidenter et ecclesiasticam libertatem, quod super predictis inquiratur et quod ad honorem Dei et Regis et sancte matris Ecclesie per dominum regem Francie emendentur (1).

(1) *Ici s'arrête le texte de la plainte copié aux folios 144-147.*

Predictis vero majore, pro se et juratis et communitate dicte ville, et ipsis juratis et Arnaldo Johannis Fusterii, syndico dicte ville, pro dictis juratis et communitate dicte ville et ejus nomine, et senescallo Vasconie pro se negantibus predicta in dictis denunciacione et articulis contenta penitus esse vera, immo asserentibus firmiter nomine quo supra, prout in dictis articulis continentur et proponuntur, veritate carere, dicto eciam syndico, nomine quo supra, pro dicta villa et ad excusacionem communitatis dicte ville, majoris, juratorum, communie, et senescallo predicto pro se et ad excusacionem eorum plura et probabilia proponentibus que esse vera indubitabiliter affirmabant, tandem, in presencia mei notarii et testium subscriptorum ad hoc vocatorum et rogatorum, amicis intervenientibus pro bono pacis et concordie et ut inter partes predictas tolleretur omnis via, materia et occasio questionis et discordie vel dissensionis cujus[cum]que, ob reverenciam individue Trinitatis et sancte matris Ecclesie, inter partes predictas concorditer et de communi consensu taliter extitit ordinatum.

In primis, quod senescallus, major, jurati et communitas civitatis Burdegal. pro dampnis, incendio, ruina et injuria illatis, datis et factis, ut dicitur, per aliquas singulares personas in quarum noticiam non posset facile deveniri solvant et se sollempniter obligent solvere reverendo patri domino archiepiscopo et decano et canonicis supradictis sex milia librarum monete burdegalensis et mille libras turonensium terminis infrascriptis : videlicet tria milia librarum monete currentis Burdegale in continenti, mille et quingentas libras ejusdem monete in proximo festo Omnium Sanctorum, alias mille et quingentas libras ejusdem monete in alio festo Omnium Sanctorum, mille vero libras turonensium in sequenti festo alio Omnium Sanctorum. Quam peccunie quantitatem solvent et solvere promittunt et ad illam solven[*fol. 152*]dam obligant se et sua senescallus, major, jurati ac communitas supradicti, sola pietate et misericordia ducti, volentes pacem cum ministris sancte matris Ecclesie, ob religionis reverenciam et laudabilis et gloriosi,

summi ac eterni Dei et individue Trinitatis, suumque laborem et vexacionem nichilominus redimentes, licet senescallus, major, jurati et communitas supradicti a predictis dampnis, conviciis et aliis injuriis, incendiis et ruinis sint, sciant et senciant, ut asserunt, penitus se inmunes et omni excusacione probabili se a toto et ab omnibus et de omnibus et singulis supradictis se excusaverint et excusent et possint, ut dicunt, se jure et racionabiliter excusare. De quibus sex milibus librarum dicte monete burdegalensis prefatus archiepiscopus habebit mille libras burdegalensium pro expensis ab eodem factis occasione predicta; residua quinque milia librarum ejusdem monete erunt decani, capituli, canonicorum, clericorum, cappellanorum et hominum predictorum, ut de eis de dampnis que passi sunt plenarie satisfiat ad arbitrium archiepiscopi memorati, quantum summa quantitatis predicte peccunie se extendit; ita quod per eum fiat taxacio, quantum et prout eorum cuique fuerit emendandum et qualiter domus eorum fuerint reparande. Decano igitur et capitulo Sancti-Severini predictis statim per dictum senescallum, majorem, juratos et communiam Burdegal. duo milia librarum predicte monete soluta fuerunt; de quibus hiidem decanus et capitulum confessi fuerunt sibi fuisse plenarie satisfactum, renunciantes excepcioni non numerate peccunie, doli et in factum et omni alii juris auxilio. De residuis vero tribus milibus librarum burdegalensis monete solute fuerunt eciam mille libre archiepiscopo memorato; de quibus idem archiepiscopus confessus fuit sibi plene satisfactum fuisse, renuncians excepcioni non numerate peccunie, doli et in factum et omni alii juris auxilio. Ut autem honor competens fieri valeat ecclesie Sancti-Severini predicte de injuriis in premissis sibi illatis, ordinatum et concessum extitit inter partes predictas quod hiidem senescallus, major, jurati et communia solvant predictas mille libras turonensium et prefati decanus et capitulum de residuo summe predicte monete bur[*fol. 152 v°*]degalensis septingentas libras turonensium, que valent octingentas libras monete burdegalensis currentis. De quibus mille et septingentis libris turonensium trescente

libre turonensium dabuntur ad opus unius cappellanie in dicta Sancti-Severini ecclesia statuende, cujus collacio ad Burdegal. archiepiscopum perpetuo pertinebit, que triginta libras annuas habebit monete currentis, vel illud quod ex inde acquiri poterit et haberi, et in eadem ecclesia in honorem sancti Pauli, in cujus festo predicte destructio et combustio facte fuerunt, fiet altare. De quibus trescentis libris ementur et emi poterunt redditus in ecclesia supradicta in feodis et retrofeodis domini regis Anglie, et super hoc dedit licenciam senescallus predictus et jus competens in eis regi predicto Anglie remisit. Item, quadringente libre turonensium dabuntur eidem ecclesie, de quibus ementur in feodis et retrofeodis dicti domini regis Anglie et ducis Aquitannie, ut proximo dictum est, redditus ad opus quatuor cereorum coram altari majori in eadem ecclesia perpetuo tenendorum, qui nocte et die coram eodem altari ardebunt. Item, quadringente libre turonensium dabuntur eidem ecclesie ad opus capse argentee faciende, in qua corpus sancti Amandi, qui in eadem requiescit ecclesia, reponetur. Item, quinquaginta libre dabuntur ad opus cuppe argentee in qua supra altare majus predictum corpus Christi honorifice teneatur et coram quo et in honorem ejusdem ardeant cerei supradicti. Item, quinquaginta libre turonensium dabuntur ad emendum honorabilia vestimenta rubea, quibus vestimentis cappellanus, diaconus et subdiaconus induantur et missam celebrent in majori altari predicto. Item, quinquaginta libre turonensium dabuntur eidem ecclesie ad opus baccinorum in quibus dicti cerei tenebuntur et aliorum ornamentorum emendorum. Rursus, ut honor fiat Burdegal. ecclesie, que in vituperacione dicte ecclesie Sancti-Severini vituperata per aliquas singulares personas extitit, ut supradictum est, ordinatum fuit ut ducente libre turonensium dentur eidem pro emendis redditibus, ut supradictum est, ad opus duorum cereorum coram majori altari tenendorum, qui perpetuo ardeant coram ipso. Item, unicuique ecclesiarum civitatis et suburbiorum Burdegal. et trium hospitalium, Templi, Minorissarum, Fra[*fol. 153*]-trum Predicatorum, Minorum, Carmelitarum et Sacatorum

Burdegal. detur unus calix argenteus valens sex libras, cum quibus ad honorem Dei et sancti Severini misse inibi celebrentur.

Predicti autem reverendus pater archiepiscopus supradictus et magister Johannes, decanus, et capitulum ecclesie Sancti-Severini Burdegal., pro se et clericis ac hominibus suis et omnibus in dicta denunciacione contentis, capitulo dicte ecclesie in loco solito et more solito congregato, dictique reverendi patris expresso accedente consensu interpositoque decreto, absolverunt, quiptaverunt et sollempniter remiserunt pactumque de non petendo sollempniter et expresse fecerunt senescallo, majori, communitati et syndico dicte ville nomine quo supra recipientibus predictis et michi, subscripto notario publico, stipulanti nomine omnium predictorum et singulorum et aliorum quorumcumque interesset vel interesse posset, de omnibus dampnis, injuriis, conviciis, incendiis vel ruinis et aliis omnibus et singulis supradictis, remittentes, sollempni pacto de non petendo facto et interposito inter partes predictas a predictis archiepiscopo, decano et capitulo dicte ecclesie, ut supra et modo et forma qua supra, senescallo, et majori et syndico dicte ville, nomine quo supra, et michi, subscripto notario, nomine quo supra, predictis omne jus omnemque actionem realem, personalem vel mixtam, utilem vel directam, vel aliam quamcumque quam haberent omnes vel singuli, archiepiscopus, vel decanus, vel capitulum, vel canonici, aut clerici vel quicumque alii ecclesie Sancti-Severini predicti, vel habere possent contra senescallum, vel majorem, vel juratos, vel communiam seu communitatem vel universitatem, vel homines singulares, vel habitatores quoscumque dicte ville, vel eciam alios homines singulares, undecumque sint, cujuscumque gradus vel condicionis existant, si presens composicio per illustrem regem Francie fuerit approbata; alioquin integra eis in omnibus supradictis actio reservetur. Que omnia promiserunt sollempni stipulacione et pacto dicte partes invicem servare atque tenere et de facto vel de jure non contra facere vel venire, sub [*fol. 153 v°*] pena mille marcharum argenti. Que pena in sin-

gulis capitulis tociens committatur et exigi possit quociens contra fieret vel veniret, et, pena soluta vel non, semper rato manente pacto et pactionibus supradictis, et sub obligacione omnium honorum parcium predictarum et archiepiscopatus et ecclesiarum et capituli et communie seu universitatis predictarum et sub omni renunciacione juris, statuti, consuetudinis qualibetque cautela. Fuit autem actum pacto expresso et sollempni inter partes predictas quod predicte pene mille marcharum adjectio referatur tantum ad transgressionem solucionum peccuniarum predictarum faciendarum terminis supradictis et quod ad nulla alia capitula infrascripta vel suprascripta referatur vel intelligatur relatum. Predicta autem composicio facta fuit modo et forma predictis inter partes predictas, sub condicione predicta, retenta pacto expresso voluntate illustrissimi domini regis Francie, qui si non approbaret pacem predictam, quod absit! fuit actum et condictum sollempniter inter partes predictas quod ex predictis vel aliquo predictorum nulli parcium predictarum possit vel debeat in suo jure aliquod prejudicium generari, set omnia in eo statu remaneant in quo tempore confectionis presencium existebant, reddita tamen prius peccunia ab archiepiscopo et decano et capitulo supradictis que soluta eis vel eorum alteri est vel fuerit propter predicta vel aliquod predictorum.

Super alta vero et bassa justicia salvitatis Sancti-Severini Burdegal., de voluntate expressa parcium predictarum, scilicet archiepiscopi et decani, senescalli, majoris, juratorum et communie predictorum, de auctoritate et consensu expresso et mandato senescalli predicti, qui senescallus in predictis communie predicte auctoravit et fieri mandavit et suam auctoritatem interposuit et consensum, ordinatum extitit et concessum quod in casibus qui contingent decanus Sancti-Severini seu prepositus ejus, salvo jure dicti archiepiscopi inter dictum archiepiscopum et decanum, cognoscet, puniet libere et quiete et justiciabit inobedientes et eciam delinquentes vice et nomine illius qui super prefata justicia coram competenti judice sentencialiter optinebit. Ita tamen sal[*fol. 154*]vo utrique parcium

jure suo quod per usum hujusmodi seu exercicium justicie memorate qui vel quod fiet, ante predictam sentenciam non decrescat aliquid alicui vel accrescat, et quod ante predictam sentenciam senescallus, major, jurati vel communia predicti aut alius vice sua dicta justicia non utentur, salvo nichilominus quod usus qui interim habebitur per decanum vel ejus prepositum predictos intelligetur habitus, ut est dictum, vice ac nomine illius et pro eo qui super ea per sentenciam optinebit.

Super costuma vero, que a clericis civitatis et suburbiorum Burdegal. petebatur, ordinatum extitit et concessum per dictum senescallum quod dicti clerici vina vinearum suarum, ubicumque et undecumque sint, sive sint ecclesiastice, patrimoniales, sive alias acquisite, libere transeant absque pedagio et costuma.

Predicta autem omnia et singula, prout superius continentur et quod ecclesie Sancti-Severini et ecclesiasticis personis ejusdem ecclesie in personis vel rebus nullam inferent violenciam in futurum predicti senescallus, major, et jurati et syndicus, nomine quo supra, in animam universitatis predicte ad sancta Dei Evangelia corporaliter tacta juraverunt se inviolabiliter servaturos, et se facturos et curaturos quod major et jurati qui pro tempore fuerint successive predicta omnia et singula jurabunt, prout superius continentur et scripta sunt.

Item, due processiones fient a majore et juratis in tunicis sine zona et cofia, ita quod quisque cereum portet in manu, et una fiet de Sancto-Elegio ad Sanctum-Severinum et alia de eodem loco ad Sanctum-Andream.

Super eo vero quod dominus archiepiscopus Burdegal. dicit et asserit senescallum Vasconie predictum statuta quedam et conjuracionem, colligacionem prohibitam et juramento ac peccuniaria contribucione firmatam cum baronibus, militibus, communitatibus et majoribus earumdem fecisse et ordinasse de novo, id est a festo Conversionis sancti Pauli citra, contra ecclesiasticam libertatem, licet senescallus predictus nichil credat vel reputet se fecisse in derogacionem ecclesiastice liberta-

tis, nec statuta predicta aliquid tale extimet continere, quia tamen vult quod omni suspicione careant facta sua et propter [*fol. 154 v°*] ecclesie reverenciam et maxime pro bono pacis, dictus senescallus et utraque pars expresse concessit quod omnia que a tempore bone recordacionis domini P[etri], Burdegal. archiepiscopi, fuerunt utrimque quantum ad jurisdictionis exercicium innovata et omnia hinc et inde ad statum illius temporis reducantur, ob quam causam predictus senescallus statuta omnia supradicta, videlicet quod nullus laycus trahat, nisi racione appellacionis vel ressorti, alium laycum coram alio judice nisi coram suo judice seculari, et secus faciens puniatur in sexaginta quinque solidis domino cujus ledebatur jurisdictio amplicandis; item, quod si aliqua cujuscumque condicionis persona laycalem personam traxerit coram aliquo judice nisi coram ejus judice seculari super rebus ad jurisdiccionem temporalem spectantibus, desistere compellatur per occupacionem bonorum et detencionem ipsorum que habet vel habiturus esset, ex successione cujuslibet persone et precipue parentum suorum, nisi ipsum desistere facient requisiti; item, quod nullus advocatus permittatur advocare in curia seculari, nisi prius prestet juramentum quod non dabit consilium aut faciet vel procurabit per se vel per alium quod aliqua persona trahat aliam personam de justiciatu domini Regis vel alterius domini temporalis super rebus de quibus judices temporales possunt aut debent cognoscere de usu, consuetudine vel de jure, nisi racione appellacionis fieret vel ressorti. Et contribucionem predictam simpliciter revocat et anullat et juramenta super hoc facta quantum ad se pertinet relaxat et vult simpliciter et concedit quod omnia ad statum predicti temporis reducantur, et tam clerici quam layci vadant ad ecclesiasticam vel secularem curiam prout volent, sicut ante fuerat consuetum. Ita quod, si ab illo tempore super exercicio jurisdictionis aliquid extitit innovatum, nulli prosit vel obsit aliquid quod ex tunc fuerit innovatum.

Item, cum archiepiscopus predictus diceret quod senescallus seu constabularius Burdegal. pedagium sive costumam de vinis

que onerabantur in portu Laurei-Montis injuste exigebat, consensit senescallus quod vina que [*fol. 155*] onerabuntur in dicto portu, ab esterio inferius versus Blaviam, libera sint et quipta a dicta costuma, sicut esse solebant.

Preterea, cum idem archiepiscopus diceret se impeditum fuisse per senescallum predictum et suos in alta justicia parrochiarum que sequntur, concordatum fuit quod archiepiscopus utatur justicia seu jurisdictione in parrochiis sitis in suo territorio de Lontrangio, videlicet de Lavasan, de Lavaylh, de Maynhac, de Marigol, de Laam, de Marsselhes, de Cambinyac et de Figuieres et de Beyssac, nec impediatur per senescallum vel suos, reservato tamen dicto domino Regi jure proprietatis, si quod habet in eis, et deveriis que ibi habet; super quibus dictus dominus Rex et archiepiscopus agere et respondere poterunt per procuratores, non obstante contraria consuetudine curie domini regis Francie, coram ipso domino rege Francie, si coram eo dictus archiepiscopus super hiis de jure teneatur respondere.

Super alta vero justicia sive jurisdictione parrochiarum de Tarssac et de Marsseriis, dictus senescallus non impediet predictum archiepiscopum quominus ea libere utatur, reservato tamen dicto domino regi Anglie jure possessionis et proprietatis, si quod habet in eis, et deveriis que ibi habet; super quibus dictus dominus Rex et archiepiscopus agere et respondere poterunt per procuratores, non obstante contraria consuetudine curie domini regis Francie, coram ipso domino rege Francie, si córam eo dictus archiepiscopus super hiis de jure teneatur respondere.

Item, cum Galhardus de Faurgis avoaret et recognosceret in presencia dicti senescalli se tenere in feodum castrum d'Arbenatz et terras et homines quos habet in parrochiis d'Arbenatz et de Porteto et altam et bassam justiciam in dictis castro et parrochiis a dicto domino archiepiscopo Burdegal., et conquereretur dictus Gualhardus ipsum senescallum indebite sazisse dictum feodum et redditus et proventus inde percepisse, tandem sic fuit ordinatum quod prefatus senescallus dissazivit

feodum, seu sazinam ibi positam removit et restituet omnes fructus de dicto feodo perceptos ipsi [*fol. 155 v°*] Galhardo, et avoacionem quam homines dicti Gualhardi illarum parrochiarum fecerant dicto senescallo seu cuique *(sic)* alii nomine dicti domini Regis contra dictum Guallardum idem senescallus revocavit.

Super alta vero justicia dictorum locorum, quam senescallus dicebat ad dominum regem Anglie pertinere, ordinatum fuit quod magistri Adam, castellanus Burdegal., et Arnaldus de Bogio, canonicus Sancti-Severini Burdegal., super illa justicia inquirant veritatem, et inquestam factam referant dictis archiepiscopo et senescallo, et questionem pace vel judicio archiepiscopus et senescallus terminent si in eandem sentenciam poterunt convenire; alioquin, episcopus Agennensis qui nunc est hujusmodi diffiniat questionem, quem dictus archiepiscopus, senescallus et Gualhardus sibi suum judicem super hoc elegerunt, promittentes se perpetuo servaturos quicquid per dictum episcopum super hoc fuerit diffinitum. Et interim Galhardus de Solerio, civis Burdegal., altam justiciam predictam, de consensu dictorum archiepiscopi, senescalli et Gualhardi, in dictis locis, si casus contigerit, exercebit nomine illius ad quem declarabitur in posterum justiciam pertinere.

Item, recognovit senescallus predictus centum libras renduales archiepiscopo debitas et solvendas de juribus et redditibus regis Anglie apud Burdegalam in avalagio vinorum debitis, et insuper quadraginta libras annui redditus debitas archiepiscopo et solvendas de terra que vulgaliter *(sic)* appellatur de Inter-duo-Maria.

De clerico vero qui dicebatur suspensus per prepositum de Barssac, consensit senescallus, cui de veritate facti non constabat, quod dominus archiepiscopus super hoc inquirat veritatem, et, si inveniat dictum suspensum esse clericum, puniat delinquentem.

Super eo vero quod dominus archiepiscopus predictus dicebat dominum regem Anglie et suos tempore diversarum vacacionum Burdegal. ecclesie indebite percepisse de bonis archi-

episcopalibus usque ad summam viginti milium librarum turonensium, et dictus senescallus non confiteretur tantam summam perceptam fuisse, insuper diceret archiepiscopus quod idem dominus Rex [*fol. 156*] debebat eidem septingentas marchas argenti, ex composicione facta inter bone memorie dominum regem Anglie et dominum P[etrum], predecessorem ipsius archiepiscopi, racione fructuum perceptorum in vacacione precedenti de bonis archiepiscopalibus, prout in litteris sigillis autenticis et dicti domini regis Anglie sigillatis plenius continetur, tandem, habita legittima extimacione et computacione predictorum bonorum et dictarum septingentarum marcharum, recognovit et confessus est predictus senescallus predictum dominum regem Anglie, ducem Aquitannie, debere ac teneri dicto domino archiepiscopo racione predicta in novem milibus librarum monete burdegalensis, quas promisit, nomine domini Regis predicti, ipsum regem Anglie soluturum in terminis qui sequntur, videlicet mille libras in proximo festo Omnium Sanctorum, et alias mille libras in subsequenti festo Omnium Sanctorum, et singulis festis consimilibus Omnium Sanctorum sequentibus successive mille libras usque ad completam solucionem dictarum novem milium librarum. Et quod amplius de dictis bonis perceptum est vel percipi potuit aut debuit per ipsum dominum regem Anglie et suos idem archiepiscopus dicto domino Regi pro bono pacis dedit, remisit perpetuo et quiptavit.

Item, ordinatum fuit quod molendina petita in articulo ut erant reddantur hominibus de Culturis per dictum senescallum.

Item, extitit ordinatum quod senescallus inhibicionem factam de navibus non applicandis apud Petram-Fixam set apud Liborna, revocabit publice, et libere, quantum in ipso est, permittet illas ubi voluerint applicare.

Item, ordinatum fuit quod bona ablata et gagia extorta per Reymundum del Miralh et alios subditos senescalli ab eisdem hominibus de Culturis reddantur eisdem, et obligaciones et fidejussores remittantur et absolvantur et peccunia extorta restituatur per dictum senescallum.

Item, ordinatum fuit de feodo nobilis viri Bertrandi de Cavo-

Monte in Lontrangio, quod tenet ab archiepiscopo, quod dictus senescallus sazinam quam ibidem posuerat amovit.

Item, ordinatum fuit quod, cum dictus senescallus terram et homines quos cum alta justicia Arnaldus de Cabanac, miles, habet et recognovit se tenere in feodum [*fol. 156 v°*] a dicto domino archiepiscopo emparasset idem senescallus, hujusmodi sazinam absolvit seu amovit et promisit se redditurum omnia que ipse vel sui perceperant de bonis ejusdem militis a tempore dicte sazine. Et super alta justicia dicte terre et hominum et dicti feodi et ejus avoacione, quod dictus miles de novo dicitur avoasse ab archiepiscopo qui nunc est et predecessore suo inmediate, que prefatus senescallus asserit ad dominum regem Anglie pertinere, per archiepiscopum et senescallum vel per alios quos ipsi ad hoc deputaverint veritas inquiretur, et idem archiepiscopus et senescallus questionem super hujusmodi *(sic)* terminabunt.

Preterea, senescallus Vasconie promisit sub pena mille marcharum argenti quod ipse vel alius habens super hoc sufficiens mandatum domini regis Anglie, ducis Aquitanie, in proximo parlamento de baronibus assignato Parisius, coram domino rege Francie presentabit pacem sigillatam et ordinatam inter partes habituram firmitatem, si placuerit dicto domino regi Francie. Et, si dominus rex Francie gratam habuerit, senescallus vel habens dictum mandatum supplicabit ipsam composicionem per dominum regem Francie approbari et sigillari. Et hoc idem petent sub simili pena major, jurati et communia Burdegal., per syndicum habentem sufficiens mandatum. Et archiepiscopus, decanus et capitulum predicti sub pena consimili petent idem, per se vel per sufficientes procuratores. Qua pena soluta vel non soluta, composicio rata maneat si dictus dominus rex Francie eam habere gratam voluerit, ut est dictum.

In quorum testimonium nos, magister Guillelmus de Poleyo, archidiaconus de Sabolio in ecclesia Cenomamensi, et P. de Salicibus, miles, inquisitores ab illustrissimo domino Philippo, Dei gratia Francorum rege, deputati, in quorum presencia predicta facta fuerunt, presentes litteras sigillis nostris una cum

sigillis reverendi patris in Christo domini Symonis, Burdegal. archiepiscopi, decani et capituli, senescalli Vasconie et communie predictorum, ad instanciam et supplicacionem parcium predictarum fecimus sigillari. Et nos, Burdegal. archiepiscopus, decanus et capitulum, senescallus Vasconie, major, jurati et communia predicti ipsas [*fol. 157*] litteras nostris sigillis una cum sigillis dictorum inquisitorum fecimus sigillari ipsasque scribi, publicari et signo infrascripti notarii signari mandavimus. De premissis autem sunt facte quatuor littere ejusdem tenoris, quarum unam habebit predictus archiepiscopus; decanus et capitulum predicti, aliam; terciam, senescallus; quartam, major, jurati et communia supradicti. Actum in abbacia Sancte-Crucis Burdegal., hiis testibus presentibus : religioso viro fratre Guillelmo de Thonenx, priore Fratrum Predicatorum Burdegal., et discretis viris Bosone de Beynac, decano Burdegal., magistris Petro Merle, decano, Helia Galteri, conon[ico] *(sic)* Sancti-Hilarii Pictavensis, Aymerico, de Partiniaco, et Jocoso, Montis-Maurilii ecclesiarum archipresbyteris, Pictavensis dyocesis, et magistro Adam, castellano Burdegal., clerico, ad premissa vocatis et rogatis.

Et ego, Stephanus Jocelmi, clericus Engolismensis dyocesis, sacrosancte Romane Sedis auctoritate notarius publicus, qui premissis composicioni et ordinacioni presens interfui, hoc presens publicum instrumentum de mandato reverendi patris in Christo domini Symonis, Dei gratia Burdegal. archiepiscopi, et discretorum virorum decani et capituli Sancti-Severini, senescalli, majoris et juratorum communie Burdegal., scripsi et publicavi signoque meo una cum sigillis dictorum inquisitorum ac parcium predictarum signavi, rogatus.

CCCLVII. — **Statuts capitulaires attribuant à l'hebdomadier la collation des bénéfices vacants et prescrivant de vendre la râpe après le pressage de la vendange.**

22 octobre 1373.

[*fol. 157 v°*] [I]n nomine Domini, amen. Anno Domini M° CCC^mo LXXIII, die XXII^a mensis octobris, in crastinum festi gloriosissimi confessoris et pontificis beati Severini, nos Amalvinus de Junqueriis alias de Podio, decanus, Guillelmus de Rupe, sacrista, Petrus Baroti et tales, canonici ecclesie collegiate Sancti-Severini, [extra] muros Burdegale, in unum co[n]gregati, capitulantes et nostrum generale capitulum juxta morem et statuta dicte ecclesie celebrantes, attendentes quod in dicta nostra ecclesia sunt quamplura beneficia ecclesiastica utpote ecclesie, ut perpetetue *(sic)* vicarie et capellanie, ac quedam oficia perpetua, ut porteria dicte ecclesie, et alia ad collationem, provisionem seu quamvis aliam disposicionem nostrum, decani et capituli, communiter spectantes et pertinentes seu spectancia et pertinencia queque, cum talia beneficia seu officia vacare contingent, posset super collatione ipsorum discordia suboriri, quia quot capita tot sensus seu sentencie, et communitas sepe discordiam parit, et propter fragilitatem humanam, quasi quilibet notum proprium sequitur, que quia preeminenciores in rebus communibus se contendunt pociores in istis, nos, dicti decanus et capitulum, volentes omnem materiam discordie amputare et equalit[at]em servare, maxime in collationibus beneficiorum et oficiorum que ex mera liberalitate procedere debent, statuimus et ordinamus et perpetuo observari volumus quod quandocumque contigerit in futurum unum vel plura beneficia, sive sint ecclesie, vicarie perpetue seu cappellanie sive alia quecumque, sive dicta porteria aut alia quecumque officia, spectantes et pertinentes ac spectancia seu pertinencia ad collacionem nostrum, decani et capituli communiter, vacare quoquomodo, ebdomadarius dicte ecclesie, fuerit decanus sive canonicus, in cujus ebdomada hujusmodi bene-

ficium seu beneficia, oficium seu oficia vacaverint, quecumque et qualiacumque sint, illud et illa tot quot in dicta sua ebdomada vacaverint, decani, irrequisito capitulo, et canonici, irrequisito decano et cap[i]tulo, per se ipsum conferat et conferre possit ac de illis provideat vigore presentis statuti infra decem dies a die publice noticie in dicta ecclesia vacacionis hujusmodi beneficiorum proxime computandos, persone seu [*fol. 158*] personis ydoneis, et alia facere que fuerint neccessaria et facienda circa provisionem et collationem beneficiorum et oficiorum predictorum. Quibus decem diebus elapsis, si ille in sic conferendo et providendo neggligens fuerit, collatio ad succedentem ebdomadarium inmediate modo sim[i]li devolvatur, dictique decanus et capitulum illum seu illos cui seu quibus, suficientibus tamen, collatum seu collata fuerint seu fuerit beneficia seu beneficium, oficia seu oficium tale seu talia per dictum ebdomadarium, admittere ad illa seu illud et recipere teneatur absque contradiccione quacumque. Et quia quandoque nonnulli maliciose faciendis provisionibus se opponunt, hujusmodi statuto duximus annectendum quod, si dicti decanus et capitulum seu aliquis eorum provisioni et collationi predictis se opponerent, proponendo aliqua contra provisionis formam aut personas providentis vel (1) illius cui erit provisio facta vel facienda et propter insuficienciam vel alias, illum seu illos cui vel quibus dicta collacio et provisio facta foret capitulum recipere et admictere recusaret eumque vel eos contingeret repelli, quod dictus ebdomadarius, sive decanus sive canonicus fuerit, fraudem et errorem quoscumque qui in dictis collatione et provisione intervenissent infra dictos decem dies emendare et corrigere ac reparare tociens quociens opus fuerit vel expediens teneatur et alii seu aliis personis ydoneis et suficientibus hujusmodi beneficium, beneficia seu ofitium et oficia conferre et assignare valeant et de eis providere. Et ut presens statutum eficacius obtineat roboris firmitatem, nos decanus et capitulum predicti quodcumque statutum isti contrarium alias factum pe-

(1) *Le scribe a écrit :* vb *au lieu de* vl.

nitus tollimus et abolemus, istudque juramento ad sancta Dei Evangelia per nos corporaliter prestito firmamus et perpetuo promittimus observare.

Item, in eodem capitulo statuimus et ordinamus quod vindemia sive *la raspa* magnopenore *(sic)* trolii dicti capituli prope ecclesiam Sancti-Stephani, postquam vinum extractum fuerit in torcularibus, vendatur, si vendi possit per cubarium seu cubarios qui erunt pro tempore ibidem pro capitulo antedicto. Et pecunia que inde haberi poterint *(sic)* equaliter dividatur inter decanum et canonicos dicte ecclesie presentes tamen et in salvitate dicte ecclesie seu civitate Burdegal. residentes. Si tamen decanus aut canonici singulares dicte ecclesie ad opus sui et non alterius emere voluerint de dicta vindemia, voluimus quod [anteferantur] aliis, dumtamen dent tantum quantum aliunde reperiretur. Quod eciam fuit per nos juramento firmatum.

CCCLVIII-CCCLX. — **Note sur l'achat de revenus par les exécuteurs testamentaires de Guillaume-Garcie du Favernet. Acte de cet achat. Testament de Gazen d'Angoulême.**

[*fol. 158 v°*] Memoriale sit omnibus tam presentibus quam futuris quod dominus Petrus de Castaneto, presbyter, exequtor ultime voluntatis domini Wuilhelmi-Garssie de Faverneto quondam, canonici Sancti-Severini Burdegal., emit de pecunia dicti defuncti, scilicet de tribus milibus solidorum per ipsum canonicum legatis [pro] redditibus emendis ad opus servicii eclesie predicte, videlicet pro distribucione quolibet anno facienda tempore quadragesimali in coro eclesie predicte per manum cappellani Prime ejusdem eclesie qui pro tempore fuerit, redditus infrascriptos, et capitulo dicte ecclesie restituit cartas infrascriptas in quibus continentur redditus et empciones facte de dictis tribus milibus solidorum legatis pro anima dicti canonici et pro anima magistri Petri de Faverneto quondam, prebendarii ecclesie predicte et fratris dicti canonici. Et idem capitulum contentum fuit de empcione predicta et redditibus predictis

contentis in dictis cartis, et de dictis tribus milibus solidorum ipsum presbyterum pro rebus et redditibus predictis in dictis cartis infrascriptis contentis quitavit et absolvit. Secuntur tenores dictarum cartarum.

14 septembre 1278.

Conoguda causa sia qu'en Arramon Tetbaud, caperans de la gleisa Sent-Peire de Bordeu, e en P. de Bordeu lo Cornoales e en P. de la Roquau, de la parropia Sent-Peire de Bordeu, ordener e exequtor deu darder testament e de la dardeira voluntat de na Gazen d'Engolesme, molher qui ffo en W. Filhot, lo uns ab voluntat de l'autre, ab voluntat e ab autrei d'en Martin d'Engolesme, fraire e hereter de la medissa na Gazen, avent plener poder de vendre e d'alienar los bens e las causas que fforen de l'avantdeita na Gazen, per aissi cum jo R. Gonter, comunau notari de la vila de Bordeu, vi estre contengut en la carta deu testament de l'avantdeita na Gazen, feita per la man Iter Compte, comunau notari de la medissa vila de Bordeu, laquaus carta es estada encorporada assi per aver memoria e per far fe e proa perpetuau de la dardeira voluntat de l'avantdeita na Gazen e deu poder dat per era aus avantdeits ordeners. La tenors de laquau carta es aytaus.

22 mars 1278 (n. s.).

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Conoguda causa [sia] que na Gazens d'Engolesme, molher qui ffo en W. Filhot, de la parropia Sent-Peire, en son bon sen, en sa bona memoria e en son bon jutiament (?), pero detenguda de malaudia de son cors, a mes, prepausat e feit son orde e son testament e sa dardeira voluntat en la maneira que s'en sec. So es assaber que eslegit seboutura eu cemeteri de la gleisa Sent-Seurin de Bordeu, e prengo per Deu e per sa arma e per son arebostori e per sas deutas e per sas emendas c libras de la moneda corsable a Bordeu, lasquaus vougo e ordene que fossan treytas e pagadas de totas las suas causas mobles [*fol. 159*] e no mobles on que sian, de las quaus c libras prengo per son arrebostori xx libras, e de l'aremanent det e leisset a la obra Sent-

Peire x soutz, au caperan de la medissa gleisa xx s. per tot sos dreitz e per tot sos devers. E de e leysse an Araynaut W., prestre, x soutz, an El. lo preveire, companh deu medis 'n Arrainaut, x s., e a cada un deus autres preveires qui cantan rezidenmentz en la medissa gleisa v soutz, a Robbert lo diaque ii sol. e a cada supdiaque qui serben en la medisa gleisa Sent-Peire xii d. E de e leysse a la obra Sent-Andreu v s., a la obra Sent-Seurin xii d. a cascun an de cens, losquaus prepause e assigne sobre tota aquera vinha e terra que disso que ave eu loc aperat *Aulaneda,* entre la vinha Arn. de Cauderan, d'una part, e la vinha W. de Carinhan, d'autra, laquau vinha e terra disso que era sua francamentz en alo. E det e leysset aus xv caperans de las xv caperas de Bordeu, per Deu e per sa arma e per son anniverssari e per los nevessaris d'en W. Filhot, son marit qui ffo, e de son paire e de sa maire, totz aquetz v soutz de cens que disso que P. Iter e Peirona Arromana lo deven e l'arenden a cascun an en la oytava de sent Martin d'ivern per arradon d'aqueras viii aregas de vinha ab lo loc en que son, lasquaus son a Capdevila, entre la vinha Johan d'Ivrac, d'una part, e la vinha en P. de Magudans, d'autra, eus a dat e leyssat totz los dreitz eus devers e las senhorias que id lo deven e far lo deven per arradon de l'avantdeit feu. E de e leisse aus tres espitaus de Bordeu, so es assaber a cada un iii s. ops en pan a menjar aus paubres; aus Gaffetz de Bordeu, iii soutz en pan. E de e leysse aus Predicadors de Bordeu, v soutz ops a menjar; aus Fraires Menutz de Bordeu, v s. obs a menjar; aus Fraires deu Carme, tres s. obs a menjar; aus Fraires de Penedenssa, iii s. obs a menjar; a las Serors Menudas, v soutz obs a menjar. E de e leysse a Fflorenssa, sa nebot, molher de P. Iter, c s.; a Peirona, sa sirbenta, xl s. per son servidi e per son tribalh. E l'aremanent de lasdeitas c libras, pagat e complit son rebostori, sas leyssas, sas deutas e sas emendas, vougo, comande e ordene que fos dat e departit a paubras gens, en l'abesquat de Bordales e no alhors, a l'esgart e a la conoguda de sos ordeners plus bas en acesta carta mentagutz. E, pagat e complit son testament en la maneira que desus es deit, fes e establis

sos hereters en l'aremanent de totz sos autres bens los paubres de Jhesu-Christ. E fes e establis sos ordeners e exequtors d'aquest son testament e d'aquesta sua dardeira voluntat senes lor dann 'n Aramon Tebbaut, son caperan de ladeita gleisa Sent-Peire, en P. de Bordeu lo Cornoales, Araynaut W., prestre, e en P. de la Roquau, losquaus ordeners la medissa na Gazens reconogo que ave mes e vougo que fossan en possession de totz sos bens per complir aquest son darder testament e aquesta sua dar[*fol. 159 v°*]deira voluntat, eus a dat loc e leder e plener poder, a lor e a cada un de lor, de vendre e d'alienar totz sos bens per far e per complir aquest son testament en la maneira que desus es deit e de demandar e de cobrar e d'arecebre sos deutz e de usar de las accions que la medissa na Gazens a o deu aver contra totas personas en tota cort e tot loc, e de dar e departir sos bens, on que sian ni en quauque maneira que sian, si aucuns la medissa na Gasens n'ave que no agos dat e departit, en loc de pietat dentz l'ebesquat de Bordales e no alhors, au lor bon esgart. E a cassat e revocat e anullat e cassa, revoca e anulla tot autre testament e tota autra dardeira voluntat que sa en arreire feit o mes agos, ab carta ne ses carta, ab letra o sens letra o en aucuna autra maneira, car en aquest reconogo que ave a *(sic)* mes tot son asentiment e tota sa dardeira voluntat. E vougo, autreye e comande que agos valor e fermetat per radon de testament o de codicille o per arradon de tota bona dardeira voluntat que darders testamentz e dardeira voluntat pusca e deya valer segont dreit de leis o segont la simplicitat de canon o en aucuna autra maneira. Actum fuit x[a] die exitus marcii, anno Domini M° CC° LXX[mo] VII°, regnant Euddward, rey d'Anglaterra; Symon, archibesque de Bordeu; en Guitart de Borc, cavoir, major. Testes sunt Saufresers de Sent-Peire, W. Gorran, carpenter, W. de Lebremont lo Braymant, W. de Parrampuira, W. de Maderas, Gauter de Blaya e Iter Compte, qui la carta escrivo.

Per pagar e per complir e per deliurar las leyssas e las deutas e tot lo testament e la darreira voluntat de ladeita na Gazen

qui ffo, an vendut, liurat, gurpit e desemparat per aras e per totz temps an P. deu Castanhet, preveire, ordener e exequtor deu darder testament e de la dardeira voluntat deu senhor en W.-Gassias deu Favernet, calonge Sent-Seurin de Bordeu qui ffo, totz aquetz trenta e dos soutz de la moneda corsable a Bordeu de cens ab los esporles e ab las senhorias e ab los autres devers que y son degut, que li avantdeit ordener de l'avantdeita na Gazen dissoren que Guilhem Busquer e P. Bayart e Gazens de Beirinas e 'n Ar. deu Trenchs, prestre, e W. Peiron e P. Mercer e 'n Ar. Furt, e P. de Sent-Miqueu e W. Compte e Bertholomeu de Bolac deven a ladeita na Gazen per cazaus e per aubaredas que n' tenen eu loc aperat Assalabert. E per xxi libras de la moneda corsable a Bordeu, garidas, que l'avantdeit en P. deu Castanhet los en a dat e pagat en bons deners comptantz deus deners deudeit en W.-Gassias deu Favernet. De lasquaus xxi libras l'avantdeitz 'n Aramon Tebbaut e l'avantdeitz en P. de Bordeu e l'avantdeit en P. de la Roquau reconogoren que son ben e entegramentz pagat deu tot e n' renuncieren a la excepcion de no contat e de no pagat aver e de menor preis e d'engan e a tota autra causa per que pogossan venir en contra. E li avantdeit ordener de l'avantdeita na Gazen an l'en mandat e promes portar bona e ferma garentia, cum ordener de ladeita na Gazen, aus fors e a las costumas de Bordales sotz obligament deus bens [*fol. 160*] e de las causas qui fforen de l'avantdeita na Gazen. E l'avantdeitz en Martin d'Engolesme a l'en mandat e promes portar bona e ferma garentia de totz emparadors, sotz obligament de totz sos bens mobles e no mobles on que sian, presentz e aveniduyras. E acesta venda fo feita e autreyada davant mayestre Johan de Galhan, dean, e deu capitre Sent-Seurin de Bordeu, deusquaus las avantdeitas causas meven, si cum li avantdeit ordener de l'avantdeita na Gazen dissoren, li quau deans e capitre i deren lur autrey. E es assaber que li avantdeit ordener de l'avantdeita na Gazen e l'avantdeitz en Martin d'Engolesme, cum hereters, eu deitz en P. deu Castanhet, prestre, an vougut e autreyat e volen e autreyan que li avantdeit affevat, no demandada

ni arequeruda licencia ne auctoritat de lor, prengan vestidon deus avantdeitz feus de l'avantdeit dean e capitre, per aissi cum ac tenen de l'avantdeita na Gazen en sa vita. Actum fuit XIIII^a die introitus septembris, anno Domini M° CC° LXX^mo VIII°, regnant Euddward, rey d'Anglaterra; Simon, archibesque de Bordeu; en Bern. Dalhan, major. Testes sunt mayestre Arn. de Buis, maestre Marcili, maestre Gombaut deu Marcat, calonge Sent-Seurin, 'n Elias Carpenter, Guiraut de Bragairac, mayestre P. Carlon e Ramon Gonter, qui la carta enqueri, laquau Nicholau Forner escrivo.

CCCLXI. — **Cession au chapitre de droits de seigneurie précédemment achetés par Pierre du Castagnet à Arnaud de Longuenas, chevalier, dans la paroisse Saint-Seurin.**

7 mai 1291.

Conoguda causa sia que cum en P. deu Castanhet, preveire, agos e aia comprat sa en areire d'en Arn. de Longuenas, cavoir, tot aquet seizen deu fruit e plus, si plus y ave deu seyzen deu fruit, que P. de Margaus, W. Gabin, Gaucem Domenhs, W. Forthon, P. deu Claus, P. Vaquer, Arnaut Forthon e aucun autre de la parropia Sent-Seurin lo davan e l'arenden ou dedeven dar e rendre an per an deu fruit deu blat e deu vin e d'autres fruitz qui creysseran e avindran cascun an en aqueras terras que n' tenen deudeit cavoir en la parropia Sent-Seurin, deuquau feu es l'uns trens de terra eu loc aperat au Perer de Bilaneva, entreus feus Sent-Seurin, d'una part, eu camin comunau, d'autra, e l'autre trens de terra es eu loc aperat davant las maisons de Bilaneva, entre las maisons de Bilaneva, d'una part, e l'ariu de Lumensset, d'autra, e la jala deu molin P. de Bordeu de Senta-Liurada, eu feu Sent-Seurin, e per sertana somma de deners queu deitz preveires l'en ave dat e pagat en bons deners comptatz, don l'avantdeitz cavoirs s'en era tengutz a ben pagatz deu tot, tot per aissi cum jo Ayquems Gordin, comunaus notaris de Bordeu, l'avantdeita compra de las avantdeitas causas

en la presencia deus testimonis dejus escriutz vi estre pleneiramentz contengut en una carta de cartolari enquerida sa en areire per W. de Cantalop, comunau notari de Bordeu, e escriuta per la man P. de Catiran, [*fol. 160 v°*] cartolari de Bordeu, la data de laquau carta era e es ataus : Actum ffuit XIII^a die exitus junii, anno Domini M° ducentesimo LXXX^{mo} sexto, regnant Euddward, rey d'Anglaterra; la sea de Bordeu vacant; en P. Colom, major. Es assaber que l'avantdeitz en P. deu Castanhet, per sin e per totz sos hers, hereters e successors, e per totz los sons presentz e avenidurs, a dat, donat, autreyat e quitat, leissat, gurpit e desemparat, da, dona, autreya e quita, leyssa, gurpis e desempara, per aras e per totz temps, au capitre de la gleisa Sent-Seurin de Bordeu e a totz los successors deu medis capitre de ladeita gleisa Sent-Seurin tot l'avantdeit seizen deu fruit ab totas sas apertenenssas, e plus tot lo dreit eu dever e la radon e l'action e la senhoria, quaus que sia, que ed ave e aver deve, e aver deu *(sic)* e a e pot en deguna maneira en totas las avantdeitas terras e en lurs apertenenssas en aucuna maneira. Eus a plus dat, autreyat e quitat l'avantdeitz en P. deu Castanhet, per sin e per totz los sons, audeit capitre de ladeita gleisa Sent-Seurin e a totz los successors deu medis capitre de ladeita gleisa tot dreit e tota arradon, dreituria, acxion e demanda reau e personau, civil, pretoria, mixta e autra que demandar o corelhar pogos o degos, ab carta o sens carta, o en aucuna autra maneira, en tot l'avantdeit seizen deu fruit ni en las avantdeitas terras ni en l'avantdeit feu de Longuenas ni eus avantdeitz homes desus mentagutz, per nome e per arradon deudeit seyzen deu fruit degut per losdeitz homes per arradon de lasdeitas terras deudeit feu de Longuenas ni de sas apertenenssas en aucuna maneira. E reconogo e confedit l'avantdeit en P. deu Castanhet que ave mes e pausat e met e pausa deu tot lodeit capitre de l'avantdeit feu e de tot so que ed y a e aver i deu e pot en deguna maneira en bona, veraya, pazibla e corporau tenor, possession e sadina, de dreit, de deit e de feit, e establis verays e sertans senhors, possessors e procuradors cum en la lor propria causa ab aquesta e per la tenor d'aquesta

present carta, e en aquet medis dreit e en aquera liberau tenor, possession, arradon e sadina en que ed n' era e estre n' deve e pode en deguna maneira, eus en a feit e fei cession e quitanssa deu tot sens degun retenement que ed no sia feit ni fei assin, aus sons, en tot ni en partida, en aucun temps en deguna maneira. E acesta donacion, cession e quitanssa e totas las causas e senglas en cesta carta contengudas l'avantdeit en P. deu Castanhet aus feit e autreyat audeit capitre per aissi cum deit es, per so que lodeitz capitres desusdeit de ladeita gleisa, per etz e per lurs successors deu capitre de la medissa gleisa, deven e son tengut e an combent, mandat, autreyat e promes audeit en P. deu Castanhet, sotz obligacion de totz los bens e de totas las causas deu capitre de la medissa gleisa e deus bens e de las causas de la medissa gleisa, on que sian e quaus que sian, pagar e rendre d'assi en ant ben binent cada an xv soutz de la moneda corsable a Bordeu, lo dicme avant las Cendres deu prim Karesme, au distribuidor de la distribucion deu [*fol. 161*] senhor en W.-Gassias, calonge sa en areire de ladeita gleisa Sent-Seurin de Bordeu qui fo, fadedur cascun an au cor de ladeita gleisa, so es assaber a pagar e ad ops de pagar ladeita distribucion, segont que dissoren que era e es e pot estre contengut eu darder testament deudeit en W.-Gassias qui ffo. E acesta avantdeita promession e combent deusdeitz xv sol. pagadurs eu deit cor de ladeita gleisa audeit jorn, per aissi cum desus es deit, lo medis capitres disso, reconogo e autreyet que ave feit e autreyet *(sic)* per l'esmendament e per l'esmelhurament e per la utilitat eu profeit deudeit capitre de ladeita gleisa. Mandantz, autreyantz e prometentz cada una de las avantdeitas partidas, so es assaber lodeitz en P. deu Castanhet per sin e en dreit sin e lodeitz capitres per sin e per los successors de ladeita gleisa, si cum dissoren, que id no an feit ni deit, autreyat ni procurat sa en areire ni faran ne diiran, autreyeran ni procureran d'assi en ant deguna causa per que acesta present carta o las causas totas o aucuna d'eras contengudas en era pogossan menhs valer o estre revocadas o enfebledidas en tot ni en partida en aucun temps en deguna ma-

neira. E es assaber que l'avantdeitz en P. deu Castanhet, en la presencia de min avantdeit notari e deus testimonis dejus escriutz, balhe e liure e rende audeit capitre l'avantdeita carta de ladeita compra sana e veraya e entegra e senes tota corrupcion. E d'asso foren feitas per voluntat de lasdeitas partidas doas cartas d'una tenor, de lasquaus agoren lodeitz capitres la una eudeitz en P. deu Castanhet l'autra. Presentz mayestre P. Raynon, mayestre Johan Girart, mayestre Galhart d'Escuras, maestre Guiraut Bonet, calonge de ladeita gleisa Sent-Seurin. Actum fuit VII^a die introitus maii, anno Domini M° CC° nonogesimo primo, regnant Phelip, rey de Franssa; Euddwart, regnant en Anglaterra, [duc] de Guiayna; Henric, archibesque de Bordeu; en P. deu Mas, governador e garda de la vila de Bordeu per l'avantdeit rey d'Anglaterra e duc. Testes sunt 'n Ayquems de Berneta, 'n Arn. d'Arruan, en P. d'Arruan, preveires, Vidau de Born, clercs, e l'avantdeitz Ayquem Gordin, qui cesta carta enqueri, laquau W. Metge escrivo.

CCCLXII. — Vente par Gazen de Magudans à la succession de Guillaume-Garcie du Favernet, de la seigneurie foncière sur deux alleux sis à Badetz et aux Arrivaux.

26 juin 1277.

Conoguda causa que Gazens de Magudans, molher P. de Magudans de Sent-Seurin, per sa bona voluntat, per sin e per sos hers e per son ordenh a vendut, liurat e quitat, gurpit e desemparat, per totz temps, an P. de Castanhet, preveire, ordener deu darrer testament d'en W.-Gassias deu Favernet, calonge qui ffo de la gleisa Sent-Seurin de Bordeu, aquesta venda recebent, per l'anniverssari deudeit en W.-Gassias, dos soutz de cens e dos deners d'esporle a senhor mudant. Losquaus dos s. de cens e dos deners d'esporle la medissa Gazens ab voluntat e ab autrey deudeit son marit, a mes, prepausat e assignat audeit en P. per l'anniverssari avantdeit deudeit en W.-Gassias sobre tres aregas de vinha e [*fol. 161*] d'aubareda e sobre la

terra en que son, qui son a Badetz, entre la vinha e l'aubareda Arn.-Bern. de Sent-Seurin, d'una part, e la vinha e l'aubareda W. de Capdevila, d'autra, e duran de lonc deu camin comunau entro a la palu, e sobre x aregas de binha ab la terra en que son, qui son aus Arrivaus, entre la vinha P. deu Peiron, d'una part, e la vinha Johan d'Ivrac, d'autra, e duran deu camin comunau entro a la jala. E per L^{a} s. de la moneda corsable a Bordeu que reconogo que lodeitz en P. l'en ave dat, deusquaus se tengo per ben pagada deu tot, renunciantz a la excepcion de no contat e de no pagat aver e de menor preis e d'engan. Lasquaus vinhas e las terras en que son ladeita Garsens disso que eran francas en alo avant que acesta carta fos feita. E a l'en combent e promes la medissa Garsens, ab voluntat deudeit son marit, sotz obligacion de totz sos bens, portar bona e ferma garentia de totz emparadors francamentz en alo. Lasquaus vinhas e aubaredas per aissi cum son dentz los avantdeitz assignamentz, ladeita Garsens, ab voluntat e ab autrey deudeit son marit, a pres a ffeus deudeit en P., e lo medis en P. l'en a vestida ab los avantdeitz II d. d'esporle a senhor mudant e per los avantdeitz II s. de cens, rendentz an per an lo dia de la sent Miqueu, portatz e rendutz an per an a Sent-Seurin, au comandament deudeit en P. deu Castanhet. E deu esporlar e far dreit aqui medis si tort lo corelhava que n' fes en feu. E l'avantdeitz en P. a l'en mandat e promes estre bons senher, saub sos dreitz desus mentagutz e sos autres devers, aytaus cum senher los deu aver sobre son affevat aus fors e a las costumas de Bordales, e saub tant que no y deu metre ne pot acazat ni sotz acazat. E la medissa Garsens a mandat e promes e jurat sobreus sanctz Evangelis Deu toquatz corporaumentz que tot aissi cum es avant deit ac tendra e encontra aquesta venda no vindra ne fara venir en degun loc ne en degun temps. Actum fuit v^{a} die exitus junii, anno Domini M^{o} CC^{o} LXX^{mo} VII°, regnant Euddwart, rey d'Anglaterra; Simon, archibesque de Bordeu; en Bruns de Saya, cavoir, major. Testes sunt 'n Aramon de Bugh, camphnador, Bos Coffer e W. de Cantalop, qui la carta enqueri, laquau Iter Compte (?) escrivo.

CCCLXIII. — **Vente par Arnaud de Saulesse à la succession de Guillaume-Garcie du Favernet des droits de seigneurie foncière sur une vigne sise « au Luc de Meyolan ».**

10 avril 1278.

Conoguda causa sia qu'en Arn. de Saulessa, de la parropia Sent-Christoule, per sa bona voluntat, per sin e per totz los sons, ab voluntat e ab autrey de na Contor, sa molher, a bendut, liurat, quitat, gurpit e desemparat per totz temps an P. deu Castanhet, preveire, aquesta venda arecebent, per complir la renda qu'en W.-Garssias deu Havernet, calonges qui ffo Sent-Seurin, ave pres per sa arma e per son anniverssari totz aquetz II d. d'esporle a senhor mudant e aquetz VI s. de cens que Ar. Acavat de Tropeita lo deve e l'arende cascun an lo cens lo dia do Totz Sentz, per arradon d'aqueras III sadons e IIII bessons de binha e per la terra en que son e per lors apertenementz que n' tene deu davantdeit Arn., laquaus binha es au planter deu Luc de Meiolan, entre la binha W. Bern., d'una part, e l'es[*fol. 162*]tatge de Latapia de Meiolan, d'autra, e totz los dreitz eus devers e las senhorias que lo medis afevatz lo fade e far lo deve per arradon deu davantdeit feu. E per CX s. de la moneda corsable a Bordeu, que reconogo e confedit que lo medis en P. l'en ave dat e pagat en bons deners comptatz, deusquaus se tengo per ben pagatz deu tot, e n' renunciet a la excepcion de no contat e de no pagat aver e de menor preis e d'engan. E a l'en mandat e promes sotz obligacion de totas las suas causas, on que sian, am voluntat e am autrey de l'avantdeita sa molher, portar bona e ferma garentia de totz emparadors francamentz en alo. E la medissa Comptors a mandat e promes e jurat sobreus sanctz Evangelis Deu toquatz corporaument que encontra l'avantdeita venda e obligacion de bens no vindra ne fara venir per oscle, ni per don, ni per maridatge, ne per aucuna autra causa, en deguna cort secglar ne de gleisa ne en aucun autre loc, en aucun temps. E es assaber que lo medis Arn. Acavat, per voluntat e per autrey e

per comandament deu davantdeit Arn. de Saulessa, a pres e recebut affeus deudeit en P. de Castanhet l'avantdeita vinha. E lo medis en P., cum ordeners deudeit en W.-Garssias e per complir lodeit anniverssari deudeit en W.-Garssias, l'en a vestit ab losdeitz II d. d'esporle a senhor mudant e per los avantdeitz VI s. de cens rendentz an per an audeit dia de Totz Sentz, portatz aqui or (?) audeit en P. agradera a Sent-Seurin. E deu esporlar e far dreit aqui medis si tort lo corelhava que n' fes en feu. E a l'en mandat e promes estre bons senher, saups sos dreitz, aytaus cum aver los i deu aus fors e a las costumas de Bordales. Actum fuit x^a^ die introitus aprilis, anno Domini M^o^ CC^o^ LXX^mo^ VIII°, regnant Euddward, rey d'Anglaterra; Simon, archibesque de Bordeu; en Guitart de Borc, cavoir, major. Testes sunt Bern. Baster de Porta Begueira, Bern. Forner de Castet Sarradin, W. Bonet, clerc, e W. de Cantalop, qui la carta escrivo.

CCCLXIV. — Cession par Amanieu Canhart au profit de la succession de Guillaume-Garcie du Favernet des droits de seigneurie foncière sur des alleux sis dans la paroisse Saint-Seurin.

8 février 1287 (n. s.).

Conoguda causa sia qu'en Amaneus Canhart, filhs qui ffo 'n Aramon Canhart, per sa bona voluntat, per sin e per sos hers e per son ordenh, am voluntat e ab autrey de na Gracia, sa molher, e de n' Alais, sa maire deu medis 'n Amaneu, a vendut, liurat, quitat, gurpit e desemparat per totz temps an P. deu Castanhet, preveire, ordener e exequtor, si cum disso, d'en W.-Gassias deu Favernet, calonge qui fo de la gleisa Sent-Seurin de Bordeu, aquesta venda recebent per complir la dardeira voluntat deudeit en W.-Gassias qui ffo, II d. d'esporle a senhor mudant e XX soutz de cens, loquau esporle e cens lo medis n' Amaneus Canhart, ab voluntat de lasdeitas sa molher e sa maire, a mes, prepausat e assignat sobre tot aquet trens e en tot aquet trens de vinha e en la terra en que es, qui es en la parropia Sent-

Seurin, eu loc aperat au planter Sent-Seurin, entre la vinha deudeit 'n Amaneu, e la vinha P. Aleman, e la vinha P. de Broa, e la vinha Galhart de Bonbedin qui ffo, d'una part, eu camin comunau, d'autra, e dura de lonc de la vinha W. Lop lo forner, que dissoren que es deu feu en Galhart de Lalanda, daudet, entro a la vinha Blancha de Gironda, molher qui fo Bertholot lo breuter, e sobre tot [*fol. 162 v°*] aquet e en tot aquet autre trens de vinha e en la terra en que es qui es aqui de pres entre la vinha deudeit 'n Amaneu Canhart, qui es deu feu 'n Arn. de Jales, cavoir, d'una part, e la vinha P. Aleman, d'autra, e dura de lonc de l'avantdeita vinha deudeit Amaneu entroa a la vinha W. Martin de Capdevila. Lasquaus vinhas lodeitz 'n Amaneus disso e afermet que eran francas en alo. E per xxv libras de la moneda corsable a Bordeu que reconogo e confesset queu deitz en P. de Castanhet l'en ave dat e pagat en bons deners comptatz sens tot engan e sens tot menhs compte e senes tota decepcion, e s'en tengo per ben pagatz deu tot, e n' renunciet a la excepcion de no contat e de no pagat aver e de menor preis e d'engan. E d'aquestas davantdeitas vinhas e de las terras en que son, per aissi cum son dentz los avantdeitz assignamentz, lo medis 'n Amaneus, ab voluntat e am autrey de lasdeitas sa molher e sa maire, an mandat e promes sotz obligacion de sin e de totz sos bens mobles e no mobles, on que sian, portar bona e ferma garentia de totz emparadors, torbadors e demandadors francamentz en alo, en tota cort e en tot loc, e deliurar e desembargar de tot embargament, de tot pleit, cost e mession que aucuns hom o aucuna fempna li fes o li metos en aucun temps. E aquestz davantdeitz dos trens de binha e la terra en que son lo medis 'n Amaneu a pres affeus deudeit en P. deu Castanhet, e lo medis en P. deu Castanhet, cum ordener deudeit en W.-Gassias qui ffo, l'en vestit aus fors e a las costumas de Bordales ab los davantdeitz II d. d'esporle a senhor mudant e per los davantdeitz xx s. de cens rendentz an per an lo jorn de la festa sent Seurin, portatz e rendutz an per an a l'estar deudeit en P. o de son assignat a Bordeu. E deu esporlar e far dreit aquimedis, si tort lo corelhava que n' fes en feu. E a l'en

mandat e promes lo medis en P. estre bons senher, saup sos dreitz desus mentagutz e sos autres devers, aytaus [cum] senher los deu aver en son feu et sobre son afevat aus fors e a las costumas de Bordales, e saup tant queu deitz 'n Amaneus o sos ordenhs no y deu ne pot metre acazat ne sotz acazat eu deit feu en tot ni en partida, ab meis cens ni ab meis esporle ni en autra maneira, ni far deguna autra causa per laquau las senhorias deudeit senhor s'en pogossen amermar en tot ni en partida ne sui dreit. E las davantdeitas na Gracia e n' Alais an mandat, autreyat e promes e cadauna jurat sobreus santz Evangelis Deu toquatz corporaumentz que tot aissi cum [*fol. 163*] desus es deit ac tendran e encontra no vindran ni faran venir, per oscle, ni per don, ni per maridatge, ni per deguna autra causa en aucun temps. Actum fuit VIII^a introitus februarii, anno Domini M° CC° LXXX^mo VI°, regnant Euddward, rey d'Anglaterra; vacant la sea de Bordeu; en Bern. Ferradre, major. Testes sunt en P. de Balogas, prestre, W.-Bern. de Sauquatz, clerc, Martin de Sent-Danis, lo masson, Galhart Beguer de Castetnou e W. de Cantalop, qui la carta escrivo.

CCCLXV. — **Vente d'une maison à la succession de Guillaume-Garcie du Favernet et rétrocession de ladite maison aux vendeurs à titre de censive.**

5 février 1286 (n. s.).

Conoguda causa sia que Arostanhs Sobiran e Alais, sa sor, filhs e filha d'en Vidau Sobiran qui ffo, per etz e per Vidau Sobiran, lor fraire, loquaus, si cum dissoren, eran *(sic)* de menor hetat de XIIII ans lo dia que acesta carta fo feita, per lors bonas voluntat, per etz e per lors hers e pers lors ordenh, am voluntat e ab autrey expres de na Contor, lor maire, molher qui ffo deudeit Vidau Sobiran, an vendut, liurat, quitat, gurpit e desemparat per totz temps an P. deu Castanhet, preveire, exequtor, si cum disso, deu darder testament e de la dardeira voluntat d'en W.-Gassias deu Favernet qui ffo, tota aquera

maison, ab las maderas qui son entorn, ab la terra en que las medissas maison e maderas son e ab totz lors autres apertenementz, laquaus maison e maderas son a Sent-Maissentz entre la maison maestre Arn. de Buchs e la maison 'n Andreu de Lemotges, d'una part, e la maison 'n Arn. de la Mesura, d'autra, e duran e tenen en lonc de la rua, davant, entro a la maison e a la terra deudeit 'n Arn. de la Mesura, detras. E per xii libras e x s. de la moneda corsable a Bordeu, que reconogoren e confesseren queu deitz en P. los en ave dat e pagat en bons deners comptatz sens tot engan e senes tot menhs compte e senes tota deguna decepcion, e s'en tengoren per ben pagat deu tot e n' renuncieren a la excepcion de no contat e de no pagat aver e de menor preis e d'engan. E an l'en mandat e promes li medis Arostanh e Alais, sa sor, cadauns ab voluntat e ab autrey de l'autre e am voluntat e ab autrey de ladeita lor maire, portar bona e ferma garentia de totz emparadors francamentz en alo e deliurar e desembargar de tot embargament, pleit, cost e mession que aucuns hom [o au] [*fol. 163 v°*]cuna fempna li fes o li metos en aucun temps, sotz obligacion de lor e de totas las lurs causas mobles e no mobles, on que sian, e cadauns es tengutz per lo tot. E es assaber que a la requesta e a la pregaria deu davantdeit Arostanh e de ladeita Alais, sa seror, lo medis en P. deu Castanhet a balhat e liurat a feus, aus fors e a las costumas de Bordales, l'avantdeita mayson e maderas ab la terra en que son au medis Arostanh e Alais, sa seror, arecebent lo medis fevatge per etz e per lodeit Vidau, lor fraire, e a n' vestit lo medis Rostanh, recebent, per sin e per lodeit Vidau, lor fraire, ab ii d. d'esporle a senhor mudant e per x s. de la moneda corsable a Bordeu que l'en deven e an promes dar de cens, rendentz an per an la vespra de Nadau, portatz e rendutz an per an a l'estar deudeit en P. deu Castanhet e de son comandament a Bordeu. E deu esporlar e far dreit aqui medis si tort lo corelhava que n' fes en feu. E aus en mandat e promes estre bons senher, saup sos dreitz desus mentagutz e sos autres devers, aytaus cum senher los deu aver en son feu e sobre son afevat aus fors e a las costumas de Bor-

dales, e saup tant que id ni aucuns d'etz no y deven ni poden metre acazat ni sotz acazat, ab creissenssa de cens ni d'esporle ni far causa per laquau las senhorias deudeit senhor s'en pogossan amermar ne dreit. E lo medis Arostanhs e la medissa sa sor an combent, mandat e promes sotz obligacion de totz lurs bens que id tracteran, procureran, faran e acaberan que l' avantdeitz Vidaus, lor fraire, quant sera d'etat de carta autreyar, autreyera, aproera, confermera e ratifiera aquesta venda e las causas desus mentagudas a la semonssa e a la requesta deudeit en P. deu Castanhet o de son comandament. E la medissa na Comtors eudeitz Rostanhs e Alais, sa sor, an mandat, autreyat e promes e cadauns jurat sobreus sanctz Evangelis Deu toquatz corporaumentz que tot aissi cum desus es deit ac tendran e encontra no vindran ne faran venir la medissa na Contors, per oscle, ni per don, ni per maridatge ni per aucuna autra causa en aucun temps. Actum fuit v^a die introitus februarii, anno Domini M^o CC^o LXXX^{mo} V^o, regnant Euddward, rey d'Anglaterra; vacant la sea de Bordeu; en P. Colom, major. Testes sunt en P. de [*fol. 164*] Balogas, preveire, Ayquem de la Cassanha, clerc, P. Berart, clerc, P. d'Arelhana e W. de Cantalop, qui la carta escrivo.

CCCLXVI. — **Vente à la succession de Guillaume-Garcie du Favernet d'une maison sise dans la rue de la Porte Médoque.**

29 novembre 1282.

Conoguda causa sia que fraire Guilhem deu Pugh, prier deu combent deus Fraires Predicadors de Bordeu, e fraire Ramon Crestian, ordener e exequtor deu darder testament e de l'arreira voluntat d'en Arnaut Masson qui fo, per etz e per fraire Arn. de la Ceuba, ordener ab lor deu medis testament, ausquaus lo medis fraire Arn. de e autreye son poder, en la presencia de min Iter Compte, public notari de Bordeu, e deus testimonis dejus escriutz, quant a las causas qui en aquesta causa s'enseguen, e l'avantdeitz combentz deu[s] medis Fraires

Predicadors, hereters de l'avantdeit 'n Arnaut Masson qui ffo, aventz plener poder de vendre totz los bens e totas las causas qui foren deudeit 'n Arn. Masson qui ffo, per aissi cum jo, avantdeitz notaris vi estre contengut en la carta deu medis testament feita per la man P. Arobbert, public notari de Bordeu, per etz e per totz lurs successors, an vendut, liurat, quitat, gurpit e desemparat per totz temps an P. deu Castanhet, preveire, ordener, si cum disso, deu darder testament d'en W.-Gassias deu Favernet, calonge sa en arreire de la gleisa Sent-Seurin de Bordeu, tota aquera maison eu loc en que es, qui es en la gran carreira dintz la Porta Medouqua, ab la meytat de la madera d'aquera maison en que lodeitz 'n Arn. Masson fade sa codina, laquaus maison es de costa aquesta medissa maison venduda, e ab tota l'autra madera qui es debert l'autre costat d'acesta medissa maison, ab lo mechs pe qui es deforas la medissa madera, laquaus madera e mechs pe de terra son costa la maison de na Maria de Lasala e ab totz los autres apertenementz de la medissa maison, per aissi cum tota la medissa maisons dura e ten en lonc de la carreira, davant, entro a la terra e a la maison 'n Ar. Furt, lasquaus son detras. E aquesta avantdeita maison, ab totz los avantdeitz apertenementz de la medissa maison an vendut audeit en P. deu Castanhet cum en franc alo per IIII^{xx} libras de la moneda corsable a Bordeu, que reconogoren que l'avantdeitz en P. deu Castanhet lor en ave dat e pagat en bons deners comptatz sens tot engan e sens tot menhs compte [*fol. 164 v°*] e senes tota decepcion e s'en tengoren a ben pagat deu tot, e n' renuncieren a la excepcion de no contat e de no pagat aver e de menor preis e d'engan. E an l'en mandat e promes portar bona e ferma garentia de totz emparadors francamentz en alo e deliurar e desembargar de tot enbargament, pleit, cost e mession que aucuns hom o aucuna fempna li fes o li metos en aucun temps. E es assaber queu deitz en P. deu Castanhet reconogo e confedit que ed ave feit aquesta compra davantdeita a ffar e a complir la distribucion eu cor Sent-Seurin de Bordeu per aissi cum es contengut en la carta deudeit testament de l'avantdeit en W.-Garsias. E en aquesta venda far e autreyar

foren present fraire P. de Lopiac, sotz-prier deusdeitz Fraires Predicadors, fraire Galhart de Laduis, fraire P. de Belhan, fraire P. Martin, fraire P. de Listrac, fraire Guir. d'Arsinhs, fraire Bern. de Monpao, fraire Miqueu, fraire Bern. Mota, lector, e tut li autre fraire deu medis combent, qui present eran. E fo feita la medissa venda en capitre, aperatz los medis fraires e combent en lor capitre. Actum fuit IIa die exitus novembris, anno Domini Mo CCo LXXXmo secundo, regnant Euddward, rey d'Anglaterra; la sea de Bordeu vacant; en P. deu Soler, major. Testes sunt maestre Johan de Galhan, dean Sent-Seurin, en P. de Balogas, prestre, en P. de Lalanda, 'n Arn. de Lescapon, Johans de Lalanda, en P. Laval, clerc, e Iter Compte, qui la carta escrivo.

CCCLXVII. — **Vente à la succession de Guillaume-Garcie du Favernet de droits de seigneurie sur des vignes sises à Tremblède.**

10 juin 1286.

Conoguda causa sia que Arn. Deupus de Beutra, per sa bona voluntat, per sin e per sos hers e per son ordenh, am voluntat e am autrey de W. Deupus, clerc, son fraire, e am voluntat e am autrey de Comptor, molher deudeit Arn. Deupus, a vendut, liurat, quitat, gurpit e desemparat an P. deu Castanhet, preveire, ordener, segont que fo deit, deu darder testament e de la dardeira voluntat d'en W.-Garssias deu Havernet, calonge qui ffo Sent-Seurin de Bordeu, aquesta venda recebent per complir ladeita voluntat deudeit en W.-Garssias qui ffo, totz aquetz dos deners d'esporle a senhor mudant e aquetz VIII s. de cens que disso e reconogo que Johan Faur de Sent-Maissentz lo deve e l'arende cascun an lo dia de la sent Martin per arradon de XI aregas de binha am la terra en que son, que tene de lui, lasquaus [*fol. 165*] son eu loc aperat a Trembleda, entre la vinha P. Corpin, preveire, d'una part, e la vinha W. de Laboubena, d'autra, e per arradon de VI aregas de vinha e per la terra en que son, que n' tene aqui de pres entre la vinha e la terra P. de Cambelh, d'una part, e la vinha deudeit en P.

Corpin, prestre, d'autra, e duran lasdeitas vinhas deu corssur qui ba au Bosquat entro au camin comunau de Solac, e totz los dreitz eus devers e las senhorias que lodeitz affevatz lo fade e far lo deve per arradon d'eu medis ffeus. E per ix libras e v s. de la moneda corsable a Bordeu, que reconogo e confesset que lo medis en P. deu Castanhet l'en ave dat e pagat en bons deners comptatz, de lasquaus lo medis Arn. Deupus se tengo per ben pagatz deu tot, e n' renunciet a la excepcion de no contat e de no pagat aver e de menor preis e d'engan. E d'aquest davantdeit cens e esporle e deu davantdeit feus lo davantdeit Arnaut Deupus a mandat e promes sotz obligacion de totz sos bens audeit en P. deu Castanhet portar bona e ferma garentia de totz emparadors francamentz en alo. E es assaber que l'avantdeitz Johan Faur, per voluntat e per autrey e per comandament expres deudeit Arn. Deupus, a pres e recebut affeus las avantdeitas vinhas e la terra en que son, per aysi cum son dintz los avantdeitz assignamentz deudeit en P. deu Castanhet. E lo medis en P. l'en vestit am los avantdeitz dos deners d'esporle a senhor mudant e per los avantdeitz viii s. de cens rendentz an per an audeit dia de la sent Martin, portatz e rendutz an per an a l'estar deudeit en P. deu Castanhet o de son comandament a Bordeu. E deu esporlar e far dreit aqui medis si tort lo fade eu feu. E a l'en mandat e promes estre bons senher, saups sos dreitz desus mentagutz e sos autres devers saups, aytaus cum senher los deu aver en son feu e sobre son affevat aus fors e a las costumas de Bordales. E es assaber que l'avantdeitz Arn. Deupus, am voluntat deudeit son fraire e de ladeita Comtor, sa molher, a quitat e assout lo medis Johan Faur e lo medis feus e totas las causas deu medis Johan de tot l'avantdeit fevatge e de tot arre que demandar lo pogos per arradon o per oucaison deudeit fevatge. E es assaber que la medissa Contors a mandat, autreyat e promes e [*fol. 165 v°*] jurat sobreus sanctz Evangelis Deu toquatz corporaumentz que tot aissi cum desus es deit ac tendra e encontra no vindra ne fara venir per oscle, ni per don, ni per maridatge, ni per aucuna autra causa en aucun temps. Actum fuit x^a die introitus

junii, anno Domini M° CC° LXXX^mo sexto, regnant Euddwart, rey d'Anglaterra; la sea de Bordeu, vacant; en P. Colom, major. Testes sunt en P. de Balogas, P. Fouquaut, clerc, Aymes Reynaut, clerc, W.-Bern. de Sauquatz, clerc, Ramon-Ayquem de Sent-Seurin e W. de Cantalop, qui cesta carta enqueri, laquau P. de Tiran escrivo.

CCCLXVIII. — **Délibération du chapitre, qui s'engage à servir à Bernard de Rocamadour, médecin du chapitre, une rente de 15 livres.**

27 mars 1307.

Universis presentes literas inspecturis capitulum et canonici ecclesie Sancti-Severini Burdegal., salutem in Domino. Noveritis quod nos discreto viro magistro Bernardo de Rupe Amatoria, phisico Burdegale commoranti, promitimus et damus quindecim libras monete burdegalensis, solvendas eidem per nos quolibet anno quamdiu vixerit, propter grata servicia que nobis impendit et curas et in futurum impendet et tenetur impendere cuilibet nostrum et familiis nostris, cum cura sua indigebimus et per nos fuerit requisitus. Promittentes eidem ipsas quindecim libras anno quolibet solvere sine contrastu et contradiccione quacumque. In cujus rei testimonium, nos, capitulum predictum, sigillum nostrum quo unico in talibus utimur literis presentibus duximus apponendum. Datum et actum in capitulo nostro generali, die lune post festum Pasche, anno Domini M° CCC° septimo.

CCCLXIX. — **Cession par Pierre de Bordeaux à Pierre et Arnaud Caillau de partie de la palu.**

31 juillet 1244.

[*fol. 166*] Conoguda causa sia qu'en P. de Bordeu lo pros hom, d'una part [1].

(1) *Cet acte a déjà été imprimée ci-dessus, p. 295.*

CCCLXX. — **Fin d'une délibération capitulaire sur la résidence personnelle des chanoines.**

10 mai 1287.

[*fol. 166 v°*] ... quod canonici ipsius ecclesie teneantur facere residenciam (1).

CCCLXXI. — **Statuts capitulaires concernant la résidence personnelle des chanoines et les pensions à servir aux chanoines étudiants.**

22 octobre 1309.

In nomine Domini, amen (2).

CCCLXXII. — **Bulle dispensant le chapitre d'attribuer plus de 50 livres de revenu annuel à un même bénéfice ou emploi.**

4 mars 1309.

[*fol. 167*] Clemens, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis capitulo ecclesie Sancti-Severini Burdegalensis, salutem et apostolicam benediccionem. Statum vestrum et ecclesie vestre San[c]ti-Severini prosperum affectantes, libenter illa vobis paterna benignitate concedimus per que fructus quietis et pacis vobis valeat provenire. Sane peticio vestra nobis exhibita continebat quod inter vos, ex parte una, et nonnullos singulares ejusdem ecclesie canonicos et alios prebendas, dignitates seu personatus in dicta ecclesia optinentes super indulgencia quam a Sede Apostolica, quod fructus, redditus et proventus prebendarum, dignitatum et perssonatuum quos in eadem ecclesia optinent in absencia percipere possent, obtinuisse noscuntur et taxatione fructuum et redituum ac proventuum eorumdem

(1) *Ce passage a déjà été publié p. 342.*
(2) *Le texte plus complet de ce document est publié ci-dessus, p. 331-333.*

questiones varie sunt exorte, quarum occasione vexationes plurimas sustinetis et pati formidatis verisimiliter in futurum. Quare nobis humiliter supplicastis ut providere vobis super hoc de oportuno remedio dignaremur. Nos igitur, volentes vos et eandem ecclesiam favoribus prosequi graciosis, dilecti filii nostri Guillelmi, tituli San[c]te-Potenciane presbyteri cardinalis, nobis super hoc cum instancia supplicantis ac vestris supplicacionibus inclinati, vobis ut de cetero imperpetuum nulli canonicorum ejusdem ecclesie vel aliis prebendas, dignitates seu personatus in ipsa jam habentibus vel imposterum habituris qui jam obtinuerunt vel quos in futurum obtinere contigent *(sic)* indulgenciam supradictam ultra quinquaginta libras burdegalensium pro fructibus, reditibus et proventibus hujusmodi singulorum prebendarum seu dignitatum vel personatuum annis singulis solvere teneamini nec ad id a quoquam possitis inviti quomodolibet coartari, non obstantibus quibuscumque privilegiis et literis apostolicis super hujusmodi indulgenciis eisdem canonicis et aliis prebendas, dignitates et personatus obtinentibus supradictos concessis vel imposterum concedendis, de quibus plenam et expressam ac de verbo ad verbum oporteat in presentibus fieri mencionem, auctoritate presencium indulgemus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere vel [*fol. 167 v°*] ei ausu temerario contraire. Si quis autem [hoc] attemptare presumpserit, indignacionem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Avinione, IIII nonas marcii, pontificatus nostri anno quinto.

CCCLXXIII-CCCLXXIV. — **Confirmation par le chapitre des statuts capitulaires relatifs à la résidence personnelle des chanoines et aux pensions des chanoines étudiants.**

22 octobre 1320.

In nomine Domini, amen. Anno ejusdem M° CCC° XX°, XI° kalendas octobris *(sic)*, videlicet die mercurii in crastino sancti

Severini, nos, Matffredus de Rapistagno, decanus et capitulum eclesie Sancti-Severini Burdegal., ut antiqui moris est, eadem die nostrum generale capitulum celebrantes, statuta olim facta . . . . quorum tenor sequitur.

22 octobre 1309.

In nomine Domine, amen [1].

[*fol. 168*] Deliberatione super hoc prehabita diligenti, omnia ista confirmamus et approbamus ac eciam de novo statuimus et juramus ad sancta Dei Ewangelia contra premissa vel aliqua de premissis non venire, set omnia et singula que in eis et eorum quolibet continentur ex nunc inviolabiliter per nos et successores nostros perpetuo observentur.

CCCLXXV. — Statut capitulaire sur la nomination et le renouvellement annuel du « rotularius ».

20 avril 1321 (n. s.).

[*fol. 168 v°*] In [2] nomine Domini, amen. Anno ejusdem M° CCC^mo XXI^mo, XII^do kalendas aprilis *(sic)*, videlicet die lune in crastino Pasche, nos decanus et capitulum ecclesie Sancti-Severini Burdegal., statuimus, ut nostre ecclesie condicio et fructuum augmentacio habeatur et feuda nostra non pereant, set per singulos dicte nostre Sancti-Severini ecclesie canonicos ipsa feuda perscrutentur et sciantur, ut anno quolibet in crastinum beati Johannis-Babtiste, qua die capitulum generale celebratur, rotularius mutetur, et, finito suo compoto, rotularius novus eligatur et rotularius [3] mundus et sine punctis novo rotulario tradatur. Qui rotularius diligenter feuda perquirere habeat et census debitos recuperare, viis et modis quibus poterit, et de eis computare et fideliter per anni quar-

[1] *Cette délibération a été imprimée ci-dessus, p. 331-333.*
[2] *Ce statut est aussi transcrit au folio 168 recto.*
[3] *Le texte du folio 168 recto porte :* rotulus.

teria respondere. Ac [1] nullus canonicus ab onere recipiendi rotulum, quando per capitulum sibi injungetur, poterit se excusare, ymmo de necessitate ipsum tenebitur recipere, vel de suo proprio viginti libras monete burdegalensis capitulo dare, vel quod capitulum de prebenda recusantis dictas viginti libras poterit retinere et rotularius qui in dicto anno dictum rotulum tenuerit sit excusatus et non possit compelli per capitulum supradictum ad tenendum dictum rotulum anno sequenti.

CCCLXXVI. — **Charte de Jean-sans-Terre réglant les droits des femmes sur la succession de leurs pères et de leurs maris.**

3 avril 1205.

[*fol. 169*] Johannes, Dei gratia rex Anglie, dominus Hybernie, dux Normannie et comes Andegavie, archiepiscopis, abbatibus, comitibus, baronibus, justiciariis, vicariis, prepositis, ministris et omnibus ballivis et fidelibus nostris, salutem. Noveritis nos, ad instanciam et communem peticionem omnium proborum hominum nostrorum de Burdegala, concessisse quod postquam maritata fuerit aliqua cum terra et peccunia apud Burdegalam et ipsa et vir suus pacati fuerint de maritagio, non liceat predicte post mortem patris sui redire ad divisionenem *(sic)* paterne hereditatis cum aliis heredibus, si pater heredem masculum reliquerit, sed recepto maritágio sit contenta. Si vero pater filias tantum reliquerit heredes, si filia maritata partem hereditatis habere voluerit, ponat in partem cum aliis id quod receperit in maritagium. Concessimus etiam eisdem hominibus nostris, ad peticionem eorundem, quod mulier, viro suo mortuo, non capiat ibidem medietatem de aquisicionibus viri sui post ejus decessum, sicut capere consueverunt, sed suo maritagio sit contenta, nisi vir suus aliquid aliud ei dederit ex propria voluntate ante decessum suum. Tes-

[1] *Le texte du folio 168 recto porte :* et.

tibus : Willelmo, comite, ffratre G. Laherto de Quenoy, Petro Wertor, Gaufreto de Lucy, Ric. de Treveriis. Datum per manum Jocelini Aelis, apud Wintoniam, tercio die aprilis, anno regni nostri sexto.

CCCLXXVII. — **Ordonnance royale concernant les acquisitions de biens féodaux faites par les gens de mainmorte et les roturiers.**

Ecclesiarum utilitati et subjectorum quieti providere volentes, deliberacione provida precedenti, in forma que sequitur duximus ordinandum, videlicet quod senescalli, ballivi, prepositi, vicarii et alii justiciarii nostri cessent et abstineant molestare ecclesias super aquisicionibus [*fol. 169 v°*] quas hactenus fecerunt in terris baronum nostrorum qui et quorum predecessorum nostris et nostrorum temporibus per longuam pa[ti]enciam usi fuisse noscuntur publice et patenter dare et elemosinare ecclesiis et concedere quod ecclesie licite acquisita tenerent, assensu nostro minime requisito, absque ulla reclamacione per nos vel predecessores nostros facta dictis baronibus vel predecessoribus eorumdem.

§ Insuper, precipimus quod ubi ecclesie acquisierunt possessiones quas habent amortitas a tribus dominiis, non computata persona que in ecclesiis transtulit possessiones easdem, nulla eis per justiciarios nostros molestia inferatur.

§ Rursus, pro rebus et possessionibus aliis quas acquisierunt ecclesie in terris, feudis vel retrofeudis nostris sine nostro et predecessorum nostrorum assensu a xxx annis citra, hanc gratiam fieri volumus ecclesiis, videlicet quod res et possessiones taliter acquisitas extra manum suam pro nobis aut nomine nostro ponere non cogantur, dummodo pro possessionibus elemosinatis eisdem nobis prestent in peccunia quantum valere possent fructus duorum annorum rerum sic acquisitarum legittime extimati.

§ Ad alias vero possessiones per quemcumque contractum

non gratuitum acquisitas ab ecclesiis ponendas extra manum, volumus illas ecclesias non compelli pro nobis aut nomine nostro que nobis solvere voluerint tantum quantum valere possent fructus trium annorum legittime extimati.

§ Quod si ecclesie acquisierint in allodiis, in terris, feudis vel retrofeudis nostris, volumus quod in elemosinatis vel donatis fructuum unius anni prestent extimacionem ; in acquisitis non gratuito titulo fructuum duorum annorum nobis extimacio persolvatur, si res taliter acquisitas retinere maluerint quam ponere extra manum.

§ Preterea, in personis innobilibus que res feudales acquisierunt et tenent per homagium et servicium competens, precipimus justiciariis nostris quod hujusmodi personas innobiles non molestent, sed eis in pace dimittant res taliter acquisitas.

§ Quod si persone innobiles acquisierint in terris, feudis vel retrofeudis nostris extra terras predictorum baronum nostrorum et ita sit quod inter nos et personam [*fol. 170*] que alienavit res ipsas non sint tres vel plures intermedii domini, precipimus quod, si teneant ad servicium minus competens vel alias appareat feudi deterior facta condicio, cogantur tales possessores rem feudalem ponere extra manum, nisi maluerint prestare nobis extimacionem fructuum duorum annorum rerum taliter acquisitarum. Et si res feudalis facta fuerit censualis, prestabitur nobis fructus quatuor annorum extimacio.

§ Hanc autem ordinacionem facimus pro casibus illis qui temporibus preteritis precesserunt, provisionem ipsam nolentes extendi ad casus qui provenient in futurum ; immo, in hiis qui de novo emercerint, novo provisionis remedio consulentur.

§ Nolentes insuper eandem ordinacionem ad alienaciones extendi de quibus sine dubitacione sciri poterit manifeste ipsas nobis adeo fore dampnosas et graves quod merito non debeant aliquatenus tolerari.

CCCLXXVIII. — **Statut portant qu'il sera payé à la succession des chanoines décédés la valeur de leur prébende, soit trois sous par jour.**

22 octobre 1312.

Anno Domini mº cccº xii, in crastinum sancti Severini, nos, capitulum ejusdem ecclesie generale nostrum, ut moris est, capitulum celebrantes, volentes nostrum comodum ita querere ne alienum probemur detrimentum amare, statuimus ac observandum per nos et successores nostros in posterum ordinamus quod quocienscumque aliquem de concanonicis nostris vere r[e]sidentibus in salvitate ecclesie nostre predicte vel alibi rebus eximi conti[n]get humanis, heredibus ejus seu executoribus deputatis ab ipso capitulum teneatur, omni impedimento cessante, integraliter satisfacere de prebenda eidem canonico debita usque ad obitus sui diem, tres solidos scilicet pro die quolibet juxta quod est nostra prebenda ab antiquo taxata. Item etiam, statuimus quod, si extra factum prebende esset eidem canonico nostrum capitulum obbligatum, quod de debito hujuscemodi, pretaxatis heredibus sine *(sic)* executoribus integre satisfiat.

CCCLXXIX. — **Statut obligeant les chanoines à célébrer à tour de rôle la grand'messe capitulaire.**

24 avril 1318.

In nomine Domini, amen. Anno ejusdem mº cccº xviiiº, videlicet ixº kalendas maii, in crastinum Resurrectionis dominice, nos, capitulum ejusdem ecclesie [*fol. 170 vº*] generale capitulum, ut moris est, celebrantes, magna et diligenti deliberacione prehabita, ad augmentum cultus divini et ad conservacionem honoris nostre ecclesie predicte, et precipue cum pauci sint in nostra prefata ecclesia promoti ad sacerdocii gradum, qui celebrare possint, et ob hoc, quod dolenter refferimus, et observandum in posterum incommutabiliter decrevimus ut singuli

canonici nostre prenominate ecclesie residentes et percipientes, suam per ordinem faciant per se vel per alium septimanam, celebrando vel celebrari faciendo per totam suam septimanam missam majorem, sic quod corus non careat missa majori hactenus consueta. Qui vero contrafecerit et in septimana sua deffecerit complere predicta, totis diebus dicte sue septimane prebenda careat quotis cessaverit in faciendo celebrari, ut superius est expressum.

CCCLXXX. — Statut réglant la situation des chanoines absents, et ce pour le temps de la guerre.

22 octobre 1324.

In nomine Domini, amen. Anno Incarnacionis ejusdem m° ccc° xxiiii°, in crastinum festi sancti Severini, nos, Bernardus de Cucuyaco, decanus, Galhardus de Lacasa, P. de Gardo, Bernardus de Linhano, Theobaldus de Faugeloris, Bertrandus de Guto, sacrista, Johannes de Talancia, Arnaldus de Barssaco, Bernardus de Casteto, Rostanhdus de Poyoliis, P. de Baiona et Bertrandus de Bedaco, canonici ejusdem Sancti-Severini ecclesie, capitulum facientes et, ut moris est antiquitus, generale capitulum ipsa die [*fol. 171*] celebrantes, attendentesque utilitatem ipsius ecclesie et honorem, secundum diverssitatem temporum, considerantes eciam quod guerrarum periculum est hiis diebus personis nostris residentibus in ipsa ecclesia maximum propter diverssitatem condicionum ipsarum summe periculosum, statuimus et ordinamus quod si contingat aliquem ex nobis prenominatis nunc residentibus canonicis propter dubietatem guerre ab villa Burdegale abssentare, juramento prius per ipsum prestito supra forte se alias nullatenus affuturum, vel aliquem de prenominatis per superiorem a villa Burdegale licenciari, vel obssidem mitti, cum sit indecens et non consonum rationi quod quis dampnum senciat sine culpa, quod hoc casu talis recedens tali modo vel licenciatus vel obsses missus, prebendam suam integram et de emolumentis dicte ecclesie partem ipsum contingente[m] recipiat, habeat et perci-

piat, tanquam unus ex remanentibus et residentibus et ac si presens esset et in ipsa ecclesia personaliter resideret. Hoc acto et in predicto generali capitulo concordato de conssenssu supradictorum decani et capituli quod quilibet sic recedens vel licenciatus seu obsses missus, ne cultus divinus in ipsa ecclesia dimin[u]atur, unum servitorem continuum et presentem clericum dimittere teneatur, qui servitor ad horas canonicas, si tute venire possit, sit astrictus. Et hec omnia supradicta per nos statuta et ordinata nos, supradicti decanus et capitulum, juramus ad sancta Dei [*fol. 171 v°*] Evangelia corporaliter manu tacta servaturos durante toto tempore guerre presentis; qua finita, pace vel alias, omnia supradicta statuta per nos et ordinata volumus nullius fore momenti seu valoris, sed perinde habeantur ac si nunquam statuta fuissent seu eciam ordinata.

CCCLXXXI. — **Délibération portant que le statut précédent sera rapporté si la trêve est prolongée depuis Pâques jusqu'à la saint Michel.**

7 janvier 1325 (n. s.).

Anno Domini m° ccc° xxiiii°, in crastinum Epiphanie Domini, nos, decanus et capitulum dicta die capitulum generale facientes, ut moris est, statutum supradictum declarantes, ad evitandum omne scrupulum et dubietacionem *(sic)* que virtute dicti statuti inter socios posset in futurum exoriri, dictum statutum ex certa sciencia confirmamus cum declaracione infrascripta, declarando eundem ita interpretamur ipsum statutum et intelligi volumus quod si treuga a festo Pasce usque ad festum sancti Michaelis vel amplius prorogatur, quod hoc casu statutum predictum sit penitus nullius momenti, videlicet a festo Pasce in antea.

CCCLXXXII. — Statut réglementant la répartition des gros et des distributions extraordinaires.

7 janvier 1325 (n. s.).

[*fol. 172*] In nomine Domini, amen. Anno Domini mº cccº xxiiiiº, die lune in crastinum Epiphanie Domini, nos, Bertrandus de Cucuyaco, decanus, Guailhardus de la Casa, Petrus de Gardo, Bernardus de Lilhano, Theobaldus de Flaujages, Johannes de Talancia, Arnaldus de Barsaco, Bernardus de Casteto, Petrus de Bardos, Rostaindus de Poiolis, Bertrandus de Bedaco, canonici ecclesie Sancti-Severini Burdegal., congregati in unum capitulum, facientes celebrantesque, ut moris est, in nostra ecclesia capitulum generale, tandem, post multos et varios tractatus, deliberatione prehabita diligenti, attendentes in hiis utilitatem afferre nostre ecclesie memorate et cultum divinum, qui ob deffectum servitorum et alias in magna parte fuerat diminutus, etiam augmentare, et ut nostri concanonici, qui nunc sunt aut pro tempore fuerint, qui non possunt interdum in eadem ecclesia perssonaliter residere, fructum ab eadem ecclesia sencientes ampliori caritatis zelo afficiantur ad ipsam, statuimus et ordinamus ut ex nunc perpetuo sint in predicta nostra ecclesia grossi distincti per modum inferius designatum, videlicet : in decima Gravarum, octo; in decimis Paludis et de Colenhano, sex; in decimis de Parrumpuyra, de Seulessa, de Semilhano et de Magistro Rivo et de Salaunas, duo; in decimis de Inter-duo-Maria, de Audenge, pencione de Pavalenguas, decima de Furco et decima Sancti-Martini una cum botagio, tres; et supra cellarium nostrum usque ad summam sexaginta librarum monete burdegalensis, duo. Quem quidem grossum quilibet canonicus, prout sunt distributi, facta sua prima residencia, juxta contenta in aliis nostris statutis et non alias ex nunc percipiat. Et si forte aliquis de nostris concanonicis presentibus vel futuris, ratione studii vel alias, se absentare voluerit causa moram extra salvitatem nostram faciendi, antequam recedat hoc intimare nostro capitulo teneatur et, quamdiu extra

salvitatem nostram moram contraxerit, grosso sibi assignato sit contentus, et si infra eundem annum a tempore [*fol. 172 v°*] sui recessus computandum, causa morandi in ipsa salvitate redierit, illo tunc grosso suo etiam sit contentus, vel portione residuorum fructuum pro tempore quo presens fuerit, pro rata temporis, sine pluri, quod maluerit eligendo, nec amplius illo anno a capitulo possit exigere nec sibi solvere capitulum teneatur.

§ Si vero aliqui fuerint de nostris concanonicis qui gaudere voluerint privilegiis jam obtentis super fructibus prebendarum suarum in absencia percipiendis, illi tales grosso sue prebende assignato vel summa ab olim eis pro suis prebendis per capitulum solvere consueta, altero tantum quo eligere maluerint sint contenti.

§ Ceteri autem qui ab hodierna die in antea gaudere voluerint talibus privilegiis de cetero obtinendis, grosso pro eorum prebendis assignato similiter sint contenti. Nec aliqui de supradictis omnibus canonicis aliquid a capitulo occasione hujusmodi amplius possint petere, nec capitulum eis solvere teneatur.

§ Vacante vero ex nunc aliquo grosso de predictis, antiquior in ipsa ecclesia possit successive infra viginti dies si voluerit eligere grossum ipsum, dimisso illo quem primitus obtinebat.

§ Reliquos enim fructus omnes ecclesie nostre superstites pro solvendis quotidianis distributionibus assignamus.

§ Item, statuimus et ordinamus ut quilibet noster concanonicus qui in salvitate nostra continuam residenciam faciet perssonalem, scilicet tenendo per se hospicium absque alio canonico, comedendo et jacendo continue in eodem, quolibet die quo in aliqua de horis ipsius cum habitu clericali in choro interfuerit duos solidos monete burdegalensis pro distributionibus, quos quidem duos solidos dupplicari volumus in festivitatibus nostris antiquis statutis contentis, recipiat illa die.

§ Volumus tamen quod si aliquis canonicus de novo veniens causa moram continuam in salvitate faciendi, certum non habens ospicium in quo valeat declinare pro querendo et se muniendo(?), possit cum aliquo de nostris concanonicis per

duos menses tantum et non amplius insimul commorari et illo tempore modo premisso recipiat sicut unus.

§ Item, statuimus et ordinamus ut in festis que sequntur quilibet canonicus [qui], sicut premittitur, [*fol.173*] residens presensque fuerit recipiat, videlicet : in festo beati Severini, XL solidos ; in festo Omnium Sanctorum, XL solidos ; in festo Natalis Domini, XL solidos ; in festo Epiphanie, XX solidos ; in Carniprivio, XX solidos ; in festo Ramis Palmarum, XX solidos ; in festo Pasce, XL solidos ; in festo Ascentionis, XX solidos ; in festo Pentecostes, XL solidos ; in festo beati Amandi, XX solidos ; in festo beati Johannis-Babtiste, XX solidos ; in festo beati Marcialis, XX solidos, et in festo Assumptionis beate Marie, XX solidos.

§ Item, cum dudum in nostra ecclesia sit statutum ut quilibet canonicus qui per tres menses se absentaverit, dimisso uno servitore clerico qui illo tempore eidem ecclesie servire teneatur, non tamen in ipsa ecclesia beneficiato, pro presente habeatur ad abiciendum omne scrupulum et materiam questionum, ipsum declaramus statutum ut nullus illos tres menses habeat nisi per alios tres menses continue vel interpellate illo anno in ipsa salvitate residenciam, ut premissum est, fecerit perssonalem. Cetera vero in eisdem statutis contenta in suo robore volumus permanere.

§ Item, statuimus etiam et ordinamus ut quicumque canonicus qui in nostra prefata ecclesia suam primam residenciam facere voluerit perssonalem, ipsam residenciam habeat incipere a festo beati Severini usque ad subsequens festum Omnium Sanctorum ; alias de toto anno non admitetur ad illam.

§ Item, declaramus ut canonicus qui habet extra villam et civitatem Burdegal. pro aliquibus suis negociis proficisci, die qua recedet et quo redibit pro presente habeatur ac si cum habitu in aliqua de horis in choro ecclesie esset presens. Volumus tamen ut recessum suum et adventum cum sedula vel nuncio rotulario qui pro tempore fuerit habeat intimare.

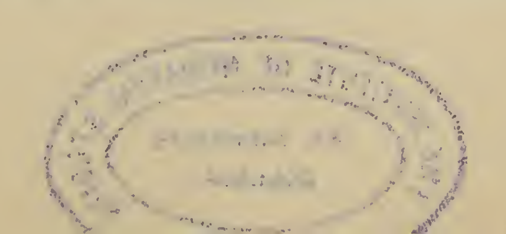
§ Et ut omnia supradicta habeant roboris firmitatem, nos, predicti decanus et singuli canonici, prout superius nominati sumus, juramus ad sancta Dei Ewangelia corporaliter manu

tacta, pro nobis et successoribus nostris, predicta omnia et eorum singula perpetuo firmiter observare.

CCCLXXXIII. — **Engagement pris par le précepteur du Temple en Aquitaine de payer les redevances dues par le Temple de la Grave pour un moulin sis dans la paroisse de Pompignac.**

6 mai 1279.

[*fol. 173 v°*] Universis presentes literas inspecturis, frater Amblardus, preceptor humilis domus militie Templi in Aquitania, salutem in Domino sempiternam. Noveritis quod cum nos intellexerimus per cartam cartularii Burdegal., cujus tenorem diligentem *(sic)* audivimus ac per relacionem fratrum nostrorum et aliorum proborum hominum seu virorum quod Arnaldus Seguini, parrochie de Pompenhaco, ac heredes sui habebant et percipiebant ac habere et percipere debebant in molendino Templi de la Grava quod apellatur molendinum *de Novian,* in parrochia de Pompenhaco, duas scartas bladi annuatim, videlicet unam frumenti et aliam mixture, ad mensuram Burdegale, solvendas sibi in octabis Nativitatis Domini ac defferendas ad domum dicti Arnaldi Seguini apud Pompenhac, nos, de concilio et ascensu fratrum nostrorum, inquisita et reperta super hoc plenaria veritate, volumus et concedimus Petro Seguini quondam, filio dicti Arnaldi Seguini deffuncti, et ejus heredibus ut ipsi habeant et percipiant dictas duas scartas bladi in dicto molendino. Ita tamen quod si propter aliquem deffectum dictum molendinum cesset penitus aliquo tempore molas *(sic)* sive molendinare, nichil de dictis duabus scartis domus nostra de Grava solvere tenebitur eisdem; tamen, molente dicto molendino, dictus Petrus Seguini et heredes sui habebunt et percipient dictas duas scartas bladi, prout in dicta carta cartularii Burdegal. continetur. In cujus rey testimonium sigillum nostrum duximus apponendum presentibus apponendum *(sic)*, promittentes nos et fratres nostros contra premissa vel aliquod premissorum non



venturos. Datum in domo nostra de Arberiis, in festo beati Johannis Evangeliste ante Portam Latinam, anno Domini M° CC° LXX° IX°. Volumus autem et concedimus dicto Petro Seguini ac ejus heredibus ut omnia alia et singula contenta in dicta [carta] cartularii Burdegal. sint sibi salva et ea teneant et explectent pasciffice et quiete, salvo in omnibus jure nostro ac eciam alieno. Datum ut supra.

CCCLXXXIV. — **Engagement pris de payer au chapitre les frais d'un procès contre un paroissien de Saint-Seurin qui refusait de payer une poule par an.**

14 avril 1332.

[*fol. 174*] Memoriale est quod in nostri officialis capituli Burdegal., sede vacante, presencia personaliter constituti Johannes d'Endernos, carniffex, Sancte-Eulalie, et Johannes Martini, clericus conjugatus, Sancti-Severini Burdegal. parrochiani, quilibet eorum in solidum obligantes se et omnia bona sua, promiserunt et firmaverunt coram nobis et ex precepto nostro tenentur solvere et reddere sine aliqua contradiccione Johanni de Talancia, venerabili canonico et rotulario ecclesie Sancti-Severini Burdegal., seu ejus certo mandato presens memoriale defferenti, novem solidos et septem denarios monete currentis Burdegale ad requestam ejusdem canonici et rotularii. Quos novem solidos et septem denarios dicti debitores recognoverunt et confessi fuerunt coram nobis eidem canonico et rotulario se debere, videlicet pro expensis cujusdam processus per dictum canonicum et rotularium facti et habiti contra dictum Johannem Martini in curia quondam venerabilis officialis Burdegal. pro eo et ex eo quod idem Johannes Martini, quandam gallinam quam debebat venerabilibus et discretis viris dominis decano et capitulo ejusdem ecclesie Sancti-Severini Burdegal. annui redditus sive census in festo Epiphanie Domini sibi solvere et reddere indebite denegarat. Quam gallinam idem Johannes Martini recognovit postea se debere et se solvere promisit



eisdem dominis decano et capitulo annuatim in dicto festo Epiphanie Domini. Et ibidem dictus rotularius eidem Johanni Martini dictum processum verum et integrum tradidit et eciam liberavit. Renuncians super hoc idem Johannes Martini excepcioni recognicionis dicte galline annui census seu redditus non facte, et excepcioni solucionis dicte galline eisdem dominis decano et capitulo per ipsum Johannem Martini non facte de et pro anno quo ipsam gallinam vacaverat ad solvendum, necnon et excepcioni non habiti, non recepti et per dictum rotularium sibi non traditi processus predicti, doli, mali, fraudis et in factum omnique auxilio et benefficio juris scripti et non scripti, canonici et civilis et excepcioni et dilacioni pro die consilii et advocati, et postmodum tam ipse Johannes Martini quam Johannes d'Endernos, carniffex, renunciaverunt benefficio novarum constitucionum de fidejussoribus, de duobus sive de pluribus reis debendi et epistole divi Adriani, prestito ab ipsis debitoribus de non veniendo contra premissa ad sancta Dei Ewangelia coram nobis corporali juramento. Datum XVIII° kalendas maii, anno Domini M° CCC^mo tricesimo secundo. Bertrandus Durandi audivit.

CCCLXXXV. — **Statut réglementant la distribution des gros.**

25 juin 1347.

[*fol. 174 v°*] Anno Domini millesimo CCC° XLVII^timo, in crastinum beati Johannis-Baptiste, nos, capitulum ecclesie Sancti-Severini Burdegal., videlicet Bernardus de Linhano, Johannes de Talantia, Ramundus de Landiranis, Medulcensis archidiaconus, Poncius de Pes, Arnaldus de Orto, Arnaldus Guy, Vitalis de Palude, Arnaldus de Malo-Borgueto, sacrista, Vitalis de Malholiis, Ancelmus de Maneriis, operarius, Robbertus Gumbaudi, Amanevus de Ramafforti, scolasticus Burdegal., Geraldus de Lobenxs, archidiaconus Sarnensis, Bertrandus de Bedaco, tesaurarius, canonici hujus ecclesie residentes et nostrum, ut moris est, generale capitulum celebrantes, animadvertentes frequen-

ter emergere questiones, discordia et intricaciones racione grossorum fructuum juxta ecclesie nostre statuta distinctorum et dispositorum cuilibet canonico post suam primam residenciam anualem assignari percipiendorum perpetuo annuatim, volentes amputare materiam questionis et ecclesie nostre ac canonicis providere pro vita et morte prout possumus intendentes, statuimus ut canonicus grossum optinens in ecclesia nostra juxta statuta ejusdem ecclesie sibi legitime et non alias assignatum, et in eadem ecclesia juxta ejusdem ecclesie statuta percipiens, et in predicta ecclesia juxta sepedicta statuta residens, vel qui de liccencia capituli optenta cum littera se absentat, qui a festo beati Severini, quo tempore finit annus residencie canonicorum et reddicionis compotorum reddituum perceptorum et incipit alius annus inmediate sequens, quandocumque usque ad festum beati Amandi, quo tempore fructus grossorum predictorum et alii ecclesie nostre fructus pendentes arrendari seu ad colligendum disponi consueverunt, decesserit vel alias noster canonicus esse desierit, de eo quod valebit communiter illo anno grossum quod optinebat pro tot diebus dumtaxat habebit dictus canonicus defficiens seu desiens, pro rata videlicet temporis de anno illo, quot dies fuerint a dicto festo beati Severini usque ad diem qua desinet vivere seu noster canonicus existere, omni residuo dicti grossi pro toto anno penitus remanente canonico vel capitulo succedenti ad grossum illud, super quo, nisi alias concordetur, ad esguardum capituli fideliter computetur. Si vero post [*fol. 175*] predictum festum beati Amandi quandocumque usque ad dictum festum beati Severini, talis canonicus cesserit vel decesserit seu noster canonicus esse desierit, tunc totum grossum illius annate fructuum pendencium percipiet et de illo pro vita et morte disponere poterit, ut de suo nec canonicus aut capitulum succedens in grosso illo aliquid sibi de illa annata percipere seu retinere debebit. Item, cum sit statutum in ecclesia nostra quod cuilibet percipienti et residenti canonico qui cedit vel decedit a festo beati Severini in antea pro quolibet die tres solidi racione prebende sue diurne usque ad diem qua cedet vel decedet

a capitulo solvantur. Et, ut pluribus annis non sufficiunt ceteri fructus ultra grossum ad solvendum cuilibet residenti canonico tres solidos pro prebenda, licet quandoque sufficiant vel excedant, fuit declaratum quod canonicus cedens vel decedens et noster canonicus esse desinens usque ad diem qua noster esse canonicus desinet, de omnibus fructibus futuris illo anno usque ad festum beati Severini, cotidianis distribucionibus que dantur canonicis qui misse, horis canonicis et obsequiis divinis et ecclesie intersunt et obvencionibus casualibus que ab antiquo consueverunt illis solummodo canonicis qui residentes sunt die qua obveniunt dumtaxat exceptis, percipiat pro rata temporis integre, sicut unus; et quod capitulum colliguat et separet partem ei, ut premittitur, contingentem dicto cedenti, decedenti seu desinenti esse noster canonicus vel ejus procuratori, heredi aut exequutori reddendum; vel, si nullus eorum appareat infra annum, capitulum pro ejus anima illud possit et debeat eroguare, sic quod capitulum pro dicta prebenda ad dictos tres solidos diurnos nisi sicut uni de residentibus ad ratam dictorum fructuum dumtaxat minime teneatur, illis nichilominus que de grosso lucrando supra statuta sunt in suo robore duraturis.

CCCLXXXVI. — **Statut adoucissant les conditions de la résidence à cause de la guerre.**

11 juillet 1379.

[*fol. 175 v°*] In nomine Domini, amen. Anno a Nativitate ejusdem millesimo ccc^{mo} septuagesimo nono, undecima die mensis julii, videlicet in festo sancti Benedicti, que fuit feria secunda, durante generali capitulo quod fuit inceptum a festo sancti Johannis proxime preterito, scilicet ab ejus crastino, et continuatum usque ad festum beate Marie augusti, scilicet Assumptionis, proxime venturum, in cappella Sancti-Marcialis scita in ecclesia Sancti-Severini extra muros Burdegalenses, ubi capitulare extitit retroactis temporibus consuetum, hora capitulari co[n]stituti venerabiles et circumspecti viri domini Guilher-

mus de Rupe, sacrista, [tam[1] nomine proprio quam domini decani ejusdem ecclesie, cujus vicarius existebat,] Guilhermus de Lescurio, Petrus Ponchoneti, Petrus de Villaressio, Bernardus de Malabato, Ramundus Arnaldi de Lassus, Fulquerius Lacomba, Petrus Fortis, Garssias Sancii, Guilhermus Abra ac Johanes de Salis, canonici predicti ejusdem eclesie, capitulantes et suum facientes capitulum, ut est moris, attentis multis guerrarum periculis diversisque venerabilibus viris dominis canonicis dicte ecclesie qui nunc sunt vel pro tempore sunt futuri, novis precipue seu denuo residentibus in eadem proventuris ac provenientibus ex residencia continue facienda, fraterna caritate commoti, decreverunt eorum dampnis occurrere ac necessitatibus et utilitatibus providere. Cum autem propter evidentem necessitatem et utilitatem ecclesie supradicte annalis residencia per quemlibet canonicum ejusdem ecclesie, infra ejus salvitatem conplenda retroactis temporibus fuerit i[n]stituta, ita tamen quod, si una nocte tantum se quicumque canonicus ibidem sic residens de quomodolibet absentaret, eadem residentia pro non habita haberetur et quod dictus residens temporibus et terminis ad incipiendum dictam residenciam consuetis, videlicet in festis sancti Severini aut Omnium Sanctorum eam reincipere teneretur; quia tamen propter dicta guerrarum dispendia hodiernis maxime temporibus emergentia multaque incomoda dictis novis canonicis, propter novas mutationem et hospiciorum apprehensionem ac retencionem, procul dubio proventura dicta sic aspera residentia in eorum posset non modicum redundare prejudicium atque dampnum, dicti domini .. capitulantes, ut supra, in generali capitulo, ordinationem mollificantes eandem, dictis novis canonicis dictam residentiam facientibus aut facturis unum mensem continuum, aut ex intervallo computando xxx dies pro mense accipiendos, in anni principio, fine seu medio indulserunt et a dicte residencie termino excluserunt, prout eciam alias a x^cem^ annis citra fuerat ordinatum. Ac etiam voluerunt quod quoad illos qui a dictis x annis citra dictum rece-

(1) *Les mots placés entre crochets ont été biffés.*

perunt mensem seu a dicta residentia excluserunt presens constitucio retrotrahatur. Datum et actum anno, mense, die, loco et hora quibus supra, presentibus et concensum prestantibus dominis .. antedictis. Hiis supradictis formam imposuerunt quod dictus mensis accipiatur prima residentia incoata tempore consueto. Datum ut supra, presentibus quibus supra.

CCCLXXXVII. — **Statut réglant les conditions de présence pour les distributions des anniversaires.**

27 octobre 1382.

Anno Domini M° CCC° LXXX II°, die XXVII mensis octobris, videlicet in vigilia sanctorum Symonis et Jude, durante capitulo generali quod fuit inchoatum in festo sancti Severini proxime preterito et continuatum usque ad festum beati Andree proxime venturum, nos capitulum ecclesie Sancti-Severini Burdegal., pro augmento divini obsequii et ut melius anniversariis deserviatur, statuimus incomutabiliter ut nullus gaudeat distributionibus anniversariorum nisi in serotino veniant infra terciam lectionem vel saltem antequam inchoetur II nocturnus; ad missam vero veniant antequam Ewangelium sit finitum. Hec autem in canonicis, presbyteris et clericis volumus observari. Dignum est enim ut obsequia defunctorum ceteraque divina officia talis concomitetur honestas qua viventes ad devocionem ecclesie vehementius animentur. Datum ut supra.

CCCLXXXVIII. — **Mentions de la réception de divers bénéficiers.**

1372-1377.

[*fol. 176*] Die sabbati XXIIII mensis aprilis, anno Domini M° CCC° LXX II°, fuit per dominum officialem provisum domino Willelmo Abra de canonicatu et prebenda vacantibus per provisionem factam de decanatu Sancti-Emiliani domino Rogerio

Fulcaudi, et die lune x^{a} mensis maii fuit receptus in capitulo ad dictos canonicatum et prebendam.

Die lune xvii^{a} mensis maii, fuit receptus in capitulo dominus Brunus de Saya, ad canonicatum et prebendam vacantes per mortem domini Petri-Arnaldi de Cambara, anno eodem.

Die lune ante festum Annunciacionis, anno ab Incarnatione Domini m^{o} ccc^{o} lxx quinto, dominus Johannes de Viridario fuit receptus in canonicum Sancti-Severini et ad prebendam quam obtinuit causa permutationis facte per eum cum domino Ayello de Rapina. Data vero littere sue collationis talis est : viiii kalendas febroarii, anno pontificatus vi^{o}.

Eadem die intimavit privilegium suum concessum sibi per dominum cardinalem Sancte-Anastasie.

Die lune post festum beati Severini, anno Domini m^{o} ccc^{o} lxx vi^{o}, fuit intimatum privilegium domini Guassie Sancii, cujus data talis est : Anno Domini m^{o} ccc^{mo} lxx vi^{o}, indicione xiiii, et die xviii mensis julii, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini Gregori[i], divina providentia pape xi^{mi}, anno vi.

Die lune que fuit x menssis novembris, anno Domini m^{o} ccc^{mo} lxx vi^{o}, incepit residere quidam clericus vocatus Arnaldus, loco domini Guassie Sancii.

Die lune que fuit dies xxv^{a} menssis maii, anno Domini m^{o} ccc^{o} lxx^{o} vii^{o}, qua die fuit intimatum privilegium domini Ro[gerii] Focaudi, decani Sancti-Emili[ani], per dominum Robertum Cay^{di}, subex[ecutorem], etc., ad instantiam P. de Salabartano, procuratoris dicti domini Rogerii Focaudi. Cujus quidem processus dicti privilegii talis est data : Datum et actum Rome, in hospicio habitacionis nostre, die secunda mensis marcii, anno Domini m^{o} ccc^{o} lxx^{o} vii^{o}.

CCCLXXXIX. — Statut fixant au dimanche matin le commencement de la semaine pour les hebdomadiers.

27 septembre 1383.

[*fol. 176 v°*] Quoniam, satore zizanie procurante, nil in humanis adeo certum clarumque statuitur quin yminentibus cir-

cumstanciarum variationibus in dubium revocetur, propter quod sepe amicabilis fraternitas venire potest in odium litigiorum amfractu, dignum est pro viribus ad ea que possumus declarationis remedio providere. Hinc est quod cum in ecclesia nostra Sancti-Severini sint ebdomade per singulos canonicos ex hiis qui primam fecerunt residentiam personalem et resident ad presens vel pro residentibus habentur solite celebrari, incipiendo a capite, ut primo decanus duas, sero antiquior unam et sic de singulis a primo usque ad novissimum, ac pro eo quod collatio beneficiorum vacantium ad collationem capituli pertinentium exerceatur libere per ebdoma[da]rium vacationis tempore existentem, revocetur in dubium quando ebdomada incipiat quandove finiatur, quibusdam asserentibus quod incipit sero sabbati post occasum solis, aliis dominica mane post ortum solis, nos, capitulum ecclesie predicte, ad tollendum omne ambiguitatis scrupulum, opinionem ultimam amicabiliorem observantiis ecclesie nostre presentibus declaramus et presenti statuto co[n]stituimus in posterum observari [quod (1) dominica in ortu solis incipiat]. Actum fuit in capitulo, in cappella Sancti-Marcialis, die lune ante festum beati Michaelis, que fuit XXVII septembris, anno Domini M° CCC° LXXXIII°.

CCCXC. — Statut sur les logis des chanoines.

22 octobre 1392 et 9 décembre 1398.

Infrascriptum statutum fuit factum in crastino sancti Severini M° CCC° LXXXXII°.

In nomine Domini, amen. Ordinatum fuit in capitulo sancti Severini, die, etc., quod quilibet canonicus prebendatus ecclesie predicte habeat et teneat domum propriam canonicalem seu alias acquisitam sive conductam, infra salvitatem ecclesie prefate Sancti-Severini, in qua idem canonicus residere teneatur seu tenere suum proprium servitorem, sacerdotem

(1) *Les mots entre crochets ont été ajoutés.*

vel clericum qui in dicta ecclesia serviat horis diurnis et nocturnis.

Item, eadem die qua supra fuit similiter ordinatum quod, vacante domo canonicali per cessum vel decessum alicujus canonici prebendati, canonicus prior seu antiquior in residencia, si vult eandem domum optare et habere pro precio quod posteriores in residencia canonici optulerint, ipsis posterioribus prior in residencia preferatur sub precio magis offerentis. Et si, predictis contingentibus casibus, canonicus prior seu antiquior domum canonicalem, ut premittitur, vacantem optare noluerit, ipso facto sue prioritatis jure privetur.

Item, similiter fuit eadem die ordinatum quod, si canonicus prebendatus habens domum canonicalem in salvitate dicte ecclesie optineat postmodum in eadem ecclesia dignitatem, personatum vel officium ratione cujus habeat domum infra dictam salvitatem, ipso facto domus canonicalis quam idem canonicus prius obtinebat vacet et ad manum capituli revertatur, quam antiquior optare possit, ut prefertur.

Item, similiter fuit eadem die ordinatum quod nullus canonicus possit vendere domum suam canonicalem alicui alteri canonico, nisi de consensu et expressa voluntate capituli.

Et fuit factum statutum in presencia magistri Arnaldi Mercerii, notarii, et dominorum Jo. Golose (?) et Guillelmi de Fonte.

Hec ordinacio suprascripta, alias facta per quatuor articulos, ut premittitur, lecta fuit coram venerabilibus dominis decano et capitulo in capella Sancti-Marcialis, die lune, videlicet VIIII mensis decembris, hora capitulari consueta, in anno Domini M° CCC° nonagesimo VIII°. Et dicti domini decanus et capitulum eandem ordinacionem approbarunt ac confirmarunt anno, mense, die, loco et hora quibus supra.

Godefridus canonicus predictum statutum scripsit manu propria de mandato dominorum canonicorum, et notarius fuit magister Arnaldus Mercerii.

CCCXCI. — Mention de la collation d'un bénéfice à Godefroy Rode du diocèse de Cologne.

1394-1396.

[*fol. 177*] Dominus Godefridus Rode, nacione alamamus, de dyocesi Coloniensi, fuit [promotus] in canonicum hujus ecclesie, ad prebendam vacantem per promocionem domini P. de Bosco ad ecclesiam Aquensem, quam quidem prebendam dictus dominus P. de Bosco habuit per mortem domini Folquerium *(sic)* de Combis. Et dictus dominus G. Rode habuit possessionem anno Domini M° CCC° LXXXXIIII^to, et residenciam suam incepit in festo sancti Severini, in anno Domini M° CCC° LXXXXVI.

CCCXCII. — Compromis entre les chapitres de Saint-André et de Saint-Seurin au sujet d'une croix brisée, du porte-croix frappé, etc.

20 juin 1237.

Universis presentes litteras inspecturis, decani et capitula Sancti-Andree et Sancti-Severini Burdegal., salutem. Noverit universitas vestra quod cum mota esset controversia inter nos, decanum et capitulum Beati-Andree Burdegal., ex una parte, et nos, decanum et capitulum Sancti-Severini Burdegal., ex altera, super diversis capitulis, finaliter compromisimus in dominum R., officialem Burdegal., super quinque articulis, prout nominatim inferius exprimuntur, videlicet : super cruce fracta et clerico crucifero pulsato et injuria vel contumelia que ecclesie Beati-Andree per aliquos de ecclesia Sancti-Severini dicebatur irrogata fuisse; item, super quodam privilegio per quod nos de ecclesia Sancti-Andree nos dicimus habere potestatem a Sede Apostolica excommunicandi injuriato[re]s nostros, scilicet in quantum illud privilegium tangit canonicos vel clericos chori Sancti-Severini, non quidem quantum ad alios articulos qui in privilegio continentur nec in quantum ad alias res vel

alias personas noscatur dictum privilegium pertinere; item, super quibusdam sentenciis que occasione dicti privilegii dicebantur prolate. Porro, super premissis quinque articulis ita compromisimus in predictum R., quod quinque ex utroque capitulo, videlicet quod P[etrus], decanus, F., archydyaconus Medulcensis, A., thesaurarius, A., sacrista, magister R., penitenciarius Sancti-Andree Burdegal., ex una parte, et Willelmus, decanus, G., sacrista, magister Rufatus, P. Perer, canonici Sancti-Severini Burdegal., ex altera, cum mandato et consensu utriusque capituli, tactis sacrosanctis Ewangeliis corporaliter, juraverunt in animas suas ———— quidquid super predictis articulis nominatus dominus R. dixerit vel statuerit aut arbitrabitur judicando, conoscendo seu [dic]tum proferendo super dictis articulis aut quolibet eorum, super quibus eciam stipulacio solempniter interposita fuit et pena eciam centum marcharum argenti adjecta, [solvenda] ab ea parte que non paruerit arbitrio prolato super omnibus articulis vel aliquo eorum vel que predicto arbitrio in totum vel pro parte duxerit obviandum, et, pena soluta a parte contradicente, arbitrium in sua permaneat firmitate. Promiserunt et[iam] partes se, pendente arbitrio, non lacessere et non provocare nec inter se aliquid machinari per se vel per alios, neque inpetrare aliquid a curia Romana vel ab aliquo . . . . . . neque inpetratis uti, nec quicquam fraudulenter vel dolo malo facere, renunciando in hoc compromisso super hoc privilegio proprio (?), singulari vel speciali, doli exceptionibus, juris auxilio per quod alterutra pars contra formam compromissi juvari in aliquo videatur. In cujus testimonium et memoriam sigillis nostris (?), scilicet utriusque capituli et ipsius officialis, presentem cartulam fecimus sigillari. Actum sabbato post octabas Pentecoste, anno Domini M° CC° XXXVII°.

CCCXCIII. — Statut réduisant les frais des funérailles des chanoines, les prébendes étant fort amoindries à cause des mortalités, des guerres, des gelées, etc.

25 septembre 1400.

[*fol. 177 v°*] Actum in nostro capitulo, die xxv mensis septembris, anno Domini cccc°, qua die nos Johannes de Viridario, decretorum doctor decanusque Sancti-Severini Burdegalensis, ad sonum campane una cum aliis concanonicis dicte ecclesie insimul capitulariter congregati in cappella Sancti-Marcialis, provide attendentes propter frequentes mortalitates, gelatas et tempestates ac alia similia necnon guerrarum discrimina, fructus obventiones nostre ecclesie in tantum diminutos esse quod vix simplex canonicus potest vivere de prebenda, ymo frequenter contigit quod decedentes canonici in eorum funeralibus et aliis honeribus et expensis post mortem faciendis ea que facere tenentur ratione constitutorum et consuetudinum ecclesie usque nunc per nostros predecessores firmiter observatorum, videlicet emptiones pannorum aureorum seu conductiones eorum, distribuciones chori, classia campanarum ac aniversarium, limitantes in statutis et consuetudinibus supradictis, possunt minime adimplere, propter quod incurrunt forsitan reatum perjurii et periculum animarum, pro nobis et successoribus nostris per modum statuti ordinacionem fecimus subsequentem : quod ab hac hora in antea quando aliquem ex nobis mori contigerit, capitulum teneatur tradere libere et absolute sine solucione quacumque pannum illum aureum quem noviter habuimus ab executoribus bone memorie domini episcopi Aquensis et alios ex nostris pannis aureis tot quot executores canonici mortui duxerint eligendos. Distribucionem autem fiendam pro mortuo ac classia campanarum faciant dicti executores pro suo arbitrio voluntatis, si eam voluerint facere ; alias minime compellantur. Et ut hec ordinacio inconcussa servetur, reverendo patri domino archiepiscopo Burdegalensi supplicavimus ut, si hanc ordinacionem contingat obviare statutis et consue-

tudinibus nostris, ipsam confirmare et moderare dignetur per modum superius prelibatum.

CCCXCIV. — Formule du serment prêté par les chanoines prébendés.

Ego, N. J., canonicus prebendatus ecclesie Sancti-Severini Burdegal., promitto et juro quod statuta et observancias et privilegia ecclesie pro posse servabo, jura et honorem ipsius pro mea possibilitate defendam, nec illius bona alienabo, alienata autem ad jus et proprietatem ecclesie revocabo, et bonum et legale concilium capitulo dabo, nec illud aut secreta ipsius alicui in ejus prejudicium revelabo.

CCCXCV. — Liste des chanoines vivant en 1355, et de ceux qui ont été reçus depuis la peste.

XIVe siècle.

[*fol. 178 en blanc*].

[*fol. 178 v°*] Isti sunt canonici ecclesie Sancti-Severini qui vivebant in festo Pasche Domini, anno ejusdem M° CCC° LV°.

Dominus Ramundus de Landiranis.

Dominus Bertrandus de Bedaco, thesaurarius.

Dominus Dominicus de Podio.

Dominus Vitalis de Malholiis.

Dominus Petrus de Colongiis.

Infrascripti venerunt et fuerunt recepti a mortalitate citra.

Dominus Petrus de Ecclesia, decanus, qui decanatum habuit per permutationem factam cum domino Guillelmo Ramundi de Mota, olim decano.

Dominus Arnaldus Bernardi de Preyssaco, qui habuit prebendam per capitulum sibi collatam, vacantem per mortem domini Roberti Gombaudi quondam.

Dominus Petrus Ademarii, qui habuit prebendam per capitulum sibi collatam, vaccantem per mortem domini Johannis de Vallo, qui prius acceptaverat prebendam vaccantem per mortem domini Vitalis de Palude quondam.

Dominus Petrus Baroti, sacrista, qui habuit prebendam vaccantem per mortem domini Johannis de Sancto-Johanne, qui prius acceptaverat prebendam vaccantem per mortem domini Arnaldi de Orto quondam.

Dominus Amanevus de Mota, archidiaconus Blaviensis, qui ex gratia Pape habuit prebendam vaccantem per resignationem Guillelmi Arnaldi, fratris sui, qui eam habuerat vaccantem in curia per mortem domini Ramundi de Maseriis quondam.

[*fol. 179*] Dominus Ramundus de Barda, qui habuit prebendam vaccantem per mortem domini Geraldi de Frenesto quondam, in curia Romana, tanquam reservatam.

Dominus Arnaldus de Gavarreto, qui habuit prebendam vaccantem per mortem domini Arnaldi de Malo-Burgeto quondam, in curia, tanquam reservatam.

Dominus Bernardus de Fageto, qui acceptavit prebendam vaccantem per mortem domini Ancelmi de Maneriis quondam [1], loco cujus est dominus G^us^ de Podio, ex commissione (?) Pape, et fuit positus in pocessione die sabbati, in festo sancti Fortis, anno Domini M° CCC° LV°.

Dominus Amalbinus de Junqueriis, qui acceptavit prebendam vaccantem per mortem domini Arnaldi Guidonis quondam.

Dominus Garssias Ayquelmi, qui acceptavit prebendam vaccantem per mortem domini Amanevi de Ramaforti quondam.

Dominus Ber^dus^ de la Planha, qui habuit prebendam vaccantem per mortem domini Geraldi de Lobenx quondam, ex [gratia] Pape, tanquam reservatam.

Dominus Petrus Ponchoneti, qui acceptavit prebendam vaccantem per mortem domini Ber^di^ de Lilhano quondam.

Dominus Bertrandus de Lalana, qui acceptavit prebendam vaccantem per mortem domini Stephani de Palude quondam.

(1) *Le reste de l'alinéa a été ajouté.*

Dominus Guillelmus de Media-Villa alias de Lestuguo, qui habet prebendam per permutationem factam cum domino Arnaldo de Morlana, qui eam habuerat vacantem in curia per assumptionem archiepiscopatus collati domino Amanevo de Mota, olim canonico nostro.

Dominus Arnaldus de Albernia, qui habuit prebendam vaccantem per permutationem factam cum domino Petro de Monte-Viridi in curia Rom[ana].

INDEX ALPHABÉTIQUE

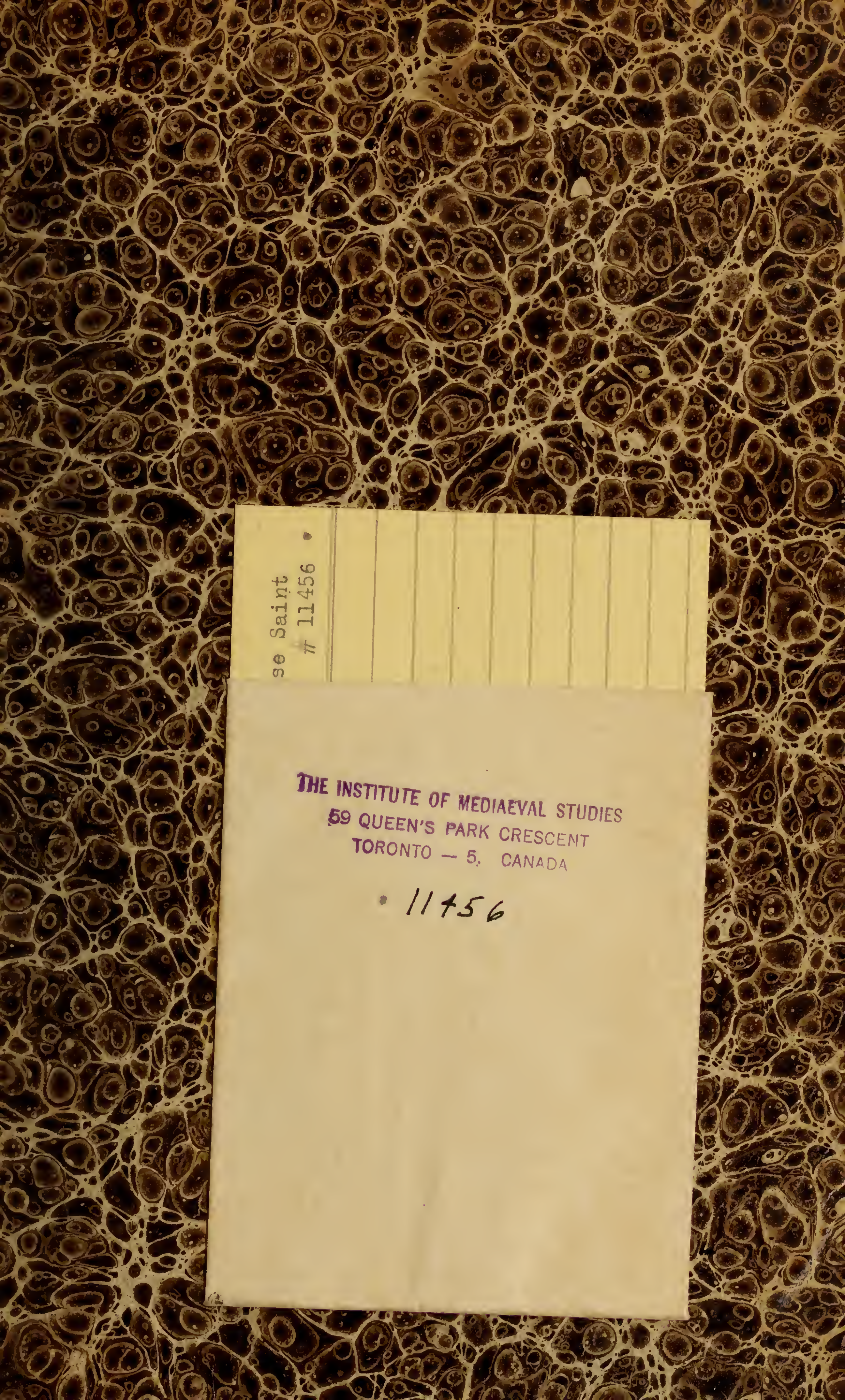
ERRATA

P. 4, ligne 7 : [ami]no. *Corr. :* [sami]no.
P. 78, ligne 2 du titre : Saint-Laurent d'Esteuil. *Suppr.* d'Esteuil.
P. 191, avant-dernière ligne : discordia os. *Corr. :* discordia fos.
P. 249, 3e ligne du titre : suppr. : qu'il devait audit chapitre.
P. 253, 2e ligne du titre : chanoine. *Corr. :* chevalier.
P. 274, 1re ligne du titre : devant l'official. *Corr. :* devant le chapitre métropolitain.
P. 404, 2e ligne du texte : Bertrandus. *Corr. :* Bernardus.

TABLE DES MATIÈRES

Bordeaux. — Imp. G. GOUNOUILHOU, rue Guiraude, 11.




se Saint
11456
THE INSTITUTE OF MEDIAEVAL STUDIES
59 QUEEN'S PARK CRESCENT
TORONTO — 5. CANADA
11456

